

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

16e Législature — 3e session

Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 17 février 1926

1926

Texte établi par France Rochefort et Josée Levasseur

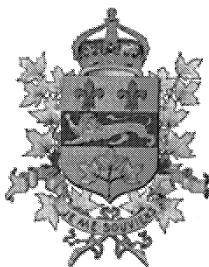
Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

16e Législature - 3e session

Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 17 février 1926

1926



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

16^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 17 février 1926

1926

Texte établi par France Rochefort et Josée Levasseur

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	France Rochefort Josée Levasseur
Introduction:	Chantal Charron
Traduction:	Mathieu Boily Alexis Larochelle Julie Martel
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard
Indexation:	Sylvie Deschênes
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1er trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23909-2
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1926

Tandis que le Québec commence à se remettre des derniers soubresauts économiques qui ont suivi la fin de la Première Guerre mondiale, les « années folles » battent leur plein sur le monde occidental, encore inconscient de la tourmente des décennies à venir.

Le 1^{er} mai 1925, Adolf Hitler, nouveau chef du Parti national-socialiste allemand (NSDAP) autorisé depuis peu à reprendre ses activités, procède à la création des *Schutzstaffel* (SS), les gardes chargés d'assurer la police du Parti. Le 18 juillet, Hitler publie son ouvrage intitulé *Mein Kampf*, dans lequel il expose sa doctrine. Aux États-Unis, le premier congrès du Ku Klux Klan¹ a lieu le 8 août à Washington. Un contingent de 40 000 militants racistes défile devant la Maison-Blanche. Les États-Unis vivent alors une période d'isolationnisme économique et de conservatisme idéologique.

La conférence de Locarno, qui se déroule du 5 au 16 octobre 1925, réunit Aristide Briand (président du Conseil sous la III^e République française), Gustav Stresemann (ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne sous la République de Weimar), Austen Chamberlain (ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni), Émile Vandervelde (ministre des Affaires étrangères de Belgique) et Benito Mussolini (Président du Conseil du Royaume d'Italie). Le pacte de Locarno, par lequel l'Allemagne reconnaît ses frontières occidentales, est ratifié le 16 octobre.

Briand et Stresemann recevront le prix Nobel de la paix en 1926, récompensant ainsi les efforts qu'ils ont consacrés à l'établissement d'une paix durable. En Iran, c'est le 31 octobre qu'est officiellement déposé le dernier des Kadjars, Ahmad Shah. Le 12 décembre, Reza Pahlavi accède au pouvoir suprême avec le titre de shah. Sa dynastie ne sera renversée qu'en janvier 1979 par le régime théocratique islamiste de l'ayatollah Khomeyni. La veille de Noël, l'Italien Benito Mussolini entérine une loi qui crée la fonction de chef du gouvernement, et qui permet au *Duce*² de disposer de l'ensemble des pouvoirs exécutifs, tout en n'étant responsable que devant le roi.

Le 21 juin, le pape Pie XI procède à la béatification des huit martyrs dont sept jésuites de la Nouvelle-France qui ont été tués au cours des guerres opposant les Hurons et les Iroquois au XVII^e siècle. Jean de Brébeuf, Gabriel Lalemant, Noël Chabanel, Antoine Daniel, Jean de La Lande, Charles Garnier, René Goupil et Isaac Jogues porteront désormais le nom de saints Martyrs canadiens. C'est le ministre Honoré Mercier fils qui représente le gouvernement du Québec auprès du Saint-Siège pour cette insigne célébration.

Mais l'Église du Québec est bientôt frappée par le deuil : le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec depuis plus d'un quart de siècle, s'éteint le 18 juillet 1925; deux jours plus tard, M^{gr} Joseph-Alfred Langlois prend la relève en tant qu'administrateur du diocèse de Québec. Hospitalisé depuis 1923 pour soigner un cancer, ce n'est que le 10 janvier 1926 que Mgr Paul-Eugène Roy est désigné pour succéder au cardinal Bégin et qu'il reçoit officiellement le pallium³ de l'archevêque. Il succombe à son tour le 20 février. Le cardinal Raymond-Marie Rouleau lui succède le 9 juillet.

La monarchie britannique connaît elle aussi ses heures de tristesse lorsque, le 20 novembre 1925, survient le décès de la reine Alexandra, veuve du roi Édouard VII et mère du roi George V.

Sur les plans économique et sociale, le Québec poursuit dans la voie empruntée au tournant de la décennie. Le 24 juillet, la construction d'une usine d'aluminium débute pour le compte de la compagnie Alcoa et de son président, Arthur Vining Davis; huit mois plus tard, la municipalité d'Arvida voit le jour sur les rives du Saguenay⁴. L'Asbestos Corporation, détentrice de plusieurs mines d'amiante situées dans la région des Bois-Francs, est officiellement créée le 18 décembre. Une grève éclate le 16 novembre dans l'industrie de la chaussure à Québec. Trois mille ouvriers employés dans 14 manufactures sont en arrêt de travail jusqu'au 30 novembre. C'est M^{gr} Joseph-Alfred Langlois qui intervient à titre d'arbitre dans le conflit⁵.

Le 16 septembre, l'ancien premier ministre libéral Lomer Gouin, devenu ministre à Ottawa en 1921, annonce qu'il quitte définitivement la vie politique et qu'il ne se présentera pas

aux élections du 29 octobre 1925. Réélu ce jour-là avec seulement 99 sièges contre 116 pour le Parti conservateur d'Arthur Meighen, le Parti libéral de William Lyon Mackenzie King est néanmoins appelé à former un gouvernement minoritaire, puisqu'il bénéficie de l'appui des 24 députés du Parti progressiste. Au Québec, le Parti libéral fédéral fait élire 59 députés, contre seulement 4 conservateurs, et le candidat indépendant Henri Bourassa dans le comté de Labelle.

Le 8 septembre, le sénateur Raoul Dandurand est élu président de l'Assemblée de la Société des Nations. C'est aussi en septembre 1925 qu'une première femme, Marthe Pelland, est admise à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, non sans que les autorités de l'université aient tenté à plusieurs reprises de l'en dissuader. Elle recevra son diplôme six ans plus tard, après avoir terminé au premier rang de sa promotion⁶.

Quelques tragédies surviennent aussi : le 26 août, un incendie détruit l'entrepôt de la brasserie Molson à Montréal, tandis que le 28 novembre, le gardien de but Georges Vézina s'effondre sur la glace pendant une partie opposant le Canadien de Montréal aux Pirates de Pittsburgh. Atteint de la tuberculose, le brillant hockeyeur est contraint de mettre un terme à sa carrière. Il décède le 27 mars 1926. Une semaine après l'ouverture de la session de 1926, une partie du Château Frontenac est détruite par un incendie; les dégâts sont évalués à deux millions de dollars. L'homme d'affaires Joseph-Dominique Guay, fondateur, avec Julien-Édouard-Alfred Dubuc, de la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, meurt le 18 septembre dans sa ville natale, dont il a été maire à deux reprises.

D'importantes avancées technologiques sont à signaler au cours de cette année, annonciatrices des progrès à venir : le système téléphonique automatique est inauguré à Montréal le 5 avril par la compagnie Bell Canada et, le 16 mars 1926, Robert Goddard lance la première fusée à carburant liquide à Auburn, au Massachusetts. À Berlin, une des premières compagnies aériennes de l'histoire, la Lufthansa, avait été créée le 6 janvier.

Le 15 février, tandis que Montréal inaugure son nouvel hôtel de ville reconstruit après l'incendie de 1922, Valmont Martin est élu maire de Québec. Il remporte les élections avec 600 voix de majorité sur son adversaire Joseph-Octave Samson. C'est dans ce contexte que s'ouvre la 3^e session de la 16^e Législature.

Les parlementaires

De nouvelles figures font leur entrée en Chambre à la session de 1926, mais la composition de la Chambre demeure presque la même : sur les 85 sièges du Parlement, 63 sont occupés par des libéraux et 20 par des conservateurs. L'Assemblée compte également un député ouvrier, Pierre Bertrand (Saint-Sauveur), ainsi qu'un député libéral indépendant, Ernest Tétreau (Montréal-Dorion).

Le 30 novembre 1925, quatre nouveaux députés sont élus lors de la tenue d'élections partielles dans les circonscriptions d'Argenteuil, de Jacques-Cartier, de Berthier et de Champlain. Seul le comté d'Argenteuil est remporté par un conservateur, Joseph-Léon Saint-Jacques, qui occupe désormais le siège laissé vacant par le libéral John Hay, décédé en fonction le 16 janvier 1925. Le libéral Amédée Sylvestre est élu dans Berthier, en remplacement de Siméon Lafrenière, nommé registrateur de ce même comté; dans Champlain, c'est le libéral William-Pierre Grant qui succède à Bruno Bordeleau, lui aussi nommé registrateur de son comté, tandis que le libéral Victor Marchand prend la relève du conservateur Ésiouff-Léon Patenaude dans Jacques-Cartier. Le 8 octobre 1925, Patenaude avait démissionné de son fauteuil de député, qu'il occupait depuis 1923, afin de poser sa candidature aux élections fédérales dans cette même circonscription; il est cependant défait, et le sera également lors des élections de 1926. Il s'était d'ailleurs fait octroyer le poste de ministre de la Justice dans le Cabinet d'Arthur Meighen du 13 juillet au 25 septembre 1926. Néanmoins, au cours de la session de l'Assemblée législative de 1926, Patenaude reçoit les hommages de ses anciens collègues tant conservateurs que libéraux.

Bien que depuis 1921 la majorité de la population de la province de Québec soit recensée dans les villes, seulement 29 sièges de l'Assemblée sont occupés par des représentants des circonscriptions urbaines, comparativement à 56 pour les circonscriptions rurales⁷. Cela tient en grande partie au mode de scrutin en vigueur, lequel provoque une distorsion de la carte électorale.

On ne signale aucun changement au Conseil exécutif par rapport à la session précédente. Louis-Alexandre Taschereau cumule les fonctions de premier ministre, de procureur général et de ministre des Affaires municipales; Athanase David et Jacob Nicol sont respectivement secrétaire et trésorier de la province. Joseph-Édouard Caron occupe le poste de ministre de l'Agriculture, Honoré Mercier fils est toujours titulaire du ministère des Terres et Forêts, et Joseph-Édouard Perrault, dirige celui de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries; Antonin Galipeault demeure ministre des Travaux publics et du Travail, et Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie. Émile Moreau, Martin Madden et Lauréat Lapierre, ministres sans portefeuille, viennent compléter le cabinet. Sinon, au cours de l'année 1925, c'est le juge en chef de la Cour supérieure, sir François Lemieux, qui s'acquitte des fonctions du lieutenant-gouverneur Narcisse Pérodeau pendant le séjour de ce dernier en Europe.

Les changements sont peu nombreux du côté du Conseil législatif. Le 31 janvier 1926, le conseiller législatif de la division de Kennebec depuis 1921, Paul Tourigny, meurt en fonction. Il fut aussi député libéral du comté d'Arthabaska de 1900 à 1916. Le libéral Clément Robillard, conseiller de la division de Lanaudière, décède subitement le 20 mars. Quant au siège de la division de Salaberry, il est toujours vacant depuis le départ de Lomer Gouin en 1921, situation que dénonce d'ailleurs le député Arthur Plante (Beauharnois), en invitant ses collègues des circonscriptions comprises dans cette division à se joindre à lui pour presser le gouvernement de nommer un représentant. (13 janvier)

Louis-Alexandre Taschereau et les libéraux : un programme conservateur?

Le 12 décembre 1925, un grand banquet est organisé en l'honneur de Louis-Alexandre Taschereau à l'occasion du 25^e anniversaire de son entrée en politique active⁸. Cinq ans se sont écoulés depuis son accession au poste de premier ministre de la province, au cours desquels son gouvernement a été appelé à mettre en œuvre des mesures qui, en certains cas, ont été jugées trop progressistes, notamment par les milieux cléricaux.

Pourtant, le gouvernement Taschereau est accusé de nombreuses reprises de pratiquer une politique conservatrice par ses opposants. Henri Bourassa, dans son journal *Le Devoir* et député indépendant à la Chambre des communes, qualifie l'embargo sur l'énergie électrique de « politique tory⁹ ».

Au Parlement de Québec, les conservateurs eux-mêmes reviennent régulièrement à la charge, sans que les libéraux ne s'en offusquent trop. Par exemple, le député conservateur de Montréal-Laurier, Alfred Duranleau, affirme, quant à la politique la protection de nos ressources naturelles, qu'elle « est littéralement copiée d'un article du programme du Parti conservateur. [...] D'ailleurs, est-ce pour cela qu'un journal a dit déjà que le premier ministre actuel était "le plus tory des Tories en cette province"? », demande-t-il. (22 mars)

Les débats de la session de 1926 illustrent de façon éloquente les grandes lignes du gouvernement Taschereau : prudence, voire réticences à favoriser les travailleurs au risque de désavantager les industriels, protectionnisme en ce qui concerne les ressources naturelles, ouverture aux capitaux étrangers, tolérance des trusts. Le journaliste Laurent Laplante dira de Taschereau qu'« on le considère, même parmi ses partisans, comme un conservateur égaré chez les libéraux¹⁰ ».

La discipline de parti chez les libéraux soulève également des questionnements du côté de certains députés conservateurs :

M. Langlais (Témiscouata): Dans le discours du premier ministre, il y a surtout de l'ironie. Il y a des disciples bien-aimés de l'autre côté, mais ils n'ont pas le droit de dire ce qu'ils pensent, ils sont obligés d'obéir à la discipline de parti et de fouler aux pieds leurs opinions et les intérêts de leurs électeurs. (13 janvier)

Ce que vient contredire le député Jean-Hugues Fortier, député de Beauce, le 20 janvier, lorsqu'il affirme que lui et ses collègues libéraux sont « fiers d'approuver le gouvernement non pas servilement, mais dans toute la liberté de notre intelligence ».

Effectivement, comme par les sessions précédentes, les projets de loi présentés ne font pas tous l'unanimité au sein de la députation libérale. Des personnalités au fort tempérament, comme Télésphore-Damien Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, ne se gênent pas pour différer d'opinions avec ses collègues. Le chef de l'opposition ira même jusqu'à dire que « [l']honorable premier ministre sait bien que ses plus dangereux ennemis ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre ». (9 février)

Arthur Sauvé, le Parti conservateur et son programme

C'est Alfred Duranleau plutôt qu'Arthur Plante qui succède à Ésiouff-Léon Patenaude¹¹ comme premier lieutenant d'Arthur Sauvé. Cela suscite l'étonnement chez les libéraux, car Duranleau est l'associé de Rodolphe Monty, l'ancien candidat conservateur de Laurier-Outremont aux élections fédérales de 1925, celui-là même qui s'est opposé à Patenaude pour le poste de lieutenant des conservateurs fédéraux au Québec et qui n'éprouvait guère d'amitié envers ce dernier¹². Le départ de Patenaude aurait amenuisé les espoirs d'Arthur Sauvé de constituer une solide opposition au gouvernement Taschereau¹³.

Malgré cela, les conservateurs demeurent à l'affût tout au long de la session, persuadés, du moins en apparence, que le gouvernement Taschereau n'en a plus pour longtemps et que le jour n'est pas loin où ils auront enfin la chance de traverser du côté droit de la Chambre. Des commentaires à cet effet sont régulièrement émis. Les conservateurs espèrent visiblement que le nombre d'années passées au pouvoir par les libéraux depuis 1897 incitera bientôt la population à opter pour un changement de garde.

Le parti au pouvoir ne voit pas les choses du même œil : selon le député de Beauce, Joseph-Hugues Fortier, le gouvernement libéral est un jeune parti. « S'il faut chercher la décrépitude, ajoute-t-il, c'est du côté de l'opposition qu'il faut regarder. » (20 janvier) Car, d'après l'historien Bernard Vigod, « [s]'il est une image que les conservateurs ont projetée de façon constante tout au long de 1926 et de 1927, c'est celle d'un parti qui rejetait l'industrialisation¹⁴ », contrairement aux libéraux. Même les milieux de la finance, qui sont traditionnellement conservateurs, appuient les libéraux, jugeant trop radicales les « théories de progrès social » d'Arthur Sauvé, dont la position au sein du parti manque par ailleurs de lustre¹⁵.

Mais le reproche le plus fréquent qu'adressent les libéraux aux conservateurs au cours de la session est sans aucun doute celui de ne pas avoir de programme :

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le chef de l'opposition dit toujours, en cette Chambre et un peu partout dans la province, qu'il a un programme, mais je me demande si le peuple sera bien convaincu. Il n'a d'ailleurs fait que répéter ce qu'il avait déjà dit souvent sans que le peuple le prenne au sérieux. Je l'encourage à proclamer qu'il a un programme, mais peut-on croire qu'il sera pris au sérieux? Mais je souhaite quand même à mon honorable ami de persévérer et de finir par avoir un programme. (14 janvier)

Ce que les libéraux considèrent comme une absence de programme donne souvent lieu à des railleries en Chambre lors des échanges, car les conservateurs accusent leurs adversaires de leur avoir volé leur programme.

Bref, le chef de l'opposition sait ce que veut son parti pour la province et ce qu'il ne veut pas :

Nous ne voulons pas d'un pouvoir qui dirige les citoyens par la force, la violence, la contrainte. Nous ne voulons pas confondre le peuple avec l'État, nous ne voulons pas de conflit entre l'État-pouvoir et l'État-société. Nous voulons la protection du capital canadien d'abord, en vue de développer, d'exploiter et d'utiliser nos richesses naturelles à l'avantage de toutes les classes de notre population. Nous voulons le respect intégral de notre système d'instruction publique [...]. Nous voulons encore plus de protection pour l'agriculture; que les deniers votés pour l'agriculture soient dépensés à l'avantage des cultivateurs plutôt qu'aux budgétivores; une réorganisation complète des cercles agricoles, chez les

agronomes et dans l'orientation des écoles d'agriculture qui ont coûté trop cher à la province pour les résultats qu'elles ont produits. (12 janvier)

Tandis que Sauvé considère que le rôle de son parti en Chambre consiste « à examiner chacune des demandes du gouvernement et des propositions qui lui sont soumises, de les critiquer et de les discuter librement s'il y a lieu » (12 janvier), les libéraux prétendent que leur façon de faire ressemble davantage à un « programme de démolition ». (Caron, 20 janvier) L'assertion de Sauvé témoigne assez bien du problème des conservateurs, tant décrié par les libéraux : d'abord préoccupés de se livrer à une critique systématique des propositions libérales, ils semblent oublier d'élaborer et de proposer leurs propres solutions de rechange; et, quand ils le font, leurs arguments résistent mal aux contre-attaques des libéraux, beaucoup plus aguerris.

Néanmoins, le député de Montréal-Sainte-Marie, Camillien Houde, apparaît comme un solide opposant. Mais, malgré leur pertinence et leur force argumentative, ses interventions ne reçoivent pas l'accueil escompté. Ses discours le rapprochent davantage de l'idéologie ouvrière et témoignent très peu des aspirations soi-disant conservatrices. Ses arguments mettent certainement en évidence le manque de cohésion au sein du parti, voire l'absence d'une réelle vision politique chez les conservateurs. Certains députés ne sont pas moins satisfaits de leur chef :

M. Plante (Beauharnois): L'opposition, admirablement dirigée par son chef, a fait de grands progrès depuis quelques années. Le Parti conservateur n'a pas raison de se décourager, dans notre province. Et ces succès seront encore plus éclatants quand le peuple sera mieux formé. Il y a seulement quatre ans de cela, le chef de l'opposition n'avait que quatre membres de son côté; maintenant un solide groupe l'entoure. (13 janvier)

D'autres vont reprocher à Sauvé « de ne pas mieux besogner avec vingt députés qu'autrefois avec cinq¹⁶ ». Selon le député libéral Télesphore-Damien Bouchard, « il n'y a jamais eu de cohésion ni de bonne entente » au sein du Parti conservateur. (19 janvier) À la fin de la session, l'opposition est d'ailleurs si mal en point que Taschereau lui-même s'en inquiète en coulisse¹⁷.

Le discours du trône

Le 7 janvier, après les traditionnelles formules d'usage, le lieutenant-gouverneur de la province, Narcisse Pérodeau, livre un bref discours du trône. Il annonce d'abord que trois importantes commissions ont complété leurs travaux : la commission du service civil, la commission chargée d'étudier les lois des accidents du travail, et la commission de la refonte des statuts. Le gouvernement, précise-t-il, a donné suite au rapport présenté par la commission du service civil en augmentant de façon substantielle les traitements accordés aux fonctionnaires et les nouveaux statuts refondus de 1925 sont entrés en vigueur le 31 décembre. Quant à la nouvelle loi des accidents du travail, elle sera soumise à l'Assemblée au cours de la session.

D'autres projets seront également portés à l'attention des députés. Pérodeau les invite notamment à édicter des dispositions législatives permanentes visant à conserver dans la province les ressources naturelles, en particulier les forces hydrauliques. Dans la mesure où le développement minier connaît un essor considérable, il estime que les députés devraient aussi réévaluer la loi des mines. Il est d'ailleurs heureux d'annoncer que la construction du chemin de fer devant relier les mines de Rouyn, en Abitibi, au réseau national, progresse rapidement.

Le domaine de l'instruction publique demeure un important fer de lance du gouvernement et de nouvelles sources de revenus devront être créées afin de rendre effectifs les octrois supplémentaires qu'il destine tant aux écoles primaires qu'à l'enseignement universitaire. Il souhaite également revoir les lois relatives aux écoles techniques, afin d'en augmenter l'efficacité.

Enfin, le lieutenant-gouverneur annonce aux parlementaires qu'ils devront se pencher sur les difficultés soulevées par les dispositions de la loi relative aux enquêtes sur les affaires municipales, et sur les moyens à mettre en œuvre pour y remédier. La détermination d'une

réglementation devant régir les autobus affectés au service public de même que la participation financière du gouvernement à la construction d'un pont entre Longueuil et Montréal feront l'objet de discussions au cours de la session. Enfin, la réorganisation de l'agence gouvernementale de Londres est également à prévoir, car les relations commerciales avec la Grande-Bretagne prennent de plus en plus d'expansion.

L'adresse en réponse au discours du trône est présentée par William-Pierre Grant, député de Champlain, appuyé du représentant du comté de Shefford, William Stephen Bullock.

M. Grant (Champlain) : Dans tous les domaines, l'administration libérale a imprimé un essor tellement vigoureux que les progrès ne se comptent plus. Nous avons été les témoins d'un progrès ininterrompu pendant 27 ans. Les crises, la guerre même n'ont pu empêcher la province de Québec de poursuivre sa marche vers la conquête de tous les biens économiques, éducationnels et sociaux. (8 janvier)

Quant au député Bullock (Shefford), il ne tarit pas d'éloges sur la province, sa population, et le gouvernement qui la dirige; car cet état d'esprit exceptionnel qui la caractérise, elle le doit, entre autres, aux mesures mises en œuvre par les libéraux, qui se succèdent à sa tête depuis 1897, et qui savent faire preuve de sagesse.

Quelques jours plus tard, le chef de l'opposition livre un témoignage passablement différent. Année après année, Arthur Sauvé persiste et signe : « [c]'est le Parti conservateur qui a fait de la province ce qu'elle est aujourd'hui et qui lui a permis de tenir tête aux innovations que certains ont tenté d'implanter ici ». (12 janvier) Qu'a proposé le gouvernement Taschereau lors du discours inaugural? Rien, répond lui-même Sauvé :

Rien pour l'agriculture. Rien qui dénote que le gouvernement a pris en considération les nombreuses résolutions adoptées par le congrès de l'Union des cultivateurs. Pas un mot pour la colonisation, pas un mot d'encouragement aux colons qui se découragent comme ceux que j'ai vus à Senneterre; pas un mot sur l'émigration et sur l'immigration, problèmes qui intéressent les vrais Canadiens, questions d'actualité qui doivent préoccuper les membres de cette Chambre. Pas un mot de la voirie pour rassurer les cultivateurs qui s'alarment des poursuites du gouvernement. Pas un mot sur la grève qui sévit en plein Québec. Pas un mot aux chômeurs qui démontrent que la situation de l'ouvrier, ici même, au cœur de la province, aux portes de ce parlement est plus pénible que jamais, d'après la déclaration des chefs ouvriers les plus autorisés. (12 janvier)

Plusieurs sujets font l'objet de discussions au cours des sept séances consacrées à l'adresse en réponse au discours du trône. La question des monopoles des grandes compagnies est soulevée le 12 janvier par le député conservateur de Témiscouata, Jules Langlais, qui reproche au gouvernement libéral de favoriser les grandes entreprises au détriment de la population¹⁸ :

On parle des grandes industries qui se sont établies dans notre province. N'est-il pas vrai qu'à cause de cela nous nous sentons moins maîtres chez nous? [...] Le premier ministre déclare qu'il y a moins de faillites aujourd'hui dans la province de Québec, mais il ne dit pas combien de commerçants sont disparus. Le petit commerçant de détail disparaît de nos campagnes pour faire place dans les villes aux grosses compagnies, contrôlées elles-mêmes par des monopoles. Demain, le commerce local ne sera plus entre les mains des petits détaillants mais entre celles de ces puissants monopoles. [...]

Le lendemain, le député Langlais y va d'une mise en garde : « Vous verrez dans quelques années, dit-il, les effets de cette politique qui ouvre les portes aux mœurs étrangères, à l'américanisme. » Le discours du trône est finalement adopté à la séance du 21 janvier.

Les finances publiques

Le trésorier de la province, Jacob Nicol, annonce le 27 janvier que la dette de la province s'élève à 82 millions de dollars. Nicol dévoile un surplus de 1 391 938,81 \$ pour l'année fiscale ayant pris fin le 30 juin 1925, soit 1 133 636,84 \$ de plus que la prévision qui avait été estimée à 258 301,97 \$, et une augmentation de 6 339 700 \$ de la dette consolidée par rapport à juin 1924, laquelle se chiffre maintenant à 81 944 926,27 \$.

Pour l'année budgétaire 1925-1926, le trésorier de la province estime les revenus ordinaires à 26 368 229,48 \$ et les dépenses ordinaires à 23 121 389,53 \$, ce qui correspond à un surplus probable de 246 839,95 \$. Les six postes de dépenses les plus importants sont : le remboursement de la dette publique, auquel Nicol prévoit affecter 21,2 % du budget total de la province, et la Voirie, avec 15,8 %; 10,9 % iront à l'Instruction publique, 6,8 % au Gouvernement civil, 6,5 % à l'Administration de la justice, 6,3 % à la Colonisation, aux Mines et aux Pêcheries, 5,6 % aux Asiles d'aliénés, et 5,6 % à l'Agriculture.

En comparaison avec le dernier budget produit par l'administration Taschereau, on constate que les crédits alloués à l'agriculture, à l'administration de la justice, à l'Instruction publique, à la voirie, aux terres et forêts et aux asiles d'aliénés ont quelque peu diminué. Ceux affectés au remboursement de la dette, au gouvernement civil, ainsi qu'à la colonisation, aux mines et aux pêcheries ont, quant à eux, grimpé.

L'essentiel du discours du trésorier se résume à un constat qui traduit bien le soulagement général devant un renouveau économique qui a tardé à se manifester, tant dans le secteur industriel que dans le secteur agricole.

Mais la réponse des députés conservateurs s'avère cinglante. Le député de Beauharnois, Arthur Plante, considère que la province est « encore en temps de crise [et qu'elle subit] encore le contrecoup de la prospérité factice de la guerre », conséquence de la surtaxation imposée par les trois paliers de gouvernement. Il est formel à ce sujet : « Il y a tout de même sept ans que la guerre est finie et les choses auraient dû reprendre leur cours normal. » (4 février)

Tandis que les députés et les ministres libéraux s'encensent mutuellement tout au long des séances qui suivent, les députés conservateurs ne ménagent pas le gouvernement Taschereau. Charles Ernest Gault, député de Montréal-Saint-Georges, l'accuse non seulement d'augmenter le fardeau de la taxation, mais aussi « d'avoir dépensé de forts montants par mandats spéciaux et ordres en conseil » (2 février). Déplorant que depuis la dernière session, le cabinet Taschereau a tenu 39 réunions au cours desquelles ont été adoptés 1 729 arrêtés ministériels, Arthur Plante, député de Beauharnois, considère que « [c]ette politique est contraire aux principes démocratiques, à l'esprit du pouvoir représentatif et aux intérêts du peuple ». (4 février) Charles Allan Smart, député de Westmount, exprime lui aussi son indignation.

Les députés conservateurs reviennent régulièrement à la charge avec la question de la taxation, qu'ils persistent à considérer comme étant exagérément élevée, malgré les tentatives de justifications de la droite. Le libéral Joseph Henry Dillon, député de Montréal-Saint-Anne, explique que le gouvernement Taschereau a toujours préféré réclamer certains impôts au commerce et aux grandes industries plutôt qu'aux masses ouvrières et rurales, que la province de Québec a les taxes les plus basses, et que « [s]i nous avons augmenté la dette publique, c'est que les conditions de la vie moderne, qui sont les mêmes dans le monde entier, nous imposaient ce devoir d'assurer le confort, le bien-être et la prospérité des classes rurales ». (2 février)

La litanie des conservateurs se poursuit pendant les quatre jours suivants, au cours desquels ils énumèrent les nombreuses lacunes de la province, en la comparant défavorablement avec l'Ontario. Exaspéré d'entendre les conservateurs dénigrer l'état dans lequel se trouve la province, le premier ministre Taschereau intervient :

Le député de Westmount (M. Smart), dans son discours, a comparé sans cesse l'Ontario, où il trouve tout bien, et Québec, où il trouve tout mal. Était-il nécessaire de rabaisser et salir ainsi notre province? Tous nos services publics, tous les domaines de notre administration, selon lui, vont mal. La colonisation est ratée, la forêt est dilapidée, la justice est une plaisanterie, l'agriculture est une farce et les finances sont dans le marasme. Dans l'Ontario, au contraire, tout est pour le mieux.

Au nom de notre province, et au nom des Canadiens français qui ont une mission à remplir sur ce coin du continent, je demande à l'opposition, tout en nous critiquant, de cesser de dire aux ouvriers et aux cultivateurs qu'ils sont malheureux, que tout va mal chez nous et que l'avenir est beaucoup plus riant dans d'autres pays, tandis qu'il est si facile de réaliser que les conditions d'existence sont plus heureuses ici que dans la plupart des autres pays affectés par la crise. (10 février)

Le budget présenté par le trésorier Jacob Nicol est finalement adopté par l'Assemblée le 10 février.

Les faits marquants de la session

La 3^e session de la 16^e Législature à Québec coïncide avec les travaux de la Chambre des communes à Ottawa, un fait plutôt rare. Sur les 149 projets de loi présentés devant l'Assemblée législative pendant cette session, 134 recevront la sanction royale du lieutenant-gouverneur Pérodeau.

Dans l'ensemble, la session parlementaire de l'hiver 1926 offre un intéressant témoignage du Québec au moment où il entre de plain-pied dans une profonde période de transition. Les débats les plus importants soulevés en Chambre sont relatifs aux problèmes urbains et au développement industriel, derrière lesquels s'efface peu à peu le monde agricole.

La Commission métropolitaine de Montréal

Mise sur pied par le gouvernement Taschereau en 1921, la Commission métropolitaine de Montréal regroupe la ville de Montréal et 15 municipalités de banlieue. Son rôle consiste principalement à assainir la situation financière des municipalités qui éprouvent des difficultés « en répartissant le fardeau de leur dette sur l'ensemble des membres¹⁹ ». Or, le gouvernement réclame que des pouvoirs plus étendus lui soient accordés, dans le but de rendre son action plus efficace. Les députés de l'opposition s'y objectent, considérant que la Commission représente « un empiétement sur l'autonomie des municipalités de l'île de Montréal » (Duranleau, 24 février) et un fardeau qui coûte 100 000 \$ par année. (Bray, 24 février) Cette Commission, de dire Arthur Sauvé, « a outrageusement fait sentir son contrôle sur les finances des municipalités, [...] pressuré les contribuables [et] mécontenté tout le monde » (24 février), tout en ne rapportant rien de valable. Bref, c'est une entité qui devrait être abolie. Les conservateurs dénoncent ce qu'ils considèrent être des pouvoirs arbitraires et abusifs; ils s'insurgent contre le fait que le gouvernement propose d'y ajouter celui d'intenter des poursuites en justice, au nom et aux frais de toute municipalité aidée par celle-ci, sans être obligée d'en obtenir le consentement, même si en principe, cette disposition concerne « des municipalités aidées ou banqueroutières et dont les obligations sont remplies par les autres municipalités ». (Taschereau, 24 février)

En tant que ministre des Affaires municipales, Louis-Alexandre Taschereau rappelle que la Commission métropolitaine ne sert que d'intermédiaire entre « le régime actuel et le régime qui vient » (24 février), et qu'elle a réussi à relever le crédit des municipalités situées dans la banlieue immédiate de Montréal, qui sont maintenant en mesure de payer leurs intérêts. Il considère que l'on doit lui permettre de terminer le travail qu'elle a commencé en lui accordant les pouvoirs qui lui sont nécessaires, et soutient qu'il ne saurait être question d'abolir la Commission avant la prochaine session. Le bill 107 est adopté sur division le 24 février.

La pollution industrielle à Montréal

En 1926, l'industrialisation et ses conséquences en milieu urbain commencent déjà à préoccuper les élus. Le futur maire de Montréal Camillien Houde, alors député conservateur de Montréal-Sainte-Marie, signale le problème engendré par la cour à charbon de la Montreal Light, Heat & Power, située en plein cœur d'un quartier ouvrier de la ville :

M. l'Orateur, de novembre 1925 à février 1926, pendant 3 mois, un immense amas de charbon appartenant à la compagnie Montreal Light, Heat & Power Consolidated, situé dans un district populeux de Montréal, a été en combustion [...], rendant la situation intenable pour les résidents du district par la grande quantité de gaz délétère qui s'en dégageait, un comité de citoyens se formait pour faire signer des requêtes, protestant contre cet état de choses auprès des autorités de Montréal. (26 février)

Pour Houde, cette affaire concerne la santé publique et le droit des citoyens de vivre à l'aise. C'est pourquoi le 26 février, il demande copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre ce groupe de citoyens des quartiers de Saint-Eusèbe et Sainte-Marie ou toute personne et le gouvernement ou aucun de ses membres au sujet de la cour à charbon de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, située près des rues Bercy et Ontario.

Le 4 mars, c'est au tour de la pétrolière Imperial Oil, située à Montréal-Est, de faire les frais de commentaires désobligeants en Chambre. Le même député en témoigne :

L'Imperial Oil a fait plus de tort que de bien à Montréal-Est, avec ses émanations pestilentielles. Si cette ville n'a pas progressé davantage, c'est la faute de l'Imperial Oil Company qui a éloigné par ses déchets et par la senteur qui se dégage de ses huiles les gens qui auraient pu s'établir dans ses limites. Des propriétés d'une valeur de \$15,000 à \$20,000 sur lesquelles les propriétaires paient de fortes taxes sont inoccupées en raison de ce fait.

En même temps, la compagnie pétrolière souhaite se voir accorder une commutation de taxes, qu'elle versera à la ville de Montréal-Est plutôt qu'au gouvernement provincial (bill 98), ce qu'ont approuvé les contribuables de la municipalité. Déjà à l'époque, les industries menacent de s'installer en Ontario plutôt qu'au Québec, si le gouvernement ne leur accorde pas ce genre de privilège. Montréal-Est retirera 40 000 \$ de taxes de l'Imperial Oil, qui emploie 600 résidents de l'endroit. Bien que le gouvernement soit réticent à procéder, il n'entend pas se déjuger de la promesse faite un an plus tôt; cette commutation ne s'appliquera cependant pas aux taxes scolaires.

Un pont entre Montréal et Longueuil

À l'étude depuis 50 ans, le projet d'un pont reliant Montréal à Longueuil connaît son aboutissement au cours de la session de 1926, alors que le gouvernement souhaite entériner une loi afin de participer financièrement à la construction de ce pont²⁰. Le député libéral de Verchères, Jean-Marie Richard, en est d'ailleurs fort heureux, convaincu que cela aura pour effet « d'intensifier l'industrie agricole, déjà prospère, et de développer le commerce et l'industrie sur la rive sud du Saint-Laurent ». (19 janvier)

Car Montréal se développe et la circulation automobile ne cesse d'augmenter. Le gouvernement conclut une entente avec la commission du port de Montréal et la ville de Montréal, chacune des administrations devant assumer un tiers des coûts, qui sont évalués à 10 millions de dollars.

Le projet fait l'unanimité des deux côtés de la Chambre, du moins sur le fond. Une exception cependant, le député conservateur de Montréal-Saint-Georges, Charles Ernest Gault. Sa brève intervention, à laquelle réplique le premier ministre, n'est pas sans mettre en évidence les fondements de leurs allégeances politiques respectives :

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je ne crois pas que ce soit le moment opportun pour la construction d'un pont aussi dispendieux. Il faudrait penser davantage à économiser et à bien dépenser les fonds publics. Le pont Victoria et le vieux pont du C. P. R. peuvent faire l'affaire, pour moins de la moitié du coût du nouveau pont.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faut prévoir pour l'avenir. Montréal grandit prodigieusement et sera appelée à se développer très rapidement dans le futur. Le pont ne sera prêt que dans trois ans et le trafic aura augmenté alors beaucoup, plus encore qu'aujourd'hui. Il serait malavisé d'attendre que cette augmentation soit à son maximum avant de fournir les ressources nécessaires pour qu'elle continue de croître. Rien ne devrait entraver le développement de Montréal. Je suis certain que le pont Victoria ne suffit pas au trafic. (5 mars)

Le bill 27 reçoit la sanction royale du lieutenant-gouverneur le 24 mars et la construction du pont commence quelques mois plus tard²¹.

Un chemin de voitures sur le pont de Québec

Le nombre grandissant d'automobiles se fait également sentir à Québec, qui ne dispose que d'un seul pont pour la relier à sa rive sud, lequel est réservé au passage du trafic ferroviaire. Un traversier fait la navette entre Québec et Lévis, mais il ne saurait suffire à la tâche encore longtemps. Une autre motion présentée le 10 mars par le député de Verchères, Jean-Marie Richard, invite donc le gouvernement à établir une voie carrossable au centre du tablier du pont de Québec : « Mais la cité de Québec et le gouvernement d'Ottawa n'ont pas montré beaucoup d'empressement », d'annoncer le premier ministre lors de la séance de clôture de la session le 24 mars. Ni la Ville de Québec ni le gouvernement fédéral ne semblent disposés à assumer chacun un tiers des frais, estimés à 400 000 \$. Le projet ne franchit donc pas l'étape de la discussion pendant la session de 1926²².

Les autobus et la Commission des services publics

Dans la mesure où les moyens de transport automobile connaissent une expansion sans précédent, le premier ministre Taschereau entreprend de réglementer un nouveau mode de transport collectif : l'autobus. L'application de la réglementation sera confiée à la commission des services publics, « qui [aura] pour devoir premier d'assurer [le] public contre un mauvais service et des coûts de service exorbitants » (15 mars) ainsi que d'assurer la protection du public voyageur puisque, à l'époque, les compagnies d'autobus n'offrent aucune garantie quant à la sécurité de leurs usagers en cas d'accident. Il faudra désormais s'adresser à la commission pour établir une ligne d'autobus, car c'est elle qui sera chargée d'organiser « tous les détails d'un service d'autobus ». Il importe de contrôler les autobus, de dire le premier ministre : ils seront, « en plusieurs endroits, le grand moyen de locomotion de l'avenir ». Le bill 22 est adopté le 15 mars.

La loi des accidents du travail

D'abord votée en 1909 à l'instigation de Louis-Alexandre Taschereau, alors ministre des Travaux publics et du Travail, la loi des accidents du travail permet aux ouvriers d'être indemnisés en cas d'accident, indépendamment de leur degré de responsabilité. L'employeur doit assumer le paiement des primes d'assurance.

En 1925, une commission composée de cinq membres – deux patrons et deux ouvriers – et présidée par le juge Ernest Roy, de la Cour supérieure, a été chargée de réviser la loi. La nouvelle loi tient compte non seulement des conclusions de son rapport, mais également des décisions du Conseil international ouvrier à Genève et des lois françaises. Les conditions de travail n'étant plus les mêmes qu'au moment de l'entrée en vigueur de la loi en 1909, il s'avérait impératif de procéder à certaines réformes. Le but est de simplifier les procédures, dont on déplore la longueur et le coût pour les ouvriers. La nouvelle loi en assurera la gratuité, puisqu'un ouvrier pourra se présenter devant le juge ou un magistrat sans qu'il ait à déboursier quoi que ce soit pour loger sa plainte.

Bien qu'ouvriers et patrons se soient entendus sur plusieurs points, leurs opinions divergent sur la question du tribunal à qui doit être confiée la tâche d'appliquer la loi. Tandis que

les ouvriers souhaitent l'établissement d'une commission, les patrons préfèrent qu'elle soit confiée aux tribunaux, ce à quoi consent le gouvernement.

Le ministre des Travaux publics et du Travail, Antonin Galipeault, présente la nouvelle loi, qui stipule désormais que les patrons devront assurer tous les ouvriers ou « fournir une police de garantie suffisante pour le nombre d'ouvriers qu'ils emploient » (23 février); ils auront à leur charge tous les frais de médecin, de décès, d'hospitalisation. Le salaire annuel rendant éligible l'ouvrier à cette protection devra être d'au moins 1 000 \$, et d'au plus 2 000 \$, celui qui gagne davantage devant assumer lui-même sa protection. Il avoue cependant que la loi impose des charges un peu lourdes aux industriels qui comprennent bien qu'il est de leur intérêt comme de l'intérêt de la communauté en général qu'il n'y ait pas trop de miséreux à la charge du public; mais, ajoute-t-il, « les patrons sont bien disposés et [...] reconnaissent qu'il faut faire un pas en avant ». (23 février) Quant aux tribunaux, ils lui apparaissent plus avantageux que l'établissement d'une commission permanente : ils simplifient la procédure et permettent même aux ouvriers de se dispenser des services d'un avocat : il y a, dit-il, des tribunaux partout dans la province et, compte tenu de leurs qualifications et de leur expérience, les juges s'avèrent parfaitement qualifiés pour rendre un jugement rapide et satisfaisant pour les deux parties.

Mais l'opposition réclame une commission, au même titre que les ouvriers, ce que refusent catégoriquement Taschereau et son gouvernement qui doutent fort de sa pertinence et de son éventuelle efficacité. Les raisons qu'invoque le ministre Galipeault sont les suivantes : la mise sur pied d'une commission impliquerait des frais de déplacement, puisque celle-ci devrait se rendre dans les endroits où les causes devront être entendues; par ailleurs, si elle est fixe, elle occasionnera des lenteurs dans le traitement des causes concernant des requérants domiciliés dans les régions éloignées. Il cite l'exemple de l'Ontario, à qui la commission coûte environ 250 000 \$ par année « et qui exige une nuée de fonctionnaires avec toutes les lenteurs auxquelles cela peut donner lieu » (23 février), jugeant qu'il est préférable d'économiser ce capital au profit du patron et de l'ouvrier.

Les séances consacrées à l'étude du nouveau projet de loi donnent l'occasion aux députés de la gauche et de la droite de débattre abondamment de la question, même si chacun des camps demeure fermement sur ses positions. Néanmoins, le député libéral Téléphore-Damien Bouchard est plutôt d'avis qu'il vaudrait mieux reporter l'entrée en vigueur de la loi à la prochaine session, afin de permettre aux compagnies d'assurances de « faire connaître leur taux » (2 mars), lesquels risquent d'augmenter pour les patrons. Le premier ministre accepte le report de l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} avril 1927, mais demeure formellement opposé à la mise sur pied d'une commission. Le bill 17 est adopté le 9 mars.

La Commission du salaire minimum des femmes

Instituée en 1925, la Commission du salaire minimum des femmes, que dirige le syndicaliste Gustave Francq, a pour mandat de « s'enquérir des conditions du travail des femmes dans les établissements industriels et des salaires qui leur sont payés²³ ». Le 27 janvier 1926, le ministre des Travaux publics et du Travail, Antonin Galipeault, demande la possibilité de nommer un quatrième membre à cette Commission. La désignation d'un quatrième membre vise à assurer la représentation des industries mineures, qui n'en bénéficient peut-être pas à ce moment-là, au dire du ministre. Cette décision ne fait pas l'unanimité : les conseils ont habituellement un nombre impair de membres, avancent les députés de l'opposition, afin d'éviter que l'égalité des voix ne paralyse leurs travaux; dans ce cas-ci, c'est l'application de la loi qui risquerait d'être compromise. Mais le ministre ne peut souscrire à la demande : un représentant de plus d'un seul côté causerait un déséquilibre des forces en présence, tandis qu'un représentant du gouvernement pourrait se voir accusé de partialité.

Au chef de l'opposition qui lui demande s'il permettra à une femme de siéger à la Commission, le ministre Galipeault répond qu'il ne sera pas question de nommer une femme commissaire; il n'en voit pas la nécessité, puisque les salaires des femmes, dans les industries, sont établis par des hommes. Il se défend aussi d'opérer une manœuvre électoraliste en voulant donner l'impression que son gouvernement s'intéresse à la classe ouvrière. Il avoue qu'il ne s'agit pas d'une mesure d'envergure, mais que « les patrons et les ouvriers, les principaux intéressés, n'exigent pas davantage ». (27 janvier)

Le Conseil des métiers et du travail a proposé que les dispositions de la loi s'étendent à toutes les travailleuses, incluant les employées de magasin et de bureau. Mais, dans l'immédiat, le ministre ne prévoit pas augmenter les pouvoirs de la Commission, qu'il souhaite limiter aux industries, même si le député libéral indépendant de Montréal-Dorion, Ernest Tétreau, invoque le fait que les travailleuses de ces catégories reçoivent « des salaires de famine ». La prudence du gouvernement Taschereau se manifeste ici de manière éloquente :

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): J'ai pensé qu'il n'était pas recommandé d'agir trop rapidement, car, bien que la loi ait été dans les statuts depuis 1919, elle commence tout juste à être appliquée, donc il est préférable de voir l'effet qu'elle aura sur les industries avant d'étendre sa portée. On verra plus tard s'il est désirable de l'étendre aux autres catégories d'ouvrières. Il est possible que, l'an prochain ou quand le besoin se fera sentir, le champ d'application de la loi soit élargi, mais, pour le moment, il est préférable de la laisser telle quelle. (27 janvier)

Le bill 13 est néanmoins adopté sur division en troisième lecture le 27 janvier, et porté au Conseil législatif.

L'assistance publique

En 1926, l'urbanisation croissante continue d'engendrer son lot de problèmes. Pauvreté, entassement de la population, insalubrité des logements et des rues contribuent au développement de diverses pathologies, qu'elles soient physiques ou morales; plusieurs individus sont également privés du support de leur famille élargie, demeurée à la campagne. Dans ce contexte, les malheurs de l'existence signifient bien souvent la nécessité de recourir aux ressources mises en place par les communautés religieuses, comme les hôpitaux ou les asiles. Soutenues financièrement par l'État depuis l'adoption de la loi de l'assistance publique en 1921, ces dernières se voient plus que jamais contraintes de réclamer de nouveaux subsides.

Confronté à l'urgence des demandes provenant non seulement des hôpitaux eux-mêmes, mais également de la population, le gouvernement Taschereau n'a d'autre choix que de fournir les fonds supplémentaires. Des requêtes comportant environ 100 000 signatures de citoyens ont été envoyées au gouvernement, l'enjoignant de prélever des taxes sur les produits de luxe et de demi-luxe. Ne pouvant obtempérer à certaines demandes, comme celle de taxer de 1 \$ les automobiles étrangères qui entrent dans la province de Québec, et devant la complexité de l'exercice, le gouvernement Taschereau choisit d'imposer une nouvelle taxe de 5 % sur les repas de plus de 1 \$ pris dans les restaurants. La question provoque un débat intéressant, car si l'opposition est d'accord sur le fait qu'il faille soutenir les hôpitaux, elle ne l'est pas sur les moyens préconisés par le gouvernement pour parvenir à ses fins, insistant pour qu'il puise dans le surplus budgétaire de 750 000 \$ annoncé en début de session.

Le 19 mars, le débat prend une tournure particulière quand le député conservateur de Montréal-Saint-Georges, Charles Ernest Gault, fait état de la situation difficile vécue dans les hôpitaux montréalais de langue anglaise : « il ne faut pas en accuser les protestants de langue anglaise, dit-il, vu que seulement 50 % des patients à l'Hôpital général de Montréal sont des anglophones et que les autres sont des étrangers canadiens français, Juifs et autres », ce à quoi le député libéral de L'Islet, Élisée Thériault, répond que « [I]es Juifs n'ont pas à être classés comme des étrangers ». Athanase David intervient brièvement : « Il n'y a pas d'étrangers dans les hôpitaux, dit-il, il n'y a que des malades. » Le bill 21 est finalement adopté le 22 mars.

La loi de l'hygiène publique et les unités sanitaires de comtés

Le bill 10 amendant la loi de l'hygiène publique exhorte le directeur du bureau d'hygiène provincial à procéder à la mise sur pied des districts d'hygiène par comtés ou par groupes de municipalités. Athanase David, le secrétaire de la province, avoue qu'il « avait des doutes sur le pouvoir des conseils de comté de se réunir pour créer des centres comprenant plusieurs comtés [mais qu'il] suffira que l'on consente à accepter les capitaux étrangers et fournir sa quote-part. Le

Service provincial d'hygiène viendra à leur aide pour créer le premier établissement ». (16 février)

L'idée est d'abord développée par le Dr Alphonse Lessard, directeur du Service provincial d'hygiène depuis 1922. En 1925, il se rend aux États-Unis sur invitation de la fondation Rockefeller. Il y visite les structures sanitaires et la fondation offre sa coopération financière au gouvernement de la province de Québec advenant qu'une organisation sanitaire de comté prenne corps sur son territoire²⁴. Des organisations montréalaises souhaitent également agir de concert avec les municipalités afin d'enrayer la tuberculose et la mortalité infantile, qui sont à l'époque des fléaux d'envergure.

Les unités sanitaires de comté devront maintenir sur place un médecin hygiéniste qui aura sous ses ordres deux infirmières, un inspecteur sanitaire et, dans certains cas, des dentistes et des hommes de laboratoires. Leur travail consistera à surveiller activement tout le comté qui les concerne et à lutter contre les maladies les plus ravageuses. Ils auront à leur disposition un dispensaire et le médecin sera chargé de superviser les cliniques de puériculture et les cliniques antituberculeuses, de même que de donner des conférences à la population. Les dispensaires seront fréquemment visités par les inspecteurs du Service d'hygiène. Le secrétaire de la province vise d'abord à mettre sur pied quatre unités sanitaires de comté.

Le bill 10 est adopté le 16 février. La première unité sanitaire de comté ouvre ses portes à Beauceville le 1^{er} mai 1926.

Les écoles techniques

Le projet de création d'un organisme unique visant à uniformiser l'administration de certaines écoles techniques ou professionnelles est présenté la première fois devant la Chambre le 1^{er} mars. Des conservateurs s'insurgent contre ce qu'ils considèrent être une « intrusion de l'État dans l'enseignement ». Joseph-Léon Saint-Jacques, député d'Argenteuil, (18 mars), craint le nouveau système. Le député de Témiscouata, Jules Langlais, se montre encore plus catégorique :

Non seulement on étatisé l'enseignement, mais encore le gouvernement veut tout centraliser pour mieux contrôler. Que peut-on attendre de bon de ces écoles où toutes les races, toutes les religions sont admises? Cette nouvelle loi illustre bien ce qu'est l'enseignement d'État. (18 mars)

Mais le secrétaire de la province s'objecte radicalement à ce genre d'insinuation, s'évertuant à expliquer en quoi consiste son projet : « Il ne s'agit pas de laïcisation, mais de la réorganisation d'écoles fondées par l'État. Il s'agit de centraliser l'administration afin de mieux contrôler les dépenses et les besoins de ces écoles. » (18 mars)

La méfiance devant la possibilité que le projet débouche sur l'étatisation de l'enseignement trouve écho à l'extérieur de la Chambre. La création d'une corporation des écoles techniques, qui vient d'être adoptée à l'Assemblée législative, « suscite les alarmes d'ecclésiastiques intransigeants et de laïques réactionnaires », au dire de l'historien Antonin Dupont²⁵. *La Semaine religieuse*, organe officiel de l'archevêché de Québec, manifeste ouvertement ses craintes pour le futur, tout en saluant au passage la réserve dont fait preuve le gouvernement Taschereau :

En effet, une fois l'enseignement d'État consacré par la législation, ne fût-ce que pour quelques rares écoles techniques ou autres, la brèche est faite et par cette brèche des hommes publics moins bien intentionnés que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui pourraient plus facilement faire entrer, un jour, l'école populaire neutre.

À ce sujet, il est donc permis de regretter l'existence chez nous d'écoles gouvernementales qui ouvrent chaque année la voie de plus en plus large à l'État pédagogue. La solution du problème, ne serait-ce pas l'affiliation de toutes les écoles créées par l'État à nos différentes universités, qui ont pour mission de donner un enseignement confessionnel?²⁶

Par ailleurs, un journal d'allégeance libérale comme *Le Canada* tente de se faire rassurant en écrivant que les écoles qui tombent sous la juridiction du gouvernement sont l'École des hautes études commerciales, l'École technique et les écoles des beaux-arts : « Ce sont là des écoles où les enfants de toutes les dénominations religieuses, appartenant à toutes les races sont admis : peut-on raisonnablement placer ces écoles sous le contrôle exclusif du clergé catholique^{27?} »

L'inspection des écoles rurales

Les problèmes relatifs à l'inspection des écoles rurales sont soulevés par le chef de l'opposition. Ce n'est pas la première fois qu'Arthur Sauvé présente une motion devant la Chambre à ce sujet; dès la session de 1919-1920²⁸, il dénonce l'insuffisance des ressources mises à la disposition des écoles rurales, notamment en ce qui a trait aux salaires des professeurs et à la lourdeur de la tâche imposée aux inspecteurs.

Même si David approuve Sauvé quand ce dernier insiste sur le fait que les inspecteurs devraient effectuer plus de deux visites par année dans les écoles situées sur leur territoire, il admet qu'il faudrait pour cela que le gouvernement trouve de nouvelles sources de revenus. Il est également d'accord sur le fait que de nombreux enfants commencent l'école alors qu'ils sont encore beaucoup trop jeunes et que leur cerveau n'est pas prêt à assimiler de telles matières. Ses réflexions l'ont aussi amené à considérer le fait qu'il n'est peut-être pas nécessaire d'insister autant sur l'ampleur des connaissances qui doivent être acquises au niveau élémentaire :

L'honorable M. David (Terrebonne): Tous les enfants ne peuvent aspirer à la supériorité intellectuelle. Ce qu'il faut enseigner d'abord, c'est un minimum de connaissances. Après la quatrième ou la cinquième année, instituteurs et institutrices devraient être capables de faire une sélection parmi les élèves pour diriger vers les écoles complémentaires seulement ceux qui peuvent en bénéficier. Quant aux autres, il importe de leur apprendre la lecture, l'écriture, le calcul, suffisamment d'histoire de notre pays, la géographie, et surtout le catéchisme. Cette somme de connaissances est suffisante pour les besoins d'une vie modeste et heureuse. (25 février)

Concernant le salaire des instituteurs, David soulève un problème épineux : les commissions scolaires sont maintenant confrontées à la réalité du nombre croissant de congrégations religieuses enseignantes qui ne demandent qu'entre 1 500 \$ et 3 000 \$ pour trois instituteurs, alors qu'il en coûte entre 4 000 \$ et 6 000 \$ pour trois instituteurs laïques :

Je n'ai aucun reproche à adresser aux institutions religieuses qui, dans nos campagnes, rendent les bienfaits de l'instruction. J'admire leur œuvre, mais il est incontestable que le bon marché de leur enseignement a produit un effet sur le salaire des instituteurs auxquels elles font concurrence. Elles sont sans doute une des causes de l'exode de l'instituteur de nos campagnes. La concurrence faite par les institutions religieuses est en train de faire décroître la profession chez les laïques. (25 février)

La motion présentée par le chef de l'opposition ne connaîtra pas les suites escomptées. Le 23 mars, le député Télesphore-Damien Bouchard y assène le coup final :

Bien que les considérations contenues dans la motion soient en partie justifiables, serait-il opportun d'accorder les réformes demandées? On sait que l'instruction publique, en cette province, n'est pas sous le contrôle du gouvernement, mais sous la direction du Conseil de l'instruction publique. C'est à lui qu'il appartient de tracer son programme et de demander les changements désirés à la Législature. Or, il n'a rien demandé. [...] Mais nous avons un système dont toute la province de Québec est fière et nous ne voulons pas changer. Le gouvernement, en ces années, a amélioré le sort des inspecteurs.

Il propose donc un amendement à la motion, lequel admet qu'il y a possibilité d'améliorer le système d'inspection des écoles, tout en reconnaissant le travail accompli par le gouvernement, et en assurant les autorités scolaires de l'entière collaboration de ce dernier. Mis aux voix, l'amendement est adopté le 23 mars, consacrant ainsi le statu quo en matière d'inspection scolaire.

Le fonds des écoles élémentaires

Le secrétaire de la province, Athanase David, propose quant à lui d'augmenter les subsides destinés au fond des écoles élémentaires. La contribution du gouvernement passera de 275 000 \$ à 325 000 \$ et servira principalement à venir en aide à la construction d'écoles ne disposant que de pauvres moyens, le but étant de construire des écoles qui conviennent mieux aux nouvelles normes d'hygiène. Le bill 15 est adopté le 9 mars.

La création d'un fonds éducationnel

Le projet de création d'un fonds éducationnel vise à subventionner les écoles élémentaires et les universités à même les ressources naturelles de la province. Athanase David explique son projet :

Les besoins de nos universités et de nos écoles élémentaires de la province augmentent sans cesse et rapidement. [...] Par ce projet, nous demandons aux capitalistes qui ont des concessions forestières ou autres, aux gens qui font des fortunes dans l'industrie, dans l'exploitation de nos richesses du sol, les grandes compagnies et les autres qui, par le biais de concessions forestières ou hydroélectriques accordées par la couronne, ont pu faire fortune, de contribuer au développement de l'enseignement, à la cause de l'éducation et au développement intellectuel. Ceux qui ont de la fortune doivent en mettre une petite partie à la disposition de nos universités et de notre enseignement primaire, et à la disposition de ceux qui n'en ont pas mais qui n'en désirent pas moins atteindre la culture. (19 mars)

Le député Camillien Houde (Montréal-Sainte-Marie) s'inquiète quant à lui de la situation des écoles situées en milieu urbain et demande « si la loi va aider aussi à soulager le fardeau des commissions scolaires des villes », invoquant le fait que plusieurs d'entre elles « sont dans une position difficile, [que] les citoyens des villes paient les taxes comme ceux des campagnes, [et qu'] ils ont droit à une égale considération de la part du gouvernement ». (19 mars) Mais le premier ministre se montre intraitable :

Nous avons cru qu'il fallait aider largement et généreusement l'enseignement primaire dans nos campagnes et nos universités. Nous ne voulons pas aider les commissions scolaires dans les villes. La loi n'est pas faite pour les petites écoles des grandes villes comme Montréal ou Québec qui ont toutes les ressources nécessaires pour développer l'enseignement et pour entretenir les écoles. (19 mars)

Le bill 155 est adopté le 19 mars.

La loi des mines

Le développement minier, qui prend de l'ampleur et qui s'étend maintenant à plusieurs régions de la province, exige l'intervention du gouvernement Taschereau en matière d'encadrement réglementaire. Les camps miniers, dont la population s'élève à plus de 2 000 habitants, sont situés en régions éloignées des réseaux de communications et sont souvent le lieu de pratiques illégales comme le trafic des liqueurs.

Un projet de résolutions visant à modifier la loi des mines est présenté en Chambre, le 23 février, par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, Joseph-Édouard

Perrault. Ce projet autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à nommer un officier qui portera le titre de « commissaire des mines ». Il devra s'agir d'un avocat cumulant au moins dix ans de pratique comme membre du Barreau de la province de Québec. Il sera chargé d'intervenir dans toute cause se rapportant à des titres, droits, privilèges ou intérêts conférés par autorité de la loi des mines de la province et il jugera des litiges à l'exclusion de tout autre tribunal. Le commissaire siègera à Amos, en Abitibi, ainsi qu'à Ville-Marie, au Témiscamingue, deux régions minières.

Une nouvelle clause relative aux limites forestières refuse aux propriétaires tout recours en dommages contre la compagnie qui établira des « smelters » (fonderies) et des usines minières. Comme à l'époque il s'agit d'une région où il n'y a rien d'autre que des camps miniers, le ministre Perrault dit qu'« il vaut mieux poser cette loi tout de suite, car, de cette façon, ceux qui s'établiront là sauront à quoi s'en tenir » (23 février); en ce qui concerne les entreprises forestières, « les dommages aux arbres par les fumées et les gaz ne se feront que graduellement » et, par conséquent, les locataires de limites auront « tout le temps voulu pour enlever leur bois ». (23 février) Cette clause évitera que la compagnie qui établira un « smelter » à quatre millions de dollars soit constamment exposée à payer des dommages ou encore contrainte d'arrêter ses opérations. Malgré les critiques formulées par l'opposition, le bill 34 est adopté le 24 février.

Ville de Noranda

L'avènement dans le canton de Rouyn, en Abitibi, de la compagnie minière Noranda Mines Limited débouche, en 1926, sur la création d'une nouvelle ville qui sera incorporée sous le nom de la compagnie²⁹.

L'opération donne lieu à un débat acrimonieux entre libéraux et conservateurs. Le chef de l'opposition insinue que si le gouvernement accorde soudainement autant d'attention aux mines de Rouyn, c'est sans doute parce que des députés et des ministres y ont des intérêts; il va même jusqu'à accuser le premier ministre de faire preuve d'« autocratie, comme d'habitude ». (3 février) Taschereau réplique en disant qu'il s'agit là d'une fausseté.

Tandis qu'il est bien connu que le secrétaire David est directeur d'une compagnie minière, et que le ministre des Travaux publics et du Travail, Antonin Galipeault, avoue avoir des intérêts légitimes dans une telle entreprise, aucune loi n'interdit ce genre de pratique à l'époque³⁰. Mais le chef de l'opposition ne se satisfait pas d'une telle réponse : « [q]uand les libéraux, dit-il, croient que c'est le temps de prôner les grands principes du parti, ils vont, répétant qu'il ne convient pas qu'un ministre ait des intérêts dans une entreprise qui, directement ou indirectement, peut recevoir des avantages du gouvernement. » (3 février) Le député conservateur de Montréal-Laurier, Alfred Duranleau, doute quant à lui qu'un ministre puisse « remplir aussi bien son devoir lorsqu'il est intéressé dans une compagnie qui fournit, par exemple, des matériaux à la province ». (3 février)

Pour finir, l'exemption de taxes que veut accorder le gouvernement à la compagnie ne fait pas l'unanimité au sein même de la députation libérale. Télesphore-Damien Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, juge que « l'exemption des taxes accordée par les petites municipalités aux grandes compagnies est devenue un fléau dans cette province ». (3 février) Il estime que ce n'est pas parce que la Noranda ne bénéficiera pas de ce privilège qu'elle choisira d'aller s'installer ailleurs. En outre, ajoute-t-il, « [s]oit la mine est très rentable et, en conséquence, le paiement des taxes n'est rien en comparaison avec les profits, soit elle ne l'est pas et alors pourquoi s'en préoccuper de toute façon »? (3 février) L'article 17 stipulant l'exemption de taxes est cependant adopté par 27 voix contre 18. Le bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda est porté au Conseil législatif le 3 février.

L'exportation de la force hydroélectrique

Ce n'est qu'à la toute fin de la session que le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau présente son projet de loi visant à prohiber l'exportation de l'énergie hydroélectrique produite dans la province. Bien qu'il ne soit pas dans ses habitudes de livrer de grands discours, il se montre éloquent à ce sujet :

C'est une politique essentiellement canadienne, nationale et bien québécoise, et c'est le prolongement de la politique du gouvernement en ce qui concerne l'exportation du bois de pulpe coupé sur les terres de la couronne. C'est la politique du gouvernement d'interdire l'exportation des ressources naturelles de la province quand c'est possible. Nous continuerons à développer nos pouvoirs d'eau au bénéfice de notre pays. [...]

L'heure est arrivée de faire connaître à nos amis du Sud, les Américains, que nos forces hydrauliques ne sont plus exportables, et qu'il vaut mieux pour eux de venir établir ici de grandes industries que de compter sur nos ressources hydrauliques utilisées dans leur pays. Nous croyons que c'est le temps d'avertir nos voisins que nous entendons garder notre énergie électrique pour développer notre pays. (22 mars)

Le premier ministre, qui est à préparer une entente avec son homologue ontarien George Howard Ferguson au sujet de l'aménagement des chutes de Carillon sur l'Otaouais, a convenu avec lui de développer cette source d'énergie hydroélectrique au profit des provinces canadiennes, tout en posant comme condition que l'électricité ainsi produite ne soit pas exportée aux États-Unis. Le bill est adopté en troisième lecture et porté au Conseil législatif la journée même. Ce qu'Henri Bourassa qualifie de « politique tory » est, au contraire, salué par *La Presse* : « Voilà ce qui s'appelle régler une question! S'affirmer, c'est gouverner³¹ »

Or, en 1933, au creux de la crise économique, le gouvernement libéral reviendra sur cette politique en permettant l'exportation de l'électricité aux États-Unis³².

Agriculture et colonisation

Bien qu'ils soient moins fréquents que par les sessions passées, les débats concernant l'agriculture et la colonisation occupent néanmoins une certaine part des séances. Si le ministre de l'Agriculture avoue ne pas avoir « de projets nouveaux quant à la législation agricole, [il] entend continuer le développement des programmes déjà préconisés ». Il justifie ce choix de ne pas élaborer de projets importants par le fait « que tout va bien, maintenant, dans l'agriculture ». (Caron, 20 janvier) D'autre part, le ministre ne peut que constater et tenter de convaincre les conservateurs que l'exode rural s'est produit partout dans le monde. Quant à la colonisation, la demande de document formulée par l'opposition est éloquent à cet égard : « [S]ans les données que je demande, il est impossible de savoir où nous en sommes au point de vue de la colonisation », de dire Sauvé. (8 février) Le ministre Perrault ne doute pas que la réponse « sera intéressante et qu'elle fera voir que, malgré les temps difficiles, la colonisation a réalisé de grands progrès dans la province et qu'il a été fait beaucoup ». (8 février)

Un débat sur la langue française

Le 11 février, le député conservateur de Montréal-Dorion, Ernest Tétreau, présente devant la Chambre le texte d'une lettre qu'il a lui-même adressée au trésorier de la province, Jacob Nicol. En tant que président de la Ligue de la survivance française, il y dénonce le fait que ce dernier ait émis des chèques rédigés en anglais à des bénéficiaires de langue française. Or, le débat prend une ampleur inattendue, s'élargissant aux destinées mêmes du peuple canadien-français car, dit-il, la langue est « la meilleure conservatrice de la race [et un] peuple qui perd sa langue perd, avec le temps, sa personnalité ». Tétreau invoque le fait qu'« [o]n se défend trop mollement contre l'invasion du français par l'anglicisme, et [qu']on ne se met pas suffisamment en garde contre les infiltrations étrangères qui menacent d'altérer notre esprit national » :

Évidemment, ceux dont l'utilitarisme est le seul idéal regretteront les instants employés à cette discussion linguistique. Pourtant, si nous voulons être dans ce pays les « hommes de la continuité française », nous ne devons pas nous dérober à la tâche d'élever la voix, de temps à autre, dans ce temple où s'élaborent insensiblement nos destinées, pour mettre les nôtres en garde contre les périls qui les entourent.

Les attaques directes qu'il adresse au trésorier Jacob Nicol³³ sont cependant moins bien reçues, en particulier lorsqu'il invite ce dernier à « faire sentir, comme il convient, à ceux qui persécutent notre langue, dans le département du Trésor, que leur place n'est pas parmi nous ». Malgré tout, il ne perd pas tout espoir de voir son plus grand souhait se réaliser : « J'espère que le temps n'est pas éloigné où l'on pourra offrir au monde l'exemple d'un Canada où les deux langues officielles seront également respectées. Ce jour-là, la formation d'un esprit national canadien sera assurée³⁴. »

Faits divers, faits cocasses...

Où sont passés Édouard et Victoria?

Le 26 janvier, les journalistes de la Tribune de la presse, du haut de leur galerie, remarquent que les deux statues qui ornaient les niches de chaque côté du fauteuil de l'Orateur ont disparu. Les statues de plâtre de la reine Victoria et de son fils Edward VII, réalisées par le peintre Joseph Saint-Charles, décoraient le Salon vert depuis 1911. Les chroniqueurs parlementaires ne se gênaient pas pour décrier leur esthétique qu'ils jugeaient d'un goût douteux :

[Le statuaire] les avait ornées d'un embonpoint formidable et leur avait donné une physionomie d'abrutis prospères [...] Qui l'eût cru? La reine Victoria travestie en matrone poissarde! Le roi transformé en vieux rentier, ancien commis de bar en retraite et engraisé à la bière³⁵!

Remplacées par « de chétifs palmiers, empruntés au Café du Parlement, et qui achèvent de mourir en des jardinières de mauvais goût³⁶ », non seulement les statues et leur disparition seront passées sous silence à l'Assemblée, mais elles ne seront jamais retrouvées. Encore aujourd'hui, le mystère continue de planer!

« Cachez ce sein.... »

Des statues d'un tout autre genre font cependant l'objet de discussions à deux reprises au cours de la session. En tant que secrétaire de la province, Athanase David est en charge des dossiers relatifs à la culture. Il se doit donc de répondre aux inquiétudes des députés conservateurs qui craignent que les statues de l'École des beaux-arts soient inconvenantes :

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Parmi les garanties que vous exigez, monsieur le ministre, de vos élèves de l'École des beaux-arts, exigez-vous celle de draper et de voiler les statues qui leur servent de modèles?

L'honorable M. David (Terrebonne): [...] Au sujet des modèles que le chef de l'opposition appelle des nudités, je lui dirai que tout dépend des sentiments de la personne qui regarde ces nudités. Tout est pur à celui qui a le cœur pur. On peut sortir du Vatican, à Rome, profondément scandalisé des nudités de Michel-Ange, de Raphaël et de tant d'autres. Cependant, je ne sache pas qu'aucun pape se soit scandalisé de contempler des nudités qui font l'orgueil de la peinture et de la sculpture de toutes les époques. Le chef de l'opposition conservatrice de Québec serait-il plus pudique que le plus chaste des papes? (16 février)

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse en 1926

Edmond Chassé, de *L'Événement*, est président; Jean-Charles Harvey, du *Soleil*, et William R. O'Farrell, du *Chronicle Telegraph*, sont vice-présidents; Damase Potvin, également du *Soleil*, est secrétaire-trésorier, tandis qu'Émile Benoist, du *Devoir*, agit à titre de bibliothécaire. Les autres membres connus de la Tribune de la presse sont : Louis-Philippe Desjardins et Louis Francoeur, de *La Patrie*; Ewart E. Donovan, du *Daily Telegraph*; Auguste Galibois, du *Canada*; Gilbert W.G. Hewey, du *Montreal Daily Star*; Irénée Masson, de *L'Action catholique*; J. Stanton, du *Chronicle Telegraph*; et Abel Vineberg, de la *Montreal Gazette*. C'est vraisemblablement Damase Potvin qui agit déjà à titre de correspondant de *La Presse*, dans laquelle il publie chaque jour une « Lettre de Québec » sous le pseudonyme de « Sainte-Foy »³⁷.

Les hebdomadaires et autres documents d'archives

En plus des grands titres connus, la reconstitution des débats pour la session 1926 s'appuie parfois sur des informations trouvées dans les chroniques parlementaires des journaux et hebdomadaires suivants : *L'Action populaire*, *L'Autorité*, *Le Bien Public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canada Français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Colon*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Droit*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Messager de Verdun*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Nationaliste*, *Le Pays*, *Le Peuple*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Quotidien*, *Le Saint-Laurent*, *Le Trifluvien*, *L'Écho du Saint-Maurice*, *L'Étoile du Nord*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Sherbrooke Daily Record*, *The Canadian Labor Press*, *The St.Maurice Valley Chronicle*, *The Standard*, *The Stanstead Journal*.

Les journaux et la mine Abana

Une publicité parue dans le journal *Le Soleil* de Québec vante les mérites de la mine Abana. Elle prétend que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, l'honorable Joseph-Édouard Perrault, y a lui-même souscrit 1 200 actions et que la mine produit un rendement de 75 \$ par tonne de minerai traité. Irrité, le ministre se lève sur une question de privilège :

[J]e dois déclarer que cette annonce constitue une tentative d'un genre rare pour exploiter le public. Je tiens à opposer un démenti formel et catégorique à cette affirmation. Je n'ai jamais souscrit et ne souscrirai jamais d'actions dans cette mine, ni directement ni indirectement. Je dois même ajouter que les rapports faits à mon département ne justifient aucun des avancés qui sont tellement exagérés qu'à leur face même ils paraissent faux. Un rendement de \$75 par tonne de minerai traité, c'est fantastique. Il n'y a rien dans les rapports qui fasse voir que cette mine soit aussi riche qu'on dit. Je crois qu'il est temps de mettre le public en garde contre ces annonces alléchantes qui induisent le public en erreur. Il ne faut pas que le public se laisse tromper par l'appât de fortunes qui n'existent pas. (3 mars)

La déclaration du ministre en Chambre ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd... mais dans celles des journalistes présents ce jour-là à la Tribune de la presse. L'affaire se retrouve dès le lendemain non seulement dans *The Montreal Gazette*, mais aussi dans le *Herald*, le *Canadian Mining Journal* et le *Financial Post*, pour ne nommer que ceux-là. Cette fois, c'est au tour du député libéral Hector Authier (Abitibi) d'exprimer son indignation devant ce qu'il considère comme étant des propos mensongers :

C'est le privilège des membres de cette Assemblée, je crois, d'exiger que les rapports des journaux sur leur conduite ou leurs discours ne contiennent pas d'injustices graves. Les journaux ont mal rapporté les paroles du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault).

Or, depuis une quinzaine de jours, certains journaux ont publié des articles qui laissent planer des soupçons injurieux et même des accusations injustes contre un corps dont je fais partie, le bureau de direction de la compagnie Abana Mines. [...] Des journaux ont pris occasion de la déclaration de l'honorable ministre pour déprécier cette mine et les directeurs de la compagnie en ont souffert un préjudice. Je n'ai pas entendu la protestation de M. le ministre. Aussitôt qu'on m'en eût donné connaissance, je demandai aux journaux de publier en même temps une déclaration dégageant la responsabilité de la compagnie Abana, qu'il n'était nullement responsable de cette annonce. Plusieurs journaux acceptèrent de publier la version de la compagnie, mais d'autres refusèrent et publièrent même de la protestation de l'honorable ministre des Mines un rapport que je crois inexact et qui fut dénoncé depuis comme tel par le ministre lui-même. Les journaux n'ont pas publié une rectification qu'il leur a transmise au lendemain de la déclaration de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault). (18 mars)

Authier dit avoir été « extrêmement surpris de lire dans la *Gazette* de Montréal que l'honorable ministre des Mines avait dénoncé toute vente d'actions de la compagnie Abana comme une tentative de tromper ou de frauder le public ». Il déplore le fait que cet article ait été reproduit dans plusieurs journaux, créant « dans l'opinion publique l'affaire de l'Abana ». C'est pourquoi il souhaite rétablir les faits : dans ce but, il a fait parvenir une déclaration aux journaux, mais, dit-il, certains ne l'ont pas encore publiée.

Authier ajoute qu'il ne croit pas que le ministre « se soit servi du langage qu'on lui prête dans la *Gazette* et d'autres journaux » et que cela s'avérerait contradictoire avec le message qu'il avait fait paraître en janvier dans le *Mail and Empire* de Toronto concernant la minière Abana, dans lequel il vantait les récentes découvertes de la Canadian Explorations Co., propriété de la compagnie Abana. D'ailleurs, poursuit Authier, des échantillons recueillis et analysés par des ingénieurs au laboratoire du département des Mines de la province ont révélé une valeur de 75,06 \$ la tonne. Par conséquent, dit-il :

Je ne crois pas que le ministre ait dit que la vente d'actions de la compagnie Abana constitue une tentative de tromper ou de frauder le public. Il a d'ailleurs nié dans *Le Soleil* et *La Presse* les propos qu'on lui prêtait à ce sujet, et il a déclaré reconnaître la parfaite honorabilité des directeurs de la compagnie Abana et la légitimité de l'entreprise qu'elle poursuit.

Je demande donc aux journaux dont les articles contenaient des imputations injurieuses et injustes à mon égard, à l'égard de mes codirecteurs et à l'égard des directeurs de l'Abana de prendre note de la rectification que l'honorable ministre a faite et des déclarations que je viens de soumettre à cette Chambre. Je compte sur leur loyauté pour réparer le tort qu'ils ont pu nous causer. (18 mars)

Le chef de l'opposition et le député conservateur de Beauharnois, Arthur Plante, contestent l'intervention du député Authier, jugeant qu'il s'agit là d'une réclame publicitaire pour une entreprise et que cela ne concerne pas la Chambre. Mais l'Orateur soutient que le député est parfaitement dans l'ordre. Invoquant le fait qu'il souhaitait tout simplement faire une mise au point, Authier « dit espérer que la presse saura à l'avenir faire plus attention ».

Cette saga, qui met en scène les journaux et un député ministériel membre de la direction d'une compagnie minière, n'est pas sans rappeler le débat provoqué en Chambre le 3 février 1926, lequel impliquait le ministre des Travaux publics et du Travail, Antonin Galipeault, qui avait avoué détenir des intérêts dans une minière abitibienne. Ce double emploi, qu'aucune loi n'interdit à l'époque, amène certains députés à vouloir non seulement surveiller et rectifier les propos journalistiques rapportés sur leur travail en Chambre, mais également ceux qui risquent de menacer leurs propres intérêts financiers.

Note de l'introduction historique et de la critique des sources

- ¹. Le KKK est une organisation raciste et violente fondée en 1865 à Pulaski, dans le Tennessee, la même année au cours de laquelle le Congrès proclame l'abolition de l'esclavage. Dans le contexte où une immigration massive déferle sur l'Amérique dans les premières décennies du XX^e siècle et où la crainte du communisme est omniprésente, « le KKK incarne le nationalisme américain et son rejet des races, des croyances et des idéaux sociaux étrangers ». Pour plus d'information à ce sujet, voir : Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009 (1996), p. 261 et 355.
- ². Duce : du latin *dux*, qui signifie conducteur, guide.
- ³. « Le pallium est une bande de laine blanche, en forme d'étoile, décorée de six croix. [...] Les archevêques portent ce pallium dans les liturgies eucharistiques qu'ils célèbrent dans leur diocèse ou dans les diocèses de la province ecclésiastique qu'ils président ». <http://news.catholique.org> Site consulté le 15 septembre 2009.
- ⁴. Le nom d' « Arvida » emprunte aux premières syllabes de celui du président de la compagnie Alcoa, Arthur Vining Davis. La construction de la ville commence en juin 1926. En septembre 1928, l'Alcoa décide de constituer sa filiale canadienne en entité autonome sous le nom d'Alcan. José E. Igartua, *Arvida au Saguenay : naissance d'une ville industrielle*, Montréal/Toronto, Mc Gill/Queen's University Press, 1996, p. 5 et 35.
- ⁵. Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, p. 151. Dans l'esprit de la doctrine sociale de l'Église, on sollicitait parfois l'évêque pour arbitrer un conflit ouvrier. M^{gr} Bégin avait déjà été appelé pour négocier des règlements à certains conflits de travail.
- ⁶. « Admission d'une première femme à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal », *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, www.bilan.usherb.ca Site consulté le 15 septembre 2009.
- ⁷. « Globalement, en 1926, comme le note Angell, les circonscriptions urbaines ne contrôlèrent que 29 sièges à l'Assemblée législative contre 56 pour les circonscriptions rurales ». René Durocher, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : De la Confédération à la crise*, Montréal, Boréal, tome 1, p. 571.
- ⁸. D'allégeance libérale, le journal *La Presse*, de Montréal, a célébré l'événement « dans un panégyrique de 20 colonnes ». Bernard L. Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 185.
- ⁹. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXVIII, « La rue Saint-Jacques », Montréal et Paris, Fides, 1950, p. 149.
- ¹⁰. Laurent Laplante, « Louis-Alexandre Taschereau », *Portraits des premiers ministres du Québec*, Montréal, Société Radio-Canada, 1982, p. 5.
- ¹¹. « Avocat et homme d'affaires crédible et apprécié, il avait su donner un nouveau souffle à l'aile provinciale conservatrice lors de son passage à la législature de Québec ». Nelson Michaud, « L'alliance conservatrice-nationaliste : mariage de raison ou nécessité politique? » dans Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les nationalismes au Québec du XIX^e au XX^e siècle*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p. 81.
- ¹². R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 143.
- ¹³. B. Vigod, *Taschereau ...*, p. 185.
- ¹⁴. « Peu de députés conservateurs étaient aussi réactionnaires, mais leur critique des excès et des abus était filtrée à travers les partis pris des seuls quotidiens à s'opposer encore à Taschereau : *Le Devoir* et *L'Action catholique* ». *Ibid.*, p. 187.
- ¹⁵. Marc LaTerreur, *Les tribulations des conservateurs au Québec de Bennett à Diefenbaker*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973, p. 8.
- ¹⁶. R. Rumilly ajoute : « À défaut de distinction, d'élévation, Sauvé ne manquait ni d'expérience, ni d'intelligence, ni même d'une finesse matoise, à la paysanne », *Histoire de la province de Québec...*, p. 151.
- ¹⁷. Taschereau à Gouin, 25 mars 1926, dans B. Vigod, *Taschereau ...*, p. 185 et 356.
- ¹⁸. En 1934, à Ottawa, la commission royale d'enquête sur les écarts de prix, présidée par le ministre du Commerce et député de Vancouver, Henry Herbert Stevens, mettra le gouvernement conservateur dans l'embarras. En 1934, Stevens réclame l'intervention de l'État pour mieux réglementer les pratiques des grands détaillants « qui achètent en masse, trichent sur le poids ou sur la qualité, versent des dividendes princiers et des salaires de famine ». Il part en croisade contre ces monopoles, démissionne du Cabinet et fonde, en 1935, le Parti de la reconstruction. Cette commission Stevens interpellera le chef de l'opposition conservatrice, Maurice Duplessis, qui cherchera à associer le premier ministre Taschereau à ce type d'exploitation financière. Voir : débats de l'Assemblée législative, 4^e session de la 18^e Législature.
- ¹⁹. Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000, p. 353.
- ²⁰. Le 24 juillet 1773, une demande apparentée avait été faite au Conseil de Québec, alors que la pétition suivante avait été enregistrée : « Read Petition of Divers Citizens of Montreal praying for a fixed Ferry from that City to Longueuil, on the Opposite Shore, and to ascertain reasonable Rates of Passage at the same. »
- ²¹. L'inauguration du pont du Havre (qui prendra plus tard le nom de pont Jacques-Cartier) a lieu le 24 mai 1930. Les travaux auront duré quatre ans, soit 18 mois de moins que le temps prévu. Les coûts seront cependant un peu plus élevés que ceux estimés au départ, puisqu'ils vont se chiffrer à 12 800 000 \$. René Binette et Martin Gendron, *Un fleuve, un quartier, une ville*, Montréal, Maison de la culture Frontenac/Écomusée de la maison du fier monde, 1992, p. 20-21.
- ²². Ce n'est que le 15 novembre 1928 qu'intervient une entente entre le ministère des Chemins de fer et Canaux du Canada et le ministère des Travaux publics et du Travail du Québec concernant l'établissement d'une voie carrossable sur le pont de Québec. La loi est sanctionnée le 4 avril 1929 et la voie est ouverte à la circulation automobile le 22 septembre de la même année. Michel L'Hébreux, *Le Pont de Québec*, Québec, Septentrion, 2008, p. 175-186.
- ²³. Cette commission est en quelque sorte « l'embryon de la future Commission du salaire minimum dont il sera le premier président en 1940 ». Béatrice Chiasson et al., *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)*, Montréal, CSN/CEQ, 1979, p. 61. Voir aussi : Le Collectif Cléo, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Les Quinze, 1982, p. 272.

- ²⁴ Georges Desrosiers, Benoît Gaumer et Othmar Keel, *La santé publique au Québec : histoire des unités sanitaires de comté : 1926-1975*, Montréal, Université de Montréal, Département de médecine sociale et préventive/Département d'histoire, 1998, p. 13 et 34.
- ²⁵ Antonin Dupont, « Louis-Alexandre Taschereau et la législation sociale au Québec, 1920-1936 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 3 (décembre 1972), p. 421.
- ²⁶ La Direction, « Les Écoles d'État », *La Semaine religieuse de Québec*, 39 (mars 1926), p. 466. *Ibid.* p. 421.
- ²⁷ *Le Canada*, 26 avril 1926. Cité dans A. Dupont, « Louis-Alexandre Taschereau et la législation sociale... », p. 422.
- ²⁸ Voir l'introduction historique des débats reconstitués de la 1^{re} session de la 15^e Législature (1919-1920).
- ²⁹ La ville sera administrée par la compagnie jusqu'en 1949. Son président, James Murdoch, en a été le premier maire. Il dirigeait le conseil municipal depuis son bureau de Toronto, et c'est le gérant de la mine qui administrait la ville. Une centaine de compagnies et de syndicats ont des intérêts dans le district en 1926 et la ville compte environ 1500 habitants. Nicole Berthiaume, *Rouyn-Noranda. Le développement d'une agglomération minière au cœur de l'Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Collège du Nord-Ouest, 1981, p. 22-23 et 27.
- ³⁰ Le premier ministre Maurice Duplessis mettra un terme à ce genre de pratique en 1936, avec le bill 11.
- ³¹ Voir : débats de l'Assemblée législative, 1^{re} session de la 20^e Législature.
- ³² Cité dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 149.
- ³³ Voir : bill 250, débats de l'Assemblée législative, 2^e session de la 18^e Législature.
- Le poste de trésorier de la province est traditionnellement attribué à un anglophone depuis 1867. Ronald Rudin, *Histoire du Québec anglophone 1759-1980*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 292. Voir aussi : Louis Massicotte, *Le Parlement de Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, p. 71.
- ³⁴ La loi sur les langues officielles est adoptée à Ottawa en 1969 par le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau. Elle proclame l'anglais et le français en tant que langues officielles du Canada et prévoit que les citoyens canadiens sont en droit de recevoir des services des administrations fédérales dans la langue officielle de leur choix. <http://www.parl.gc.ca> Site consulté le 15 septembre 2009.
- ³⁵ Benjamin Doré, *Le Soleil*, 27 janvier 1926. Cité dans Gaston Deschênes, *Le Parlement de Québec. Histoire, anecdotes et légendes*, Québec, Éditions MultiMondes, 2005, p. 261.
- ³⁶ *Le Devoir*, 27 janvier 1926. Cité dans G. Deschênes, *Le Parlement de Québec...*, p. 261.
- ³⁷ En 1937, les *Biographies canadiennes-françaises* mentionnent que Damase Potvin est correspondant de *La Presse* à Québec depuis 11 ans et qu'il y publie quotidiennement une "Lettre de Québec" sous le pseudonyme de "Sainte-Foy". Raphaël Ouimet, éd., *Biographies canadiennes-françaises*, treizième édition, Montréal, 1937, p. 92. Source utilisée par le Site Internet du Marianopolis College de Montréal, *Québec History. L'Encyclopédie de l'histoire du Québec/The Quebec History Encyclopedia*, pour l'article intitulé « Damase Potvin – Journaliste ». <http://faculty.marianopolis.edu> Site consulté le 15 septembre 2009.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Chronicle-Telegraph, The
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Star, The
Montreal Herald
Patrie, La
Presse, La
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Colon, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Courrier-Sentinelle, Le
Croix, La
Droit, Le
Écho de Saint-Justin, L'
Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'
Éclaireur, L'
Étoile du Nord, L'
Gazette du Nord, La
Journal de Waterloo, Le
Matin, Le
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Minerve, La
Monde ouvrier, Le
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nouvelliste, Le
Peuple, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Quotidien, Le
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sorelois, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The

Standard, The
Stanstead Journal, The
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'

Autres sources

Documents de la session, 1926, 4 volumes.

Nicol, Jacob. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. Nicol, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 27 janvier 1926*. [s.l.]: 1926. 39 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1926, Québec 1926.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1926, Québec 1926.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1926.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LX: Session 1926*, Quebec, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1926, 424, xci p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1926, Vol. LX*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1926, v, 423, lxxiv p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 16 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1926, xviii, 628 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 16 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1926, xix, 640 p.

Rapports des comités généraux, 3^e session, 1926.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxv
Bibliographie.....	xxix
Table des matières.....	xxxï
L'Exécutif en 1926.....	xxxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxvii
Par ordre de circonscription	xxxix
Débats	
1 Séance du jeudi 7 janvier 1926	1
2 Séance du vendredi 8 janvier 1926	7
3 Séance du mardi 12 janvier 1926	13
4 Séance du mercredi 13 janvier 1926	31
5 Séance du jeudi 14 janvier 1926	43
6 Séance du vendredi 15 janvier 1926	59
7 Séance du mardi 19 janvier 1926	63
8 Séance du mercredi 20 janvier 1926	83
9 Séance du jeudi 21 janvier 1926	111
10 Séance du vendredi 22 janvier 1926	133
11 Séance du mardi 26 janvier 1926	137
12 Séance du mercredi 27 janvier 1926	143
13 Séance du jeudi 28 janvier 1926	195
14 Séance du vendredi 29 janvier 1926	207
15 Séance du lundi 1 ^{er} février 1926.....	209
16 Séance du mardi 2 février 1926.....	215
17 Séance du mercredi 3 février 1926.....	231

18 Séance du jeudi 4 février 1926.....	251
19 Séance du vendredi 5 février 1926.....	269
20 Séance du lundi 8 février 1926.....	277
21 Séance du mardi 9 février 1926.....	285
22 Séance du mercredi 10 février 1926.....	307
23 Séance du jeudi 11 février 1926.....	321
24 Séance du vendredi 12 février 1926.....	335
25 Séance du lundi 15 février 1926.....	343
26 Séance du mardi 16 février 1926.....	349
27 Séance du mercredi 17 février 1926.....	361
28 Séance du jeudi 18 février 1926.....	379
29 Séance du vendredi 19 février 1926.....	391
30 Séance du lundi 22 février 1926.....	397
31 Séance du mardi 23 février 1926.....	403
32 Séance du mercredi 24 février 1926.....	421
33 Séance du jeudi 25 février 1926.....	433
34 Séance du vendredi 26 février 1926.....	447
35 Séance du lundi 1 ^{er} mars 1926	455
36 Séance du mardi 2 mars 1926	465
37 Séance du mercredi 3 mars 1926.....	477
38 Séance du jeudi 4 mars 1926.....	491
39 Séance du vendredi 5 mars 1926.....	497
40 Séance du mardi 9 mars 1926	505
41 Séance du mercredi 10 mars 1926.....	525
42 Séance du jeudi 11 mars 1926.....	543
43 Séance du vendredi 12 mars 1926.....	561
44 Séance du lundi 15 mars 1926.....	569
45 Séance du mardi 16 mars 1926	583

46 Séance du mercredi 17 mars 1926.....	605
47 Séance du jeudi 18 mars 1926.....	627
48 Séance du vendredi 19 mars 1926.....	655
49 Séance du lundi 22 mars 1926.....	677
50 Séance du mardi 23 mars 1926	697
51 Séance du mercredi 24 mars 1926.....	729
Index des participants	757
Index des sujets	795
Index des bills publics et privés	833

L'HONORABLE NARCISSE PÉRODEAU
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif
1926

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Louis-Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie

L'honorable Jacob Nicol, trésorier de la province

L'honorable Lauréat Lapierre, ministre sans portefeuille

L'honorable Martin Madden, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BAILLARGEON, Cyrille	L	Frontenac
BASTIEN, Ludger	C	Québec
BEAUDOIN, Joseph-Ambroise-Eusèbe	C	Montréal-Saint-Jacques
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERNARD, Cyrille-Améric	L	Rouville
BERTRAND, Pierre	O	Saint-Sauveur
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BRAY, Joseph Allan	C	Montréal-Saint-Henri
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CRÉPEAU, Armand-Charles	C	Sherbrooke
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUFOUR, Philippe	L	Charlevoix-Saguenay
DUFRESNE, Pierre-Joseph	C	Joliette
DURANLEAU, Alfred	C	Montréal-Laurier
FAUCHER, Pierre-Vincent	C	Québec-Centre
FORTIER, Joseph-Hugues	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GRANT, William-Pierre	L	Champlain
GUILLEMETTE, Alphonse-Edgar	L	Saint-Maurice
HAMEL, Édouard	L	Portneuf
HOUDE, Camillien	C	Montréal-Sainte-Marie
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAFOND, Joseph-Roméo	L	Hull
LAFRENIÈRE, Jean-Baptiste	L	Richelieu
LAHAIE, Désirée	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LANGLAIS, Jules	C	Témiscouata
LAPERRIÈRE, David	L	Yamaska
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
L'ARCHEVÊQUE, Adolphe	C	Montréal-Mercier
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
LORTIE, Joseph-Arthur	C	Soulanges
LORTIE, Pierre	L	Labelle

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MARCHAND, Victor	L	Jacques-Cartier
MCDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER, Louis-Philippe	L	Trois-Rivières
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MILJOURS, Joseph	L	Témiscamingue
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MORIN, Nérée	L	Kamouraska
NICOL, Jacob	L	Compton
OLIVER, Carlton James	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PELLERIN, Jean-Marie	C	Maisonneuve
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
PLANTE, Arthur	C	Beauharnois
REED, Walter	L	L'Assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
RICHARD, Jean-Marie	L	Verchères
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAINT-JACQUES, Joseph-Léon	C	Argenteuil
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SAYER, Ernest Walter	C	Montréal-Saint-Laurent
SMART, Charles Allan	C	Westmount
SYLVESTE, Amédée	L	Berthier
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TÉTREAU, Ernest	LI	Montréal-Dorion
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
THURBER, Alexandre	L	Chambly
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- LI - Libéral indépendant
- O - Ouvrier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARGENTEUIL	C	Saint-Jacques, Joseph-Léon
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortier, Joseph-Hugues
BEAUHARNOIS	C	Plante, Arthur
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Sylvestre, Amédée
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Oliver, Carlton James
CHAMBLY	L	Thurber, Alexandre
CHAMPLAIN	L	Grant, William-Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Dufour, Philippe
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	Nicol, Jacob
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Baillargeon, Cyrille
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	L	Lafond, Joseph-Roméo
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	C	Marchand, Victor
JOLIETTE	C	Dufresne, Pierre-Joseph
KAMOURASKA	L	Morin, Nérée
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	C	Pellerin, Jean-Marie
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	LI	Tétreau, Ernest
MONTRÉAL-LAURIER	C	Duranleau, Alfred
MONTRÉAL-MERCIER	C	L'Archevêque, Adolphe
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	C	Houde, Camillien
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-SAINT-HENRI	C	Bray, Joseph Allan
MONTREAL-SAINT-JACQUES	C	Beaudoin, Joseph-Ambroise-Eusèbe
MONTREAL-SAINT-LAURENT	C	Sayer, Ernest Walter
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTREAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PAPINEAU	L	Lahaie, Désirée
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Hamel, Édouard
QUEBEC	C	Bastien, Ludger
QUEBEC-CENTRE	C	Faucher, Pierre-Vincent
QUEBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUEBEC-ouest	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Lafrenière, Jean-Baptiste
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
ROUVILLE	L	Bernard, Cyrille-Améric
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Guillemette, Alphonse-Edgar
SAINT-SAUVEUR	O	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	C	Crépeau, Armand-Charles
SOULANGES	C	Lortie, Joseph-Arthur
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Miljours, Joseph
TÉMISCOUATA	C	Langlais, Jules
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Mercier, Louis-Philippe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Richard, Jean-Marie
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	L	Laperrière, David

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- LI - Libéral indépendant
- O - Ouvrier

Séance du jeudi 7 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation¹, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend avec les députés dans la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

Brefs d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux d'Argenteuil, de Berthier, de Champlain et de Jacques-Cartier.

Vacances dans les districts électoraux:

District électoral de Jacques-Cartier

Montréal, 8 octobre 1925

À M. l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Monsieur l'Orateur,

Je déclare, par les présentes, vous donner ma démission comme député du collège électoral de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative.

J'ai bien l'honneur d'être, M. l'Orateur, votre tout dévoué.

(Signé) Es.-L. Patenaude
Témoins: J.-Édouard Labelle
J.-M. Grondin

Districts électoraux d'Argenteuil,
de Berthier et de Champlain

Québec, 11 novembre 1925

À M. l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de John Hay ainsi qu'en raison de l'acceptation par M. Siméon Lafrenière et M. Bruno Bordeleau de charges auxquelles sont attachés des émoluments venant de la province, les collèges électoraux d'Argenteuil, de Berthier et de Champlain se trouvent sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

(Signé) L.-A. Taschereau,
député de Montmorency

(Signé) Jos.-Éd. Caron,
député des Îles-de-la-Madeleine

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

District électoral de Jacques-Cartier

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 7 janvier 1926

À M. l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze novembre mil neuf cent vingt-cinq et adressé à M. Adolphe Robert, officier-

rapporteur, résidant à Lachine, M. Victor Marchand, manufacturier à Outremont, a été, ainsi qu'il appert au rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Esiof-Léon Patenaude, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
(Signé) L.-P. Geoffrion

**District électoral
de Berthier**

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 7 janvier 1926

À M. l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze novembre mil neuf cent vingt-cinq et adressé à M. Ferrier Laferrière, officier-rapporteur, résidant à Berthier, M. Amédée Sylvestre, marchand à Saint-Gabriel-de-Brandon, a été, ainsi qu'il appert au rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Berthier à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Siméon Lafrenière qui a accepté une charge à laquelle sont attachés des émoluments venant de la province.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
(Signé) L.-P. Geoffrion

**District électoral
d'Argenteuil**

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 7 janvier 1926

À M. l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze novembre mil neuf cent vingt-cinq et adressé à M. Eugène Jousse, officier-rapporteur, résidant à Lachute, M. Joseph-Léon Saint-Jacques, avocat à Outremont, a été, ainsi qu'il appert au rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral d'Argenteuil à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. John Hay, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
(Signé) L.-P. Geoffrion

District électoral de Champlain

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 7 janvier 1926

À M. l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze novembre mil neuf cent vingt-cinq et adressé à M. J.-E.-E. Manseau, officier-rapporteur, résidant à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, M. William-Pierre Grant, gérant à Batiscan, a été, ainsi qu'il appert au rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Champlain à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Bruno Bordeleau qui a accepté une charge à laquelle sont attachés des émoluments venant de la province.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
(Signé) L.-P. Geoffrion

Présentation de nouveaux députés:

**Districts électoraux de
Champlain, Jacques-Cartier,
Berthier et Argenteuil**

M. William-Pierre Grant, député du collège électoral de Champlain, M. Victor Marchand, député du collège électoral de Jacques-Cartier, M. Amédée Sylvestre, député du collège électoral de Berthier, M. Joseph-Léon Saint-Jacques, député du collège

électoral d'Argenteuil, qui ont prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, sont présentés et prennent séance.

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue ce jour auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser aux deux Chambres de la Législature provinciale, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La Providence nous a comblés de bienfaits durant l'année qui vient de se terminer. Il nous incombe de la remercier tout particulièrement de l'abondante récolte qui a couronné le travail de nos agriculteurs et qui est de nature à les encourager à persister dans le fidèle attachement au sol.

Un double deuil a profondément affligé notre population: la mort de la reine mère Alexandra et la mort de Son Eminence le cardinal Bégin. Je me fais un devoir de renouveler, en votre nom et au mien, l'expression des vifs regrets que nous avons ressentis.

Durant mon absence en Europe, le juge en chef de notre Cour supérieure, Sir François Lemieux, a bien voulu remplir les fonctions d'administrateur de notre province. Il s'en est acquitté avec le dévouement et la discrétion qui le caractérisent. Vous me permettez de lui en exprimer toute ma reconnaissance.

Trois importantes commissions ont complété les travaux dont il vous avait été fait rapport à la dernière session: la commission du service civil, la commission chargée d'étudier les lois des accidents du travail et la commission de la refonte des statuts.

Mon gouvernement a donné suite au rapport de la commission du service civil en effectuant une révision générale des traitements des fonctionnaires. Il a considérablement augmenté ces traitements, conformément à la promesse qu'il avait faite aux fonctionnaires d'améliorer leur sort, après leur avoir

déjà assuré un excellent système de pension et une assurance de groupe dont la prime est entièrement payée par l'État.

Une nouvelle loi des accidents du travail vous sera bientôt soumise, et vous constaterez qu'elle vise à donner égale justice aux patrons et aux ouvriers.

Les nouveaux statuts refondus ont été mis en vigueur le 31 décembre dernier, et nous avons lieu d'espérer qu'ils faciliteront l'application de nos lois.

Jusqu'ici, comme vous le savez, mon gouvernement s'est appliqué soigneusement à conserver dans notre province nos ressources naturelles, tout spécialement nos forces hydrauliques. Il entend poursuivre cette politique dont dépend notre avenir industriel, et il se propose de vous inviter à édicter à cette fin des dispositions législatives permanentes, sans toutefois soumettre les provinces sœurs à la prohibition qui frappe actuellement l'exportation de l'énergie électrique.

L'instruction publique ne cesse d'être le premier souci de mon gouvernement, qui désire lui apporter une aide de plus en plus grande, tant au point de vue de l'enseignement universitaire que de l'école primaire. Il invitera conséquemment la Chambre à créer de nouvelles sources de revenus, pour rendre possibles les octrois additionnels qu'il destine à l'instruction des nôtres.

Mon gouvernement estime que le temps est aussi venu de modifier nos lois relatives aux écoles techniques, de façon à rendre ces écoles plus efficaces.

Nos mines sont en voie de prendre un essor prodigieux. En vue d'en favoriser le développement et l'exploitation, vous serez appelés à décider s'il ne serait pas à propos d'apporter certains changements à notre loi des mines.

Je suis heureux de vous informer que la construction du chemin de fer qui doit relier les mines de Rouyn à notre réseau national progresse rapidement.

Les dispositions actuelles de la loi relative aux enquêtes sur les affaires municipales ont soulevé nombre de difficultés. Vous aurez à étudier le meilleur moyen de remédier à ces difficultés.

Il vous appartiendra également de déterminer quelle réglementation doit régir les autobus affectés au service public.

Mon gouvernement vous priera de réorganiser et de mettre sur un meilleur pied notre agence de Londres. Nos relations commerciales avec la mère patrie prennent chaque jour plus d'extension, et nous pouvons trouver en Angleterre un marché fort avantageux pour les produits de notre province.

Vous serez priés d'autoriser mon gouvernement à participer à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent pour relier Longueuil à Montréal.

D'autres mesures, d'un intérêt moins général, réclameront de votre part une étude attentive.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous constaterez, dans l'examen des comptes qui vous seront distribués, que le dernier exercice s'est soldé par un excédent des recettes sur les dépenses, en dépit d'une augmentation générale des octrois publics. Vous serez invités à voter les crédits du prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Pour rester fidèles aux traditions de notre Législature, vous devrez apporter le plus grand souci du bien public dans l'étude des questions qui vous seront soumises. Il me fera plaisir de suivre vos délibérations et vos travaux au cours de la session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;

10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

Composition d'un comité spécial

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau, Caron et Nicol, MM. Bullock, Daniel, Fortier, Langlais, Pilon, Sauvé, Smart et Thériault forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Affaires municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec, 1924-1925. (Document de la session no 37)

Rapport du ministre de l'Agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, 1924-1925. (Document de la session no 3)

Rapport du ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du

ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1925. (Document de la session no 4)

**Rapport du
ministre de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1925. (Document de la session no 7)

**Rapport du
ministre de la Voirie**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Voirie de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 21)

**État des
cautionnements**

L'honorable M. Nicol (Compton), trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec du 7 janvier 1925 au 6 janvier 1926 inclusivement, tel que requis par l'article 637 S.R.Q., 1909. (Document de la session no 15)

La séance est levée à 4 h 15.

NOTE

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session de 1926.

Séance du vendredi 8 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de Rodolphe Monette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Hamel);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lafleur);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant les lois le concernant (M. Létourneau);

- de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Phaneuf);

- de Homeopathic Hospital of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Smart);

- du révérend Allan S. Reid et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Stanley Presbyterian Church" (M. Smart);

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thurber).

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Grant (Champlain) propose, appuyé du représentant de Shefford (M. Bullock), que l'adresse suivante soit votée et présentée à son honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre

fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, quand le premier ministre m'a prié de bien vouloir proposer l'adresse en réponse au discours du trône, j'ai senti combien périlleux était cet honneur, et mon premier mouvement a été de chercher à m'y soustraire, sachant que des voix plus éloquentes que la mienne pouvaient accomplir cette tâche avec plus de perfection et d'autorité. Mais on a insisté et je m'exécute. Si, cependant, après mûre réflexion, j'ai décidé d'accepter, c'est que j'y voyais une occasion de prêter mon humble concours à une œuvre que je sais digne de respect et d'admiration et de commenter quelques-unes des idées suggérées par le discours du représentant de l'autorité suprême.

Je dirai un mot d'abord des deux grands disparus, la reine Alexandra et le cardinal Bégin, auxquels vient de faire allusion le discours du trône et qui ont tenu, l'un dans l'Empire britannique, l'autre au Canada, et plus spécialement dans notre province, une grande place. Celui-ci, prince de l'Église canadienne, a présidé avec une grande sollicitude aux destinées morales de tout un peuple. Aussi les regrets qu'exprime le discours du trône sont-ils partagés par tous les représentants du peuple, qui considèrent ces morts comme un grand sujet de deuil national.

Pour moi, j'y ajouterai un autre motif de regret, la retraite de celui qui m'a précédé à ce fauteuil et qui, pendant 10 ans, a représenté dans cette Législature, avec tant de dévouement, d'énergie et de dignité, le beau comté de Champlain. Son départ crée un vide que tous déplorent, non seulement parmi les membres de cette Chambre, mais aussi et surtout parmi la population de la division que je représente.

Le premier ministre, en me priant d'adresser la parole en cette Chambre, a voulu sans doute, en même temps qu'il me faisait un insigne honneur, souligner les regrets causés par le départ du docteur Bordeleau. La distinction qui m'échoit n'est pas due à mon humble personne, elle revient de droit au comté qui porte le nom à jamais célèbre du fondateur de cette vieille cité, elle revient de droit au comté de Champlain qui, dans le développement industriel de cette partie du pays, a joué un rôle de première grandeur en utilisant ses richesses naturelles non seulement pour sa prospérité, mais pour le progrès économique de toute la province.

M. l'Orateur, je dois ajouter, ici, que, parmi ceux de nos compatriotes qui se sont intéressés de façon pratique au développement de nos ressources naturelles, il n'en est aucun qui ait montré plus de dévouement et de prévoyance que celui qui préside actuellement aux destinées de cette province, le premier ministre. Dernièrement, ses électeurs et les citoyens les plus en vue de Québec célébrèrent de façon digne de lui le 25^e anniversaire de son entrée dans la vie politique active. J'étais heureux alors de m'associer à ce témoignage mérité et je formule publiquement mes souhaits pour qu'il reste longtemps encore à la tête des affaires de la province qu'il aime plus que tout au monde.

Depuis la dernière session, les commissions du service civil, de la réforme des statuts et de la loi des accidents du travail ont fait leurs rapports, dont deux ont été mis en vigueur, notamment celui du service civil, dont les suggestions sont devenues des réalités quant à la classification et au rajustement des salaires des fonctionnaires publics. Pour la loi des accidents du travail, je comprends qu'une législation nous sera soumise et j'espère que tous les députés de cette Chambre l'étudieront d'une manière sérieuse, n'ayant en vue que l'intérêt public, l'esprit de justice et d'équité, dépouillés de tout préjugé de parti, de caste ou de clan. C'est ainsi que pourra être édictée une loi donnant satisfaction au capital et au travail et ayant pour but de maintenir les bonnes relations entre patrons et employés, afin que les deux grandes forces de la nation travaillent de concert à rendre la province plus riche, plus prospère, et lui garde intacte cette réputation méritée qu'elle a d'être le rempart contre lequel toutes les théories subversives du communisme ou du socialisme viendront se briser pour le plus grand bien de tous et la paix sociale.

Un autre point touché dans le discours du trône se rapporte à la question de l'éducation. Je n'ai pas l'intention, pour le moment, d'appuyer longtemps sur le problème dont tout le monde reconnaît l'extrême importance et dont s'est toujours occupé, avec jugement et efficacité, le présent gouvernement. Là-dessus, le peuple lui voue pleine et entière confiance. Je dirai seulement que le développement intellectuel d'un peuple se fait concurremment à son développement économique, dont il dépend en partie. Je crois savoir que l'État étendra sa sollicitude à tous les degrés de l'instruction, depuis la petite école jusqu'à la grande université. On formera des compétences dans tous les domaines, les écoles primaires et les écoles techniques en particulier recevant un secours suffisant pour que ceux qui entreront dans la vie sans les avantages des études

secondaires puissent faire bonne figure dans la carrière qu'ils auront embrassée.

M. l'Orateur, j'en viens maintenant aux immenses bienfaits que nous retirons et pouvons retirer encore du développement rationnel de nos ressources naturelles. Depuis 1897, le gouvernement s'est appliqué à conserver soigneusement nos richesses naturelles, spécialement nos forces hydrauliques. Il entend poursuivre cette politique dont dépend notre avenir industriel. Je suis heureux de pouvoir dire que c'est dans la région que je représente que fut inauguré le grand mouvement d'exploitation de notre houille blanche.

N'est-ce pas en 1897 que le premier ministre d'alors, l'honorable Gabriel Marchand, céda à la Shawinigan Power Company le pouvoir d'eau des chutes Shawinigan, qui devait susciter l'élan de progrès et d'avancement dont nous avons été les témoins depuis? Ce qui s'y est accompli, en si peu d'années, est tout simplement merveilleux et provoque l'admiration de tous ceux qui ont assisté aux premiers moments des vastes entreprises qui y sont nées. Il y a 28 ans, la ville de Trois-Rivières, qui avait pour seules industries des moulins à scie, fermés la plupart pour insuffisance de revenus, le bois de sciage rapportant peu, n'avait qu'une population de 10,000 âmes, dont le nombre diminuant sensiblement d'année en année, de même que celle des paroisses environnantes, qui se dépeuplaient, beaucoup des nôtres étant obligés de s'expatrier pour gagner ailleurs un salaire que la région ne pouvait leur donner.

À l'endroit où s'élève aujourd'hui la ville de Shawinigan Falls, il n'y avait que la solitude de la forêt et le bruit des chutes. Grand'Mère avait une petite industrie, mais la ville n'existait pas et ces lieux n'étaient qu'un désert. Aujourd'hui, vous voyez Trois-Rivières avec une population de 32,000 âmes, qui augmente annuellement de plusieurs milliers grâce aux immenses industries du papier, qui sont les plus considérables de l'Amérique et dont la production augmente à tel point qu'elle atteindra bientôt un million de tonnes par année pour cette seule ville. Ajoutez à cela les autres industries trifluviennes qui progressent, elles aussi, et procurent du travail à un grand nombre.

La ville de Shawinigan Falls avec une population de 10,000 âmes est aussi des plus florissantes de même que Grand'Mère, avec une population à peu près égale, sans compter la ville de La Tuque qui, sous peu, sera aussi importante que les deux précédentes, par l'agrandissement que doit faire à ses usines la Brown Corporation.

Il ne faut pas oublier le Cap-de-la-Madeleine qui, en 1900, n'était qu'un petit village de 800 à 1000 et qui atteint aujourd'hui à une population de 8,000. Donc, dans cette seule région, le développement de nos ressources naturelles a augmenté la population de 50,000 âmes, sans compter les paroisses qui se sont développées, qui ont triplé leur population ou ont été fondées de toutes pièces au moyen d'une augmentation du capital et du travail. Et vous vous rendez compte de la richesse que tout cela représente, quand vous considérez les immenses capitaux qui y sont engagés, les prodigieuses listes de salaires et les bienfaits qui en découlent sur la population agricole qui a un marché très rémunérateur à sa portée.

Quel est l'élément premier, la cause principale de tous ces bienfaits? C'est avant tout le développement des forces hydrauliques de La Tuque, de Grand'Mère et de Shawinigan. Ces énergies nourrissent non seulement les industries locales, mais elles en alimentent d'autres en dehors de la région.

Les forces du Saint-Maurice approvisionnent la plus grande partie des industries des Cantons de l'Est, plusieurs entreprises du nord du Saint-Laurent, entre Québec et Montréal, et pénètrent même dans ces grandes villes, où elles sont très largement utilisées.

Il y a lieu de croire que cet essor industriel dont jouit la province augmentera considérablement d'ici quelques années si on tient compte du harnachement des eaux de la décharge du Lac-Saint-Jean. L'aménagement total des chutes d'eau de la province, à part celles du Lac-Saint-Jean, atteint actuellement une somme de 1,300,000 chevaux-vapeur. Si 95 % de notre industrie tire sa force motrice de notre houille blanche, il est facile d'entrevoir le progrès en perspective du Lac-St-Jean lorsque les grandes usines qui s'y élèvent auront à leur disposition les 540,000 chevaux-vapeur de l'île Maligne et les 800,000 chevaux-vapeur de la Chute à Caron. Le rendement de ces deux usines, à lui seul, aura pour effet de doubler la puissance actuelle des forces hydrauliques actuellement exploitées en cette province.

C'est le gouvernement actuel qui est à l'origine de ce merveilleux développement qui non seulement suscitera de nombreux centres d'activité, mais aussi augmentera la prospérité des villes de Jonquière et de Chicoutimi qui déjà ont grandi grâce à l'exploitation de nos chutes d'eau. Cette partie de la province sera bientôt l'une des plus prospères du pays tout entier, et ce serait un injustice que de ne pas en donner crédit à ceux qui, aujourd'hui, sont à la tête de l'administration provinciale.

Autant et plus peut-être que la classe ouvrière, la population agricole bénéficiera de ces progrès, de cette augmentation des richesses nationales, car les agglomérations urbaines qui vont naître dans quelques-unes de nos régions seront autant de marchés où les cultivateurs vendront leurs produits et feront des profits. C'est pourquoi je considère que le discours du trône, en parlant de nos ressources naturelles, touchait indirectement à l'industrie fondamentale de notre province, l'agriculture. Celle-ci continuera à jouir de plus en plus des faveurs du gouvernement et des octrois qui lui permettront de grandir encore. Jamais elle ne manquera de l'encouragement officiel, car tous les membres du gouvernement sont convaincus que la classe agricole est à la base de toute prospérité durable.

Il sera question, au cours de la présente session, de dispositions spéciales au sujet de la conservation de notre houille blanche et de l'embargo sur l'exportation. J'espère que le gouvernement continuera en effet à garder son attitude patriotique par laquelle nous garderons au pays tout le bénéfice de nos ressources et de nos industries et empêcherons que nos fils de cultivateurs et nos artisans s'expatrient aux États-Unis, même dans les autres provinces pour chercher du travail et un salaire. C'est un capital humain trop précieux pour que nous songions à nous en départir.

Les principes de conservation appliqués à nos énergies hydrauliques conviennent aussi à une autre de nos richesses, celle des mines. Nous avons là une ressource à peu près inexploitée dont notre province attend des revenus incalculables. Jusqu'ici, les moyens de communication étaient insuffisants dans la région minière pour permettre de tirer un profit immédiat des découvertes précieuses, comme les nouveaux gisements d'or, faites en ces dernières années. On a appris avec plaisir que les travaux du chemin de fer qui reliera Rouyn au Transcontinental seront bientôt terminés et que ce sera dès lors, pour cette région de colonisation, une aubaine sans précédent.

On estime que la production minière de la province de Québec, qui a été de près de \$20,000,000 en 1924, sera de \$60,000,000 dans peu d'années grâce à l'exploitation des mines d'or, de cuivre et de zinc que l'on fera bientôt sur une grande échelle, comme dans Ontario où des mines rapportent chaque année des capitaux considérables.

Le gouvernement actuel a pris l'initiative de faire développer ces mines; il continue son œuvre. On prendra des mesures pratiques, à ce sujet, au

cours de la présente session, et le chemin de fer que l'on construit actuellement permettra à notre province de conserver ces richesses à son propre avantage. L'ouvrier y aura du travail, le cultivateur y aura des marchés, le colon une nouvelle source de revenus.

Il est impossible, dans les cadres d'un premier discours, de faire ressortir toutes les suggestions contenues dans le discours du trône. Je comprends que le gouvernement va continuer, comme par le passé, sa magnifique politique de l'agriculture, de la colonisation des terres et forêts et de la voirie.

Dans tous les domaines, l'administration libérale a imprimé un essor tellement vigoureux que les progrès ne se comptent plus. Nous avons été les témoins d'un progrès ininterrompu pendant 27 ans. Les crises, la guerre même n'ont pu empêcher la province de Québec de poursuivre sa marche vers la conquête de tous les biens économiques, éducationnels et sociaux. Elle a su se donner les chefs qu'il lui fallait pour remplir pleinement sa mission et tout fait espérer que rien ne la retardera sur les chemins lumineux de l'avenir. Je félicite le gouvernement pour ses politiques judicieuses, prudentes et clairvoyantes, qui sont la cause des progrès considérables que la province a connus ces dernières années.

M. Bullock (Shefford)¹: Je suis heureux, comme mon collègue de Champlain, de remercier le lieutenant-gouverneur pour le discours qu'il a prononcé. C'est un honneur pour moi que d'avoir été invité à seconder l'adresse en réponse au discours du trône.

Que je doive, en tant qu'ancien de cette Chambre, regretter la disparition de nos délibérations des membres d'Argenteuil, de Berthier, de Champlain et de Jacques-Cartier n'atténue en rien la chaleur de l'accueil que, au nom des membres de deux côtés de la Chambre, je présente à leurs successeurs. Nous allons apprécier leur aide dans les tâches que nous aurons à accomplir, en faisant de notre mieux et en respectant les intérêts du peuple de Québec que Son Honneur nous a confiés.

Il est consolant de constater, par les comptes publics que le trésorier provincial nous présente, cette année encore, un surplus des recettes sur les dépenses. Le peuple de la province de Québec doit des remerciements et des félicitations au trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) et à ses collègues pour le soin qu'ils prennent à bien administrer la chose publique.

Malgré la campagne de défaitisme économique qui a été entreprise en ces derniers temps de la part de certaines parties de notre population, je ne cesse d'entretenir les plus belles

espérances pour l'avenir de la province de Québec. En parcourant les districts riches et variés de cette province, je n'y vois aucun signe de misère ou de découragement. Québec est dans une meilleure situation que n'importe quel autre pays du monde. Les États-Unis peuvent avoir une plus grande richesse apparente que nous, il existe des entités politiques dont la richesse négociable est plus grande que la nôtre, il existe des endroits aux États-Unis où il y a plus de dollars par individu qu'il n'y en a dans Québec et il existe des pays entiers dont les ressources sont mieux exploitées que les nôtres, mais il n'y a pas de contrée dans l'univers où l'on ait droit d'être plus optimiste que dans la province de Québec.

Notre richesse potentielle est sans limites. Bien que notre province soit la plus ancienne de la Confédération, il ne se passe pas une année sans que l'on y découvre une nouvelle source de richesse.

Les forêts de Québec, si on continue à les exploiter de façon rationnelle, seront inépuisables. Nos forces hydrauliques, du moment qu'on ne les aliénera pas ou qu'on ne les gaspillera pas, nous approvisionneront de forces motrices pour tous les besoins de nos industries. Ses pêcheries ne sont même pas encore exploitées à la limite de leurs possibilités. Nous avons partout des terres cultivables, et la rigueur du climat n'empêche pas les succès de notre agriculture, même dans les districts de colonisation les plus au nord. Comme le disait le discours du trône, il suffit de connaître le succès de la récolte de l'année pour s'en rendre compte.

Outre les richesses matérielles dont la Providence nous a comblés, nous avons été bénis par l'exemption de nombreuses choses qui ont empêché le développement paisible et homogène d'autres parties du monde. Nous avons le peuple le plus courageux, le plus tolérant, le plus patient, le plus intelligent, le plus honnête du pays et le plus sérieux. Nous avons une population idéale, laborieuse. Deux races y vivent côte à côte dans la plus parfaite harmonie.

Les Canadiens français sont fiers de Wolfe comme les Canadiens anglais le sont de Montcalm. Les deux races se sont fondues dans une tradition commune sur les bases posées par Samuel de Champlain. Elles ont des traditions que leur ont léguées Champlain, Laval et même les United Empire Loyalists qui ont combattu avec de Salaberry pour conserver ici la constitution britannique. En effet, il serait difficile de dire laquelle est la plus fière de notre passé et la plus confiante en notre avenir. Nous avons deux langues, mais une seule allégeance et une seule tradition.

Il n'y a pas d'autre province canadienne où des capitaux soient investis dans les églises, les écoles et les collèges, il n'y a pas d'autre province où l'éducation soit plus saine et plus libre, il n'y a pas de pays en Amérique où le peuple soit plus content de vivre, plus heureux et plus respectable que dans Québec.

Québec s'est tenu à l'écart des convulsions frénétiques qui, ces dernières années, ont fait tant de ravages partout dans le monde, en gardant son équilibre, en adoptant ces développements avec prudence, en prenant la place qui lui revient auprès de ses provinces-sœurs à la défense de l'Empire, mais en faisant la sourde oreille à tous les faux prophètes qui bouleverseraient le cours des siècles pour des choses nouvelles, dont la valeur est discutable.

Tous ces bienfaits sont dus à ce fait que notre population a su bien choisir ses gouvernants. En outre, notre province jouit d'une constitution qui n'a jamais demandé de changements importants. Toutes les lois qui ont été faites pour les besoins du moment ont été conformes à la tradition établie par les Pères de la Confédération.

Conformément à sa tradition, le gouvernement a reçu du lieutenant-gouverneur le mandat d'étudier des bills progressistes qui seront proposés durant la présente session. On fait périodiquement ici la révision des statuts. Montesquieu, le grand historien français, scientiste, philosophe et homme de lettres, a dit: "La multiplicité des lois est un signe de la décadence des États." M. l'Orateur, nous verrons, lorsque nos statuts seront imprimés et présentés en volume relié, si la province de Québec est en décadence.

Il déclare qu'il apprend avec joie que le gouvernement va encourager davantage l'instruction publique. Je veux féliciter le secrétaire de la province (l'honorable M. David), dit-il, pour son infatigable et prévoyant encouragement aux beaux-arts. Avec un peu plus d'aide, je ne vois pas de raison pour que Québec ne produise pas encore de plus grands noms que ceux de Fréchette, Albani, Hébert, Kirby et Morrice. Je ne veux pas parler des hommes d'État, des juristes et des hommes d'affaires, car il est entendu que, dans Québec, il en surgit spontanément un nombre toujours grandissant.

Je loue le gouvernement d'avoir rajusté les salaires des fonctionnaires. Ceux qui travaillent pour l'État doivent être compétents et bien payés. La sollicitude du gouvernement est exemplifiée dans la législation proposée par la commission du service civil.

Soucieux de garder pour notre peuple ses splendides ressources, le gouvernement veut protéger nos ressources naturelles, surtout nos forces hydrauliques, de l'empiétement étranger. L'avenir économique de cette province repose sur ces ressources. Le premier ministre doit être félicité pour la campagne courageuse qu'il a menée pour que nos citoyens se rendent compte de l'importance de ces ressources.

Il termine en appuyant sur nos richesses minières, notre système éducationnel et autres questions proposées dans le discours du trône. L'ouverture de nouvelles mines dans le comté d'Abitibi ainsi que la construction d'un chemin de fer permettant de compléter le service déjà assuré par la ligne du Canadian National Transcontinental passant par Amos seront très utiles dans la transformation de ce district nouvellement ouvert en une des plus belles régions que nous ayons. J'ai eu des témoignages encourageants sur le potentiel agricole de cette région et je suis persuadé que le gouvernement ne restreindra pas ses dépenses pour la colonisation et l'agriculture en Abitibi comme dans les districts de Témiscamingue, de Matapédia, de Gaspé et du Lac-Saint-Jean, et ce, sans oublier les besoins des cultivateurs des parties anciennes de la province.

Je suis heureux de constater dans le discours du trône que le programme éducationnel équilibré des dernières années sera maintenu et étendu. L'appui dont dispose l'éducation, depuis que j'ai l'honneur d'être présent à la Chambre, a tellement porté ses fruits que notre système est sujet de commentaires favorables à l'étranger comme de fierté pour nous.

Il déclare que la population de Québec a toutes les raisons d'espérer, puisqu'elle dispose de ressources inépuisables, d'une population unie et en croissance rapide, d'un gouvernement autonome et prudent, de finances publiques saines, d'une opinion publique sensée, d'excellents moyens de transport ainsi que d'une production agricole en augmentation et de meilleure qualité.

Sur la question de l'élargissement de la compétence de l'agent général de la province à Londres, il fait remarquer que les relations extérieures comptent pour beaucoup dans la croissance intérieure, que l'Angleterre devrait être l'un des marchés les plus vastes de la province et que, par l'Angleterre, Québec devrait être en mesure de commercer avec le monde entier.

Améliorer l'efficacité de notre bureau de Londres, c'est resserrer les liens qui nous relient à nos colonies-sœurs. Nous sommes si merveilleusement situés en ce qui concerne le commerce mondial, que

ce serait folie que de négliger nos avantages. Le Saint-Laurent, notre réseau de chemins de fer et nos superbes routes nous donnent un avantage manifeste sur nos provinces-sœurs. Nous avons toutes les raisons d'espérer.

M. Grant (Champlain) lit le texte de l'adresse comportant les humbles remerciements de la Chambre au lieutenant-gouverneur pour le programme d'action politique qu'il a tracé dans le discours du trône.

M. l'Orateur: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTE

1. Dans *La Patrie* du 9 janvier 1926, page 15, on fait mention que le député de Shefford, M. Bullock, prononce son discours en anglais.

Séance du mardi 12 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Rodolphe Monette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Hamel);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lafleur);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant les lois le concernant (M. Létourneau);
- de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Phaneuf);
- de Homeopathic Hospital of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Smart);
- du révérend Allan S. Reid et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Stanley Presbyterian Church" (M. Smart);
- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thurber).

Rapports du comité spécial:

Composition des
comités permanents

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine), président du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste de députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Caron pour son président et a choisi, pour faire partie des

divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Caron, Lapierre, Madden; MM. Authier, Bertrand, Bullock, Delisle, Duranleau, Faucher, Hamel, Langlais, Létourneau, Pilon, Roy.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Lapierre, Madden, Mercier fils, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bastien, Beaudoin, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bray, Bullock, Côté, Crépeau, Daniel, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufresne, Duranleau, Faucher, Fortier, Gault, Grant, Guillemette, Hamel, Houde, Lafleur, Lafond, Lafrenière, Langlais, L'Archevêque, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Moreault (Rimouski), Oliver, Ouellet, Paquet, Pellerin, Phaneuf, Philips, Pilon, Plante, Reed, Renaud, Richard, Saurette, Sauvé, Savoie, Saint-Jacques, Smart, Tétreau, Thériault, Thurber, Tourville.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Nicol; MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bercovitch, Bissonnet, Bullock, Charbonneau, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Matapédia), Dufresne, Gault, Houde, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Létourneau, Lortie (Labelle), Lortie (Soulanges), Marchand, Miljours, Morin, Oliver, Paquet, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Richard, Roy, Sauvé, Savoie, Sayer, Smart, Thériault, Tourville.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Lapierre, Madden, Mercier fils, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bercovitch, Bouchard, Bray, Bullock, Crépeau, Daniel, Dillon, Dufresne, Duranleau, Fortier, Grant, Hamel, Langlais, Marchand, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Ouellet, Philips, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Saint-Jacques, Tétreau, Thériault, Thurber.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault,

Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Authier, Beaudoin, Bercovitch, Bernard, Bouchard, Bullock, Côté, Daniel, Dillon, Duranleau, Fortier, Gault, Hamel, Lafrenière, Langlais, Lemieux (Wolfe), Mercier (Trois-Rivières), Moreault (Rimouski), Plante, Richard, Saint-Jacques, Tétreau, Thériault.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Caron, Moreau, Perrault; MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Dufresne, Fortier, Hamel, Lahaie, Lamoureux, Langlais, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Lortie (Soulanges), Miljours, Morin, Oliver, Ouellet, Phaneuf, Pilon, Plante, Renaud, Richard, Saurette, Sauvé, Savoie, Sylvestre, Thériault, Tourville.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Lapierre, Madden; MM. Baillargeon, Bissonnet, Bray, Bullock, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufresne, Gault, Grant, Guillemette, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, L'Archevêque, Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Miljours, Morin, Ouellet, Paquet, Philips, Reed, Roy, Sauvé, Saurette, Savoie, Sayer, Smart, Sylvestre, Tourville.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Bercovitch, Dillon, Duranleau, Fortier, Hamel, Sauvé, Tétreau, Thériault.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Bastien, Bergeron, Bouchard, Bullock, Côté, Daniel, Delisle, Dufresne, Fortier, Guillemette, Hamel, Lafond, Lafrenière, Lamoureux, Langlais, Mercier (Trois-Rivières), Morin, Oliver, Ouellet, Plante, Renaud, Richard, Sauvé, Sylvestre, Thurber.

Le rapport est adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 8 janvier, sur la motion proposée le 7 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au début de ma 16^e session, je crois qu'il est de mon devoir, M. l'Orateur, de vous offrir mes compliments. Je suis heureux de vous retrouver à votre poste d'honneur, après avoir traversé les vicissitudes de la vie et les ennuis de la politique, auxquels vous n'avez pas échappé - comme tant d'autres - en 1925. Je dois renouveler mes vœux au premier ministre qui célèbre cette année un grand anniversaire. Je lui souhaite que sa carrière parlementaire se prolonge, afin qu'il puisse goûter quelques jours dans l'opposition, là où il sera en mesure d'apprendre ce qu'il n'a pu acquérir durant les beaux jours du pouvoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Est-ce que ce sont des jours agréables?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce sont des jours où on peut joindre l'utile à l'agréable.

Il établit tout de suite les prérogatives de l'opposition, après avoir dit combien il est heureux de se retrouver de nouveau au milieu de ses collègues de la Chambre et avoir salué les nouveaux députés élus au cours des dernières élections partielles, surtout le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques).

L'opposition, dit-il, entend faire reconnaître ses droits et faire son devoir. Elle ne reculera devant aucune menace d'ostracisme. Les lois organiques, qui ont assuré à cette province de si grands avantages, ont été proposées par les hommes qui siègent de ce côté-ci de la Chambre. On n'a donc pas le droit de nous accuser de défaitisme. Les défaitistes, ce sont les hommes qui combattent ces lois organiques et qui en tirent aujourd'hui les bons effets. Les ministres ont tort de s'approprier les mérites des autres. Il n'y a plus dans le gouvernement de ces gardiens, de ces géants pour protéger les lois organiques de cette province, lois basées sur les meilleurs principes religieux. Je dis cela parce que des politiciens ont tenu dans certaines parties de la province un langage révolutionnaire. C'est le Parti conservateur qui a fait de la province ce qu'elle est aujourd'hui et qui lui a permis de tenir tête aux innovations que certains ont tenté d'implanter ici. Il est effronté, de la

part du gouvernement, de demander à l'opposition d'appuyer ce genre de lois quand ce sont les conservateurs qui les ont promulguées et les libéraux de cette époque qui les ont dénoncées.

L'opposition veut être traitée comme l'est le gouvernement par tous ceux qui ont affaire au Parlement. Quand des corporations, des associations, des sociétés veulent soumettre à la Chambre des projets de loi qui demandent des renseignements particuliers à cause des droits acquis qui peuvent affecter ou à cause du principe qui peut attaquer une doctrine, elles s'adressent au gouvernement. Nous soumettons que l'opposition a le droit d'être également renseignée. C'est en agissant ainsi que les parties en cause rendront justice et pourront le plus sûrement obtenir justice. L'opposition ne serait pas alors exposée à être trompée par le gouvernement comme elle l'a été par le passé. J'espère qu'à cette session-ci le gouvernement fera preuve de plus de respect envers la Chambre en observant le règlement et les motions de la Chambre et qu'il réprimera, par certaines mesures, ses abus de pouvoir.

Il définit ensuite le rôle de son parti en Chambre, rôle qui consiste à examiner chacune des demandes du gouvernement et des propositions qui lui sont soumises, de les critiquer et de les discuter librement s'il y a lieu. Il fait ensuite allusion à un article paru au début de la session dans un journal de Québec, article qu'il qualifie d'injurieux pour la Chambre, puis il se demande ce que contient le discours du trône.

Le discours du trône, dit-il, est la première pièce à considérer. Si vous en retranchez les expressions de convenance, si vous en omettez les paragraphes d'importance discutable, les compliments très discutables aussi, de même que les phrases à remplissage, que reste-t-il de cette pièce?

Rien pour l'agriculture. Rien qui dénote que le gouvernement a pris en considération les nombreuses résolutions adoptées par le congrès de l'Union des cultivateurs. Pas un mot pour la colonisation, pas un mot d'encouragement aux colons qui se découragent comme ceux que j'ai vus à Senneterre; pas un mot sur l'émigration et sur l'immigration, problèmes qui intéressent les vrais Canadiens, questions d'actualité qui doivent préoccuper les membres de cette Chambre. Pas un mot de la voirie pour rassurer les cultivateurs qui s'alarment des poursuites du gouvernement. Pas un mot sur la grève qui sévit en plein Québec. Pas un mot aux chômeurs qui démontrent que la situation de l'ouvrier, ici même, au cœur de la province, aux portes de ce parlement est plus pénible que jamais, d'après la déclaration des chefs ouvriers les plus autorisés.

Les poseurs n'avaient pas grand-chose à dire, car le discours du trône ne pouvait rien leur inspirer.

Ils se sont contentés de chanter une cantate ministérielle, une compilation de discours prononcés par les ministres pendant la campagne électorale. Je tiens à les féliciter. L'honorable député de Champlain (M. Grant) a prononcé un joli discours. Je l'ai trouvé tel que je l'avais connu lorsqu'il a visité mon comté. Il souffrait d'un excès de modestie. Je regrette cependant que son allusion délicate à son prédécesseur ait été accueillie avec tant de froideur. L'ancien député de Champlain était pourtant dans la galerie à ce moment-là. Quant à l'honorable député de Shefford (M. Bullock), dont on aurait mieux aimé une improvisation plutôt que le discours léché qu'il a prononcé devant la Chambre, il a lancé une pointe contre ce qu'il a appelé les défaitistes.

Il parle des quatre élections complémentaires faites dans la province et voit dans le résultat de ces élections un sentiment populaire favorable à la politique de l'opposition. Les derniers événements ont prouvé que nous sommes en face d'un gouvernement moribond. Dans tous les cas, rien ne prouve que le gouvernement actuel sera au pouvoir éternellement. Au contraire, l'opposition d'aujourd'hui sera au pouvoir demain. (Applaudissements) Le premier ministre et ses collègues ont eu l'occasion, pendant leurs tournées, de prendre note de l'humeur de la population, malgré les redoutables organisations politiques qu'ils contrôlent.

Qu'avons-nous vu dans les dernières élections? Nous avons vu le comté d'Argenteuil élire un de nos amis, un homme précédé d'une belle réputation. Nous avons même vu le comté de Berthier donner une majorité bien réduite au gouvernement, soit 180 voix, malgré l'importance du candidat que j'avais toujours pris pour un de mes amis. La majorité dans Champlain a été réduite de moitié. Dans le comté de Jacques-Cartier, on a apporté des arguments au-dessus de nos forces. Je n'en dirai pas davantage sur Jacques-Cartier, car celui qui a assuré le succès du gouvernement ne siège pas dans cette Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Expliquez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous allons vous en parler, nous autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il se peut que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) souhaite en entendre davantage, mais ce n'est peut-être pas le cas du premier ministre.

Il me semble entendre encore le secrétaire de la province (l'honorable M. David) et le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) nous dire dans je ne sais quel comté: Vous n'avez pas de programme. Au début de

cette session, j'entends exposer à la Chambre ce que nous avons fait dans le passé et ce que nous entendons faire dans l'avenir¹.

Nous ne voulons pas d'un pouvoir qui dirige les citoyens par la force, la violence, la contrainte. Nous ne voulons pas confondre le peuple avec l'État, nous ne voulons pas de conflit entre l'État-pouvoir et l'État-société. Nous voulons la protection du capital canadien d'abord, en vue de développer, d'exploiter et d'utiliser nos richesses naturelles à l'avantage de toutes les classes de notre population. Deux pensées dominantes devraient nous préoccuper dans l'exercice de notre mandat au cours de cette session: la régénération du foyer canadien par le retour des absents et par des méthodes de vie sociale plus conformes à nos traditions, à nos besoins et à nos moyens; l'exemple de l'économie dans l'administration publique par le souci de réduire les dépenses énormes et aussi la dette qui augmente trop rapidement.

Nous voulons aujourd'hui, comme en 1912, comme en 1916, comme en 1919, comme en 1923, ce que nous avons prêché dans nos motions et nos discours.

Nous voulons le respect intégral de notre système d'instruction publique avec un programme plus pratique pour l'école élémentaire, surtout celle de la campagne, avec une inspection plus efficace, qui pourrait suppléer autant que possible à la pénurie d'instituteurs dont souffrent nos municipalités rurales. Le gouvernement se vante de sa politique d'instruction publique. Mais qui a fait cette politique, sinon le Parti conservateur? Nous avons créé le système d'enseignement de cette province. Pourquoi le gouvernement ne reconnaît-il pas ça? Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), que j'estime malgré certains discours que l'on a cités de lui dans certaines campagnes électorales, avouera que la politique de colonisation est prise en partie dans le programme de l'opposition et du Parti conservateur.

Nous voulons encore plus de protection pour l'agriculture; que les deniers votés pour l'agriculture soient dépensés à l'avantage des cultivateurs plutôt qu'aux budgétivores; une réorganisation complète des cercles agricoles, chez les agronomes et dans l'orientation des écoles d'agriculture qui ont coûté trop cher à la province pour les résultats qu'elles ont produits; une assistance plus efficace aux municipalités qui ont amélioré leur voirie; une classification plus pratique des chemins, de manière à exempter les municipalités de payer pour l'entretien des chemins détériorés par la circulation des étrangers; laisser aux municipalités la charge de confection et d'entretien des chemins sous la

direction du département de la Voirie, de manière à ce que les travaux coûtent moins cher à la province qu'ils ne coûtent actuellement, où des hommes sont employés sur nos routes par des entrepreneurs et dont la conduite représente un scandale public dans la province de Québec. C'est à cause de la conduite de ces employés des entrepreneurs que des cultivateurs de partout dans la province dénoncent le gouvernement et déclarent que la façon dont il dépense les fonds prévus pour les routes constitue de la mauvaise administration. À certains endroits, des hommes payés par le gouvernement ne travaillent pas deux heures par jour. Ce n'est que récemment qu'un ingénieur a fait des démarches auprès du gouvernement à ce sujet et, au lieu d'en être remercié, il a été congédié pour manque de discrétion.

On devrait augmenter de 50 % à 75 % la part du gouvernement dans le coût de l'entretien des chemins, qui seraient entièrement à la charge du gouvernement; protection suffisante et pratique à tout ce qui pourrait encourager l'établissement d'industries greffées sur l'agriculture ou autres, en vue de créer des centres de consommateurs et en même temps de procurer des marchés domestiques à nos cultivateurs; aider autant que possible nos capitalistes canadiens en vue de faire bénéficier notre province et toutes les classes de la population d'une exploitation rationnelle de nos richesses naturelles suivant les lois les plus justes de la production, de la consommation et de l'exportation; une organisation de nos pouvoirs d'eau de façon à fournir de l'électricité à meilleur marché à toutes les classes de notre population rurale et urbaine, en vue de répondre aux besoins nouveaux, sans cependant favoriser un régime de vie trop dispendieux et disproportionné aux sources de revenus; une colonisation pratique avec aide efficace pour compléter l'organisation de nos vieux cantons, pour protéger et encourager le brave colon et sa famille; un choix plus judicieux des cantons de colonisation; l'ouverture de nouveaux cantons que pour des raisons particulièrement avantageuses; créer autant que possible des industries dans les centres de colonisation afin de fournir un marché aux défricheurs; sévir contre les faux colons et les spéculateurs violateurs des règlements; traiter les marchands de bois avec justice, en vue de protéger notre commerce de bois ou nos industries de pulpe, mais pas de privilège ni favoritisme au détriment de la province; une enquête complète sur tous les titres et obligations de marchands de bois et des détenteurs de pouvoirs d'eau; le développement de nos mines les plus avantageuses, de manière à profiter le plus

tôt possible de leurs trésors; la conservation de nos forêts par une surveillance bien organisée contre le feu, par une coupe judicieuse et une replantation pratique; une réglementation qui assure la fabrication de notre bois dans notre province; l'organisation de villes industrielles, autant que possible dans les régions qui offrent un avenir certain à la population qui va s'y établir, soit à cause du bois, du sol environnant, etc.

Faire un effort extraordinaire et de grands sacrifices pour enrayer le courant d'émigration des nôtres et pour rapatrier ceux qui sont partis; faire l'inventaire national des richesses de la province et des organisations ou personnes qui les détiennent; une enquête complète sur l'organisation du commerce des liqueurs par le gouvernement et sur les opérations de la Commission des liqueurs et légiférer ensuite de manière à ne pas violer les droits des citoyens; assurer un régime de tempérance et d'ordre sans affecter les revenus de la province et en donnant une part raisonnable et contrôlée aux municipalités pour aider à l'administration; une administration de la justice qui réponde mieux à la protection de la société; la simplification des procédures de manière à les rendre moins coûteuses; que les frais encourus pour la poursuite et la condamnation des voleurs ou pour le maintien de l'ordre (dans certains cas) soient payés par le gouvernement; l'autonomie des municipalités, la reconnaissance et le respect de nos cités et villes; la prévention de l'ingérence des employés civils dans les organisations électorales; les élections à date fixe; un amendement à la loi électorale sévissant très sévèrement contre les substitutions de personnes et forçant une juste application de la loi; une loi ouvrière qui rende les appels plus expéditifs et moins coûteux et qui accorde une compensation équitable; l'exemption de taxes pour toute part d'héritage ne dépassant pas \$3,000 en ligne directe.

Nous avons prêché une meilleure politique de protection à notre bois de pulpe. Dans ce temps-là, les députés libéraux disaient: "C'est une utopie." M. Bourassa, qui prêchait cette politique, était un utopiste; M. Chicoine qui l'avait réclamée avant lui, M. Chicoine était un grand économiste. M. Chicoine, qui fut député à Ottawa, réclamait la protection de notre bois pour en empêcher la fabrication aux États-Unis. Nous avons prêché cette politique de bon sens; nous avons droit à la reconnaissance de nos adversaires qui l'ont adoptée. J'espère avoir démontré que les membres du gouvernement n'ont pas raison de nous traiter comme ils l'ont fait dans la dernière campagne électorale d'agents de Russie, quand c'est

notre grand parti qui a assuré le bonheur et la paix dans cette province. Le jour n'est pas loin où nous serons appelés à reprendre la direction du gouvernement. Nous y apporterons les grands principes du Parti conservateur.

Le gouvernement et ses thuriféraires nous dénoncent comme des critiqueurs et des défaitistes. Est-ce que l'administration du gouvernement est au-dessus de toute critique? Nous avons critiqué la loi de la voirie. Ne l'a-t-il pas depuis amendée? Il va être obligé de l'amender encore. Nous avons critiqué sa loi de prohibition et les abus dans son application. N'a-t-il pas été forcé de la faire rayer des statuts? Nous avons critiqué les opérations de la Commission des liqueurs et le principe étatiste qui est à sa base. N'avions-nous pas raison? N'y a-t-il pas eu des destitutions retentissantes? Pourquoi Sir William Stavert a-t-il démissionné? Je défie le premier ministre de dire la vérité sur la cause de sa démission. Pourquoi le gouvernement a-t-il nommé juge le député qui dénonçait la Commission et son président? Nous avons critiqué toutes les lois de favoritisme qui ont fait la fortune de politiciens, de ministres, de députés, de conseillers législatifs, de sénateurs libéraux et qui ont mis aussi Montréal en tutelle et d'autres municipalités en banqueroute. Un chef libéral a porté contre vous une accusation formelle et vous l'avez nommé conseiller législatif pour l'empêcher de prouver votre faute. Est-ce que nous n'avions pas raison de demander une indemnité plus équitable pour les jurés? Est-ce que nous n'avions pas raison de dénoncer les politiciens professionnels qui spéculaient sur des lots de colonisation?

Il ajoute, faisant sienne une remarque du Cannon Shatford: "Jadis, le Canada a redouté l'invasion des armées américaines. Aujourd'hui, il est menacé d'une autre sorte d'invasion: celle du capital, de la littérature, des idéals américains. Il est grand temps de se protéger contre les idéals étrangers."

Ah! On nous dit que le gouvernement attire ici du capital étranger. Les Américains nous apportent de l'argent, c'est vrai, mais ils nous apportent aussi des mœurs étrangères. Le gouvernement a-t-il prévu cela?

En ce qui concerne l'entrée du capital américain dans cette province, j'accuse le gouvernement d'avoir favorisé des capitalistes étrangers alliés à des politiciens, au détriment de notre avenir national. Le parti du gouvernement favorise surtout l'introduction du capital étranger parce qu'il est plus facile d'y faire des mystères et des combinaisons politiques et des associés. Le parti du gouvernement, ses organes et ses démagogues ont

toujours cherché à détruire le capitaliste canadien, à le ruiner dans l'opinion publique, à le faire passer pour un ploutocrate, un voleur, mais il a aidé à des organisations de combinaisons financières qui acceptaient de partager leurs bénéfices avec des ministres. Ce sont ces combinaisons qui ont ruiné Montréal.

La Patrie, qui involontairement est sympathique au gouvernement, affirmait ces jours derniers que nos richesses naturelles sont aux mains de quelques-uns. *Le Monde ouvrier* disait peu de temps après: "*La Patrie* a raison, il n'y a que deux ou trois groupes qui contrôlent tout." Il cite aussi *L'Action française* pour prouver la même chose.

Il signale au gouvernement que, dès 1911, l'opposition provinciale a attiré l'attention sur la nécessité d'adopter la présente politique de conservation des forces hydrauliques dans l'intérêt de Québec, d'où le peu de raisons pour le gouvernement, en adoptant subitement cette politique, de s'en vanter. Ce manque d'encouragement, il en fait état par le fait que le gouvernement a négligé de donner suite aux propositions du congrès de colonisation, au point de réduire des subventions et d'autres aides.

Il estime que le gouvernement a encouragé, et encourage toujours, l'extravagance en donnant le mauvais exemple, et que le résultat était l'abandon de la terre.

Il considère qu'il est bien beau de parler de tempérance relativement à l'actuelle loi des liqueurs, mais que ni la doctrine de la tempérance, qui n'est pas nouvelle dans la province, ni le fait que les routes de la province sont placardées de réclames de liqueurs incitant les gens à boire ne convaincront personne de l'efficacité des mesures prises par le gouvernement. Il ajoute que le gouvernement a promis, il y a déjà deux ans, de supprimer ce genre de réclame de liqueurs le long des chemins du pays.

L'opposition a l'intention, au cours de la session, de dénoncer tous les abus de l'administration. Il n'a pas de raison de se rétracter pour ses propos voulant que les richesses des provinces soient livrées à des favoris.

Il y a des membres du gouvernement qui ont de forts intérêts dans des trusts et des sociétés, des monopoles et des compagnies, faisant d'importantes affaires avec le gouvernement. Nous posons comme principe qu'un lieutenant-gouverneur, un premier ministre, un ministre de la couronne et un chef de parti ne doivent pas faire partie d'organisations financières qui ont besoin de l'appui d'un gouvernement dont ils sont membres. Cette doctrine

devrait plaire aux hommes membres du parti qui, du côté fédéral, avaient prêché une politique de ce genre à Ottawa lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

En face d'un pareil état de choses, M. l'Orateur, ne suis-je pas justifiable de dire au gouvernement: Vous avez trahi les intérêts du pays. Vous avez pris l'argent du peuple et vous l'avez partagé à des favoris; vous avez spéculé honteusement. Vous avez conscrit tous les journaux que vous pouviez prendre à la gorge, vous les avez payés en vous servant des revenus de la province pour vous faire statuer, pour cacher vos forfaits, pour qu'il vous soit mieux permis de perpétrer vos injustices? Vos procédés de strangulation vont finir.

La grande enquête ne sera pas faite ni conduite par des accusés, mais par le peuple. C'est en vain que les voix menteuses de vos sirènes ministérielles feront entendre leurs injures et leurs éloges. La chaleur de l'indignation populaire va vite oxyder vos bronzes et nous allons bientôt assister au spectacle des gloires fondantes et au châtimement des prévaricateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je m'en voudrais de ne pas céder immédiatement au désir que j'éprouve d'offrir, au nom du Parti libéral, mes plus chaleureuses félicitations aux nouveaux amis que nous avons le plaisir de compter dans nos rangs. Ils sont les bienvenus. Je leur souhaite de trouver en cette Chambre les amitiés sincères et durables qui naissent de la collaboration dans le labeur et dans l'unité d'action.

En retour aux souhaits du chef de l'opposition à son endroit, dont celui de le voir, avant de clore sa vie politique, quelques années dans l'opposition afin de reconnaître et de se retremper, il (le premier ministre) souhaite que tous ses vœux s'accomplissent, moins cependant celui auquel il pense toujours. Mon bon cœur ne peut aller jusque-là, dit-il. (Rires)

Tous, tant que nous sommes, nous aimerons à garder ces liens d'amitié avec MM. Bordeleau et Lafrenière, qui nous ont quittés. Bons camarades, excellents députés, très dévoués à leur comté et à leur province, ils laissent parmi nous le meilleur des souvenirs. Le chef de l'opposition se plaint de la froideur de la Chambre à l'égard de MM. Bordeleau et Lafrenière lorsque le proposeur de l'adresse fit leur éloge. Mais, lui, peut-il nous répéter ce qu'il a dit de M. Patenaude? Nous parlera-t-il de la froideur de la gauche à son égard? Un grand parti laissera-t-il ainsi disparaître un des siens, un fondateur de parti, un sauveur de pays, sans jeter une fleur² sur sa tombe?

M. Duranleau aurait-il ainsi oublié celui dont il a pris le siège? M. Monty³ aurait-il fait de même? Peut-être le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau), qui a pris le fauteuil qu'occupait M. Patenaude ou M. Monty - on se rappelle la lutte entre MM. Patenaude et Monty aux dernières élections fédérales - ont-ils défendu au chef de l'opposition de jeter de telles fleurs, ou peut-être les députés de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) ou de Westmount (M. Smart) auraient-ils désiré ces fleurs pour eux? Dans tous les cas, cette attitude de leur chef montre aux membres de l'opposition qui désirent recevoir des fleurs ce qu'ils auront quand ils disparaîtront.

Mon ami de Champlain - que je soupçonne d'avoir des ancêtres dans quelque coin de la vieille Gaule - a, par son français impeccable, montré à nos sociologues tous les dangers de l'absorption et de l'assimilation, une absorption et une assimilation différentes de celles que l'on redoute généralement! Il a su faire honneur à notre langue - disons à la sienne - à lui-même et à son comté. Homme d'action et de claire vision, industriel averti et très au fait des ressources de notre province, il sera pour notre Législature un député précieux auquel je promets le plus brillant avenir.

Quant à notre ami de Shefford, il est trop vieux politique pour être sensible aux éloges. A l'instar des anciens, il trouve plus d'agrément dans les bourrasques parlementaires que dans les compliments. Je laisse donc à ses électeurs, qui lui sont fidèles depuis quinze ans, le soin de lui dire toutes les bonnes choses que nous pensons de son dévouement, de sa largeur d'esprit et de sa chaude éloquence.

Mais, si notre Chambre renferme de nouvelles recrues, et parmi celles-là je salue les vainqueurs de Jacques-Cartier et de Berthier, sans oublier le nouveau député d'Argenteuil, mon ami le chef de l'opposition me permettra sans doute de joindre mes regrets aux siens à l'occasion du départ de M. Patenaude. On sait tous les efforts qu'a multipliés mon honorable ami pour garder à ses côtés son brillant lieutenant. La séparation a dû lui être douloureuse. Je conçois aisément l'angoisse qui lui a déchiré le cœur au moment des adieux. Pour soulager son chagrin, mon honorable ami a dû, pendant la campagne fédérale, alors que M. Patenaude jouait son avenir politique, entreprendre un long voyage. Un changement de scène fait parfois du bien aux meurtrissures de l'âme.

Si les sympathies d'un adversaire politique sensible et compatissant peuvent jeter un peu de baume sur cette grande blessure, les miennes sont toutes acquises à mon honorable ami.

Heureusement, comme disent les Anglais: "Every cloud has silver lining." Mon ami a conservé son disciple bien-aimé, le député de Laurier, auquel il confie, pendant ses pérégrinations, les clefs de son parti et de sa province.

Aidé de cette brillante doublure et avec le temps, qui est un grand guérisseur, le chef de l'opposition a donc chance de voir s'effacer ses peines et ses douleurs. Il importe toutefois de nous arrêter à cet épisode de notre vie politique, que d'aucuns qualifient de tragique aventure. Désertant le mandat que lui avaient confié ses électeurs, bombardé chef d'un nouveau parti, pourvu de fonds électoraux par je ne sais qui - sûrement pas par M. Monty - répudiant de concert avec ses candidats un chef qu'ils viennent tous d'accepter, M. Patenaude a subi d'un coup l'écrasement de son parti et le sien, il a vu ceux-là mêmes qui l'acclamaient faire la solitude et l'abandon autour de lui, et il a livré à l'ennemi son comté comme couronnement de son odyssée.

Victoire glorieuse et souverainement significative que celle que nous avons remportée dans Jacques-Cartier. Elle révèle, au cœur même de Montréal, un revirement d'au-delà de 1,000 voix. Montréal retourne à son allégeance libérale. Nos adversaires en feront l'expérience définitive lorsque sonnera l'heure des élections générales.

Espérons que d'ici là ils s'entendront mieux ensemble. Quand je vois l'associé de M. Monty assis dans le fauteuil de M. Patenaude en cette Chambre, je me demande si quelques-uns de nos amis ne devraient pas porter la perruque blonde et le collet noir des conspirateurs dont parle la chanson.

Avant d'exposer à la Chambre nos projets d'avenir et la politique que nous entendons suivre, me sera-t-il permis de jeter un regard en arrière et de voir comment nous avons résolu les problèmes qui agitaient l'opinion publique? Nous y trouverons une source d'inspiration pour l'étude des problèmes qui attendent une solution et qui sont intimement liés au développement et au progrès de notre province.

Il ne s'est pas écoulé bien des années depuis que la voirie de Québec était considérée comme une des plus mauvaises du Canada. Elle est aujourd'hui la meilleure et, là comme dans beaucoup d'autres domaines, nous avons fait œuvre de pionniers.

Nous avons maintenant 6,600 milles de routes parfaites ou améliorées. Il n'en reste plus que 700 milles à compléter pour que le réseau de nos grandes routes soit parachévé. Près de \$60,000,000 ont été affectés à ces gigantesques travaux que nous envient les plus vieux pays.

Quel est le résultat de cette politique? Tous nos grands centres sont en communication directe; les touristes nous viennent par centaines de mille et sèment des millions de dollars à travers nos villes et nos campagnes; Québec est en voie de devenir la Suisse du continent américain. Les automobiles, que nous ne verrions pas en aussi grand nombre sans nos bons chemins, versent annuellement à la trésorerie provinciale au-delà de \$3,000,000, soit le revenu total de la province aux premiers jours de la Confédération. Tous ces revenus augmentent chaque année dans une proportion prodigieuse. La politique des bonnes routes nous a valu la multiplication des ponts en fer, des hôtels, des garages et de mille industries nouvelles. Je dirai dans un instant quel couronnement nous pourrions apporter à cette belle œuvre du Parti libéral.

Chacun reconnaît que le commerce des alcools est le problème le plus difficile que nous ayons eu à affronter. Notre province a été la seule des provinces-sœurs et le seul État du continent à faire preuve de bon sens dans ce domaine. La vague de prohibition, qui déferlait de toutes parts, s'est brisée chez nous.

Le gouvernement, déclarions-nous il y a cinq ans, attache son sort à cette loi. Des prophètes de malheur - j'en vois actuellement plus d'un dans cette enceinte! - nous ont prédit alors que nous venions d'assurer la défaite du gouvernement. La vérité, c'est que, dans un demi-siècle d'ici, ce sera encore une des plus belles œuvres du Parti libéral et qui contribuera toujours à sa réélection.

Qui niera, en effet, le succès qui a couronné notre courageuse initiative? Un revenu annuel de \$5,000,000, une diminution considérable de l'ivrognerie, la substitution tant désirée des bons vins de France aux alcools forts dans une progression extraordinaire, un régime modèle qu'adoptent les provinces-sœurs les unes après les autres, et que les plus hautes autorités des États-Unis proclament être le système idéal, en face de la banqueroute de la loi Volstead. Voilà le bilan de notre œuvre.

Nos amis de l'opposition, qui voudraient toujours transformer en passif notre actif, ne nous ont pas ménagé la critique.

Que des abus, dont nous ne sommes pas responsables, se soient glissés dans l'application de la loi, la chose était inévitable. Et ces ennuis se répéteront. C'est l'histoire de toutes les lois dans tous les pays.

Mais que veut l'opposition, qui prétend avoir un programme? Revenir à l'ancien régime des vendeurs et des bars? Je la défie de se faire l'apôtre

de ce régime. Établir la prohibition totale? Notre population n'en veut à aucun prix. D'ailleurs, l'expérience de nos voisins a démontré le vice fondamental de la prohibition. Préconiser un autre régime? Mais lequel?

Sans doute, nous ne pouvons pas espérer que nos adversaires proclament tout haut qu'ils nous approuvent. Mais que de bons conservateurs, et j'ai l'intime conviction que mon ami le chef de l'opposition est tenté de le crier lui-même, nous disent tout bas: Bravo! On le surprendra un jour à faire un éloge, peut-être discret au début, de concert avec son collègue le député de Laval (M. Renaud), de la douce et bienfaisante liberté dont nous jouissons dans notre vieille province. Je soupçonne que la chose s'est déjà produite.

Mon honorable ami se trouvera alors en bonne compagnie. Il s'accordera avec le docteur Murray Butler, président de l'Université Columbia, qui disait récemment: La province de Québec a fait une tentative rationnelle, sensée et morale. Là où les États-Unis ont failli complètement, Québec a réussi triomphalement. Nous sommes 100 ans en arrière de nos voisins québécois.

Je ne veux pas refaire l'histoire d'une autre législation non moins significative. Il y a deux ans, la Banque Nationale venait frapper à notre porte. Combien le présent nous donne déjà raison d'avoir répondu à cet appel! Nos \$15,000,000 d'obligations sont aussi en sûreté dans les voûtes de la Banque Canadienne Nationale que dans notre coffre-fort provincial. Grâce à notre attitude courageuse, nous pouvons nous vanter d'avoir donné à notre pays, à notre province et à notre race une institution qui leur fait honneur et qui vivra aussi longtemps que le Canada.

Comparons notre conduite à celle qu'a tenue une grande province voisine dans ces circonstances à peu près semblables. Au lieu de notre succès, c'est un désastre complet. Il ne reste qu'à tirer l'échelle. Et cependant, aux dernières élections, les patriotes de l'opposition ont eu l'audace de nous reprocher notre louable initiative et de chercher à en dénaturer le caractère.

Que dirai-je de l'assistance publique? La situation devenait angoissante. Les hôpitaux, les crèches et les institutions de bienfaisance nous tendaient la main et menaçaient de fermer leurs portes, faute d'assistance. Il fallait nécessairement leur venir en aide. Nous avons conséquemment créé une nouvelle source de revenus: le sou du pauvre. Contribution presque infinitésimale, également répartie sur tous, et qui, dans l'ensemble, a apporté

\$4,231,880, et au-delà, aux œuvres de bienfaisance depuis son origine. L'assistance publique a fait surgir des hôpitaux superbes dont nous avons raison d'être fiers, et Dieu seul sait les misères humaines que ces hôpitaux soulagent.

Tous les diocèses se prévalent aujourd'hui de notre loi et, si je ne craignais de vexer inutilement mon ami le chef de l'opposition, à une époque de l'année où l'on prêche la paix aux hommes de bonne volonté, je lui lirais certains témoignages qui mettent notre modestie à rude épreuve. Un peu plus et nous serons menacés de canonisation!

Nous pouvons d'autant plus nous réjouir de notre œuvre que, depuis quatre ans, 134 institutions se sont soumises à notre loi et qu'elles ont donné 6,244,860 jours d'hospitalisation aux pauvres et aux malheureux.

Il me faudrait faire une trop longue revue pour mentionner toutes les œuvres que nous avons accomplies. Je mentionnerai tout au plus les \$7,000,000 que nous avons donnés à la colonisation, notre aide aux universités et aux collèges classiques, notre loi relative aux accidents du travail, l'assurance dont nous faisons bénéficier nos fonctionnaires, nos écoles techniques et nos écoles des beaux-arts, nos grands ponts, nos barrages, la protection de nos forêts, la séparation du domaine forestier de celui de la colonisation, et l'impulsion donnée à l'agriculture.

Si nous avons résolu avec succès tous ces problèmes difficiles, il en reste d'autres qui requièrent notre attention. La Chambre me permettra de m'y arrêter un instant et de lui dire de quelle façon nous nous employons à y apporter une solution.

Pour peu que l'on étudie les conditions économiques de notre province, on s'aperçoit bientôt que, s'il est certains champs d'action dans lesquels il nous est difficile de faire concurrence aux provinces-sœurs ou aux États-Unis, qui ne sont séparés de nous que par une frontière conventionnelle facile à franchir, il en est d'autres, en revanche, où nous sommes rois et maîtres.

Nos mines nous offrent les plus brillantes promesses et nos pêcheries, bien exploitées, deviendront la source d'une grande richesse. Nos chutes d'eau sont nombreuses et puissantes et nos bois et forêts assurent la première place à notre province dans l'industrie de la pulpe et du papier. Cette première place, nous allons la garder.

Il y a quelques mois à peine, le gouvernement faisait connaître sa détermination bien arrêtée de conserver pour nous cette immense richesse naturelle dont notre province est dotée, l'énergie hydro-électrique. Voyant les merveilleux résultats qu'elle

nous a valus à Shawinigan et à Grand'Mère, à Trois-Rivières et à La Tuque, à Kénogami et à Jonquière, sur le Saint-Laurent et dans les Cantons de l'Est, nous avons cru que cette source de puissance et de richesse devait être développée et utilisée chez nous.

Les critiques n'ont pas manqué. Mais les événements ont commencé déjà de nous donner raison. Je me demande si l'on comprend bien tout ce qui est en voie de se réaliser en ce moment au Saguenay. Des capitalistes américains sont à y dépenser \$100,000,000 et la plus grande usine d'aluminium au monde s'y érigeria bientôt.

Je causais, il n'y a pas très longtemps, avec un des principaux directeurs de cette entreprise. Je suis fier de répéter devant cette Chambre les observations qu'il me faisait. "Nous venons dans votre province, me confiait-il, pour trois raisons: d'abord, parce que vous avez des pouvoirs hydrauliques; en second lieu, à cause des excellents ouvriers que nous y trouvons; et enfin, parce que nous aimons vos lois qui sont stables et qui savent respecter les droits et la propriété." Ce témoignage, venant d'un homme qui avait fait le tour du monde avant de fixer chez nous le site de son usine, en vaut bien d'autres.

Deux mille hommes travaillent à la réalisation de cette gigantesque entreprise à l'heure actuelle. Deux mille maisons y seront prochainement construites pour les ouvriers de l'usine. Une ville de 25,000 âmes aura surgi sur les bords du Saguenay en quelques années. Les 400,000 chevaux-vapeur déjà développés à l'île Maligne sont prêts à servir; on en attend 600,000 autres à la Chute à Caron. Tous ces capitalistes, qui sont venus contribuer au progrès de notre province, ont accepté d'emblée la condition que nous leur avons imposée de n'exporter aucun cheval-vapeur aux États-Unis.

Le chef de l'opposition et ses amis, au cours de leur randonnée électorale, ont condamné notre politique et prétendu que nous livrions la province de Québec aux Américains. Mais est-ce bien leur livrer notre province que de les inviter à venir ici nous aider à développer nos immenses ressources et à créer des centres industriels où nos ouvriers trouveront du travail et nos cultivateurs un marché pour leurs produits?

Je ne connais pas de meilleur agent de rapatriement que la haute cheminée de l'usine qui appelle nos émigrés en leur offrant précisément ce qui les a éloignés de nous.

Je ne voudrais certes pas opposer carrément mon opinion à celle de mon ami le chef de l'opposition. Ce serait de la présomption. Mais, après

lui avoir rappelé que c'est le capital anglais qui a bâti New York sans que pour cela New York ait perdu son caractère américain, me permettra-t-il de lui signaler l'opinion d'un homme - appartenant peut-être au Parti conservateur! - qui connaît notre pays, qui l'aime profondément et qui désire le voir prospérer? Je citerais bien également *The Gazette*, mais je courrais risque de déplaire au chef de l'opposition, et j'aime à le voir heureux et souriant.

Sir Vincent Meredith, président de la Banque de Montréal, dans le message qu'il adressait ces jours derniers à ses actionnaires, déclarait:

"Fear of the americanization of Canada has been expressed by visitors from overseas because of the large sums of money coming from the United States for investment in manufactures and other enterprises in this country. I do not share this fear, but rather welcome the flow of money which must assist in the development of our natural resources, give employment to labour and increase our export to other countries. Nor does experience of like condition in other countries give cause for apprehension."

Je traduis: Des visiteurs d'outre-mer ont exprimé la crainte que les fortes sommes d'argent que les citoyens des États-Unis placent dans nos manufactures et dans d'autres entreprises situées en notre pays ne mènent à l'américanisation du Canada. Je ne partage pas cette crainte, mais je vois plutôt d'un bon œil ce courant d'argent qui contribuera au développement de nos ressources naturelles, donnera du travail à nos ouvriers et augmentera le chiffre de nos exportations à l'étranger. L'expérience que d'autres pays ont faite de conditions analogues n'est pas non plus de nature à nous causer de l'apprehension.

Si nous commettons actuellement une erreur, il est évident que nous sommes en bonne compagnie. J'ajouterai que, s'il en est dans la mère patrie qui éprouvent la même crainte, ils ont un remède facile à leur portée. Qu'ils viennent eux-mêmes placer leurs capitaux chez nous et qu'ils ne laissent pas le champ libre aux Américains.

Du reste, la chose se fait dans le moment. Dès ce printemps, Lord Rothermere commencera, à Québec même, la construction d'une vaste usine à papier, au coût de \$12,000,000. Ce sera la réalisation du contrat que nous avons conclu avec lui, il y a trois ans. Huit cents ouvriers de Québec trouveront du travail à cette usine. Une autre compagnie projette de construire sous peu une grande usine à Sillery. Beupré, dans le beau comté de Montmorency, aura aussi son usine avant bien longtemps.

En dépit de toutes ces activités, d'aucuns songeraient encore à exporter notre énergie électrique aux États-Unis, au moment même où les Américains s'empressent de venir nous trouver pour unir leurs capitaux aux nôtres.

Afin qu'il n'y ait aucun malentendu sur ce point, le discours du trône annonce la politique bien déterminée du gouvernement. J'ose espérer qu'elle recevra l'approbation de la Chambre.

Mais, si nous voulons garder cette richesse pour nous, ce n'est pas à dire que nous soyons atteints d'un provincialisme à outrance. Nous sommes Canadiens et nous serons toujours disposés à permettre l'exportation de l'énergie électrique dans les provinces-sœurs, pour qu'elles aussi puissent en bénéficier et se développer. Nous saurons très bien nous entendre avec elles, et nous sommes disposés à développer tous les pouvoirs hydrauliques, sur les eaux limitrophes, pour l'avantage mutuel des deux provinces. Nous invitons tout spécialement la province d'Ontario à venir frapper à notre porte; elle lui sera largement ouverte.

La région de Montréal et notre grande métropole elle-même sont appelées, grâce aux immenses forces hydrauliques du Saint-Laurent et de l'Ottawa, à prendre un essor merveilleux.

Je n'ai aucune hésitation à répéter à ceux qui s'intéressent à ce développement hydraulique qu'il importe de bien garder pour nous cette source de richesse. Dans quelques années, nous emploierons toute l'énergie électrique que nous pourrions produire, et d'autres industries américaines suivront l'exemple des industries du papier, de la pulpe et de l'aluminium. Elles viendront dans notre province, et il ne faut pas être grand prophète pour prévoir que ces riches capitalistes américains, qui placent leurs capitaux chez nous, sauront s'assurer un tarif, dans leur pays d'origine, qui ne leur ferme pas un marché de 120,000,000 d'habitants. Ce qui s'est fait pour le bois, la pulpe, le papier et l'amiante provenant de Québec nous renseigne assez exactement sur les privilèges que les États-Unis accorderont à nos autres industries.

Croit-on que le marché américain nous serait ouvert comme il l'est, pour ces produits de notre province, si les capitalistes américains qui sont établis chez nous, des gens pratiques, me dit-on, ne voyaient pas à se ménager ce marché pour leurs produits canadiens?

Et, si Montréal doit profiter des énormes forces hydrauliques qui coulent à ses côtés, j'espère que jamais il ne se fera, sur le Saint-Laurent, des travaux qui puissent en affecter le cours et enlever au port de Montréal le rang qu'il occupe parmi les villes maritimes du continent. Ce serait un crime national.

Quant au gouvernement de Québec, je puis assurer à la population de la métropole que le dernier jugement du Conseil privé sur la propriété du lit des rivières nous a donné une arme formidable. Dans les limites de notre province, des travaux de cette nature exigent notre concours. Je ne suis pas prêt à dire que ce concours est tout acquis.

Je prie les autres provinces de ne pas voir dans notre attitude le moindre désir de leur nuire. Mais n'avons-nous pas le devoir impérieux de protéger notre patrimoine québécois? Les provinces-sœurs, à notre place, en feraient autant.

Si, par ailleurs, ces travaux peuvent être exécutés sans nous préjudicier en aucune manière, nous n'avons rien à dire, sauf que la vieille province de Québec, qui est la plus riche aujourd'hui parce qu'elle sait économiser, n'est pas désireuse de voir de nouveaux millions s'ajouter à la lourde dette fédérale, dette dont elle est appelée à solder une large part. Jamais l'économie ne fut plus nécessaire qu'aujourd'hui, car, dans un jeune pays tel que le nôtre, des impôts trop élevés paralysent le progrès et arrêtent les initiatives.

Il est un autre domaine dans lequel le gouvernement entend ne pas arrêter sa marche en avant: c'est celui de l'instruction publique. Le budget de l'instruction publique est aujourd'hui de \$3,000,000. Il me semble que ce n'est qu'hier que nous nous félicitons d'avoir touché le million pour la première fois. École des hautes études, écoles techniques, écoles des beaux-arts, écoles forestières, écoles d'agriculture, écoles de papier, écoles d'arpentage, cours professionnels, écoles ménagères, académies pour garçons, bourses d'Europe, voilà autant de créations, et combien d'autres, qui sont à notre crédit.

Nos universités et nos collèges classiques ont fait l'objet de généreux octrois.

Nous octrois à la petite école, que nous avons multipliés, n'ont pas été les moins compris et les moins favorablement accueillis. Nous continuerons de les augmenter, car nous ne voulons pas qu'un seul enfant soit, dans nos campagnes, privé d'instruction, de la meilleure instruction possible, instruction qui se donnera dans une maison salubre où le travail sera rendu attrayant.

De la petite école, nous voulons monter jusqu'à l'université. Il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre le rôle de l'université parmi les nôtres, et le besoin d'une élite qu'elle seule peut former, si nous tenons à garder notre rang dans la Confédération.

Personne ne refusera de reconnaître que, dans le passé, nous avons donné à l'instruction publique le maximum de notre effort. Puisqu'il faut faire davantage, et il le faut, nous devons chercher de nouvelles sources de revenus qui nous permettront de mieux doter nos maisons d'éducation, petites et grandes.

Au cours de cette session, le gouvernement invitera la Chambre à étudier un projet qui, sans constituer une nouvelle charge pour notre population, pourra donner un nouvel essor au développement intellectuel de notre jeunesse. Ne croit-on pas, par exemple, qu'il soit possible de faire contribuer graduellement nos ressources naturelles à un fonds destiné à promouvoir l'instruction publique? Je sais d'avance que la Chambre nous apportera son concours le plus dévoué et sa coopération la plus active pour nous permettre d'atteindre notre but.

Est-il besoin d'ajouter qu'aucun de nos actes ne justifiera le reproche fantaisiste que nous adressait dernièrement le chef de l'opposition, dans un manifeste issu d'un caucus plutôt ténébreux? Jamais notre gouvernement ne tentera d'imposer une charte "libérale" à quelque université que ce soit, et jamais il ne cherchera à s'en rendre maître.

À défaut d'autres compliments, j'adresserai aux quelques membres du dernier caucus conservateur provincial celui d'avoir une forte dose d'imagination, et à son ami le chef de l'opposition, le compliment d'avoir une incroyable... disons candeur, pour rester dans l'ordre. Mais la candeur, poussée à l'excès, prend parfois un autre nom. Je prie mon honorable ami de se défier de sa candeur! Elle pourrait lui jouer de vilains tours, et certains de ses collègues ne se sentiraient peut-être pas à l'aise tout près de tant de vertus.

Nos amis de l'opposition, dans leurs discours et dans leurs journaux - ces derniers hebdomadaires, il est vrai! - nous adressent divers reproches.

Il est peut-être bon de discuter ces reproches pendant que nous sommes en présence les uns des autres. Notre voirie les fatigue énormément. "Vous écrasez les municipalités d'un fardeau qu'elles sont incapables de porter", proclament-ils à tous les vents. Voyons si cette prétention est fondée. Il convient de noter, en premier lieu, que les bons chemins n'ont pas été imposés aux municipalités. Ce sont elles qui les ont demandés. Et je ne crois pas qu'il en est une seule qui veuille revenir à l'ancien régime.

L'année dernière, nous avons réduit l'intérêt de 3 % à 2 %. Connaît-on un seul gouvernement ou une seule institution qui avance de l'argent à 2 % aux municipalités et qui, après 40 ans, renonce au capital?

Nous avons fait davantage. Pour soulager nos municipalités du coût élevé, il est vrai, de l'entretien des chemins, entretien qu'elles avaient cependant assumé et convenu de payer, le gouvernement a pris entièrement à sa charge le maintien de toutes les grandes routes de la province. Nous avons l'intention de donner plus d'extension à cette politique, et je crois savoir que mon collègue de la Voirie se propose, cette année, d'ajouter plusieurs centaines de milles aux 2,300 milles qu'il entretient déjà. Je ne connais aucun gouvernement qui en fasse autant. Bien au contraire, dans l'Ontario et aux États-Unis, on oblige les villes à contribuer largement à la construction et à l'entretien des routes dans un vaste rayon autour d'elles. Pourrons-nous accroître encore notre aide? Peut-être, et nous le ferons dès que la chose sera possible. Mais il reste encore à construire de nouvelles routes qu'on nous réclame impatiemment.

Un des thèmes favoris de mon ami le chef de l'opposition consiste à croire que notre gouvernement est responsable du fait que nos municipalités sont endettées. Ignore-t-il que nous respectons l'autonomie municipale, et que les municipalités sont maîtresses de leurs finances? Ignore-t-il que notre département des Affaires municipales, par le contrôle modéré qu'il exerce, travaille précisément à empêcher nos municipalités de s'endetter, qu'il met gratuitement à leur disposition tout un personnel d'experts pour les guider, et que, depuis un an, nous avons réussi à détourner des municipalités à contracter des emprunts qui se seraient élevés à au-delà de \$750,000? Ignore-t-il que toutes les grandes villes sont maintenant obligées de soumettre leurs emprunts au vote des contribuables? Ignore-t-il que c'est dans Québec que les municipalités sont le moins endettées? Ignore-t-il que ceci est également vrai des municipalités scolaires?

Je vais lui citer ici un témoignage désintéressé. Sir Frederick Williams Taylor, gérant général de la Banque de Montréal, qui doit s'y connaître en finances, peut-être pas mieux que le chef de l'opposition, mais assurément tout autant, disait à ses actionnaires, ces jours derniers: "The Provincial Government has continued the upkeep and improvement of roads. Municipal expenditures have been confined to necessary work." Je traduis: Le gouvernement provincial a continué d'entretenir et d'améliorer nos routes. Les dépenses municipales ont été limitées aux travaux essentiels.

Mon honorable ami, l'année dernière encore, gémissait sur le nombre des faillites survenues en notre province, et il nous en rendait naturellement responsables. Il sera sans doute heureux d'apprendre,

pour rasséréner son patriotisme, que, depuis 1922, le nombre des faillites est tombé de 830 à 468, et que le passif global de \$21,578,000, en 1922, a été réduit à \$7,758,000, en 1925, pour le troisième trimestre de ces deux années. Dans le seul district de Québec, le nombre des faillites, qui était de 347 en 1923, n'était plus que de 184 en 1925.

Ce qui fait dire à Sir Frederick: "The general business situation is slowly improving and the future is looked forward to with confidence." La situation générale, au point de vue des affaires, s'améliore graduellement, et l'on peut envisager l'avenir avec confiance. J'aime mieux cette note optimiste que les doléances et les jérémiades de nos adversaires.

Je vais citer un autre témoignage également éloquent, que je livre à l'âme méditative de mon honorable ami. M. McClymont, d'Ottawa, au cours de la dernière campagne fédérale, a publié une série d'articles très hostiles au Parti libéral. Ayant à parler de Québec, voici cependant ce qu'il écrit: "J'avais l'honneur, dans votre numéro du 24 octobre dernier, de dépenser une partie de mon bon et rare argent à publier un article intitulé *Québec, province ménagère et économe*, disant au bon peuple de votre province, en homme parfaitement renseigné sur les finances provinciales et fédérales, que Québec était la seule province du Canada dont les affaires ont, durant le dernier demi-siècle - même au point où en sont rendues les choses - été administrées sur une base d'affaires économiques. Je faisais remarquer que, l'an dernier, le coût total dans la province de Québec pour le privilège d'être gouverné ne revenait, par tête, qu'à \$15, contre un coût moyen, par tête, dans les huit autres provinces se montant à \$35.95, et que, si les huit autres provinces, durant l'année 1924, avaient administré leurs affaires de la même façon sensée et économique que l'honorable M. Taschereau et Sir Lomer Gouin ont administré celles de Québec durant le dernier quart de siècle, elles auraient perçu de leurs habitants exactement \$133,000,000 de moins en taxes provinciales qu'elles n'en ont perçu.

"Il a fallu à Québec les 25 dernières années pour dépenser une somme totale de 400 millions. Et pourtant, les quatre provinces de l'Ouest, avec presque la même population - additionnée l'une à l'autre - ont réussi à passer à travers la même somme de 400 millions dans les quatre dernières années seulement."

Il est pénible de constater que ce sont les nôtres qui cherchent à nous amoindrir et à nous rabaisser. Le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) proposait dernièrement d'irradier nos débats de la Législature. Y a-t-il lieu de faire la chose, si c'est

pour jeter aux quatre vents du ciel le pessimisme et le défaitisme qui, pour des motifs que je veux ignorer, remplissent certains cœurs et habitent certains esprits?

Je ne voudrais pas, au cours de mes remarques, discuter toutes les mesures qu'annonce le discours du trône. J'aime mieux laisser à mes excellents collègues le soin d'exposer à la Chambre, mieux que je ne puis le faire moi-même, les progrès qu'ils entendent réaliser. Je m'arrêterai toutefois un instant à la nouvelle loi des accidents du travail.

La commission chargée d'étudier cette importante législation a terminé son travail et, dans quelques jours, le ministre des Travaux publics et du Travail vous soumettra un nouveau projet de loi.

Notre loi actuelle remonte à 1909; elle est conséquemment vieille de 16 ans. Ici encore, nous fûmes les pionniers. Mais, si cette législation a rempli son objet et si elle a été amendée plusieurs fois pour se conformer aux développements de l'industrie et aux conditions du travail, nous avons cru qu'il était possible de la mettre encore plus généreuse.

Nous avons besoin de toute la coopération des députés de cette Chambre pour faire une loi digne de notre province, de ses industriels et de ses ouvriers. Nous faisons appel à la bonne volonté de chacun d'entre vous.

Je ne voudrais pas, au début de la session, me montrer désagréable envers le chef de l'opposition. Mais il a fait encore, en ces derniers temps, des critiques si singulières que je tiens à le mettre en garde contre lui-même. Et je le reporte à un discours qui représente beaucoup sa manière, un discours qu'il prononçait durant l'été de 1924, dans la paroisse de Saint-Benoît. Ce discours nous autorise à lui conseiller de s'abstenir de pérorer pendant la canicule.

Voici les paroles que les journaux attribuent textuellement à mon honorable ami: "Le gouvernement de Québec, après s'être emparé du commerce de l'alcool, est en train de s'emparer de la terre; il a la haute main sur l'industrie laitière; il accapare les institutions de charité; il se rend maître des collèges classiques; il libéralise les universités; les municipalités sont soumises à son autocratie." Je crois qu'il est impossible de réunir plus d'ineffabilités en moins de mots. Mais il est des limites, même en politique, qu'il n'est vraiment pas permis de franchir.

Je ne reviendrai pas sur la régie des alcools. Notre exemple est devenu à tel point contagieux que des gouvernements conservateurs provinciaux nous imitent.

Nous nous emparons de la terre! Mais comment? Est-ce parce que nous accordons à nos colons 20 fois ce que nos adversaires leur octroyaient jadis? Est-ce parce que nous leur donnons des chemins, des ponts, des écoles et des grains de semence, précisément pour qu'eux-mêmes s'emparent du sol? Est-ce parce que nous leur payons des primes de défrichement pour leur permettre de reculer la forêt?

Nous avons la haute main sur l'industrie laitière! De quelle manière? Est-ce parce que nous l'avons rendue florissante, et parce que la sage réglementation à laquelle nous l'avons soumise nous a permis d'améliorer nos produits et de conserver sur le marché anglais la place que nous étions en train de perdre? Si l'industrie laitière souffre de cette réglementation, pourquoi Montréal a-t-il expédié, en 1925, 1,620,000 boîtes de fromage au lieu de 1,480,000 en 1924, et au prix moyen de 20 sous au lieu de 15 sous? Pourquoi Montréal a-t-il également expédié, en 1925, 320,404 boîtes de beurre à 37.63 sous, au lieu de 259,174 boîtes à 35.06 sous en 1924?

Nous accapare les institutions religieuses! Mais où et quand? Est-ce en leur donnant au-delà de \$1,000,000 par année en vertu de contrats librement consentis, soumis au contrôle de l'Ordinaire de chaque diocèse, et en face de déclarations épiscopales spécifiant que les dernières hésitations sont tombées du budget de l'assistance publique?

Nous nous rendons maîtres des collèges classiques! Mais lesquels? Avons-nous jamais commis un acte, adopté une mesure qui soit de nature à restreindre leur liberté? Serait-ce parce que nous avons accordé à chacun d'eux, à perpétuité, un octroi annuel de \$10,000 sans la moindre condition?

Nous libéralisons les universités! Une semblable affirmation sur les lèvres du chef d'un grand parti serait tragique, si elle n'était d'un comique achevé. De quel droit le chef de l'opposition parle-t-il au nom des universités? Je comprends que les archevêques de Québec et de Montréal sont les chanceliers de leurs universités. Ils savent élever la voix au besoin, et ils ne manqueraient pas de le faire si un gouvernement, quel qu'il fût, voulait se rendre maître de leurs institutions ou entraver leur action et leur enseignement en aucune manière? Quand ont-ils parlé? Où sont leurs protestations? Qui a autorisé le chef de l'opposition à fulminer cet anathème contre nous?

Je n'insiste pas, mais ce sont de semblables déclarations puériles, enfantines, dénuées de tout bon sens qui garderont mon honorable ami dans l'opposition aussi longtemps qu'il plaira à Dieu de lui permettre d'habiter notre planète.

Il est vrai que tout cela ne nous émeut guère. Nous sommes habitués aux exagérations et aux écarts de langage du chef de l'opposition. La meilleure réponse à lui donner est probablement encore de montrer à notre population le tableau de la province heureuse, prospère et confiante qu'est aujourd'hui la nôtre.

Depuis 25 ans, nous avons porté les revenus de Québec de \$5,000,000 à \$25,000,000. Nous avons sillonné notre province de bonnes routes, ses barrages sont les plus beaux du monde et le commerce et l'industrie y ont pris un essor inespéré. Nous venons cette année d'incorporer 779 compagnies, au capital de \$134,939,918, alors qu'en 1919-1920 ces chiffres n'étaient respectivement que de 311 et \$53,411,655, alors également qu'en 1897-98, avant la chute du néfaste régime tory, on n'incorporait que 19 compagnies au capital de \$1,814,700. Pendant les six premiers mois de l'exercice courant, nous avons incorporé 338 compagnies au capital de \$72,570,000, soit \$21,000,000 de plus que durant la période correspondante du dernier exercice.

Nous nous rendons le témoignage, témoignage que nos voisins s'accordent volontiers à nous rendre, d'avoir créé la confiance chez les nôtres, de leur avoir inspiré un optimisme de bon aloi, d'avoir réveillé les énergies qui sommeillaient et ouvert des horizons nouveaux.

On reconnaît que, pour en arriver là, nous avons administré honnêtement et courageusement, avec audace parfois, mais toujours avec sagesse, prudence et économie. Notre province a su triompher des épreuves et des désastres qui ont suivi la Grande Guerre. Aujourd'hui, elle passe pour la partie la plus saine et la plus progressive de la patrie canadienne, pour un coin de terre de prédilection où les lois sont observées, les libertés respectées et l'entente cordiale pleinement réalisée.

J'ignore ce que l'avenir nous réserve. Mais, s'il m'est permis de scruter l'horizon, j'ai la ferme conviction que nous laisserons à ceux qui viendront après nous un héritage plus beau et plus grand que ne pouvaient le rêver les pionniers et les découvreurs d'il y a trois siècles, même dans leurs visions les plus riantes et les plus ambitieuses. (Applaudissements)

M. Langlais (Témiscouata): Depuis une heure, le premier ministre a fait des promesses au nom du gouvernement. Nous sommes habitués à ces promesses du gouvernement car, durant les luttes électorales, le peuple de cette province entend les orateurs ministériels promettre des choses incroyables. Le premier ministre continue de

promettre à la province dans un avenir plus ou moins rapproché un horizon de millions. Le premier ministre a continué cette série de promesses comme durant les élections et c'est pour les tenir que le gouvernement laisse fonder des compagnies et fait venir au pays l'argent américain.

Mais, en 25 ans, le gouvernement libéral n'a pas accompli une œuvre qui offre des garanties pour l'avenir. On parle des grandes industries qui se sont établies dans notre province. N'est-il pas vrai qu'à cause de cela nous nous sentons moins maîtres chez nous? Ces compagnies et ces monopoles conduiront, demain comme aujourd'hui, le gouvernement qui obéit trop souvent aux directions et aux demandes des compagnies dans les contrats qu'ils passent avec celles-ci.

M. Plante (Beauharnois): Écoutez, écoutez.

M. Langlais (Témiscouata): Vous avez demandé à la jeunesse de suivre des cours nouveaux, mais, quand demain nos enfants auront obtenu dans nos collèges et dans nos universités subventionnés une formation qui les aura préparés aux plus hautes fonctions et dont ils voudront se servir, quand ils nous demanderont de mettre à leur disposition une partie des ressources naturelles de la province afin de mettre en œuvre ces connaissances acquises, ne trouveront-ils pas les monopoles établis partout, qui leur barreront la route et les écraseront? Nos jeunes gens ne seront pas capables, dans l'avenir, de fonder des compagnies parce qu'ils auront devant eux des monopoles. Pratiquement, ces monopoles existent déjà pour la pulpe et le papier, l'électricité. Quand nos fils voudront prendre leur part de l'héritage, ils ne le pourront pas, pas plus qu'aujourd'hui la petite industrie ne peut survivre à côté de la grande.

Le premier ministre déclare qu'il y a moins de faillites aujourd'hui dans la province de Québec, mais il ne dit pas combien de commerçants sont disparus. Le petit commerçant de détail disparaît de nos campagnes pour faire place dans les villes aux grosses compagnies, contrôlées elles-mêmes par des monopoles. Demain, le commerce local ne sera plus entre les mains des petits détaillants mais entre celles de ces puissants monopoles.

Le gouvernement fait des promesses, mais, depuis 25 ans que le Parti libéral administre la province, le peuple est-il plus satisfait, la richesse nationale répartie entre tous les citoyens est-elle plus grande? La culture, patronnée et contrôlée par les employés du département de l'Agriculture, est-elle plus considérable? La colonisation a-t-elle grandi?

Est-ce du défaitisme que de dire au gouvernement qu'il oublie les petits intérêts pour plaire aux gros intérêts, que l'agriculture a diminué dans cette province et la colonisation aussi? Est-ce du défaitisme que de dire ces choses au gouvernement qui fait publier dans les journaux qu'il y a moins de plaintes chez les cultivateurs? Est-ce du défaitisme de lui rappeler que, si les revenus du département des terres ont augmenté, le bois sur les terres des colons a diminué et que les marchands de bois ne laissent rien pour subsister la première année aux colons arrivant sur leurs lots? On entend plus de plaintes que jamais parmi les cultivateurs et les colons parce que les agriculteurs ne retirent pas le bénéfice des millions dépensés pour ces fins.

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Nominations au service civil

L'honorable M. David (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur deux messages du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 7 janvier 1926
(Document de la session no 12)

Rapport de l'Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit le second message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres

personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 7 janvier 1926
(Document de la session no 20)

Dépôt de documents:

Correspondance entre le gouvernement et M. Thomas et autres

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 avril 1925, pour copie de toute correspondance, plans, rapports entre le gouvernement et M. W. W. Thomas ou représentant, propriétaire de la seigneurie du lac Témiscouata ou Madawaska, ainsi que MM. Fraser Co. & Sons, Murchie Co. ou autres personnes intéressées au sujet de l'échange de terrains avec la couronne pour fins de colonisation avec des terrains de ladite seigneurie. (Document de la session no 38)

Annuaire statistique

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'*Annuaire statistique de Québec*, 1925. (Document de la session no 19)

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1924-1925. (Document de la session no 8)

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi. (Document de la session no 36) (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi

Service et rapport du conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
Divers services :			
Instruction publique :			
Écoles normales	\$27,000.00	\$27,000.00	
Écoles des sourds-muets et des aveugles (Institut Nazareth)	20,600.00	20,600.00	
Octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons	5,000.00	5,000.00	
Pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique	650.00	650.00	
Fonds des écoles élémentaires	20,000.00	20,000.00	
Asiles d'aliénés :	244,035.00	230,508.31	\$13,526.69
Hygiène :			
Pour achat de vaccin (Institut vaccinal de Montréal)	1,000.00	1,000.00	
Aide à la protection du public contre les maladies vénériennes	6,175.00	6,175.00	
Centres anti-cancéreux	10,000.00	10,000.00	
Charge sur le revenu :			
<i>Gazette officielle de Québec</i>	10,800.00	10,792.87	7.13
Gouvernement civil - Dépenses contingentes :			
Département du secrétaire de la province	10,000.00	10,000.00	
Département du procureur-général	300.00	300.00	
Département du Conseil Exécutif (Service d'Inspection, de vérification et de comptabilité)	1,500.00	1,500.00	
Département du Trésor - Bureau du Revenu	228.22	178.22	50.00
Travaux publics et travail :			
(Ordinaires)			
Assurances des édifices publics en général	2,089.52	2,089.52	
Bureaux de placement des ouvriers	6,500.00	5,786.19	713.81
Congrès de Genève (Travail)	2,000.00	2,000.00	
(Extraordinaires)			
Édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice sur la rue Sainte-Julie	193,802.24	193,802.24	
Achat de propriété, cadastre no 89a, Montréal-Est, pour fins de morgue	55,000.00	55,000.00	
Terres et Forêts :			
Protection des forêts	36,000.00	36,000.00	
Arpentages	150,000.00	150,000.00	
Service forestier et inspection des terres	60,000.00	60,000.00	
Réparations au barrage du lac Kippawa	15,191.67	15,191.67	
Spongieuse	15,000.00	15,000.00	
Agriculture :			
Sociétés d'agriculture	15,000.00	15,000.00	
Cercles agricoles	9,000.00	9,000.00	
Médecine vétérinaire	55,000.00	55,000.00	
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers	40,000.00	40,000.00	
École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe	8,000.00	8,000.00	
Écoles d'agriculture	41,000.00	41,000.00	

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi

Service et rapport du conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
Agriculture (suite) :			
Économie domestique	15,000.00	15,000.00	
Horticulture	75,000.00	75,000.00	
Aviculture	14,000.00	14,000.00	
Apiculture	12,000.00	12,000.00	
Colonisation, Mines et Pêcheries :			
Chemins de colonisation	175,000.00	175,000.00	
Voirie :			
Entretien et réparation des chemins	187,500.00	187,500.00	
Association du tourisme de la province de Québec	50,000.00	50,000.00	
Administration de la Justice	225,500.00	208,986.96	16,513.04
Services divers :			
Divers en général	22,576.65	19,542.49	3,034.16
Législation - Conseil législatif :			
Traitements, dépenses contingentes, etc., (O. C. no 1048, 20 juin 1925)	9,000.00	9,000.00	
Services divers :			
Octroi à The Clarke Steamship Co., Ltd, <i>re</i> service hebdomadaire entre Montréal et Gaspé (O. C. no 1360, 12 août 1925)	30,000.00	30,000.00	
	\$1,876,448.30	\$1,842,603.47	\$33,844.83

Département du Trésor, bureau de l'auditeur
Québec, le 8 janvier 1926

Jos. Morin,
auditeur de la province
(Document de la session no 36)

La séance est levée à 6 heures.

3. M. Rodolphe Monty est le candidat conservateur de la division Laurier-Outremont, aux élections fédérales de 1925. Il s'est opposé à Ésiouff-Léon Patenaude pour le poste de lieutenant des conservateurs fédéraux au Québec.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on dit que M. Francoeur quitte son fauteuil et qu'il est remplacé par M. Hector Laferté.

2. *Le Devoir* du 13 janvier 1926, page 6, cite: "un pleurs sur la tombe..."

Séance du mercredi 13 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation et lecture de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- d'Octave Dionne, sr, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un terrain substitué (M. Bergeron);

- de dame Léocardie Quintin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard);

- de la corporation des Sœurs de la Présentation, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bouchard);

- de l'Église unie du Canada, demandant l'adoption d'une loi lui donnant certains pouvoirs (M. Bullock);

- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Dillon);

- de James E. Wilder et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Montreal Terminal Company (M. Gault);

- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Grant);

- d'Adélard Tétreault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Mercier, Trois-Rivières);

- de St. Lawrence Paper Mills Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution adoptée par le conseil de ville de la cité de Trois-Rivières et une par les commissaires d'écoles de la cité de Trois-Rivières (M. Mercier, Trois-Rivières);

- de dame Marie-Florida Poirier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski (M. Moreault, Rimouski);

- de la cité de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Richard);

- d'Antonio Prévost, demandant l'adoption d'une loi confirmant un titre de vente en date du 29 juin 1923 (M. Richard);

- de la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Saint-Jacques);

- de J.-Édouard Migneault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Le Collège d'optique de Québec (M. Thériault);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Thériault);

- de Georges Baril et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Association des chimistes professionnels de Québec (M. Thériault);

- d'Adélard Lacasse, demandant l'adoption d'une loi le déclarant membre de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec (M. Thériault).

Rapports de comités:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Thériault pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à sept.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande que le quorum soit réduit à sept.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Létourneau pour son président et recommande que le quorum soit réduit à quatre.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Moreau pour son président et recommande que le quorum soit réduit à cinq.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Galipeault pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à dix.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Daniel pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à cinq.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à cinq.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à six.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier

rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à six.

Adopté.

Hospice

Saint-Joseph de la Délivrance

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants qui seront envoyés à son école d'industrie.

Adopté.

Asile du Bon-Pasteur

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 4 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à son école d'industrie.

Adopté.

Sœurs de

Charité de la Providence

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 ratifiant le contrat passé par le gouvernement avec les sœurs de Charité de la Providence, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, et le contrat passé par lesdites sœurs avec l'Université de Montréal, relativement au service médical dudit hôpital.

Adopté.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 12 janvier, sur la motion proposée le 7 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Langlais (Témiscouata): On dit que le gouvernement est dans une situation très prospère, et pourtant que voit-on parmi nos populations? Des municipalités endettées à n'en pouvoir jamais sortir. Grâce aux ambitions du gouvernement pour les développements de la voirie, on a mis un grand nombre de municipalités dans un profond embarras. Plusieurs de ces municipalités ont demandé au gouvernement de diminuer leurs redevances. Mais on n'en a rien fait. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), qui ne siège pas en Chambre, a poursuivi ces municipalités et leur a fait payer des frais judiciaires considérables. On a poursuivi: Ah! Il est beau de venir lire des opinions de hautes personnalités dans la finance. Il faut descendre au sein de nos populations et écouter les plaintes qui s'y forment. À cela on répond, comme fiche de consolation, qu'il se fait de grands travaux sur le Saint-Maurice et au Lac-Saint-Jean.

Malgré toutes les belles choses que nous rapportent les ministres, avons-nous avancé tant que cela? L'agriculture et la colonisation ont-elles progressé ainsi qu'elles l'auraient dû? On nous traite de défaitistes parce que nous voulons voir exactement ce qui est, regarder la situation exacte; parce que nous disons au gouvernement qu'il oublie les petits pour ne servir que les grands intérêts. Le gouvernement nous dit qu'il a augmenté ses subsides à l'agriculture. Est-ce que ça va mieux pour tout ça? Entendons-nous moins de plaintes? Le colon, lui, reçoit de la terre, mais de la terre sur laquelle il ne reste plus rien pour vivre. Le marchand de bois est passé auparavant. Si le premier ministre veut

connaître la situation exacte dans nos campagnes, qu'il ne s'adresse pas au gérant général de la Banque de Montréal, mais qu'il aille se renseigner lui-même dans les campagnes. C'est auprès du peuple, auprès des conseils municipaux qu'il faut se renseigner et demander si le gouvernement a administré la province de manière à assurer à notre population la prospérité et la paix. Ceux-ci nous diront pourquoi 50,000 des nôtres s'en vont annuellement aux États-Unis: c'est parce qu'ils sont taxés et surtaxés.

Le gouvernement, après plus d'un quart de siècle au pouvoir, peut nous apprendre que le revenu a augmenté jusqu'à concurrence de \$25,000,000; que nous avons une loi des liqueurs, une loi de l'assistance publique et que celle-ci a été ratifiée par toutes les communautés religieuses et les évêques. Rien d'autre chose pour nous démontrer le progrès de la province. Le gouvernement pourrait cependant nous dire que, chaque année, depuis cinq ans principalement, la dette de la province a augmenté d'environ \$5,000,000 et qu'elle se totalise maintenant à \$70,000,000, qu'il n'a pu administrer la province sans emprunter chaque année des sommes considérables; que les municipalités scolaires de la province ont une dette de quelque 300 millions; que nous avons des chemins qui ont été construits sans qu'au préalable les municipalités qui doivent les payer aient été consultées. Le gouvernement a empêché les contribuables de se prononcer sur les travaux de voirie en laissant aux conseils municipaux le soin de décider ces dépenses d'argent. La politique de voirie du gouvernement a endetté les municipalités que le gouvernement incitait à emprunter des sommes folles pour construire des routes et leur intention des procès pour avoir négligé de payer leur part pour l'entretien des routes. Le gouvernement fait à peu près comme pour les pouvoirs d'eau. Il ne se préoccupe pas d'abord du public, mais des constructeurs et des entrepreneurs qui contribuent généreusement à la caisse électorale et qui, sans doute, sont bien disposés au moment des élections. Il cherche à tout "libéraliser" et profite de la voirie à cette fin. Des milles et des milles de chemins ne servent qu'à faire passer des touristes, grands clients de la Commission des liqueurs. Croit-on que l'exemple de ces gens qui viennent ici pour boire soit bien propre à édifier nos populations? Des millions sont dépensés pour les routes, mais cet argent ne fait qu'augmenter les revenus de la Commission des liqueurs et ne signifie que des frais supplémentaires pour les cultivateurs. Les routes dans la province n'ont pas été construites dans l'intérêt des cultivateurs, afin qu'ils puissent se rendre à leurs marchés, afin d'aider à l'ouverture de nouveaux districts pour les colons.

Il reproche au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) d'aliéner nos ressources naturelles au bénéfice des étrangers. Vous oubliez que nous sommes la seule province canadienne-française et vous la livrez aux capitalistes étrangers, américains et anglais, des gens qui n'ont ni notre langue, ni notre mentalité, et ni nos traditions, sans vous soucier de ce que deviendront nos fils lorsqu'ils sortiront de nos institutions enseignantes. Que restera-il aux nôtres dans quelques années? Où les nôtres trouveront-ils des ressources naturelles à exploiter lorsque celles-ci seront toutes contrôlées par les étrangers?

On dirait, aujourd'hui, que l'espérance dans la province de Québec, ce n'est plus de voir fleurir l'agriculture, mais de voir venir des Américains qui, prétend-on, répandent des millions dans la province. Mais qu'est-ce qu'en voit le peuple de ces millions? Vous verrez dans quelques années les effets de cette politique qui ouvre les portes aux mœurs étrangères, à l'américanisme.

Le premier ministre affirme que la loi des liqueurs a augmenté la tempérance, mais il doit savoir que la fabrication clandestine et le commerce clandestin sont plus considérables que jamais. Jamais l'on n'a vu autant de tristes choses. Des fils de bonnes familles condamnés à des mois de prison pour avoir négligé d'acheter un verre de liqueur de la Commission au lieu de l'acheter ailleurs. Ce ne sont pas toujours les plus coupables qui sont emprisonnés. Ceux qui ont assez d'influence pour bénéficier des bonnes grâces du gouvernement s'en tirent bien. On jette en prison tous les gens qui ont le malheur de fabriquer de l'alcool. Les sentences ne sont pas proportionnées à l'importance des délits. La tempérance n'a pas fait de progrès dans les campagnes. On vend la boisson cher pour que tout le monde ne puisse pas en acheter, pour qu'il n'y ait que les gens qui ont les moyens qui puissent en boire. La boisson n'est pas meilleure, mais elle se vend plus cher. Une autre raison de critiquer la loi des liqueurs est que les prix sont beaucoup trop élevés, beaucoup plus élevés que s'il existait une forme de concurrence. On ne donne pas à notre peuple et à notre jeunesse un spectacle plus moral. Attendez encore deux ans ou trois ans, vous verrez ce qui va arriver à la suite de ces spectacles dus à l'application de la loi des liqueurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La loi est toujours appliquée justement. Elle est la même pour tout le monde et ce sont les tribunaux qui l'appliquent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient et soutient le député de Témiscouata (M. Langlais).

M. Langlais (Témiscouata): Vous avez voulu "libéraliser" la province de Québec, on donne de l'argent aux paroisses pour les "libéraliser" et, par ce mot, nous entendons dire que vous mettez de l'argent entre les mains d'institutions et que vous retirerez cet argent dès qu'on entendra dire, du côté de ces institutions, que ce gouvernement est un mauvais gouvernement. N'est-ce pas comme cela que certaines lettres ont été obtenues? Un journal a voulu dire la vérité et qu'a-t-on vu alors? Quand une université, un collège classique, une institution de charité osera faire une juste critique du gouvernement ou ne pas donner à celui-ci des certificats de bonne conduite, vous retirerez ces octrois. C'est la crainte que nous avons, crainte basée sur l'expérience du passé. Et nous nous rappelons encore la menace récente d'un parti anticlérical, faite le jour où un journal de cette province avait justement élevé la voix. Le premier ministre dit alors: Demain, je serai peut-être à la tête d'un parti anticlérical. Le régime libéral tend de plus en plus vers l'autocratie.

Nous ne voulons pas que le gouvernement donne de l'argent afin seulement de se faire des partisans. Vous aurez beau faire des cadeaux, donner de l'argent pour essayer de faire des libéraux de tous les citoyens, vous n'y réussirez pas... (Sourires à droite) Ah! On peut rire de l'autre côté.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) aime à être roi et maître dans son département. Si une institution agricole lui échappe, il boude. Sous son règne, les cultivateurs, les sociétés et les institutions agricoles n'ont plus aucune autonomie. J'aimerais le voir dans les paroisses de la campagne. D'un signe, il pourrait, demain, fermer les beurreries de la province ainsi que les fromageries; il gouverne à sa guise la Coopérative fédérée, les cercles agricoles et les expositions. Lors du dernier congrès des agriculteurs, il a vainement tenté de s'en assurer le contrôle. Mais, par exemple, aucune des recommandations du congrès n'a eu de suite. Il en fut de même pour le congrès de la colonisation qui fut contrôlé par le gouvernement, et celui-ci n'a pas mis en pratique une seule des suggestions faites au cours de ce congrès.

Même oligarchie du côté de la colonisation et des terres publiques. Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) pourrait, à sa guise, fermer les écoles. Le gouvernement veut absolument tout avoir sous sa férule pour pouvoir mieux vendre à des

capitalistes, d'où qu'ils viennent, nos ressources naturelles. L'expérience du passé ne nous démontre-t-elle pas que les agriculteurs, les colons, les municipalités sont sous le contrôle direct du gouvernement qui étend sa main sur tout et sur tous, qui veut tout contrôler afin que rien ne lui échappe? Tout est en train d'être centralisé dans les bureaux du gouvernement à Québec.

Quand il ne peut pas gouverner, le ministre de l'Agriculture n'est pas content. Il prétend qu'on ne s'occupe pas le moins du monde des résolutions qui ont été passées soit par les cultivateurs, soit par les représentants des colons. On ne pense plus ni aux cultivateurs ni aux colons. On ne pense plus qu'aux Américains. On ne s'occupe plus des routes que pour l'usage exclusif des Américains.

Dans le discours du premier ministre, il y a surtout de l'ironie. Il y a des disciples bien-aimés de l'autre côté, mais ils n'ont pas le droit de dire ce qu'ils pensent, ils sont obligés d'obéir à la discipline de parti et de fouler aux pieds leurs opinions et les intérêts de leurs électeurs.

M. Pilon (Vaudreuil): C'est du commérage.

M. Langlais (Témiscouata): Il y a peut-être des commérages qui se font, mais il y a des gens indiscrets de l'autre côté. Le premier ministre nous a parlé des disparus. Nous gardons avec nos anciens collègues de solides liens d'amitié. On nous a fait un reproche de la disparition d'un des nôtres et de n'avoir rien dit d'un homme qui est encore en pleine lutte. Le premier ministre n'avait pas besoin de s'inquiéter de l'honorable M. Patenaude. On sait que celui dont il est question a mérité tous les éloges et l'admiration de la province. L'honorable M. Patenaude est parti de lui-même. De ce côté-ci de la Chambre, la liberté règne pour tous et nous nous accordons bien. On ne peut pas en dire autant de ceux qui sont partis de l'autre côté et qui ont été tout simplement forcés par le gouvernement d'accepter les positions qu'on leur a offertes. Par exemple, le cas du Dr Bordeleau, à qui l'on a dit de démissionner comme député de Champlain, ce qui permit de libérer le siège la veille de la date prévue pour les élections partielles dans Jacques-Cartier et Argenteuil.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, non.

M. Langlais (Témiscouata): Il est de fait que le gouvernement avait peur d'être défait dans

Argenteuil et Jacques-Cartier. Donc, ils ont libéré Berthier et Champlain. Chacun ses misères. Nous avons déjà en écho des discordes récentes parmi les ministres. Et c'est peut-être pour ne pas siéger à côté de l'un de ses collègues qui ne l'aiment pas que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) n'est pas dans cette Chambre. L'opposition regrette le départ des absents, mais elle restera au poste du combat aussi forte et aussi énergique qu'autrefois, dans le nombre comme dans la qualité de ses membres.

Parlant de la colonisation, il dit qu'elle a considérablement diminué, notamment dans les vieilles paroisses, entre Bonaventure et Québec. Les colons continuent à se plaindre du patronage; les cultivateurs voient aller de forts montants aux employés du ministère de l'Agriculture alors qu'une faible partie de ce budget leur est distribuée. Là aussi, on cherche à "libéraliser" en faisant du patronage jusque dans la distribution des primes de défrichement. Les colons ne trouvent pas de bois sur les lots que le gouvernement leur concède. L'agriculture et la colonisation devraient recevoir plus d'aide du gouvernement, et les octrois destinés à ces deux départements devraient au moins être doublés. Le gouvernement établit des colons dans les vieux comtés de la rive sud sans leur donner la chance de vivre les premières années à même la vente de leur bois.

Il y a moins de faillites, mais le commerce de détail diminue dans les campagnes. Le gouvernement permet la création de puissantes compagnies et de monopoles, négligeant les cultivateurs et les colons au lieu de les aider à supporter le fardeau de la crise. Il est bien plus important d'empêcher les nôtres de quitter le pays que de fonder des compagnies. Et, le jour où le gouvernement comprendra cela, il travaillera dans l'intérêt du peuple.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Depuis un très grand nombre d'années, nous n'avions pas entendu ces cris exaspérés auxquels nos prédécesseurs d'il y a 25 ans avaient été accoutumés, dans cette Chambre. Cette classe de politiciens, qui prétendaient posséder toutes les vertus, qui s'intitulaient protecteurs de la religion et du clergé et qui se servaient de grands mots vides de sens pour les mettre en évidence, semblait avoir disparu de notre politique provinciale. Nous avions perdu l'habitude d'entendre des charlatans politiques répéter partout qu'ils sont les seuls à savoir faire et les seuls à posséder des remèdes pour guérir tous les maux. Le discours du député de Témiscouata (M. Langlais) semble faire revivre ce genre de politiciens

d'autrefois. Mais aujourd'hui le peuple ne sera pas trompé, et il a une juste appréciation de leurs mérites et de leurs compétences. Il vient de ressusciter ce genre de mauvais goût en prétendant que nos octrois ne servent qu'à "libéraliser" nos collègues, nos universités, nos institutions et notre clergé. Il veut signifier que nous les achetons par des libéralités. C'est une affirmation gratuite que nous rejetons avec mépris. Mais qu'il sache bien que ce ne sont pas nos générosités qui "libéralisent" une province autant que les cris du préjugé et de l'exploitation du sentiment religieux. Pendant des années, nous les avons entendus déplorer la situation misérable dans laquelle se trouvait notre province, sous l'administration libérale, et le député de Témiscouata (M. Langlais) cherche à se servir des mêmes procédés.

Avant d'entrer dans le vif du sujet et de parler du développement et de la conservation de nos ressources naturelles, je ferai remarquer que mon honorable ami le député de Témiscouata (M. Langlais) s'est contredit. D'un côté, il a prétendu que nous donnions trop; de l'autre, il a affirmé que nous ne donnions pas assez. Est-ce de la logique?

Il nous accuse aujourd'hui de tous les crimes possibles et nous reproche, quand nous proclamons avoir augmenté nos revenus forestiers, d'avoir fait disparaître graduellement le bois qui se trouvait sur les terres des colons, à tel point que, quand un colon obtient une patente pour l'exploitation d'une terre, il ne trouve pas suffisamment de bois pour l'aider à vivre durant les premières années de son établissement, les marchands de bois ayant coupé tout le bois sur les lots. Profonde erreur! On sait que le colon, en prenant possession de son lot, y trouve une provision suffisante de bois pour en faire le commerce plusieurs années durant et, ensuite, se garder des réserves au moyen d'une coupe réglée qui lui permettra de suffire à ses propres besoins.

J'ai ici les statistiques de l'entière exploitation forestière de la province de Québec, mais, de tous les comtés où il se fait de la colonisation, je ne désire citer que le cas du comté de Témiscouata que mon ami devrait connaître. Depuis les 10 dernières années, la valeur du bois coupé et réalisée au bénéfice des colons de ce comté a constamment subi une marche ascendante, à tel point qu'aujourd'hui elle représente plus de cinq fois le montant qu'elle représentait en 1910. Les colons de Cabano ont coupé 5,717,000 pieds, mesure de planche; 9,990,000, 6,000,050 pieds dans d'autres régions du même comté. L'ensemble du bois de sciage coupé l'année dernière par les colons de ce comté sur leurs lots a été de 44,232,000 pieds, mesure de planche, de

35,365 cordes de bois de pulpe, de 77,417,000 bardeaux, de 54,213 dormants de chemins de fer, de 160 cordes de bois de chauffage et de 3,117 poteaux. Le total du bois vendu par les colons dans ce comté à même la coupe faite sur leurs terres représente actuellement la moitié de la valeur du bois coupé sur les terres de la couronne.

Tous les comtés de colonisation de la province pourraient montrer des résultats pareils ou équivalents, de sorte que les forêts sont loin d'être dilapidées. Si nous avions enlevé le bois sur les terres des colons, ces derniers auraient-ils pu couper tout cela? Encore une accusation qui n'est pas prouvée.

Il y en a d'autres. Le député de Témiscouata (M. Langlais) dit que nous faisons du favoritisme dans l'application de la loi des liqueurs et il prétend en même temps que nous punissons trop sévèrement les coupables. Nos amis de la gauche savent que cela est inexact. Nous ne protégeons personne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela dépend des cas.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Tous les cas sont semblables et la loi s'applique également pour tous. Les tribunaux s'en sont chargés, et le gouvernement n'a rien à voir avec leurs cas. On nous reproche aussi les annonces de bière et de liqueurs sur le parcours des grandes routes, sur des terres privées. Ils prétendent que ces annonces constituent une menace pour la moralité publique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Elles se trouvent le long de la route Montréal-Québec.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Sur des terrains privés. L'opposition crierait à l'oppression et à l'esclavage si nous passions une loi pour défendre ces annonces qui sont sur des terrains de particuliers, chez les cultivateurs la plupart du temps, qui louent leurs terres aux compagnies qui souhaitent y installer leurs annonces. Les conservateurs n'oseraient pas proposer de loi dans le genre après leur déclaration d'amour envers les pauvres cultivateurs opprimés. D'ailleurs, si le chef de l'opposition veut une loi dans ce sens, qu'il la propose lui-même et, pour ma part, je lui promets mon vote, car je ne demanderais pas mieux que de débarrasser nos routes de ces laideurs. D'autres députés libéraux voteraient probablement pour une telle mesure. Pourquoi l'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) ne propose-t-il pas une loi pour faire disparaître ces horreurs?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le ministre ne la propose-t-il pas lui-même?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Parce que je ne voudrais pas donner à mon honorable ami le chef de l'opposition l'occasion de voter encore contre une loi venant de ce côté-ci de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est sérieux?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Assez sérieux pour vous.

Nos adversaires se servent aussi de grands mots vides de sens comme "étatatisation", "libéralisation", etc. Pour expliquer ce dernier terme, le député de Témiscouata (M. Langlais), dont la tentative d'avoir voulu ressusciter les cris de "libéralisme" qui ont assailli dans le passé le Parti libéral dans la province ne réussira pas, a voulu prouver que nous essayions de "libéraliser" la province en essayant d'acheter, à même nos revenus, l'influence de notre population rurale; deux minutes après, il nous reproche amèrement de ne pas verser suffisamment d'argent entre les mains de la classe agricole. C'est là une contradiction flagrante dont il doit sentir tout le ridicule. Il nous reproche, d'une façon puérile, de négliger l'agriculture pour ne nous occuper que de l'industrie qui nous sert à faire venir ici des capitalistes américains. Nous n'avons jamais négligé l'agriculture et nous reconnaissons qu'elle est la base première du développement de nos campagnes, mais, puisque la Providence nous a mis entre les mains l'administration d'un pays plein de ressources qui conviennent à l'industrie moderne, nous aurions tort de négliger de faire exploiter ces ressources par les capitaux qui s'offrent à nous, pour le plus grand bien de notre population et pour le progrès général du pays.

Durant les 25 dernières années, nous avons vu des faits qui démontrent les progrès réalisés par l'agriculture. Mais le développement industriel, qui a déjà pris un essor considérable grâce aux efforts du gouvernement, est aujourd'hui, tout autant que l'agriculture, à la base de notre expansion nationale. L'industrie hydroélectrique est intimement liée à l'industrie du bois.

L'exploitation de nos ressources forestières, de nos forces hydrauliques, la création de nos bonnes routes nous aideront à trouver des marchés nouveaux pour les produits de notre agriculture, mais ce but ne serait pas obtenu sans la politique bienfaisante d'un gouvernement pratique et bien avisé, qui sait mener de front plusieurs projets et les rendre à un degré de

réalisation évidente. S'il est vrai que la force hydraulique sera à la base de notre développement industriel et économique de l'avenir, je dois dire que l'industrie forestière est actuellement la première des industries de la province après l'agriculture.

Il y a longtemps que ce pays retire des revenus incalculables de sa forêt. Sous la domination française, les intendants Hocquart et Talon faisaient expédier le bois canadien en France, et on employait nos essences à la grande industrie de la construction maritime. En 1742, on recherchait le pin canadien pour la marine marchande. Sous le régime anglais, le bois servait encore à la marine et s'emparait du marché anglais. Jusqu'à il y a 25 ans, le bois de sciage était la principale source d'exportation. Plus tard dans notre ère, l'industrie du papier transforma les méthodes d'exploitation du bois. La pâte et le papier ont occasionné de grands placements de capitaux et employé un grand nombre d'ouvriers. La découverte d'un nouveau procédé, substituant le bois cellulosé aux chiffons dans la fabrication du papier, a mis notre province au premier rang parmi les pays producteurs de papier.

Pour le Canada entier, le total des capitaux engagés dans l'exploitation forestière en 1910 était de \$124,100,000. En 1922, il est exactement de \$191,000,000. En 1925, le capital engagé dans ces industries était de \$220,709,994. L'industrie papetière a fait surgir des villes comme Shawinigan, La Tuque, le Cap-de-la-Madeleine, Bromptonville, Clark City. Québec est la plus riche de toutes les provinces en réserves forestières et en production de pâtes et papier, mais nous possédons aussi les plus beaux pouvoirs d'eau du Canada tout entier; et la politique du gouvernement a permis la réalisation de certains projets qui transformeront tout le district du Lac-Saint-Jean. Cette industrie est en train de révolutionner le royaume du Saguenay.

En 1910, il n'y avait que 25 usines de pâtes et papier dans Québec; en 1925, il y en a 54. La province en compte la moitié de celles du Canada. En 1922, le Québec produisait pour 89,000,000 de tonnes de pâtes à papier. En 1910, on ne produisait que 282,935 tonnes de pulpe comparativement à une production totale dans tout le pays de 474,604 tonnes; en 1924, on produisait 1,170,213 tonnes et la production de tout le pays n'a été que de 2,465,011 tonnes. C'est dire que notre province est le plus grand producteur de pulpe au Canada. En 1908, on exportait 883,000 cordes de bois de pulpe; en 1924, on n'en a exporté que 630,000 cordes. Cette diminution s'est produite avant tout dans Québec, car, dans tout le pays, l'exportation du bois de pulpe,

de 1908 à 1925, a augmenté de 3,970,000 à 6,553,000. La différence entre ces chiffres résume bien l'affaire: le bois de pulpe est maintenant transformé dans la province de Québec qui n'exporte pas la matière première. La croissance de l'industrie forestière est démontrée par le nombre croissant d'hommes qui y sont employés. À l'heure actuelle, les salaires payés dans ces industries s'élèvent à \$17,504,000. Pour en arriver là, il a fallu que le gouvernement établisse des lois efficaces pour l'exploitation de ses forêts et de ses pouvoirs d'eau. Voilà l'œuvre des différents gouvernements qui se sont succédé. N'en déplaise à nos amis, qui n'aiment pas que l'on fasse des compliments, notre politique nous attire des félicitations de partout.

Le gouvernement fait des lois pour conserver à la fois notre houille blanche et notre forêt. Nous voulons que le capital vienne s'établir chez nous. On nous a reproché la venue des capitaux américains. Je vous le demande: Quels moyens nous propose-t-on pour empêcher les capitaux étrangers d'entrer chez nous? Serait-il raisonnable de décréter que les capitaux américains, anglais, français ou belges ne viendront plus exploiter nos ressources naturelles lorsqu'elles sont mises à l'enchère, selon toutes les exigences de nos lois bien connues?

Ce serait la seule manière d'amener ce genre d'interdiction. Une telle loi, qui n'aurait alors sa semblable nulle part ailleurs, serait-elle efficace? Je prétends le contraire, et il resterait de l'appliquer. Je soutiens que nos adversaires eux-mêmes n'oseraient pas la passer s'ils accédaient au pouvoir, car ils causeraient ainsi des pertes incalculables pour leur pays et leurs concitoyens. Toutes nos industries seraient mises en péril. Il est impossible de bannir le capital étranger, et il serait peu judicieux de chercher à faire cela.

On se plaint de nos concessions forestières. C'est toujours par enchère publique et après que des avis ont été publiés dans les journaux pendant des semaines et pendant des mois. L'adjudication se fait toujours au plus haut enchérisseur. Et, selon la loi adoptée par la Législature, la concession revient à l'enchérisseur le plus offrant. Par conséquent, ces ressources naturelles sont disponibles à tous ceux qui souhaitent investir leurs capitaux dans la province, et pas seulement aux Américains. Grâce à ce mode, l'industrie forestière s'est développée énormément. Nous avons pris la tête de toute l'Amérique où nous commandons la situation au point de vue forestier, hydraulique, et bientôt ce contrôle s'étendra à tout le monde, nos usines contrôlant le marché. Libre à vous d'en profiter!

Un mot des énergies hydroélectriques, dont le développement a marché de l'avant. Le total des forces utilisables est de 15 millions de chevaux-vapeur. Là-dessus, 1,600,000 chevaux-vapeur sont exploités, ce qui représente 40 % de la force hydroélectrique produite au Canada. En 1910, on utilisait 330,000 chevaux-vapeur, soit 33 % de la production totale du pays; en 1915, 700,000, soit 35 % de la production totale du pays; en 1925, 1,600,000, soit 40 %. Et le mouvement s'accroît de plus en plus. Si nous pouvons nous vanter de tels progrès, c'est dû à la politique sage du gouvernement libéral qui a su garantir une sécurité absolue aux capitalistes qui dirigent ces entreprises.

Au début du siècle, tout était à faire pour industrialiser la fabrication de la pulpe dans notre province. La Chambre doit se rappeler que nous avons inauguré cette politique sans avoir ce qu'il fallait à la base. Nous n'avions aucune organisation scientifique. Vers 1908, Sir Lomer Gouin choisit un groupe de jeunes gens compétents qui avaient fait des études forestières et qui avaient fourni des preuves de leur talent, et les envoya dans les divers pays où la pulpe est une industrie nationale, aux États-Unis, en Norvège, en Allemagne et ailleurs pour étudier les méthodes de conservation forestière. À leur retour, le service forestier provincial a été établi et, plus tard, l'école de génie forestier et l'école de papeterie. Les jeunes gens y puisent un bagage de connaissances qui leur permet de rendre de grands services à leur province et de travailler à la conservation de nos ressources forestières. Ils sont maintenant employés ici, dans la province, comme professeurs ou comme experts dans quelques-unes des grandes industries. Le résultat, c'est que les autres provinces du Canada, Terre-Neuve et les États-Unis viennent chercher à Québec des ingénieurs forestiers.

Sous la direction d'ingénieurs compétents, le gouvernement a posé pour les concessions des conditions qui assurent une exploitation rationnelle. Non seulement les règlements de coupe doivent être observés, mais le concessionnaire doit faire l'inventaire de ses limites et le soumettre au gouvernement. L'exploitation doit être faite de façon à tirer le plein profit de la forêt lorsque le bois a atteint sa maturité, et la coupe ne doit pas dépasser 80 % de la croissance, de façon à laisser une marge de 20 % aux hasards et aux accidents divers de la forêt. Par exemple, il est exigé que les arbres renversés par le vent soient utilisés en premier et que les jeunes arbres soient protégés par la limitation concernant le diamètre.

La politique de concessions que nous avons suivie est la vraie, la seule qui pouvait donner le résultat auquel nous sommes arrivés et la seule qui continuera d'assurer le progrès et la prospérité de notre province. Sir Lomer ne négligea rien pour créer des compétences et pour organiser notre administration forestière sur le plus haut degré d'efficacité possible. Nous avons assimilé la sagesse des législateurs de tous les autres pays où l'exploitation du bois se fait sur une grande échelle et où la conservation du bois, le reboisement est suivi avec l'attention voulue. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'il manque fort peu de choses à nos lois forestières pour tirer, dans notre province, tous les bénéfices possibles de cette industrie sans aliéner les réserves qui appartiendront aux générations futures. Notre politique a d'ailleurs été salubre. Depuis quelques mois, l'opposition nous critique, mais, si l'on examine bien ce que nous avons fait, on se rendra compte que notre politique est la meilleure possible.

Nous entendons la poursuivre en tenant compte des conditions nouvelles. Je peux promettre que le gouvernement attribue toujours les concessions selon les meilleurs intérêts de la province et qu'il donne aux capitalistes qui ont investi des millions dans cette industrie une assurance pour l'avenir tout en laissant au marchand et au manufacturier le plus de latitude possible dans ses opérations. Notre industrie forestière, grâce à nos soins, est la première du monde. Le merveilleux développement des années dernières nous permet de tels espoirs.

Nous laisserons à nos enfants des industries vivantes qui leur assureront une grande somme de revenus, mais nous leur laisserons aussi un domaine forestier d'une immense étendue qui leur assurera des ressources inépuisables.

(Applaudissements)

M. Plante (Beauharnois): Je ne veux pas enlever le mérite au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Il a défendu son ministère avec tout le talent que nous lui connaissons. Mais il ne faut pas perdre de vue la politique générale que l'on veut mettre en pratique dans cette province. Il y a, semble-t-il, une différence entre la politique fédérale et provinciale. Il y a certaines questions comme celles du tarif et du transport, qui ne doivent pas être débattues dans cette enceinte.

L'opposition, admirablement dirigée par son chef, a fait de grands progrès depuis quelques années.

Le Parti conservateur n'a pas raison de se décourager, dans notre province. Et ces succès seront encore plus éclatants quand le peuple sera mieux formé. Il y a seulement quatre ans de cela, le chef de l'opposition n'avait que quatre membres de son côté; maintenant un solide groupe l'entoure. Le gouvernement souffre actuellement de phthisie. A-t-il le droit de se réjouir, par exemple, des dernières élections partielles, et cela malgré les petits tours très habiles dont a usé le premier ministre, qui a pris ses adversaires à la gorge en précipitant ces élections? Dans les quatre comtés, les majorités ont été considérablement diminuées.

Quand nous voyons des comtés comme Québec et Argenteuil revenir au Parti conservateur, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance. Qu'avons-nous vu aux dernières élections? Nous avons vu le gouvernement faire deux nominations pour gagner deux comtés sûrs. Mais il l'a échappé belle...

Mais attendons, au prochain scrutin, les électeurs de tous ces comtés et d'autres encore éliront des députés ministériels mais partisans, cette fois, du chef de l'opposition. Le peuple apprenait les mérites des deux partis, malgré le fait que l'opposition ne disposait pas de journaux à sa solde. Le premier ministre avait beaucoup de flair et d'habileté politique. Donc, lorsqu'est venu le temps des élections partielles dans Jacques-Cartier et Argenteuil, il a aussi libéré Berthier et Champlain. Dans sa sagesse, il a senti que ce serait mal paraître que de ne pas avoir de nouveaux membres à présenter à la Chambre lors de son ouverture, alors que l'opposition aurait probablement deux nouveaux membres, d'où la précipitation des deux autres élections partielles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et Jacques-Cartier?

M. Plante (Beauharnois): Je n'ai pas d'objection à en parler. On y a déplacé la lutte qui s'est faite sur les questions municipales. De plus, la sympathique figure de notre collègue l'a emporté, bien qu'il eût une bien mauvaise cause à défendre. J'y suis allé. J'y ai rencontré de loyaux adversaires et de bons amis. Jacques-Cartier: beau nom représenté par un beau garçon. L'honorable député de Jacques-Cartier (M. Marchand) vaut mieux que la politique de son gouvernement. Il a été élu pour ses qualités personnelles, malgré le fait qu'il ait été le champion des mauvaises politiques. Nous avons perdu Jacques-Cartier, mais nous en gagnerons d'autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il reste encore un comté: Argenteuil?

M. Plante (Beauharnois): Oh! Je ne veux pas faire de la peine au gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

C'était encore une élection de beau garçon. Ce doit être parce que mon ami est beau garçon qu'il a été élu dans Beauharnois.

M. Plante (Beauharnois): On a parlé des disparus. Nous avons perdu dans la personne de l'ancien député de Jacques-Cartier, M. Patenaude, un collègue qui s'est distingué par sa courtoisie. Personne n'oubliera qu'un jour l'ex-député de Jacques-Cartier, pour écouter les dictées de sa conscience, a démissionné à Ottawa. Il est l'homme que tout le monde a connu dans cette Chambre, honnête, savant, courtois, encore que l'on soit libre de faire les commentaires que l'on voudra sur ses démarches faites durant la dernière campagne électorale fédérale.

Comme d'habitude, le discours du trône est assez incolore et peu compromettant. On nous y annonce surtout des rapports de commissions, et il est fort difficile de parler actuellement de ces rapports puisque la plupart ne sont pas encore distribués. Il y aurait eu pourtant à faire sujet d'excellentes suggestions.

Il parle des vieillards bienfaisants, qui siègent dans la Chambre d'à côté. Ils ne sont que 23. C'est que, depuis la mort de M. Racine, en 1918, le fauteuil de la division de Salaberry n'a jamais été occupé. Si le Conseil sert à quelque chose, et je le crois, il faut que toutes les divisions soient représentées. Salaberry comprend les comtés de Beauharnois, Châteauguay et Huntingdon. Sur cette question, la décision dépend des caprices et des fantaisies du premier ministre, mais sept ans, c'est trop long pour laisser un siège vacant. Il demande aux députés ministériels de la région, le député de Huntingdon (M. Philps) et l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), de se joindre à lui pour demander au gouvernement de nommer, pour représenter cette division, un titulaire qui y ait sa résidence. Voilà sept ans que le siège de Salaberry est vacant au Conseil législatif, depuis la mort de l'honorable M. Racine. Jamais, depuis la Confédération, de Salaberry n'a été représentée ni au Sénat d'Ottawa ni au Conseil législatif par un de ses fils.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous allez le remplir bientôt, puisque vous êtes sûr d'arriver au pouvoir.

M. Plante (Beauharnois): Je le souhaite. Sir Lomer Gouin a été nommé pour représenter Salaberry, mais il n'a même pas été assermenté...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est parti pour Ottawa lui aussi.

M. Plante (Beauharnois): Je ne suis pas pour toujours critiquer le gouvernement. Je reconnais ce qu'il fait de bon. Je ne suis pas ici pour encenser les ministres. Je crois que les députés de l'opposition sont les meilleurs amis du gouvernement. Souvent, c'est de ce côté-ci que viennent les meilleures suggestions.

Faisant allusion à l'agriculture, il affirme que celle-ci est loin d'être payante dans cette province et défie les ministres de prouver le contraire. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas donné un encouragement substantiel à l'agriculture, en frappant de petites industries greffées sur l'agriculture. C'eût été le moyen de prévenir la désertion de nos campagnes. Des fabriques de conserves alimentaires, de miel, de sucre d'érable, de tomates, de blé d'Inde, de petits pois, de fèves etc., devraient être établies dans la province comme on en trouve ailleurs. Donnez des crédits plus considérables pour encourager la création de ces fabriques, afin de développer cette industrie comme elle l'est dans l'Ontario. Nous n'avons presque pas de fabriques de conserves alimentaires.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Depuis 1920, une dizaine de fabriques ont été organisées dans la province, et on en compte maintenant 33, dont la valeur des produits est de plus de \$200,000.

M. Plante (Beauharnois): Ce n'est pas assez et on devrait en avoir des centaines. Il devrait y avoir 100 ou 150 fabriques, si seulement le gouvernement encourageait leur établissement et leur exploitation. On devrait aider ces fabriques à s'outiller par des octrois. Si l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) veut venir avec moi dans n'importe quelle épicerie de Québec, nous y trouverons des conserves d'Ontario ou des États-Unis.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je suis prêt à y aller avec mon honorable ami. Nous trouverons des conserves fabriquées dans notre province. L'augmentation de la production a augmenté dans nos fabriques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Votre voisin, le député de Québec-Est (M. Létourneau), a une grande fabrique et fait d'excellentes confitures.

M. Plante (Beauharnois): Je ne veux pas terminer sans dire un mot de la loi des liqueurs. Il rappelle qu'il a déjà dénoncé le système de délation que l'on pratique pour voir si la loi est observée. Il dénonce de nouveau l'excès de zèle de certains officiers et les arrestations sans mandat que permet la loi des liqueurs.

Il cite des exemples défavorables à ce système d'arrestations sans mandat. Il fulmine encore contre ce principe faux qui veut que l'État devienne commerçant. Le gouvernement, dit-il, pourrait exercer un contrôle effectif sur la vente des liqueurs sans se faire commerçant, par le moyen d'une commission, et par ce moyen créer un contrôle monstrueux qui écarte toute concurrence. Que l'État contrôle l'importation des liqueurs, c'est bien, mais on ne peut admettre que l'État se fasse "bar-tender". L'étatisme est dangereux et la Commission des liqueurs est un monopole sans concurrence dans cette province. Le consommateur n'a plus la garantie que donne la concurrence dans les prix et dans la qualité des liqueurs. Tous ceux qui sont allés en Europe ont vu les erreurs de l'étatisme. Il attribue à la France le monopole de la vente de ses alcools et de ses vins, mais il finit par admettre qu'il n'y a pas de régie d'État pour les alcools. Il n'y en a que pour le tabac et les allumettes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel régime voulez-vous établir?

M. Plante (Beauharnois): D'abord, nous n'avons pas la responsabilité ministérielle, et nous ne sommes pas obligés de dire, à brûle-pourpoint, notre opinion sur une question comme celle-là.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous devez avoir un programme sur la question de la boisson?

M. Renaud (Laval): Dites-le pas, ils vont vous le prendre.

M. Plante (Beauharnois): Sur une simple interruption, je ne suis pas obligé de dire quel est notre programme, mais, pour faire plaisir à un ministre, je vais vous donner mon idée. Vous le trouvez dans une déclaration du chef de l'opposition faite il y a quelque temps, en 1923, au Monument national à Montréal, que je vais vous lire.

Un député ministériel: C'est pas un programme, ça, c'est une critique.

M. Plante (Beauharnois): Je serais en faveur de l'octroi de licences aux marchands de gros et aux épiciers pour la vente de boissons sous l'œil vigilant du gouvernement, tout en gardant l'importation sous le contrôle du gouvernement et en ne ressuscitant pas les bars.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Beauharnois (M. Plante) veut-il me dire s'il est en faveur de la vente de boissons fortes par les épiciers?

M. Plante (Beauharnois): Je serais prêt à permettre aux épiciers de vendre de la bière et du vin. Les marchands de gros pourraient vendre de l'alcool. Ce serait plus avantageux pour le peuple si les marchands de gros avaient de l'alcool. Étant donné que cela se traduirait par de la concurrence, la concurrence forcerait ces marchands à vendre des produits de qualité s'ils veulent être en affaires, alors qu'aujourd'hui, comme la Commission peut vendre ce qu'elle veut, je peux donc mettre en doute la bonne foi de la Commission en ce qui concerne les fraudes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À la bouteille?

M. Plante (Beauharnois): Non, à la caisse - je suis pour la liberté individuelle - pour ne pas imposer à personne l'humiliation de faire six visites à la Commission pour avoir six bouteilles d'alcool¹.

Je ne suis pas un technicien en matière d'exploitation forestière et électrique, et donc je ne saurais suivre les ministres dans leurs considérations savantes. Les deux grands griefs contre le gouvernement sont le fardeau des taxes imposées aux cultivateurs pour la voirie et les abus engendrés par la loi des liqueurs. Les statistiques municipales ne nous ont pas encore été distribuées pour 1924, mais, si l'on a recours à celles de 1923, on y constatera que de nombreuses municipalités paient une taxe municipale de \$1, \$2, \$3 dans le \$100 sur le rôle d'évaluation et davantage. Or, le problème qui se pose dans toute son acuité, à l'heure qu'il est dans la province, est celui-ci: les cultivateurs sont-ils en état de payer les taxes que leur vaut la construction des chemins? On répète que l'agriculture est à la base de la prospérité du pays, mais, si le fait est reconnu et constant, il est de toute nécessité que le

gouvernement vienne au secours de la grande classe des agriculteurs. L'agriculture ne paie pas 2 pour cent, actuellement. Je m'inscris en faux contre l'assertion du premier ministre qui nous dit que, si les municipalités ont actuellement des taxes onéreuses, c'est en vertu de contrats librement consentis, sous la provocation, cependant, du gouvernement et de ses agents. En face de ces dépenses onéreuses, les cultivateurs sont incapables de rester sur leurs terres pour en continuer l'exploitation.

Et c'est aussi la loi des liqueurs de Québec et la venue de la prohibition aux États-Unis qui ont attiré ici les touristes et les "bootleggers" sur nos routes qu'ils usent très rapidement, jour et nuit, à 50 milles à l'heure. D'où suit pour le gouvernement l'obligation d'entretenir à ses frais les chemins, dont la réfection et l'entretien lui coûtent cher, qui s'usent par sa politique. Le développement de l'automobilisme surtout, augmenté par le trafic des "bootleggers" américains, a créé un état de choses qu'on ne pouvait pas prévoir. Le gouvernement a dépouillé les municipalités des revenus des licences, de la taxe sur les automobiles, leur enlevant ainsi plus de huit millions. Si l'on a dépensé et investi en tout 60 millions dans la confection des chemins, les revenus devraient être plus que suffisants pour payer l'intérêt sur ce capital. Avec les revenus du commerce des liqueurs, des taxes sur les automobiles et la gasoline, le gouvernement devrait payer l'entretien et la réfection des routes.

Le premier ministre a jugé à propos de revenir sur cette affaire de la Banque Nationale. Sur cette question, l'opposition a pris la seule position conforme à la logique. Le gouvernement a créé un précédent dangereux, renversé une des lois économiques, alors que, dans le passé, on avait des exemples frappants, et qui peut nous mener aux plus graves conséquences. Par le passé, d'autres banques ont fait faillite dans cette province, et actionnaires et déposants ont pris leur médecine, coûte que coûte. Non seulement on n'est pas venu à leur secours, mais on a pris des procédures criminelles contre ceux qui les dirigeaient. C'est la loi du commerce qui a ses aléas et ses risques. Jamais l'on n'a secouru des institutions comme les banques Jacques-Cartier, Ville-Marie, de Saint-Jean, du Peuple, Home Bank, Farmers Bank, etc. Pourquoi un régime de faveur pour la Banque Nationale? Les déposants n'ont pas perdu leurs épargnes, tant mieux pour eux au point de vue individuel, mais le précédent n'en sera pas moins dangereux pour l'avenir. L'opposition avait demandé une enquête sur cette affaire; le gouvernement l'a refusée pour précipiter le vote.

Encore une fois, sur cette question, l'opposition a tenu une conduite logique et a fait son devoir. Nous avons fait de l'opposition, mais non de l'obstruction et notre attitude est précisée dans la motion présentée par le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau), le 17 janvier 1924, alors que nous demandions au comité d'études une enquête pour renseigner les députés.

Il va continuer à faire des suggestions au gouvernement avec l'espoir qu'on améliorera les lois et l'administration. Il va revenir sur toutes ces questions lors du discours du budget.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande à deux reprises au député de Beauharnois (M. Plante) s'il voudrait ajourner la séance à ce soir ou à demain, comme il passe 6 heures.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le député de L'Islet (M. Thériault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Rapport de l'archiviste

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour 1924-1925. (Document de la session no 30)

La séance est levée à 6 h 15.

NOTE

1. Selon le *Montreal Daily Star* du 14 janvier 1926, page 3: "By the bottle or the case, whatever the customer required."

Séance du jeudi 14 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Noranda Mines Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité distincte la ville de Noranda (M. Authier);
- de The Sherbrooke Loan & Mortgage Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Crépeau);
- de la corporation du village de Sainte-Anne, dans le comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à municipaliser le service de traverse sur la rivière Saguenay (M. Delisle);
- de The Ogilvie Flour Mills Company Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation the Ogilvie Benefit Fund Inc. (M. Dillon);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui accordant d'autres pouvoirs (M. Dillon);
- de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Dillon);
- de Joseph Brunet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Dillon);
- de John Alexander Middleton alias Bremner et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Middleton en celui de Bremner (M. Dillon);

- de l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau);

- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie (M. Thurber);

- d'Albert Richard Whittel et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en corporation un certain territoire sous le nom de Ville de Barkmere (M. Thurber).

Rapports de comités:

M. Pilon (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et le bill conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas suivants:

- de Rodolphe Monette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement les lois le concernant;

- du révérend Allan S. Reid et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Stanley Presbyterian Church;

- de dame Léocardie Quintin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe;

- de la Corporation des sœurs de la Présentation, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de James A. Wilder et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Montreal Terminal Company;

- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- d'Adélard Tétreault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Georges Baril et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Association des chimistes professionnels du Québec.

**Bureau des commissaires
d'écoles catholiques romains de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 60 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association des optométristes
et opticiens**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 82 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte du Cap-de-la-Madeleine

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Stanley Presbyterian Church

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Institut des sœurs
de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 74 constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs de
la Présentation**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 58 modifiant la charte des sœurs de la Présentation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association des chimistes professionnels
de Québec**

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 87 constituant en corporation l'Association des chimistes professionnels de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Montreal Tunnel
& Terminal Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 83 constituant en corporation la Montreal Tunnel & Terminal Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rodolphe Monette

M. Hamel (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 67 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Rodolphe Monette au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adélard Tétreault

M. Mercier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 59 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adélard Tétreault à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Barreau
de la province**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 150 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement au Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
du Barreau**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi du Barreau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 13 janvier, sur la motion proposée le 7 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, la Chambre s'est ajournée, hier, après avoir entendu mon excellent ami, le député de Beauharnois (M. Plante). Son discours contenait trois parties. D'abord, il exprimait l'espoir que des jours meilleurs se lèvent pour l'opposition et pour lui-même. À défaut de réalité, je me plairai à lui laisser l'espérance. Il a ensuite parlé de la voirie et du commerce de l'alcool qu'il a critiqué sans amertume.

Des liqueurs, je ne dirai qu'un mot. Quoi qu'en dise le député de Beauharnois (M. Plante) et quoi qu'en pense le député de Témiscouata (M. Langlais), la loi des liqueurs a donné d'excellents résultats. Le gouvernement a trouvé la solution au grave problème que posait la vente de liqueurs alcooliques. Nous croyons avoir résolu le problème de façon pratique et, à la satisfaction de tout le monde, notre loi procure des bénéfices pour l'administration des services publics, et la tempérance y gagnant évidemment. Une entreprise de cette envergure ne peut se faire sans quelques imperfections, mais, à tout considérer, je crois que nous n'avons rien à regretter de ce que nous avons fait.

Avant le député de Beauharnois, celui de Témiscouata (M. Langlais) s'est engagé dans une longue diatribe contre le gouvernement. Je crois qu'il n'a pas été à la hauteur de sa réputation. Il a essayé de soulever des préjugés, voire des préjugés religieux, insinuant que nos octrois aux collèges, aux universités et à nos institutions de charité n'avaient pour but que de nous obtenir des votes et que nous

avons forcé la main du clergé au sujet de la loi de l'assistance publique; il a aussi soulevé des préjugés quand il a prétendu que le gouvernement ne protégeait que les grosses compagnies lancées par du capital étranger, aux dépens du colon et du cultivateur. Avant lui, le chef de l'opposition a pris la même tactique, en disant que les gros étaient favorisés et que les petits étaient ignorés. Ces arguments montrent bien le désarroi dans lequel se trouvent les membres de l'opposition quand il s'agit de trouver des motifs de critiques contre le gouvernement.

Le chef de l'opposition dit toujours, en cette Chambre et un peu partout dans la province, qu'il a un programme, mais je me demande si le peuple sera bien convaincu. Il n'a d'ailleurs fait que répéter ce qu'il avait déjà dit souvent sans que le peuple le prenne au sérieux. Je l'encourage à proclamer qu'il a un programme, mais peut-on croire qu'il sera pris au sérieux? Mais je souhaite quand même à mon honorable ami de persévérer et de finir par avoir un programme.

Plutôt que de rechercher vraiment à élaborer un programme politique que le peuple accepterait, l'opposition, à l'exception du député de Beauharnois (M. Plante), s'en tient à des critiques déloyales du gouvernement. Le député de Témiscouata (M. Langlais) a dit, par exemple, que le premier ministre s'était contenté de promesses quand on sait qu'il a énuméré des œuvres importantes et qu'il a tracé un programme bien précis. Le développement de nos ressources naturelles, la conservation de nos énergies hydrauliques, l'exploitation rationnelle de nos richesses, sont-ce là de simples promesses? Pourquoi l'opposition persiste-t-elle à dire que le gouvernement ne fait rien pour l'agriculture et la colonisation?

Le gouvernement a fait des œuvres solides et durables dans le passé, et il projette encore des travaux considérables. Il a une politique bien définie au sujet de nos richesses naturelles.

On est déloyal encore quand on dit que le gouvernement ne s'occupe ni des cultivateurs, ni des colons, ni des ouvriers. "L'agriculture ne paye pas son homme!", dit le député de Témiscouata. "Le discours du trône ne dit rien des cultivateurs!", dit le chef de l'opposition. Le discours du trône ne parle pas de colonisation et d'agriculture, mais il ne s'ensuit pas que le gouvernement délaisse les colons et les cultivateurs. On fait un tort au gouvernement du fait que l'on ne voit rien de ces clauses dans le discours du trône. Ils savent fort bien que le discours du trône est loin de renfermer la législation de toute

une session et que les octrois aux classes populaires sont nombreux et substantiels. Les colons et les agriculteurs savent à quoi s'en tenir et ont confiance dans le gouvernement.

"Descendez chez ceux qui peinent! Chez les humbles cultivateurs. Descendez donc chez les colons et vous verrez leur situation!", dit encore le député de Témiscouata. Or, nous n'avons pas besoin de descendre parmi eux car nous vivons avec eux! (Applaudissements) Nous vivons au milieu des colons et des cultivateurs. Nous savons ce qu'ils peuvent; nous savons qu'ils ont la justice de reconnaître que leurs vrais amis sont de ce côté-ci de la Chambre.

(Applaudissements)

Pour moi, je vis au milieu des cultivateurs de mon comté et je sais qu'ils sont satisfaits. J'ai constaté qu'ils ont fait de grands progrès depuis 15 ans - il faut être aveugle pour ne pas les voir - grâce au zèle pratique et au dévouement de cet homme intègre et distingué qui, depuis de longues années, 17 ans, préside, en cette Chambre, aux destinées de l'agriculture. Les cultivateurs font l'objet de l'attention constante du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

(Ovation)

J'ignore si je vis dans une région privilégiée, mais ceux des cultivateurs que je connais sont satisfaits de leur sort. Les colons ont subi la crise comme les marchands et les industriels. Ils ont subi la crise comme on l'a subie dans le monde entier, en Angleterre, en France et aux États-Unis, mais cette crise, désormais franchie, ils l'ont traversée mieux que tous les autres. C'est dans la province de Québec que les conditions de l'existence ont été les moins dures. Après la bonne récolte de l'année dernière, le rétablissement général des affaires et l'industrie laitière qui a rapporté des prix favorables, ils (les colons) sont contents et ont confiance en l'avenir. Il cite un témoignage rendu aux progrès agricoles de la province de Québec par le sous-ministre de l'Agriculture d'Ottawa. Le ministère de l'Agriculture a encouragé les industries greffées sur l'agriculture.

Le député de Beauharnois s'est plaint du petit nombre des fabriques de conserves alimentaires et reproche au ministre de l'Agriculture de ne pas s'intéresser à la mise en conserve. Il n'est pas assez au courant, car l'industrie des conserves est l'une des activités importantes du ministère de l'Agriculture depuis huit ans. S'il avait lu le rapport de ce dernier, il aurait constaté que les demandes d'établissements de conserves alimentaires deviennent de plus en plus nombreuses; il aurait constaté que, durant la dernière

saison de production, les cultivateurs de Québec ont fait environ 600,000 boîtes de conserve ou 25,000 caisses, d'une valeur de \$80,000; il aurait constaté que, outre ces activités purement particulières, il existe actuellement 37 fabriques de conserves, dont 27 subventionnées par le gouvernement, qui ont produit l'an dernier pour \$279,613. Il suffit d'ailleurs de visiter nos expositions pour se rendre compte de l'importance de cette industrie dans notre province. On n'a donc pas raison de nous adresser le reproche qu'on nous faisait hier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et dans Ontario?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai pas les chiffres de la production ontarienne, mais je sais, par exemple, que, dans toutes nos expositions, les conserves de notre province font bonne figure. Je parlerai d'Ontario tout à l'heure. Restons dans notre province.

Je ne serai pas long au sujet de l'agriculture. L'honorable ministre qui siège à mes côtés en parlera avec plus de compétence. Je dirai seulement que l'on a augmenté la production, le nombre des fermes de démonstration, le prix des produits de laiterie, que l'on a amélioré tous les services et qu'il n'est pas patriotique de crier sans cesse que le sort des cultivateurs est à plaindre pour décourager les initiatives et augmenter la désertion de la terre.

Le député de Témiscouata (M. Langlais) a reproché au gouvernement de vouloir tout contrôler, de tout "libéraliser", au ministère de l'Agriculture surtout qui veut tout contrôler: les beurrieres, les coopératives, etc. Si ce ministère veut contrôler, ce n'est pas, comme le laisse entendre l'opposition, pour tyranniser personne, mais pour améliorer la production et pour permettre à nos agriculteurs d'obtenir de meilleurs prix et aussi de concurrencer plus facilement, dans les marchés de Grande-Bretagne, les produits étrangers, danois, hollandais, australiens et néo-zélandais.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les Australiens viennent au Canada pour concurrencer nos cultivateurs sur le marché canadien.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'appuierai particulièrement sur la colonisation. On reproche au gouvernement de ne pas aider la colonisation. Aucun gouvernement n'a fait autant pour les colons et les cultivateurs que ceux de Sir Lomer Gouin et de l'honorable M. Taschereau. Depuis cinq ans, on a dépensé, pour les colons, la

somme de 10 millions pour leur ouvrir 10,000 milles de chemins améliorés dans les régions de colonisation les plus reculées, construire leurs écoles et leurs chapelles, construire des ponts, acheter leurs grains de semence. Nous avons distribué \$225,000¹ en primes de défrichement depuis deux ans. Nous les avons aidés dans les malheurs causés par le feu. Que pouvions-nous faire de plus? Je vous le demande, qu'aurait pu faire de plus le chef de l'opposition? Voudrait-il que nous allions dans chaque foyer mettre la table?

Le député de Témiscouata (M. Langlais) a insinué que nous voulions faire du patronage politique avec l'argent de la colonisation, surtout les primes de défrichement. Je regrette que l'honorable député ne soit pas à son siège. Je le mets au défi de me citer non pas 10 cas, mais un seul cas de patronage de cette sorte. Nous voulons poursuivre notre œuvre nationale sans y faire de la petite politique. Des critiques comme celles que fait le député de Témiscouata ne font que gêner l'œuvre vraiment patriotique du gouvernement.

Ce que nous voulons, c'est uniquement développer nos centres de colonisation. Tout en travaillant pour les colons, nous leur assurons des communications, nous leur bâtissons des chemins de fer. Nous n'avons nullement négligé les vieilles paroisses; nous aidons les anciennes et les nouvelles régions. Nous avons assuré un chemin de fer au Témiscamingue. Nous avons construit de grandes artères de chemins au Lac-Saint-Jean, en Matavie (sic), dans la Matapédia, l'Abitibi et la Gaspésie. Nous avons relié l'Abitibi au Témiscamingue par une route de 110 milles, passant par les régions aurifères, afin que les cultivateurs puissent se rendre aux marchés et écouler leurs produits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a 30 ans qu'on le demande.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est étrange, car il n'y avait rien dans l'Abitibi il y a 10 ans. Depuis 10 ans, nous y avons fondé 24 paroisses et il y a une population de 22,000 âmes, toute entièrement satisfaite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais dans le Témiscamingue?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le développement est le même dans toutes les régions de colonisation. Ce qui est vrai pour l'Abitibi est également vrai pour le Lac-Saint-Jean et le Témiscamingue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) me permettra-t-il...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Laissez-nous parler. Vous avez eu votre tour. L'honorable chef de l'opposition nous a dit, mardi, qu'il était allé à Senneterre (Abitibi) et qu'il avait vu des colons bien malheureux. Je regrette de le lui dire, mais mon honorable ami a mal vu. Là, en Abitibi, on sait ce qui est fait. Les colons de l'Abitibi ont une lourde tâche à accomplir, certes, et ils l'accomplissent avec une ardeur magnifique, mais ils sont heureux...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À part ceux qui sont partis.

(Applaudissements de la gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nos amis de l'opposition n'applaudiront pas longtemps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Elle va changer de côté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'exode est une chose plus complexe qu'on ne le croit. La guerre en est la cause directe, en même temps que la prospérité qui a suivi le conflit aux États-Unis. Quand ils parlent de l'émigration vers les États-Unis, les oppositionnistes en tiennent le gouvernement responsable. À les entendre, si nos gens s'en vont, c'est parce que le gouvernement ne fait rien pour la colonisation. Mais je prétends que l'émigration s'est faite surtout dans les vieilles paroisses et non dans les régions de colonisation. Celles-ci ont vu leur population augmenter constamment. Ceux qui ont pris sérieusement des terres nouvelles y sont restés.

L'honorable chef de l'opposition base ses renseignements sur une étude de M. Firmin Létourneau au congrès de la colonisation. Si mon honorable ami avait été loyal, il aurait pu citer les statistiques de ce monsieur démontrant que, s'il y a eu des départs dans les anciennes paroisses, il n'y a pas eu d'exode dans les centres de colonisation. D'après ces mêmes statistiques, la population des agriculteurs et colons aurait baissé de 2 % du fait de l'exode, entre 1920 et 1925. Mais ceux qui sont partis ne sont pas tous allés aux États-Unis. Beaucoup sont allés dans nos propres centres industriels, au Lac-Saint-Jean et à Chicoutimi entre autres. Quelques colons du Lac-Saint-Jean ont peut-être été attirés par les industries nouvelles, mais ce ne sont que des exceptions et ceux qui ont déserté leurs lots ont été vite remplacés.

Si nos honorables amis avaient voulu être véridiques, ils auraient pu dire que la population rurale des vieilles paroisses a baissé, mais ils auraient remarqué que la population des régions de colonisation a augmenté en moyenne dans chaque paroisse. Dans les régions de la Matapédia, du Témiscamingue et de l'Abitibi, la moyenne des populations par paroisse était de 1,209 en 1914, de 1,430 en 1921 et de 1,626 en 1925.

Dans des paroisses du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, la population a augmenté, en dépit du grand mouvement industriel qui s'accomplit dans ce district. La population qui était de 81,000 âmes s'est élevée à 85,000, soit une augmentation de 4,000 âmes.

La même chose s'est produite dans toutes les autres régions colonisées. L'on n'a donc pas raison de parler de ceux qui sont partis, car il n'est parti personne de nos régions de colonisation. Le rapport de M. l'abbé Bergeron, missionnaire-colonisateur, affirme que, malgré les grands développements industriels, la colonisation a continué ses progrès².

On nous chante sur tous les tons qu'il faut rapatrier ceux qui sont partis pour les États-Unis. Encore que le rapatriement soit du domaine fédéral, nous avons tout essayé pour faire revenir nos émigrés. Mais le chef de l'opposition croit-il sincèrement qu'une campagne de rapatriement aurait du succès? Il est difficile de faire revenir ceux qui sont établis là-bas depuis longtemps.

Ceux qui sont partis dans l'intention de revenir reviendront. Beaucoup de ceux qui sont partis nous reviendront après avoir gagné un peu d'argent dans les centres industriels. Ceux qui sont partis depuis peu de temps peuvent revenir bientôt. Un bon nombre reviennent. Ces gens reviendront d'eux-mêmes, quand ils croiront que c'est leur intérêt. Nous avons un des missionnaires qui s'en est occupé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a déjà dit que ceux qui partaient ne revenaient plus.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Où? Je ne me souviens pas d'une telle déclaration du premier ministre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il l'a faite au club Saint-Denis.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je distingue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il voulait parler de M. Patenaude. (Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nos missionnaires ont fait des efforts qui ont semblé d'abord fructueux. On avait décidé un moment 110 familles à revenir. Mais, au moment de s'exécuter, elles ont refusé à l'exception de trois. Ceux qui ont quitté la terre par préférence pour la ville ne reviennent pas. Certains sont revenus dans Québec pour y travailler dans les manufactures, mais on ne peut espérer davantage en termes de rapatriement de Canadiens français qui sont allés aux États-Unis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ne serait-il pas mieux d'en exprimer l'espoir?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il faut se rendre aux réalités. La politique de rapatriement du chef de l'opposition n'est pas sérieuse et ne réussirait jamais. Nous ne pouvons espérer rapatrier les nôtres qui ont fait fortune ou qui vivent heureux ailleurs. Nous voudrions bien les ramener au pays, mais c'est une impossibilité. Toutes les autorités disent, sur ce chapitre, que ceux qui sont établis aux États-Unis y resteront. Les journaux franco-américains ne se gênent pas pour déclarer que, sauf quelques-uns, les Franco-Américains sont aux États-Unis pour y demeurer. Cependant, le gouvernement continuera ses offres et ses démarches pour ramener dans notre province ceux qui veulent y revenir. De plus, il ne faut pas s'attendre à ce que ceux qui nous reviendront des États-Unis s'établissent sur des terres. Après avoir travaillé dans les centres industriels de la Nouvelle-Angleterre, ils ont perdu le goût de la terre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous les avez chassés. C'est une mauvaise politique que de répéter cela, et ce ne serait pas mieux d'espérer leur retour et d'essayer de les ramener.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je répète que le chef de l'opposition peut retrancher cela de son programme, car il ne fera jamais plus que nous n'avons fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai plus d'énergie que cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je doute du sérieux et de la sincérité du chef de l'opposition (M. Sauvé) quand il attaque le mouvement de rapatriement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis aussi sincère que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Perrault), qui n'a pas le droit de douter de ma sincérité.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tous ceux qui sont revenus comme ceux qui voudront revenir sont les bienvenus. Je crois que le chef de l'opposition, au retour d'un voyage aux États-Unis, disait lui-même que les Canadiens établis aux États-Unis ne veulent pas revenir. Je crois me rappeler un article où il disait cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, je n'ai jamais dit cela. C'est le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) qui a joué ce tour-là au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault)³.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Au sujet de l'exode des nôtres vers les États-Unis, les conservateurs sont quelque peu dans la confusion. Lors des dernières élections fédérales, ils accusaient le gouvernement King. Aujourd'hui, ils s'en prennent au gouvernement provincial. L'accusation se déplace facilement, selon le besoin de nos adversaires, puisque l'automne dernier c'était la protection qui était responsable de tout ce malheur. Nos délégués de rapatriement ont été mal reçus dans la Nouvelle-Angleterre. Les plus haut placés des Franco-Américains, même des prêtres, se sont opposés à notre campagne, en sorte qu'il serait impossible de tenter efficacement d'autres essais. Nous nous sommes fait dire que les Canadiens français y étaient entièrement satisfaits et voulaient y rester. Il vaut mieux essayer de garder ici nos compatriotes, prêcher la fidélité au sol, seconder les initiatives propres à empêcher l'émigration. Pour attirer ces gens et en empêcher d'autres de partir, le gouvernement cherche à établir et à faire prospérer de nouveaux centres industriels qui seront en même temps de nouveaux marchés pour la classe agricole.

Mon honorable ami de Témiscouata (M. Langlais) a dit: "Quand le gouvernement mettra-t-il en pratique les propositions des congrès de colonisation et de l'Union des cultivateurs?"

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous avez tué la ligue de colonisation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je suis prêt à débattre cette question avec mon honorable ami quand il le voudra. Que nous a-t-on demandé à ce congrès? D'aider à la construction de chemins, d'écoles, de chapelles. De payer des primes de défrichement, de nommer des gardes-feu dans les régions de colonisation. Le congrès nous a demandé d'aider davantage les écoles des centres nouveaux. Nous faisons plus qu'on ne nous a demandé. Nous payons les quatre cinquièmes de la construction des écoles. Nous sommes à exécuter plusieurs des vœux émis par ce congrès, nous travaillons actuellement à classer les terres, mais on conçoit que cela ne peut pas se faire dans un an ou deux ans. Nous les avons mises en pratique, ces propositions, et même, presque tout ce qu'on nous demandait était déjà pratiqué bien avant ces congrès. Dans certains cas, l'on va actuellement plus loin que les vœux. Le congrès de 1923 a confirmé, en somme, la politique de colonisation du gouvernement. Il n'y a qu'une chose que nous n'avons pas faite. On nous a demandé que les primes de défrichement s'appliquent aux lots patentés et non aux lots uniquement non patentés.

On a critiqué notre politique de voirie. Les membres de l'opposition qui ont parlé jusqu'à présent nous ont reproché nos taxes concernant la voirie, ou plutôt les taxes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vos taxes, plutôt.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pourtant, cette politique est l'un des plus beaux monuments de l'histoire de l'administration libérale. En 12 ans, on a dépensé environ \$65,000,000 pour la voirie. La longueur totale des chemins existant dans la province est de 30,000 milles. Là-dessus, 6,684 ont été faits par le gouvernement et on a amélioré 16,000 milles. Il reste 8,000 milles à améliorer.

En 16 ans, on a dépensé, en tout et partout, \$87,631,000 pour les routes, dont \$65,000,000 par le ministère de la Voirie et \$13,320,000 pour la Colonisation. Il reste ainsi \$8,000,000 à la charge des municipalités. Sur une dépense totale de \$87,631,000, la part des municipalités est donc minime. Ces huit millions ne sont pas de l'argent déboursé, mais cela fait partie des 50 % que l'on paie généralement pour de la main-d'œuvre dans les campagnes.

Bien plus, quand le gouvernement a constaté que la voirie prenait beaucoup d'extension et devenait un fardeau trop lourd pour les municipalités, il a décidé de prendre à sa charge l'entretien et la réfection des grandes routes. C'est

ainsi qu'il entretient aujourd'hui, absolument à ses frais, 2,058 milles de routes provinciales et régionales et 925 routes en règle. Il subventionne 3,079 milles de chemins, c'est-à-dire que ses octrois s'étendent aujourd'hui à 6,000 milles. Non content de cela, le gouvernement a baissé l'intérêt dû par les municipalités de 3 % à 2 %, économisant ainsi \$200,000, en 1925, aux intéressées.

Nos amis de la gauche nous reprochent de trop dépenser pour les chemins qui coûtent encore cher aux cultivateurs. Sont-ils sincères? Ils sont les premiers à venir demander au gouvernement de faire des chemins, on les voit constamment au département de la Voirie qui sollicitent de nouveaux travaux, au point que le département de la Voirie ne peut suffire. On nous dit: "Vous forcez les cultivateurs à emprunter." Et cependant, les cultivateurs continuent à demander de nouvelles routes et de nouveaux emprunts. On ne cesse de solliciter de nouveaux travaux et cela dans toutes les municipalités. Les municipalités ne semblent pas partager l'opinion exprimée par les oppositionnistes qui affirment que celles-ci ploient sous le fardeau des taxes de la voirie. Dans le comté de Deux-Montagnes seulement, on a construit des routes et les municipalités nous doivent \$1,032,000. C'est sans doute mon honorable ami qui a encouragé ses électeurs à emprunter. Il a bien fait, mais pourquoi nous reprocher de forcer les municipalités à emprunter lorsque ce n'est pas exact?

Une voix ministérielle: C'était pour libéraliser son comté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les électeurs de Deux-Montagnes paient-ils cher de taxes pour les chemins? L'Annonciation paie 5 cents par \$100, Sainte-Monique, 9 cents par \$100...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien a-t-on fait de routes?

M. l'Orateur: À l'ordre! Pour l'information de tous les députés, et comme au début de cette session on semble l'oublier, je rappellerai qu'il y a des règlements pour les interruptions. On les trouvera aux articles 286 à 291⁴ inclusivement des règlements de la Chambre. Autrement, l'Assemblée ne tardera pas à dégénérer en assemblée publique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'honorable ministre veut me permettre une question. Combien d'argent la municipalité de Sainte-Monique a-t-elle dépensé pour ses chemins?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si le chef de l'opposition voulait bien me laisser une chance, les choses iraient mieux. Sainte-Monique a dépensé \$3,470.59.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un montant raisonnable.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je reproche à l'opposition de soulever des préjugés politiques sur cette question de voirie. Je désire traiter à fond cette question des intérêts versés par les municipalités pour les emprunts sur les travaux de voirie. Je vais vous citer des chiffres pour montrer que, dans toutes les paroisses de Deux-Montagnes, la taxe des chemins n'est que de quelques sous par \$100. Dans Beauharnois, même chose. La paroisse de L'Annonciation ne verse que cinq centins par \$100 d'évaluation municipale, Sainte-Monique, neuf centins par \$100, Saint-Augustin, 34 centins par \$100, Saint-Hermas, 22 centins par \$100, Saint-Eusèbe, 28 centins par \$100, Saint-Canut, quatre centins par \$100, Saint-Joseph-du-Lac, 17 centins par \$100. Sainte-Barbe-d'Huntingdon, dont le député de Beauharnois (M. Plante) semble faire si grand état, verse 41 centins par \$100 sur \$256,800 d'évaluation municipale. Sainte-Genève-de-Pierrefonds, dont il a aussi parlé, ne paie que 34 centins par \$100. L'opposition a tort de dire que la voirie presse les municipalités. En regard, les taxes municipales et scolaires paraissent élevées et, quand on parle du faix des taxes sous lesquelles les contribuables ploient, c'est dû aux taxes municipales et scolaires, et non aux taxes de la voirie. C'est avec de ces exagérations que l'on cherche à soulever les populations. Si l'argument valait quelque chose, les municipalités ne nous solliciteraient pas tant pour de nouveaux travaux. Si les contribuables souffraient réellement d'un pareil fardeau, pensez-vous que les demandes d'octrois nous arriveraient aussi nombreuses qu'elles nous viennent? Le gouvernement veut augmenter son aide aux municipalités au fur et à mesure que les revenus de la province augmenteront. L'opposition a pris l'habitude de trouver mal tout ce que fait le gouvernement. Elle ne se rend pas compte que, si nos gens s'en vont en aussi grand nombre, c'est précisément à cause de cette campagne systématique de dénigrement et de défaitisme.

M. Plante (Beauharnois): Le gouvernement retire \$4,000,000 de revenus des liqueurs. Il ne dépense que \$2,000,000 de cette somme pour l'entretien des chemins. (Applaudissements de la gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nos honorables amis de la gauche n'applaudissent pas longtemps. Il est vrai que nous avons \$4,000,000 de revenus de liqueurs. Mais pourquoi donnerions-nous tout cet argent aux chemins? Il faut songer à tous les départements qui requièrent de l'argent. Il faut comprendre jusqu'à quel point notre politique bienfaisante tient à promouvoir tout ce qui mérite d'être encouragé. Nous devons aider la colonisation, l'agriculture, l'instruction publique qui demande de grandes sommes et qui mérite d'être soutenue et subventionnée. Les taxes sur les automobiles et la gazoline rapportent environ \$3,000,000 par an, \$2,500,000 pour celles sur l'automobile et \$500,000 pour celles sur la gazoline, et la voirie coûte cette année \$6,000,000. Il y a bien là les revenus de la Commission des liqueurs, mais le gouvernement doit entretenir des chemins, entretien qui a coûté cette année \$2,500,000. Il n'est pas juste que le gouvernement garde, pour l'affecter à l'entretien des chemins, les revenus des automobiles et de la gazoline. Laissés aux municipalités, ces revenus seraient peu de chose, mais, entre les mains du gouvernement, ils constituent un fonds qui est employé avantageusement pour le bien général de toute la province. Notre politique de voirie, nous entendons la poursuivre avec énergie. Grâce à nos bons chemins, les communications sont devenues faciles. Nos cultivateurs en bénéficient et ils en sont très heureux. Dans mon comté, j'ai le plaisir de le dire, nos gens ont toujours payé les 2 % d'intérêt et ils sont parfaitement satisfaits.

Nous avons raison d'être fiers de notre œuvre. Nous avons poussé de l'avant le développement de toutes nos ressources en même temps que nous favorisons l'agriculture et la colonisation par tous les moyens possibles. Nos mines ont reçu notre attention la plus grande, et le progrès dans ce département s'est fortement accentué depuis quelques années. Tous ceux qui veulent le bien de notre province nous encouragent à poursuivre notre œuvre bienfaisante sans nous occuper des crailleries, des appels aux passions et aux préjugés venant de la part de nos adversaires qui ne trouvent rien de mieux à dire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Très bien! Très bien!

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je suis toujours étonné d'entendre le député de Témiscouata (M. Langlais) prétendre, par exemple, que nos chemins ne sont faits exclusivement que pour les étrangers. Il est pénible d'entendre des arguments aussi enfantins. Que les étrangers se servent de nos

routes, soit, mais que les routes aient été construites seulement pour les étrangers, on ne peut soutenir sérieusement une pareille chose. D'ailleurs, il n'y a que nos amis de l'opposition qui critiquent la voirie. Le *Star*, qui n'est pas un organe du gouvernement et qui n'est pas toujours tendre pour nous, nous disait, hier, qu'un expert américain de New York, nommé Keith², de passage à Montréal, rendait hommage à la politique des chemins de notre province. Il a dit que Québec possédait les plus belles routes du Canada et que la construction et l'entretien de ces routes ont été organisés d'une façon intelligente et économique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que ce monsieur connaît de nos chemins. Ce doit être un constructeur de routes. Ce monsieur de New York n'a-t-il pas plus d'intérêt à vanter le ministère de la Voirie qu'à rechercher vraiment si son administration est bonne?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est là l'opinion d'un expert en matière de voirie et le *Star* l'a présenté comme tel. Je ne connais pas ce monsieur, mais il n'a aucun intérêt ici et il est moins intéressé que l'honorable chef de l'opposition à critiquer ce qu'il y a de bon dans notre province. Au fur et à mesure que nos finances nous le permettront, nous nous promettons bien de développer encore davantage cette politique de la voirie qui nous assure une réputation exceptionnelle auprès des autres provinces et auprès des étrangers qui nous visitent, mais nous nous promettons aussi de pousser au développement intensif de toutes nos ressources industrielles et agricoles.

M. l'Orateur, si toutes les énergies de cette province s'unissent, si tous les citoyens qui ont à cœur l'avenir de leur pays aident le gouvernement à poursuivre sa tâche, la province de Québec méritera encore des éloges et gardera la place qu'elle s'est acquise, la première dans la Confédération canadienne. Nous avons des ressources naturelles considérables. Avant longtemps, Québec sera un centre minier considérable. Nous avons une population stable, laborieuse, qui aime le progrès. L'avenir de notre province est rempli de promesses et elle commence à ressentir présentement une nouvelle prospérité. Cette situation sera maintenue et améliorée si la même politique est poursuivie, ce dont le public peut être assuré tant qu'un gouvernement libéral administrera la chose publique. Nous avons tout ce qu'il faut pour réussir, et avec l'union de tous les efforts nous arriverons à faire de notre province la plus belle et la plus grande des provinces de la Confédération.

(Applaudissements)

M. Smart (Westmount): Le premier ministre avait dit, il n'y a pas si longtemps, que les fonctionnaires étaient payés ce qu'ils valaient. Leur valeur a dû augmenter subitement, car voici que le gouvernement a décidé brusquement d'augmenter leur salaire. En ce qui a trait au service civil, les banquettes du gouvernement ont ri des propositions de l'opposition, faites il y a des années, de leur payer un salaire décent et de réorganiser le service, et maintenant ils ont promis une législation à cet effet. Ce gouvernement a d'ailleurs bien fait. Il a suivi une fois de plus, mais sans le dire, une suggestion de l'opposition. Comme pour la reclassification, c'est à la demande et sous la pression de l'opposition que le gouvernement a agi. Mais cette action sera discutée lorsque le rapport de la commission du service civil sera soumis à la Chambre qui ignore encore ce que le gouvernement a fait à ce sujet.

Le discours du trône annonce de nouveaux octrois pour l'instruction primaire. Encore là, le gouvernement donne suite à une suggestion de l'opposition. Il recommande de nouveau au gouvernement d'encourager davantage l'école rurale tout en continuant son aide à l'enseignement supérieur.

Jamais on n'a trouvé l'opposition hostile aux octrois proposés par le gouvernement pour l'éducation et plus spécialement pour nos universités et les écoles rurales. Le gouvernement doit créer de nouvelles sources de revenus. Il pourrait suffire de pratiquer des économies dans les ministères de la Colonisation et de l'Agriculture. Il s'y fait actuellement du gaspillage. De fortes sommes sont gaspillées au département de la Colonisation en s'efforçant d'installer des colons dans des endroits perdus de la province, alors que les parties anciennes sont tristement négligées et que les gens qui y vivent quittent le pays.

Il reproche au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de donner à ses employés la plus grande partie des sommes de son budget plutôt que d'utiliser ces sommes pour les cultivateurs, 50 % de celles-ci (les sommes) allant à des officiers qui sont davantage une nuisance qu'une aide pour les cultivateurs, de jeunes hommes sur les fermes.

La conservation des ressources naturelles est un sujet dont la presse ministérielle tient à nous entretenir. L'opposition a toujours prêché l'exploitation en même temps que la conservation de nos ressources naturelles, mais pas au profit des étrangers. Il croit que l'on doit considérer avant tout l'intérêt du peuple. Il veut que cette exploitation soit faite sans favoritisme. Il ne craint pas plus le capital

américain que ne semble le craindre le gouvernement, mais il met celui-ci en garde contre le danger de tout livrer aux étrangers. Aujourd'hui, elles sont livrées entre les mains d'étrangers qui recueillent la plus grande partie du bénéfice pour eux-mêmes.

Quant à l'industrie minière, comment se fait-il que l'Ontario ait une si grande avance sur nous? Cela ne tient-il pas à l'insuffisance de notre législation minière? Quoi qu'en disent des courtiers et des organisateurs de compagnies, nos mines n'en sont généralement qu'au premier stage de développement. Je presse le gouvernement de ne pas s'associer aux efforts des organisateurs pour dépendre l'avenir des mines d'or de Québec sous un jour trop favorable.

Il craint que le gouvernement n'ait exagéré la valeur des opérations dans le district minier du nord. Un ingénieur américain, qui est un expert, lui disait qu'il y a eu beaucoup d'exagération. Aucune mine n'est réellement en exploitation. Cela ferait un tort considérable à l'industrie si le gouvernement donnait de la couleur à ces rumeurs exagérées qui courent.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais on attend la construction des "smelters", des hauts fourneaux pour développer nos mines.

M. Smart (Westmount): Il y a des mines dans le nord de la province qui n'ont pas du tout besoin de hauts fourneaux pour être exploitées. Il n'y a pas de hauts fourneaux dans le nord de l'Ontario, et cela n'a pas empêché le développement minier. Les compagnies attendent aussi les voies de communication qu'elles devraient avoir depuis de nombreuses années. Notre politique des mines a été trop retardée. Nous avons été trop lents à saisir l'opportunité qui nous était offerte, et nous aurions dû faire ce qui s'est fait en Ontario.

L'honorable M. David (Terrebonne) lui rappelle que les développements miniers de l'Ontario sont commencés depuis 25 ans.

M. Smart (Westmount): Les nôtres existent depuis ce temps, mais notre politique a été trop lente. Si le gouvernement avait fourni le soutien nécessaire, le nord de Québec serait ouvert depuis 25 ans.

L'honorable M. David (Terrebonne): Mais nous ne savions pas ce que nous avions.

M. Smart (Westmount): C'est à cause de vos lois minières archaïques qui étaient en vigueur

jusqu'à ce qu'elles soient amendées il y a deux ou trois ans. Nous avons été trop lents, et même aujourd'hui, notre département des mines ne suit pas l'évolution des besoins. Ils espèrent tous que le développement minier se fera à grande échelle, mais le gouvernement doit faire davantage que par le passé.

L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) admettra que je n'ai fait que de la critique constructive au sujet de notre politique minière. Je l'ai félicité l'an dernier de ce qu'il avait fait. Je le féliciterai encore cette année s'il nous présente de la législation pour aider au développement de nos mines.

Il cite comme exemple la région du Témiscamingue qui attend encore une voie ferrée que le Canadien Pacifique est prêt à construire si le gouvernement lui donne les subsides nécessaires. Il attaque le gouvernement en l'accusant d'avoir empêché la province d'Ontario de prolonger sa voie du Nipissing Central Railway jusqu'à Rouyn, et d'avoir ainsi retardé le développement de cette région, et d'avoir également empêché la construction projetée de l'Abitibi Southern Railway, qui aurait ouvert de larges districts miniers. Il déclare à ce propos que Montréal bénéficie d'un grand nombre d'affaires du nord de l'Ontario et que la province n'aurait pas dû, dans les circonstances, empêcher le prolongement du chemin de fer ontarien, le Temiscaming & Northern Ontario Railway, dans la région de Rouyn.

Est-ce que le gouvernement a traité équitablement avec le gouvernement d'Ontario en tentant d'empêcher la construction de leur ligne vers Québec? Ils n'ont pas été avertis des intentions du gouvernement. En effet, on m'a dit, dans le nord de l'Ontario, que, quelques semaines avant la tentative de leur faire arrêter l'exploitation, le ministre des Mines avait écrit une lettre qui donnait l'impression que le gouvernement n'était pas opposé à ce chemin de fer.

Quelle en est la raison? D'après le meilleur de mes connaissances, la raison est qu'ils ne voulaient pas que la circulation passe par l'Ontario, mais qu'elle reste dans Québec. Mais Montréal bénéficie grandement des activités du nord de l'Ontario, encore plus que Toronto. Pourquoi ce gouvernement a-t-il tenté d'empêcher ce chemin de fer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Est-ce que le Board of Trade de Montréal ne nous a pas demandé de bloquer ce chemin de fer?

M. Smart (Westmount): Je ne sais pas pourquoi, mais j'ai appris que le Board of Trade de Montréal avait pris cette décision sans considération suffisante et que, s'ils réexaminaient la question, ils changeraient d'idée. Je suis membre du Board of Trade, mais je diffère d'opinion avec eux. Et d'autres membres sont comme moi. Alors, pourquoi le C.P.R. n'a-t-il pas construit depuis longtemps le chemin de fer du Témiscamingue? On l'a laissé s'en aller à la dérive. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas encouragé l'Abitibi Southern Railway à continuer le chemin de fer pour lequel ils ont obtenu une charte à la dernière session? Le parcours qu'ils ont projeté en est un qui non seulement aurait développé la section minière de la province, mais aurait ouvert un grand pays d'agriculture et d'exploitation forestière au nord-ouest de Montréal, aidant au développement de tout l'ouest de la province.

Je n'ai pas d'intérêt direct ou indirect dans l'Abitibi Southern Railway, mais je suis intéressé à ce que cette partie du pays dispose de moyens de communication appropriés. La compagnie aurait développé le district de Rouyn étant donné qu'il ne sera pas développé par le Rouyn Mines Railway. De plus, si l'Abitibi Southern avait été construit, le Nipissing Central n'aurait pas cherché à entrer dans Québec. Cela aurait prévenu l'entrée dans Québec du Nipissing Central Railroad, que craint le gouvernement. Pourquoi tous les développements se poursuivent dans le district du Lac-Saint-Jean pendant que d'autres parties de la province, bien mieux habitables, attendent le développement? Pourquoi Montréal devrait être pénalisée à cet égard? Si ce parcours, qui part d'Amos pour rejoindre Mont-Laurier et Maniwaki, avait été construit, il aurait été d'une valeur incalculable pour Montréal, Hull et Valleyfield.

Cela aurait représenté un avantage énorme pour la partie ouest de Québec. C'est ce que le Montreal Board of Trade n'a pas pu prendre en compte. Sa construction aurait représenté beaucoup pour cette province, alors que la construction du parcours de Rouyn n'aura pas du tout le même effet, car ce n'est qu'une boucle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Savez-vous ce que le chemin de fer ontarien, l'Abitibi Southern Railway, a demandé pour prolonger ses voies dans Québec?

M. Smart (Westmount): Je n'en ai pas la moindre idée, mais on m'a dit qu'il désirait des subsides en terres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
En terres et en argent.

M. Smart (Westmount): Donc, le gouvernement donne de l'argent au Rouyn Mines Railway, et ce n'est qu'une boucle. Pourquoi ne pas le donner à l'Abitibi, qui est un projet plus sensé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ils ne se comparent pas du tout.

M. Smart (Westmount): Je ne suis pas d'accord avec le premier ministre. L'un est une boucle et l'autre aurait ouvert un grand pays. Le Canadian National Railway est à l'origine du Rouyn Railway, et l'on m'a dit que la raison pourquoi le gouvernement a insisté pour qu'ils le construisent est que des embranchements étaient en construction dans le nord-ouest. Mais cet argument ne tient pas si l'on considère la situation financière du Canadien National. Il aurait été sensé et raisonnable de la part du gouvernement d'avoir aidé à la construction de l'Abitibi Railway, qui aurait desservi tout le district minier.

Il cite des chiffres pour montrer que la production minière d'Ontario est trois fois plus élevée que celle de Québec et il affirme que c'est à cause du manque de moyens dont disposent les prospecteurs de Québec, bien que ceux-ci ne voient pas de raison pourquoi ils ne devraient pas rattraper Ontario.

On pourrait croire qu'il n'y a que le gouvernement qui tienne à conserver nos ressources naturelles. C'est aussi le désir de l'opposition. Celle-ci s'oppose fortement, comme le gouvernement, à l'aliénation des droits canadiens le long de la vallée du Saint-Laurent. Nous tenons à ce que le public le sache. Nous sommes aussi profondément patriotes que le premier ministre et le gouvernement en cela. Il serait malheureux que ce pays devint la chose d'une puissance étrangère, si amicales que soient ses intentions; que nos forces hydrauliques passent entre les mains de cette puissance. Et, si Québec est en mesure d'empêcher cette éventualité comme je le pense, alors nous appuyons cette politique corps et âme.

Il est d'opinion que Montréal et la partie ouest de la province ne sont pas appréciés à leur juste valeur, que l'on fait trop de cas du développement du district du Lac-Saint-Jean et pas assez de la région de Montréal.

L'opposition est encore opposée à l'exportation de notre énergie électrique. Le

gouvernement n'a aucun monopole sur cette politique. Nous croyons qu'avec le temps toute l'énergie produite dans cette province pourra être employée ici.

Nous voulons la conserver, mais dans l'intérêt du public et non pas dans l'intérêt du groupe de monopolisateurs qui existe aujourd'hui à Montréal et qui prend les gens de l'endroit par la gorge avec les tramways et l'électricité; un monopole qui obtient ses pouvoirs de cette Législature. Nous nous y opposons, et nous croyons que leurs droits devraient être réglementés de façon à ce que les intérêts du public soient servis et non ceux des trusts.

Il rappelle aussi au gouvernement que nos limites à bois ne sont pas inépuisables. Il parle de l'industrie hydroélectrique. Il voudrait que le gouvernement s'occupe davantage des moyens de communication dans cette province.

Il exprime l'espoir que la réglementation des autobus, telle que prévue dans le discours du trône, obligera la Compagnie des tramways de Montréal à opérer ses services autrement qu'elle ne le fait actuellement et que ses services seront soumis à la juridiction de la Commission des services publics, de façon à éviter des accidents graves qui se produiraient si les conditions actuelles demeuraient. Il répond en quelques mots au discours du second de l'adresse, le député de Shefford (M. Bullock). Il termine par quelques considérations sur la voirie.

M. Marchand (Jacques-Cartier): M. l'Orateur, Messieurs, si quelqu'un m'avait dit, il y a trois mois à peine, que je serais appelé à représenter le comté de Jacques-Cartier dans cette enceinte, à cette session, j'aurais cru que mon interlocuteur faisait un beau rêve ou que je n'étais pas moi-même très bien éveillé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Oh!

M. Marchand (Jacques-Cartier): L'honorable chef de l'opposition n'est pas content de mon entrée au Parlement. Il a tort. Si je suis ici, c'est surtout la faute de son ancien lieutenant, l'honorable M. Patenaude. Le train des affaires m'avait constamment tenu éloigné, jusqu'à date, des luttes politiques, et, le comté de Jacques-Cartier ayant alors pour mandataire un homme auquel on prêtait les plus hautes ambitions politiques, même celle de supplanter son chef, on comprend que, moi, humble mortel, j'étais à cent lieues de rêver de prendre la place de ce grand ambitieux, et qu'il a fallu que celui-ci me poussât par les épaules - oh! sans le vouloir - pour que je sortisse de ma retraite.

Nouveau venu dans un domaine particulièrement difficile, même pour les anciens, vous comprenez facilement que je ne m'y aventure qu'avec un peu d'hésitation craintive. Je débute donc en sollicitant, M. l'Orateur, Messieurs de l'Assemblée législative, votre sincère indulgence. La tâche m'est rendue d'autant plus ardue du fait que je représente une division électorale au nom fameux entre tous; Jacques-Cartier, théâtre de tant de luttes ardentes, acharnées, sans merci, champ de bataille où les deux partis se sont si souvent rencontrés, sous la conduite de leurs meilleurs capitaines, avec des chances diverses, avant d'être conquis haut la main deux fois de suite, en l'espace de deux mois, par le Parti libéral.

Le chef de la loyale opposition de Sa Majesté n'est guère loyal envers moi; il n'est pas content que je sois ici, il l'a trop laissé voir dans son discours. Pourtant, si je suis ici, la faute en est surtout, comme je l'ai dit tout à l'heure, à l'honorable M. Patenaude, et c'est à lui, non à moi, qu'il devrait lancer l'anathème, c'est la désertion de son ancien lieutenant qu'il aurait dû stigmatiser. Faut-il en conclure qu'au fond elle ne l'a pas trop fâché?

Car c'est bien M. Patenaude qui, se servant du comté de Jacques-Cartier comme tremplin, l'a soudain lâché pour prendre son élan vers de plus hautes sphères. L'homme à qui on prêtait l'intention sournoise de "descendre" l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), cédant aux suggestions de ses conseillers, trouva soudain que celui-ci n'était pas digne de son fer et le tourna contre le chef conservateur fédéral, l'honorable M. Meighen. Ils n'étaient pas rares, ses partisans qui confiaient au bon peuple, bouche contre oreille: "Vous savez, Patenaude, c'est notre futur premier ministre."

Vous connaissez la lamentable fin de cette lamentable aventure. Mais les électeurs de Jacques-Cartier ont été ceux qui ont le plus mal pris la chose. Après avoir rossé M. Patenaude au fédéral, pour le punir de n'être qu'un "sauveux" au lieu d'un sauveur, ils ont voulu se payer le luxe de rosser celui qui aspirait à être son successeur dans les rangs du Parti conservateur provincial, M. Anatole Carignan, l'un de ses organisateurs dans Jacques-Cartier en octobre 1925. Qui les en blâmerait?

Je n'avais pas besoin de recourir à des tactiques déloyales pour me faire élire. J'ai d'abord représenté aux électeurs de mon comté, qu'étant un homme d'affaires, j'approuvais le gouvernement Taschereau parce que c'était un gouvernement d'affaires, s'appliquant au maintien des finances provinciales sur une solide base d'affaires; ensuite je

leur ai demandé s'ils étaient heureux et fiers de servir de boules aux mains du prestidigitateur Patenaude et de ses amis pour leurs tours de passe-passe. Et les électeurs de Jacques-Cartier ont répondu par un vigoureux non, un non si péremptoire qu'il s'est traduit par un revirement de 1,100 votes, si l'on compare les chiffres du dernier scrutin avec celui de 1923. Je suis reconnaissant aux électeurs de Jacques-Cartier de m'avoir élu. S'ils avaient écouté nos adversaires, ils auraient voté pour l'honorable chef de l'opposition.

Administration sans dol du gouvernement libéral, lâchage insultant, sans consulter ses électeurs ni même ses chefs de file, de la part de M. Patenaude, tels sont les deux pôles autour desquels j'ai fait tourner ma campagne. Les seules tactiques déloyales mises en œuvre au cours de cette lutte, courte et rude, l'ont été par mes adversaires qui, le dimanche, veille du scrutin, sachant bien qu'il m'était impossible de leur répondre, de les mettre au défi de prouver leur mensonge, ont lancé la rumeur que j'étais... franc-maçon!

Cette vieille blague, tombée en discrédit à force d'être ressassée par les candidats aux abois, n'a pas pris auprès des électeurs de l'île Bizard, de Sainte-Geneviève et de Lachine, auxquels elle fut servie, mais elle prouve à quelles extrémités avaient recourus ces gens qui se proclament aujourd'hui les purs d'entre les purs, chef de l'opposition en tête.

Lorsque je suis entré pour la première fois dans cette Chambre, pour mon introduction officielle, j'ai compris que les applaudissements enthousiastes qui m'accueillirent ne s'adressaient pas autant à mon humble personne qu'aux électeurs de Jacques-Cartier, les premiers de l'île de Montréal à renvoyer à la Législature un député canadien-français. Situé à son extrémité ouest, Jacques-Cartier est la clef de l'île de Montréal et, lorsqu'on possède la clef, il est facile de pénétrer dans la maison. Le Parti libéral y rentrera dès les prochaines élections, je ne crains pas de l'assurer, pour un balayage en règle de ces messieurs entrés à l'improviste en 1923. L'électorat, constatant avec stupeur que sa bonne foi avait été surprise, n'a pas tardé à se ressaisir, comme le prouve l'exemple de Jacques-Cartier, si bien que les députés conservateurs de la métropole ne devraient plus s'aborder que par un lugubre: "Frère, il faut mourir."

Tout le long de la campagne de Jacques-Cartier, j'ai dit à mes électeurs: "Messieurs, je ne viens pas vous étourdir de belles phrases comme mon prédécesseur, pour ne pas plus m'occuper de vous ensuite que si vous n'existiez pas, et finalement

vous lâcher à la poursuite de grandes aventures. Je viens à vous en homme pratique et en ami, je vous promets de m'employer de toutes mes forces à vous servir, et vous verrez que je ne suis ni un "sauveux" ni un "lâcheux". Je sais qu'en servant bien Jacques-Cartier je serai utile à toute l'île de Montréal, parce qu'en étant utile à l'île de Montréal je serai utile à ma province et à mon pays."

Beaucoup a déjà été fait pour Jacques-Cartier, mais beaucoup reste à faire. Bien que ce comté, trompé par les phrases mielleuses de l'astucieux M. Patenaude, eût envoyé à la Législature un député hostile à son administration et qui devait, selon ses thuriféraires, tout chambarder ici, le gouvernement Taschereau ne lui en a pas tenu compte et l'a doté des ponts de l'île Perrot, cadeau royal dont les effets se sont aussitôt fait sentir. C'est quotidiennement par centaines et par centaines, et c'est même, certains jours, par milliers que les touristes ontariens et américains traversent ces ponts pour venir déverser chez nous leurs millions. L'honorable premier ministre et l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) ont droit à notre vive gratitude pour cette amélioration tant désirée, et le moins que l'on puisse dire de ces ponts est qu'ils sont les bien nommés en s'appelant Taschereau et Galipeault.

Seulement, la construction des ponts de l'île Perrot a eu pour conséquence de déverser sur les routes de l'île de Montréal un afflux de trafic pour lequel elles n'avaient pas été construites. Le chemin côtoyant le lac Saint-Louis, de Sainte-Anne-de-Bellevue aux limites de la métropole, est le plus souvent soumis à un véritable engorgement. Le samedi après-midi et le dimanche surtout, la cohue y est effroyable; autos étrangers et nationaux se suivent, se dépassent et se croisent avec les plus grandes difficultés. Je m'adresserai donc à la Commission métropolitaine pour qu'elle trouve le moyen de dégager cette voie et les autres de l'île de Montréal qui commencent à souffrir du même mal.

Devant les électeurs de Jacques-Cartier, je n'ai pas formulé de promesses irréalisables, je n'ai pas promis de décrocher la lune et les étoiles, me limitant à déclarer que, sur cette question de la voirie, par exemple, je serai toujours au poste d'honneur pour plaider la cause des municipalités. Des conservateurs jubilants et des libéraux timorés m'avaient fait un épouvantail de ce problème. Ils me disaient: "Les municipalités de Jacques-Cartier sont soulevées contre le gouvernement à cause de sa politique des chemins." Eh bien, M. l'Orateur, je puis assurer aujourd'hui que c'est tout le contraire. Après

les premiers murmures inévitables qui accueillent toute innovation radicale, Jacques-Cartier reconnaît avec le reste de la province que notre réseau routier est l'un des plus complets et des plus modernes de l'Amérique; que nous n'avons pas de plus bel actif, à l'heure présente, actif qui s'accroît d'année en année, capital et revenu; et que nul plus splendide monument ne pouvait être taillé, dans le marbre ou dans le bronze, à la gloire du ministre auquel nous sommes principalement redevables de la réussite de cette œuvre grandiose.

Bien entendu, je ne veux pas diminuer la part qui revient là-dedans au premier ministre et à ses collègues du cabinet, sans l'appui desquels le ministre de la Voirie (M. Perron) ne pourrait rien. Cet appui, l'honorable premier ministre le promettait en ces termes, à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, l'été dernier: "L'argent que vous demanderez pour vos routes, M. le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), nous vous l'accorderons parce que vous savez si judicieusement le dépenser."

Je ne traiterai pas point par point le discours du trône, duquel *La Presse* a écrit: "Ce n'est pas un document de grand apparat." Il est beaucoup mieux que cela; il est substantiel et solide. C'est un menu législatif qui comporte plus de viande que de hors-d'œuvre; un menu pour les appétits vigoureux d'une province adolescente en pleine croissance. C'est aussi mon appréciation, ayant constamment préféré, dans ma vie, le substantiel à l'irréel.

Néanmoins, je ne voudrais pas reprendre mon siège, M. l'Orateur, sans remercier de tout cœur, pour l'appui si puissant qu'ils m'ont donné dans cette campagne de Jacques-Cartier, l'honorable premier ministre qui, à Lachine, a dû constater que son administration générale était appréciée comme elle le mérite; l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) qui fut sans cesse sur la brèche pour défendre victorieusement la conduite de son département, attaquée le jour de la nomination par le député de Laurier (M. Duranleau); l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) dont le généreux octroi au collège de Sainte-Anne-de-Bellevue fut apprécié comme il le méritait - À preuve, le résultat du scrutin dans cette localité - l'honorable ministre des Travaux Publics et du Travail (M. Galipeault) dont la politique des ponts et la sollicitude envers les travailleurs ont été reconnues et appréciées par la population de Jacques-Cartier en général et la classe ouvrière en particulier.

Mes adversaires proclamaient: "Les membres du cabinet ne tiennent pas à venir sur l'île de Montréal. Ils savent ce qui les attend." Toutefois,

méprisant ces clameurs, les ministres sont venus et ont vaincu. Les acclamations par lesquelles ils ont été partout salués ont dû leur prouver qu'ils n'avaient qu'à se montrer pour vaincre de nouveau. Le chef de l'opposition parut aussi. Je conçois sa mauvaise humeur, son accès de bile noire de n'avoir obtenu, au lieu de la victoire certaine escomptée, qu'un retentissant échec, échec irrémédiable parce qu'il présage le désastre qui attend son parti aux prochaines élections générales.

Certaines critiques s'étaient élevées sur ce que le gouvernement, dans le discours du trône, laissait entendre qu'il était à la recherche de nouvelles sources de revenus pour l'avancement de l'instruction publique, alarmes aussitôt calmées lorsqu'on apprit de source officielle que les bénéficiaires de nos forces hydrauliques seraient les gens appelés à délier leur bourse en faveur de nos universités, et aussi de nos petites écoles, puisqu'il ne faut pas oublier, après tout, que, si l'université profite à l'élite, la petite école est l'apanage de la masse.

M. l'Orateur, mes chers collègues, je prends mon siège après vous avoir remerciés de votre attention soutenue. Je ne voudrais pas m'asseoir, cependant, avant d'avoir rendu encore une fois hommage à ce merveilleux comté de Jacques-Cartier qui m'a fait l'honneur de me déléguer parmi vous. Jacques-Cartier est digne du nom qu'il porte, celui de ce hardi Malouin qui, le premier, foula les rives du Canada en 1534, et Jacques-Cartier entend continuer à être toujours de l'avant, comme le fut le grand découvreur de notre pays.

(Applaudissements)

M. Faucher (Québec-Centre): Le discours que l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Marchand) vient de nous dire et les applaudissements qu'on lui a prodigués montrent bien ce que la province et le Parti libéral ont gagné et ce que Jacques-Cartier a perdu dans les dernières élections. Du côté ministériel, on a jeté bien des fleurs, depuis l'ouverture de la session, pour cacher la situation véritable. Mais la fleur du souvenir est encore la meilleure⁶.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parlez-vous comme médecin?

M. Faucher (Québec-Centre) reproche au gouvernement sa tendance à vouloir dominer. Il avertit le gouvernement de ce danger en lui citant Lacordaire, auteur privilégié du premier ministre. Il espère que, cette session-ci, l'opposition pourra avoir

une réponse à ses demandes et que le gouvernement n'attendra pas deux ou trois sessions pour produire les documents demandés.

Il reprend le discours du trône, s'associe avec le gouvernement pour regretter la disparition de la reine mère d'Angleterre et du cardinal Bégin. Outre cela, il trouve que le discours du trône ne contient pas grand-chose.

Il s'attarde sur la question du service civil et formule l'espoir que la Chambre pourra prendre connaissance du rapport de la commission du service civil. Il espère que le gouvernement a enfin donné aux petits salariés une rémunération raisonnable. Je me suis beaucoup occupé de réclamer, dit-il, pour les humbles et pour ceux qui gagnent peu, et j'espère qu'on leur a rendu justice.

Dans la nouvelle loi des compensations, il espère qu'on répondra enfin aux demandes des ouvriers et qu'on tiendra compte aussi d'un homme qui a son mérite, le médecin, qui, le plus souvent après avoir rendu service à l'ouvrier et au patron, a droit lui aussi d'être rémunéré.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Pourquoi le médecin serait-il mieux protégé que l'épicier?

M. Faucher (Québec-Centre): Le cas n'est pas le même. Le médecin est celui sur lequel on se repose pour établir les conséquences de l'accident.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Êtes-vous d'avis qu'on devrait prendre sur l'indemnité de l'ouvrier le montant que doit recevoir le médecin?

M. Faucher (Québec-Centre): Il ne faut pas déplacer la question. Quand le patron est condamné, il devrait lui aussi indemniser le médecin. S'il ne l'est pas, le médecin saura où s'adresser. Je prétends que celui qui est le principal facteur de l'accord entre le patron et l'ouvrier doit être protégé par la loi.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) commence à poser une question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

M. l'Orateur s'interpose. Il admet avec le chef de l'opposition qu'il faut observer les règlements, mais remarque que le député de Québec-Centre (M. Faucher) a permis la question du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

M. Faucher (Québec-Centre) passe à la question de l'éducation et croit qu'on admet à l'école des enfants trop jeunes. Il attire l'attention du secrétaire de la province (l'honorable M. David). On voit dans nos villes trop d'enfants de quatre à cinq ans qui fréquentent nos écoles au détriment de leur santé et de leur développement physique. C'est aussi au détriment des finances des commissions scolaires. Cet exemple est très fréquent et il faut y remédier. C'est un mal dont nous souffrons beaucoup. Il vaudrait mieux que les enfants s'inscrivent dans les écoles un peu plus vieux. Ils y gagneraient non seulement physiquement, mais encore au point de vue de leurs études.

M. Faucher (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Rapports des compagnies de chemins de fer

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des compagnies de chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1924, conformément aux dispositions de l'article 4 du chapitre 31, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 13)

Rapports des chemins de fer

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer, jusqu'au 31 décembre 1924, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 14)

État financier des corporations scolaires

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1924. (Document de la session no 11)

État financier du surintendant de l'Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1925. (Document de la session no 9)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *Le Soleil* du 15 janvier, page 22, on parle plutôt de \$150,000.

2. Selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 15 janvier, page 3, M. Perrault nie que l'on émigre en grand nombre des centres de colonisation vers les États-Unis. Ces mouvements, comme ceux qui se sont produits, se faisaient vers des villes canadiennes. En fait, la colonisation progresse partout, sauf pour ce qui est de la région du Lac-Saint-Jean, où des colons ont été attirés par les nouveaux développements de la Grande Décharge.

3. Dans *Le Devoir* du 15 janvier, page 2, on mentionne que M. Mercier venait de parler à l'oreille de M. Perrault.

4. Dans Geoffrion, titre 7, chapitre 3, section 2, page 96-98.

5. Dans *Le Canada* du 15 janvier, page 7, on écrit Field.

6. Dans *L'Événement* du 15 janvier, page 11, on indique que M. Faucher pense à M. Patenaude.

Séance du vendredi 15 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Chicoutimi et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et conventions la concernant ainsi que les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited (M. Delisle);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Dillon);
- de Georges Larouche, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Hamel);
- de Rodophe Tourville et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Tourville (M. Lemieux, Gaspé);
- des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Thurber);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tourville).

Rapports de comités:

M. Pilon (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de St. Lawrence Paper Mills Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution adoptée par le conseil de ville de la cité de

Trois-Rivières et une par les commissaires d'écoles de la cité de Trois-Rivières;

- de J.-Édouard Mignault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Le Collège d'optique de Québec;

- de la corporation du village de Sainte-Anne, dans le comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à municipaliser le service de la traverse sur la rivière Saguenay;

- de Joseph Brunet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Ville de Château-d'Eau

M. Thériault (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Hamel), que l'article 498 du règlement soit suspendu et que le bill de J. Reed et autres en vue de constituer Château-d'Eau en corporation de ville puisse être examiné, imprimé et présenté comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement.

Adopté.

Résolutions de Trois-Rivières

M. Mercier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 91 ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Collège d'optique de Québec

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 88 constituant en corporation Le Collège d'optique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Traverse entre Chicoutimi et Sainte-Anne

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 94 concernant la municipalisation du service de la traverse sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Joseph Brunet

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Brunet à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code civil, article 1682c

M. Tétreau (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 151 remplaçant l'article 1682c du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

8 janvier 1926

Ordonné qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kelly, Perron, Simard et Power.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier fils, Galipeault et Nicol, MM. Bouchard, Bullock, Côté, Dufresne, Gault, Hamel, Langlais, Oliver, Ouellet, Richard, Roy,

Sauvé et Thurber sont nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Comité permanent mixte des impressions législatives

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David et Nicol, MM. Dillon, Faucher, Hamel, Létourneau, Saurette, Sauvé, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le seizième rapport annuel de la Commission des services publics, 1925. (Document de la session no 16)

Questions et réponses:

Ponts de Vaudreuil et de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. À quelle date les ponts de Vaudreuil et de Sainte-Anne-de-Bellevue ont-ils été inaugurés?

2. Quels noms portent-ils?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1 et 2. Voir rapport général du ministère des Travaux publics et du Travail, version française, p. 113.

Pont de Batiscan

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Y a-t-il certaines catégories de personnes qui jouissent d'un traitement de faveur pour le passage du pont de Batiscan?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces diverses catégories?

3. Quelles sont les conditions spéciales qui leur sont faites?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1, 2 et 3. Voir 10 George V, chapitre 5, paragraphe 5.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association des optométristes et opticiens

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rodolphe Monette

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Rodolphe Monette au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de la Présentation

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la charte des sœurs de la Présentation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte du Cap-de-la-Madeleine

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adélarde Tétreault

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adélarde Tétreault à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que M. Charbonneau fasse partie du comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 20.

Séance du mardi 19 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission métropolitaine
de Montréal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée devant la Chambre.

**Taxes à payer
par l'Anglo-Canadian Pulp
& Paper Mills Limited
à la cité de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition d'Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited, demandant l'adoption d'une loi autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à fixer l'évaluation, pour fins de taxes, des biens de la compagnie.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition d'Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited, demandant

l'adoption d'une loi autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à fixer l'évaluation, pour fins de taxes, des biens de la compagnie, est présentée devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Victor Cardinal et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant que les rôles de répartition faits par la cité de Montréal sont nuls en ce qui concerne le coût du pavage du chemin de la Côte-des-neiges (M. Bercovitch);

- d'Albéric Pinsonnault et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Venise (M. Lamoureux);

- de The Canadian International Paper Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement adopté par la municipalité de Templeton-Ouest (M. Lahaie);

- de Quebec Apartments Limited, demandant l'adoption d'une loi autorisant le conseil de la cité de Québec à fixer l'évaluation du Château Saint-Louis (M. Létourneau);

- de J. Reid et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation de ville la ville de Château-d'Eau (M. Thériault);

- de Rouyn Mines Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thériault).

Questions et réponses:

**Infractions à la loi
des liqueurs de Québec**

M. Plante (Beauharnois): 1. Combien de personnes ont été poursuivies pour infraction à la loi des liqueurs de Québec, dans le district de Beauharnois, en 1924-1925?

2. Combien de personnes ont été condamnées?

3. Combien de personnes ont été condamnées et n'ont pas satisfait au jugement?

4. Combien de sentences ont été suspendues?

5. Pour quelles raisons?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 32.

2. 28.

3. 1.

4. Aucune.

5. ...

Municipalités poursuivies au sujet de travaux de voirie

M. Dufresne (Joliette): 1. Depuis la réponse du 24 mars 1925, y a-t-il des municipalités poursuivies au sujet de travaux de voirie qui ont réglé avec le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

3. Pour quelle somme a été réglée l'action dans chacun des cas?

4. Quelles sont les municipalités qui ont actuellement payé cette somme?

5. Quelles sont celles qui s'en acquittent par versements et quel versement est exigé dans chacun des cas?

6. Qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites en frais de cour ou autres: a) à la municipalité intéressée; b) au gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2 et 3. Paroisse de Saint-François-de-la-Beauce, comté de Beauce, \$4,615.87; Chambly, comté de Chambly, \$4,672.35; ville de Greenfield Park, comté de Chambly, \$3,555; paroisse de Saint-François-Xavier-de-Batiscan, comté de Champlain, \$19,512.41; paroisse de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, \$2,798.23; ville du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, \$4,167.71; paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay, \$7,426.78; village de la Grande-Baie, comté de Chicoutimi, \$3,827.65; ville de Bagotville, comté de Chicoutimi, \$4,758.01; ville d'Aylmer, comté de Hull, \$580.79; cité de Hull, comté de Hull, \$13,330.13; canton de Dundee, comté de Huntingdon, \$20,000; canton de Hinchinbrook, comté de Huntingdon, \$10,144.40; paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, comté d'Iberville, \$1,574.91; ville de LaSalle, comté de Jacques-Cartier, \$1,947.92; paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, comté du Lac-Saint-Jean, \$4,240.01; paroisse de Sainte-Hedwidge, comté du Lac-Saint-Jean, \$1,221.41; paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, comté de L'Assomption, \$3,000; ville de Montréal-Nord, comté de Laval, \$20,622.42; paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, comté de Matapédia,

\$2,321.97; Château-Richer, comté de Montmorency, \$64; Saint-Jacques-le-Mineur, comté de Napierville-Laprairie, \$13,492.59; paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, \$2,578; canton de Hatley, comté de Stanstead, \$700.43; canton de Stanstead, comté de Stanstead, \$3,826.49; paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, comté de Témiscouata, \$13,362; paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne, comté de Terrebonne, \$5,788.44; ville de Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, \$3,449.93.

4. Toutes les municipalités mentionnées aux réponses 2 et 3.

5. Il n'y a pas d'entente entre le gouvernement et les municipalités pour qu'elles puissent s'acquitter par versements.

6. a) Ville de Greenfield-Park, \$81; paroisse de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, \$895.87; ville du Cap-de-la-Madeleine, \$202.50; village de la Grande-Baie, \$111.70; ville de Bagotville, \$51.90; ville de Montréal-Nord, \$212.60; ville d'Aylmer, \$74.65; cité de Hull, \$613.15; ville de LaSalle, \$197.70; paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, \$75.10; paroisse de Saint-Jean, \$149.85; ville de Sainte-Thérèse, \$160.60; paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, \$99.45. b) Paroisse de Saint-François-d'Assise, \$344.45; Chambly, comté de Chambly, \$246.75; paroisse de Saint-François-Xavier-de-Batiscan, \$265.59; paroisse de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, \$58; ville du Cap-de-la-Madeleine, \$57.75; paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, \$73.15; village de la Grande-Baie, \$22.20; ville de Bagotville, \$256.10; ville de Montréal-Nord, \$100; cité de Hull, \$150; canton de Dundee, \$307.65; canton de Hinchinbrook, \$174.40; paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, \$71.40; ville de LaSalle, \$75; paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, \$138.60; paroisse de Sainte-Hedwidge, \$110.10; paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, \$14; Château-Richer, \$38.43; Saint-Jacques-le-Mineur, \$266.40; canton de Hatley, \$87.80; canton de Stanstead, \$338.85; paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, \$222.40; paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne, \$492.61; ville de Sainte-Thérèse, \$197.40.

Poursuites entreprises au sujet de travaux de voirie

M. Dufresne (Joliette): 1. Depuis la réponse du 24 mars 1925, le gouvernement a-t-il poursuivi d'autres municipalités de la province au sujet de travaux de voirie?

2. Dans l'affirmative, combien?

3. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

4. Quand chacune de ces poursuites a-t-elle été intentée?

5. Pour quel montant dans chacune d'elles?

6. Où en est le gouvernement dans chacune de ces poursuites?

7. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les procédures et d'exiger le paiement total des sommes qu'il réclame?

8. Depuis la réponse du 24 mars 1925, le gouvernement a-t-il fait envoyer à d'autres municipalités des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie?

9. Dans l'affirmative, à combien?

10. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

11. Quel est le montant de la réclamation dans chacun des cas?

12. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer ses réclamations?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Quatre.

3, 4, 5 et 6. Paroisse de Saint-Barthélemy, comté de Berthier, \$1,658.95, action réglée; paroisse de Lanoraie, comté de Berthier, 20 juillet 1925, \$8,174.56, action réglée; ville de Lauzon, comté de Lévis, 20 avril 1925, \$3,575.84, action réglée; paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, comté de Saint-Jean, 27 juillet 1925, \$2,080.33, action réglée.

7. Les municipalités ayant réglé, il n'y a pas lieu de continuer les procédures.

8. Oui.

9. 16.

10 et 11. Paroisse de Saint-Pierre-et-Saint-Paul de la Baie-Saint-Paul, comté de Charlevoix, \$11,640; ville de Saint-Étienne-de-la-Malbaie, comté de Charlevoix, \$1,071.23; paroisse de Saint-Urbain, comté de Charlevoix, \$4,922.88; village de Howick, comté de Châteauguay, \$5,496.64; paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquière, comté de Chicoutimi, \$7,264.45; canton de Westbury, comté de Compton, \$1,653.06; village de Chandler, comté de Gaspé, \$1,532.54; ville de Dorval, comté de Jacques-Cartier, \$2,940.66; ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, \$9,772.36; Issoudun, comté de Lotbinière, \$3,439.65; partie sud du canton de Thetford, comté de Mégantic, \$337.69; paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet, \$1,073.96; Templeton-Ouest, comté de Papineau,

\$7,638.83; paroisse de Saint-Luc, comté de Saint-Jean, \$1,454.98; ville de Waterloo, comté de Shefford, \$12,909.53; paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, \$3,582.28.

12. Oui.

Nouveaux policiers provinciaux

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien de nouveaux policiers sont entrés au service de la province en 1925?

2. Quels sont leurs noms?

3. Quelle est la date d'entrée de chacun d'eux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1, 2 et 3. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les renseignements demandés.

Meurtres à Saint-Michel-de-Rougemont

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Quelles démarches ont été faites par le procureur général pour trouver l'auteur ou les auteurs du meurtre des époux Bernard, à Saint-Michel-de-Rougemont?

2. Quels ont été les résultats de ces démarches?

3. Quels sont les détectives provinciaux qui ont été employés dans cette cause?

4. Quelle est leur compétence?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1, 2, 3 et 4. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les renseignements demandés.

Licences de taverne à Montréal

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien de licences de taverne ont-elles été émises en 1925, dans la ville de Montréal?

2. Combien de transport de licences de taverne y ont-ils été accordés dans la même année?

3. À qui ces transports ont-ils été faits?

4. Combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 309, comme suit: 255 tavernes seules, 50 dans hôtelleries, et 4 dans restaurants.

2. 4.

3. De Mme Vve Damien Aumont à son fils Alphonse, de Louis Mauer, décédé, à son fils Isidore, de Joseph Vigneau à Edmond Godbout, d'Arthur Gendron à Joseph Labonté.

4. 38.

Vente de lots patentés

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement possède-t-il maintenant des statistiques, pour savoir combien de lots patentés ont été vendus par les conseils des comtés pour taxes municipales?

2. Dans l'affirmative, combien de lots ont été vendus par ces municipalités depuis 1923?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1 et 2. Les conseils de comté, qui seuls ont ces renseignements, ne les transmettent pas au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries et ne sont pas tenus de le faire.

Sommes octroyées au tourisme

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Quelles sommes le gouvernement a-t-il octroyées à l'œuvre du tourisme dans cette province?

2. Quels versements ont été faits et à quelle date pour chacun d'eux?

3. À qui?

4. De quelle manière cet argent a-t-il été employé?

5. Quels sont les employés du bureau du tourisme à Montréal?

6. Quelle est l'expérience de chacun d'eux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$5,000.

2. 23 septembre 1924, \$5,000; 31 octobre 1924, \$5,000; 2 décembre 1924, \$5,000; 22 avril 1925, \$3,806.27; 9 juin 1925, \$2,075.28; 10 juin 1925, \$2,752.95; 30 juin 1925, \$2,914.65 et \$4,545.20; 29 septembre 1925, \$5,000.

3. À l'Association du tourisme de la province de Québec.

4. Par l'Association du tourisme de la province de Québec, pour promouvoir le tourisme dans la province et l'amélioration du service d'hôtellerie.

5 et 6. Le gouvernement l'ignore.

Détectives provinciaux

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien y a-t-il de détectives dans la police provinciale?

2. Quel est le nom et l'âge de chacun d'eux?

3. Depuis quand chacun d'eux est-il à l'emploi du gouvernement?

4. Quelle était son occupation avant d'entrer au service de la province?

5. A-t-il subi un examen avant d'occuper cette position?

6. Dans la négative, quels sont ceux qui n'en ont pas subi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1, 2, 3, 4, 5 et 6. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les renseignements demandés.

Constables provinciaux

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien y a-t-il de constables dans la police provinciale?

2. Quel est le nom et l'âge de chacun d'eux?

3. Depuis quand chacun d'eux est-il à l'emploi du gouvernement?

4. Quelle était son occupation avant d'entrer au service de la province?

5. A-t-il subi un examen avant d'occuper cette position?

6. Dans la négative, quels sont ceux qui n'en ont pas subi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1, 2, 3, 4, 5 et 6. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les renseignements demandés, mais chaque constable subit un examen avant d'être accepté.

M. Stavert, membre de la Commission des liqueurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. À qui Sir William Stavert a-t-il adressé sa démission comme membre de la Commission des liqueurs?

2. Est-ce par lettre ou autrement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Au premier ministre.

2. Par lettre.

**M. Simard, président de
la Commission des liqueurs**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. À qui M. Georges Simard a-t-il adressé sa démission comme membre président de la Commission des liqueurs de Québec?

2. Est-ce par lettre ou verbalement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. Au premier ministre.
2. Par lettre.

**Droits perçus à Montréal
pour lieux d'amusement**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits perçus en 1924-1925, dans la cité de Montréal, pour les licences de lieux d'amusement, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): \$37,934.50.

**Droits perçus en 1924-1925
pour les licences de pistes de courses**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits perçus en 1924-1925, dans la cité de Montréal, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Pour les licences de pistes de courses, \$11,220; pour les droits d'entrée, \$9,560.26.

Droits du pauvre perçus en 1924-1925

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1924-1925, en vertu des dispositions de la section 34 du chapitre 2 du titre 11 des statuts refundus, 1909, articles 5956u à 5956za?

L'honorable M. Nicol (Compton): \$644,346.39.

**Revenu, en 1924-1925,
provenant des gageures**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Quel a été le revenu en 1924-1925, dans la cité de Montréal, provenant des honoraires de

l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses, et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Pour l'enregistrement des appareils, \$420; pour les paris ou gageures, \$150,581.63.

**Loi des bons chemins:
intérêts impayés par les municipalités**

M. Renaud (Laval): 1. Combien de municipalités dans la province n'ont pas payé leurs intérêts dus en vertu de la loi des bons chemins: a) en 1922; b) en 1923; c) en 1924; d) en 1925?

2. Quels sont les noms et les comtés de ces municipalités?

L'honorable M. Nicol (Compton):
1. Intérêts échus :

- a) 1^{er} décembre 1922 : 7
- b) 1^{er} décembre 1923 : 13
- c) 1^{er} décembre 1924 : 44
- d) 1^{er} décembre 1925 : 246

2. Village d'Amos, comté d'Abitibi; La Sarre, canton, comté d'Abitibi; Saint-Jérusalem, paroisse, comté d'Argenteuil; ville Lachute, comté d'Argenteuil; paroisse Saint-André d'Argenteuil; canton Chatham, comté d'Argenteuil; paroisse Saint-André d'Argenteuil, comté d'Argenteuil, canton Warwick, comté d'Arthabaska; paroisse Saint-Hugues-de-Ramsay, comté de Bagot; village Saint-Hugues, comté de Bagot; paroisse Saint-Éphrem-d'Upton, comté de Bagot; ville de Beauceville, comté de Beauce; canton Shenley, comté de Beauce; paroisse Saint-Timothée, comté de Beauharnois; village Nouveau-Salaberry, comté de Beauharnois; paroisse Saint-Clément, comté de Beauharnois; village Sainte-Cécile, comté de Beauharnois; paroisse Saint-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse; paroisse Saint-Barthélemy, comté de Berthier; ville de Berthier, comté de Berthier; paroisse Sainte-Geneviève, comté de Berthier; paroisse Saint-Norbert, comté de Berthier; paroisse Saint-Siméon, comté de Bonaventure; canton Farnham-Est, comté de Brome; Corporation de Bolton-Ouest, comté de Brome; paroisse Boucherville, comté de Chambly; cité de Longueuil, comté de Chambly; paroisse Saint-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly; paroisse Saint-Joseph-de-Chambly, comté de Chambly; village

Greenfield-Park, comté de Chambly; ville de Saint-Tite, comté de Champlain; village Sainte-Thècle, comté de Champlain; paroisse Saint-Timothée, comté de Champlain; paroisse Saint-Narcisse, comté de Champlain; paroisse Sainte-Geneviève-de-Batiscan, comté de Champlain; paroisse Saint-Tite, comté de Champlain; village Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix; paroisse Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay; paroisse Saint-Urbain-Premier, comté de Châteauguay; paroisse Sainte-Martine, comté de Châteauguay; paroisse Saint-Antoine-Abbé-Est, comté de Châteauguay; paroisse Sainte-Clotilde, comté de Châteauguay; village Sainte-Anne, comté de Chicoutimi; ville de Bagotville, comté de Chicoutimi; Bagotville, Division nord-ouest du canton Bagot, comté de Chicoutimi; canton Bourget, comté de Chicoutimi; paroisse Saint-Dominique-de-Jonquière, comté de Chicoutimi; ville de Jonquière, comté de Chicoutimi; village Kénogami, comté de Chicoutimi; village Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi; paroisse Notre-Dame-de-Laterrière, comté de Chicoutimi; village Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi; paroisse Saint-Fulgence, comté de Chicoutimi; paroisse Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi; ville de Port-Alfred, comté de Chicoutimi; ville East-Angus, comté de Compton; canton Westbury, comté de Compton; ville de Scotstown, comté de Compton; canton Auckland, comté de Compton; canton Sainte-Edwidge de Clifton, comté de Compton; canton Ditton, comté de Compton; canton Lingwick, comté de Compton; canton Eaton, comté de Compton; ville de Cookshire, comté de Compton; paroisse Saint-Venant-de-Hereford, comté de Compton; paroisse Saint-Hermas, comté de Deux-Montagnes; paroisse Saint-Augustin, comté de Deux-Montagnes; village Saint-Benoît, comté de Deux-Montagnes; paroisse L'Annonciation, partie nord, comté de Deux-Montagnes; paroisse Saint-Joseph-du-Lac, comté de Deux-Montagnes; canton Watford-Ouest, comté de Dorchester; paroisse Saint-Odilon de Cranbourne, comté de Dorchester; paroisse Sainte-Justine, comté de Dorchester; paroisse Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond; canton Durham, comté de Drummond; ville de Drummondville, comté de Drummond; canton Grantham, comté de Drummond; paroisse Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond; ville de Durham-Sud, comté de Drummond; canton Wickham, comté de Drummond; canton Whitton, comté de Frontenac; paroisse Saint-Évariste de Forsyth, comté de Frontenac; Corporation de Winslow-Sud, comté de Frontenac;

village Chandler, comté de Gaspé; ville d'Aylmer, comté de Hull; village Gracefield, comté de Hull; paroisse Saint-Anicet, comté de Huntingdon; canton Elgin, comté de Huntingdon; paroisse Saint-Georges-d'Henryville, comté d'Iberville; ville d'Iberville, comté d'Iberville; paroisse Saint-Alexandre, comté d'Iberville; village Sainte-Geneviève de Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier; paroisse Sainte-Béatrice, comté de Joliette; paroisse Sainte-Émélie-de-l'Énergie, comté de Joliette; paroisse Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, comté de Joliette; paroisse Saint-Pascal, comté de Kamouraska; canton Campbell-Est, comté de Labelle; village de Mont-Laurier, comté de Labelle; paroisse Saint-Méthode, comté de Lac-Saint-Jean, paroisse Saint-Jérôme, comté de Lac-Saint-Jean; paroisse Roberval, comté de Lac-Saint-Jean; village Saint-Félicien, comté de Lac-Saint-Jean; paroisse Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac-Saint-Jean; village Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac-Saint-Jean; canton Delisle, comté de Lac-Saint-Jean; village Saint-Cœur-de-Marie, comté de Lac-Saint-Jean; paroisse Saint-Henri-de-Taillon, comté de Lac-Saint-Jean; paroisse L'Épiphanie, comté de L'Assomption; village L'Épiphanie, comté de L'Assomption; paroisse L'Assomption, comté de L'Assomption; paroisse Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, comté de Laval; paroisse Sainte-Dorothée, comté de Laval; paroisse Saint-François-de-Sales, comté de Laval; ville Saint-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval; paroisse Saint-Romuald, comté de Lévis; paroisse Saint-Nicolas, comté de Lévis; cité de Lévis, comté de Lévis; paroisse Saint-Télesphore, comté de Lévis; paroisse L'Islet, comté de L'Islet; village Bonsecours, comté de L'Islet; paroisse Sainte-Perpétue, comté de L'Islet; Corporation de Tourville, comté de L'Islet; village Deschaillons, comté de Lotbinière; ville Saint-Agapitville, comté de Lotbinière; paroisse Sainte-Croix, comté de Lotbinière; paroisse Saint-Flavien, comté de Lotbinière; paroisse Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, comté de Lotbinière; paroisse Saint-Sylvestre-de-Beaurivage, comté de Lotbinière; paroisse Saint-Édouard-de-Lotbinière, comté de Lotbinière; paroisse Saint-Antoine-de-Tilly, comté de Lotbinière; paroisse Saint-Narcisse-de-Beaurivage, comté de Lotbinière; village Francoeur, comté de Lotbinière; paroisse Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé; paroisse Sainte-Marie-de-Sayabec, comté de Matapédia; village Saint-Joseph-Benoît-Labre d'Amqui, comté de Matapédia; village Saint-Moïse, comté de Matapédia; paroisse Saint-Antoine-de-

Pontbriand, comté de Mégantic; village d'Amiante, comté de Mégantic; canton Thetford-Sud, comté de Mégantic; village Robertsonville, comté de Mégantic; village Bernierville, comté de Mégantic. Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River, comté de Missisquoi; canton Standbridge, comté de Missisquoi; ville de Bedford, comté de Missisquoi; Station Stanbridge, comté de Missisquoi; village Saint-Jacques-de l'Achigan, comté de Montcalm; paroisse Saint-Esprit, comté de Montcalm; paroisse Saint-Jacques-de l'Achigan, comté de Montcalm; ville de Montmagny, comté de Montmagny; paroisse Saint-Just-de-Bretenières, comté de Montmagny; canton Talon, partie sud-est, comté de Montmagny; paroisse Sainte-Famille, I.-O., comté de Montmorency; village Beaulieu, I.-O., comté de Montmorency; paroisse Saint-Joachim, comté de Montmorency; paroisse Saint-Laurent, I.-O., comté de Montmorency; paroisse Saint-Constant, comté de Napierville-Laprairie; paroisse Saint-Mathieu, comté de Napierville-Laprairie; paroisse Laprairie, comté de Napierville-Laprairie; paroisse Saint-Rémi-de-la-Salle, comté de Napierville-Laprairie; paroisse Saint-Édouard-de-Saint-Georges, comté de Napierville-Laprairie; paroisse Saint-Cyprien-de-Léry, comté de Napierville-Laprairie; village Saint-Rémi, comté de Napierville-Laprairie; paroisse Saint-Patrice-de-Sherrington, comté de Napierville-Laprairie; paroisse Saint-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet; paroisse Saint-Léonard, comté de Nicolet; ville de Nicolet, comté de Nicolet; village Pointe-à-Gatineau, comté de Papineau; paroisse Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, comté de Papineau; village Chenneville, comté de Papineau; ville de Buckingham, comté de Papineau; village Saint-André-Avellin, comté de Papineau; village Campbell's Bay, comté de Pontiac; paroisse Saint-Charles-de-Grondines, comté de Portneuf; paroisse Saint-Colomb-de-Sillery, comté de Québec; paroisse Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec; village Charlesbourg, comté de Québec; paroisse Sainte-Foy, comté de Québec; paroisse Charlesbourg, comté de Québec; paroisse Saint-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec; paroisse Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec; ville de Courville, comté de Québec; village Beauport, comté de Québec; cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury, comté de Québec; paroisse Saint-Gérard-Magella, comté de Québec; paroisse Saint-Roch, comté de Richelieu; paroisse Saint-Ours, comté de Richelieu; ville de Saint-Ours, comté de Richelieu; cité de Sorel, comté de Richelieu; canton Cleveland, comté de Richmond; canton Saint-

Georges-de-Windsor, comté de Richmond; Village Richelieu, comté de Rouville; paroisse Saint-Mathias, comté de Rouville; village Rougemont, comté de Rouville; Corporation des Escoumins, comté de Saguenay; canton Bergeronnes, comté de Saguenay, paroisse Sainte-Pudentienne, comté de Shefford; village Sainte-Pudentienne, comté de Shefford; canton Ely, partie sud, comté de Shefford; canton Granby, comté de Shefford; canton Shefford, comté de Shefford; canton Saint-Valérien-de-Milton, comté de Shefford; ville de Waterloo, comté de Shefford; canton Ascot, comté de Sherbrooke; Rock Forest, comté de Sherbrooke; canton Barford, comté de Stanstead; paroisse Saint-Luc, comté de Saint-Jean; paroisse Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, comté de Saint-Jean; paroisse Saint-Valentin, comté de Saint-Jean; paroisse Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice; paroisse Trois-Rivières, comté de Saint-Maurice; paroisse Saint-Boniface-de-Shawinigan, comté de Saint-Maurice; paroisse Saint-Antonin, comté de Témiscouata; paroisse Saint-Jérôme-de-la-Rivière-du-Nord, comté de Terrebonne; paroisse Saint-Janvier, comté de Terrebonne; ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; paroisse Sainte-Adèle, comté de Terrebonne; village Shawbridge, comté de Terrebonne; paroisse Saint-Sauveur, comté de Terrebonne; paroisse Saint-Joseph-du-Mont-Rolland, comté de Terrebonne; Corporation de Piedmont, comté de Terrebonne; paroisse Sainte-Madeleine-de-Rigaud, comté de Vaudreuil; ville de Rigaud, comté de Vaudreuil; paroisse Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil; paroisse Saint-Mathieu-de-Belœil, comté de Verchères; paroisse Contrecoeur, comté de Verchères; village Contrecoeur, comté de Verchères; paroisse Sainte-Julie, comté de Verchères; village Varennes, comté de Verchères; paroisse Varennes, comté de Verchères; paroisse Saint-Antoine-de-Padoue, comté de Verchères; canton Stratford, comté de Wolfe; canton Garthby, comté de Wolfe; village Saint-Guillaume, comté de Yamaska; village Pierreville, comté de Yamaska.

Loi des agents généraux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi des agents généraux.

Adopté.

**Stanley Presbyterian
Church**

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège d'optique
de Québec**

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 constituant en corporation Le Collège d'optique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Montreal Tunnel
& Terminal Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 constituant en corporation la Montreal Tunnel & Terminal Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Joseph Brunet

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Brunet à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Traverse entre
Chicoutimi et Sainte-Anne**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 concernant la municipalisation du service de la traverse sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Résolutions
de Trois-Rivières**

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 14 janvier, sur la motion proposée le 7 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Faucher (Québec-Centre) dit que les remarques qu'il a faites, vendredi, au sujet des accidents du travail, sont plutôt des suggestions que des critiques parce qu'il n'a pas encore le projet de loi sous les yeux. Il a voulu indiquer une juste réclamation d'une classe importante de citoyens. Il recommande au gouvernement de songer tout d'abord, dans les modifications à la loi des accidents du travail, à la protection de l'ouvrier et du patron, mais il recommande aux ministres de ne pas oublier, si possible, les médecins appelés à donner leurs services professionnels et leurs opinions médicales dans des accidents du travail.

Depuis jeudi, dit-il, le Canadian Pacific Railway et la cité de Québec ont subi une rude épreuve. Je crois qu'il serait de bon ton de leur offrir la sympathie de cette Chambre pour la destruction partielle du Château Frontenac. (Applaudissements)

Québec doit attendre beaucoup du gouvernement provincial. Notre ville attend, entre autres choses, du gouvernement, la construction de la

route carrossable Québec-Lac-Saint-Jean au lieu de celle qui longerait le Saint-Laurent et passerait par Saint-Siméon et Chicoutimi ou encore celle qui va de Montréal à La Tuque et qui finirait par atteindre Roberval, dans l'intérêt exclusif du commerce québécois. D'un autre côté, la route par Saint-Siméon donnerait l'avantage à Chicoutimi au détriment de Québec. La construction de cette route serait tout à fait naturelle et désirable, car elle raccourcirait la distance de 60 milles. C'est ce que laissait entendre, il y a quatre ans, le ministre de la Voirie. La Chambre de commerce de Québec a approuvé le tracé de cette route qui mettra Québec en communication directe avec cette région qui va se développer intensivement. Toutes les raisons sont en faveur de la réalisation de ce projet. Québec a des droits que l'on devrait respecter. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) a déjà reconnu que la route de Québec à Saint-Jérôme du Lac-Saint-Jean devrait être construite. Nos corps publics se sont agités à ce sujet, ils y ont apporté des raisons qu'il est difficile d'ignorer, et le gouvernement devrait faire droit aux requêtes qui lui ont été présentées.

Il paraît que cette route ne se fait pas parce que Montréal est contre. Nous savons que Montréal ne jalouse pas Québec si la route Québec-Lac-Saint-Jean est obtenue. Le commerce du Lac-Saint-Jean appartient, de droit, à Québec. Nos amis de Montréal prendront en bonne part ces remarques. La centralisation est toujours dangereuse. Je ne veux pas de deux personnes¹ à la tête du gouvernement ni un petit État dans le grand État, surtout d'un petit menant le grand. Le commerce du Lac-Saint-Jean va gagner la métropole par le fait qu'on diminue la circulation des trains entre Québec et le Lac-Saint-Jean tandis qu'on l'augmente de Montréal. Le commerce du Lac-Saint-Jean, par droit de naissance, par voisinage, appartient à Québec.

La route Québec-Saint-Jérôme pourrait aider efficacement au développement du commerce de la Vieille Capitale. Comme le C. N. R. parle de diminuer le nombre de ses trains entre Québec et le Lac-Saint-Jean, il est urgent de construire, sans délai, cette route. Il est vrai qu'il existe une ligne de chemin de fer, mais, dans les conditions actuelles, avec le développement des services d'autobus, de bonnes routes sont une nécessité absolue. Il y a ceux qui s'objectent à cet itinéraire à cause des fortes chutes de neige dans cette région en hiver, mais je fais remarquer que cette même objection s'appliquerait également à la route Québec-Chicoutimi. Les gens du Lac-Saint-Jean, qui viennent tous de la région de Québec, ont droit à ce trait d'union. Je veux qu'on

respecte les droits d'un comté créé exclusivement par la population de Québec. Je suis heureux que de grandes industries s'élèvent dans le Lac-Saint-Jean. Je me réjouis du développement de cette région, où des centaines de millions de dollars ont été et sont toujours dépensés pour le développement. Que ce soit dû à la Providence ou au gouvernement, ça m'est égal. Je suis prêt à rendre à César ce qui appartient à César. Mais nous ne devons pas perdre à Québec les fruits de ce développement qui lui appartiennent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Est-ce que cette route ne serait pas de nature à nuire à Chicoutimi? Est-ce qu'elle ferait son affaire?

M. Faucher (Québec-Centre): Je ne crois pas que cela soit nuisible à Chicoutimi. Elle ferait l'affaire de toute la région. Qu'importe à Chicoutimi que son commerce passe par le Lac-Saint-Jean ou le Saguenay.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pourtant, Chicoutimi y est opposée. La Chambre de commerce est contre.

M. Faucher (Québec-Centre): Je ne l'ignore pas, mais je sens les motifs qui font désigner aux gens de Chicoutimi la construction de la route par le littoral. On peut avoir raison; quand il s'agit de politique, il y a bien des idées derrière les têtes. Du reste, chacun a le droit de prêcher pour son clocher. On n'a pas tous la même manière de voir. Chicoutimi, d'ailleurs, voudrait sans doute glaner ce qui pourrait être profitable à la région du Lac-Saint-Jean en forçant tout le trafic à passer par chez elle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Alors, vous avouez que Chicoutimi en souffrirait.

M. Faucher (Québec-Centre): Il peut y avoir des intérêts en dessous pour cela. Ça se voit souvent en politique. Mais je redoute moins les gens de Chicoutimi que les influences venues d'ailleurs et qui peuvent créer un État dans l'État. Je veux bien que l'on aide Montréal, mais pas au détriment de Québec. J'avertis donc le gouvernement de la nécessité de bâtir cette route. Je ne veux pas qu'on fasse des mamours à Montréal aux dépens de Québec. Et qu'on tente de capter les votes des électeurs en permettant la construction d'une route reliant Montréal au Lac-Saint-Jean. Si nous ne construisons pas bientôt cette route Québec-Saint-Jérôme, c'est Montréal qui va le plus largement

profiter de la prospérité créée par les grandes industries nouvelles. Cette question a une importance capitale. C'est, comme on le voit, une matière d'intérêt local. L'automobilisme ferait des progrès au grand plaisir de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol)...

L'honorable M. Nicol (Compton) sourit.

M. Faucher (Québec-Centre): ...car cela lui donnerait des revenus dont il pourrait se servir pour la voirie. Je demande à l'honorable ministre sans portefeuille (M. Moreau) qui représente dignement le Lac-Saint-Jean, et qui a déjà lutté beaucoup en faveur de ce projet, de m'aider dans cette réclamation. J'espère qu'il parviendra à faire respecter les droits de Québec.

Le capital le plus important de notre province, c'est le capital humain. On fait des efforts pour l'améliorer. D'après les dernières statistiques, le nombre de décès a surpassé celui des naissances. C'est un signe qui n'est pas encourageant. La grande cause des décès, c'est la tuberculose. Où en sommes-nous avec la tuberculose? D'année en année, le nombre de cas a augmenté. En 1922, 2,226 décès, soit 116 par 100,000 habitants; en 1923, 3,055 décès, soit 118 par 100,000 habitants, cela dans les villes - où la lutte fut la plus active - comme dans les campagnes. Dans les villes, la moyenne, qui était de 128 décès par 100,000 habitants en 1922, était passée à 133 en 1923; dans les campagnes, la moyenne était de 86 par 100,000 habitants en 1922, et de 105 en 1923. À Montréal, la tuberculose a causé 969 décès par 100,000 habitants, en 1922, et 1,017 en 1923. Augmentation aussi à Québec - et il a beaucoup de patients dans cette ville - où le chiffre moyen des décès par la tuberculose passait de 180 à 185, de 1922 à 1923. De tels résultats indiquent qu'il y a un défaut quelque part. Si ce funeste progrès de la tuberculose n'est pas considérable, il a été constant dans ces dernières années. Il y a augmentation sur toute la ligne et dans tous les milieux. Le gouvernement a dépensé des sommes rondelettes pour combattre la peste blanche. Les citoyens se sont mis aussi de la partie. Où en sommes-nous rendus? Les résultats sont restés maigres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faut tenir compte de l'augmentation de la population.

M. Faucher (Québec-Centre): J'en tiens compte.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le député de Québec-Centre (M. Faucher) ne croit-il pas que cette augmentation est due au fait que, grâce à la campagne d'éducation, les médecins, aujourd'hui, font la déclaration des cas quand ils le négligeaient autrefois? Les renseignements fournis par les médecins sont beaucoup plus exacts sur la nature de la maladie qu'ils ne l'étaient autrefois. Autrefois, il y avait plus de décès causés par la tuberculose et ils n'étaient pas connus.

M. Faucher (Québec-Centre): L'éducation est faite depuis longtemps; la campagne date de 1917, depuis le congrès de l'Université Laval. Il y a quelque chose qui fait défaut dans l'organisation. Il y a le maintien des taudis, des "flats", des maisons à appartements, là où il est impossible d'avoir et de maintenir des conditions d'hygiène idéales. Une tendance qu'il regrette de tout cœur en voyant les terrains vacants qui sont disponibles dans les banlieues. Ce sont les trois grands pourvoyeurs de la peste blanche, ainsi que certains produits manufacturés qui sont de nature à diminuer la vie. Et on a l'audace de venir nous demander des privilèges pour ces établissements. Des propriétaires de maisons de rapport de Québec, dans le but d'ajouter à leur construction, viendront probablement demander à la Législature qu'une exemption de taxes leur soit accordée. J'espère que tous les membres de cette Chambre sauront les accueillir comme ils le méritent. Il y a encore trop de taudis, de logements insalubres. Rien n'a été fait pour les faire disparaître.

Un député: Je déménage².

M. Faucher (Québec-Centre): Quand il s'agit de protéger la société, il faut que tous, que les gouvernements mêmes passent par le médecin. Il faut le contact continuel entre le médecin de famille et le médecin inspecteur. J'affirme de nouveau que le médecin de famille doit participer davantage au travail du gouvernement. Le contact entre le médecin de famille et le gouvernement et le Service provincial d'hygiène n'est pas ce qu'il devrait être. En quittant le dispensaire, le malade passe entre les mains d'un médecin qui ignore le diagnostic qui a été porté dans son cas. Les médecins de famille devraient être plus étroitement liés avec les dispensaires antituberculeux. Il y a un hôpital qui a pris l'habitude de donner au malade une copie de la fiche qui le concerne. C'est une pratique qui devrait être adoptée partout. Depuis Pythagore³, les médecins ont toujours été en dissension avec les

pouvoirs publics, mais les actes du gouvernement actuel seront suivis avec attention par tous les médecins de la province. Les médecins sont trop souvent laissés dans l'ignorance en ce qui concerne les méthodes adoptées par les pouvoirs publics.

M. Plante (Beauharnois): Écoutez, écoutez!

M. Faucher (Québec-Centre): Des statistiques fédérales placent Québec en tête de tout le Canada avec un nombre d'habituels de la drogue de 3,800. La Colombie Anglaise en a 2,900 et l'Ontario 1,800. Il y a donc ici un mal qu'il faut arrêter. Je ne veux pas blâmer le gouvernement, mais les narcotisés sont trois fois plus nombreux dans Québec que dans l'Ontario où la prohibition et la tempérance sont censées avoir fait naître tous les maux. Il y a quelque chose de très étrange. Les habitués des narcotiques sont plus considérables dans les centres où on peut se procurer les liqueurs le plus facilement. C'est à se demander s'il y a un rapport entre l'alcoolisme, les mauvaises habitudes en général, les mauvaises fréquentations et le narcotisme. L'abus des narcotiques s'acquiert surtout dans les mauvaises rencontres. On dit souvent que la médecine en est la cause, mais les statistiques prouvent qu'elle est pour très peu de chose dans le nombre des habitués des narcotiques dans la province. Il y a là un mal sur lequel j'attire l'attention de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) qui, avec sa bienveillance habituelle, trouvera un remède.

L'Hôtel-Dieu du Précieux-Sang de Québec, seul, a hospitalisé, l'an dernier, 13,523 victimes des narcotiques et leur a donné 60,000 heures d'hospitalisation. Le gouvernement devrait faire quelque chose pour améliorer cette situation, car, parce que cet hôpital ne s'est pas conformé aux exigences de la loi, il ne participe pas aux faveurs du gouvernement.

Il blâme le gouvernement de ne pas venir en aide à l'Hôtel-Dieu de Québec où, durant la dernière année, l'on n'a traité que des pauvres. La raison, c'est que l'Hôtel-Dieu ne veut pas faire plier son droit devant les chinoeries d'une loi. Cette institution a des droits qui, plus que jamais, priment la loi, et le gouvernement devrait voir à la secourir comme elle le mérite. La loi de l'assistance publique n'est pas juste pour l'Hôtel-Dieu de Québec. Il demande au gouvernement de venir au secours de cette institution séculaire dont les œuvres d'hospitalisation sont si bienfaisantes. Il fait allusion au dévouement des religieuses et des médecins et rappelle les débuts difficiles de cette institution.

Il demande à tous ses collègues de faire tout ce qui est possible pour assurer une meilleure santé au Canada, peu important les circonstances. Non seulement un parti, mais tous les membres de cette Chambre se doivent d'assurer, en autant qu'ils le peuvent, à tous les citoyens de notre province, ceux d'aujourd'hui et de demain, une âme saine dans un corps sain, permettant ainsi à la province de Québec de réaliser pleinement sa destinée.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas de ceux qui rient des misères humaines, mais il est des circonstances où la manière même de défendre les miséreux prête à sourire... Il continue par un compliment au nouveau député de Jacques-Cartier (M. Marchand) qui déclara en badinant que ses adversaires l'avaient traité de franc-maçon. Quand on attaque un homme de cette façon-là, dit-il, on reconnaît que c'est un homme de valeur, et je suis convaincu que notre nouveau collègue rendra de grands services à notre province.

Il y a des gens qui croient que l'art du patriotisme, c'est de faire de beaux et grands discours pour se faire applaudir. Il est toujours facile de parler, mais il vaut mieux faire des œuvres de progrès et réaliser des idées. M. Faucher⁴ a eu tort, au début de son discours, de dire combien Jacques-Cartier avait perdu en élisant son député actuel. Il y a quelque chose de mieux que les beaux discours pour les électeurs de cette province et les électeurs de Jacques-Cartier ne tarderont pas à constater que le représentant actuel de Jacques-Cartier (M. Marchand) leur a été plus utile que son prédécesseur. Il y a bien des manières d'être utile à son pays et je suis convaincu que l'homme d'affaires qu'est le député de Jacques-Cartier (M. Marchand) rendra plus de services à son comté et à son pays que son prédécesseur, M. Patenaude, qui venait ici pour nous parler d'Ottawa, et qui retournait à Ottawa pour leur parler de questions provinciales, jusqu'au jour où on l'a enterré définitivement. Le médecin a fait un heureux contraste avec son successeur à la Chambre.

Je me demande d'ailleurs si on ne peut pas également se demander si Québec-Centre y a gagné au change. Sans doute, il a gagné en douceur, en suavité, en onction, mais, malgré ces qualités, la Chambre s'est aperçue du changement. Ce ne sont cependant ni des doucereux, ni des suaves, ni des onctueux qui ont fait le pays. Québec-Centre a changé de député et l'opposition s'en vante. Nous nous en étions aperçus avant cela. Si M. Faucher veut introduire Lacordaire dans la politique, il sera

sans doute obligé de faire comme le célèbre dominicain en ne reparaisant plus devant les Chambres une seconde fois. Autrement, les électeurs de Québec-Est se chargeront du congédiement.

En parlant de la loi de compensation des accidents du travail, il dit que la question devra être étudiée et considérée très sérieusement par la Chambre. M. Faucher veut surtout protéger les médecins dans la nouvelle loi de compensation des accidents du travail. Je pensais que les premiers qui devaient être considérés étaient les ouvriers et que les médecins, s'ils avaient droit à une quelconque protection, devaient être considérés les derniers. Je me suis demandé si, dans des circonstances particulières, les médecins ne devaient pas être mis en demeure par les patrons d'aider au paiement des compensations à l'intention de ceux dont le médecin a aidé à passer l'arme à gauche. Un citoyen de Montréal, patron d'une industrie, qui avait entendu M. Faucher, me disait, après la séance: "Si on protège le médecin, ne pourrait-on pas protéger aussi le patron contre le médecin qui, parfois, tue le patient et cause des frais au patron?"

Il reproche à son collègue M. Faucher d'avoir reproché au gouvernement de faire en sorte d'admettre dans les écoles trop d'enfants de trois ou quatre ans, en bas de l'âge de scolarité. D'ailleurs, si le cas est vrai, ces remarques de M. Faucher auraient dû s'adresser aux commissaires d'écoles ou aux inspecteurs d'écoles, qui sont chargés de faire respecter le code scolaire qui fixe l'âge de la scolarité, et non au gouvernement, car rien dans la loi n'oblige les commissaires d'écoles d'admettre les enfants à l'école avant l'âge de sept ans⁷.

M. Faucher (Québec-Centre): Je n'ai pas parlé de la loi, mais d'un fait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans ce cas, qu'on s'adresse à la commission. Il y a quelques années, j'ai prêché dans le désert quand j'ai proposé l'enseignement obligatoire et cela a soulevé beaucoup de protestations. Est-ce l'effet de ma parole? Dès ce moment, tous les parents se sont mis à inscrire leurs enfants, même les plus jeunes, dans les écoles. L'afflux d'enfants dans les écoles a été tel dans Québec que l'on se retrouve dans une situation grave, où les écoles ne peuvent pas s'occuper des enfants qui souhaitent être éduqués. Si bien qu'aujourd'hui M. Faucher prétend qu'on y trouve des enfants de trois ans. Si ça continue, je proposerai une loi pour empêcher la fréquentation scolaire d'enfants d'âge trop tendre pour aller à l'école. La suggestion de M. Faucher serait la mainmise de l'État sur les droits du père de famille.

Il se demande ensuite quelles relations M. Faucher peut voir entre l'incendie du Château Frontenac et la construction de la route Québec-Lac-Saint-Jean. Peut-être a-t-il réussi à faire disparaître l'obstacle de la neige avec le feu du Château. Il s'associe à lui pour assurer le Canadian Pacific Railway et la cité de Québec de la sympathie de la Chambre. Quant à la route partant du district du Lac-Saint-Jean, trois itinéraires sont proposés, l'un passant par Metabetchouan, l'autre par Charlevoix ainsi qu'un troisième par La Tuque vers Montréal, et c'est le devoir du gouvernement d'étudier lequel serait le plus avantageux pour la province et non pas pour des intérêts purement locaux. Je suis convaincu que le gouvernement donnera son attention à ce projet.

Plus les grandes agglomérations augmentent en nombre, plus le nombre de foyers propres au développement de la tuberculose augmente, plus on constate de cas de tuberculose. Aujourd'hui, la population urbaine l'emporte sur la population rurale. Depuis 40 ans, la population s'est accrue dans les villes et c'est ce qui a fait que le problème de la santé publique est devenu plus difficile dans les grands centres. En 1881⁸, la population rurale était de 77 % et la population urbaine de 23 %; ces conditions sont changées aujourd'hui, notre population rurale est de 44 % et notre population urbaine de 56 %. L'hygiène est un problème autrement plus compliqué. Avant que les libéraux arrivent au pouvoir, qu'avaient fait les conservateurs au point de vue hygiène? Aujourd'hui, le gouvernement a fait, sur ce point, l'éducation du public; il a ouvert des sanatoriums, des institutions de tous genres, qui étaient inespérées il y a quelques années seulement, et encouragé, dans les nouveaux centres industriels, la construction de logements salubres. Nos adversaires eux-mêmes reconnaissent que nous avons fait quelque chose. On a vu le gouvernement s'attaquer au fléau et on sait les sommes énormes dépensées pendant la campagne qu'il a entreprise. Je suis heureux d'entendre les députés de l'opposition parler d'hygiène. Le gouvernement a passé des lois pour améliorer la santé de la province et pour prévenir la tuberculose dans les corps publics, de nombreux dispensaires ont été ouverts. Le problème a été étudié et le sera de nouveau, et tout ce qu'il y aura moyen de faire à ce sujet sera fait.

L'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) a dit que le gouvernement souffrait de phtisie. Si j'examine l'œuvre de nos adversaires depuis 1897, je constate qu'ils ont réussi à entrer dans cette Chambre trois quarts d'un député par année. N'est-ce pas là un véritable signe de phtisie?

Il regrette qu'en dénonçant les ravages du narcotisme le député de Québec-Centre n'ait pas fait de suggestions. Il reproche aux conservateurs de parler de choses fédérales quand il s'agit de politique provinciale et de choses provinciales quand il s'agit de politique fédérale. C'est au gouvernement fédéral, qui a confié à un département de police spécial la tâche de combattre le fléau, qu'il appartient de combattre le narcotisme. Le fait que la province ait deux grands ports, alors qu'Ontario n'en a pas - l'exemple de la Colombie-Britannique confirme cette assertion - est cause qu'elle peut paraître en ce sujet en plus mauvaise posture. Le gouvernement provincial s'est employé aussi de concert avec le gouvernement fédéral à combattre ce mal et les mesures préventives ont produit de bons effets. Le gouvernement cherche par tous les moyens possibles à faire disparaître cet usage des narcotiques dans notre province. Il y aura 30 ans bientôt que les libéraux sont au pouvoir. Que l'on compare la situation d'alors avec la situation d'aujourd'hui.

Au Parti conservateur, il n'y a jamais eu de cohésion ni de bonne entente. Il fait une comparaison entre la situation dans laquelle les conservateurs avaient laissé la province en 1897, avec 12 articles négatifs sur leur programme. La Voirie, notamment, figurait pour \$6,000 et \$30 pour frais d'impression de leur programme dans lequel il était suggéré de faire les chemins de campagne avec six chevaux ou six bœufs.

Il fait ensuite l'éloge du Parti libéral qui a porté le budget des conservateurs de 1897 de \$3,000,000 à près de \$30,000,000; qui a augmenté le subside fédéral; qui a augmenté le nombre des écoles, des académies et créé des écoles techniques; qui a fondé le département des Affaires municipales, La Commission des services publics, la Commission des eaux courantes; qui a enfin donné à la province un beau système de voirie qui fait l'admiration de tous les étrangers qui visitent notre province et pour lequel le gouvernement a dépensé \$60,000,000. Voilà l'œuvre du Parti libéral depuis 30 ans. Le Parti libéral a toujours réussi à équilibrer ses comptes, a pratiqué l'économie, a adopté une politique des routes judicieuse et a toujours fait preuve de bienveillance dans la question de l'éducation.

Avant de terminer, il croit que l'opposition a tort de penser et de dire que le Parti libéral n'est actuellement pas d'accord. Jamais accord plus profond n'a régné parmi les libéraux. Il rappelle les divisions passées dans les rangs de conservateurs.

Parlant de l'étatisation dont se plaint l'opposition, il exprime le vœu que bientôt le commerce des drogues sera étatisé, comme l'a été

celui des liqueurs, parce que le commerce des liqueurs a été un danger pour la santé et la moralité et ce ne serait pas une mauvaise idée si, dans l'avenir, les drogues étaient vendues sous le contrôle du gouvernement et non par les médecins. Car il faut des actes d'étatisation pour la prospérité d'un pays. En dépit des critiques de l'opposition, la province est satisfaite des œuvres positives et de l'administration progressive du Parti libéral, et elle nous le prouvera lorsque nous retournerons lui demander son jugement. Le peuple n'a pas cessé d'exprimer sa satisfaction de ce qu'on a fait pour lui en renvoyant à chaque élection des députés libéraux au Parlement. Une politique créative, pas négative, était exigée par la province. Ainsi, un gouvernement fort était préférable aux gouvernements faibles qui l'ont précédé à la tête de la province.

(Applaudissements)

M. Dufresne (Joliette) répond tout d'abord à quelques assertions du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Il félicite son collègue de ne s'être pas trop étendu sur les opérations de la loi des liqueurs, car il savait sans doute que les membres de l'opposition étaient là pour lui répondre. On en sait quelque chose, de la Commission des liqueurs, dit-il. On sait où va le surplus. N'est-ce pas à des favoris? Aux gros salariés de la Commission? Le gouvernement vend ses liqueurs très cher, à plus de 50 % de profit, et une forte partie de ces profits ne va pas à la province et au peuple qui paie et est taxé. Une bonne part sert à payer de gros salaires à des favoris.

J'ai écouté le grand discours du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et j'ai constaté qu'il n'est pas de taille à discuter avec le député de Québec-Centre (M. Faucher) sur la médecine. Je reproche au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) de vouloir créer l'impression que le député de Québec-Centre (M. Faucher) veut protéger plus les médecins que les ouvriers dans la loi des compensations. Je crois que les dispensaires ne donnent pas satisfaction parce que ceux-ci ont été mal commencés.

Il se demande pourquoi le gouvernement impose des conditions aux octrois qu'il donne aux institutions de charité. Il donne des octrois sans condition aux collèges classiques et adopte une attitude différente vis-à-vis des maisons de charité. L'expérience du passé ne nous a-t-elle pas donné assez de confiance dans nos communautés religieuses pour que vous leur donniez des octrois sans leur imposer des conditions que les évêques ont

dénoncées? Le gouvernement avait-il besoin de cette loi pour faire ses générosités à nos institutions et à nos communautés? Il avait la garantie de ces communautés. Alors, à quoi bon les embarrasser avec des questionnaires et des formalités?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelle garantie avons-nous?

M. Dufresne (Joliette): L'assurance de leur passé, la garantie de leur administration. Cette loi n'a pas sa raison d'être, même si on a obtenu le consentement des évêques.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) nous a parlé ensuite de ce que le Parti libéral a fait depuis 30 ans. Le gouvernement se vante d'avoir gouverné longtemps. Depuis 30 ans, le Parti libéral a augmenté des taxes de \$15,000,000; il a augmenté la dette de \$50,000,000; il a augmenté les dettes des municipalités de \$200,000,000⁷ et les dettes scolaires et les obligations des corporations scolaires de \$50,000,000. Les dettes ont augmenté de façon alarmante. Voilà l'œuvre du gouvernement depuis 30 ans.

Le Parti libéral a trompé les cultivateurs. Ce n'est pas le gouvernement qui a dépensé 60 millions pour la voirie, mais les contribuables qui ont payé 3 % d'intérêt sur cette somme. Le gouvernement a considérablement engagé le crédit de la province.

Il fait remarquer que le premier ministre reçoit beaucoup de délégations, mais qu'il prend trop souvent "en considération" les demandes qu'on lui fait. Ces jours derniers, il en recevait une dont les membres lui demandaient tout simplement du pain. Le premier ministre a répondu qu'il prenait cela en considération. L'autre jour seulement, une délégation a demandé un pont et ils ont reçu du premier ministre la même réponse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas moi qui ai répondu, c'est le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault).

M. Dufresne (Joliette): Je ne savais pas que l'honorable député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) était ministre du Travail. Je croyais que le député de Bellechasse était ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il y a bien des choses que vous ne savez pas, et ça paraît.

M. Dufresne (Joliette): Mais on vous a demandé du pain. Qu'allez-vous faire?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): On leur donnera des biscuits.

M. Dufresne (Joliette): Le gouvernement n'a rien fait pour le rapatriement. Le premier ministre s'est dit heureux de développer le Lac-Saint-Jean, il a annoncé la construction d'une grande industrie sur le Saguenay avec du capital américain. Ce capital américain nous amène aussi du capital humain. Des Américains viennent ici remplacer les nôtres qui s'en vont. Il vaudrait mieux employer le capital canadien et les entreprises seraient dirigées par des Canadiens. Il estime que le gouvernement devrait faire davantage pour encourager le capital canadien à développer les grandes industries canadiennes, comme le développement du Lac-Saint-Jean, et soutient que des encouragements appropriés auraient produit suffisamment de capitaux canadiens à cette fin.

On doit d'abord s'occuper de notre commerce et de notre agriculture. Quand on expose la situation lamentable de nos industries et de notre commerce, le premier ministre se contente de répondre qu'il y a une crise. La province traverse une crise qui est due à l'imprudence du gouvernement et à sa politique.

Il reproche au gouvernement de faire servir une grande partie des octrois pour l'agriculture à des favoris. Il est vrai que le gouvernement se vante de donner \$1,600,000 à l'agriculture, mais \$500,000 de cette somme vont aux agronomes, en réparations des automobiles, et aux conférenciers qui disent aux cultivateurs que, s'ils n'ont pas la prospérité, c'est parce qu'ils sont paresseux ou qu'ils ne savent pas cultiver.

M. Hamel (Portneuf): Quels sont les conférenciers qui disent cela?

M. Dufresne (Joliette): Oh! Je ne connais pas tous leurs noms. Je regrette qu'on n'encourage pas plus l'industrie des conserves alimentaires. Nous n'en fabriquons que 5 % de ce que fabrique l'Ontario. Le gouvernement n'aide pas le commerce. L'honorable premier ministre nous avait promis de faire des pèlerinages à Ottawa pour faire changer la loi des faillites.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi attaquer le gouvernement provincial?

M. Dufresne (Joliette): Le premier ministre n'est-il pas allé à Ottawa pour voir ses amis à ce sujet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) J'ai fait deux pèlerinages et la loi a été changée deux fois.

M. Dufresne (Joliette): Le premier ministre devrait faire un autre pèlerinage, maintenant que ses amis ont une si bonne majorité. La loi est encore mauvaise et nos gens font trop facilement banqueroute. Demandez, à ce sujet, l'opinion des industriels. La loi des faillites protège encore les voleurs, ceux qui veulent frauder leurs créanciers. Le commerce est loin d'être bon dans la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais le commerce est bon, puisque vous faites de gros "mergers"⁸.

M. Dufresne (Joliette): Nous sommes obligés de faire des "mergers" justement parce que le commerce n'est pas bon. Les affaires commerciales de la province sont si mauvaises que nos maisons d'affaires doivent fusionner. Il n'y a plus moyen, en cette province, de faire vivre nos industries autrement. J'ai souvent dit au gouvernement que le moyen de stimuler le commerce serait de nommer un ministre du Commerce et de l'Industrie, et que des délégations se suivant les unes après les autres en ont pressé le premier ministre et se sont fait dire que la question serait prise en considération, autrement dit que rien ne serait fait. On parle des compétences ministérielles, mais le cabinet a-t-il un seul de ses membres qui soit compétent en matière commerciale?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition dit toujours qu'il y a trop de ministres.

M. Dufresne (Joliette): Il n'y a pas un seul ministre qui est homme d'affaires, et vous ne pouvez pas nier que le commerce va mal dans tous les centres industriels de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous prétendez que vous allez arriver au pouvoir bientôt. Vous en nommerez un.

M. Dufresne (Joliette): (Souriant) Oui, je l'espère et la province aussi. Je vais dire comme mon honorable ami de Laval (M. Renaud), si vous restez au pouvoir encore 30 ans, nous allons mourir.

(Rires)

Le discours du trône, je l'ai lu et relu. Dès les premières lignes, il fait remarquer avec beaucoup de

raison que la Providence nous a comblés de bienfaits durant l'année qui vient de se terminer. L'abondante récolte est de nature à encourager nos cultivateurs à rester attachés au sol. Mais que fait le gouvernement pour seconder la Providence et pour encourager les fils de la terre à demeurer sur leurs fermes?

Même si la récolte avait été encore plus abondante, le gouvernement, poursuivant sa politique de routine, d'accaparement, de taxes et d'impôts, n'en a pas moins découragé nos agriculteurs et les a forcés à émigrer aux États-Unis. À quoi nous sert une récolte abondante, si le gouvernement néglige d'ouvrir des marchés pour écouler les produits de la ferme et s'il refuse de prendre les moyens d'augmenter la consommation dans la province de Québec?

Si le gouvernement poursuit la même politique néfaste, le cultivateur subira le même sort; il laissera son foyer et, dans les rangs de nos campagnes, nous verrons les fenêtres de nos bonnes vieilles maisons fermées avec des bouts de planches.

La province de Québec est belle et grande. Elle possède un sol fertile, des ressources naturelles de toutes sortes, des pouvoirs d'eau, des mines, des forêts qui font l'envie des Américains.

Le gouvernement a commis une grave erreur en ne faisant pas marcher de pair l'agriculture, le commerce, l'industrie, en d'autres termes, en ne faisant pas l'exploitation normale de nos ressources naturelles.

J'accuse le gouvernement de Québec d'avoir négligé notre commerce et notre industrie. Il a fait semblant par le passé de s'intéresser à l'agriculture et il a voté des sommes considérables d'argent pour les salaires et les dépenses de voyage de ses favoris, bien plus que pour aider nos cultivateurs. Aujourd'hui, pour jeter de la poudre aux yeux, il fait de grandes phrases sur nos ressources naturelles, mais, comme l'a si bien dit le chef de l'opposition, pas un mot sur l'agriculture!

Ce n'est pas ainsi que doit agir un gouvernement prévoyant. Il doit voir au développement rationnel de toutes nos richesses. Il doit travailler au bien-être de toutes les classes de la société.

Quel est le résultat de la politique d'aujourd'hui? Notre province en est réduite à importer des provinces-sœurs ce que nous pouvons produire et fabriquer chez nous. Par exemple, nous importons pour 40 % des produits alimentaires de la province d'Ontario, et c'est un fait connu que ces produits pourraient nous être fournis par notre province.

Le gouvernement devrait établir des fermes de démonstration au lieu de se contenter d'organiser des fermes politiques. Il devrait établir nos agronomes sur des terres, dans tous les comtés de notre province, de façon à démontrer l'efficacité de l'instruction agricole, et de façon à savoir si les agronomes sont renseignés, et de façon à leur permettre d'enseigner à la jeune population agricole. C'est là le programme de l'opposition.

La province d'Ontario améliore sa culture, mais elle travaille en même temps à développer son commerce et ses industries. Elle est plus jeune que la nôtre et cependant son commerce est le double du nôtre. Ontario a beaucoup moins de faillites que Québec, quoi qu'en dise le chef du gouvernement. Notre province ne fabrique que 5 % de ce que produit l'Ontario en fait de conserves alimentaires. Il (M. Dufresne) cite le cas d'un metteur en conserve à qui le gouvernement ferait bien d'aider en lui accordant un octroi de \$10,000.

Comparons encore la province d'Ontario avec celle de Québec. D'après les derniers rapports officiels, Ontario a 9,174 industries; Québec en a 7,367, soit une différence de 1,807 à notre détriment. Le capital investi dans les industries ontariennes est de \$1,604,187,941; celui de notre province, de \$932,186,153, soit une différence de \$711,001,788. Ontario donne du travail à 76,796 hommes et à 15,000 femmes de plus que Québec. Ontario paye en salaires \$127,660,493 de plus que Québec. Ontario manufacture pour \$339,577,097 de plus que Québec, en une seule année.

La comparaison entre les faillites de la province de Québec et celles d'Ontario n'est pas moins alarmante. Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) vient de déposer l'*Annuaire statistique de Québec* de 1925 et, à la page 455, je trouve le tableau suivant couvrant l'année 1924: Québec, 812 faillites; passif, \$17,001,233; Ontario, 794 faillites; passif, \$16,094,499.

Voilà un état de choses vraiment déplorable, causé par la négligence du gouvernement qui ne donne pas au commerce, à l'industrie et aux ouvriers l'importance qu'ils méritent et la représentation qu'ils doivent avoir.

Dans le passé, le gouvernement a été imprudent avec sa loi de voirie et il a construit des bouts de chemins. Il y a des paroisses qui ont contracté des emprunts pour faire des chemins, tandis que d'autres paroisses n'ont pas voulu parce que la chose leur était impossible et qu'elles se sentaient incapables de payer. Je dis que le gouvernement devrait protéger ses pauvres paroisses et travailler à réunir ces bouts de chemins.

Je donne pour exemple mon propre comté. En sortant de Joliette, nous entrons dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, où la grande partie des cultivateurs n'a pas les moyens d'emprunter pour l'amélioration de la voirie. Allez dans la paroisse suivante, Saint-Ambroise; un bout de chemin y a été construit. À Sainte-Mélanie, il n'y a pas de chemin amélioré. Dans Sainte-Béatrix, un bout de chemin a été construit, mais la plus grande partie n'a pas été améliorée. Saint-Alphonse n'a pas de chemin amélioré. Il en est de même de Saint-Côme et Saint-Thomas.

C'est-à-dire que les bouts de chemins ne servent pas à grand-chose, pour le commerce et l'utilité de nos cultivateurs. Je le répète, le gouvernement devrait adopter une politique de voirie qui aiderait ces paroisses pauvres.

Au début, le gouvernement n'a-t-il pas fait des concessions pour la route Québec-Montréal? Pourtant, sur ce parcours, les cultivateurs sont très à l'aise pour une bonne majorité d'entre eux.

N'est-il pas important de construire des routes là où il n'y a pas de chemin de fer, afin que les cultivateurs de ces paroisses aient la facilité de transporter les produits de leurs fermes? Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) assure l'entretien des routes régionales.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
(Souriant) Ne parlez pas contre votre président⁹.

M. Dufresne (Joliette): Ne craignez rien. Je parlais de l'entretien des chemins. Nous avons, dans mon comté, une belle route régionale de Joliette à Berthier, deux des villes les plus importantes de la province en dehors des grandes cités. Joliette a une population de 11,000 âmes. Le gouvernement ne devrait-il pas assurer l'entretien de la route entre Joliette et la ville de Berthier? J'espère, M. l'Orateur, que ma suggestion sera bien accueillie par le ministère des bons chemins.

La politique de routine et d'à peu près du gouvernement actuel a trop duré. Seul le programme des députés de la gauche donnera à cette province un gouvernement qui répondra aux besoins du peuple et qui conduira la belle province de Québec dans la voie de la prospérité.

Je demande aux ministres de la Colonisation et de la Voirie de venir visiter ces routes et ils verront combien ma demande est légitime. Le gouvernement devrait au moins accorder la même faveur aux paroisses pauvres qu'aux paroisses riches traversées par la route Montréal-Québec.

La route de Joliette à Saint-Côme s'impose depuis longtemps. Elle est en mauvais état; les colons et les cultivateurs se découragent et abandonnent leurs terres à cause des difficultés de communication et de transport. C'est un malheur! Il ne faut pas que nos vieilles paroisses soient abandonnées. Nous avons intérêt à garder tout notre monde et, pour cela, il faut que le gouvernement fasse les sacrifices nécessaires.

Les cultivateurs des paroisses que j'ai mentionnées sont bien disposés à donner autant que possible pour avoir une route convenable, mais, sans l'aide du gouvernement, ils ne peuvent rien faire.

(Applaudissements à gauche)

M. Richard (Verchères): Le gouvernement aide les municipalités pour leurs chemins. Les municipalités se sont engagées délibérément dans cette voie et le gouvernement a fait œuvre patriotique en secondant leurs efforts, tout récemment encore, alors qu'il a diminué le taux de l'intérêt sur les prêts pour l'amélioration des chemins. La politique des routes est vraiment la bienvenue dans toutes les municipalités de mon comté.

L'honorable député de Joliette (M. Dufresne) a tort de dire que des agronomes sont inutiles. Les agronomes n'ont pas besoin d'aller à l'école. Ils ont toute la compétence pour diriger nos agriculteurs et ils ont contribué efficacement au développement de l'agriculture.

Il a tort aussi de dire que nous ne fabriquons pas de boîtes de conserves alimentaires. S'il se donnait la peine de regarder dans nos magasins, il y verrait des boîtes de tomates surnommées Madeleine de Verchères. Plusieurs fabriques de conserves de mon comté ont reçu de l'aide du gouvernement.

Des voix de l'opposition: Vous êtes chanceux.

M. Richard (Verchères): Si mon honorable ami de Joliette veut faire aider une grande route régionale, il n'a qu'à s'adresser à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron).

Le gouvernement nous invite à constater, dans l'examen des comptes publics, que le dernier exercice financier s'est soldé par un excédent des recettes sur les dépenses, en dépit d'une augmentation générale des octrois publics. Cette invitation semble adressée aux députés ruraux et est pour moi d'un intérêt particulier. C'est le cultivateur qui, sous le gouvernement actuel, est le moins taxé et reçoit davantage, et je ne puis contester le fait. Il est juste qu'il en soit ainsi, puisque l'industrie du sol doit

être traitée selon la prépondérance du rôle qu'elle tient dans notre province. Si les dettes de la province et des municipalités ont augmenté, l'actif de ces institutions a considérablement augmenté.

Il est indéniable par sa définition même que le tourisme et l'automobilisme supposent les voyages agréables à travers les belles campagnes de notre province sur nos magnifiques routes, nationales, régionales et autres, plus de 7,000 milles de chemins améliorés.

Si nos cités et villes, si notre province retirent du tourisme des bénéfices très considérables, la campagne et ses routes, la campagne et les municipalités qui n'ont pas hésité à se charger du coût de construction de ces routes est un facteur important et permanent du succès de cette industrie. Si les municipalités sont chargées de routes qui contribuent aux revenus, il faut bien reconnaître qu'elles en reçoivent une bonne part.

J'ai pensé qu'en face d'un excédent des recettes ce serait peut-être une occasion favorable de suggérer au gouvernement que les municipalités chargées des dettes de la construction des grandes routes classées et entretenues par la province soient progressivement dégreévées dans la mesure du développement du tourisme. Le fardeau a été allégé dans le passé. La confiance des campagnes n'a pas été déçue. Seuls ont été déçus ceux qui, désireux d'embarrasser le ministre de la Voirie et le député, ont cherché à faire regretter aux municipalités leurs engagements et dettes de voirie et leur ont conseillé de les renier.

L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), au cours des remarques importantes qu'il nous a faites durant ce débat, a rappelé ce qu'est le discours du trône, expliquant qu'il diffère des discours ordinaires et que le gouvernement y expose simplement l'idée générale de la législation qui sera proposée durant la session qui commence.

Les ministres se réservent l'opportunité d'exposer dans leurs détails et de discuter au long dans leurs principes et dispositions les différentes lois, lorsque plus tard elles viennent devant les Chambres.

Si je me demande quelle est la nature du sujet qui est l'objet de ce débat, je dois me rappeler que c'est l'exposé général et succinct des projets du gouvernement, loyalement soumis par le représentant du roi aux représentants du peuple en cette Chambre.

Si je me demande quel est l'objet de ce débat, je dois logiquement comprendre que, si les ministres font connaître l'idée générale de leur politique, c'est dans le but d'obtenir des députés, des vues, des expressions d'opinion, des suggestions et des appréciations de même nature.

La nature des quelques remarques que j'ai à offrir devant cette Chambre sera conforme à cette manière de voir, et je m'excuse auprès de l'honorable député de Joliette (M. Dufresne) qui m'a précédé, si, au lieu de le suivre sur le terrain où il a placé la discussion, je me borne à commenter, à apprécier les articles du programme sessionnel, qui intéresse tout particulièrement cette partie de la province où se trouve mon comté, à offrir une opinion et quelques vues personnelles sur les projets du gouvernement qui affectent toute la province et regardent l'avenir, si enfin je me réserve l'opportunité de faire valoir quelques raisons et quelques arguments, quand le temps sera venu de se prononcer sur les différents projets de loi.

Les dispositions du discours du trône qui attirent l'attention particulière non seulement du comté que je représente, mais de toute la région où se trouve le comté de Verchères, sont certainement celles où il est question du pont de Longueuil. La mise à exécution de ce projet, après un demi-siècle d'études, est une question très importante, et je félicite le gouvernement d'avoir annoncé une loi à cet effet.

La construction d'un pont pour relier Longueuil à Montréal, la rive sud à la rive nord du Saint-Laurent, qui vient d'être commencée, aura sûrement pour effet d'intensifier l'industrie agricole, déjà prospère, et de développer le commerce et l'industrie sur la rive sud du Saint-Laurent. Il n'y a pas de doute que les cités et villes qui s'y trouvent retireront un avantage considérable de se trouver reliées à Montréal. La mise à exécution de ce projet de pont, à l'étude depuis près de 50 ans, constitue un événement de la plus haute importance, tant à cause de l'entreprise elle-même que de ses effets certains. Il est bien évident que le gouvernement entend participer, effectivement et d'une manière déterminée, à la réalisation de cette entreprise, puisqu'il en fait un article spécial du programme sessionnel où il déclare qu'il veut se faire autoriser par une loi à contribuer à la construction d'un pont reliant Longueuil à Montréal. Cet article du programme du gouvernement Taschereau donne une nouvelle preuve de l'esprit d'initiative qui caractérise la politique libérale, politique qui mérite la confiance et la gratitude de tous les citoyens de cette province.

Il restera notoire et au crédit du gouvernement d'avoir rendu possible l'érection de ce pont de Longueuil, d'urgence et d'utilité non seulement pour la métropole du Canada, mais aussi pour la province et pour le pays qui ont droit à un accès facile à Montréal.

Si je considère l'aspect local, je ne crois pas que dans le passé l'Exécutif ait soumis à la Chambre un projet de législation intéressant aussi directement et intimement cette partie importante de la province qui comprend les comtés de Chambly, de Verchères, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe et autres, et qui a toujours contribué largement au développement des autres parties. Il se trouve, sur la rive sud du Saint-Laurent, des cités, des villes et des villages importants, des centres où s'est implantée l'industrie manufacturière; il est notoire que la grande industrie de cette région et des comtés que j'ai nommés, c'est l'agriculture, et que l'érection du pont de Longueuil mettra la métropole à la portée de l'industrie agricole, s'il est vrai qu'aujourd'hui il est difficile d'accéder par le pont Victoria ou par bateau.

Le pont de Longueuil mettra donc le marché de Montréal, le plus important marché local du pays, en relation sûre et facile avec l'une des parties les mieux cultivées de notre province. Plus tard, ce pont dira que ce parti a su envisager toutes les initiatives avec succès. C'est pourquoi, même avant qu'un projet de loi soit présenté et à l'occasion de la mention qu'en fait le discours du trône, je me fais un impérieux devoir d'approuver hautement l'intention du gouvernement de se faire autoriser à participer à l'entreprise du pont de Longueuil et de formuler l'espoir qu'il ne rencontrera pas d'opposition sérieuse en cela. Si je ne le faisais pas, mes électeurs auraient le droit légitime de m'en blâmer. Cette participation en contribution peut se faire sans obérer le crédit, non plus que nos finances provinciales, et devient une mesure généreuse dans un cas d'utilité générale.

L'Exécutif nous prévient, en outre, que c'est le temps pour lui de se préoccuper du contrôle de nos forces hydrauliques et de l'exploitation de nos mines et de statuer sur ce sujet. Je partage l'opinion de ceux qui croient que c'est par l'industrie, agricole, manufacturière ou autre, que nous devons espérer développer rapidement notre province, qui est grande comme l'Europe. Si la fertilité du sol garantit le succès de l'industrie agricole, c'est vrai de dire que nos chutes et nos cascades, nos forces hydrauliques, constituent les plus sûres garanties du progrès dans l'industrie manufacturière.

La houille blanche, dont nous possédons les mines les plus importantes peut-être de l'univers, est déjà essentielle comme agent de chaleur, de lumière et de force motrice. L'on ne peut oublier non plus que l'exploitation de nos mines et de nos pêcheries et de notre domaine forestier constitue des sources d'industrie des plus importantes. Le problème de la conservation et du développement de nos ressources

naturelles nécessaires au développement matériel de notre province ne saurait être négligé par le gouvernement. De fait, nos activités, nos possibilités et nos industries sont les facteurs qui encourageront l'immigration et feront cesser l'émigration.

L'essor de l'Union américaine a été merveilleusement rapide. Sachons profiter de l'élan industriel qui nous vient de ce côté.

L'industrie agricole a besoin de l'industrie manufacturière et de toutes les autres industries pour se sustenter et progresser. Il faut aux cultivateurs des centres et des marchés importants pour écouler, absorber et consommer les produits de la terre et de la ferme, et l'agriculteur s'intéresse fortement au mouvement de nos activités et à l'impulsion qu'on veut leur donner.

Je représente un comté agricole. En certains endroits se sont développées des manufactures, et je puis affirmer sans crainte d'être contredit que les cultivateurs trouvent de très grands avantages commerciaux dans le voisinage de l'industrie manufacturière.

Ils aspirent vers le jour où l'électricité leur fournira à bon marché en même temps que la lumière, la chaleur et les moyens de transport et ils ne peuvent qu'apprécier la législation qui nous procurera ces bienfaits. Le projet du gouvernement paraît être de chercher de nouveaux revenus pour aider d'avantage à l'école du rang et à l'université. C'est sans doute dans nos ressources naturelles qu'il trouvera ces sources de revenus. Le gouvernement est logique si, tout en pensant à développer le domaine matériel, il veut aussi des progrès et de l'amélioration dans le domaine intellectuel.

Les intérêts supérieurs d'une nation réclament pour le peuple des villes et des campagnes les écoles primaires les mieux organisées et les plus effectives possible; de même pour la formation des classes cléricales professionnelles, et techniciennes dans la finance, le commerce, l'industrie et ailleurs. L'instruction soignée relève le niveau d'un peuple. L'instruction et l'éducation sont en grande faveur dans toutes les familles canadiennes-françaises de cette province.

Dans le comté que je représente, le père de famille est convaincu que le plus bel héritage et le plus précieux qu'il puisse laisser à son fils, c'est une éducation soignée; il veut que ses enfants complètent leurs études à l'école primaire.

Ces principes et ces convictions sont si bien reconnus qu'il est inutile de venir nous parler d'instruction obligatoire avec ses accessoires et que nos lois organiques actuelles sur l'instruction publique nous conviennent. Ce que le gouvernement

peut nous donner d'appréciable, c'est l'aide matérielle. L'aide du gouvernement, pour être efficace, doit venir en temps opportun et être accordée avec discrétion et jugement là où il y a besoin.

Dans cet ordre d'idées, je suis prêt à dire que, dans le cas où ce serait l'intention de soutenir et d'aider l'Université de Montréal, je crois sincèrement que c'est le temps et que cette institution qui a joué de malheur et a subi des pertes très importantes à différentes reprises a besoin d'être généreusement aidée. Le rôle qu'a joué l'Université de Montréal et qu'elle est appelée à jouer dans l'avenir est des plus considérables.

Le public de cette province a déjà prouvé l'importance qu'il accorde à cette institution et témoigne une appréciable sympathie à l'université. Si le côté matériel et l'organisation nécessitent des attentions spéciales, il doit se trouver à Montréal et ailleurs des hommes d'affaires assez bons patriotes et désintéressés pour les lui accorder généreusement. Je représente un comté rural, mais je ne crois pas que mes électeurs me reprochent d'exprimer cette opinion, en ce moment surtout où il est question de subventionner dans une égale mesure nos écoles du rang, et convaincu que les petites écoles ou grosses écoles attirent l'attention du gouvernement.

Je souligne les besoins de l'Université de Montréal en particulier, comme celui de nos écoles de campagne. Je ne puis oublier toutefois les remarques de l'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), lorsque, l'an dernier, en cette Chambre, il reprochait au ministre de la Voirie d'avoir aidé particulièrement les municipalités rurales qui possèdent les grandes routes et qu'usent si vite les autos de Montréal et des villes, en employant le revenu de la taxe des autos, etc. Je ne ferai pas comme lui.

J'aime mieux dire que les électeurs de mon comté sont anxieux de partager avec Montréal l'orgueil et les avantages que procurera à notre province une Université de Montréal, digne rivale d'une Université McGill, tout en restant accessible aux modestes bourses.

Il fait un bref éloge du gouvernement et rend hommage au premier ministre.

M. Dufresne (Joliette) parle de la loi de l'assistance publique. Il se demande pourquoi le gouvernement met des conditions aux octrois qu'il donne aux institutions de charité, alors qu'il donne sans condition aux universités et aux collèges classiques. Serait-ce parce que le gouvernement manque de confiance dans les situations religieuses?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Rapport du secrétaire et registraire

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire pour 1924-1925. (Document de la session no 6)

Rapport du service d'hygiène

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le troisième rapport annuel du service provincial d'hygiène de la province de Québec, pour l'année 1924-1925 (Document de la session no 35)

La séance est levée à 5 h 45.

NOTES

1. Dans *Le Devoir*, on dit que M. Faucher fait référence à M. Perron, ministre de la Voirie.

2. *Le Soleil* explique qu'il s'agit d'un député habitué des maisons de rapport.

3. Dans *Le Canada*, on écrit Pythagore, mais ce nom n'existe pas.

4. Oubliant l'étiquette parlementaire, il le nomme, de même qu'il nomme chacun de ses collègues dont il parle, au lieu de s'en tenir à la formule consacrée: "Le député de..." Les diverses tranches de son discours débutent toutes de la même façon: "M. Faucher a encore dit..." selon *Le Devoir* du 20 janvier, page 1.

5. Dans *Le Soleil*, on rapporte que M. Bouchard dit que l'âge scolaire est cinq ans.

6. Dans *The Quebec Chronicle*, on dit en 1891.

7. *La Patrie* écrit \$250,000,000.

8. M. Dufresne vient de fusionner sa fabrique de biscuits de Joliette avec la compagnie Viau de Montréal, et l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) a été nommé président de ce merger selon *L'Événement* du 20 janvier, page 7. Dans *The Gazette* du 20 janvier, page 19, on dit: "And now is (M. Dufresne) a director of the united company..."

9. *Ibid.*

Séance du mercredi 20 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**New Beth Jehuda
Synagogue**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Samuel Guttman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de New Beth Jehuda Synagogue.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de Samuel Guttman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de New Beth Jehuda Synagogue, est présentée et déposée devant la Chambre.

**Shaare Zion
Congregation**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de David Cummings et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Shaare Zion Congregation.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de David Cummings et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Shaare Zion Congregation, est présentée et déposée devant la Chambre.

**Congregation
Shaare Tefilah**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition d'Adolph Klein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Shaare Tefilah.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition d'Adolph Klein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Shaare Tefilah, est présentée et déposée devant la Chambre.

**Congregation
Chevra Mishnais Beth Jehuda**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Baruck Reinblatt et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de Baruck Reinblatt et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda, est présentée et déposée devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);

- d'Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited, demandant l'adoption d'une loi autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à fixer l'évaluation, pour fins de taxes, des biens de la compagnie (M. Létourneau).

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 74 constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 59 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adélard Tétreault à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans les cas ci-après:

- de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de The Ogilvie Flour Mills Company Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc.;

- de l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Georges Larouche, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- d'Albéric Pinsonnault et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Venise;

- de Noranda Mines Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité distincte la ville de Noranda;

- de ville de Chicoutimi et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et conventions la concernant ainsi que les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited;

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- d'Albert Richard Whittall et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en corporation un certain territoire sous le nom de ville de Barkmere;

- d'Adélard Lacasse, demandant l'adoption d'une loi le déclarant membre de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;

- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Ville de Noranda

M. Authier (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Outremont

M. Tourville (Maskinongé) demande la permission de présenter le bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie

M. Phaneuf (Bagot) demande la permission de présenter le bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville de Venise

M. Lamoureux (Iberville) demande la permission de présenter le bill 90 constituant en corporation la ville de Venise.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Convention entre les commissaires
d'écoles de Chicoutimi et The Quebec
Pulp & Paper Mills Limited**

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 85 ratifiant la convention entre le conseil et les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Georges Larouche

M. Hamel (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 64 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges Larouche, de Québec, à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Montréal-Est**

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Ogilvie
Benefit Fund Inc.**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 56 constituant en corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie des tramways
de Verchères, Chambly
et Laprairie**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 72 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville
de Barkmere**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 76 constituant en corporation la ville de Barkmere.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport de la
Commission des liqueurs**

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre le quatrième rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec. (Document de la session no 31)

Questions et réponses:

**Le docteur Gaboury
et l'hôpital Gaboury**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Le docteur Gaboury est-il celui qui, en mars 1925, a obtenu la direction et le contrôle de l'hôpital Gaboury limitée?

2. Le docteur Gaboury est-il encore à l'emploi du gouvernement?

3. Dans l'affirmative, le gouvernement, après le jugement rendu contre ledit hôpital, a-t-il l'intention de le maintenir en fonction?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Le gouvernement n'a aucune connaissance de cette affaire.

2. Oui.

3. Le gouvernement ignore l'existence de ce jugement.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 19 janvier, sur la motion proposée le 7 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) fait un éloge à l'honorable M. Patenaude. Que le chef du gouvernement, dit-il, tâche donc d'accorder ses violons et ses ministres. Lui qui a un faible pour s'occuper de ses adversaires, il devrait plutôt s'intéresser à ses collègues du cabinet, s'appliquer à les faire siéger tous ensemble autour de la même table afin de ne pas être obligé de les voir les uns après les autres, au lieu de s'inquiéter de la perte des conservateurs à cause du départ de l'honorable M. Patenaude.

Le gouvernement, par ses orateurs et ses journaux, nous accuse de ne pas avoir de programme. Cependant, il s'aperçoit bien que nous en avons un, puisqu'il nous le vole. Nous avions un programme, et le gouvernement nous en a pris des parties. L'opposition a un programme bien défini, programme que le chef et les membres de l'opposition ont énoncé à plusieurs reprises dans cette Chambre et à travers toute la province au cours des magnifiques assemblées que nous tenons en dehors de la période parlementaire. Chacune des motions présentées devant cette Chambre par les députés de l'opposition constitue un article de notre programme. Est-ce que le chef de l'opposition n'a pas présenté une motion demandant une enquête au sujet de la Banque Nationale? Le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) n'a-t-il pas présenté une autre motion du même genre? Le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) a proposé que le gouvernement donne aux municipalités une part de la taxe des automobiles. L'ancien député de Montréal-Jacques-Cartier (M. Patenaude) n'avait-il pas présenté une motion lors de l'étude du bill des notaires qui intéressait alors le premier ministre? Le député de Québec-Centre (M. Faucher) a fait des suggestions au sujet de l'autonomie de Québec. C'est là notre programme et nous entendons le suivre.

Il reproche au gouvernement de commencer la session en refusant de donner aux représentants du peuple les renseignements qu'ils sont en droit d'avoir. Ainsi, à plusieurs questions qu'il a posées lui-même, à propos de l'administration de la justice, le gouvernement répondait, à la séance d'hier après-midi, par le même refrain: "Il n'est pas dans l'intérêt de répondre à ces questions." Voilà comment nos autocrates se moquent du public.

On a reproché au chef de l'opposition de n'avoir pas jeté de fleurs sur la tombe de l'ancien député de Jacques-Cartier. Mais je ne sache pas que l'honorable député de Jacques-Cartier soit mort. Il a dû, d'ailleurs, faire plaisir au gouvernement en démissionnant. Le gouvernement a été ravi de le voir

partir, étant donné qu'il était une source d'irritation constante pour l'administration.

Le discours du trône est une réédition des précédents. L'œuvre du gouvernement se résume dans une augmentation des taxes et des dettes.

À propos des autobus, j'espère que le gouvernement n'entend pas créer un nouveau monopole¹. Je sais que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) a déjà dit aux propriétaires d'autobus de ne pas renouveler leurs voitures avant de savoir ce qui pourrait se produire. Est-ce que nous pourrions y voir un danger?

Pour les affaires de voirie, le gouvernement n'a pu se dérober et, en réponse aux questions posées par le député de Joliette (M. Dufresne) et le député de Laval (M. Renaud), il a dû avouer que la dette des municipalités poursuivies continue de s'allonger, ainsi que la dette de celles qui ne peuvent payer leurs intérêts pour leurs chemins. Ils ne peuvent plus se cacher derrière la même excuse concernant les routes et les municipalités qu'ils ont poursuivies, et ce, même s'il s'agit d'un discrédit pour la province que le gouvernement, qui s'est vanté de sa politique des routes, doive faire savoir au reste du monde qu'il a tellement écrasé les municipalités sous des frais d'entretien qu'elles ne peuvent plus payer et qu'elles doivent être poursuivies devant les tribunaux.

On nous accuse de dénigrer notre province quand nous exposons la situation sous son véritable jour. Je ferai remarquer que ce n'est pas l'opposition qui intente des poursuites aux municipalités devant les différents tribunaux de cette province, ni qui leur envoie des lettres d'avocats parce qu'elles ne peuvent pas payer.

Le premier ministre se vante des secours que le gouvernement accorde aux institutions de charité grâce au sou du pauvre. Le gouvernement n'a pas créé cette source de revenus, mais il l'a enlevée à la cité de Montréal. Le gouvernement prétend qu'il a inventé la taxe d'amusement. Ce qu'il a inventé, c'est un système pour voler Montréal des revenus dont il avait droit sur cette taxe.

Il accuse le gouvernement d'avoir forcé, pour ainsi dire, les institutions religieuses à se mettre sous la loi de l'assistance publique, en leur coupant les vivres et en décourageant la charité privée.

Il traite de la question des pouvoirs d'eau et des concessions forestières, et il prétend que, dans la plupart des cas, des amis du gouvernement, des ministres parfois, sont au fond de toute l'affaire.

Quand le gouvernement prétend qu'il a dépensé \$70,000,000 dans les bons chemins, il oublie de dire au peuple que le premier ministre a

déclaré, il n'y a pas si longtemps, que \$35,000,000 avaient été engloutis dans les chemins et qu'il fallait que ce montant soit économisé. Ce qui suggère qu'il y a eu beaucoup de gaspillage. On a voulu faire payer au peuple de cette province l'expérience de la construction des chemins. Les officiers du gouvernement sont responsables des grandes dépenses faites par les municipalités pour des travaux de voirie. Ce sont les conférenciers ministériels qui ont encouragé, incité les municipalités à construire les chemins. Le gouvernement doit payer pour l'entretien et la réfection de ces chemins.

Le député de Verchères (M. Richard) déclare que les municipalités sollicitent de l'argent du ministère pour les chemins. C'est peut-être vrai, mais il est certain que, dès 1912, les conférenciers du gouvernement parcouraient les campagnes en faisant de la propagande pour que les municipalités empruntent pour la construction des chemins. C'est donc la faute du gouvernement si leur dette est si élevée.

Il déclare que les poursuites intentées aux municipalités pour leurs dettes de chemins sont de nature à nuire au bon renom de la province. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), dit-il, devrait être capable d'en venir à une entente pour éviter des procès. Le gouvernement n'a pas raison de ne pas essayer de s'entendre à l'amiable avec les municipalités.

Il reproche au ministère de la Voirie de ne pas permettre aux municipalités d'acquitter, par versements, leurs dettes envers la province et de poursuivre celles-ci devant les tribunaux. Il veut que les revenus des automobiles, de la Commission des liqueurs et de la taxe sur la gazoline soient affectés au paiement des travaux de voirie.

Je ne veux dire qu'un mot des élections partielles, dit-il.

Des voix ministérielles: Parlez-en, parlez-en.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Le nouveau député de Jacques-Cartier (M. Marchand) nous a dit que la victoire du gouvernement dans son comté lui donnait la clef de Montréal. La clef que le gouvernement a trouvée, ne serait-ce pas plutôt la clef des douanes? Pour que le premier ministre prenne Montréal, il faudrait qu'il s'occupât de ses citoyens. Il faudrait que le premier ministre pense à Montréal, qu'il lui rende son autonomie. La politique du gouvernement a imposé des obligations très lourdes à la métropole.

En obligeant les citoyens de Montréal à payer des charges trop onéreuses, le pavage du boulevard Gouin et l'expropriation du pavage des égouts du boulevard Décarie, le gouvernement est loin de se faire des amis. Le gouvernement a imposé à Montréal la Commission métropolitaine, ce qui représente une charge fixe de \$300,000. Le boulevard Gouin coûte à Montréal \$400,000 et le boulevard Décarie \$1,250,000. On a augmenté de plus d'un million les charges de la métropole. Montréal, ainsi surchargée de taxes, ne donnera pas au gouvernement un vote de confiance.

La Commission métropolitaine va demander sous peu, par un bill, de se substituer aux conseils des municipalités. Elle rêverait d'un boulevard à travers l'île de Montréal, et le premier emprunt serait de \$10,000,000.

Si encore la Commission métropolitaine avait donné quelques bons résultats. Mais non. Ce qu'elle a fait de mieux, ça a été d'arrêter le pouvoir d'emprunt de Montréal quand il s'agissait de ses travaux d'urgence. Elle s'est encore occupée de logements insalubres à Saint-Laurent, à la Pointe-aux-Trembles, à Lachine. Partout ce fut une faillite. Ce système de construction de logements ouvriers fut ruineux. Fameux, ces logements où ça coûte \$12,000 pour habiter. D'après moi, le gouvernement n'a rien fait pour Montréal qui puisse lui attirer l'estime des citoyens².

Méfions-nous de tout projet de loi destiné, en apparence, à redonner à Montréal son autonomie, mais qui serait préparé par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). On a mis le boulevard Gouin à la charge de Montréal, pourquoi? Parce que le gouvernement ne voulait pas payer pour la prison de Bordeaux. Voilà l'autonomie que le gouvernement est prêt à nous donner.

Je m'y connais en pavages et crois que, pour paver nos chemins, on devrait employer toutes sortes de matériaux. Je ne dis pas qu'il se commet des irrégularités à la Voirie, mais, comme il s'y dépense beaucoup d'argent, il faut que l'administration y soit très sévère. Au sujet de l'amiésite³, un liant, un "binder" qui sert à la fabrication des chemins, c'est une composition de goudron et de caoutchouc. Le département de la Voirie paie trop cher pour ce matériel. Le gouvernement est en train de donner un monopole à certains entrepreneurs à cause de l'amiésite, car tous les entrepreneurs ne peuvent se procurer ce produit. Les fabricants n'en vendent qu'à quelques-uns, sous prétexte que les autres ne savent pas comment la poser. C'est par milliers de tonnes que l'amiésite est employée sur nos routes chaque

année. On n'emploie pas d'autres binders à cause du mode de soumission. Le mot "amiésite" ne peut s'appliquer à un produit similaire, parce que le ministère de la Voirie favorise un monopole en exigeant ce produit. Le gouvernement devrait demander des soumissions pour ce matériel.

Le gouvernement a des agronomes instruits; il en a d'autres, par contre, qui ne savent pas grand-chose. Il cite un exemple. Il favorise l'idée d'établir des agronomes sur des terres, recommande au ministère de l'Agriculture d'aider à l'industrie de la mise en conserve des produits alimentaires, et il reproche au gouvernement de ne rien faire pour encourager l'industrie agricole. Il démontre la prospérité dont jouit l'Ontario grâce à ces industries greffées sur l'agriculture.

Il parle de la Commission des liqueurs et de l'enquête faite sur les opérations de celle-ci lors de la dernière session. La Commission des liqueurs a été fondée pour enlever le commerce au peuple et a violé toutes les promesses faites par le premier ministre lors de sa création. Il rappelle des incidents de la dernière session. À la fin de l'enquête commencée, l'an dernier, devant le comité des comptes publics, le secrétaire de la province (l'honorable M. David) aimait mieux s'en aller en Europe que parler, bien que dévoué à son parti. À New York, le secrétaire de la province aurait rencontré un témoin assigné à l'enquête, mais qui s'était éloigné, et il l'aurait félicité de ce bel acte pour le parti. Il reproche au secrétaire de la province d'avoir porté, au sujet de cette enquête, un jugement sur lui, et cela dans un discours prononcé pendant la campagne d'Argenteuil.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai porté aucun jugement sur l'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray).

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): L'honorable secrétaire de la province a parlé de l'opposition et a dit qu'il y avait des "bootleggers" parmi ses membres.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai jamais prononcé de telles paroles.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): J'accepte la déclaration de l'honorable secrétaire provincial, j'en suis bien aise et je retire mes paroles. Je sais au moins que des témoins du gouvernement sont venus s'offrir à mon bureau pour prouver qu'ils avaient été approchés et pour dénoncer certaines personnes qui leur auraient demandé de témoigner. M. Brien

courait après moi pour se vendre et pour dire qu'il avait eu 34 entrevues avec le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). Je n'ai pas voulu accepter les offres de cet homme.

Il est allé visiter les bureaux de la police provinciale, à Québec. C'est au fond d'une cour et trop sale pour qu'on reste longtemps. Des fonctionnaires lui ont dit qu'il y avait dans ce bureau des poux et des coquerelles. Il n'est pas étonnant que le premier ministre ne juge pas d'intérêt public de nous renseigner sur la police provinciale. Il blâme le bureau du procureur général pour cette mauvaise tenue des bureaux de la Sûreté provinciale et de ne pas lui donner les renseignements dont il a besoin.

Il demande au trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) si un nommé Gauthier, de Montréal, n'a pas importé 106,000 gallons de gazoline en ne payant la taxe que sur 43,000 et quelques gallons. Je comprends, dit-il, que c'est un membre de la famille de l'honorable trésorier provincial, mais qu'importe. Je veux savoir. Le ministre n'applique pas la loi avec impartialité.

Il demande au gouvernement de diminuer les taxes.

(Applaudissements à gauche)

M. Fortier (Beauce): Je sens que je dois unir ma voix à celles des précédents orateurs pour saluer les nouveaux élus et pour accorder un souvenir à leurs prédécesseurs. Je dois saluer le vainqueur de Jacques-Cartier (M. Marchand), dont la victoire présage la réunion de Montréal aux phalanges libérales et démontre la communauté d'aspirations de la métropole et de la campagne. Il a réussi à vaincre les préjugés répandus par l'opposition qui disait que Montréal était demeuré la vache à lait de la province. Il faut espérer que la bonne population de Montréal va se ressaisir et comprendre que l'administration libérale ne demande qu'à bien servir les intérêts de la métropole. Nous sommes fiers d'approuver le gouvernement non pas servilement, mais dans toute la liberté de notre intelligence.

On a dit que le Parti libéral ployait sous le poids des années. Les oppositionnistes prétendent encore que le gouvernement s'en va comme un vieillard. Mais, si l'on regarde ses œuvres, on peut dire qu'il doit recevoir chaque jour des ablutions d'une fontaine de jeunesse. Après 30 ans de vie au pouvoir, le gouvernement libéral est encore jeune par ses œuvres nouvelles et ses projets. Nous sommes un jeune parti. Pour nous, notre tâche commence à peine et, pour l'accomplir, nous nous sentons plus jeunes que jamais. S'il faut chercher la décrépitude, c'est du côté de l'opposition qu'il faut regarder.

Nous avons réalisé, dans le domaine de l'instruction publique en ces dernières années, un progrès considérable. Nous avons porté à \$10,000 annuellement l'allocation de chacun de nos 21 collèges classiques, sans lesquelles allocations nos collèges auraient été obligés d'exiger des populations rurales un prix disproportionné à leurs ressources. Je ne répéterai pas l'histoire de la création des universités et des écoles techniques, de la transformation déjà accomplie ou en voie de s'accomplir, mais je dois ici signaler l'aide que le gouvernement a l'intention d'accorder par de nouvelles lois qui sont mentionnées dans le discours du trône.

Colonisation, dois-je mentionner les 60 et quelques nouvelles paroisses ouvertes de 1919 à 1925, les 4,686,90 milles de chemins faits depuis 1920 et les ponts construits depuis cette époque - dont un ferroviaire dont la province est, à juste titre, très fière - et dont la longueur totale excéderait 15,000 milles?

Agriculture. Nous entendons parfois le reproche de ne pas aider l'agriculture. Mais le gouvernement ne peut pas fournir le soleil ni faire pleuvoir à date fixe sur le sol ensemencé. La Providence a ce prestige, bien que l'opposition promette qu'elle conscrira l'astre du jour et les réservoirs célestes dès qu'elle sera assise à la droite de l'Orateur de cette Chambre. Notre gouvernement subventionne les expositions, dans toutes les branches de l'industrie agricole, il organise des concours où ses agronomes distribuent des renseignements et des prix. Il provoque le développement de races améliorées et plus rémunératrices.

On dit que les agronomes devraient être sur une série, mais nous avons déjà la ferme de démonstration qui répond à ce besoin. Cette ferme est sous le contrôle de l'agronome et les cultivateurs y reçoivent là toutes les démonstrations nécessaires. L'agronome ne pourrait parcourir les campagnes de sa division, aller à domicile enseigner au cultivateur et rester en même temps sur une terre. Le gouvernement a voulu que ce soit le fonctionnaire qui aille au peuple, et non le peuple qui aille au fonctionnaire.

Il fait une revue de l'œuvre du passé, le développement de notre système d'instruction publique, l'aide aux écoles élémentaires; le développement de nos ressources naturelles et l'apport considérable que leur exploitation donne au Trésor provincial; l'aide aux expositions agricoles, les progrès des diverses branches de l'agriculture.

C'est avec plaisir que nous avons appris par le discours du trône que le gouvernement va encourager davantage l'instruction publique. Nous sommes heureux de constater aussi que les revenus nécessaires seront payés par ceux qui ont les moyens de le faire et non par le peuple. Il veut que l'on sache bien que le gouvernement veut, ici, sa bonne politique de faire payer les plus forts impôts par ceux qui sont capables.

Des voix ministérielles: Très bien! Très bien!

M. Fortier (Beauce) fait un éloge du gouvernement et rappelle l'œuvre des ministres de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) et de la Voirie (l'honorable M. Perron).

L'opposition dit souvent que le gouvernement fait peu de chose pour l'agriculture. C'est bien mal connaître l'œuvre du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui se dévoue tant pour la classe agricole.

Des voix ministérielles: Très bien! Très bien!

M. Fortier (Beauce): Il me semble que l'opposition devrait, au contraire, seconder les efforts du ministre de l'Agriculture. Au lieu de cela, on critique sans aucun bon sens. Le ministère de l'Agriculture ne prend aucune initiative, dit-on. Mais n'est-ce pas ce ministère qui a encouragé l'élevage du mouton à tête noire? Cet élevage s'est fait dans la Beauce et les cultivateurs en ont tiré un revenu supplémentaire de \$18,000. L'opposition a pourtant ri de cet élevage des moutons à tête noire et a déclaré que le gouvernement voulait y faire allusion aux députés ministériels.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils n'ont pas la tête noire.

M. Fortier (Beauce): (Souriant) Ils ont plutôt la tête rouge. L'opposition a tenté de déprécier les agronomes. C'est pourtant l'agronome du comté de Beauce qui a fait réaliser ces beaux bénéfices à nos cultivateurs en encourageant l'élevage du mouton.

Il rappelle la campagne d'enseignement agricole qu'il répand par tous les moyens possibles et surtout par celui des agronomes et des conférenciers.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce qu'on vend plus de moutons dans Québec que dans Ontario?

M. Fortier (Beauce): Je l'ignore, mais je sais que nous faisons tout notre possible pour devancer Ontario et que nous réussissons souvent.

M. Dufresne (Joliette): Ontario vend pour \$12,000 de moutons et Québec, \$5,000.

M. Fortier (Beauce): \$5,000?

M. Dufresne (Joliette): Pardon, je voulais dire 12 millions et cinq millions.

M. Renaud (Laval): Il s'est trompé de zéro.

M. Fortier (Beauce): (Souriant) Si nos adversaires dirigeaient le gouvernement, nous en vendrions encore moins que cela car l'opposition veut supprimer tous les moutons.

Me sera-t-il permis de parler de l'industrie du sucre d'érable qui promet beaucoup, mais qui n'a pas encore reçu toute son expansion? Si c'est l'industrie nationale de la province comme la feuille d'érable est le symbole des aspirations canadiennes, c'est l'émanation par excellence du terroir de la Beauce. Puis-je suggérer au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de prendre l'initiative d'ouvrir plus grandes les portes du marché américain en dépêchant des porte-parole de sa qualité dans les centres commerciaux ou en faisant de la réclame par tous les moyens possibles?

Que l'honorable ministre prie l'agent commercial de la province en Angleterre, en Belgique, l'agent canadien en France, de s'employer à faire connaître et diffuser les produits de notre érable, sous quelque force que ce soit: sucre, sirop ou sous-produits; à faire de l'organisation pour ouvrir un marché dans l'Ouest et l'Est canadiens, où on requiert déjà le sucre de provision et le sirop. Des cultivateurs de Saint-Joseph ont reçu des commandes. Il faudrait éviter la spéculation au détriment des cultivateurs. Que, dans ce but, le gouvernement, par les modalités appropriées, s'emploie à favoriser l'accroissement de l'exploitation érablière.

M. l'Orateur, l'an dernier, cette Chambre édictait une loi par laquelle l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) pouvait patenter certains lots exploitables comme sucrerie seulement. Il y a, en Beauce, des territoires qui ne sont pas susceptibles d'autre exploitation. Que l'on sélectionne ces lots, qu'on les concède et les livre à l'industrie sucrière, même par parties. C'est un progrès sur les permis annuels à titre de loyer.

Tournons nos regards vers ce nouvel horizon, il renferme de fécondes promesses d'avenir. Elles n'échapperont pas à la patriotique vision de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), à qui elle ressortit, pas plus qu'elle n'eût échappé à celui dont il porte dignement le nom. Au reste, l'érable est déjà exclu des concessions forestières pour fins de commerce, et le rapport en sucre ou sirop est bien plus considérable que ne le serait celui de la coupe et par suite de la suppression de notre domaine national de l'érablière.

C'est à tort que l'on reproche au gouvernement provincial d'être responsable de l'émigration. Au cours de la campagne fédérale, l'honorable M. Patenaude, que l'opposition tenait pour un politique si brillant, a déclaré clairement que les causes de l'émigration des nôtres venaient du domaine fédéral. M. Monty lui-même partage l'avis de M. Patenaude là-dessus, tandis que l'honorable chef de l'opposition et le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) répudient l'honorable M. Patenaude et l'honorable M. Monty.

Cela a lieu de surprendre chez le député de Laurier, quant à M. Monty, leur politique de répudiation des chefs ne surprendra personne, elle est à la base de l'existence, c'est la source de vie de ce qui reste du Parti conservateur. Je rends à M. Patenaude le témoignage qu'il n'a jamais cherché à rendre le gouvernement provincial responsable de l'émigration.

Les sommités conservatrices font remonter l'émigration au gouvernement d'Ottawa. L'esprit de parti les égare. La guerre, sa réaction plutôt, n'est pas la seule cause. La population rurale a diminué de 200 personnes dans les vieilles paroisses autour de Montréal et Québec, ou 12 %, dit M. Firmin Létourneau, dans son rapport au dernier congrès des agriculteurs.

L'avènement de la machine aratoire a diminué la main-d'œuvre, notablement. Au Farmers National Council, aux États-Unis, M. Marsh, directeur-gérant, soutient que 15 à 16 % de la population, cultivant bien avec la machine, suffit à la culture du sol américain, le reste doit laisser la terre. Pour aider la partie de nos cultivateurs évincée du sol par la machine, nous devrions, après avoir bien examiné les ressources de nos régions respectives, nous employer à les utiliser par la création d'industries auxquelles le gouvernement ne manquerait pas de concourir. L'initiative doit surgir des régions intéressées. L'État ne peut être maître de l'exploitation agricole, commerciale ou industrielle, mais il peut et doit y aider.

Le reproche de l'émigration des nôtres que nous fait l'opposition lui paraît être son meilleur atout; cela se conçoit. À défaut de programme, le chef de l'opposition se réclame des traditions de son parti. C'est pourtant sous le règne du Parti conservateur que l'émigration est née, qu'elle n'a cessé de prospérer et qu'elle a eu son plein épanouissement.

Elle a diminué sous l'administration Laurier, administration que combattait si vivement l'honorable chef de l'opposition car elle brisait ses traditions les plus chères. Dans la grande crise qui a suivi la guerre, l'émigration a recommencé, mais le programme libéral, qui est un programme de progrès et de prospérité, finira par résoudre ce problème et par arrêter ce courant migrateur vers le sud. Il se meurt malgré que nos adversaires se démènent pour le ranimer.

Le Bulletin des agriculteurs du 7 mai 1925 (dépêche d'Ottawa du 3): "L'exode des Canadiens vers les États-Unis diminue sensiblement... Il accuse une forte diminution à comparer avec les mois précédents. Les effets des colons exportés aux États-Unis, pour les 12 mois se terminant avec mai 1925, valaient \$6,406,711; pour l'année précédente: \$9,624,114. Les effets des colons importés des États-Unis, durant l'année finissant avec mai dernier, valaient \$5,208,945; pour l'année précédente: \$4,880,118. Le retour des émigrés temporaires." L'on tient tellement à user de l'émigration contre le gouvernement, on l'accuse de ne rien faire pour l'enrayer. Il est inconcevable de l'imputer à un gouvernement local.

Le gouvernement aide au développement des centres industriels: barrage Gouin, Grande Décharge. C'est ainsi qu'il crée des centres industriels par les conditions qu'il impose aux acquéreurs des concessions forestières. Il fait ou fera surgir plusieurs villes industrielles, où nos gens, inoccupés à la terre, trouveront de l'emploi et s'y implanteront avec leur famille, en fondant de nouvelles paroisses... aussi dans les limites de notre province, sous la protection de ses lois et l'égide de leur foi et de leurs traditions. La province aura conservé et les bras de ses enfants qui ne seront que plus heureux⁴.

Parce qu'un conservateur éminent, dans la *Gazette* du 6 janvier, ose louer une politique qui a, plus que toute autre, contribué à développer la province et la fait citer par nombre d'autres journaux conservateurs, même en Ontario et ailleurs, le chef de l'opposition jette le louche sur l'honnêteté de tous ces conservateurs éminents, Sir William Meredith et autres⁵.

Pour lui, il faut être du parti Sauvé, sans cela point de salut. *Crois ou meurs* est sa maxime. Dieu est Dieu, et Mahomet est son prophète. Il n'y a qu'un Dieu et qu'un prophète, voilà la religion prêchée par l'honorable chef de l'opposition, au nom de l'indépendance d'esprit, des idées saines et libres. Le prophète n'est pas M. Patenaude. Ce dernier, d'autre part, n'a jamais cru que ce fut l'honorable chef de l'opposition.

Le gouvernement Taschereau est le conservateur de nos ressources naturelles. Dès que les perspectives de développement de nos immenses ressources hydroélectriques ont surgi des abîmes, une voix s'est élevée pour en revendiquer la possession au nom de la province. C'est la voix de celui qui dirige la province de Québec et qui dirige le Parti libéral avec tant de justesse, de droiture, d'énergie et de dignité que nous sommes fiers de le suivre dans un double sentiment d'admiration et de respect.

La gauche a mauvaise grâce de dénoncer le régime actuel de la Commission des liqueurs, quand elle préconise la vente des liqueurs à la caisse. Il reproche à l'opposition de critiquer la politique du gouvernement sans offrir de suggestions pratiques et solides. À la Convention de juin 1922 à Montréal, où le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a été choisi comme chef du Parti conservateur, ce dernier a énoncé le programme suivant, tel que reproduit par *Le Devoir*:

"Le gouvernement doit s'employer à faire régner la tempérance dans la province d'une manière réelle et efficace, et non à édicter des lois hypocrites. Suppression du monopole de l'État. Limiter la vente des liqueurs sans affecter les revenus de la province, par une loi respectant les revenus de commerce et les droits des citoyens des municipalités, mais très sévère contre les abus de l'intempérance.

"Cela signifie restituer au commerce les revenus que l'État lui a ravis: retour à l'ancien système."

M. Pellerin (Maisonneuve): L'honorable député de Beauce (M. Fortier) me permettra-t-il une question?

M. Fortier (Beauce): Certainement.

M. Pellerin (Maisonneuve): Depuis trois ans que je siége en cette Chambre...

Des voix ministérielles: Question, question.

M. Pellerin (Maisonneuve): Voici ce que je veux demander à l'honorable député de Beauce. Puisqu'il lit un article du programme de l'opposition, qu'il le lise donc tout entier.

M. Fortier (Beauce): Je voudrais bien lire autre chose, mais c'est tout ce qu'il y a.

M. Pellerin (Maisonneuve): C'est faux. Fausser la vérité, ce n'est pas nouveau du côté ministériel, car, l'an dernier, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a fait en Chambre une déclaration fausse.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je soulève un point d'ordre. Le député de Maisonneuve (M. Pellerin) déclare que j'ai dit l'an dernier quelque chose qui est faux et je suggère que cela est "imp parlementaire". Je demande au député de Maisonneuve de retirer ce qu'il vient d'insinuer.

M. l'Orateur demande au député de Maisonneuve (M. Pellerin) s'il a quelque chose à dire.

M. Pellerin (Maisonneuve): J'admets que mes paroles ne sont pas parlementaires. Puisque les règles parlementaires sont plus fortes que la justice, je retire mes paroles.

M. Fortier (Beauce): Le peuple ne retourne pas au Parti conservateur, dans cette province. Il ne veut pas faire machine en arrière. Le mot d'ordre du Parti libéral, c'est "En avant", pendant que l'opposition est en faveur d'une politique "de l'encroûtement". Ce mot d'ordre, il l'a puisé au sein des masses profondes du peuple où il habite, qu'il connaît et qu'il veut diriger vers le progrès. Il passe le mot d'ordre à ses vaillantes phalanges sur lesquelles il compte toujours quand il s'agit de promouvoir les vrais intérêts de notre province. Le premier ministre a orienté la politique de tout le Canada par sa fermeté et les chefs de nos deux grands partis nationaux ont suivi sa directive.

(Applaudissements à droite)

M. Saint-Jacques (Argenteuil): M. l'Orateur, l'accueil trop bienveillant qu'on a fait à mon entrée dans les rangs de la députation de cette province me met dans un assez sérieux embarras et, afin de ne désabuser personne, si possible, je confesse que je n'apporte ici qu'une certaine expérience au Barreau, beaucoup de bonne volonté dans l'exécution de mes

devoirs, et le désir d'être utile à mes commettants et à la province et de gagner et conserver l'estime de tous mes collègues des deux côtés de la Chambre.

(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

Le 16 janvier 1925, cette Chambre, alors en séance, s'ajournait en témoignage de respect pour la mémoire d'un de ses membres décédé la veille, après une longue et pénible maladie. Le député d'Argenteuil, M. Hay, quittait la scène parlementaire et celle de ce monde, victime de son attachement à ses chefs, qui, disait-on, n'avaient pas voulu lui donner le poste de tout repos qu'il convoitait et l'avaient contraint à subir une nouvelle élection dans des circonstances si difficiles qu'il sortait de la lutte vainqueur, mais mortellement atteint.

On me permettra bien, à moi son adversaire de 1923, de rendre ici un sincère hommage à la mémoire de cet homme qui fut un citoyen intègre et respecté, un père de famille modèle et un député d'une grande fidélité au parti auquel il avait donné son adhésion. (Applaudissements)

Je désire ajouter que M. Hay fut un adversaire courtois et loyal qui, j'en ai la conviction, ne manqua pas volontairement à l'engagement que nous avions pris au début de la campagne de traiter les questions politiques à leur mérite et de ne pas nous laisser entraîner à des appels mesquins dans ce comté qui est, au point de vue des races et des cultes, une miniature de notre Canada.

Grâce à l'absence regrettable de loi dans notre province déterminant dans quel délai doit être remplie la vacance créée par le décès d'un représentant à la Législature, le comté d'Argenteuil continua d'être ignoré pendant un temps déraisonnable jusqu'au jour où il plut au gouvernement de créer lui-même deux vacances nouvelles et d'ordonner une élection dans le bref délai de 20 jours.

On comprend un peu que le gouvernement ait éprouvé quelque hésitation à donner aux électeurs d'Argenteuil l'opportunité de prononcer leur verdict; les perspectives étaient peu rassurantes, et l'événement a démontré que les craintes n'étaient pas sans fondement.

J'ose espérer que les honorables ministres ne garderont pas rancune aux électeurs du résultat du vote du 30 novembre, où un adversaire du gouvernement fut élu, et qu'ils n'oublieront pas les nombreuses promesses de diverses natures faites au cours de la lutte dans les différentes parties du comté.

(Rires et applaudissements)

La grande majorité des électeurs de ce comté, sans distinction de race et de croyances, avait le désir de donner au gouvernement un avis salubre et ils voulaient aussi offrir à la province et au pays tout entier une leçon de véritable bonne entente, et, pour la première fois depuis 1867, le comté d'Argenteuil s'est fait représenter au Parlement de la province par un député de nationalité et de langue française.

Je ne voudrais pas exagérer la générosité du geste qui a été fait, mais il me paraît convenable de noter que l'initiative en est due à nos amis de langue anglaise et que certains appels inconsidérés de la part de certains partisans du gouvernement n'ont pas empêché le sentiment populaire de se manifester d'énergique façon. Cela montre la largeur d'esprit ainsi que l'esprit de fair-play de la population de langue anglaise dans ce comté; c'est un exemple parfait de bonne entente. La majorité des électeurs d'Argenteuil sont de langue anglaise et ont, en majorité, voté pour moi.

Il s'arrête pour déposer une fleur sur le monument des bonnes relations qui existent dans cette province entre les deux races, et il le fait en une langue qui a aussitôt attiré l'attention de la Chambre.

Qu'il me soit permis, au nom de tous les bons éléments de cette province, de formuler l'espoir que sous aucune circonstance et dans aucune partie de notre territoire on ne suscitera de ces querelles qui font tant de mal et sont le plus nuisible obstacle au développement d'un mouvement sincère d'unification de deux mentalités qui, bien que différentes, doivent vivre dans la concorde et l'harmonie, au bénéfice de la patrie commune.

Je voudrais aussi exprimer aux honorables ministres du gouvernement qui ont fait aux électeurs de mon comté l'honneur, auquel ils n'étaient pas habitués, d'une visite passagère ou d'un séjour plus prolongé pendant la lutte la reconnaissance de ces électeurs. Ayant fait ce que l'on appelle en termes de procédure "une descente sur les lieux", les honorables ministres ont pu se rendre compte des besoins et des desiderata du comté et ils ont, j'en ai le ferme espoir, pris la détermination d'y faire justice.

Il n'est pas possible que, après avoir entendu leur candidat, George Rodger, énoncer à sa façon vigoureuse les réformes qu'il croyait nécessaires, les honorables ministres ne se soient pas convaincus que le temps est venu de donner à cette partie de la province toute l'attention à laquelle son importance lui donne le droit de prétendre. Les électeurs d'Argenteuil seront traités en toute justice et générosité. Il exprime aussi son plaisir de constater que le premier ministre a été en mesure de visiter Argenteuil au cours de la campagne électorale.

Parmi les améliorations dont le comté d'Argenteuil a besoin, qu'il me soit permis de rappeler à l'honorable secrétaire provincial une promesse qu'il a faite au cours de cette élection. Il est vrai que je n'y étais pas. Mais je lui rappelle l'importance de la route de Lachute à Saint-Jovite qui touche à nos comtés.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai dit que je serais heureux d'appuyer la demande des électeurs pour la construction de cette route.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je vois que l'on m'a bien rapporté la déclaration de mon honorable ami et je lui offre mon concours lorsqu'il s'adressera à l'honorable ministre de la Voirie (M. Perron).

L'honorable M. David (Terrebonne): J'accepte au nom du comté de Terrebonne.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je serais trop heureux de le faire. L'honorable ministre a reconnu l'importance, et même la nécessité, d'améliorer cette route au plus tôt, et j'espère que mon élection ne modifiera pas ses bonnes dispositions à cet égard. Cette route traverse une grande partie des comtés d'Argenteuil et de Terrebonne, et elle relierait la grande route Montréal-Ottawa et celle de Montréal-Mont-Laurier, et son parcours est des plus intéressants, au point de vue de la beauté et de la variété des paysages et des attraits. La population agricole qui habite la région traversée par cette route accueillera avec reconnaissance un bon mouvement d'exécution de promesses déjà faites et réitérées au cours de la dernière campagne.

Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) dit à ce moment-là qu'il veut que la route en question soit construite au profit du comté de Terrebonne et qu'il serait heureux si, de là, un quelconque bénéfice revenait au comté d'Argenteuil. Les membres de Terrebonne et d'Argenteuil ont tous les deux souri à propos de la route. Il ajoute que les deux comtés ont des intérêts communs et qu'il souhaite coopérer avec le secrétaire de la province pour promouvoir le bien-être de ces comtés.

Il m'est agréable de constater que la campagne faite dans Argenteuil porte déjà ses fruits. Le candidat du gouvernement ne s'est pas gêné de proclamer bien haut, sous l'œil bienveillant de l'honorable secrétaire de la province et de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), la nécessité urgente dans Argenteuil, comme dans le reste de la province, de venir au secours de l'école

primaire et de lui fournir les moyens de donner un meilleur rendement. Nos amis, sous l'énergique direction de l'honorable chef de l'opposition, ont fait connaître aux électeurs le programme de l'opposition sur cette matière si importante, et les électeurs ont eu foi en eux et nous ont autorisés à continuer nos revendications.

Je connais, dans le comté d'Argenteuil, et il en est ainsi dans bien d'autres comtés de la province, des endroits où l'on a permis à de braves colons d'aller fonder un pauvre foyer dans la solitude de la forêt, d'y défricher un petit coin de terre qui leur permettrait de donner à la famille le pain quotidien, avec l'espoir que le gouvernement donnerait, lui, le pain non moins nécessaire de science élémentaire, et ils attendent encore ce secours qui ne vient pas.

Le gouvernement paraît l'avoir enfin compris, et le discours du trône, complété par l'exposé de l'honorable premier ministre devant cette Chambre, nous donne à espérer que les octrois affectés à l'instruction primaire auront l'importance que méritent les assises de tout notre système d'instruction publique.

On me permettra bien de noter, en passant, une certaine contradiction inquiétante entre deux parties du discours du trône, celle où l'on affirme la nécessité de créer de nouvelles sources de revenus pour rendre possibles les octrois additionnels destinés à l'instruction de nos enfants, alors que, dans un autre paragraphe, on nous annonce que, cette année encore, le gouvernement a un excédent de recettes sur les dépenses.

S'il est vrai, comme tout le monde semble l'admettre, que l'école primaire souffre dans notre province, que certaines municipalités scolaires n'ont pas les ressources nécessaires pour donner aux enfants des écoles appropriées et des instituteurs compétents, comment le gouvernement peut-il expliquer qu'il a laissé s'accumuler dans les coffres de la province les surplus annuels dont se vantent les habiles trésoriers provinciaux et qu'il ne les emploie pas à secourir ces municipalités et à donner à toute notre jeunesse l'opportunité qu'elle réclame de s'instruire convenablement?

L'honorable secrétaire provincial peut avoir l'assurance que, sur ce chapitre de l'éducation, il aura ma plus entière approbation, s'il veut véritablement et loyalement se pencher, comme il le dit parfois avec tant d'éloquence, vers les petits, les vrais humbles de nos campagnes, et mettre à leur formation première. Mais il peut aussi avoir la certitude que nous cesserons de nous entendre le jour où il tentera de distraire des fonds de l'instruction

publique les sommes qui devraient être toutes affectées à l'école primaire, pour les employer à des créations nouvelles lui permettant d'attacher son nom à quelque chose de plus ronflant et plus sonore que la petite école rurale, mais qui n'offre pas à notre peuple encore trop jeune ce qu'il lui faut pour se développer et garder sa bonne santé morale et intellectuelle.

Il est bien reconnu en médecine que les êtres qui se développent trop rapidement, qui grandissent trop vite le font au détriment de leur vitalité et ne sont le plus généralement que des rachitiques et des anormaux à tout point de vue. N'oublions pas qu'il en est des sociétés comme des individus. On n'édifie pas une société solide et durable en essayant de faire se développer hâtivement chez elle les parties supérieures seulement, sans tenir compte que, si la base n'a pas été d'abord et avant tout soigneusement posée, suivant des règles et des principes stables, tout pourra s'écrouler au moindre choc et à la première secousse extérieure.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement semble commencer à réaliser que, sur ce point particulier, sa politique n'a pas été ce qu'elle aurait dû être, et, si la population rurale de cette province reçoit, à l'avenir, pour ses écoles, la part des deniers publics qui lui appartient de droit, elle le devra aux revendications énergiques et incessantes de l'opposition. N'est-ce pas, en effet, un des articles fondamentaux du programme politique arrêté lors de la grande convention de 1923, que le soutien d'une façon efficace et aussi généreuse que possible de "l'école du rang", c'est-à-dire l'école primaire où la grande majorité des enfants de nos campagnes viennent puiser la seule instruction qu'il soit possible de leur donner?

Aidons largement et sans mesquinerie nos municipalités scolaires à construire et à entretenir des écoles hygiéniques et attrayantes, mais surtout aidons-les à se procurer et à retenir les services de professeurs compétents et dévoués. On l'a dit tant de fois que j'hésite à le répéter: Tant vaut le maître, tant vaut l'école. Faisons de l'enseignement, même et surtout dans nos écoles de campagne, une carrière qui appelle et retienne ceux de nos jeunes gens et jeunes filles qui ont des aptitudes et qui ont reçu dans nos écoles normales une formation pédagogique spéciale. Il espère que, sans être accusé d'être trop pointilleux, il pourra se permettre de suggérer qu'une bonne façon d'améliorer l'instruction primaire est de s'assurer que les professeurs sont suffisamment rémunérés.

Si la province a les moyens de se payer le luxe de belles écoles des beaux-arts et de reprendre à son service des professeurs étrangers, à qui elle donne une rémunération presque exorbitante, elle devrait être en état d'aider aux municipalités scolaires pauvres à se procurer des instituteurs et institutrices de chez nous qui soient de véritables éducateurs et non de simples répétiteurs.

(Applaudissements)

Les enfants de la terre ne devraient pas être négligés en ce qui a trait à l'éducation et devraient recevoir une instruction primaire qui puisse les attacher à la terre. Elle (la province) devrait aussi être en mesure de donner des subventions plus généreuses aux petites écoles de campagne et aux commissions scolaires qui ne peuvent se financer suffisamment par elles-mêmes.

Il est confiant que le gouvernement trouvera suffisamment de revenus pour l'instruction primaire sans être obligé d'imposer de nouvelles obligations au peuple.

Il y a tant à faire dans ce vaste champ de l'instruction primaire qu'il est impossible d'indiquer par le menu, dans son seul exposé, toutes les réformes à opérer. Mais je me propose de revenir sur ce sujet chaque fois que l'occasion m'en sera donnée, et j'ai la conviction de faire œuvre utile à la province en demandant au gouvernement d'ouvrir largement ses trésors et les mettre généreusement à la disposition de notre jeunesse des campagnes. Je le répète, l'honorable secrétaire provincial pourra toujours compter sur moi. (Applaudissements)

Il est, on l'a déjà dit, d'autres points d'une importance capitale sur lesquels le discours du trône fait un silence inquiétant. Le gouvernement semble avoir été préoccupé cette année par une seule et unique question. Si l'on en juge par l'importance que l'honorable premier ministre, et surtout l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), ont donnée dans leur discours à cette question du développement et de la conservation de nos ressources naturelles pour les nôtres, particulièrement nos forêts et nos pouvoirs d'eau, il semble bien que le gouvernement se rend compte que sa politique, au point de vue agriculture et colonisation, n'a guère donné satisfaction à la population de la province.

Le gouvernement pourrait difficilement expliquer pourquoi, dans la dernière décade particulièrement, tant des nôtres ont quitté le sol de la province, s'il n'était forcé d'admettre que sa politique d'agriculture n'a pas toujours été inspirée par le désir de favoriser les initiatives privées, mais bien, dans trop de circonstances, par des motifs politiques.

Le discours du trône affirme bien le fidèle attachement que nos agriculteurs ont pour le sol de leur province, et cet aveu contraste avec les déclarations trop récentes de certains politiciens qui attribuent l'exode alarmant de notre peuple à son inconstance, son goût des voyages et son amour du changement. En effet, notre population est attachée au coin de terre où elle est née et a grandi, et elle ne le quitte que lorsqu'elle y est contrainte par une pénible nécessité. Le départ de nos agriculteurs de la campagne de Québec, l'abandon de la ferme qui était le domaine familial ne se fait pas sans déchirement et de gaieté de cœur.

Le gouvernement, qui n'a pu s'empêcher de constater ces départs si nombreux et si alarmants depuis plusieurs années, a-t-il fait quelque chose pour rechercher la cause et la raison de cet exode? A-t-il fait quelque enquête, nommé quelque commission - lui qui, pourtant, ne gouverne que par commissions - chargée de trouver le mal dont souffre notre population qui s'en va? Pas plus cette année que les précédentes, le discours du trône ne nous indique que le gouvernement se préoccupe de cette angoissante situation.

L'honorable premier ministre n'a trouvé, dans son éloquent et habile discours, que les cheminées des usines, que le développement intense de nos pouvoirs d'eau va faire surgir comme par enchantement, pour rappeler les nôtres sur le sol canadien. La cheminée de l'usine, elle parle bien éloquentement à ceux qui ne rêvent que de gros bénéfices et de grosses agglomérations de capitaux, mais ce n'est pas elle qui gardera ceux qui veulent partir et qui rappellera chez nous ceux qui en sont partis parce que la bonne vieille terre de Québec ne leur donnait plus le pain de chaque jour.

Cette Chambre n'a-t-elle pas éprouvé une impression pénible que d'entendre le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) avouer que ses efforts ont été insuffisants à aider au rapatriement de nos gens et qu'on lui a même dit, dans certains endroits franco-américains: "Laissez-nous donc tranquilles, nous sommes heureux ici et nous ne désirons pas retourner dans cette province que nous avons quittée parce que le régime politique qui domine ne convient pas à nos aspirations, à nos besoins et à ceux de nos enfants."?

Mais, même si le rapatriement n'est plus possible, si les efforts vont se buter contre une obstination invincible, va-t-on prétendre que le gouvernement n'a pas, au moins, le devoir d'empêcher ceux qui habitent encore notre province et qui ont la tentation de partir, parce qu'ils souffrent, eux et leur famille?

Si l'on avait cherché à se rendre compte de la cause véritable de cet exode alarmant, croit-on qu'il n'eût pas été possible d'y faire obstacle et de l'enrayer d'une façon satisfaisante? C'est au gouvernement qu'il appartient de rechercher et de trouver cette cause et d'appliquer le remède convenable à un tel mal. S'il ne le fait pas, il manque au devoir national le plus pressant et le plus impérieux, et il ne mérite plus la confiance de cette province.

Qu'on me permette de faire observer que, même dans le discours du trône prononcé au parlement fédéral ces jours derniers, l'on a noté la nécessité de prendre des mesures efficaces pour ramener au pays autant des nôtres que possible, mais surtout pour retenir sur notre territoire ceux qui seraient tentés d'en partir. C'est au gouvernement qu'il appartient de rechercher et de trouver cette cause et d'appliquer le remède convenable à un tel mal. S'il ne le fait pas, il manque au devoir national le plus pressant et le plus impérieux, et il ne mérite plus la confiance de cette province.

N'est-il pas extrêmement pénible de constater que le gouvernement n'a pas même de statistiques sur le mouvement de notre population et se préoccupe beaucoup moins de cette question si vitale que du nombre de touristes étrangers qui viennent étancher leur soif dans notre hospitalière province? Il est pourtant possible, il doit être même facile de se rendre compte du nombre exact d'agriculteurs et d'ouvriers qui ont quitté nos paroisses de campagne depuis quelques années pour émigrer vers les villes des États-Unis. Il cite des chiffres pour montrer combien l'émigration a augmenté d'année en année et comment elle a été plus marquée dans cette province que dans les autres. Il serait possible, ajoute-t-il, et il devrait être même facile de trouver la raison de leur départ et d'empêcher que d'autres suivent leur funeste exemple.

Quelques-uns des nôtres s'y sont déjà employés, et l'on me permettra de porter à la connaissance de cette Chambre deux lettres, entre plusieurs autres, qui ont été citées au cours du débat devant le Sénat du Canada, à la session de 1925.

Elles sont toutes deux bien topiques de l'état de choses que nous avons constaté. Elles ne portent peut-être pas le même cachet d'encouragement que les citations faites par l'honorable premier ministre, dans son discours, mais elles émanent de sources plus désintéressées et elles sont sûrement l'expression plus franche et plus véritable du sentiment populaire.

"Saint-Côme, Comté de Beauce, 6 mai 1925.

"Honorable Monsieur,

"En réponse à la vôtre, je dois vous dire que dix familles de ma paroisse se sont expatriées aux États-Unis en 1923 et cinq en 1924. De plus, 20 jeunes gens y sont rendus pour y demeurer. Ce qui fait pour ma seule petite paroisse 100 âmes. Et la moitié des terres sont abandonnées, et nos gens s'en vont aux États-Unis travailler dans les moulins de bois à papier, et ce bois, ils l'ont souvent coupé dans nos forêts canadiennes.

"Et quand il n'y a pas d'ouvrage dans les manufactures de laine ou de coton, il y en a dans les moulins de pulpe. Et l'État voisin de notre comté, le Maine, draine ainsi nos bons Canadiens qui n'ont pas d'ouvrage ici.

(Signé) F.-P. Lamontagne,
prêtre-curé"

M. l'Orateur, j'ai une autre lettre, mais j'hésite à la lire car je me rappelle les accents d'indignation de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) condamnant le chef de l'opposition, la semaine dernière. Or, cette seconde lettre vient du comté de l'honorable ministre, de Saint-Valère d'Arthabaska.

"Saint-Valère, Comté d'Arthabaska, 24 mai 1925.

"Répondant à votre intéressante lettre du 23 avril dernier, je serais tenté de vous crier: bravo, M. le sénateur! car nous marchons vers l'abomination de la désolation dans notre chère province de Québec. Il est grand temps que nos chefs se réveillent pour parer au danger.

"Je ne connais pas la situation des autres provinces, mais, dans la nôtre, il n'y a qu'un problème à résoudre, celui de conserver nos gens sur leur terre. Ce problème domine les autres de toute sa hauteur, puisque tous les autres s'y rattachent en premier lieu.

"Il y a quelques mois que je suis nommé curé de Saint-Valère. J'ai visité toutes mes paroisses, environ 200 familles, et vous seriez surpris si, à ma place, vous aviez pu connaître leur situation, prendre ce contact intime avec ces familles. On sent, un peu partout, lever et se grossir des ferments de discorde sociale. Les cultivateurs trouvent qu'ils sont bafoués par les autres classes de la société, leur crédit est beaucoup diminué et leur travail peu rémunéré.

"Quant à l'émigration, on dit qu'elle est arrêtée, oui en un sens et non dans un autre. Plusieurs de ma paroisse partiraient s'ils pouvaient vendre leur terre ou même la louer convenablement. Ensuite, il faut sacrifier à un prix dérisoire tout le matériel de culture, et enfin, on sait que la vie est dure de l'autre côté de la frontière. Voilà ce qui fait que la désertion des campagnes semble ralentir.

"Je ne puis vous donner le nombre juste de familles qui ont quitté la paroisse entre 1923 et 1924, mais, d'après les recensements des autres curés précédents, je constate que la population de la paroisse est la même qu'il y a 20 ans, c'est-à-dire qu'une vingtaine de familles sont parties depuis ces dernières années.

(Signé) J.-L. Beauchemin,
prêtre-curé"

M. Fortier (Beauce): L'honorable député nous dira-t-il à quel sénateur ces lettres étaient adressées?

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Ces lettres ont été produites au Sénat et je puis en obtenir l'original pour mon honorable ami, s'il le désire.

M. Fortier (Beauce): Mais donnez-nous donc le nom.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Si la Chambre tient à le savoir...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est le sénateur Beaubien.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je crois même que ces lettres ont été adressées au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande pardon à l'honorable député, mais elles ne m'ont pas été adressées.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je demande pardon à l'honorable premier ministre, mais je croyais qu'on les lui avait adressées. Ces lettres ont été adressées à un homme que le chef du gouvernement connaît bien, à l'honorable sénateur Beaubien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous en avons reçu d'autres.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je pourrais rappeler, M. l'Orateur, que vous avez vous-même conseillé à vos électeurs de rester fidèles à la terre. J'ai là le compte rendu d'un discours que vous avez prononcé dans Lotbinière, dans la *Gazette* de Montréal. Je l'ai ici. Dans ce discours, celui-ci recommandait aux cultivateurs de son comté d'abord de se cramponner au sol, ensuite de ne pas garder d'alambic chez soi et de ne pas fabriquer d'alcool clandestinement, et, si par hasard il affrontait les rigueurs de la loi, de ne pas se faire prendre. Monsieur, vous avez donné de sages conseils à l'électorat de votre comté.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Je suis heureux de ces applaudissements, M. l'Orateur, car je voulais montrer à mes collègues que vous avez prêché ce que le gouvernement devrait prêcher davantage: la fidélité au sol natal.

(Applaudissements)

Vous avez recommandé aux cultivateurs de votre comté, d'abord de se cramponner au sol, ensuite de ne pas garder d'alambic chez soi et de ne pas fabriquer d'alcool clandestin, et, si par hasard ils affrontaient les rigueurs de la loi, de ne pas se faire prendre.

Quel est le premier et le plus douloureux résultat de ce dépeuplement de nos campagnes? Diminution sensible dans le nombre de nos agriculteurs, la superficie de nos terres cultivées et les revenus dérivés de l'agriculture. Veut-on des chiffres? Il suffit d'ouvrir l'*Annuaire statistique* de 1925 et l'on constatera avec un grand serrement de cœur et une véritable angoisse pour l'avenir de notre province: A- Le nombre des agriculteurs, qui était, en 1891, de 174,996, n'était plus, en 1911, que de 149,701, en 1921, de 137,619. B- La superficie des terres cultivées, qui était, en 1919, de 7,973,021 acres, n'était, en 1924, que de 6,736,300 acres. C- Que les revenus annuels dérivés de l'agriculture, qui étaient, en 1919, de \$445,514,000, n'étaient, en 1924, que de \$241,842,000. D- Que la valeur moyenne des terres en exploitation, y compris la maison d'habitation et les autres bâtiments de ferme, qui était, en 1919, de \$72 l'acre, n'était plus, en 1924, que de \$53 l'acre.

Voudrait-on prétendre que cette diminution s'est fait sentir également dans d'autres provinces du dominion, que le même *Annuaire statistique* nous ferait voir que dans la province d'Ontario, celle qui ressemble le plus à la nôtre par sa position géographique et son climat - celle-là même à laquelle l'honorable premier ministre, dans son discours, se proposait de fournir de la lumière, sinon des lumières

- l'on cultivait, en 1919, 9,915, 884 acres de terre et, en 1924, 10,264,614; et la valeur moyenne des terres en exploitation, qui était en 1919 de \$66 l'acre, s'est maintenue, et qu'en 1925 elle était encore de \$65 l'acre.

Si nous signalons à cette Chambre et à la province tout entière ces tristes constatations, ce n'est sûrement pas avec un esprit de dénigrement et de défaitisme, mais bien parce que nous voudrions voir notre province non seulement se maintenir dans une situation enviable, surtout au point de vue agricole, mais grandir, se développer et garder incontestablement la première place dans ce pays. Il tient à souligner la nécessité d'agir. Les chiffres sont froids mais très éloquents, et désormais ils doivent être jetés devant le peuple dans toute leur brutalité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Dans Ontario, 125,000 terres ont été abandonnées l'an dernier.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il est un autre point sur lequel je voudrais dire un mot, sauf à y revenir plus tard, à l'occasion, au cours de la présente session. La refonte de nos lois d'intérêt public a eu lieu, et les nouveaux statuts ont été mis en vigueur le 31 décembre dernier. On exprime dans le discours du trône l'espoir que les nouveaux statuts faciliteront l'application de nos lois. Nous l'espérons aussi, et toute la population de cette province est intéressée à ce que les lois qui ont été adoptées par la Législature soient mises en application avec un grand esprit de justice pour toutes les classes de la société. Il est passé en axiome que les lois ne valent ce que valent ceux qui sont chargés de les faire exécuter.

S'il est nécessaire que le peuple comprenne que les lois sont faites pour être respectées et qu'il doit s'y soumettre, si dur que cela puisse paraître, il faut aussi que le peuple ait la conviction absolue et profonde que les lois sont appliquées à tous, sans distinction de personnes et sans distinction de classes.

Il importe que l'on comprenne bien que les lois sont faites pour la protection et la sauvegarde du pauvre comme du riche, du petit comme du grand, du gouverné comme du gouvernant. Pour le bien de cette province et de sa population, il ne faut pas que l'on soupçonne et dise que la justice se mesure à la grandeur de ceux qui viennent la réclamer.

Je voudrais résumer ma pensée sur ce point en empruntant cette citation d'un économiste de renom: "L'administration de la justice est un des privilèges essentiels de la souveraineté, soit! mais

encore faut-il que l'État souverain soit en condition de garantir que la justice rendue en son nom et par son autorité sera bonne, c'est-à-dire conforme au droit, prompte, régulière et égale pour tous."

La refonte récente de nos lois sera certainement utile à l'administration de la justice, mais elle ne rendra pas plus claires et d'application plus facile certaines lois obscures et faites trop hâtivement. Elle ne fera pas disparaître certaines lois édictées dans le cours de ces dernières années et dont les dispositions ont jeté l'alarme dans les hautes sphères de notre province, au point qu'il a fallu, peu de temps après, édicter de nouveaux articles de loi pour déclarer que les dispositions originales ne devaient pas avoir le sens qu'on leur attribuait, et rétablir ainsi quelque peu le calme dans les esprits inquiets.

Il est confiant que, au lieu de voir la Chambre se faire refiler de nouvelles lois au cours de la session, il y aura dans l'avenir une application plus stricte des lois existantes.

Qu'on me permette d'exprimer ici l'espoir qu'au cours de la présente session cette Chambre n'inscrira pas dans les statuts des lois d'un caractère aussi audacieux et aussi novateur.

Le gouvernement nous informe qu'il se propose d'édicter des dispositions législatives permanentes aux fins de conserver dans notre province nos ressources naturelles, et tout spécialement nos forces hydrauliques. Il y a longtemps que l'opposition prêche cette politique de conservation pour les nôtres des ressources dont la Providence a si généreusement doué notre province. C'est presque une joie de constater que les revendications de l'opposition sont enfin couronnées de succès et que le gouvernement finit par accepter une politique que, pendant longtemps, les plus brillants de ses membres ont combattue vigoureusement.

Le comté d'Argenteuil, que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre, est intéressé dans une certaine mesure, lui aussi, au développement et à la conservation des forces hydrauliques qu'il possède. En effet, ce comté est borné à l'ouest par la rivière Ottawa, et la chute de Carillon, qui est l'une des plus intéressantes de la province, a fait, dans ces dernières années, l'objet d'études qui ont amené des opinions diverses sur ses possibilités d'exploitation.

J'ose espérer que le gouvernement ne fermera pas l'oreille aux demandes qui lui ont été faites à ce sujet, car je suis informé que les capitalistes qui songent à exploiter les forces hydrauliques de Carillon ont modifié leurs demandes primitives et

sont prêts à limiter à la province de Québec, pour la production et l'utilisation d'énergie électrique, et aux autres provinces du dominion, pour l'exportation, le privilège qu'ils ont réclamé.

Il faudra que cette question d'une grande importance soit examinée et solutionnée au point de vue des intérêts généraux de la province, mais sans perdre de vue que cette région est particulièrement intéressée au développement de ce pouvoir d'eau et à son exploitation pour le bénéfice de sa population actuelle, pour l'établissement de nouvelles industries et la fourniture à meilleur marché de l'énergie électrique à tous ceux qui veulent s'en procurer soit pour des fins agricoles, soit pour des fins industrielles.

M. l'Orateur, avant de terminer ces quelques remarques faites dans le meilleur esprit possible, et sans intention d'être injustement sévère à l'égard du gouvernement, je voudrais cependant ajouter qu'il arrive trop fréquemment, il me semble, aux honorables ministres du gouvernement de prendre à l'égard de la phalange oppositionniste une attitude qui n'est pas juste.

L'opposition a été dirigée, depuis plusieurs années, par des hommes d'une très grande valeur et d'une grande sincérité politique. Et on l'a dit déjà, mais il est bon de le répéter, qu'un grand nombre des bonnes mesures qui ont été adoptées dans l'intérêt public de la province sont dues à l'inspiration des membres de l'opposition. L'opposition actuelle, qui a vu, aux élections de 1923 et depuis, augmenter sensiblement le nombre de ses membres, a fait et fait encore tout son devoir.

Je voudrais emprunter à un journaliste français cette définition d'une véritable opposition qui s'applique à la perfection à celle qui actuellement fait face au gouvernement: "L'opposition ne peut pas se contenter d'une attitude critique et négative. Une véritable opposition ne s'oppose pas seulement, elle oppose. Elle doit avoir un programme positif, précis, complet, lié dans son ensemble, étudié dans ses détails, d'action prompte et de longue portée."

M. l'Orateur, il me semble que cette définition convient parfaitement à l'opposition qui siège à votre gauche. Quoi qu'en pensent et qu'en disent les membres du gouvernement, c'est bien là le rôle qu'a joué l'opposition dans cette Chambre, et le peuple de cette province l'a compris déjà et le comprendra de plus en plus ainsi qu'il l'a manifesté aux dernières élections, et il n'attend que l'occasion favorable pour donner son jugement final et sans appel.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) se lève pour répondre au député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la séance soit suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je veux d'abord m'unir à l'éloge délicat qu'a fait de M. Hay son successeur, le nouveau député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques). J'ai eu le plaisir de l'apprécier. Je veux saluer les quatre nouveaux députés, particulièrement le député de Jacques-Cartier (M. Marchand), un homme pratique et courtois en qui je reconnais un député qui saura faire honneur à la députation. J'ai écouté avec beaucoup de plaisir l'honorable député d'Argenteuil, surtout pour son discours modéré. Il nous a fait un discours éloquent, lequel est véritablement d'une tenue comme on en voit peu. J'ai une restriction, naturellement, pour le côté politique de son discours; au point de vue de la forme et du style, je n'ai que des éloges à faire. Il a bien parlé. Je mets dans mon éloge les réserves qu'exige la politique.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) sourit.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est le discours d'un homme qui pense, qui raisonne et qui a beaucoup de ressources. Cependant, il permettra à un homme qui n'a pas toute sa science, mais une certaine expérience, de lui donner un conseil. Mon honorable ami d'Argenteuil est jeune d'âge et jeune en politique. Je lui dirai d'aller prudemment quand il s'élève ainsi au-dessus de l'assemblée. On a vu, ici, des exemples d'ascension trop rapide. Devant nous est une place vide qui fut occupée par un homme d'un beau talent de parole et qui avait une intéressante personnalité. Il s'éleva si vite qu'il créa au sein de son parti, sinon de la jalousie, une défiance qui lui fut fatale. Quand il partit, on lui fit des funérailles où la réjouissance remplaça les fleurs. Il est mort sans souvenirs, sans gloire, sans couronne et sans même le "libera" des pauvres. Personne n'a versé de pleurs sur sa tombe. Sa disparition faisait sans doute l'affaire de quelqu'un. On l'a évincé et on l'a oublié. C'est pourquoi notre ami d'Argenteuil peut se dire que, s'il monte trop haut, on pourra en prendre ombrage.

M. Patenaude est parti. Nous le regrettons. Il nous faut admettre que M. Patenaude fut toujours aimable pour nous. Sa rentrée à la Législature avait été éclatante, mais sa sortie n'a pas été glorieuse; ayant visé trop haut, il est mort dans l'ignominie de la défaite. Il est parti pour Ottawa et il a obtenu les bénédictions du chef de l'opposition.

La disparition de M. Patenaude, c'est un événement qui a eu sa répercussion non seulement dans cette province, mais dans le pays tout entier. Deux années durant, il fut assis à côté du chef de l'opposition. Pendant ce temps, il fit trois ou quatre discours où il s'occupa de politique fédérale et peu de politique provinciale.

Il devait, lui aussi, réformer l'administration, faire cesser les abus, restreindre les dépenses, remédier à la politique de voirie. Mais il s'aperçut bientôt qu'il n'avait pas grand-chose à faire ici, attendu que tout y allait à souhait, et il se prit à rêver d'un théâtre plus grand pour son action, il commençait à préparer son émigration personnelle.

Le départ de M. Patenaude est la condamnation de toute la politique de ses amis de la gauche. Il a reconnu que le remède n'était pas ici mais à Ottawa, que ce n'était pas ici qu'il fallait aller pour remédier à la situation. Autrement, M. Patenaude, avec le sens de la loyauté et du devoir que ses amis lui ont reconnu, serait resté ici, à Québec. L'opposition l'a approuvé d'aller chercher à Ottawa le remède à nos maux. La campagne fédérale de l'ancien député de Jacques-Cartier a sûrement coûté \$10,000, si l'on en croit la publicité qu'on lui a faite. Ce démissionnaire se mit en campagne contre le gouvernement d'Ottawa.

Que dit-il alors? Il prétendit que le gouvernement fédéral était seul responsable de l'exode des nôtres aux États-Unis. Et le chef de l'opposition a tellement cru que M. Patenaude avait raison qu'il a traversé la frontière pour aller faire de beaux discours aux États-Unis. Mais était-ce bien comprendre le devoir, que de fuir ainsi la lutte? Dans la campagne fédérale, la province de Québec avait quelque chose à dire. Mon honorable ami n'a pas voulu prendre part à la lutte dans laquelle son ancien lieutenant était lancé. Je l'en blâme. Il aurait dû se mêler à la lutte au lieu d'aller faire un voyage aux États-Unis, car la politique fédérale intéresse tous les hommes soucieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) peut-il blâmer Sir Lomer Gouin d'être allé en Europe pendant une élection fédérale en 1911?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il a abandonné la politique, tandis que mon honorable ami est actuellement chef d'un parti et qu'il est allé aux États-Unis pendant les élections fédérales...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y est allé faire un voyage de noces.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture n'est pas loyal à mon égard. Je suis allé assister aux noces d'or - avec le baiser de paix⁶ - de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, auxquelles je tenais à assister pour rendre hommage à mes compatriotes franco-américains et auxquelles le premier ministre avait été lui-même invité. Et j'y suis resté très peu de temps.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Des noces, ça ne dure pas cinq semaines⁷ et l'honorable chef de l'opposition aurait bien pu prendre part à la campagne. Le baiser aurait pu être reporté. Encore une fois, que mon honorable ami d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) ne cherche pas à monter trop haut.

L'honorable député d'Argenteuil nous a parlé avec émotion de la mort de M. Hay. Nos amis de l'opposition nous disent que nous sommes responsables de la mort de l'ancien député d'Argenteuil, M. Hay, en ne lui donnant pas un poste de repos auquel il s'attendait et en l'obligeant à prendre part à une campagne électorale d'hiver. Le député d'Argenteuil ne peut-il prendre sa part de responsabilités? Si mon honorable ami ne lui avait pas fait une si violente lutte, peut-être n'aurions-nous pas cette disparition à déplorer, notre ami regretté n'aurait pas été exposé aux fatigues qui ont amené sa mort.

Le député d'Argenteuil se félicite, et à bon droit, d'être le premier député canadien-français d'Argenteuil. Ne sont-ce pas cependant les mêmes principes qui lui ont attiré des votes qui avaient, peu de temps auparavant, assuré l'élection d'un candidat de M. Meighen, d'un impérialiste, d'un protectionniste?

Le discours de l'honorable député d'Argenteuil contient, à l'adresse du gouvernement, de longs reproches au sujet de notre politique de colonisation et d'agriculture. Pour lui, il semble que nous soyons responsables de tout le mal, il semble que nous soyons coupables de l'émigration des nôtres qui s'est accomplie vers les États-Unis. Nous avons pourtant les témoignages de tous les conservateurs

qui ont fait la dernière campagne fédérale, et le député d'Argenteuil en était, pour soutenir que la cause du marasme partait d'Ottawa. On a fait toute la campagne Patenaude avec ce cri de guerre de la désertion des nôtres, et maintenant, n'ayant pas obtenu le succès voulu, on revient accuser le Québec et le Parti libéral de manquer de patriotisme en ne protégeant pas nos cultivateurs comme on le devrait. Mais il était bien convaincu lui-même que la cause du marasme de nos industries agricoles n'était pas due au fait du gouvernement du Québec.

Quant au député d'Argenteuil qui s'est plu à exhiber des lettres de quelques braves curés de certaines paroisses de la province de Québec adressées au sénateur Beaubien, je dis qu'il fait, ici, servir ces lettres pour un autre objet que celui pour lequel elles étaient écrites. J'ai l'avantage de connaître personnellement le curé de Saint-Côme et je conçois parfaitement dans quelles circonstances il a écrit cette lettre. Il a cru que l'honorable sénateur Beaubien pouvait l'aider, et il a été dupe de son premier mouvement. Nous avons de grands exemples à produire sur le peu de véracité que nous offrent les affirmations de nos adversaires. Quant au nombre d'acres cultivés, et dont le député d'Argenteuil semble faire si grand cas, je lui dirai que la différence apparente n'est pas la différence réelle.

C'est la façon d'obtenir les statistiques actuelles qui est la cause de cette diminution apparente. Ainsi, je suis persuadé qu'il n'y a pas, dans toute la province, un millier d'acres non cultivés qui l'étaient en 1921. Toutes les provinces de notre pays et tous les pays du monde ont passé par une terrible crise agricole. C'est encore la province de Québec qui a le mieux résisté aux conséquences de cette crise. Dans l'Ouest canadien, la désertion des campagnes a été plus grande qu'ici pendant un certain temps, mais ces gens reviennent sur les terres quand la récolte est bonne et que les prix obtenus sont meilleurs. Dans l'Ouest américain, 77,000 fermes ont été abandonnées par des cultivateurs en désarroi. Cependant, une amélioration sensible est évidente un peu partout. Le travail humain, seul capable de produire la prospérité sur la terre comme dans les villes, va graduellement faire disparaître le marasme et enlever à nos adversaires l'occasion de répandre leur pessimisme, leur dénigrement et leur défaitisme.

Les lettres ont été écrites, dit-il, en réponse aux questions posées par le sénateur Beaubien, un conservateur, et il cite des déclarations de M. Beaubien, en date du 28 octobre, déclarations basées sur les lettres reçues. Il cite une tribune libre parue dans un journal, dans le but de remettre les choses au

point⁸. Il relève les déclarations faites au sujet de Saint-Valère et Saint-Aimé et assure que l'émigration, dans ces deux paroisses, n'a pas été ce qu'on a prétendu. Ainsi, à Saint-Aimé de Richelieu, on affirmait que 116 familles étaient parties dans la période comprise entre 1921 et 1925, et, quand on a voulu s'assurer de la chose, l'on a constaté qu'il n'y avait que 20 familles de parties, et pas pour toujours. Des cultivateurs de la Beauce, ou plutôt d'une paroisse de la Beauce, de Saint-Côme, seraient allés aux États-Unis. C'est du moins ce que dit un curé dont la lettre, adressée au sénateur Beaubien, a été lue par le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques). Il s'agit de colons et, comme l'hiver ils n'ont rien à faire sur leurs terres et qu'ils veulent gagner de l'argent, Saint-Côme étant à proximité des États-Unis, il n'est pas étonnant qu'ils soient allés là pour gagner quelques dollars, quitte à revenir au printemps. À Saint-Côme, il y a beaucoup de gens qui vivent de chantiers et qui vont aux chantiers américains pour en revenir bientôt. D'ailleurs, le curé qui a écrit cette lettre au sénateur Beaubien est plutôt favorable à l'administration et, s'il avait cru qu'on s'en serait servi comme d'un tremplin politique pour blâmer le gouvernement, il ne l'aurait pas donnée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le curé de Saint-Côme a-t-il dit la vérité?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je sais que le curé de Saint-Côme a cru répondre à un particulier qui voulait se renseigner et que sa bonne foi a été surprise quand les lettres ont été lues par le sénateur Beaubien, dans la dernière campagne.

En ce qui concerne la voirie, tous les travaux exécutés l'ont été dans l'intérêt des agriculteurs, et il serait oiseux d'exhiber tous les témoignages de satisfaction que nous avons reçus d'eux.

Le programme des conservateurs, c'est de ne rien faire et de laisser nos chutes inactives et nos industries stagnantes. Nous voulons faire mieux. Nous sommes un gouvernement de progrès et nous désirons faire rendre à nos ressources naturelles comme à notre agriculture leur maximum de rendement. Mais ce qui nous arrête parfois dans notre œuvre, c'est cet esprit de dénigrement de nos adversaires qui décourage les meilleures volontés chez nos gens.

S'il existe du découragement parmi les cultivateurs dans la province, ce n'est pas à cause des politiques du gouvernement, mais du défaitisme de l'opposition qui peint toujours les conditions d'ici dans les couleurs les plus sombres et les conditions

d'ailleurs comme étant plus brillantes et prometteuses. Les cultivateurs de Québec sont dans une bien meilleure situation que durant la dernière décade ou avant.

Si le nombre des cultivateurs a diminué, les terres se sont agrandies et la production a augmenté. Le moins grand nombre de fermes que durant les années précédentes est dû au fait que les cultivateurs achètent les terres avoisinantes. Les fermes s'agrandissent, mais, si elles sont moins nombreuses, leur étendue n'est pas moindre. Il n'y a pas un seul acre de terre qui a été abandonné dans la province de Québec, même malgré l'émigration. La valeur des terres a diminué, depuis 1919, mais, à cette époque, la guerre avait contribué à augmenter cette valeur et, malgré les statistiques, il y a eu plus d'acres de terres en culture que les années précédentes. On dit que la terre est désertée? Je défie qui que ce soit de me prouver qu'il y a 1,000 acres de terre qui étaient cultivés il y a 10 ans⁹ et qui ne le sont plus aujourd'hui. Il y a plus de terres cultivées qu'il n'y en avait il y a 5 ou 10 ans, et le dernier recensement l'a établi clairement.

Le point de comparaison entre 1919 et 1925 n'est pas juste, puisque les années dont il s'agit ne sont pas normales. Des conditions de guerre avaient cours en 1919 et les prix étaient élevés. Il faudrait comparer plutôt 1914 et 1925, alors le raisonnement serait admissible, mais non pendant les années de la guerre. Autrement, il ne prouve rien. En outre, il y a autant de terres en culture aujourd'hui qu'en 1919, il y en a même plus par suite de la colonisation. Les statistiques fournies par le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) ne sont pas complètes. La province de Québec produit plus qu'elle ne produisait et l'argument que la valeur des terres n'est pas la même ne prouve aucunement que la prospérité de la province ne s'est pas maintenue.

On reproche au gouvernement de n'avoir pas parlé de l'agriculture dans le discours du trône. Ce n'est pas dans le discours du trône qu'on fait de l'agriculture, mais dans nos campagnes. D'ailleurs, à quoi sert au gouvernement de parler de l'agriculture dans le discours du trône? S'il n'en parle pas, on l'en blâme. S'il en parle, on lui reproche d'en mal parler. Je n'ai pas de projets nouveaux quant à la législation agricole, mais j'entends continuer le développement des programmes déjà préconisés. Nous n'avons pas de projets importants parce que tout va bien, maintenant, dans l'agriculture. Ce n'est pas dans le discours du trône que l'on peut voir les progrès de l'agriculture, c'est dans nos paroisses qu'il faut aller les constater.

Je ne veux pas discuter de la bonne foi de mon honorable ami d'Argenteuil, mais je crois qu'il a tort de nous citer des statistiques qui sont incomplètes parce qu'elles sont difficiles à obtenir. Ce n'est pas à citer des statistiques incomplètes que l'on va prouver que nous n'avons rien fait pour l'agriculture. Nos adversaires disent que nous ne faisons rien pour l'agriculture et que nous leur avons volé leur programme. S'il fallait être pendu pour voler un programme, nous serions tous pendus, d'après nos adversaires! Quand l'opposition est obligée de reconnaître que le gouvernement a fait quelque chose de bien, elle se hâte de dire que c'était dans le programme conservateur. Nous sommes peut-être des voleurs de programmes, mais nous ne sommes pas des voleurs d'argent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) C'est pas un gros vol.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Non, ce n'est pas un gros vol et nous serions certains de nous en tirer avec une sentence suspendue. D'ailleurs, ce programme est un programme de démolition. Nos adversaires ne nous ont pas dit ce qu'ils feraient à notre place. Ils nous proposent un vague bonheur général... N'importe quel mendiant peut faire un programme comme celui-là. Notre ami d'Argenteuil n'a pas énoncé de programme non plus. Il nous a demandé de l'argent pour la voirie, quand tous ceux qui sont assis avec lui ont prétendu que la voirie avait ruiné les cultivateurs. Mais le député d'Argenteuil est assez intelligent pour reconnaître que les \$60,000,000 dépensés dans les chemins ont fait la prospérité de la classe agricole qui a retiré tout le profit de ces améliorations de nos routes. C'est pourquoi il n'a pas craint de contredire tous ses amis. Il sait bien, lui, que les cultivateurs qui auront amélioré leur route seront plus riches.

Des cultivateurs eux-mêmes avouent les bienfaits de notre politique de voirie. Il y a trois ans, lors d'une enquête sur le crédit agricole, M. Irénée Duguay disait que "les cultivateurs avaient gagné, dans les chemins, des sommes qu'ils n'auraient pas pu gagner autrement", et il se demandait ce qu'ils auraient fait sans cela. Je souhaite que le député d'Argenteuil obtienne les mêmes bienfaits pour ses électeurs.

Au sujet des problèmes que le département de la Voirie a eus avec les municipalités, il soutient qu'ils ont été causés par des secrétaires-trésoriers qui jouaient à la politique partisane, et non par les cultivateurs eux-mêmes.

Évidemment, l'opposition a une tâche difficile: trouver à redire contre un gouvernement qui a accompli justement ce que voulaient les conservateurs et même plus. L'opposition n'a pas de programme agricole, sinon de soulever la classe agricole et toujours critiquer l'œuvre du gouvernement.

Les députés de l'opposition nous disent que nous avons tort de faire des routes parce que nous nuisons aux municipalités et que la voirie ruine les cultivateurs. Les oppositionnistes sont mécontents de la voirie provinciale, et pourtant l'honorable député d'Argenteuil nous a dit qu'il voulait obtenir de nouvelles routes pour son comté, dont celle de Sainte-Jovite-Lachute.

(Applaudissements à droite)

C'est donc un peu à l'avantage des cultivateurs que les bons chemins. L'opposition a entièrement tort quand elle prétend que les bonnes routes sont construites au bénéfice des touristes américains. Les bonnes routes sont construites pour le développement de la province, mais aucune loi ne peut empêcher les Américains de nous visiter et de faire usage des bonnes routes.

Nos honorables amis ont aussi prétendu, dans leurs critiques, que 6 % de notre population agricole avait émigré aux États-Unis. Est-ce que l'exode des campagnes vers les villes n'est pas un fait mondial? D'ailleurs, M. Patenaude, dans sa fameuse campagne, a tout mis l'exode sur le compte du fédéral¹⁰.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable M. Patenaude avait-il raison quand il mettait la faute sur le gouvernement libéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il avait raison, car ce sont les taxes provenant de la politique néfaste de MM. Meighen et Borden qui ont écrasé les contribuables¹¹. Mais là où il a tort, c'est quand il prétend que c'est le gouvernement libéral qui est responsable.

Mais nous avons eu deux bonnes récoltes. La Providence a volé mon honorable ami le chef de l'opposition et lui a enlevé ses raisons de critiquer.

Quant à l'exode, il s'est produit partout dans le monde. Aux États-Unis, l'an dernier, 75,000 fermes ont été abandonnées. En France, en Allemagne et en Angleterre, la terre se dépeuple pour les grands centres.

Il serait sensé d'interdire l'entrée du Lac-Saint-Jean aux capitalistes américains qui y dépenseront des centaines de millions? Nous ne gouvernons pas pour les populations qui vivront dans 50 ans, mais pour celles qui vivent maintenant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il faut gouverner pour le présent et pour l'avenir.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, mais le présent est une garantie de l'avenir, et c'est d'abord le présent qui importe. Le gouvernement administre pour la génération présente et organise sa politique générale pour l'avenir. C'est pourquoi il n'attend pas que le capital canadien soit prêt à développer nos ressources naturelles, mais invite le capital étranger à développer ici des industries qui assureront le progrès dont notre population bénéficiera. Quel profit aurons-nous à laisser dormir, pendant un demi-siècle, nos forces hydrauliques, nos forêts, nos terres, nos mines? Nous devons, au contraire, nous réjouir de voir que les grands capitalistes ont assez de confiance en notre gouvernement et en notre population pour confier des centaines de millions à des entreprises qui transformeront l'économie de notre province.

On nous a reproché de ne pas avoir parlé des résolutions du congrès des agriculteurs, dont le premier avait été convoqué par M. Ponton¹², dont il lit une lettre. J'en ai parlé partout; mais exige-t-on que le discours du trône en fasse mention? Dans ce cas, pourquoi n'aurait-on pas parlé du congrès de M. Patenaude? Du congrès des avocats, des médecins, des ouvriers et de tous les autres congrès? Le congrès des cultivateurs était un congrès comme un autre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai voulu parler des résolutions passées à ce congrès.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les résolutions? Ces résolutions, nous les avons discutées pendant tout un après-midi, dans notre bureau, ces jours derniers, avec les officiers du congrès. Les délégués du congrès et les principaux officiers de l'Association catholique des cultivateurs ont avoué que la plupart d'entre elles, les quatre cinquièmes, n'avaient pas leur raison d'être, attendu que le gouvernement les mettait en pratique depuis plusieurs années, et que deux autres résolutions étaient très discutables.

Ce qui n'empêche pas que les représentants des congressistes m'ont rencontré, il n'y a pas trois semaines, ils sont restés une journée en conférence avec moi et sont repartis satisfaits. On a trouvé que deux réalisations seulement n'avaient pas encore été réalisées, et elles avaient trait à des choses qui ne pouvaient être accordées maintenant.

Pourtant, un certain groupe avait, auparavant, essayé de produire un véritable soulèvement des classes agricoles, soulèvement que le bon sens de nos cultivateurs et leurs intérêts immédiats ont empêché.

Quant au premier de ces congrès, il faut distinguer entre un congrès de politiciens et un congrès de cultivateurs. Dans celui-là, on nous avait envoyé une invitation qui constituait une insulte. On nous conviait à l'ouverture et on nous excluait des séances. C'eût été déroger à la dignité que de l'accepter. Dans un avis spécial, M. Ponton avait averti les délégués qu'on admettrait, au congrès, que des cultivateurs. C'était poliment nous mettre à la porte.

Mon ami le chef de l'opposition, lui-même, aurait refusé. L'organisation de ce congrès était faite de telle façon que je ne pouvais pas assister à ce congrès. Une organisation spéciale s'en était mêlée et il y allait de notre dignité de nous en abstenir. Si l'on n'a pas fait de cas de ces séances, c'est qu'on ne nous les a pas adressées. Malgré tout, nous en avons réalisé plusieurs, et ce sont les organisateurs du congrès qui ont fermé les yeux sur ces motions.

Je suis allé cependant au deuxième congrès, à Montréal, parce que l'invitation était satisfaisante, et on m'y a reçu fort bien; l'organisation a changé ses idées au cours d'une année. J'y ai même dit des choses qui n'ont pas dû plaire à tout le monde, mais qu'on a écoutées quand même. On avait cherché à faire croire que tout était mal organisé au département de l'Agriculture, mais on a vite constaté que c'était faux. Il y avait une foule de résolutions de ce genre, j'ai pris la peine de les étudier toutes. J'y ai discuté des résolutions du premier congrès, résolutions qui n'avaient pour but que de saper le gouvernement. Plusieurs de ces résolutions étaient des manœuvres politiques lancées par des politiciens, et les délégués en furent eux-mêmes surpris, disant qu'on les avait pris par surprise.

Il attribue à la guerre, aux dettes et aux taxes qu'elle a soulevées, l'exode des nôtres vers les États-Unis. Il cite des articles du *Devoir* pour démontrer que c'est la guerre qui est la grande cause des départs et de la dépopulation des campagnes.

On dit que l'émigration décimait la population dans notre province. Est-ce un mouvement unique à la province de Québec? Est-ce dû à la politique du gouvernement provincial? On a dit que le gouvernement de cette province taxait le cultivateur. J'ai déjà mis nos amis au défi de me citer une seule taxe imposée au cultivateur. Ils n'ont pas été capables de le relever. Nous avons le bonheur de dire que nos classes populaires ne subissent aucune taxe provinciale. Nous sommes probablement le seul gouvernement qui a un gros revenu et qui peut dire que ce revenu ne provient pas d'impôts prélevés sur le peuple. Ceux qui paient les taxes sont ceux qui sont le plus en mesure de les acquitter et les cultivateurs ne se trouvent sûrement pas parmi eux.

Il parle de tourisme. Il ne croit pas aux dangers de l'entrée du capital américain chez nous. Il ne nous fera pas plus de tort que le capital belge, français et anglais qui nous est venu antérieurement. Il cite l'exemple d'industries ou de villes développées par ces capitaux dans notre province et remarque que le capital américain fera la même chose à notre avantage. Le chef de l'opposition voudrait qu'il n'entre ni Américains ni capital dans la province de Québec. Il a peur de l'américanisation. Mais pense-t-il qu'il soit possible d'établir un cordon sanitaire autour du pays, pour empêcher l'entrée des étrangers? Lui-même ne le fait jamais. Il ne le voudrait pas et ne le pourrait pas.

Comment peut-on nous reprocher d'avoir importé du capital étranger, quand des industriels étrangers sont venus, qui sont devenus de véritables Canadiens? Serait-il raisonnable de leur dire de s'en aller? Ce serait absurde. Aimerions-nous mieux que nous ne fissions rien? Doit-on attendre que nous ayons du capital canadien avant de développer nos ressources? Serait-ce sage? Alors que nous avons le devoir de développer nos ressources, nous devons profiter de tous les capitaux qui se présentent à nous. Nous ne sommes pas en faveur de la politique de nous croiser les bras. Nous préférons celle que nous poursuivons, en donnant des chances aux capitalistes étrangers qui viennent ici parce que le gouvernement leur accorde des avantages et qu'ils peuvent bénéficier d'une classe agricole idéale. Le gouvernement n'entend pas laisser l'industrie inactive, ni ne pas procéder au développement de nos pouvoirs d'eau. Nous le ferons avec le capital étranger, d'où qu'il vienne. La politique de ne rien faire parce que nous n'avons pas de capital canadien, nous n'en sommes pas.

Il y a d'autres incongruités dans la critique de nos adversaires. Un moment, ils nous disent que nous dépensons trop, l'instant d'après, ils nous demandent des capitaux et prétendent que nous ne donnons pas assez pour l'agriculture, la colonisation, les écoles.

Les nouveaux règlements relatifs à l'industrie laitière ne tendent qu'à assurer la qualité des produits et à en augmenter les prix. Ici, nous sommes obligés de contrôler pour perfectionner ces produits. Nous avons imposé des mesures d'hygiène, comme des planchers en ciment aux beurrieres et aux fromageries. Est-ce que cela nuit aux cultivateurs? Si nous n'avions pas fait cela, nos produits y perdraient en valeur et nos cultivateurs en souffriraient. Cela se fait beaucoup plus dans d'autres pays comme le Danemark et l'Australie. L'exemple de la Nouvelle-Zélande est, là-dessus, convaincant. Sans contrôle du gouvernement, les produits laitiers n'occuperaient pas la place qu'ils détiennent présentement sur les marchés mondiaux.

La situation s'est améliorée de 75 % dans la province, ces deux dernières années. La situation des cultivateurs non seulement dans Québec, mais aussi dans tout le Canada ne justifie pas du tout l'attitude que les membres de l'opposition ont adoptée. Ne sont-ce pas encore les agriculteurs qui ont le mieux traversé la crise, mieux que l'ouvrier des villes qui chôme encore souvent? C'est actuellement le cas à Québec. La vie, c'est à peu près tout ce que le plus grand nombre d'entre nous peuvent tirer de leur travail. N'est-ce pas l'agriculture qu'il faut développer tout d'abord? C'est en même temps assurer le développement de l'industrie. Celle-ci ne pourrait subsister sans l'agriculture.

Il parle de protection. C'est, selon lui, une autre des causes du marasme actuel dans la situation agricole, si l'on peut dire qu'il y a marasme. Le protectionnisme, par le biais du tarif Fordney¹³, a fait tort à l'agriculture dans tout le Canada. Il faut développer davantage l'agriculture et donner à nos agriculteurs l'avantage de vendre leurs produits dans tous les pays. Parce que cette doctrine nous a empêchés de vendre aux États-Unis, il nous reste maintenant 60 % de produits agricoles qu'il faut vendre en Europe. Avec la protection, on nous a promis un marché local. Or, nous avons 40 ans de protection derrière nous et nous avons encore 60 % de nos produits à vendre à l'étranger. C'est dire que le système ne marche pas si vite et qu'il faut chercher ailleurs.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il y a pourtant des protectionnistes, en cette Chambre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, il y en a d'intéressés.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Est-ce que le premier ministre n'est pas protectionniste¹⁴?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, il ne l'est pas et je ne le suis pas non plus. On a fait courir ce bruit au cours de la dernière campagne. C'était un canard, comme bien d'autres. J'étais en faveur de la réciprocité et, comme nous ne pouvons l'avoir, j'ai favorisé la hausse du tarif sur les importations agricoles des États-Unis, non pas comme remède, mais pour faire taire les critiques de nos adversaires. J'ai prêché la réciprocité pendant les 20 dernières années. Je suis un de ces libéraux qui sont déçus des résultats de 1911 en ce qui concerne les relations commerciales avec les États-Unis et je soutiens que l'avenir des cultivateurs canadiens repose sur l'exportation. Et, dans cet ordre d'idées, je suis appuyé par M. Forke¹⁵, le leader progressiste.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre s'est présenté, jadis, comme conservateur protectionniste. Il a déjà été partisan de M. Borden sur la question de la protection.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je vous demande pardon, je me suis présenté comme libéral indépendant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi indépendant? Le ministre a déjà déclaré que cela ne devrait pas exister.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai jamais déclaré cela. Il ne manque pas de députés indépendants dans cette Chambre. J'en vois tout autour de moi. Tous les libéraux sont indépendants. Et le chef de l'opposition n'a-t-il pas réclamé lui-même son indépendance?

Il se réfère à la campagne que l'honorable M. Patenaude a menée dans la province au sujet de la protection. Il est vrai, dit-il, qu'il (Caron)¹⁶ a écrit une lettre recommandant que, à moins qu'il n'y ait réciprocité avec les États-Unis, il devait y avoir égalité des tarifs sur les produits agricoles entre les États-Unis et le Canada, mais cela n'a pas changé la situation.

On nous objecte que nous avons importé, l'an dernier, pour \$140,000,000 de produits agricoles des États-Unis, pour tout le Canada. Sait-on que 100 millions de ces produits ne sont pas proprement agricoles et que les 40 autres millions comprennent pour environ 25 millions de fruits tropicaux et d'autres articles qui ne sont pas cultivés au Canada? On a donc exagéré les chiffres. D'ailleurs, on ne saurait nous jeter la pierre, puisque, sous le gouvernement Meighen, on importait des États-Unis, en produits agricoles, pour \$222,000,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) approuve-t-il l'honorable sénateur David, cet admirable vieil homme du Parti libéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Dans notre parti, nous admettons que d'autres puissent avoir des opinions, et je dois dire que l'honorable sénateur David est un homme éminemment respectable, qui fait honneur à son pays et à sa race. Je l'ai même vénéré, et tous les libéraux ont fait de même. Il a fourni à sa province des descendants d'une grande distinction et d'un grand talent en la personne du secrétaire de la province (l'honorable M. David).

Mais je prétends qu'il a été trompé et je tiens à répéter que le principe de la protection est généralement mauvais. Parfois, un homme peut se tromper. En outre, le sénateur David, en 1911, a été en faveur de la réciprocité et a appuyé Laurier dans cette politique.

Il fait un reproche à certains députés de l'opposition parce qu'ils ont critiqué les agronomes et l'agriculture en général. Cette critique est un facteur qui encourage l'émigration des nôtres et qui est de nature à faire du tort aux cultivateurs. Il taxe de menteurs les hommes responsables de certains racontars. On dit qu'aucun agronome ne peut donner une seule raison de l'exode des nôtres. On les connaît, ces raisons, et l'honorable M. Patenaude nous les a apprises.

Il signale les succès remportés dans cette province par les éleveurs de moutons, lors de l'exposition d'Ottawa. Il parle de la taxe sur les automobiles. Ce sont surtout les citadins qui la paient et ce sont les automobilistes qui sont le plus intéressés à avoir de bons chemins pour traverser les campagnes.

Il fait une comparaison entre l'ouvrier et le cultivateur et rappelle que le chômage règne dans les grands centres, comme à Québec où actuellement bien des ouvriers dans la meilleure classe voient leur situation inférieure à celle des cultivateurs moyens. Il n'y a pas de pauvreté dans les paroisses rurales. La meilleure preuve, c'est que la charité n'est pas nécessaire, pendant que les écoles sont de plus en plus nombreuses et s'améliorent, et que le nombre de cultivateurs à l'aise augmente. C'est le cultivateur qui a le mieux traversé la crise et un argument de preuve à l'appui de cette affirmation, c'est le grand nombre de fils de cultivateurs. Nous avons 24 collèges classiques et ces collèges, qui ont chacun une moyenne de 500 élèves, sont remplis d'élèves qui sont fils de cultivateurs, 70 % dans le cas d'un collège près de Québec. Est-ce là un signe de misère et de malaise? On a tort de faire croire que les cultivateurs sont tous dans la misère et tous sur la veille de la faillite. C'est la classe la plus aisée et la plus heureuse actuellement.

Il cite quelques-unes des grandes œuvres du gouvernement, ses surplus incessants, qui ne proviennent pas des taxes prélevées sur ceux qui ne peuvent pas en payer. Les revenus ont été augmentés par le développement de nos ressources naturelles et le développement de l'industrie. La sagesse de la taxe sur les automobiles, qui profite à la classe agricole, les octrois de \$7,000,000 à la colonisation, sous l'habile direction du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), la

conduite généreuse de l'administration provinciale envers les municipalités. Le congrès de colonisation lui a rendu un hommage non équivoque en le désignant à la présidence de la commission de la colonisation que l'on préconisait.

La politique de voirie du gouvernement a aidé les municipalités en temps de crise. On dit que les municipalités sont endettées, mais est-ce la faute du gouvernement? Le gouvernement sera-t-il responsable des dettes des municipalités d'Argenteuil, si mon ami le député d'Argenteuil obtient les travaux de voirie qu'il demande? Cette propagande n'est faite que pour des fins politiques, mais elle n'aura pas le résultat qu'on attend. Il fait l'éloge du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron).

L'opposition se plaint toujours de ce que le gouvernement dépense trop d'argent et, en même temps, elle réclame à cor et à cri que les subventions à l'éducation, à l'agriculture et à la colonisation soient doublées. Des surplus seront employés cette année pour aider à l'éducation, à l'agriculture, à la colonisation et aux bonnes routes, et une partie de ces surplus proviennent de taxes sur les automobiles des grandes villes, versées au bénéfice des municipalités rurales. Ils n'ont pas été pris aux cultivateurs.

Il reproche à l'opposition de ne pas être sérieuse et sincère dans les trois quarts de ses critiques et de ne pas avoir de faits réels pour les appuyer raisonnablement.

Il exprime l'espoir que le peuple de cette province continuera d'avoir foi en ce régime libéral. Le gouvernement retournera devant le peuple, confiant dans sa reconnaissance et certain de lui montrer les progrès réalisés par la province.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose l'ajournement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Puisque l'on a voulu siéger ce soir, il ne faut s'être dérangé pour rien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose un autre discours par un ministériel.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) décide de prononcer le discours qu'il a préparé.

Le discours du trône attire notre attention sur l'application soignée que le gouvernement aurait mise à conserver, dans notre province, nos ressources naturelles et plus spécialement nos forces hydrauliques. Il sera bien permis d'examiner quelle

est la situation actuelle de notre population, quant à l'énergie électrique, et de signaler que c'est grâce à l'influence de certains membres du gouvernement si deux trusts gigantesques contrôlent la province dans ce domaine. Des amis ou des parents des ministres ont contribué à la formation de ces trusts.

Même avant le journal *La Patrie*, le chef de l'opposition s'émouvait de cette situation lorsqu'il disait, à Saint-Lin, en 1924, qu'il se préparait, autour de la United Securities, la Montreal Light, Heat & Power, la Quebec New England Hydro Electric Corporation et la Montreal Tramways & Power, un drame qui ferait des milliers de victimes. La fusion s'est depuis accomplie. Il faut y prêter attention, autrement l'intérêt public pourrait être négligé, et la situation est empirée par le fait que de puissants intérêts libéraux sont liés aux deux "mergers".

La Montreal Light, Heat & Power Consolidated a fusionné diverses compagnies telles qu'une compagnie de gaz de Montréal, la Royal Electric, la St. Paul Electric et d'autres petites compagnies qui opéraient dans le district de Montréal. Un peu plus tard, la Montreal Tramways & Power était fondée en amalgamant la Montreal Hydro-Electric, la Canada Light & Power, la Saraguay Electric, la Montreal Land & Development et la Montreal Tramways. Il y a quelques années seulement, la Shawinigan Water & Power absorbait la Quebec Gaz, la Quebec Light, la Quebec Tramways et la Public Service Corporation, de Québec et du district. Il y a à peine un an, la Montreal Light, Heat & Power, la Shawinigan Water & Power et la Montreal Tramways & Power se fusionnaient sous le nom de United Securities, qui contrôle maintenant le gaz, l'éclairage, l'énergie et le transport électriques dans la province, de concert avec les intérêts Duke-Price, qui en sont à leurs débuts.

Comme M. Duke, mourant, a dû laisser ses intérêts entre les mains de quelqu'un possédant sa mentalité, et que de son vivant il était le président et le principal agent, pour la formation du formidable trust du tabac aux États-Unis, qui se nomme l'American Tobacco, il est à présumer qu'avant peu d'années la United Securities et les intérêts Duke-Price ne feront qu'une seule entreprise, car l'expérience que nous avons des dispositions du gouvernement envers la formation de trusts de cette nature est là pour nous prouver que ce n'est pas lui qui empêchera la fusion de se faire et de nous livrer à ces puissants intérêts.

En 1918, sous un gouvernement libéral, un nouveau contrat sous forme de cédule annexée à la

charte de la ville de Montréal était accordé à la Montreal Tramways pour 35 ans. L'ancien contrat, qui datait de 1892, avait encore cinq ans à courir. Quelques mois après l'octroi du nouveau contrat, le prix des billets pour les ouvriers doublait et celui des autres passagers augmentait de 50 %. En même temps, on faisait une émission d'obligations de la Montreal Tramways & Power de sept millions pour servir aux compagnies déficitaires à se tenir debout. Comme le prix des billets, même doublé, ne parvenait pas encore à combler les déficits des autres compagnies faisant partie de la Montreal Tramways & Power, et les difficultés de cette dernière étant connues de la Shawinigan et de la Montreal Light, Heat & Power, ces deux dernières engagèrent une lutte qui se termina par la fusion de ces trois compagnies géantes sous le nom de United Securities. Ce trust existe par le fait qu'il a des amis au gouvernement, parce que des députés et des ministres en sont des directeurs, et la population est invitée à payer pour les capitaux mal investis par ces ministres et ces membres du présent gouvernement.

D'ailleurs, nous avons vu, comme directeurs ou officiers de ces compagnies qui se sont fusionnées et que je viens d'énumérer, des ministres et des députés libéraux de cette Chambre. Sur le bureau de direction de la Montreal Light, Heat & Power, depuis de longues années, nous voyons figurer le nom d'un ministre libéral qui n'a démissionné que tout récemment du cabinet. Le principal avocat de la Public Service Corporation, filiale de la Shawinigan Water & Power, est l'ancien député libéral de Québec-Centre, cousin du premier ministre et son associé. La Montreal Tramways & Power avait comme directeurs, avant la fusion de l'année dernière, l'ancien député de Beauharnois, M. Robert, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) et le sénateur Marcellin Wilson. En 1918, le ministre de la Voirie et M. Robert étaient directeurs de la Montreal Tramways. C'est précisément en 1918 qu'un nouveau contrat a été accordé à la Compagnie des tramways de Montréal par un régime libéral. Quelques mois plus tard, le prix des billets d'ouvriers doublait et celui des autres billets augmentait de 50 %.

Nous avons entendu, au cours des premières sessions du présent Parlement comme au cours des campagnes électorales, les libéraux reprocher à l'opposition de soulever les villes contre les campagnes. Ce n'est pas à nous que le reproche s'adresse, mais plutôt au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui disait, dans le comté de Berthier aux dernières élections partielles, que les cultivateurs ne payaient pas de taxes, mais que seules

les villes étaient taxées, et c'est le même ministre qui disait, lors d'un banquet à l'exposition de Trois-Rivières en 1924, que les cultivateurs faisaient de l'argent, qu'ils en laissaient à leurs enfants, pendant que la plupart des ouvriers des villes mouraient sans le sou. Que les ouvriers des villes meurent sans le sou, quand le budget du travail est de \$100,000 par année, soit la somme ridicule de 10 cents pour chaque ouvrier de la province, il n'y a rien d'étonnant et la chose est connue, bien que le gouvernement refuse d'admettre que les ouvriers soient négligés. S'il est vrai que c'est la population des villes qui est taxée, le mal change de place car toutes les classes de la société sont solidaires; si les ouvriers souffrent et ploient sous le fardeau des taxes, les cultivateurs voient leurs produits sans acheteurs.

Quant aux cultivateurs, ils sont suffisamment taxés pour être dans l'impossibilité de payer, et c'est pourquoi le gouvernement poursuit les municipalités. Les cultivateurs laissent tellement d'argent à leurs enfants que les campagnes continuent de se vider vers les villes et les États-Unis.

L'honorable premier ministre nous a dit que la manière du gouvernement de remédier au chômage était de développer nos ressources naturelles, en créant de nouveaux centres d'industrie. Si la manière du gouvernement est de créer de nouveaux centres d'industrie en sacrifiant pour \$50,000 ou \$60,000 des pouvoirs d'eau qui valent des dizaines de millions, comme ceux de la Chute à Caron et de la Grande Décharge, je suis sûr que les ouvriers préfèrent que le gouvernement obtienne des prix convenables pour nos ressources naturelles plutôt que de les sacrifier, et qu'il consacre les prix obtenus pour le développement des centres d'industrie greffés sur l'agriculture, dans nos campagnes, empêchant de cette façon un grand nombre de fils de cultivateurs de prendre le chemin des villes et de venir augmenter le chômage dans les grandes cités.

Une nouvelle loi des accidents du travail, qui donnera justice au patron et à l'ouvrier, doit être élaborée au cours de la présente session. Elle ne couvrira pas d'autres classes qui souffrent et qui attendent quelque secours du gouvernement. Je veux parler des vieillards, des veuves et des orphelins. Le premier ministre offrait, dans son discours, de la lumière à Ontario. Nul doute qu'il échangera cette lumière pour quelques-unes des lois les plus secourables de la province voisine. Il suggère une politique d'aide aux mères et une pension de vieillesse, dont il maintient qu'elle pourra être facilement financée par les importants surplus

accumulés pendant de nombreuses années. Il rappelle que l'opposition réclame depuis longtemps un ouvrier comme ministre du Travail.

Il parle de la question scolaire, de la loi des accidents du travail, d'une pension aux vieillards et du permis de la vente de vins chez les épiciers.

Le résultat des dernières élections partielles est assez significatif pour nous laisser espérer que nous cesserons bientôt de supplier le gouvernement d'accorder des réformes et que nous serons en mesure de les accomplir nous-mêmes bientôt. Le premier ministre a affirmé, dans son discours, que le chef de l'opposition resterait tel tant qu'il serait sur cette planète. Ce n'est pas le premier ministre qui détermine le rôle des êtres et des choses sur terre.

Par un bill de la Législature, il peut bien, parfois, régler quelques causes pendantes devant les tribunaux. Il peut bien affirmer en pleine Chambre qu'il ne connaît pas de causes pendantes, quand ce sont les actes de son propre frère qui sont attaqués devant les tribunaux. Il peut augmenter les taxes, sacrifier nos ressources naturelles, envoyer des télégrammes à Norris¹⁷ et recevoir tout de même la rosette de la Légion d'honneur, supprimer le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), le raccorder avec le secrétaire de la province (l'honorable M. David), apparemment, passer la loi Roberts¹⁸, poursuivre les municipalités après les avoir endettées, boudier l'Union catholique des cultivateurs, faire enquêter sur les opinions politiques des agriculteurs avec les fonds du public, emprisonner celui qui vend un verre de bière pendant que les bandits dansent en rond dans la province, menacer Son Éminence de la fondation d'un parti anticlérical si *L'Action catholique* ne voit pas d'un même œil que *Le Soleil*; il peut presque tout faire, excepté de retarder d'une seconde l'heure où son gouvernement devra déguerpir, tout faire, comme dirait le célèbre homme d'État Guizot, excepté d'élever des injures à la hauteur des dédains du chef de l'opposition et de ceux de ses collègues.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous êtes mieux de vous asseoir.

M. Hamel (Portneuf) reproche à l'opposition de ressasser toujours les mêmes choses et de n'offrir aucune critique sérieuse. Il cite le cas d'une municipalité de son comté qui avait emprunté pour la voirie et qui ne voulait pas payer. Il l'a engagée à remplir ses obligations en lui représentant que ce ne serait pas juste pour les autres.

L'opposition dénonce les trusts, dit-il, mais elle s'est gardée de faire mention d'un nom. Le

député de Joliette (M. Dufresne) est aussi le vice-président d'un trust qui vient de se former.

M. Dufresne (Joliette): L'honorable député de Portneuf (M. Hamel) peut-il me prouver que c'est un trust? Il y a six compagnies dans la province et deux seulement sont fusionnées, de sorte qu'elles ne peuvent contrôler les prix.

M. Hamel (Portneuf): C'est là un trust, mais l'opposition ne le critique pas parce que cela fait son affaire. Il loue la politique du gouvernement qui contribue à la création de centres industriels dans la province qui aura pour effet de garder nos fils au pays. C'est le moyen de remédier à la crise qui, d'ailleurs, diminue après avoir frappé tous les pays. Il expose l'œuvre du gouvernement pour l'agriculture et la tâche des agronomes, qui rendent de grands services à la cause agricole. Il présente ses compliments au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

M. Bertrand (Saint-Sauveur) demande au gouvernement de faire servir une partie des surplus de la province à aider les chômeurs. Le gouvernement devrait, dit-il, prêter de l'argent aux municipalités pour leur permettre de secourir les ouvriers qui sont sans travail dans les temps de crise, permettre de faire des travaux et aider à faire disparaître le chômage. À Québec, tout spécialement, la crise du chômage est très grave. Je croyais que le gouvernement annoncerait une telle mesure dans le discours du trône.

Il demande que, dans les amendements à la loi des accidents du travail, le gouvernement assure aux ouvriers toute la protection à laquelle ils ont droit et supprime les appels aux tribunaux qui, le plus souvent, sont cause que l'indemnité est presque complètement absorbée par les frais de cour et d'avocats. Il espère que les modifications à la loi des accidents du travail donneront naissance à une commission que demandent les ouvriers.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 h 45.

NOTES

1. Dans *Le Devoir*, pages 1 et 2, on dit que M. Bray a des doutes là-dessus à cause de l'avertissement que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) donnait, il n'y a pas longtemps, aux propriétaires d'autobus de ne pas remplacer leurs voitures, ne sachant pas quelles mesures le gouvernement prendrait à leur égard.

2. Dans *L'Événement*, on indique que M. Bray est un gros entrepreneur.

3. Dans *L'Action catholique*, on écrit "amésyte".

4. Le *Soleil* fait état d'une entrevue de M. Sauvé accordée au *Devoir*.

5. Dans *Le Soleil*, on dit: Appréciations de R. S. White par Bourassa, *Gazette* et *Devoir*, 13 janvier 1926, lire *Gazette*.

6. Dans *La Patrie*, on parle de noces d'argent.

7. Dans *La Presse*, on parle de deux semaines.

8. Dans *Le Soleil*, on dit: Il déclare que toutes ces lettres ont été préparées par le sénateur Beaubien, en vue de la campagne fédérale, et il cite un démenti d'un curé d'une de ces paroisses publié dans un journal de la métropole.

9. Dans *La Presse*, on parle de cinq ans. Dans *La Patrie*, on parle de cinq ou dix ans.

10. Dans *L'Événement*, on dit: Il avait raison, car ce sont les taxes provenant de la politique néfaste de MM. Meighen et Borden qui ont écrasé le contribuable.

11. Oui, il avait raison quand il insinuait que la grande cause de l'exode était notre dette de guerre, mais il n'avait pas raison quand il prétendait que le gouvernement fédéral libéral en était responsable, alors qu'il était chargé de la dette accumulée par MM. Borden et Meighen selon *La Presse* du 21 janvier, page 3.

12. Dans *L'Action catholique*, on rapporte ces propos du ministre selon lesquels ce dernier n'insiste pas sur les actes de M. Ponton qu'il a si souvent critiqués.

13. Le tarif Fordney, appelé aussi le McCumber Tariff Act of 1922, visait à encourager les industries américaines et à protéger leurs marchandises contre l'importation. Le tarif interdisait au Canada de vendre de la marchandise aux États-Unis.

14. Dans *La Patrie*, c'est Sauvé qui pose cette question. Dans *The Gazette*, c'est Dufresne de Joliette.

15. Robert Forke, ministre de l'Immigration et de la Colonisation dans le cabinet de King en 1926.

16. Ce serait plutôt Patenaude.

17. Tobias Crawford Norris, Manitoba (Landsome). Réélu sans opposition à l'Assemblée législative dans une élection partielle.

18. Loi amendant les Statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts (Sanctionnée le 29 décembre 1922). *Statuts de Québec*, 13 George V, 4^e session, 15^e législature, 1922, chapitre 8, p. 244. John Roberts était journaliste pour *The Axe* publié à Montréal. Dans un numéro du 27 octobre 1922, il avait laissé sous-entendre que deux membres de la Législature étaient impliqués dans le meurtre de Blanche Garneau commis à Québec en juillet 1920 dans des circonstances atroces.

Séance du jeudi 21 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Morris B. Signer

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Morris B. Signer, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Morris B. Signer, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Succession
Christopher McEnvoy**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de John McEnvoy, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de la succession de Christopher McEnvoy et ceux de son épouse, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de John McEnvoy, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de la succession de Christopher McEnvoy et ceux de son épouse, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

George C. Spiliotopoulos

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de George C. Spiliotopoulos et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation pour fins religieuses et scolaires, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de George C. Spiliotopoulos et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation pour fins religieuses et scolaires, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Samuel Guttman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de New Beth Jehuda Synagogue (M. Bercovitch);

- de David Cummings et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Shaare Zion Congregation (M. Bercovitch);

- d'Adolph Klein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Shaare Tefilah (M. Bercovitch);

- de Baruck Reinblatt et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda (M. Bercovitch).

Rapports de comités:

M. Pilon (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- d'Octave Dionne Sr., demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un terrain substitué;
- de dame Marie-Florida Poirier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'hôpital Saint-Joseph de Rimouski;
- de Samuel Guttman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de New Beth Jehuda Synagogue;
- d'Adolph Klein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Shaare Tefilah;
- d'Antonio Prévost, demandant l'adoption d'une loi confirmant un titre de vente en date du 29 juin 1923;
- de la communauté des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 58 modifiant la charte des sœurs de la Présentation;
- bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Fusion de sociétés Saint-Jean-Baptiste à Québec

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 86 relatif à la fusion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adélard Lacasse

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 78 autorisant Adélard Lacasse à exercer la profession d'opticien et d'optométriste.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Oeuvre de la propagation de la foi de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 62 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Saint-Joseph de Rimouski

M. Moreault (Rimouski) demande la permission de présenter le bill 61 constituant en corporation l'hôpital Saint-Joseph de Rimouski.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vente de terrain par Octave Dionne

M. Bergeron (Matane) demande la permission de présenter le bill 71 autorisant Octave Dionne à vendre de gré à gré un terrain substitué sous certaines conditions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Congregation Shaare Tefilah

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

New Beth Jehuda Synagogue

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 57 constituant en corporation New Beth Jehuda Synagogue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie

M. Saint-Jacques (Argenteuil) demande la permission de présenter le bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Acte de vente
par la Compagnie de Jésus
à Antonio Prévost**

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 65 validant un certain acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévost.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Poursuites de municipalités
au sujet de travaux de voirie**

M. Plante (Beauharnois): 1. Y a-t-il des municipalités qui ont été poursuivies en 1924-1925, dans le district de Beauharnois, au sujet des travaux de voirie avec le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités, et pour quels montants?

3. Y a-t-il des municipalités qui ont réglé le montant de ces poursuites?

4. Dans l'affirmative, pour quel montant ont-elles réglé?

5. Qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites en frais de cour ou autres: a) à la municipalité; b) au gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Village de Sainte-Cécile, comté de Beauharnois, \$222.95; Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, \$1,931.35; Paroisse de Saint-Timothée, comté de Beauharnois, \$4,775.12; Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay, \$8,807.67; Ville de Léry, comté de Châteauguay, \$3,359.76; Canton de Dundee, comté de Huntingdon, \$63,209.56; Canton de Hinchinbrooke, \$10,144.40.

3. Oui.

4. Village de Sainte-Cécile, \$222.95; Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, \$1,931.35; Paroisse de Saint-Timothée, \$4,775.12; Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, \$7,426.78; Canton de Dundee, \$20,000.00; Canton de Hinchinbrooke, \$10,144.40..

5. a) Paroisse de Saint-Timothée, \$86.75; Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, \$50.15; Village de Sainte-Cécile, \$34.65.

b) Canton de Dundee, \$307.65; Canton de Hinchinbrooke, \$174.40; Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, \$73.15; Ville de Léry, \$70.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 20 janvier, sur la motion proposée le 7 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): C'est la huitième séance de la session que nous consacrons au débat sur l'adresse. Je ne serai pas long, mes collègues de l'opposition ont couvert le terrain. L'opposition, si elle a été parfois sévère au cours du débat, a toujours voulu être loyale et juste dans sa critique des œuvres du gouvernement. Discours remarquable surtout par les questions qu'il ne touche pas. Les amis du gouvernement disent que c'est une bonne tactique que de ne pas dévoiler le programme ministériel dans le discours du trône.

On comprend facilement que le rapatriement des nôtres se fera avec plus d'avantages quand le gouvernement aura fait disparaître les causes qui les ont forcés d'émigrer. Le gouvernement n'a rien fait pour enrayer cet exode qui a conduit en Nouvelle-Angleterre 1,500,000 des nôtres. Le gouvernement accepte le fait accompli sans songer que la raison qui a attiré les nôtres là-bas les ramènera ici si cette raison leur apparaît maintenant dans notre province. Ceux qui ont émigré sont allés chercher là-bas la prospérité; seule la prospérité de notre province pourra arrêter et faire revenir un certain nombre des nôtres. Mais la politique du gouvernement n'a pas été capable de donner à notre province cette prospérité attendue, souhaitée. Le gouvernement est responsable de l'émigration, le mal est effroyable. Tout simplement, le gouvernement lève les bras au ciel et ne fait rien.

Mais, tant que le gouvernement restera sourd aux revendications des citoyens, à l'appel des corps publics, comme la Chambre de commerce de Montréal, par exemple, qui, en 1923, adoptait des résolutions restées lettre morte, suppliant le gouvernement de venir en aide au cultivateur en allégeant le fardeau des taxes qui l'écrase, en encourageant différentes industries connexes à l'agriculture aussi longtemps qu'il continuera sa politique de partisanerie et de patronage, nous resterons dans l'état de malaise que nous subissons depuis plusieurs années.

Aussi, si nous nous référons aux statistiques officielles du gouvernement, l'*Annuaire statistique* de 1924, nous constatons que l'agriculture, base de toute prospérité dans la province de Québec, a périclité depuis quelques années. Malgré la colonisation intense, dont a parlé l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), du défrichement considérable qui se fait, suivant lui, par nos colons, la superficie cultivée dans la province de Québec est tombée de 8,201,362 acres qu'elle était en 1918 à 6,550,158 en 1923, soit une diminution de 1,551,000 en cinq ans. J'ajouterai, pour faire plaisir au premier ministre qui adore les comparaisons entre Québec et Ontario, que, d'après les mêmes statistiques, la superficie cultivée dans Ontario, durant la même période, accusait une augmentation de 296,961 acres. Vous constatez une diminution correspondante dans les revenus des cultivateurs, dans la valeur des roulants, des récoltes, dans la condition des corporations municipales dont le passif dépasse l'actif. Vous n'avez qu'à consulter les statistiques même préparées par le gouvernement pour constater la marche descendante qu'on n'est plus capable de cacher.

D'ailleurs, pourrait-on s'attendre à ce qu'un gouvernement, qui ne peut maintenir la concorde dans ses rangs, puisse administrer convenablement la chose publique? Il y a, au sein du cabinet, des divisions dommageables aux intérêts de cette province.

Des voix ministérielles: Oh! Oh!

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Que l'on rie si l'on veut. Si l'on ne me croit pas, je pourrais appeler en témoignage le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). Le premier ministre pourrait dire encore s'il ne doit pas passer une partie de son temps à réconcilier quelques-uns de ses collègues. Pour donner le change, ceux des ministres

qui ne se chicanent pas se glorifient réciproquement. On se fait des compliments exagérés, on s'encense. Le premier ministre dit: "Quel admirable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron)!"

(Applaudissements de la droite)

Le ministre de l'Agriculture, à son tour, dit: "C'est vous, M. le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), qui êtes un grand homme!"

(Applaudissements de la droite)

Applaudissez maintenant, vous n'applaudirez pas tant devant le peuple. Pour nous, nous ne complimentons pas, notre devoir est de dénoncer.

Les louanges ne peuvent faire oublier les misères de la province. La classe ouvrière souffre, les fonds de secours ne suffisent pas et il faut recourir à la charité publique. La classe ouvrière a toujours rencontré ses meilleurs amis au sein du Parti conservateur. Le gouvernement est toujours resté sourd aux revendications des ouvriers. Les hommes de la gauche ont le problème ouvrier dans leur programme, témoin, un article de résolutions de notre congrès de 1922.

Le discours du trône n'annonce rien du tout. Il n'annonce pas de nouvelles mesures pour les cultivateurs et les colons; il a surpris la population en laissant prévoir que le gouvernement, malgré ses surplus, songe à trouver de nouvelles sources de revenus. Le public était sous l'impression que la liste des personnes ou des choses à frapper de taxes avait été épuisée par notre trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), surnommé notre "taxeux" national. Il entend l'allonger encore. Le gouvernement devrait épuiser les surplus dont il se vante avant de lui imposer de nouveaux fardeaux. Mais l'honorable premier ministre, dans son discours-programme, nous a souligné d'une façon voilée qu'il avait trouvé un autre moyen de faire contribuer nos ressources naturelles à l'augmentation constante du revenu provincial. Le capital de la province, sous la forme de ses ressources naturelles, est en train d'être dissipé de plus en plus rapidement d'une année à l'autre, de façon à ce que le gouvernement puisse satisfaire les besoins de ses partisans.

Créer de nouvelles sources de revenus, par tous les moyens possibles, sans tenir compte du fardeau qui pèse déjà lourdement sur le peuple, grossir et augmenter le revenu du gouvernement par plusieurs millions annuellement, voilà la grande préoccupation de notre gouvernement d'hommes d'affaires, pour me servir de l'expression de l'honorable député de Jacques-Cartier (M.

Marchand), voilà presque l'unique tradition libérale que le gouvernement tient à respecter, de même que celle qui consiste à laisser grossir la dette publique d'année en année, au point qu'elle atteindra bientôt le chiffre de \$80,000,000. L'honorable député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) l'a dit hier soir. Il a demandé l'appui de ses collègues et du gouvernement pour la classe ouvrière qui traverse une crise grave. Que va faire le gouvernement? J'ai bien peur qu'il ne fasse pas grand-chose.

Pour atteindre ce but, les ministres ne craignent pas de livrer nos forêts et nos pouvoirs d'eau aux étrangers et annoncent que, le 13 février prochain, une vente de 4,200 milles de limites à bois. Il y a longtemps que l'on agit de cette façon. On sacrifie même le domaine national. Le gouvernement semble toujours avoir besoin de millions additionnels à jeter aux partisans. Pendant que nos richesses naturelles sont livrées aux étrangers, les ministres s'encensent tour à tour alors que le peuple attend l'accomplissement des promesses faites par le Parti libéral depuis 28 ans.

Le peuple des vieilles paroisses attend le dégrèvement des impôts trop lourds annoncé en 1897, l'artisan attend du travail et des réformes dans les lois qui l'intéressent, l'agriculteur attend une meilleure direction et des marchés, des industries connexes à l'agriculture. Est-ce que le gouvernement a protégé les industries de la mise en conserve? Donne-t-on des octrois à ces petites industries? Leur donne-t-on une protection adéquate¹? La Chambre de commerce de Montréal a demandé au gouvernement d'aider ces industries qui assurent du bien-être à la classe agricole. Le colon attend encore la liberté d'agrandir, sans être molesté, son petit domaine, sans être aux prises avec le gouvernement et les marchands de bois. On veut du travail pour les ouvriers souffrant actuellement de la crise du chômage; ils attendent toujours les législations qu'on leur a laissées entrevoir et qui ne sont pas venues. Rien n'a été donné de ce qui avait été promis et c'est pourquoi les nôtres, las d'attendre une politique qui pourrait leur donner la chance de gagner leur vie, quittent la province pour les États-Unis. On nous a cité des discours de l'honorable M. Patenaude, pour montrer que l'émigration est la faute du gouvernement fédéral et que le gouvernement provincial n'en est pas responsable. Nous n'avons jamais prétendu que le gouvernement de cette province en était uniquement responsable, mais nous disons qu'il ne fait rien pour empêcher l'exode des nôtres. Vous n'avez qu'à visiter les campagnes pour voir une multitude de maisons abandonnées, de

portes et de fenêtres barricadées, pour se rendre compte du malaise qui existe et qu'on ne peut pas nier.

M. Hamel (Portneuf): Où ça?

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Partout.

La population entière de la province, fatiguée de payer des taxes trop lourdes, attend la somme de bonheur et de prospérité qui est son droit, parce que c'est le fruit de ses œuvres.

Voilà pourquoi, depuis quelques années, las d'attendre, un si grand nombre des nôtres ont quitté leur terre, leur foyer, pour aller tenter fortune aux États-Unis.

Nous n'avons pas besoin de nous référer aux statistiques américaines pour constater que plusieurs centaines de mille des nôtres ont pris le chemin des États-Unis, durant les années 1921, 1922, 1923, 1924, 1925. Nous avons entendu des ministres eux-mêmes se réjouir de ce que les agriculteurs, les ouvriers avaient réussi à traverser la crise, mais comment l'ont-ils traversée, cette crise? En traversant la frontière.

Et qu'est-ce que le gouvernement a fait pour arrêter l'exode des nôtres et ramener au pays ceux qui sont partis? Rien, ou presque rien.

Une des premières conditions de bonheur pour le peuple, c'est de pouvoir se rendre compte non seulement de l'égalité de tous devant la loi, mais surtout devant le législateur et devant ceux qui ont charge de l'administration de la justice, et, si nous pouvions analyser toutes les raisons de ceux des nôtres qui émigrent aux États-Unis, nous serions effrayés de la responsabilité qui en revient au gangrenage généralisé qui affecte l'administration de la justice dans cette province.

Tout le monde est frappé des méthodes abusives de l'administration. Il est reconnu que le pauvre est pratiquement sans recours, tant les tarifs du gouvernement sont élevés. Le peuple de la province est terrifié quand il voit s'allonger sans arrêt la liste des crimes, des vols, des meurtres restés impunis, des tentatives de meurtre et des vols sans qu'il y ait d'effort efficace pour les faire contenir par la police provinciale. Des réformes s'imposent, sans quoi le gouvernement sera jugé sévèrement. Les explications données par le procureur général ne sont en rien satisfaisantes; il y a quelque chose qui ne va tout simplement pas dans le système en entier. Le procureur général doit immédiatement instituer des réformes et, surtout, voir à ce que tous soient égaux devant la loi.

L'état de choses qui existe actuellement dans le département de l'administration de la justice nous autorisait, il nous semble, à espérer que des réformes sérieuses seraient annoncées dans le discours du trône ou dans les remarques de l'honorable premier ministre. Il n'en a rien été et nous croyons que le public en a été fort désappointé. Tous devraient être égaux devant la loi. Il n'y a pas d'égalité devant la loi.

L'honorable premier ministre et procureur général, l'autre jour, a senti les clameurs du peuple si fortes à ce sujet qu'il a éprouvé le besoin de se faire interviewer par un de ses journaux "bien-aimés" pour nous dire que tout était bien dans son département, que la fuite de ces nombreux criminels était due à des circonstances incontrôlables, etc. Je regrette de lui dire que ses raisons n'ont pas satisfait la province et que sa défense sera rejetée par le tribunal de l'opinion publique et qu'il sera trouvé coupable de négligence dans l'accomplissement des réformes qui s'imposent dans son département.

Il aborde ensuite la question ouvrière. Il accuse le gouvernement d'être resté sourd aux revendications légitimes de la classe des travailleurs. Les ouvriers, dit-il, réclament depuis longtemps un ministère du Travail sous la direction d'un véritable ouvrier comme ministre. C'est le programme de l'opposition. Ils attendent encore. Depuis des années, les associations ouvrières ont demandé une refonte de la loi des compensations ouvrières de manière à ce qu'elle leur rende justice. Qu'est-ce que le gouvernement leur a donné? Des miettes et beaucoup de promesses. Il accuse le gouvernement de s'être retranché derrière une commission d'enquête pour sauver du temps et de n'avoir donné suite au rapport de cette commission à la dernière session. L'opposition avait soumis un programme bien défini au gouvernement quant à la législation ouvrière.

L'an dernier, le discours du trône comportait des dispositions spéciales relatives à la loi des accidents du travail. Pourquoi a-t-on retardé d'un an? Enfin, le discours du trône annonce une législation, nous en sommes à la troisième session du présent Parlement, le gouvernement commence à légiférer en vue du vote populaire; espérons que notre brave classe ouvrière aura la bonne fortune d'en profiter et qu'elle recevra un traitement équitable.

Quant à l'opposition, tout en voulant être juste pour le patron, elle entend protéger l'ouvrier et sa famille et leur faire obtenir une compensation raisonnable au cas d'accidents du travail.

Le gouvernement a toujours favorisé les grands trusts et les puissantes corporations, et n'a fait que taxer les classes défavorisées de la population.

Il s'étonne que l'honorable premier ministre ait glissé si légèrement sur leur résultat dans Argenteuil, Berthier et Champlain. Est-ce parce que, dans Argenteuil, l'électorat a donné un verdict clair et décisif sur la politique générale du gouvernement et nous a envoyé un collègue distingué qui fera honneur à sa race, à son comté et à sa province? Dans Berthier et Champlain, est-ce parce que le résultat fait présager une victoire certaine pour les candidats du chef de l'opposition aux élections générales?

M. Hamel (Portneuf): Et Jacques-Cartier?

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Ceux qui savent ce qui s'est passé dans Jacques-Cartier savent parfaitement bien que les résultats du vote ne représentent pas le sentiment des électeurs envers le gouvernement. L'honorable premier ministre s'est étendu un peu plus longuement sur l'élection de Jacques-Cartier, il a proclamé avec emphase qu'elle signifiait le retour de Montréal à la politique ministérielle.

Il cite un éditorial du journal *The Gazette* du 24 avril 1925 disant que la population de cette ville n'est pas encore prête à se remettre sous la férule du gouvernement du jour et à se déjuger. Les résultats, dans Jacques-Cartier, sont le résultat d'une détermination de la part du gouvernement à gagner, peu importent les risques. Jacques-Cartier a été gagné par le gouvernement pour des causes purement municipales et sur les promesses faites par des ministres. Tous les moyens étaient bons pour faire élire un libéral. Il était notoire que le gouvernement avait décidé que Jacques-Cartier devait être gagné pour la cause libérale, peu importe ce qui devait être fait. Et ce, parce que le gouvernement désirait se vanter que l'île de Montréal retournait à ses anciennes amours. N'a-t-on pas entendu le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) promettre que le gouvernement prendrait peut-être à sa charge la construction d'un grand boulevard qui traverserait l'île de Montréal et le comté de Jacques-Cartier si un libéral était élu?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je n'ai pas dit ça comme ça.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Donc, bien sûr, tout ce sur quoi je peux m'appuyer est un reportage du journal libéral officiel de Montréal. Le verdict dans Jacques-Cartier ne représente pas l'opinion de l'île de Montréal. Si l'honorable ministre n'a pas fait de promesse, il a fait un semblant de promesse et c'est pour cela que nous avons perdu Jacques-Cartier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Et ça vous a fait mal².

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Ça nous a fait mal! Certainement. Oui, nous aurions beaucoup aimé avoir un homme comme M. Carignan. S'il avait été élu, cela aurait été une très bonne chose pour la province. Il n'y avait que 150 personnes à une assemblée de libéraux, à Montréal. Il a fallu deux orchestres pour attirer assez de gens à une assemblée publique à laquelle le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) devait prendre la parole. D'ailleurs, beaucoup de ceux qui étaient présents étaient des enfants.

Après les révélations faites à l'enquête devant le comité des comptes publics sur les mélanges de boissons opérés par la province, vendus sous diverses étiquettes plus ou moins trompeuses, à des prix exorbitants, avec des profits excessifs injustifiables, contrairement aux affirmations du premier ministre en cette Chambre durant les sessions précédentes, le public était en droit d'attendre des explications de la part du premier ministre qui a préféré garder silence.

Mais le public a droit de savoir et l'opposition a toujours réclamé qu'on le renseigne. L'enquête a démontré que le gouvernement avait enlevé le commerce des liqueurs à des citoyens et qu'il avait constitué son monopole sous de fausses représentations. Le gouvernement a créé un monopole très dangereux en enlevant aux citoyens le droit de faire le commerce d'une certaine catégorie de biens pour s'emparer de la totalité des revenus.

Il proteste contre la façon dont l'enquête a été faite lorsque le gouvernement dut enfin se rendre à la pression de l'opposition et de l'opinion publique, ce qui a forcé le gouvernement à consentir à une enquête après avoir refusé d'en concéder une l'année précédente.

Le premier ministre a été obligé de se rétracter et de concéder une enquête et, à la dernière session, le comité des comptes publics a fouillé dans les affaires de la commission et beaucoup de choses en sont sorties. D'ailleurs, le président de cette enquête, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), a usé de partialité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'appelle le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) à l'ordre, car ce sont des propos injurieux pour un membre de cette Assemblée. Il n'a pas le droit de se servir d'une expression offensante.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Il me semble que je suis dans l'ordre en disant qu'on n'a pas voulu laisser parler les témoins. Je retirerai ces paroles si les règles parlementaires me le commandent. Mais l'expression est conforme à ma pensée.

M. l'Orateur suppléant (M. Laferté, Drummond): D'après l'article 245, l'expression dont s'est servi le député de Montréal-Laurier est offensante et je lui demande de la retirer.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je tâcherai quand même de dire ma pensée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tout ce que dit le député de Montréal-Laurier ne me touche pas et j'aurai l'occasion de lui répondre.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): On a voulu bâillonner le comité d'enquête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je rappelle de nouveau le député de Montréal-Laurier à l'ordre, car il n'a pas le droit...

M. l'Orateur: D'après le même article, les paroles du député de Montréal-Laurier sont offensantes et il doit les retirer.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Alors, je retire ces paroles, si les règles de la Chambre me le commandent. Comme je disais précédemment, beaucoup de choses sont sorties au cours de l'enquête, malgré les tentatives de bâillonnement. Je laisserai l'opinion publique s'en occuper.

Il résume les conclusions de cette enquête en disant qu'elle a démontré que le gouvernement, en mettant sur le marché des scotches et des cognacs de la Commission, à une ou plusieurs étoiles, était plutôt dévoré par la soif de faire des profits scandaleux et d'écouler ses fonds de tonneaux, qu'il n'était soucieux de maintenir haut et ferme et au-dessus de tout soupçon l'honneur de la province de Québec, dont il a mis la devise sur ses bouchons.

Elle a démontré, à la lumière des livres de la Commission, que nous avons fait mettre devant le comité, que le gouvernement de cette province catholique et française en est rendu à faire, dans les somptueux locaux de la Commission, au Pied du Courant, des mélanges de liqueurs pires que ceux qui se faisaient dans les caves profondes du temps des vendeurs autorisés tant dénoncés par le premier

ministre. Ils ont mis dans leurs mélanges toutes sortes de choses qui font que le public se demande pourquoi il paie si cher. Je ne pense pas que la seule province catholique et française, celle de Québec, puisse tolérer une telle conduite de la part du gouvernement.

Des voix ministérielles: Oh! Oh!

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Sur les vins, quoique le premier ministre ait dit souvent qu'il n'entendait pas faire de profits là-dessus, c'est encore plus exorbitant. Les profits varient de 96 % à 165 %.

M. Renaud (Laval): C'est épouvantable, épouvantable.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le premier ministre a déclaré qu'ils vendraient les vins à bas prix pour que le travailleur puisse avoir sa petite bouteille de vin à table, mais leur sollicitude envers l'ouvrier n'a été, comme d'habitude, que paroles en l'air.

La Commission a baissé le prix de ces vins. C'est un des résultats de l'enquête. Sur le whisky blanc, que l'on dit être la boisson préférée du peuple de Québec, le gouvernement, par sa Commission, fait un profit de 90 à 160 % après avoir payé les taxes et autres frais fédéraux, pendant que sur les scotch whiskies, les ryès, les brandys, les profits varient de 75 à 115 %.

L'honorable M. Nicol (Compton) désire savoir sur quelle base le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) se fonde pour en arriver à ce fait, ce qu'il veut dire par profits, prix coûtants plus la manutention et les autres frais. Est-ce que le prix coûtant calculé là-dessus inclut la taxe d'accise? Le député de Montréal-Laurier calcule mal le prix coûtant.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): C'est inclus, la taxe et tout, et il est plus de \$5 le gallon.

Des voix ministérielles: La taxe seule est de \$16 le gallon.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Oui, pour l'alcool pur, mais, des mélanges que le gouvernement produit, nous savons que son whisky blanc est tout, sauf de l'alcool pur.

Il affirme qu'il voulait dire le prix coûtant après que les taxes ont été payées et que le whisky blanc se trouve en magasin. Sur le scotch whisky également, dit-il, les prix sont trop élevés, générant un profit de 60 à 75 %, et même de 100 %, et un tel état de choses ne sera pas toléré par la province.

Il affirme que les critiques de l'opposition sont peut-être sévères, mais justes, que les plaintes des honorables ministres à ce sujet sont mal fondées et que, s'il y a eu de la violence et de la démagogie, c'est du côté de la droite lorsqu'elle était dans l'opposition.

Il fait un éloge du chef de l'opposition³ qui saura donner à sa province, quand le temps sera venu, une administration saine et éclairée.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Néanmoins, tout en constatant que le gouvernement adopte en partie la politique industrielle préconisée par le parti de la loyale opposition à Sa Majesté, nous croyons devoir exprimer de respectueux regrets que le discours du trône n'annonce rien pour l'agriculture, rien pour la voirie, rien pour la colonisation, rien pour l'immigration, rien pour enrayer l'émigration, rien pour remédier à la crise ouvrière, rien pour les milliers d'ouvriers qui chôment dans cette province; qu'il ne permette pas à la province d'attendre du gouvernement les mesures préconisées et demandées par l'opposition, entre autres:

"a. Une politique de saine et rigoureuse économie dans tous les départements;

"b. La réduction de la dette publique ainsi que des impôts ou obligations qui pèsent sur notre population, particulièrement sur l'ouvrier, le colon et le cultivateur."

(Ovation)

L'honorable M. David (Terrebonne): Le débat a assez duré. Je n'aurais peut-être pas dû y prendre part.

Il exprime son hésitation à faire un discours si tard dans le débat. M. l'Orateur, dit-il, j'hésite à me lever dans l'atmosphère alcoolique évoquée par l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre veut-il dire ce qu'il entend dire? Et aussi, se propose-t-il de parler de l'amendement, conformément à la décision donnée l'an dernier par l'Orateur de cette Chambre?

L'honorable M. David (Terrebonne): J'entends rester dans la légalité. M. l'Orateur, je veux que mes remarques soient les plus courtoises possible. Il fait allusion au préjugé religieux invoqué

précédemment par le dernier orateur de l'opposition. Une idée me vient, après avoir entendu les discours de mes adversaires, c'est ce que disait Cicéron à un ami: "Si tu es gêné pour exprimer ta pensée, ne parle pas." Nous venons d'entendre un long discours qui est une critique générale de notre administration où il ne se trouve pas une seule âme de bonne volonté. L'amendement lui-même dit que nous n'avons rien fait pour l'agriculture, rien pour la colonisation, rien pour l'instruction publique, rien pour la voirie, rien pour soulager la crise ouvrière, rien pour aucun des départements où il serait urgent d'avoir une direction énergique. Alors, si l'amendement ne porte que sur des riens, nous devons conclure que c'est un amendement de rien. (Rires)

Mon premier devoir est de féliciter le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) pour le remarquable début qu'il a fait, hier, en des circonstances très particulières. Je me suis aperçu combien c'était difficile pour un membre de faire son premier discours devant une assemblée comme celle à laquelle il a dû faire face, à l'Assemblée législative. Le député d'Argenteuil a donné une leçon admirable à ceux qui l'entourent, et il est à espérer que son exemple sera suivi. Il a mis, dans la discussion, une courtoisie à laquelle les membres de l'opposition ne nous avaient pas habitués. Je l'en félicite très sincèrement. J'espère que cet exemple de courtoisie donnera un ton plus élevé à la discussion, du côté de la gauche.

Hier, nous avons entendu son discours sur lequel nous devons faire des réserves, mais dont le ton, la note patriotique et l'intention sincère sont tels qu'ils nous servent de condamnation générale des procédures suivies en cette Chambre par l'opposition depuis quelques années, et spécialement par l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) qui vient d'imposer à cette Chambre le discours le plus vide d'inspiration que nous ayons jamais entendu.

J'aimerais porter ce débat au-dessus de toutes considérations personnelles et secondaires, mais l'honorable député de Montréal-Laurier a-t-il appuyé un seul de ses arguments par une espèce de preuve dont on puisse faire état, quand il s'agit de l'intérêt public? Avons-nous entendu un seul mot de critique qui n'ait retenti à nos oreilles depuis trois ans? Rien de nouveau dans ces critiques qui n'ait été répercuté par tous les échos des "hustings" conservateurs de la province de Québec, et l'on sait avec quel résultat.

Si l'opposition considère qu'elle a un rôle à jouer, qu'elle s'efforce donc de faire sentir à cette Chambre que son devoir est d'élever la discussion

au-dessus des mesquines considérations qui ne font que retarder le progrès général de la province. Nous considérons, nous aussi, qu'investis de la confiance publique nous avons un devoir à rendre et un devoir considérable, et nous allons fournir à tous des notes et des indications précises sur la façon dont ce devoir a été rempli.

Si nous repassons les divers discours prononcés de l'autre côté de la Chambre depuis le début du présent débat, que nous en reste-t-il? Y trouvons-nous une seule idée nouvelle? Ont-ils parlé d'un problème nouveau? Y a-t-on demandé une seule chose qui n'ait déjà été mise à exécution ou n'ait été auparavant discutée? A-t-on apporté aucun programme déterminé? Est-ce qu'on a proposé un seul remède aux maux, existants ou non, dont on se plaint? De nouveaux problèmes ont-ils été soumis à la considération d'un gouvernement trop impatient d'entendre des suggestions et disposé, même, à entendre des critiques? Ne nous ont-ils pas plutôt parlé de choses qui occupent le gouvernement et l'opposition depuis de nombreuses années? L'opposition prétend avec insistance et constance que la majorité des bonnes choses que le Parti libéral a réalisées ont été dérobées au programme conservateur. On peut résumer tous ces discours par ce mot: "Le gouvernement fait mal ce qu'il fait bien et bien ce qu'il fait mal." Il y a trois ans, l'ancien député de Jacques-Cartier, alors présent en cette Chambre, parlait d'exode, de régie d'État, de colonisation, d'instruction. A-t-on apporté quelque lumière nouvelle sur ces grands problèmes? La critique de tous les membres de l'opposition n'est pas sérieuse et ne contient rien de solide. Ce n'est pas que le gouvernement soit ennuyé par la critique, loin de là, mais en fait il aime entendre quelque chose de nature constructive.

Nous sommes ici pour rendre compte de nos actes. Nous ne craignons pas la critique. Nous la désirons, même, mais nous la voulons franche, loyale et juste. Il est des questions tellement au-dessus de toute mesquine considération d'égoïsme, des questions d'intérêt tellement national, qu'on ne devrait les attaquer qu'avec délicatesse et avec réflexion. Il faut les considérer sans rancœur, avec justice et équité. Il y a des questions qui sont au-dessus de la politique. L'instruction publique, la colonisation et l'émigration, par exemple, ce sont des questions nationales. Ces questions, les gens de la gauche comme de la droite doivent les aborder sans rancœur, sans acrimonie, avec justice, délicatesse et équité. Étudions-les donc sans acrimonie et avec le désir d'être utiles à notre province.

Il reproche au député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) de se servir de ses revendications ouvrières pour se faire du capital politique dans sa division et non pas du tout pour aider à l'avancement des classes ouvrières. Il est étonnant de voir revenir périodiquement sur les lèvres de l'opposition cette parole que nous ne faisons rien pour les ouvriers. Le député de Laurier (M. Duranleau) a affirmé, par exemple, que les ouvriers n'avaient jamais trouvé d'amis qu'au sein du Parti conservateur et, pour preuve, il nous cite un article du programme conservateur de 1922. Il est vrai qu'en 1922, à une grande convention, un discours-programme a été prononcé - discours qu'on est obligé de relire bien souvent, ce qui prouve l'effet extraordinaire qu'il a produit dans le public - et qu'il y était dit que le Parti conservateur voulait la protection de l'ouvrier. Or, le Parti libéral s'occupe activement de la question ouvrière depuis toujours.

(Applaudissements)

Depuis quand la question ouvrière est-elle l'apanage de messieurs les conservateurs? Nous savons que, depuis 50 ans et spécialement depuis le gouvernement de l'honorable Honoré Mercier, en 1889, l'amélioration de la condition morale, intellectuelle et industrielle des ouvriers est un article du programme libéral, c'est une vérité acceptée par l'histoire. Dans tous les pays et en tout temps, ce sont les libéraux qui ont été sans cesse les champions de la cause des ouvriers. C'est le Parti libéral qui a su, le premier, se pencher vers l'ouvrier et travailler à ses intérêts. Les ouvriers n'ont jamais été aussi bien traités qu'ils le sont par le gouvernement actuel.

On nous fait un grave reproche de ne pas avoir un ministre du Travail sur ces banquettes. On parle d'un ministre du Travail choisi parmi les ouvriers. Ne sait-on pas, d'abord, que des hommes de mérite et de dévouement de toutes les classes ont su quitter les occupations ordinaires de leur profession pour se pencher sur les misères humaines ou protéger le travailleur? L'opposition met beaucoup l'accent sur le fait que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) est un professionnel, mais lisez l'histoire de tous les pays et vous verrez que les protecteurs de la classe ouvrière ont toujours été des professionnels. Les travailleurs n'ont jamais eu de meilleurs amis, d'amis plus authentiques que les classes professionnelles. Si le bon moment venait et qu'un homme apte à occuper le portefeuille du Travail était trouvé, un homme de la classe ouvrière serait choisi pour l'occuper, car je sais que c'est le souhait du premier ministre. D'ailleurs, lors des dernières élections provinciales,

nous avons fait un effort pour faire représenter par plusieurs des leurs les ouvriers de la métropole, parce que nous pensions qu'il devait y avoir une représentation équitable des divers intérêts de la ville. Ces candidats ont été battus par des professionnels qui siègent aujourd'hui du côté de l'opposition. Ils ont ainsi empêché un ouvrier d'être ministre du Travail. Le parti oppositionniste a démontré là qu'il est contre le ministre du Travail, il a décidé qu'il n'y aurait pas de représentant ouvrier dans cette Chambre. Nous ne demanderons pas mieux, à l'occasion, que de nommer un ouvrier ministre du Travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que fait-on du député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre) qui siège dans le dos de l'honorable ministre? L'honorable ministre ne croit-il pas que l'honorable député pourrait faire un ministre du Travail?

L'honorable M. David (Terrebonne): Mon collègue est modeste, il est heureux comme il est. Il n'a pas d'autres ambitions que de représenter dignement les ouvriers à la position qu'il occupe et dont il est heureux parce qu'elle lui permet de surveiller, avec son collègue - le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) qu'il seconde - les intérêts des ouvriers.

Ah! Je sais que l'on tente du côté de l'opposition d'insinuer sans cesse qu'il y a mésentente entre des ministres. Des oppositionnistes, tels des commères qui font des calomnies en sortant de la messe, vont, redisant cela. Il n'y a rien de plus difficile que de répondre à une insinuation, surtout quand elle est faite avec l'art que sait y mettre l'honorable député de Montréal-Laurier. Ce dernier veut faire des potins avec des conflits particuliers qui pourraient s'être élevés au sein du cabinet, mais, quand on vit des potins, on ne s'élève pas très haut. Où sont ces inimitiés?

Chez qui? Puisqu'il faut faire taire des bruits malicieux, je dirai que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) administre son service avec une compétence admirable et qu'il est l'un de ceux qui font le plus honneur à notre province. Il a donné à cette province une administration qui fait notre orgueil. C'est le meilleur ministre du gouvernement. Il a rendu à notre province les services les plus éminents et ceux qui contribueront le plus à accélérer son progrès dans l'avenir. Je réponds à toutes les interventions, pourvu que je les entende⁴. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) me parle-t-il?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non. Je disais tout simplement à mon voisin, le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin), que ça semblait vous forcer de faire cet éloge.

L'honorable M. David (Terrebonne): S'il s'agissait du député de Sainte-Marie (M. Houde), cela me forcerait en effet car, pour des éloges, il me faut un fondement et des motifs. J'aurais beau chercher, je ne trouverais rien.

(Applaudissements à droite)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si l'honorable secrétaire de la province...

Des voix: À l'ordre!

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): L'honorable ministre ne m'a-t-il pas dit, à ce sujet, qu'il préférerait se retirer que de parler au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron)?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Il est fort probable qu'après avoir parlé quelques instants avec le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) j'aie préféré m'en aller plutôt que de continuer à converser.

(Applaudissements à droite)

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Est-ce cette fois-là que le ministre est allé à Paris? C'est parce que l'honorable ministre ne s'est pas chicané avec son collègue qu'il est parti si vite en Europe?

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. David (Terrebonne): Je souhaite au député de Montréal-Saint-Henri d'aller bientôt faire lui-même un tour en Europe. Ça lui permettrait d'avoir dans la tête autant de largeur qu'il en a aux épaules. Sa tête n'est pas de la même dimension que son corps. Il élargira ses idées.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) a fait des réseaux de chemins qui sont donnés en exemple dans tout le dominion et qui font l'admiration des États-Unis - où ils se sont toujours vantés de leurs bonnes routes - et du Canada. Qui refusera d'admettre que le ministre de la Voirie a entrepris une réorganisation gigantesque et qu'il a admirablement réussi?

Nos honorables amis, comme le député de Témiscouata (M. Langlais), ont dit aussi que l'industrie et le commerce périssaient. Si l'on en croit les membres de l'opposition, la province a de bonnes chances de connaître la ruine complète. L'agriculture est un échec, la colonisation n'existe pratiquement pas; il n'y a rien d'autre que la misère qui menace de s'abattre sur le peuple. À les entendre, seules feraient de bonnes affaires les compagnies de cimetières et les fabriques d'huile de ricin. Le député de Témiscouata n'était pas très sérieux quand il a brossé un tableau si sombre de la situation de l'industrie. Les membres de l'opposition ne peuvent imaginer rien d'autre que ruines et désolation, et ils semblent prendre un réel plaisir à peindre la situation dans cette province en les couleurs les plus sombres, pendant qu'ils montrent la situation dans la province d'Ontario sous son meilleur jour.

Mais plus grave est la critique du député de Québec-Centre (M. Faucher), qui semble nous reprocher le fait que des enfants de trois et quatre ans fréquentent les écoles quand ils sont trop jeunes pour assimiler les connaissances dont ils ont besoin. Je dirais que c'est une injustice pour ces enfants que de les enfermer, à cet âge, dans une salle de classe où ils s'affaiblissent et s'anémient. Si c'était possible - comme l'a déclaré un écrivain français célèbre - je dirais aux mères: "Gardez vos enfants jusqu'à sept ans, c'est chez vous qu'ils recevront la meilleure éducation première." Malheureusement, les familles sont nombreuses, et les gardiennes du foyer ne peuvent suffire à la tâche. Malheureusement, il y a peu de mères qui peuvent consacrer le temps ou les moyens à cet idéal et elles sont forcées, par des circonstances sur lesquelles elles ne peuvent rien, à se faire enlever leurs enfants pour qu'ils aillent s'instruire à l'école pendant qu'ils sont encore très jeunes. C'est un problème difficile, mais ce sont les commissions scolaires qui doivent étudier ce problème et prendre les décisions nécessaires à ce sujet. Je conseillerais au député de Québec-Centre d'attirer l'attention des commissions scolaires là-dessus, afin que l'on fasse observer le règlement qui, implicitement, indique l'âge scolaire. Les instituteurs et institutrices devraient se faire un devoir de refuser l'entrée de l'école aux tout-petits qui n'ont pas cinq ans.

On s'est servi ici, pour indiquer un fossé entre l'université et la petite école, de formules comme celle-ci: "L'université profite à l'élite et la petite école profite à la masse." C'est inexact. Je prétends que c'est par les hautes sphères de l'éducation qu'on donne une supériorité aux sphères inférieures. Faites

une élite, créez une classe professionnelle supérieure, et vous verrez que la petite école se perfectionnera d'autant. Avec une instruction universitaire de premier ordre, nous voulons donner naissance à une classe de gens qui, plus tard, sera entourée d'un élément intellectuel plus jeune, qui aura reçu son éducation et son instruction de ses aînés. L'éducation supérieure est de la plus haute importance.

Nous aurons bientôt fait d'assurer à la petite école l'attention sacrée qu'elle doit avoir. Les deux institutions sont tellement solidaires que l'une ne saurait se parfaire sans l'autre. Il y a des écoles pour tous ceux qui désirent développer leurs talents particuliers, comme les hautes études commerciales, les écoles techniques, et ainsi de suite.

Nous avons entendu des chiffres sur toutes sortes de diminution dans la province de Québec. Un curieux état d'esprit existe du côté de la gauche. On veut sans cesse faire croire à notre infériorité. Je veux citer un témoignage d'Ontario sans humilier nos voisins, mais simplement pour montrer que, au lieu que Québec doive faire l'objet de pitié, le peuple de cette province est en droit de recevoir comme ce qui lui revient le désir d'applaudissements et d'appréciation ressenti dans les autres provinces.

On a parlé, dans presque tous les discours de nos amis, d'une baisse de la production agricole dans la province de Québec, et, pour mieux humilier notre province, on n'a pas manqué de monter l'Ontario aux nues. Permettez-moi, pour démentir cette prétention, de citer des chiffres fournis par la lettre mensuelle de la Banque Canadienne de Commerce, édition de janvier:

Valeur de la production agricole de la province de Québec et d'Ontario en comparaison d'Ontario, d'après la lettre de janvier de la Banque Canadienne de Commerce: 1923, Québec, \$133,137,400, Ontario, \$220,748,900; 1924, Québec, \$139,359,000, Ontario, \$260,534,000; 1925, Québec, \$148,348,000, Ontario, \$236,991,000. Augmentation dans Québec en 1925 comparativement à 1924: \$8,989,000. Diminution dans Ontario en 1925 comparativement à 1924: \$23,543,000.

Il en est de même de la production laitière. En 1924, elle avait une valeur de \$70,000,000; en 1925, de \$86,000,000, soit une augmentation de \$16,000,000. Au lieu de critiquer sans cesse, nous devrions accepter et faire nôtres les éloges et les compliments qui nous viennent du dehors. Donc, nous ne sommes pas si mauvais, malgré les déclarations de l'opposition qui, avec le merveilleux esprit de patriotisme qui l'anime, loue l'Ontario et rabaisse sa propre province. Il est certain que ces chiffres n'indiquent pas que, sous un gouvernement

libéral, cette province souffre d'un déclin des affaires ou du commerce en général. Ils sont un signe de prospérité sous une administration sage et raisonnable.

Il critique l'opposition pour son esprit de dénigrement qui sème le découragement au lieu de l'espoir. Il fait un appel en faveur de la paix, de l'harmonie, de la concorde qui doit régner entre tous les représentants du peuple, sans aucun appel aux préjugés de religion, ni de races, comme certains oppositionnistes ont cherché à en soulever. Cela n'enlèvera rien aux prérogatives des membres de l'opposition et contribuera à développer les ressources de notre province.

On a prétendu qu'il était inapproprié de faire des comparaisons entre le système de Québec et celui qui existe dans les autres pays, mais il y a sûrement toutes les raisons de comparer les résultats obtenus par les différents systèmes. Il me semble que nous avons le droit de demander au peuple de cette province s'il y a une différence entre l'état des choses qui existe avec notre loi de régie des alcools et celui qui existait auparavant. On nous a reproché nos profits prétendus exagérés de la Commission des liqueurs. Je suis convaincu que le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) se trompe et qu'il trompe tout le monde avec lui, mais qu'importe ses critiques erronées et les profits exorbitants que nous faisons, selon lui, sur l'alcool, si ces revenus produisent une grande somme de biens et nous aident à améliorer la condition de l'instruction publique. Je ne blâme pas les anciens marchands de boissons. Avant l'établissement de la régie d'État, ils étaient 20 ou 25 et faisaient 20 à 25 millions de profit avec les alcools. Ces profits allaient dans les poches de quelques individus. La province, pas le peuple de la province, n'en touchait qu'un sou. Il ne recevait pas le moindre bénéfice de ces énormes profits. C'était légitime, mais est-ce que le système valait le nôtre au point de vue moral, social et économique?

Aujourd'hui, nous faisons des profits, mais des profits moindres, 105 %, et nous les distribuons dans tous les grands services provinciaux, les œuvres les plus chères de notre province, pour le bien du peuple. On a dit que c'est immoral. Je ne le crois pas. On dit que nous ne sommes pas religieux. Le gouvernement est et demeure religieux. Qu'on nous en donne des millions faits avec la vente des alcools; nous n'en aurons pas trop pour construire des milliers de petites écoles où nos enfants recevront une éducation religieuse, car, quoi qu'on dise et quoi qu'on redoute, notre peuple reste religieux, et ce n'est pas le gouvernement qui voudra le changer. Je ferais

œuvre utile. Donnez-moi ces millions pour que je puisse alléger les souffrances de quelques-uns de mes concitoyens. Je serais heureux de voir l'alcool - étrange retour des choses - édifier une nation qui n'en boit pas. Oui, nous aurons été témoins de ce fait incroyable. On montrerait aux enfants le chemin de la tempérance et, de plus, on n'empiéterait pas sur les libertés individuelles. Pourquoi une poignée de gens devrait-elle faire des millions avec la vente des liqueurs? N'est-ce pas dans la paix et dans l'harmonie que se prépare la grandeur d'un peuple? Cette paix est-elle possible, quand on ne cherche qu'à soulever les préjugés religieux et de race? Nous avons entendu de ces appels au cours de la session. On devrait se rappeler qu'à côté du catholicisme il y a l'esprit chrétien qui commande de dire et de faire du bien et qui nous empêche de dire et de faire du mal.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce que l'honorable ministre veut encourager le monde à boire, puisqu'il demande des millions?

L'honorable M. David (Terrebonne): Que le député de Joliette (M. Dufresne) réfléchisse pour me poser une question intelligible et je lui répondrai.

Il explique que la Commission tend à encourager la consommation des vins et à restreindre l'usage des alcools. C'est dans ce but qu'elle a élevé les prix sur les alcools et diminué les prix des vins. Et c'est une allusion à un conflit passé, qu'il qualifie de politico-religieux et qu'il ne voudrait voir ressusciter; il met les membres de l'opposition en garde contre ce danger.

M. Dufresne (Joliette): On ne parle pas de l'amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cet amendement est composé de trop de riens pour qu'on puisse le prendre au sérieux.

On a fait appel, à plusieurs reprises, aux préjugés religieux et de race, dans la discussion. On essaie de réveiller les vieilles haines qui, dans le passé, ont fait tant de mal à notre pays. L'honorable député de Laurier attaquait tout à l'heure la Commission des liqueurs au nom du sentiment catholique et français. Qu'il se souvienne qu'à la base de l'esprit chrétien il y a la charité et qu'il n'est pas permis de calomnier.

Il remercie la ville de Hastings d'avoir bien voulu nous renvoyer, par l'entremise de Lord Byng, l'ancien écusson - qui a été enlevé d'une des portes - de la cité de Champlain, du temps de la domination

française - qui orne maintenant la salle du conseil de l'hôtel de ville - et que le gouverneur Murray avait fait transporter en Angleterre, en 1760. Ce geste de Hastings est d'une grande générosité. C'est un geste de magnanimité des conquérants envers les vaincus d'il y a plus de cent ans. Ce geste de Hastings rend encore plus facile la loyauté du vaincu d'alors.

L'opposition nous a dit: "C'est nous qui avons créé le régime éducationnel de cette province." C'est peut-être vrai, mais ce n'est pas tout de créer un régime. Il faut lui donner de la vie. Il (l'honorable M. David) donne des chiffres montrant les progrès accomplis dans le domaine de l'instruction publique. Les renseignements suivants sont extraits des *Statistiques de l'enseignement* et du recensement fédéral de 1921. En regard de chaque division, l'année du renseignement est indiquée. Les couvents et collèges indépendants sont inclus. Nombre d'enfants d'âge scolaire (5 à 18 ans), 691,261. Inscrits, 577,404. Pourcentage de la fréquentation, 78.40 %. Nombre d'écoles au prorata de la population: trois écoles par 1,000 de population en 1923, soit une école pour 70 enfants. Le Québec offre au monde entier le spectacle d'avoir dans ses écoles 26 % de sa population totale, c'est-à-dire 2,626,397. Nous comptons 7,944 écoles.

Le nombre des illettrés est en proportion très minime. La population âgée de 10 ans et plus est de 1,556,899. Là-dessus, 1,445,825 savent lire et écrire, 12,182 savent lire seulement, 98,892 ne savent ni lire ni écrire. Le pourcentage total des illettrés de la province est de 6.20 %⁵ de la population totale. En 1901, le pourcentage des illettrés de cinq ans et plus était de 17.71 %; en 1911, de 12.73 %; en 1921, de 10.33 %. Pourquoi le nombre des illettrés a-t-il diminué? Le gouvernement de Québec s'est penché avec amour sur la petite école. En l'espace de quatre ans, la part du gouvernement a été augmentée de plus d'un million. Il conclut, avec toute la Chambre, à l'évidence d'un progrès considérable dans ce domaine de l'instruction publique.

Contributions scolaires du gouvernement: \$1,898,834 en 1918-1919; \$2,901,233 en 1922-1923; \$3,284,953 en 1923-1924; des contribuables: \$22,000,000. Écoles construites: 170 en 1919-1920, au coût de \$1,322,797; 411 en 1923-1924, au coût de \$4,651,842. Contributions du gouvernement à la construction des écoles de campagne: \$159,630 en 1921; \$140,585 en 1922; \$278,795 en 1923; \$235,080 en 1924; \$276,715 en 1925. Total: \$1,090,805. 1920, \$144,945; 1919, \$141,520; 1918, \$167,000; 1917, \$174,328; 1916, \$168,068. Total: \$795,861. Grand total pour 10 ans: \$1,886,666.

Octrois du gouvernement à la petite école: \$455,000 en 1921; \$455,000 en 1922; \$634,500 en 1923; \$660,000 en 1924; \$655,000 en 1925; soit un total de \$2,859,500 en cinq ans. 1920, \$453,000; 1919, \$450,000; 1918, \$450,000; 1917, \$450,000; 1916, \$450,000. Total: \$2,255,000. Grand total pour 10 ans: \$5,114,500. La dette scolaire augmente, c'est simplement la preuve que l'éducation augmente dans la province. Nous allons au secours des municipalités scolaires et nous leur donnons des octrois de plus en plus considérables pour la construction de petites écoles dans la province. Si la dette n'avait pas augmenté, nos adversaires diraient: "L'éducation est stagnante! Il ne se construit pas d'écoles!" Qu'on fasse le tour de la province et on verra que, dans chaque comté, il y a eu, depuis quatre ou cinq ans, une augmentation de cinq à 10 écoles.

C'est par le haut que l'on donne la supériorité au bas. Créez une élite et vous verrez surgir autour de la petite école le sentiment religieux et de respect qu'elle doit avoir.

L'honorable député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) a parlé des gros salaires qui seraient payés aux professeurs des écoles de beaux-arts. Je le dis à mon honorable ami, pour soulever des préjugés habilement, il sera très fort. Ne pas s'occuper des arts serait méconnaître l'instinct et les aptitudes de notre race. Est-ce bien juste à l'égard de cette partie de notre jeunesse qui veut étudier l'art et qui s'en réclame? Le système éducationnel d'un pays est complet lorsque l'on y compte des écoles qui conviennent à la mentalité et à la vocation des enfants de toutes les classes de la société. C'est à cela que le gouvernement tend, par ses écoles de beaux-arts, ses écoles techniques, ses écoles de métiers, par ses subsides aux collèges, aux universités. À l'heure qu'il est, nos écoles des beaux-arts sont fréquentées par 1,500 jeunes gens. On semble trouver exagéré que des professeurs de ces maisons reçoivent de bons salaires, quand on sait que certains d'entre eux ont quitté des fonctions importantes en France, comme inspecteur général des beaux-arts, pour venir jeter ici la bonne semence de l'art français. Faut-il s'étonner que nous payions jusqu'à \$4,000 à cet inspecteur général de l'école des beaux-arts qui vient enseigner l'art qui doit rester français chez nous? Il nous les faut payer ce qu'ils valent. Le gouvernement se devait et devait à eux de les traiter dignement pour venir enseigner ici un art nécessaire à la conservation de notre caractère distinct, en Amérique. Nous sommes dans une période d'établissement et il n'y a pas, chez nous, d'artistes dont la réputation est établie à ce point que nous aurions pu confier à nos artistes

canadiens le soin de diriger nos premières écoles de beaux-arts. On a fait entrer ces professeurs afin de les former pour l'avenir. La petite école en souffre-t-elle? En 1916, elle recevait un octroi total de \$450,000; en 1925, \$625,000.

Il fait un plaidoyer en faveur de l'enseignement supérieur, de l'université, de l'école des beaux-arts, de l'école technique et des collèges classiques, lesquels, sans nuire au budget des écoles primaires, devraient nous donner une élite dont nous serons fiers un jour. Tout en aidant à l'éducation artistique, nous aidons aussi la petite école. Nous nous occupons autant de l'école où on enseigne la beauté que de celle où la bonté est enseignée. Nous avons donné généreusement à la petite école et nous lui donnerons encore. Nous avons chez nous, aujourd'hui, tous les genres d'écoles qu'il nous faut pour diriger nos jeunes gens et leur permettre de développer les talents que la Providence leur a donnés. Le gouvernement se penche sur toutes les écoles, ou plutôt s'élève jusqu'à elles. Il demande à la Chambre d'avoir un peu de patience et que le résultat serait excellent bientôt.

Le député d'Argenteuil⁶ a déclaré en outre que le gouvernement comptait des novateurs dangereux. Des novateurs, il nous en faut. Quel pays n'a pas les siens pour prospérer? Un pays où il n'y a pas de novateurs est un pays qui décline. Ce que nous avons fait, nous en sommes fiers, car nous l'avons accompli par devoir, et, le jour où le peuple croira bon de nous remplacer, nous sortirons par la grande porte, la tête haute, conscients de n'avoir voulu que son bien-être et sa grandeur.

(Applaudissements)

On a parlé, dans ce débat, de l'assistance publique. Il y en a qui cherchent à agiter la loi de l'assistance publique comme un fantôme pour effrayer le peuple. Les autorités religieuses ont accepté avec reconnaissance la loi de l'assistance publique. Cette loi n'a été présentée que parce qu'on avait démontré au gouvernement que des institutions de charité étaient menacées de la ruine, à moins que le gouvernement, au moyen d'une loi, ne vînt les aider annuellement. Et alors, des novateurs ont voulu adopter cette loi. Et cette loi, ce n'est pas le gouvernement qui l'impose à personne. Nous n'avons pas voulu laisser périr ces maisons de mérite où s'accomplissaient tant d'actes de dévouement et d'abnégation, et la loi que nous avons passée devrait nous mériter bien plus le titre de bienfaiteurs que de novateurs. Quand on vient parler de tyrannie exercée contre nos institutions de charité, on soulève le vieux préjugé politico-religieux.

Quels sont ceux qui contribuent à soulager les miséreux et les souffrants en cette province? Ce sont ceux qui vont se distraire aux spectacles et divers lieux où l'on se récréé. N'est-il pas juste que celui qui peut dépenser plusieurs dollars pour une représentation, pour passer un après-midi sur un champ de courses ou de quelque autre sport, donne quelques sous pour le miséreux, le vieillard, le faible, l'orphelin, le malade et les autres classes de la population qui souffrent. L'État a pris une part de leur contribution et l'a distribuée aux institutions, sans condition. Nous avons rendu service, et c'est notre consolation et notre récompense de nous dire: Nous avons servi.

(Applaudissements)

C'est du socialisme au sens chrétien du mot que celui d'un État qui se penche, sans condition, sur ces institutions de bienfaisance pour leurs œuvres si admirables. En quatre ans, ces institutions, au lieu de recevoir une somme de \$70,000, recevaient, dans le même espace de temps, la somme de \$2,500,000.

Il y a présentement 134 institutions qui jouissent des avantages de la loi. Sur ce nombre, 20 ont été reconnues au cours de la dernière année. En 1924-1925, les hôpitaux généraux ont reçu en octrois réguliers, pour comptes d'hospitalisation, la somme de \$367,180.48, sans compter les garanties d'intérêt et d'amortissement, pour une somme d'emprunts de \$1,300,000; les sanatoria et les hôpitaux pour tuberculeux ont reçu \$101,829.28; les hospices pour vieillards et infirmes, \$122,906.84; les orphelinats, \$124,836; les institutions spéciales, crèches, maternités, garderies, \$24,470. Des octrois spéciaux, pour aider au maintien et au fonctionnement de différentes œuvres de bienfaisance et de charité, ainsi que des secours à des institutions qui reçoivent, par ailleurs, l'octroi régulier d'hospitalisation, se sont totalisés à \$307,399.49. D'ailleurs, je vous envoie un exemplaire de mon rapport, où vous pourrez puiser les renseignements qui, peut-être, font défaut dans cette lettre.

Je dois ajouter que, pas plus qu'auparavant, et depuis la mise en vigueur de la loi, nous n'avons reçu la moindre plainte de qui que ce soit au cours de l'année au sujet de son application; au contraire, on s'est plu à en vanter les bienfaits et à assurer le gouvernement de la reconnaissance éprouvée par toutes les institutions.

Les institutions de bienfaisance de Montréal ont reçu les sommes suivantes, suivant les années: 1921-1922, \$82,732.10; 1922-1923, \$397,256.24; 1923-1924, \$682,273.42; 1924-1925, \$976,835.28. Total: \$2,139,097.04. Montreal General Hospital,

\$5,000; hôpital Notre-Dame, \$5,000; Hôtel-Dieu Saint-Joseph, \$1,050; Western Hospital, \$500; hôpital des Incurables, \$3,000; Children's Memorial Hospital, \$300; hôpital Sainte-Justine, \$500; Montreal Foundling and Baby Hospital, \$400. Total: \$15,750. Ce tableau ne comporte pas d'autre éloquence que celle des chiffres, mais nous croyons que c'est assez. Avant la loi, l'Hôpital général de Montréal recevait \$5,000 par année; en 1924, il a reçu \$253,000 par la loi de l'assistance publique. Ces quatre dernières années, plus de deux millions ont été donnés à la charité grâce à la loi. Ces chiffres démontrent que la ville de Montréal, par l'assistance publique et le budget de charité, a reçu plus qu'elle n'a donné.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) nous dira-t-il ce que Montréal a payé pour le sou du pauvre⁷, pendant les quatre années?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il me semble que, l'an dernier, il a été démontré que Montréal avait reçu plus qu'il n'a payé. Mais, si le contraire était vrai, ce serait justice, car Montréal étant une des villes les plus riches de ce pays donne généreusement pour les pauvres.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Ce n'est pas la réponse à ma question. Combien Montréal a-t-elle payé pour le sou du pauvre en quatre ans?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il est juste que Montréal, qui est le centre de la richesse, de la générosité, le centre du tourisme, paie pour d'autres parties de la province moins riches, là où la population n'est pas aussi forte et aussi riche. Je sais que la population de Montréal ne mesquinera jamais là-dessus. Cette taxe est assez raisonnable. En ces dernières années, nous avons versé, dans la province, plus de trois millions.

Le député de Québec-Centre (M. Faucher), sans doute pour insinuer que les dispensaires ne servent de rien, a prétendu que la tuberculose augmentait dans la province de Québec. Je suis d'avis qu'elle a diminué. Mais, à cause de l'éducation faite, on cache moins de cas aujourd'hui qu'autrefois. On ne connaît bien son mal que lorsqu'il est déclaré.

Il y a 40 ans, pour différents motifs, on hésitait devant une déclaration à enregistrer. On écrivait pneumonie, pleurésie, bronchite aiguë ou quelque autre affection, afin de ne pas faire tort à la famille. Le médecin ne voulait pas menacer les

chances de la jeune fille d'avoir un mari. Le mot "tuberculose" ne comporte pas l'infamie comme autrefois, et on envisage la mal en face. Aujourd'hui, pour protéger la société, on a le courage de tout déclarer. Le peuple de Québec fait résolument face à la situation et combat cette peste redoutable. Aussi les déclarations des décès par tuberculose ont-elles quadruplé depuis quelques années. Cela nous permet de mieux combattre le fléau. Pour deux ou trois ans encore, grâce au dépistage, les chiffres augmenteront encore, car les cas de tuberculose connus seront plus nombreux, parce que nous sommes encore en période d'enquête. Que le député de Québec-Centre patiente et il verra les bons résultats de la campagne entreprise. N'arrive-t-il pas souvent au médecin de fatiguer la patience de ses patients? On verra que le dispensaire est le moyen le plus utile de lutter contre le mal.

Avant longtemps, l'éducation antituberculeuse se continuera à l'école. Je souhaite que tous les enfants de cette province entrent aux classes au début de chaque année avec leur certificat d'examen médical, comme l'exemple est donné par les clercs Saint-Viateur, à Rigaud, où 336 enfants, enregistrés à ce collège, ont subi, dans les deux premiers mois, l'examen médical complet. Cela arrivera lorsque l'on profitera des avantages que nous offrent les dispensaires.

Il fonde beaucoup d'espoir dans les dispensaires, dont déjà les résultats sont satisfaisants, qui démontrent leur utilisation.

Soyons patients. Les médecins se rendront compte que leur meilleur ami, c'est le dispensaire. La culture d'un champ est plus facile que la culture des cerveaux. Nos dispensaires ont donné de bons résultats. Je tiens à louer le merveilleux concours du clergé, qui a encouragé les populations à visiter nos dispensaires.

Il y a actuellement, dans la province, 17 dispensaires antituberculeux organisés par le Service provincial d'hygiène, à l'exception de trois qui existaient auparavant. Ce sont ceux de Rivière-du-Loup, Thetford Mines, Arthabaska, Sherbrooke, Valleyfield, Hull, Lachine, Royal Edward Institute, Centre de phthisiothérapie de l'hôpital Notre-Dame, Saint-Jérôme, Joliette, Trois-Rivières, Québec et Chicoutimi.

Bientôt, Saint-Jean et Verdun seront ajoutés à la liste, et les régions dépendant de ces deux villes bénéficieront à leur tour de l'instrument antituberculeux mis à la disposition de leur population. Ces 17 dispensaires antituberculeux sont aussi des centres de puériculture ajoutés aux 50

autres cliniques de nourrissons que nous avons créées ou que nous subventionnons, et cela sans parler des "Gouttes de lait" municipales de Montréal. Nous pouvons dire que nous avons aujourd'hui, dans la province, aux environs de 70 installations où l'éducation maternelle et protectrice des nourrissons se donne à proportion de plus en plus grande de notre population et où, au cours de 1925, au-delà de 30,000 consultations ont été données. Sans compter les villes de Québec et de Montréal, où depuis longtemps ces organisations fonctionnent, les centres suivants de la province sont munis de cette arme nécessaire à la diminution de la mortalité infantile: Sherbrooke, quatre cliniques; Trois-Rivières, deux; Thetford Mines, Cap-de-la-Madeleine, Grand-Mère, Valleyfield, Victoriaville, Plessisville, Princeville, etc., en ont une; Montmagny en sera pourvue dans quelques semaines.

Une campagne de puériculture est presque entièrement une campagne d'éducation. Si j'en juge par la mortalité infantile décroissante dans la province de Québec, cette éducation porte ses fruits. En effet, la mortalité infantile, qui était en 1923 de 131 décès par 1,000 naissances vivantes, a baissé de 13 points en 1924, nous donnant un chiffre le plus bas encore atteint dans notre histoire: 118 décès par 1,000 naissances vivantes.

Cela ne suffit évidemment pas, et nous ne pourrions nous déclarer satisfaits que lorsque cette mortalité tombera en dessous de 100 et atteindra le chiffre de 70 ou 75, comme on voit dans l'Ontario et dans un grand nombre des États des États-Unis. Je suis convaincu qu'en continuant ce que nous avons commencé nous parviendrons à ce résultat; je n'en veux pour preuve que l'histoire de ce qui s'est passé à Thetford Mines. Cette ville de 10,000 âmes, peuplée de mineurs, avait, en 1920, une mortalité infantile de 300 décès par 1,000 naissances vivantes. En 1925, elle était tombée à 85 décès par 1,000 naissances vivantes, sauvetage de 215 représentant une valeur considérable au point de vue économique pour une cité de cette population.

Ces centres d'hygiène ont-ils répondu à ce que nous attendions d'eux? Les chiffres suivants, à mon avis, en sont une preuve. Les 17 dispensaires antituberculeux ont reçu, en 1925, 20,681 personnes qui sont venues y consulter; il y a été donné 32,908 consultations dans 1,662 séances tenues à cet effet; 12,611 examens radioscopiques y ont été pratiqués et on y a fait 3,035 examens de crachats. Les infirmières attachées à ces dispensaires ont fait 23,288 visites dans 6,500 familles, et au-delà de 80,500 exemplaires de littérature antituberculeuse y

ont été distribués. De grands bénéfices ont été obtenus et des améliorations ont été remarquées dans la santé, autant dans la population juvénile que dans la population adulte de la province.

J'ai déjà eu l'occasion de vous dire que la lutte contre la tuberculose en était une de longue haleine et que nous ne pouvions pas, raisonnablement, nous attendre à des résultats tangibles à brève échéance. C'est une affaire d'éducation populaire et celle-ci ne se fait toujours que lentement. Cependant, je dois dire que, dans toutes les régions desservies par les dispensaires, le diagnostic des cas de tuberculose se fait mieux qu'autrefois.

Ceux-ci, qu'on ne rapportait presque pas au Service provincial d'hygiène, le sont maintenant, du moment qu'ils viennent à la connaissance des médecins directeurs de dispensaire. Il n'y a pas de doute qu'une foule de décès qu'on ne rapportait pas comme tuberculeux auparavant sont entrés maintenant dans nos statistiques avec leur véritable cause. Toutes ces raisons nous portaient à croire que nos statistiques indiqueraient une augmentation sensible dans le nombre des décès attribuables à cette maladie. Au cours de 1924, néanmoins, alors qu'en 1923 nous avions enregistré 3,055 décès dus à la tuberculose, le nombre a été de 3,028. Y aurait-il arrêt dans les ravages du fléau? Ce résultat serait merveilleux et de nature à nous encourager dans nos efforts.

Certaines régions ont montré comment l'importance de ces centres sanitaires contre la tuberculose était appréciée par la population. Quelques chiffres vous en donneront une idée. Au dispensaire de la Rivière-du-Loup, 1,575 personnes, dont la moitié venait de la partie rurale de la région, sont venues consulter, au cours de 1925, celui de Joliette en a reçu, pour sa part, 1,734; celui de Thetford Mines, 1,433; celui de Trois-Rivières, 2,137, et celui de Chicoutimi, 2,235.

Les rapports des différents directeurs indiquent que la profession médicale des régions où ils sont établis prête le plus entier concours à cette œuvre d'assainissement. L'un des buts de l'entreprise de cette lutte et qui consistait à faire bénéficier les médecins des différentes régions de l'instrumentation dont les dispensaires sont pourvus, rayons X, outillages de laboratoires, etc., est de plus en plus atteint, et nombreux sont les médecins qui viennent conduire eux-mêmes au dispensaire des malades qu'ils ont sous traitement, afin de faire confirmer leur diagnostic. J'entrevois, de ce chef, et avant longtemps, un avantage considérable pour la

profession médicale, au point de vue connaissance et expérience scientifiques.

Les médecins chargés de ces centres antituberculeux ont presque tous accompagné leur rapport de commentaires que je leur avais demandés sur les résultats de leurs efforts et l'accueil fait par la population à leur travail. Je crois bon de vous rapporter quelques extraits.

Le docteur Sirois, directeur du dispensaire de Thetford Mines, m'écrit ce qui suit: "Nous desservons les comtés de Mégantic, Beauce, Wolfe. Nous avons reçu des personnes de Lotbinière, de Portneuf, de Rimouski. Des gens de Montréal et des Américains sont venus nous consulter." Et le docteur Sirois joint à son rapport 10 lettres des principaux citoyens de Thetford Mines et de la région vantant les avantages du dispensaire pour la population.

Le docteur Beaudry, de Sherbrooke, écrit ceci dans son rapport: "Nous avons eu de la campagne 365 personnes ou familles chez lesquelles il a été impossible de faire une requête. C'est vous dire que nos braves cultivateurs s'intéressent à leur santé et qu'ils savent apprécier le dispensaire antituberculeux que le gouvernement met à leur disposition. Comme l'an dernier, le dispensaire a eu à examiner nombre de personnes envoyées tant par les médecins de la ville que des médecins de la campagne, et tous, je crois, reconnaissent l'utilité d'un tel dispensaire. Il nous a fait plaisir de constater que, chez les médecins de la région, les précautions hygiéniques dans les familles des tuberculeux étaient mieux observées de 100 %. Je n'ai aucune hésitation à dire que cela est dû autant à la campagne d'éducation faite par les gouvernements dans les journaux que par le dispensaire antituberculeux.

Enfin, comme preuve de l'utilité du dispensaire, ici à Sherbrooke, je vais vous citer les chiffres des mortalités des trois dernières années. En 1923, le dispensaire n'existe pas, 45 décès par tuberculose. En 1924, le dispensaire ouvre ses portes au mois d'avril, 42 décès. En 1925, le dispensaire fonctionne toute l'année, travaille sans relâche. Résultat: 31 décès. Sur ces 31 décès, le dispensaire a pu venir en aide à 18 décédés, et tous les logements où ces tuberculeux ont habité ont été désinfectés à notre demande."

Le dispensaire d'Arthabaska est le seul centre d'hygiène exclusivement rural que nous avons jusqu'ici. Tous les autres ont été établis dans des villes. Il est sous la direction du docteur Henri Bécotte, d'Arthabaska. Ses commentaires seraient à citer presque en entier; je dois vous faire part de la partie la plus importante.

"Le dispensaire antituberculeux a été visité par des patients venant de 24 paroisses. À cause des longues distances à parcourir, il n'est pas toujours facile aux patients de visiter le dispensaire très régulièrement. Un grand nombre des patients du dispensaire furent dirigés aux cliniques par les médecins du district. Sur suggestion de M. le docteur Lessard, la garde visiteuse a donné des conférences dans les écoles sur l'hygiène de l'écolier, appuyant surtout sur l'importance de la propreté de l'élève, de la classe, la bonne tenue de l'écolier. Il fut demandé avec beaucoup d'insistance que la ventilation des classes fût faite durant les récréations, que le balayage fût humide et le plancher lavé plus souvent que deux fois par année. Les enfants furent ensuite examinés par la garde visiteuse, prise de la température, etc. Écoles visitées, 43. Enfants présents, 899. Enfants avec ganglions du cou, 489. Enfants avec dents cariées, 540. Enfants avec amygdales hypertrophiées, 176. Enfants avec goitre, 51. Enfants avec de la température, 322. Beaucoup de ces enfants furent dirigés vers le médecin de famille pour traitement de la gorge et extraction de dents cariées, plusieurs se sont présentés au dispensaire. La température inclemente de ces derniers mois en a empêché un grand nombre de se rendre aux cliniques. Un travail bien organisé pour l'amélioration de l'hygiène dans nos écoles s'impose."

Enfin, le docteur Duhaime, directeur du dispensaire de Chicoutimi, m'envoie un rapport dont je ne puis en distraire un mot, c'est l'un de ceux où l'on voit le plus clairement les bénéfices retirés par une population d'un travail comme celui qui a été entrepris. J'attache le rapport dont il est question à la présente lettre.

La surveillance des enfants au point de vue tuberculose est l'un des facteurs principaux auxquels nous devons nous attacher si nous voulons réussir. Le professeur Knopft, de New York, l'avait dit il y a déjà longtemps: "Dans toute campagne antituberculeuse, vous ne réussirez que si vous ne vous attaquez à l'enfance." C'est imbus de cette conception que nous avons, au cours de l'été dernier, favorisé un mouvement destiné à produire beaucoup de résultats dans nos centres antituberculeux et qui consiste dans l'établissement de colonies de vacances pour les enfants de familles fréquentant les dispensaires.

Il y avait déjà plusieurs années que le dispensaire antituberculeux de Québec avait établi, sur les terrains de l'hôpital Laval, une colonie de vacances abritant 100 enfants. Nous en avons établi une par le passé, subventionné cette œuvre méritoire. Nous en avons établi une autre dans la banlieue de

Trois-Rivières, sur la rive du Saint-Laurent, où 100 enfants, là aussi, ont bénéficié, pendant deux mois, de l'air pur, du soleil, du bain et des exercices physiques. Le dispensaire de Chicoutimi a organisé la même œuvre, et cela pour 50 enfants. Voulez-vous me permettre d'ajouter, en ce qui concerne celle-ci, que, le jour de l'inauguration de la colonie de vacances, tous les médecins de la ville de Chicoutimi ont tenu à conduire eux-mêmes, en automobile, les enfants qu'on y avait acceptés? Un cri général s'est élevé dans la ville pour obtenir un agrandissement de l'œuvre, afin d'en faire bénéficier un plus grand nombre d'enfants. Enfin, l'Institut Bruchési de Montréal a recueilli, au parc Maisonneuve, dans une colonie de vacances qu'il a instituée, une centaine d'enfants, colonie qui en est à ses débuts, mais qui promet pour l'avenir de beaux résultats.

Je vous ai dit un mot des espérances que nous avons à Saint-Jean et à Verdun. Vous savez mieux que moi, monsieur le ministre, ce que nous pouvons attendre, dans un avenir rapproché, de la première de ces deux villes. J'ai confiance que bientôt nous aurons aussi, à Verdun, une institution du même genre qu'ailleurs et destinée à y faire autant de bien.

Je suis heureux, monsieur le ministre, de vous fournir ces chiffres et ces commentaires. Les sommes mises à notre disposition par le gouvernement, j'en ai l'intime confiance, n'ont pas été perdues. Nous n'aurons, au 1^{er} juillet prochain, que deux ans à courir sur la somme de \$500,000 votée en 1923.

Je me permets bien de dire qu'il soit peut-être un peu tôt d'attirer votre attention sur la nécessité primordiale, quand le temps viendra où le fonds voté sera épuisé, d'une loi semblable à celle votée il y a trois ans et d'un fonds au moins égal qui devra être mis à notre disposition. Dans une lutte comme celle-là, il ne s'agit pas de reculer ou de rester sur place, il faut avancer tout le temps. C'est le moyen employé dans tous les pays qui ont réussi à enrayer et à faire disparaître les deux fléaux qui minent notre population et dont elle a eu tant à souffrir par le passé.

On a répandu l'hygiène partout, et les octrois pour cette cause ont été de plus en plus généreux. Qu'on en juge par les chiffres suivants: \$155,397.01 en 1921; \$189,087.97 en 1922; \$292,607.06 en 1923; \$305,888.80 en 1924, et \$323,063.80 en 1925. Total: \$1,266,054.64. 1920, \$119,694.40; 1919, \$71,682.48; 1918, \$58,500; 1917, \$38,500; 1916, \$38,500. Total: \$326,876.88. Grand total pour 10 ans: \$1,592,921.52. Nous laissons le public juger de la grandeur de nos efforts.

Le député de Québec-Centre (M. Faucher), citant incomplètement certaines statistiques, a déclaré qu'il y avait plus d'habitues des drogues dans notre province que dans Ontario et ailleurs. Or, d'après les mêmes statistiques, il est prouvé que les cas d'habitues soumis à un traitement médical sont plus nombreux dans Ontario que dans Québec. En outre, le chiffre cité par mon honorable ami est indiqué comme non concluant et ne pouvant servir de certitude, attendu qu'il n'a été compilé que d'après des renseignements de valeur douteuse. Ce n'est qu'un chiffre approximatif, et encore. C'est pourquoi je dirai à mon honorable ami le médecin que, pour prouver, il vaut mieux avoir des preuves. Avant de consentir à médire de ou à calomnier ma province sur des chiffres approximatifs, j'hésiterais.

Nous voulons créer à la province une réputation digne de son passé et de sa mission. Nous en ferons quelque chose de grand et de prospère. Un artiste a représenté le temps, armé d'un ciseau et d'un maillet et travaillant à affiner un bloc de marbre, pour en tirer une forme parfaite. Sous l'outil, d'énormes blocs de marbre se détachaient, et sur ces blocs étaient écrits les mots "ignorance", "brutalité", etc., tandis que les ciseaux portaient l'inscription "pensée" et le maillet, "éducation". Nous devons penser et mettre la pensée au service des grandes causes. Le temps est comme un espace de Michel-Ange qui, armé d'un maillet qui se nomme la science ou l'éducation, dégage du granit brut de l'être inculte ce qui doit faire sa personnalité et sa gloire⁸. Alors, faisons de même, prenons nos enfants et ciselons, façonnons leur cerveau pour l'avenir. Que tous y mettent de la bonne volonté, ceux de la gauche comme de la droite. Nous formerons des cerveaux organisés pour la lutte, pour la supériorité et, par l'énergie, la ténacité, la persévérance, nous assurerons la grandeur et la prospérité de notre province. C'est encore la meilleure façon de servir notre pays, le Canada. Que tous y mettent de la bonne volonté, ceux de la gauche comme de la droite. J'espère que l'opposition se passera de l'idée voulant qu'il faille toujours trouver à redire à la province et qu'elle participera au travail entrepris pour aider à la grandeur et à la prospérité de son pays bien-aimé. Je souhaite qu'un jour Québec occupe la position éminente que la Providence lui a destinée.

(Ovation)

M. Lamoureux (Iberville): J'ai suivi avec attention la plupart des discours qui ont été prononcés dans le présent débat. Les honorables membres de la droite ne peuvent trouver

d'expressions assez élogieuses pour approuver les actes de la présente administration. Les honorables membres de l'opposition disent que le gouvernement ne fait rien de bien. Je comprends, M. l'Orateur, que, d'après nos usages parlementaires, il est du rôle de l'opposition de critiquer les actes de l'administration. Si les honorables membres de la droite pèchent par des excès de zèle, les honorables membres de l'opposition font souvent de la critique à tort.

M. l'Orateur, mon intention, en prenant part au premier débat, est de traiter un sujet qui m'intéresse: la question de la désertion de nos campagnes et de la position actuelle qu'occupent nos cultivateurs dans cette province, sujet qui a été souvent débattu dans cette Chambre. Représentant un comté agricole, je peux dire que, si j'ai l'honneur de représenter le comté d'Iberville dans cette Chambre, je le dois à ce que je suis plus cultivateur que ne l'était mon adversaire, et je puis ajouter que je ne suis pas plus conservateur que ne l'était mon ami, monsieur Forget, mais un peu plus indépendant. Pour ces raisons, je crois être en état de traiter cette question d'une manière impartiale. Tout le monde admet que la crise agricole que nous traversons est due aux effets de la guerre. J'ai déjà dit en cette Chambre que j'étais d'opinion que le gouvernement de la province n'était pas responsable de cette crise, mais j'ai dit et je répète qu'il est du devoir du gouvernement de cette province de prendre les moyens de faire disparaître les derniers vestiges de cette crise. C'est le devoir du gouvernement de venir en aide aux cultivateurs, même s'il faut prendre des moyens extraordinaires.

M. l'Orateur, les honorables membres de cette Chambre vont peut-être me demander: "Quel moyen avez-vous à suggérer?" Je suis d'opinion que le gouvernement devrait faire en sorte que les taxes municipales et scolaires soient diminuées. Nous avons d'abord la question des chemins. Le gouvernement a déjà pris à sa charge un grand nombre de chemins et je suis d'opinion que le gouvernement devrait, dès cette session, prendre à sa charge le principal chemin amélioré de chaque municipalité de cette province, ce qui mettrait toutes les municipalités sur le même pied. Aussi, il ne devrait pas endetter les municipalités avec les revêtements.

Il y a aussi la question des écoles primaires. Nous avons dans cette province, je crois, quelque 7,000 écoles primaires catholiques et protestantes. Je suis d'opinion que le gouvernement devrait augmenter la subvention à être divisée suivant le nombre d'enfants qui fréquentent ces écoles.

Il y a aussi la question du crédit agricole. Le gouvernement fédéral, que ce soit le Parti libéral ou conservateur qui administre la chose publique, va certainement inaugurer un système quelconque de crédit agricole et va probablement mettre à la disposition des provinces un certain montant d'argent. Si l'on fait quelque chose en ce sens, il sera temps, à la prochaine session, de discuter ce sujet.

M. l'Orateur, il y a aussi les caisses populaires. Il y en a dans mon comté. Ces caisses rendent de grands services à la classe agricole, mais il arrive en un certain temps de l'année, surtout en mars, avril et mai, dans le temps où les cultivateurs se procurent leurs grains pour bestiaux, grains et graines de semence, que ces caisses manquent de fonds. Je crois que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) devrait passer un bill autorisant le gouvernement à faire certains dépôts à ces caisses, ce qui serait un grand avantage pour la classe agricole.

M. l'Orateur, j'espère que le Parti libéral sera assez libéral pour mettre à exécution les suggestions que j'ai l'honneur de faire en cette Chambre. La question agricole est pour moi, M. l'Orateur, une question qui devrait être au-dessus des questions de parti, ce devrait être une question nationale. Si le gouvernement ne prend pas les moyens pour solutionner ce problème, je verrai ce que j'aurai à faire. Je ne veux pas blâmer le gouvernement, mais, si ça continue, je le dis franchement, je vais me séparer.

(Rires et applaudissements)

Je m'en vais voter pour l'adresse, mais je tiens en même temps à avertir le gouvernement que je ne m'engage pas à toujours lui accorder ma confiance.

M. l'Orateur: La question est sur l'amendement.

Des voix de l'opposition: Vote! Vote!

M. l'Orateur: Appelez les membres.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Pellerin, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 19.

Contre: MM. Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Morin, Nicol, Oliver, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Tourville, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. l'Orateur met aux voix la motion principale qui se lit comme suit:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que le jeudi 28 janvier courant cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que le jeudi 28 janvier courant cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans *L'Événement*: célèbre mot de Robert Borden.
2. Dans *The Gazette* du 22 janvier, page 13, on dit que c'est le ministre Caron.
3. Dans *L'Événement*, on dit que M. David se lève, est applaudi et qu'ensuite il cède la parole à M. Duranleau qui avait oublié de proposer son amendement.
4. Selon *L'Action catholique*, M. Houde fait une réflexion à demi-voix à son voisin.
5. Dans *L'Action catholique* du 22 janvier, page 3, on indique 6.35 pour cent.
6. Dans *La Presse*, il parle du député de Jacques-Cartier, M. Marchand.
7. Selon *Le Devoir*: M. David répète ce qu'il a dit; M. Bray n'accepte pas sa réponse, et M. David, sans donner les chiffres demandés, dit simplement qu'il est naturel que le plus grand centre de la province contribue largement.
8. Dans *Le Devoir*, on souligne que cela était inspiré par un dessin publié il y a quelques années, dans un journal américain, et représentant le temps sous la forme d'un vieillard travaillant sur un bloc de granit dont les deux faces s'appellent l'ignorance et la brutalité. Ses outils sont un ciseau, la pensée, et un maillet, l'éducation. À chaque coup qu'il porte à l'ignorance et à la brutalité, de larges blocs se détachent et enfin, de la masse brute, surgissent la civilisation et la culture.

Séance du vendredi 22 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compagnie
de chemin de fer
Québec & Chibougamau**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Compagnie de chemin de fer Québec et Chibougamau, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Moniales dominicaines
contemplatives de
Berthierville**

M. Sylvestre (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Sœurs moniales dominicaines contemplatives, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, et que ladite pétition soit lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des Sœurs moniales dominicaines contemplatives, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Pilon (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de George C. Spiliotopoulos et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation pour fins religieuses et scolaires;

- de Baruck Reinblatt et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Chevra Mishnaï Beth Jehuda.

**Holy Trinity Greek Orthodox
Community of Montreal**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 129 constituant en corporation la Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Congregation
Chevra Mishnaï Beth Jehuda**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 51 constituant en corporation Congregation Chevra Mishnaï Beth Jehuda.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Barreau
de la province**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement au Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Institut des sœurs
de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 constituant en

corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Adélard Tétreault

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adélard Tétreault à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs de la Présentation

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 58 modifiant la charte des sœurs de la Présentation.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des chimistes professionnels de Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 constituant en corporation

l'Association des chimistes professionnels de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Convention entre les commissaires d'écoles de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 ratifiant la convention entre le conseil et les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Vente de terrain par Octave Dionne

M. Bergeron (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 autorisant Octave Dionne à vendre de gré à gré un terrain substitué sous certaines conditions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévost

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 validant un certain acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévost soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ville
de Barkmere**

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 constituant en corporation la ville de Barkmere soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ville
de Noranda**

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ville
de Venise**

M. Lamoureux (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 constituant en corporation la ville de Venise soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
d'Outremont**

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Georges Larouche

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges Larouche, de Québec, à l'exercice de la profession d'avocat, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Ogilvie Benefit
Fund Inc.**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 constituant en

corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de
Montréal-Est**

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Hôpital
Saint-Joseph de Rimouski**

M. Moreault (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 constituant en corporation l'hôpital Saint-Joseph de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**New Beth Jehuda
Synagogue**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 constituant en corporation New Beth Jehuda Synagogue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Congregation
Shaare Tefilah**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sœurs des
Saints Noms de Jésus et de Marie**

M. Saint-Jacques (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Fusion de sociétés Saint-Jean-Baptiste à Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 relatif à la fusion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adélard Lacasse

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 autorisant Adélard Lacasse à exercer la profession d'opticien et d'optométriste soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Oeuvre de la propagation de la foi de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 20¹

NOTE

1. Au cours de la séance, M. Houde et l'Orateur se sont échangés les propos suivants eu égard au port du chapeau en Chambre. Toutefois, nous n'avons pas été en mesure de situer le moment de cet échange.

Port du chapeau

M. Houde (Montréal Sainte-Marie) se lève et s'en va causer avec des collègues en gardant son chapeau sur sa tête.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Houde (Montréal Sainte-Marie) demande la cause.

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit de rester coiffé en ce moment.

M. Houde (Montréal Sainte-Marie): Je vous demande pardon, M. l'Orateur, mais je croyais qu'en vertu d'une vieille tradition les députés pouvaient garder leur chapeau à la Chambre.

Il demande à l'Orateur de lui expliquer la règle.

M. l'Orateur: Un député ne peut rester coiffé que lorsqu'il est assis à son siège, mais pas lorsqu'il se promène.

M. Houde (Montréal Sainte-Marie) ôte son chapeau et salue l'Orateur.

Selon les *Règlements de l'Assemblée législative*, article 62, pendant le cours des séances, les députés doivent s'incliner devant l'Orateur en entrant dans l'enceinte de la Chambre et avant d'en sortir, prendre leur place en entrant, rester assis et garder le silence avant d'avoir obtenu la parole, et être découverts lorsqu'ils entrent, sortent ou vont d'une place à une autre.

Séance du mardi 26 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 64 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges Larouche, de Québec, à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de l'Église-Unie du Canada, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;
- de Victor Cardinal et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant que les rôles de répartition faits par la cité de Montréal sont nuls en ce qui concerne le coût du pavage du chemin de la Côte-des-Neiges;
- de The Homeopathic Hospital of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de John Alexander Middleton alias Bremner, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Middleton en Bremner.

**Hôpital homéopathique
de Montréal**

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 101 modifiant la charte de l'Hôpital homéopathique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**John Alexander
Middleton**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 80 changeant le nom de famille de John Alexander Middleton et Douglas Orrin Middleton en celui de Bremner.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de la
Côte-des-Neiges,
à Montréal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 79 concernant le chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 99 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Église-Unie
du Canada**

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 130 concernant l'Église-Unie du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
accidents du travail**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des
services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Salaire minimum des femmes

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 13 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Biens de succession sujets à l'impôt

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Asiles d'aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 18 modifiant la loi des asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Écoles de réforme

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 19 modifiant la loi des écoles de réforme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Écoles d'industrie

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi des écoles d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Exploitations minières au Nouveau-Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Qu'a-t-il été fait depuis 1923 pour organiser le Nouveau-Québec au point de vue de l'exploitation des richesses naturelles de ce territoire, ancien Ungava?

2. Où sont rendues les procédures du gouvernement au sujet d'une partie de ce territoire que réclame le gouvernement de Terre-Neuve?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le gouvernement fait faire des explorations et a fait certaines concessions minières.

2. Elles sont pendantes devant le Conseil privé.

Lots transportés au département de la Colonisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de lots, depuis le 1^{er} juin 1924, ont été transportés au département de la Colonisation, en vertu de la loi 11 George V, chapitre 35?

2. Combien de lots transportés au département de la Colonisation depuis 1923?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Du 1^{er} juin 1924 au 1^{er} janvier 1926: 1,606 lots.

2. Du 1^{er} juillet 1923 au 1^{er} janvier 1926: 2,351 lots.

Contravention à la loi des liqueurs

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien de personnes ont été accusées et ont subi leur procès pour contravention à la loi des liqueurs de Québec, dans les districts de Joliette, Montcalm, Berthier, depuis le 1^{er} janvier 1925?

2. Combien ont été condamnées?

3. ...des liqueurs de Québec dans les mêmes districts, qui n'ont pas satisfait au jugement?¹

4. Dans l'affirmative, pourquoi?

5. Quel est leur nom?

6. Quel juge avait condamné chacune d'elles?

7. Certaines personnes condamnées à la prison pour infraction à la loi des liqueurs dans les mêmes districts, ont-elles été en liberté, après un jugement, pendant une certaine période et incarcérées par la suite?

8. Dans l'affirmative, pourquoi?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 73.

2. 47.

3. Oui.

4. Introuvables.

5. MM. Georges Dubeau, Paul Saint-Georges, Wm. Charbonneau et Wm. Rivest, dame Jos. Morin, dame S. Robert et dame L. Goyette.

6. L'honorable M. Georges Dubeau.

7. Oui.

8. Disparues pour quelque temps.

Décorations et diplômes accordés par le gouvernement

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de décorations et de diplômes ont été accordés par le gouvernement en vertu de la loi 15 George V, chapitre 33?

2. Quels sont les noms, professions ou occupations et domiciles des personnes qui ont reçu: a) la décoration de commandeur de l'ordre du Mérite agricole et le diplôme de très grand mérite exceptionnel? b) la décoration d'officier de l'ordre du Mérite agricole et le diplôme de très grand mérite? c) la décoration de chevalier de l'ordre du Mérite agricole et le diplôme de très grand mérite? d) le diplôme de mérite?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. 130.

2. a) M. Awildas Hétu, cultivateur, Saint-Sulpice, L'Assomption; b) MM. Alphonse Moquin, Brosseau-Station, Laprairie; J.-D. Stewart, Howick, Châteauguay; Victor Lamarche, Saint-Eustache, Deux-Montagnes; Osias Husereau, Oka, Deux-Montagnes; Élie Turcot, Saint-Chrysostome, Châteauguay; Edmour Daoust, Saint-Clément, Beauharnois; Raoul Lafortune, L'Épiphanie, L'Assomption; Camille Archambault, Saint-Paul-l'Ermitte, L'Assomption; W.-R. Stewart, Elgin, Huntingdon; Elzéar Lafortune, L'Assomption; Théophile Reid, Ormstown, Châteauguay; Albert Daoust, Saint-Hermas, Deux-Montagnes; Alphonse Leduc, Saint-Hermas, Deux-Montagnes; Albert Huot, Saint-Chrysostome, Châteauguay; Arthur Daoust, Saint-Hermas, Deux-Montagnes; Elzéar Létourneau, Saint-Constant, Laprairie; Alphonse Rochon, Saint-Eustache, Deux-Montagnes; Étienne Ricard, Saint-Michel, Napierville; Maxime Charbonneau, Saint-Benoît, Deux-Montagnes; Joseph Lavallée, Saint-Joseph-du-Lac, Deux-Montagnes; Eusèbe Landry, Saint-Lin-des-Laurentides, L'Assomption; Josaphat Lafortune, Saint-Roch-de-l'Achigan, L'Assomption; Joseph-Georges Gauthier, Saint-Jérôme, Terrebonne, Paul Normandeau, Saint-Urbain, Châteauguay; A.-J. Bourbonnais, Rivière-Beaudette, Soulanges; Armand Martin, Sainte-Martine, Châteauguay; Delphis Groulx, Sainte-Anne-des-Plaines, Terrebonne; Henri Turenne, Saint-Paul-l'Ermitte, L'Assomption; Ovila Laurin, Saint-Hermas, Deux-Montagnes, Gustave Brault, Saint-Urbain, Châteauguay; Adrien Taillon, L'Épiphanie, L'Assomption; Zotique Laberge, Saint-Louis-de-Gonzague, Beauharnois; Ulric Deschamps,

Repentigny, L'Assomption; Joseph Dagenais, Oka, Deux-Montagnes; Joseph Chénier, Saint-Hermas, Deux-Montagnes; Malcolm Hodge, Côte-Saint-Paul, Jacques-Cartier; Ludger Paquette, Saint-Eustache, Deux-Montagnes; Ovila Ménard, Les Cèdres, Soulanges; Émile Renaud, Saint-Augustin, Deux-Montagnes; Philias Lavallée, Saint-Joseph-du-Lac, Deux-Montagnes; Maximin Fillion, Sainte-Rose, Laval, Ernest Lesage, Sainte-Thérèse, Terrebonne; Jean-Marie Labelle, Sainte-Rose, Laval; Évariste Riopel, L'Épiphanie, L'Assomption; Wilfrid Lorrain, Saint-Martin, Laval; Frédéric Labelle, Saint-Jérôme, Terrebonne; Donat Larose, Saint-Eustache, Deux-Montagnes; Édouard Castonguay, Saint-Augustin, Deux-Montagnes; Thomas Deslauriers, Saint-Eustache, Deux-Montagnes; Victor Gauthier, Saint-Télesphore, Soulanges, Noé Charette, Valleyfield, Beauharnois; Ulric Debien, Sainte-Rose, Laval; Wilfrid Huot, Saint-Chrysostome, Châteauguay; Alexandre Ouimet, Terrebonne, Terrebonne; J.-Bte Lussier, Saint-Édouard, Napierville; Wilfrid T. Lalonde, Saint-Télesphore, Soulanges; Auguste Castonguay, Vaudreuil; Wilfrid Castonguay, Vaudreuil; Chéri Hébert, Saint-Rémi, Napierville; René Lesage, Saint-Eustache, Deux-Montagnes; J.-J. Tannahill, Huntingdon; Edgar Perras, Saint-Isidore, Laprairie; Arthur Cloutier, Sainte-Rose, Laval; Veuve Achille Vanier, Sainte-Rose, Laval; tous sont cultivateurs; William Clark, Shawbridge, Terrebonne, industriel; c) MM. Pierre Forget, Saint-Janvier, Terrebonne; Conrad Létourneau, Saint-Constant, Laprairie; Joseph Paquin, Sainte-Scholastique, Deux-Montagnes; Euclide Beaulieu, Saint-Isidore, Laprairie; Mathias Ouellette, Saint-Janvier, Terrebonne; Hector Meloche, Saint-Benoît, Deux-Montagnes; K.-J. McCuaig, Sainte-Justine, Vaudreuil; J.-E. Pitre, Châteauguay; Veuve Mathias Jodoin, Saint-Urbain, Châteauguay; Oscar Lavallée, Sainte-Justine, Vaudreuil; Geo.-S. Armstrong, Lachute, Argenteuil; J.-Adrien Bourbonnais, Sainte-Justine, Vaudreuil; Ulric Trudeau, Saint-Michel, Napierville; John Oswald, Saint-Augustin, Deux-Montagnes; Joseph Lalonde, Vaudreuil; Victor Pilon, Saint-Télesphore, Soulanges; Clet Besner, Saint-Clet, Soulanges; L.-Hector Ravary, Saint-Télesphore, Soulanges, Roch Boulé, Saint-Constant, Laprairie; James Barry, Sainte-Justine, Vaudreuil; Arthur Vincent, Saint-Télesphore, Soulanges; J.-Ludger Bourbonnais, Saint-Clet, Soulanges; Edmond Renaud, Saint-Augustin, Deux-Montagnes; Moïse Paquette, Saint-Louis-de-Gonzague, Beauharnois; Alexandre Derome, Napierville; Edmond Coache, Napierville; Joseph Ranger, Saint-Polycarpe,

Soulanges; Joseph Beaudin, Saint-Édouard, Napierville; Émilien Miron, Saint-Constant, Laprairie; Ludger Véronneau, Saint-Zotique, Soulanges; Arthur Saint-Denis, Saint-Télesphore, Soulanges; Emmanuel Arsenault, Saint-Clet, Soulanges; John Dowsn, Sainte-Marthe, Vaudreuil; Isaïe Lefebvre, Saint-Mathieu, Laprairie; Achille Carrière, Saint-Polycarpe, Soulanges; Hector Castonguay, Vaudreuil; Delphis Prud'homme, Repentigny, L'Assomption; Roch Fyfe, Saint-Constant, Laprairie; Gustave Lorrain, Napierville; Valéry Besner, Saint-Clet, Soulanges; Narcisse Chouinard, Sherrington, Napierville, tous cultivateurs.

Note: Le diplôme de grand mérite et non le diplôme de très grand mérite est accordé avec la décoration de chevalier. *d)* MM. Dorilla Arsenault, Coteau-du-Lac, Soulanges; Édouard Deslauriers, Napierville; Alfred Landry, Napierville; Eximère Bachand, Saint-Philippe, Laprairie; Jos.-Dosithée Legault, Sainte-Geneviève, Jacques-Cartier; Hilaire Landry, Napierville; Eugène Labelle, Saint-Joseph-du-Lac, Deux-Montagnes, tous cultivateurs.

Concours de mérite agricole

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de concours de mérite agricole ont été organisés en 1925: *a)* pour la province; *b)* pour une partie de la province?

2. Quels ont été les juges de ces concours?

3. Combien de ces juges étaient commandeurs ou officiers du Mérite agricole?

4. Combien de concours pour les jeunes cultivateurs ou fils de cultivateurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. *a)* Aucun; *b)* Deux; l'un pour les cultivateurs adultes et l'autre pour les fils de cultivateurs.

2. MM. R.-R. Ness, Arsène Denis et Charles Gagné, pour les adultes; MM. Gabriel Billaut et Arthur Dumais, pour les fils de cultivateurs.

3. Deux, un commandeur et un officier pour les concours des adultes.

4. Un.

Permis de coupe par enchère

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Est-il vrai que le gouvernement offrira prochainement, par enchère, des permis de coupe?

2. Dans quelles parties de la province se trouvent situées ces forêts?

3. Quels sont les noms et résidences des personnes ou capitalistes qui doivent construire des usines de pulpe et de papier et développer des pouvoirs d'eau, etc., et qui ont fait des offres au gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. Dans les bassins des rivières Ottawa, Gatineau, Chamouchouane, Mistassini, Péribonka et Shipshaw.

3 et 4. Il n'est pas dans l'intérêt de la province de donner les renseignements demandés avant que l'affermage ait eu lieu.

M. F. W. Perras et le chemin de Gracefield à Notre-Dame-du-Laus

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Un M. F.-W. Perras a-t-il été employé comme conducteur des travaux dans le chemin de Gracefield à Notre-Dame-du-Laus, depuis 1924?

2. Quels travaux ont-ils été faits dans ce chemin, sur quelle distance et à quelles dates?

3. À qui les instructions du gouvernement ont-elles été données pour ces travaux?

4. Un rapport a-t-il été fait pour ces travaux?

5. Si oui, à quelle date et par qui?

6. Le montant total mentionné dans ce rapport a-t-il été payé?

7. Si oui, à qui?

8. Dans la négative, pourquoi et quel montant a été payé?

9. D'autres montants ont-ils été payés au dit M. F.-W. Perras, depuis 1924?

10. Si oui, quels montants et à quelles dates?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Oui.

2. Dans le chemin de front vis-à-vis les lots 44 et 45 du rang C du canton de Wright, sur une distance d'à peu près 2¼ milles. Ces travaux ont été faits durant la période du 11 août au 10 de septembre 1924.

3. Au conseil municipal de Gracefield.

4. Oui.

5. Le 24 septembre 1924, par M. F.-W. Perras.

6. 7. et 8. Le rôle de paie se chiffrait à \$601.50, mais le département a payé \$600 le montant des instructions. Le chèque a été transmis au secrétaire-trésorier qui l'a endossé de concert avec le maire de la municipalité, M. F.-W. Perras.

9. Oui.

10. Une somme de \$250 a été accordée au conseil municipal de Gracefield. Un chèque pour ce montant a été transmis au conseil le 18 septembre 1925; sur le rôle de paie que nous avons en mains, le nom de M. F.-W. Perras apparaît pour une somme de \$32.50.

Nombre de séances du cabinet et d'arrêtés pendant la vacance du Parlement

M. Lortie (Soulanges): 1. Combien de séances du cabinet y a-t-il eu entre la clôture de la dernière session et l'ouverture de la présente?

2. Combien d'arrêtés ont été passés?

3. Quel nombre d'arrêtés chacun des ministres a-t-il proposé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 39.

2. 1,729.

3. L'honorable premier ministre	28
" procureur général.....	210
" ministre des Affaires municipales	406
" ministre de l'Agriculture	21
" ministre des Terres et Forêts.....	377
" ministre des Travaux publics et du Travail.....	80
" ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries	83
" secrétaire de la province	363
" ministre de la Voirie	94
" trésorier de la province	67

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

Salaire minimum des femmes

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-

Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill 13 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Adopté.

Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 constituant en corporation la Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 constituant en corporation Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que la résolution adoptée le 21 janvier et fixant au 28 courant la prise en considération des subsides à accorder à Sa Majesté soit rescindée.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'étonne que l'on annonce si tôt le discours du budget quand les comptes publics ne sont pas encore entre les mains des députés, comme le veut la procédure parlementaire. Ce n'est pas une procédure régulière que nous nous apprêtons à suivre et elle ne devrait pas être adoptée par la Chambre. En vertu d'une loi statutaire, le gouvernement doit déposer les comptes publics devant le Parlement huit jours après

l'ouverture de la session, et non pas trois semaines après, afin de permettre aux députés de les étudier et de pouvoir suivre l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) dans son exposé. Il ne l'a pas encore fait, et voilà qu'on nous annonce le discours du budget dans les 24 heures. Je crois que c'est une procédure qui ne doit pas être permise parce qu'elle est contraire à la coutume et aux règlements de la Chambre.

L'honorable M. Nicol (Compton): La coutume veut que les comptes publics soient distribués le jour que le discours du budget est prononcé. Mais, pour être agréable à nos amis de l'opposition, je vais voir s'il n'y aurait pas moyen de les leur faire remettre dès aujourd'hui. Les comptes publics sont prêts et vont être distribués immédiatement aux députés. Ils étaient prêts dès le commencement de la session, mais un léger retard a été causé dans l'impression.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'explication du ministre ne change rien au fait de l'illégalité. Le gouvernement tient évidemment à ce que l'on retrouve son image fidèle dans tous les actes qu'il pose.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition a-t-il des motions non contestées que nous pourrions adopter? Sinon, nous allons ajourner, car les ministres ont de la législation à préparer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non. Toutes les motions doivent être expliquées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, ajournement à demain, à 3 heures.

La séance est levée.

NOTE

1. Le procès-verbal de l'Assemblée a omis les premiers mots de cette question. Il nous a été impossible de les retracer.

Séance du mercredi 27 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Max Seigler

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Max Seigler et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sons of Israel, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Max Seigler et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sons of Israel, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Taxes à payer par la
Montreal Island Power Company
à la corporation municipale
de Saint-Vincent-de-Paul**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation municipale de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi établissant un montant de taxes fixe à payer par la Montreal Island Power Company à ladite corporation, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la corporation municipale de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul,

demandant l'adoption d'une loi établissant un montant de taxes fixe à payer par la Montreal Island Power Company à ladite corporation, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Compagnie provinciale
d'indemnités**

M. Lortie (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie provinciale d'indemnités, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Compagnie provinciale d'indemnités, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 12 février prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 26 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 60 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 65 validant un certain acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévoist;
- bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie;
- bill 85 ratifiant la convention entre le conseil et les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 62 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec;
- bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Brunet à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 61 constituant en corporation l'hôpital Saint-Joseph de Rimouski;

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah.

Votre comité recommande de prolonger au 12 février prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de prolonger au 26 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Adopté.

Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 89 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:**Chemin Lemieux dans Gaspé**

M. Bastien (Québec-Comté) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. les noms des personnes qui ont travaillé depuis deux ans sur le chemin Lemieux, dans le comté de Gaspé, partant de l'Anse à Beaufile et allant au Coin-du-Banc; 2. les sommes d'argent payées à chacun de ces hommes: a) en 1924; b) en 1925.

Adopté.

Dépôt de documents:**Chemin Lemieux dans Gaspé**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre un état indiquant: 1. Les noms des personnes qui ont travaillé depuis deux ans sur le chemin Lemieux, dans le comté de Gaspé, partant de l'Anse à Beaufile et allant au Coin-du-Banc. 2. Les sommes d'argent payées à chacun de ces hommes: a) en 1924; b) en 1925. (Document de la session no 39)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Nicol (Compton) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1927, conformément aux

dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 27 janvier 1926
(Document de la session no 1)

Il est ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

État des Comptes publics

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics* de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1925. (Document de la session no 2)

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton)¹: M. l'Orateur, avant de proposer que la Chambre siège en comité des subsides, pour l'étude du budget, j'aimerais à dire quelques mots concernant l'industrie en général et l'état de choses qui a existé, dans la province de Québec, au point de vue financier, au cours de l'an dernier, et aussi quant aux perspectives pour l'an prochain.

S'il est vrai de dire que personne ne se suffit à soi-même, ce dicton est encore plus vrai quand on en fait l'application à une province. Dans ce cas, l'état de choses dépend, dans une large mesure, de la prospérité générale du Canada et des nations avec lesquelles le Canada est en relations commerciales.

Il y a eu beaucoup de nuages dans l'atmosphère industrielle, en 1924, cela est incontestable. En 1925, des indices ont fait présager leur lente disparition, mais, dans la dernière partie de l'année, il y a eu de brillantes éclaircies et plusieurs personnes croient que l'an 1926 sera la plus belle année que le Canada ait eue depuis la guerre.

La récolte du Canada a atteint la perfection, tant au point de vue de la qualité que de la quantité. Les prix ont dépassé la moyenne, et elle a ainsi rapporté aux cultivateurs des profits considérables. L'Ouest a immensément amélioré sa situation et la population manufacturière de l'Est commence à ressentir les effets bienfaisants.

Le transport et les profits des chemins de fer ont augmenté. Les banques ont un capital et des dépôts plus considérables et elles se trouvent dans une position excellente pour venir en aide à l'industrie.

La récolte de Québec a été excellente. Notre province a vendu plus de beurre et de fromage, et cela à un prix plus élevé, qu'elle n'en a vendu pendant plusieurs années auparavant, et il y a aussi une grande amélioration en ce qui regarde la vente et le prix des bestiaux. À tous les points de vue, la situation de notre province, en ce qui regarde l'agriculture, est maintenant bien supérieure à celle d'il y a un an; et, d'après les indices, cette situation s'améliorera davantage.

La seconde industrie de Québec, la pulpe, a fait de grands progrès depuis l'an dernier. Les chiffres donnés par les fabriques accusent une augmentation considérable dans la vente, tant de la pulpe que du papier, et les nouvelles fabriques que l'on se propose de construire, de même que les développements que l'on projette pour celles qui existent déjà, démontrent que ceux qui exploitent cette industrie ont une confiance indéfectible en la province de Québec.

Les industries minière et forestière se sont aussi grandement améliorées, dans notre province, bien que l'industrie forestière rencontre une forte concurrence de l'extérieur.

Lorsque je donnerai les chiffres, on constatera que les recettes et les dépenses, pendant l'année terminée le 30 juin 1925, ont dépassé les prévisions, bien que notre province ait encore vécu suivant ses moyens, en dépensant moins que son revenu, dont l'excédent dépasse un million.

Si vous analysez les chiffres que je vais vous donner, vous constaterez que nous avons dépensé des sommes inférieures aux prévisions pour les services suivants, entre autres, savoir: la dette publique, l'instruction publique, les travaux publics, l'agriculture, la voirie et les terres et forêts.

Vous remarquerez aussi que le budget de l'an prochain accuse une augmentation de \$778,374.55 dans les dépenses prévues, quant à la dette publique. Cela s'explique par le fait que, pendant l'année, nous avons contracté un emprunt en vendant des obligations pour \$15,839,000 à 4½ %. Sur ce montant, une somme de \$9,500,000 a été empruntée pour retirer des émissions d'obligations anciennes à 6 % et s'élevant à ce montant; quant au reste, la somme de \$839,000 représente la balance non vendue des \$2,500,000 d'obligations de la rivière Saint-Maurice à 4½ % devenant dues le 1^{er} juin

1946, autorisées par la loi 3 George V, chapitre 6, et le reste de l'emprunt est destiné au remboursement de dépenses qu'autorise la loi des bons chemins. Cet emprunt a été contracté à un taux d'intérêt de beaucoup moins élevé et nous avons ainsi économisé environ \$118,750 d'intérêt annuel, au prorata, mais les emprunts qui ont été rachetés étaient des emprunts à courte échéance et n'étaient accompagnés d'aucune disposition concernant un fonds d'amortissement, alors que les nouveaux emprunts ont des fonds d'amortissement. Voilà l'explication de la dépense plus considérable, à l'item de la dette publique.

Vous remarquerez aussi que le budget de l'an prochain pourvoit à une dépense additionnelle d'environ \$377,250 pour le gouvernement civil. Cela provient de la révision de la loi du service civil. Ainsi donc, pour deux items seulement, le budget contiendra une augmentation de dépenses de près d'un million et quart, rendue nécessaire, dans une large mesure, par la création de fonds

d'amortissement et par la révision des salaires des employés du gouvernement.

On admettra unanimement, j'en suis sûr, que le gouvernement a fait preuve d'une sagesse parfaite en créant des fonds d'amortissement pour tous ses emprunts et je puis ajouter que nous avons l'intention, à l'avenir, chaque fois qu'un ancien emprunt sera remboursé, de créer un fonds d'amortissement en contractant un nouvel emprunt.

Quant à l'augmentation des salaires des employés du service civil, c'est une mesure que l'Opposition demande depuis longtemps et je suis sûr qu'elle constatera que le gouvernement a fait strictement de son mieux pour rendre justice aux employés civils, en se rappelant que l'argent nécessaire au paiement de ces augmentations, est fourni par les citoyens de la province de Québec.

Après ces quelques observations préliminaires, je vais maintenant vous soumettre les opérations financières de la province, pendant l'année 1924-1925.

Année fiscale 1924-1925

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1925 étaient :

Revenu ordinaire	\$19,921,221.38
Dépenses ordinaires et extraordinaires	<u>19,662,919.41</u>
Surplus en prévision	\$ <u>258,301.97</u>

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire	\$25,021,328.81
Dépenses ordinaires	<u>23,629,390.00</u>
Surplus.....	\$ <u>1,391,938.81</u>

Toutefois, les dépenses extraordinaires de l'année, payées à même le revenu ordinaire, ont été de \$648,802.24, ce qui laisse un surplus réel du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de \$743,136.57.

Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$5,100,107.43 et les dépenses ordinaires et extraordinaires prévues ont été excédées de \$4,615,272.83.

Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions 1924-1925

Voici quelques-uns des principaux services dont le revenu a excédé les prévisions :

Terres et Forêts	\$953,230.74
Mines, Chasse et Pêche	143,639.09
Timbres judiciaires.....	146,144.40
Fonds de bâtieses et des jurés.....	21,747.95
Timbres d'enregistrement	75,119.90
Honoraires judiciaires	25,757.53
Licences	597,236.52
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.	54,666.49
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	461,010.63
Droits sur les successions.....	423,149.20
Loi des véhicules automobiles	732,472.46
Droits et honoraires, gasoline	652,576.85
Revenu casuel	77,244.47
Entretien des aliénés	94,659.19
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics	25,166.61
Intérêts sur dépôts et placements	105,289.23
Prime, escompte et change.....	21,846.62
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	374,388.40
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	192,779.79
Contributions municipales en vertu de la loi des bons chemins, section 20.....	347,776.60
Paievements différés - Banque d'Hochelaga - 14 George V, chapitre 3	125,000.00
Et il y a d'autres sources de revenus dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de	617,533.82

(Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente) \$600,000 de la diminution susmentionnée).

Comparaison avec les prévisions Dépenses ordinaires 1924-1925

Les dépenses pour les services suivants ont excédé les prévisions des sommes suivantes :

Dette publique.....	\$ 406,497.03
Législation.....	108,880.44
Gouvernement civil.....	101,762.63
Administration de la justice	430,137.92
Instruction publique	286,407.47
Asiles d'aliénés	259,948.31
Colonisation	250,000.00
Mines, Pêche et Chasse, Service d'enregistrement (cadastre).....	90,157.85
Hygiène	117,175.00
Travaux publics (ordinaires).....	112,371.28
Travaux publics (extraordinaires).....	448,802.24
Travail	8,565.29
Agriculture	580,700.00
Voirie	482,446.34

**Comparaison avec les prévisions
Dépenses ordinaires 1924-1925 (suite)**

Terres et Forêts	666,568.99
Dépenses sur le revenu.....	273,384.69
Services divers	<u>113,660.34</u>
	\$4,667,465.28

La dépense pour les services suivants est restée au-dessous des prévisions :

Juges de la Cour des sessions de la paix	\$ 2,546.89
Institutions de bienfaisance.....	4,600.00
Écoles de réforme et d'industrie	<u>45,046.10</u>
	<u>52,192.99</u>
	\$4,615,272.83
	\$1,288,126.32

(Voir état no 1)

Opérations de caisse en 1924-1925

Le 1 ^{er} juillet 1924 il y avait dans diverses banques la somme de	\$2,435,044.78
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à	<u>1,146,918.46</u>

Les recettes du 1^{er} juillet 1924 au 30 juin 1925 ont été :

Revenu ordinaire	\$25,021,328.81
Dépôts en fidéicommiss	966,194.07
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	3,350.33
Loi des bons chemins, 1912.....	786,744.65
Fonds des institutions de bienfaisance.....	1,306,498.98
Péages perçus sur le pont de Batiscan.....	21,000.00
Péages perçus sur les ponts de l'île Perrot.....	29,000.00
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6	822,471.70
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers	4,285.00
Emprunts, bons chemins, en vertu de 13 George V, chapitre 34.....	14,422,850.00
Emprunts temporaires	<u>4,500,000.00</u>
	\$47,883,723.54

Les paiements du 1^{er} juillet 1924 au 30 juin 1925 ont été :

Dépenses ordinaires et extraordinaires	\$24,278,192.24
Dépôts en fidéicommiss	685,383.25
Subventions de chemins de fer	424,000.00
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750.00
Loi des bons chemins, 1912.....	2,952,360.80

Opérations de caisse en 1924-1925 (suite)

Ponts sur la rivière Batiscan, à Batiscan	5,965.88	
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	1,811,652.10	
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	130,929.88	
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	915,050.98	
Construction d'une annexe au palais de justice, Québec	271,248.52	
Construction et entretien de ponts sur l'île Perrot	549,911.77	
Loi autorisant un emprunt pour venir en aide à la colonisation	800,000.00	
Remboursement d'emprunts temporaires	5,000,000.00	
Remboursement d'emprunts en vertu de 10 George V, chapitre 3	9,500,000.00	
Remboursement d'emprunts du dominion du Canada, re construction de logements d'ouvriers.....	4,285.00	
Fonds des institutions de bienfaisance.....	<u>1,131,711.69</u>	
	\$48,461,442.11	
Excédent de paiements.....		\$577,718.57
Balance.....		\$710,407.75
Savoir :		
Le 30 juin 1925, il y avait en dépôt dans différentes banques.....	\$1,658,720.74	
Mandats non payés.....	<u>948,312.99</u>	
		\$710,407.75

**Comparaison des recettes ordinaires de 1924-1925
avec celles de 1923-1924**

Le total des recettes ordinaires pour 1924-1925 a été de.....	\$25,021,328.81
Le total des recettes ordinaires pour 1923-1924 a été de.....	<u>23,170,733.11</u>
Augmentation des recettes ordinaires pour 1924-1925 de.....	\$ 1,850,595.70

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1923-1924, savoir :

Puissance du Canada.....	\$ 11.07
Terres et Forêts	576,226.80
Mines, Pêches et Chasse	119,084.20
Timbres d'enregistrement	2,885.05
Licences	491,607.08
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.	25,619.67
Loi des vues animées - revenu.....	2,851.00
Taxes sur les corporations commerciales	138,238.14

**Comparaison des recettes ordinaires de 1924-1925
avec celles de 1923-1924 (suite)**

Loi des véhicules automobiles	379,407.43
Droits et honoraires, gazoline	586,178.50
Percentage sur honoraires d'officiers publics	8,023.36
Législation.....	5,203.92
Revenu casuel	8,353.09
Service civil, contributions au fonds de pension	2,455.36
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	5,301.39
Intérêt sur dépôts et placements.....	163,742.42
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....	95.42
Intérêt provenant des municipalités, en vertu de la loi des bons chemins	243,154.60
Remboursement, fonds des subventions aux chemins de fer.....	2,959.89
Crédit pour la dette publique.....	4.70
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	298,397.54
Contributions des municipalités en vertu de la loi 7 George V, chapitre 10, section 2.....	150,341.87
Paielements différés - Banque d'Hochelaga - 14 George V, chapitre 3	<u>125,000.00</u>
	\$3,335,142.50

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées qu'en 1923-1924, savoir :

Administration de la justice - revenu	\$222,215.83
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	600,000.00
Loi des narcotiques de Québec	700.00
Droits sur les successions.....	554,701.31
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine).....	7,749.87
Loi des ingénieurs stationnaires (honoraires)	1,487.50
Loi des détectives privés - revenu.....	363.50
Inspection des hôtels et des maisons de pensions (honoraires)	2,875.00
Protection des édifices publics contre le feu.....	3,087.19
Asiles d'aliénés	15,892.82
Écoles de réforme et d'industrie	9,792.34
<i>Gazette officielle de Québec</i>	11,651.41
Loi des assurances - revenu	3,187.90
Loi des compagnies de fidéicommis - revenu.....	5,736.95
Travaux et édifices publics - loyers	382.30
Prime, escompte et change.....	44,676.63
Contributions des fabriques de beurre et fromage	<u>46.25</u>
	<u>1,484,546.80</u>

Augmentation nette en 1924-1925 de **\$1,850,595.70**

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1924-1925
avec celles de 1923-1924**

Total des dépenses ordinaires en 1924-1925	\$23,629,390.00
Total des dépenses ordinaires en 1923-1924	<u>21,567,292.94</u>

Augmentation dans les dépenses ordinaires de 1924-1925 \$ 2,062,097.06

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1923-1924, savoir :

Dette publique.....	\$585,065.99
Gouvernement civil.....	50,126.53
Administration de la justice	35,406.74
Législation.....	59,698.59
Travaux publics (ordinaires).....	19,933.03
Agriculture.....	72,499.38
Voirie	552,581.19
Terres et Forêts	31,840.86
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration.....	241,987.45
Asiles d'aliénés	289,974.67
Hygiène	17,175.00
Charges sur le revenu.....	58,546.88
Services divers	<u>65,489.85</u>
	\$2,080,326.16

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1923-1924, savoir :

Écoles de réforme et d'industrie.....	\$11,417.57
Instruction publique	1,135.06
Travail	1,451.47
Institutions de bienfaisance.....	<u>4,225.00</u>
	<u>18,229.10</u>

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1924-1925
sur celles de 1923-1924 \$2,062,097.06

Les dépenses extraordinaires pour les travaux
et édifices publics durant l'année 1924-1925 ont
excédé de \$348,802.24 celles de 1923-1924.

La balance des subventions aux chemins de fer
en argent et des subventions en terre converties en
argent, autorisées par les lois de la Législature, mais
non gagnées au 30 juin 1925, était de \$6,883.38.

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1925**

Passif

Dette consolidée courante avant la conversion.....	\$80,201,399.44	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	\$81,944,926.27
Emprunts temporaires	4,500,000.00	
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902	1,473,609.63	
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.	25,000.00	
Emprunts de la puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers	7,355,304.62	
Dépôts en fidéicommiss	1,893,893.98	
Mandats non payés.....	948,312.99	
Fonds des institutions de bienfaisance.....	<u>715,712.28</u>	\$98,856,759.77

Actif

Fonds d'amortissement :

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O., savoir :

Déposé dans les banques.....	\$257,015.14
Placement en obligations de la province de Québec.....	80,000.00
Placement en bons de la victoire du Canada (1937).....	<u>423,364.86</u>
	760,380.00
Placement en actions inscrites 3 % de la province de Québec.....	1,308,502.17
Placement en actions enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	787,197.53
Placement en obligations 4 % de la province de Québec.....	111,461.44
Placement en obligations 4½ % de la province de Québec.....	252,049.59
Placement en obligations 5 % de la province de Québec.....	37,288.20
Placement en obligations 5½ % de la province de Québec.....	1,088,433.10
Placement en obligations 6 % de la province de Québec.....	26,495.89
Placement en bons de guerre du Canada.....	9,600.00
Placement en obligations 5 % de la Commission des écoles catholiques de Montréal.....	49,875.00
Déposé en banque	<u>275,538.74</u>
	4,706,821.66

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1925**

Actif (suite)

Paiements différés, <i>re</i> obligations émises à la Banque d'Hochelaga en vertu du pouvoir conféré par la loi de la Législature de Québec 14 George V, chapitre 3, payables en versements annuels de \$124,172.40.....	\$14,875,000.00	19,581,821.66	\$98,856,759.77
--	-----------------	---------------	-----------------

Puissance du Canada :

Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,184,795.18		
Argent en banque	1,658,720.74		
Avances à diverses personnes.....	107,437.29		
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	2,567,642.47		
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	792,685.68		
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	335,713.69		
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	4,469,258.46		
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	155,873.19		
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts, agrandissement, avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4	180,000.00		
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4	3,170,216.08		
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 3	610,242.53		
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	3,620,362.84		
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8	81,079.64		
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6	33,141.90		
Construction d'un palais de justice et d'une prison, district de l'Abitibi, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13	95,231.71		
Construction d'un palais de justice et d'une prison à Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21	166,973.17		
Construction de ponts à l'île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9.....	798,249.13		
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5.....	446,522.03		
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers	7,355,304.62		
		47,411,272.01	
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1925			\$51,445,487.76

Dettes consolidées

Le 30 juin 1924, la dette consolidée en cours était de	\$75,605,226.27
Le 30 juin 1925, la dette consolidée en cours était de	<u>81,944,926.27</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1924-1925	\$ 6,339,700.00

Justifiée comme suit :

Augmentation :

Obligations émises en vertu de la loi 13 George V, chapitre 34.....	\$15,000,000.00
Obligations émises en vertu de la loi 3 George V, chapitre 6.....	839,000.00
Obligations émises en vertu de la loi 6 George V, chapitre 2.....	<u>700.00</u>
	\$15,839,700.00

Diminution :

Obligations rachetées en vertu de la loi 10 George V, chapitre 3.....	\$ <u>9,500,000.00</u>
	<u>\$6,339,700.00</u>

La dette consolidée au 30 juin 1925, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province de Québec.....	\$81,944,926.27
---	-----------------

Contre laquelle le fonds d'amortissement placé et les paiements différés s'élevaient à	<u>19,581,821.66</u>
---	----------------------

Soit une balance nette de dette consolidée de	\$62,363,104.61
---	-----------------

La balance nette de la dette consolidée le 30 juin 1925 accuse une augmentation de \$5,724,303.24 sur la balance nette de la dette consolidée le 30 juin 1924.

Cette augmentation s'explique par un nouvel emprunt contracté, plus l'augmentation d'autres emprunts, moins les emprunts rachetés et les placements au compte du fonds d'amortissement.

Dette non consolidée

Le 30 juin 1925, la dette non consolidée consistait en :

Emprunts temporaires	\$ 4,500,000.00
Dépôts en fidéicommis	1,893,893.98
Mandats non payés.....	948,312.99
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....	1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.	25,000.00
Emprunts de la Puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers.....	7,355,304.62
Fonds des institutions de bienfaisance.....	<u>715,712.28</u>
	\$16,911,833.50

Par contre, il y avait à la même date :

Argent en banques.....	\$1,658,720.74
Avances à diverses personnes.....	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,567,642.47
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	792,685.68
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	335,713.69
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	155,873.19
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	4,469,258.46
Nouvelle prison du district de Montréal, avance	3,620,362.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avance	81,079.64
Palais de justice et prison du district de Roberval, avance	33,141.90
Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	1,184,795.18
Sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts, agrandissement, avance.....	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal, avance.....	3,170,216.08
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi.....	95,231.71
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec.....	610,242.53
Construction d'un palais de justice, Saint-Jérôme	166,973.17
Pont sur la rivière Batiscan, avance	446,522.03
Construction de ponts sur l'île Perrot	798,249.13
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers	<u>7,355,304.62</u>
	<u>27,829,450.35</u>

Ce qui laisse sur la dette non consolidée un surplus d'actif de..... \$10,917,616.85

Année courante

Les recettes provenant du revenu ordinaire pour les six mois finissant le 31 décembre 1925 sont très satisfaisants, et les recettes prévues seront probablement excédées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi une augmentation, quant aux prévisions, dans les dépenses ordinaires et extraordinaires pour l'année fiscale courante, du montant des mandats spéciaux émis depuis le 1er juillet, \$30,000, tel qu'indiqué dans l'état soumis à la Chambre, et aussi du montant du budget supplémentaire à soumettre à la Chambre, afin de rencontrer les sommes requises par les différents services pour compléter les dépenses nécessaires de l'année courante.

Cette augmentation dans les dépenses, nous l'espérons, sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on juge d'après les recettes jusqu'au 31 décembre dernier.

Prévisions pour l'année 1926-1927

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1927, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes, ainsi que de l'effet des conditions actuelles au point de vue financier, et, quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états financiers soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$26,368,229.48
Dépense ordinaire	<u>23,121,389.53</u>
Surplus probable.....	<u>\$ 246,839.95</u>

Emprunts

Je vais maintenant vous donner les détails des différents emprunts que le gouvernement a faits pendant la dernière année fiscale et l'année courante.

Emprunts temporaires

En vertu de l'article 807, statuts refondus de Québec, 1909, et de l'arrêté ministériel no 1088, en date du 26 juin 1925, il a été effectué un emprunt temporaire de \$4,500,000, qui a été payé à échéance.

En vertu de la même autorité et de l'arrêté ministériel no 1883, en date du 4 novembre 1925, des emprunts temporaires au montant de \$2,000,000, payables le 4 janvier 1926, et de \$3,000,000 payables le 4 février 1926, ont été effectués. L'emprunt de \$2,000,000 a été payé à l'échéance, et celui de \$3,000,000 sera remboursé le 4 février prochain.

Ces emprunts ont été faits pour rembourser temporairement, au fonds du revenu consolidé de la province, une partie des avances considérables faites pour la construction du barrage de la rivière Métis, pour le barrage du lac Kénogami, pour la construction des ponts de l'île Perrot, pour la construction d'annexes aux palais de justice de Montréal et de Québec, et pour dépenses en vertu de la loi pour aider à la colonisation et en vertu de la loi des bons chemins de 1912, lesquelles dépenses, d'après les lois qui les autorisent, doivent être payées à même les emprunts permanents.

Emprunts permanents

J'ai déjà parlé des changements qui ont été faits au sujet de la dette publique et qui apparaissent dans les comptes publics pour l'année finissant le 30 juin 1925, qui vous sont présentement soumis. Tel que prévu dans mon dernier exposé budgétaire, \$7,000,000 d'obligations 6 %, dont le remboursement devient dû le 1^{er} mars 1925, et \$2,500,000 d'obligations 6 % dues le 1^{er} juin 1925, représentant, dans les deux cas, des emprunts à courte échéance en vertu de la loi 10 George V, chapitre 3, devront être remboursées à même le produit des emprunts permanents en vertu de la loi des bons chemins.

Afin de pourvoir à ces échéances et au remboursement ultérieur au fonds du revenu consolidé, par suite des dépenses faites pour les chemins, des obligations pour un montant total de \$15,000,000, de vingt-cinq ans et à 4½ % ont été vendues comme suit : \$10,000,000 le 19 février 1925, à 96.149, payables à New York; \$5,000,000 le 5 juin 1925, à 96.159, payables à Montréal. Ces obligations ont été émises en vertu de la loi 13 George V, chapitre 34, et, bien qu'elles deviennent dues le 2 mars 1950, elles sont rachetables au pair, en totalité, à notre choix, à toute date d'intérêt après le 2 mars 1945.

La négociation de ces emprunts a eu un effet très favorable sur le crédit dont jouit notre province.

Leur prix de vente représente un taux d'intérêt de 4.76 %, alors que les taux d'intérêt obtenus, en 1925, par les autres gouvernements provinciaux du Canada, pour des obligations

semblables et à longue échéance, ont été les suivants : province de l'Alberta, 5.06 (avril); province du Manitoba, 4.94 (avril); province du Nouveau-Brunswick, 4.83 (juin, pour obligations à 4¼ %); province de l'Ontario, 4.99 (décembre); province de l'Île du Prince-Édouard, 4.87 (octobre); province de la Saskatchewan, 4.90 (juin).

Quant aux \$10,000,000 d'obligations à 4½ %, des valeurs de New York, qui jouissaient alors d'une légère plus-value, ont pu être obtenues pour les payer le 1^{er} mars, ce qui a sauvé des frais additionnels pour le rachat des obligations à 6 % s'élevant à \$7,000,000 qui devenaient échues le 1^{er} mars et qui étaient payables à New York.

Huit syndicats représentant cinquante-deux bureaux de courtiers se sont disputé ces obligations à l'enchère et les remarques générales faites par les journaux financiers se résument à ces mots que je signale :

"Le nombre considérable de bureaux de courtiers représentés et la concurrence des enchérisseurs ont été les traits caractéristiques de la vente qui constitue un record tout à fait nouveau pour les négociations d'après-guerre."

Les obligations pour \$5,000,000 à 4½ %, vendues au mois de juin, étaient payables en monnaie du Canada qui jouissait alors d'une légère plus-value, et neuf syndicats représentant quarante bureaux de courtiers ont pris part à cette vente à l'enchère, qui a provoqué de semblables commentaires.

Il faudra nécessairement faire quelques remboursements additionnels, cette année, pour payer les obligations s'élevant à \$3,940,000, 5 %, devenant dues le 1^{er} juin prochain et représentant la balance de nos emprunts à courte échéance qui remontent au temps de la guerre.

Cet emprunt a été fait en vertu de la loi 5 George V, chapitre 2, et nous avons tout lieu de prévoir une réduction additionnelle sur le compte des intérêts, par ce remboursement.

Bons chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé jusqu'au 31 décembre 1925, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle que modifiée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; 10 George V, chapitre 7; 12 George V, chapitre 42, et 13 George V, chapitre 34, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement; le montant reçu provenant des emprunts faits en vertu de ladite loi, le montant

avancé à même le fonds du revenu consolidé, le montant accordé aux municipalités et la balance à payer quand les travaux jusqu'à concurrence du montant de leurs crédits auront été faits, savoir :

Paiement aux municipalités	
à date.....	\$24,875,568.32
Paiement sur chemins du	
gouvernement à date.....	14,020,226.24
	\$38,895,794.56
Produit net des emprunts	\$20,273,655.32
Excédent des paiements sur le	
produit des emprunts	\$18,622,139.24
Montants alloués aux municipalités	
à date.....	\$24,972,537.63
Montant payé sur cette somme	24,875,568.32
Balance à payer suivant le	
progrès des travaux.....	\$ 96,969.31

Ce qui précède fait voir que les paiements aux municipalités et sur les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins 1912, telle que modifiée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 19; 10 George V, chapitre 7; 12 George V, chapitre 42, et la loi 13 George V, chapitre 34, s'élèvent à \$38,895,794.56 sur le montant de \$40,000,000 autorisé par la Législature.

M. l'Orateur, me serait-il permis, à la suite des nombreuses remarques faites par les députés de l'opposition et par la presse, au sujet de l'augmentation de la dette et des dépenses de la province, d'attirer votre attention ainsi que celle des honorables députés de la Chambre sur le fait qu'en 1900 la dette nette consolidée de la province était de \$25,103,099.77, quand elle est, cette année, de \$62,363,104.61, et ce, malgré les lourdes dépenses au compte du capital, pendant les dernières années, dont la classification donne à peu près les montants suivants : voirie, \$40,000,000; développement des forces hydrauliques, barrages, etc., \$8,500,000; colonisation, \$6,000,000; édifices publics et ponts, \$10,000,000, soit un total d'à peu près \$64,500,000.

Vous verrez ainsi que la balance nette de la dette consolidée n'a été augmentée que d'à peu près \$37,000,000 durant cette période; les surplus annuels ont suffi largement à payer ces dépenses au compte du capital.

Vous remarquerez aussi, M. l'Orateur, qu'en 1924-1925 nous avons dépensé, sur le revenu ordinaire, au-delà de deux millions de plus qu'en 1923-1924, principalement pour les items suivants : \$585,065.99 pour la dette publique - j'en ai donné les

raisons - \$552,581.19 pour la voirie; \$241,987.45 pour la colonisation; \$289,974.67 pour les asiles d'aliénés, ce qui forme \$1,669,609 des deux millions.

Quelqu'un prétendra-t-il qu'à une époque où les municipalités de la province demandent plus d'aide pour la construction des routes, sur une base de 50 %, il serait sage de la leur refuser, ou l'opposition soutiendra-t-elle que le ministre n'aurait pas dû se charger de l'entretien et du soin de tant de routes provinciales et régionales, mais en laisser plutôt le soin aux municipalités intéressées? Et l'opposition dira-t-elle que le ministre de la Colonisation n'aurait pas dû seconder les efforts que font les colons pour agrandir le domaine de la province de Québec et que nous ne devrions pas accepter le surcroît d'obligations qu'entraîne à la province le soin convenable de ses pauvres malades?

Il peut être à propos, M. l'Orateur, de vous rappeler, à vous et à la Chambre, que la province, si elle veut maintenir l'œuvre si bien commencée et si heureusement poursuivie par les ministres de l'Agriculture et de la Colonisation, doit être prête à dépenser plus d'argent que par le passé, à cause du retrait des subsides fédéraux, accordés auparavant pour ces sphères de nos activités.

Nous sommes actuellement avancés dans l'année 1925-1926. Les premiers six mois se sont terminés le 31 décembre dernier et, comme je l'ai déjà déclaré, les revenus accusent une augmentation notable sur ceux de l'année précédente.

Vous avez dû remarquer que les prévisions pour 1926-1927 accusent une augmentation de recettes et de dépenses à la fois et j'entrevois que certaines gens diront que nous aurions dû réduire quelques-unes de nos dépenses. Mais, comme je l'ai déjà dit, on ne peut pas s'attendre à ce que la province se charge de l'entretien des chemins sans avoir à augmenter le budget du ministre de la Voirie.

Strictement parlant, le gouvernement aurait pu économiser en laissant aux municipalités l'entretien des chemins, en les laissant construire elles-mêmes leurs propres écoles, en renonçant à sa politique qui consiste à aider les colons à construire des routes et des écoles, et en abandonnant les comtés à eux-mêmes dans les questions se rattachant à l'agriculture et à la construction des ponts, mais nous avons cru qu'il était sage et de bonne administration de maintenir nous-mêmes toutes ces œuvres, afin de soulager les contribuables municipaux. Et nous avons continué à dépenser plus d'argent, d'une certaine façon, mais sans ajouter de nouvelles taxes, en vivant selon nos moyens, et en marchant de front avec le progrès moderne.

La prospérité générale de la province et l'augmentation de ses affaires nous ont apporté de nouveaux revenus. Nous essayons de les dépenser honnêtement et d'une manière intelligente pour le profit et le bien-être de la province en général.

Il est évident, M. l'Orateur, qu'on a commencé, en certains milieux, une campagne bien définie et persistante afin de faire croire au peuple de cette province qu'au point de vue municipal et provincial il est surchargé de taxes.

Au cours de la dernière session, et encore cette année, les députés de l'opposition ont soulevé cette question.

Afin de dissiper les nuages, vous me permettez, M. l'Orateur, de signaler certains chiffres établissant la comparaison entre les taxes que nous avons ici et celles qui existent dans les autres provinces. Je serai bref.

Quant aux taxes municipales, tout le monde sait que nos municipalités rurales paient des taxes bien inférieures à celles des municipalités semblables dans d'autres provinces.

Prenons, à titre de comparaison, deux cités, Montréal et Québec, et comparons leur situation avec celle de Toronto et d'Ottawa. Je choisis ces cités parce qu'elles sont de la même classe et qu'elles sont d'une similitude aussi rapprochée que possible quant à la population.

La taxe municipale per capita, y compris la taxe scolaire, dans chacune d'elles est la suivante pour l'année 1923 :

Toronto	\$49.27
Montréal.....	31.48
Ottawa.....	42.90
Québec.....	27.70

La dépense per capita, pour la même année, est la suivante :

Toronto	\$55.14
Montréal.....	38.31
Ottawa.....	41.32
Québec.....	29.50

Et il y a encore dans cette Chambre des députés qui voudraient faire croire à la province que le gouvernement a ruiné la cité de Montréal.

Venons-en maintenant aux taxes et aux dépenses des provinces.

Pendant l'année 1924, la dépense per capita, dans chacune des provinces, a été :

Alberta.....	\$23.74
Colombie anglaise.....	35.99
Manitoba.....	17.06
Ontario.....	16.73
Nouveau-Brunswick.....	9.89
Nouvelle-Écosse.....	10.65
Saskatchewan.....	19.44

Québec, \$9.31, la dépense la moins considérable per capita de toutes les provinces, même des provinces beaucoup plus petites du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Durant la même année, le revenu per capita a été moindre dans Québec que dans aucune des provinces suscitées, sauf le Nouveau-Brunswick, cela en dépit du fait que nous avions un gros surplus, lorsque quelques-unes des provinces énumérées avaient de gros déficits.

Ainsi, le revenu per capita dans

Ontario a été.....	\$13.84
Alberta.....	22.38
Colombie anglaise.....	36.51
Québec.....	9.86

Nos amis de l'opposition soutiendront-ils, après cela, que le peuple de Québec est plus taxé que celui des autres provinces?

Voulez-vous des exemples en particulier? Je ne vous demanderai pas de comparer les taxes de Québec avec celles de la Colombie anglaise qui, en 1924, avait un revenu d'au-delà de dix-neuf millions avec une population d'environ un quart de la nôtre, mais je vous demanderai de comparer Ontario et Québec.

Ontario a perçu, l'an dernier, des chemins de fer, \$1,085,000, en chiffres ronds; nous avons perçu, de la même source, \$62,000, en chiffres ronds. Des banques, Ontario a perçu au-delà de \$500,000; nous avons perçu moins de \$200,000. En droits sur les successions, Ontario a perçu au-delà de quatre millions, tandis que nous avons perçu un peu moins de trois millions. Cependant, les rapports fédéraux démontrent que la province de Québec paie presque la moitié de la taxe totale de revenu du dominion, ce qui démontre que la province de Québec possède les fortunes considérables.

Nos droits sur les successions sont beaucoup moins élevés que ceux d'Ontario et j'inviterais nos amis, avant de poursuivre plus loin leur critique de la province de Québec, de considérer l'état de choses qui existe dans les autres provinces.

Me serait-il permis, M. l'Orateur, de parler de la loi des liqueurs en particulier, puisqu'on a dit que la Commission de liqueurs de Québec avait fait des profits scandaleux?

Le rapport de la Commission a été déposé sur la table de la Chambre. Nous désirons féliciter le président, M. Cordeau, et les membres de la Commission, pour les résultats des opérations de l'année et la clarté de leur rapport. Je ne tiens pas à le discuter maintenant, mais je désire déclarer que le gouvernement est heureux de constater que les événements prouvent que le premier ministre avait raison, quand il disait que l'un des effets salutaires de la loi serait de diminuer, dans la province, l'usage des liqueurs alcooliques et d'augmenter la consommation des vins.

Nous avons toujours affirmé que le système désiré par la province de Québec était celui qui respectait la liberté individuelle et protégeait en même temps l'individu contre les liqueurs impures, tout en permettant à la province de faire les profits que cela comporte, au lieu de les laisser faire par des particuliers.

Mais l'opposition voudrait faire croire au peuple que les profits que fait la Commission sont scandaleux.

Si vous comparez seulement la liste de prix de Québec avec celle de la Colombie anglaise, province dans laquelle est en vigueur un système qui offre une très grande similitude avec le nôtre, vous constaterez, M. l'Orateur, que, pour toutes les marques semblables, les prix de Québec sont moins élevés.

Ainsi, le rapport démontre que les profits nets de 1924-1925 ont été de \$4,134,665, dans la province de Québec, alors que la Colombie anglaise, avec une population du quart de la nôtre environ, a fait un profit net de \$3,037,100 pendant l'année terminée le 31 mars 1924.

Étant donné ces faits, l'opposition persistera-t-elle à déclarer que le gouvernement encourage la consommation des liqueurs dans la province et qu'il fait des profits excessifs?

Me permettez-vous, M. l'Orateur, d'attirer votre attention sur les obligations émises par la province en faveur de la Banque Canadienne Nationale? Il me fait plaisir de déclarer que, le vendredi 22 du courant, la Banque nous a payé le

deuxième versement du fonds d'amortissement, s'élevant à \$125,000. Nous plaçons ces sommes d'argent en obligations, tel que le veut la loi, afin de pourvoir à un fonds d'amortissement pour le paiement de ces obligations à leur échéance.

Nous sommes convaincus, je suis heureux de la déclarer, que la Banque fait de belles affaires, comme le démontre son rapport annuel. Un autre indice de sa prospérité se trouve dans le fait que la valeur de ses actions a augmenté d'environ douze points, au cours de l'an dernier.

S'il est vrai, M. l'Orateur, comme on l'a dit, que gouverner, c'est prévoir, je dis alors que la province n'a jamais eu un premier ministre de plus grand mérite.

Fidèle disciple de son prédécesseur et collègue, Sir Lomer Gouin, il a prévu avec lui que la province de Québec deviendrait le principal centre de fabrication de papier au monde, si on réussissait à lui faire adopter une législation afin de garder chez elle son bois de pulpe, et cette prévision s'est réalisée.

Il a prévu que la province de Québec pourrait servir d'exemple en Amérique et dans les provinces du Canada, si elle trouvait une solution au problème toujours si embarrassant des liqueurs. Il a illuminé la voie à suivre et il a donné à notre province la loi Taschereau, qui a rendu notre population tempérante et observatrice de la loi, et cette législation a, dans la suite, été copiée par plusieurs de nos provinces-sœurs.

Il a prévu et n'a pas hésité à dire que Québec protégerait ses ressources naturelles et les garderait pour le peuple de Québec et du Canada, et ainsi nous voyons le capital de chez nous et de l'étranger venant de toutes parts développer ces merveilleuses forces hydrauliques dont la nature nous a gratifiés. Il en résulte qu'en 1925, sur le développement total de 809,000 chevaux-vapeur en Canada, Québec en a un total de 438,000, avec un développement en perspective de 800,000 chevaux-vapeur pour 1926.

Il a prévu cela, et des millions sont actuellement dépensés dans la région du Saguenay. Des cités et des villes nouvelles surgissent comme sous la baguette d'un magicien, donnant du travail à nos ouvriers et créant un marché pour nos produits de la ferme.

Ceux qui se sont associés à lui ont été inspirés par des croyances qui sont les miennes.

Nous sommes certains que la province de Québec, en 1926, continuera d'observer la loi; que ses citoyens, composés de races diverses, professant des croyances différentes, continueront de vivre dans la concorde, la paix et l'harmonie, en donnant aux autres provinces du dominion et au monde entier un bel exemple de tolérance, de générosité et de largeur de vues.

Je propose maintenant que M. l'Orateur quitte la présidence et que la Chambre siège en comité des subsides.

État no 1

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour certains services s'élève à.....	<u>\$4,208,775.80</u>
--	-----------------------

Voir le détail :

Législation :

Excédent de dépenses :

Conseil législatif :

Indemnités des conseillers législatifs.....	\$ 7,708.84
Traitements, dépenses contingentes, etc.	5,291.16

Assemblée législative :

Traitements, dépenses contingentes, etc.	47,801.25
Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature.....	45,000.00
Bibliothèque de la Législature	720.00
Dépenses pour les élections, statuts refondus de Québec, article 430	6,088.06
Loi concernant la préparation des listes électorales dans les cités de Québec et de Montréal, etc.	<u>3,785.38</u>
	\$116,394.69

État no 1 (suite)

Législation (suite) :*Non dépensé :*

Assemblée législative :

Dépenses de voyage, etc.	\$ 664.25	
Impression, reliure et distribution des statuts.....	6,500.00	
Dépenses contingentes pour les élections.....	<u>350.00</u>	
		<u>7,514.25</u>
		<u>\$108,880.44</u>

Gouvernement civil :*Excédent de dépenses :*

Augmentation de salaires.....	\$59,103.52	
Dépenses contingentes.....	<u>42,659.11</u>	
		<u>\$101,762.63</u>

Administration de la justice :*Excédent de dépenses :*

Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne
et de la paix et de la Cour d'appel :

Traitements	\$ 17,085.90
Dépenses contingentes.....	59,414.84
Poursuites au criminel.....	18,440.05
Dépenses contingentes des shérifs.....	211,459.71
Police provinciale.....	87,010.93
Traitements des coroners	8,041.66
Magistrats de district, traitements.....	11,000.00
Divers	25,904.84
Fonds du palais de justice du district de Hull	3,868.15
Honoraires et déboursés des coroners.....	10,192.55
Médecins des prisons	<u>903.91</u>
	<u>\$453,322.54</u>

Non dépensé :

Traitements des shérifs, anciens districts.....	\$13,635.78	
Dépenses de voyage des magistrats de district	6,312.25	
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts.....	240.00	
Interprètes des tribunaux.....	50.00	
Fonds de bâtisses et des jurés.....	<u>2,946.59</u>	
		<u>23,184.62</u>
		<u>\$430,137.92</u>

Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. :

<i>Non dépensé</i>	<u>\$2,546.89</u>
--------------------------	-------------------

État no 1 (suite)

Instruction publique :*Excédent des dépenses :*

École polytechnique, Montréal	\$32,000.00
Directeur de l'enseignement technique.....	1,234.41
École technique, Trois-Rivières.....	10,000.00
Écoles normales	40,000.00
Institut Nazareth, Montréal	38,600.00
Pour encourager la littérature et les beaux-arts.....	2,000.00
Gratifications pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement.....	3,800.00
Loi re établissement d'un institut pédagogique à Montréal.....	25,000.00
Octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons	5,000.00
Fonds des écoles élémentaires en vertu de l'article 2947, statuts refondus de Québec, 1909	100,000.00
Pour la publication d'un journal anglais et d'un journal français traitant de l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire de la province.....	650.00
Loi concernant la création de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe.....	<u>37,200.00</u>
	\$295,484.41

Non dépensé :

Bureau des statistiques de Québec.....	\$ 2.61
Aide à l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal et cours professionnels.....	3,915.48
Allocation pour aider et maintenir une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.....	5,000.00
Pour encourager la production d'œuvres littéraires et scientifiques	<u>158.85</u>
	\$ <u>9,076.94</u>

\$286,407.47**Asiles d'aliénés :**

Excédent des dépenses \$259,948.31

Écoles de réforme et d'industrie :

Non dépensé \$45,046.10

Colonisation :*Excédent des dépenses :*

Chemins de colonisation \$250,000.00

État no 1 (suite)

Mines, Pêche, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre) :*Excédent des dépenses :*

Mines.....	\$ 8,500.00	
Pêche et Chasse.....	10,000.00	
Loi pour aider au développement des pêcheries.....	<u>2,000.00</u>	
		\$20,500.00

Non dépensé :

Comptes en suspens	<u>342.15</u>	<u>\$20,157.85</u>
--------------------------	---------------	--------------------

Institutions de bienfaisance :

<i>Non dépensé :</i>	<u>\$4,600.00</u>
----------------------------	-------------------

Hygiène :*Excédent des dépenses :*

Pour achat de vaccin	\$ 1,000.00	
Loi relative à la tuberculose et à la mortalité infantile.....	100,000.00	
Protection du public contre les maladies vénériennes	6,175.00	
Établissement pour combattre le cancer, Montréal.....	<u>10,000.00</u>	
		<u>\$117,175.00</u>

Travaux publics (ordinaires) :*Excédent des dépenses :*

Entretien, etc., des édifices publics en général	\$10,000.00	
Nettoyage des bâtisses de la Législature et des départements, salaires, etc.	10,000.00	
Ponts sur les chemins	10,000.00	
Commission pour la protection contre les incendies dans la province	17,845.67	
Ponts et barrières de péage.....	1,400.00	
Abolition des ponts de péage, cité des Trois-Rivières.....	5,736.00	
Loi des ingénieurs stationnaires.....	2,000.00	
Réparation aux ponts sur la rivière Saint-Maurice à Trois-Rivières.....	53,135.21	
Assurance des édifices publics en général	2,089.52	
Inspection des hôtels et des maisons de pension	<u>600.00</u>	
		\$112,806.40

Non dépensé :

Bureau de poste, traitements, dépenses contingentes.....	\$ 344.06	
Assurance des palais de justice et des prisons	<u>91.06</u>	
		\$ 435.12
		<u>\$112,371.28</u>

État no 1 (suite)

Travaux publics (Travail) :*Excédent des dépenses :*

Bureaux de placement des ouvriers	\$ 5,786.19
Commission <i>re</i> conditions du travail dans la province.....	3,980.62
Congrès du travail, Genève.....	<u>2,000.00</u>
	\$11,766.81

Non dépensé :

Édifices publics et loi des établissements industriels	<u>3,201.52</u>	<u>\$8,565.29</u>
--	-----------------	-------------------

Travaux publics (extraordinaires) :*Excédent des dépenses :*

Édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice, rue Sainte-Julie, Québec	\$393,802.24
Achat d'une propriété, 89A du cadastre, quartier Est, Montréal, pour une morgue.....	<u>55,000.00</u>
	<u>\$448,802.24</u>

Agriculture :*Excédent des dépenses :*

Cercles agricoles	\$ 14,000.00
Encouragement à l'agriculture en général	200,000.00
Sociétés d'agriculture.....	17,000.00
École de laiterie de Saint-Hyacinthe et exploitation de la ferme.....	8,000.00
Industrie laitière et inspection des fabriques pour la fabrication des produits laitiers.....	45,000.00
Écoles ménagères.....	25,000.00
Horticulture	98,000.00
Aviculture	24,000.00
Apiculture et industrie du sucre d'érable.....	22,000.00
Expositions.....	2,500.00
Écoles d'agriculture	70,200.00
Médecine vétérinaire.....	<u>55,000.00</u>
	<u>\$580,700.00</u>

Voirie :*Excédent des dépenses :*

Entretien et réparations des chemins.....	\$432,446.34
Association des touristes de la province	<u>50,000.00</u>
	<u>\$482,446.34</u>

État no 1 (suite)

Terres et Forêts :*Excédent des dépenses :*

Protection des forêts.....	\$352,000.00	
Arpentages	250,000.00	
Service forestier et inspection des terres.....	85,000.00	
Reboisement.....	15,000.00	
Bombyx disparates.....	15,000.00	
Réparations au barrage du lac Kepawa.....	15,191.67	
Commission de géographie de Québec.....	<u>1,250.00</u>	
		\$733,441.67

Non dépensé :

Compte en suspens.....	\$ 7,955.69	
Loi pour développer l'enseignement forestier et l'enseignement de la papeterie.....	<u>58,916.99</u>	
		<u>66,872.68</u>
		<u>\$666,568.99</u>

Charges sur le revenu :*Excédent des dépenses :*

Timbres, licences, etc.....	\$ 19,711.91	
Registrateurs, traitements et dépenses contingentes	34,637.93	
Registres pour bureaux d'enregistrement	7,923.50	
<i>Gazette officielle de Québec</i>	15,792.87	
Loi des véhicules automobiles.....	187,889.40	
Loi re gazoline.....	<u>28,316.79</u>	
	\$294,272.40	

Non dépensé :

Perception des licences, etc.....	\$ <u>20,887.71</u>	
		<u>\$273,384.69</u>

Services divers :*Excédent des dépenses :*

Divers en général	\$ 34,542.49	
Pensions du service civil.....	11,250.96	
Commission des services publics de Québec, salaires, etc.....	11,451.32	
Agent général de la province en Belgique	1,500.00	
Commission des eaux courantes de Québec	9,589.50	
Loi des monuments historiques et artistiques	7,353.92	
Primes sur polices d'assurance collective pour les officiers et employés publics.....	1,169.31	
Bureau de censure des vues animées	19.37	
Commission de refonte des statuts généraux	29,400.00	
Bureau de l'inspecteur - vérificateurs	4,932.92	
Saint-Émile de l'Énergie - aide aux victimes de l'incendie.....	9,000.00	
Commission re système scolaire de l'île de Montréal	<u>5,975.02</u>	
		\$126,184.81

État no 1 (suite)

Services divers (suite) :		
<i>Non dépensé :</i>		
Royal Military College		
Rifle Association.....	\$ 100.00	
Agent général de la province		
dans le Royaume-Uni de la		
Grande-Bretagne et d'Irlande	3,565.86	
Fonds des municipalités,		
statuts refondus de Québec,		
1909, article 3546.....	84.00	
Pensions spéciales en vertu		
des statuts refondus de Québec,		
1909, articles 3278 et 3281	3,000.00	
Tenure des terres		
des Îles-de-la-Madeleine	73.59	
Dépenses <i>re</i> loi relative		
aux logements ouvriers	701.02	
Service entre les Îles-de-la-Madeleine		
et Pictou	<u>5,000.00</u>	
	<u>12,524.47</u>	
		<u>\$113,660.34</u>

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1925

	1920-1921	1921-1922	1922-1923	1923-1924	1924-1925
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dominion du Canada	2,028,240.81	2,315,081.10	2,316,086.49	2,315,643.64	2,315,654.43
Terres et Forêts	3,567,188.00	4,004,432.15	3,643,407.81	4,277,003.94	4,853,230.74
Mines	642,890.38	206,271.21	255,573.29	203,664.83	337,012.78
Pêcheries et Chasse	308,969.26	345,441.28	399,012.25	344,358.24	347,850.22
Terres de la couronne	27,328.66	108,592.43	85,935.25	87,531.82	69,776.09
Timbres judiciaires	508,829.80	579,250.20	591,120.20	632,343.00	646,144.40
Timbres d'enregistrement	262,201.61	263,270.80	281,467.54	297,234.85	300,119.90
Fonds de bâtisses et des jurés	94,867.96	21,437.11	48,961.17	166,585.45	66,747.95
Honoraires judiciaires	32,532.38	30,929.58	27,442.47	192,290.02	55,757.53
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	17,068.30	18,395.85	13,637.95	12,968.81	14,583.65
Fonds du palais de justice de Montréal	11,223.96	8,143.89	6,995.02	11,593.67	7,638.16
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Honoraires du grand connétable, Québec	3,184.20	2,588.53	1,012.10	2,409.47	2,416.24
Fonds du palais de justice du district de Hull	103.24	74.00	.....	689.58	126.24
Jeunes délinquants	6,500.00	6,500.00	6,500.00	3,250.00	6,500.00
Licences	1,199,268.18	1,502,736.05	1,581,052.17	1,305,629.44	1,797,236.52
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente)	.....	2,860,010.64	3,000,000.00	3,000,000.00	2,400,000.00
Loi des narcotiques de Québec	.....	.....	.....	775.00	75.00
Loi des vues animées - revenu	3,911.00	20,943.00	17,797.00	17,885.00	20,736.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	1,640,977.53	2,009,673.32	2,213,232.34	2,322,772.49	2,461,010.63
Droits sur successions	2,100,455.91	3,005,292.56	2,620,336.82	2,977,850.51	2,423,149.20
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Saisine)	.....	.....	6,678.27	9,593.74	1,843.87
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.	99,378.74	87,900.16	108,752.28	104,046.82	129,666.49
Loi des véhicules automobiles	1,494,022.95	1,982,906.79	2,217,578.75	2,153,065.03	2,532,472.46
Gazoline - droits et honoraires	.....	.....	.....	66,398.35	652,576.85
Loi des distributeurs automatiques	2,458.01	.....	.....	.....	.....
Inspections des hôtels et des maisons de pension - honoraires	610.09	964.00	1,965.90	3,915.00	1,040.00
Protection des édifices publics contre le feu - honoraires	.....	.....	19,773.23	21,782.62	18,695.43
Loi des ingénieurs stationnaires - honoraires	7,292.00	5,969.75	8,538.04	7,628.50	6,141.00
Loi concernant les détectives particuliers - revenu	1,688.00	1,753.33	2,076.00	2,026.00	1,662.50
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	17,110.70	31,211.12	32,638.58	30,765.17	36,066.56
Commission sur honoraires d'officiers publics	59,805.77	55,806.61	61,919.92	57,164.56	65,184.14
Commission sur renouvellement d'hypothèques	63.42	36.73	79.92	28.69	32.47
Législation	30,672.45	19,875.99	24,114.09	21,957.31	27,161.23
Asiles d'aliénés, contributions des municipalités	367,892.31	630,098.25	526,793.56	596,574.02	583,796.98
Asiles d'aliénés, patients payants	70,521.17	65,363.18	60,187.52	63,977.99	60,862.21
Écoles de réforme et d'industrie	71,092.71	166,871.58	182,616.25	192,826.05	183,033.71
<i>Gazette officielle de Québec</i>	31,793.14	48,895.18	58,773.24	74,652.45	63,001.04
Revenu casuel	327,622.74	262,563.22	197,230.41	218,891.38	227,244.47
Service civil, contributions pour pensions	27,982.14	31,066.87	38,118.05	39,565.58	42,020.94
Loi des assurances - revenu	68,938.97	74,172.18	75,841.62	84,671.65	81,483.75
Loi des compagnies de fidéicommis - revenu	5,277.60	5,256.00	4,978.80	7,386.15	1,649.20
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	1,761.60	763.60	3,144.90	1,762.60	1,380.30
Intérêts sur dépôts et placements	183,380.74	164,343.40	277,956.96	391,546.81	555,289.23
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	305,930.07	432,040.59	445,271.94	581,233.80	824,388.40
Prime, escompte et change	152,271.26	127,933.30	55,146.02	86,523.25	41,846.62
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	38,089.30	34,820.52	38,511.93	37,958.72	38,054.14
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	16,416.16	10,278.08	8,904.54	16,292.66	19,252.55
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	32,707.57	8,591.05	11,942.31	74,379.06	372,776.60
Crédit pour la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	143.00	143.00	148.95	155.50	160.20

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1925

	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts	1922-1923 \$ cts	1923-1924 \$ cts	1924-1925 \$ cts
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 Georges V, chapitre 31	28,160.00	27,240.00	25,975.00	46.25	.....
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	11,697.38	18,867.92	25,094.67	47,437.92	197,779.79
Paiements différés - La Banque d'Hochelaga - 14 George V, chapitre 3	.....	.....	.....	.....	125,000.00
Prêt aux incendiés de Québec	.....	600.00	320.00	.....	.....
	15,914,521.17	21,609,396.10	21,634,641.52	23,170,733.11	25,021,328.81
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	2,023.76	.....	55.00	400.00	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	1,000.00	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	.....	.....	.....	175.00	3,350.33
Loi des bons chemins, 1912	123,539.66	505,181.28	1,244,226.42	2,042,100.17	786,744.65
Nouvelle école normale Jacques-Cartier, à Montréal	.....	.....	.....	5,000.00	.....
Annexe au palais de justice, Montréal	.....	2,000.00	.....	.....	.....
Palais de justice, district de l'Abitibi, à Amos	.....	23,797.54	.....	.....	.....
Palais de justice à Saint-Jérôme	.....	.....	.....	50,000.00	.....
Fonds de l'assistance publique	.....	581,536.27	1,202,701.07	1,079,548.97	1,306,498.98
Péages perçus sur le pont Batiscan	.....	1,636.40	11,677.68	13,000.00	21,000.00
Péages perçus sur les ponts de l'île Perrot	.....	.....	.....	.....	29,000.00
Fonds en fidéicommis	872,265.20	808,709.90	1,076,742.98	1,041,768.10	966,194.07
	16,912,349.79	23,533,257.49	25,170,044.67	27,402,725.35	28,134,116.84
Emprunt du dominion du Canada, <i>re</i> logements ouvriers	1,215,500.00	1,262,199.00	1,835,817.66	2,971,172.96	.....
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers	.....	.....	6,900.00	3,200.00	4,285.00
Emprunts temporaires	2,000,000.00	.....	.....	5,000,000.00	4,500,000.00
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6, échéance 1 ^{er} juin 1946	.....	.....	.....	.....	822,471.70
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 4 (emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François)	144,000.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec)	.....	2,500.00	300.00	.....	.....
	20,271,849.79	24,797,956.49	27,013,062.33	35,377,098.31	33,460,873.54
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 ^{er} juin 1925	2,475,000.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 ^{er} juin 1930	2,470,300.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 ^{er} décembre 1936	.....	3,904,800.00	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3	5,757,750.00	200,000.00	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 6	.....	.....	4,946,750.00	.....	.....
Emprunt des bons chemins en vertu de 13 George V, chapitre 34	.....	.....	.....	.....	14,422,850.00
En caisse au 1 ^{er} juillet de chaque année	1,783,842.24	1,739,321.29	2,885,807.40	2,699,571.35	2,435,044.78
	32,758,742.03	30,642,077.78	34,845,619.73	38,076,669.66	50,318,768.32

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1925

	1920-1921	1921-1922	1922-1923	1923-1924	1924-1925
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	2,427,019.55	3,450,066.51	3,444,884.72	3,830,372.50	4,415,438.49
Législation	571,732.57	540,582.13	723,811.47	572,951.85	632,650.44
Gouvernement civil	877,985.67	979,564.30	1,150,959.88	1,173,236.10	1,223,362.63
Administration de la justice	1,624,727.45	1,555,300.73	1,715,199.95	1,843,868.04	1,879,274.78
Écoles de réforme et d'industrie	258,271.26	305,000.00	368,052.84	386,371.47	374,953.90
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,700,619.15	1,752,342.51	2,378,187.41	2,669,964.93	2,668,829.87
Agriculture	1,064,500.00	1,351,000.00	1,252,000.00	1,648,700.62	1,721,200.00
Voirie	1,472,375.11	1,581,203.64	3,100,000.00	3,179,865.15	3,732,446.34
Colonisation	476,960.10	581,998.40	605,697.69	624,000.00	789,000.00
Immigration	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00
Hygiène	155,397.01	189,087.97	292,617.06	305,888.80	323,063.80
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	885,707.21	918,147.95	1,172,329.30	1,061,091.25	1,081,024.28
Extraordinaires	60,000.00	.....	260,000.00	300,000.00	648,802.24
Travail	61,600.00	61,600.00	59,415.15	75,616.76	74,165.29
Asiles d'aliénés	1,039,645.00	1,036,059.00	1,195,140.00	1,108,673.64	1,398,648.31
Institutions de bienfaisance	77,245.00	78,770.00	42,820.00	35,635.00	31,410.00
Terres et Forêts	686,000.00	716,135.15	870,544.58	1,479,728.13	1,511,568.99
Mines, Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre)	189,500.00	196,500.00	212,050.60	250,170.40	327,157.85
Charges sur le revenu	712,947.85	793,983.70	696,483.05	771,837.81	830,384.69
Services divers	311,855.19	458,634.66	620,082.11	519,320.49	584,810.34
	14,684,088.12	16,575,976.65	20,190,275.81	21,867,292.94	24,278,192.24
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	17,296.23	.....	7,417.20	4,396.71	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	7,413.93	.....	19,303.92	31,633.77	.....
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	2,292.79	141,210.34	72,117.07	58,515.29	.....
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	.....	.....	152,725.31	2,508,406.38	1,811,652.10
Emmagasinement des eaux de la rivière Métiis	.....	.....	.....	24,943.31	130,929.88
	14,711,091.07	16,717,186.99	20,441,839.31	24,495,188.40	26,220,774.22
Sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts	44,397.97	6,670.02	.....	.....	.....
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	137,830.15	378,888.64	533,509.33	740,607.30	915,050.98
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi, à Amos	.....	102,150.90	16,878.35	.....	.....
Nouvelle prison, district de Montréal	.....	1,065.00	150.00	.....	.....
Construction d'une annexe, palais de justice, Québec	.....	532.75	190,931.07	147,530.19	271,248.52
Construction d'un palais de justice à Saint-Jérôme	.....	.....	88,927.42	128,045.75	.....
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	256,378.09	151,315.12	5,096.50	.....	5,965.88
Construction et entretien des ponts de l'île Perrot	.....	.....	112,628.56	135,708.80	549,911.77
Loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation	986,137.06	1,550,000.00	2,000,000.00	1,663,862.94	800,000.00
Loi des bons chemins, 1912	5,081,844.03	4,765,743.09	5,336,178.84	3,337,279.68	2,952,360.80
Fonds de l'assistance publique	.....	324,672.48	845,879.14	1,152,309.70	1,131,711.69
Péages perçus sur le pont Batiscan	.....	1,636.40	.....	.....	.....
Fonds en fidéicommis	643,134.24	609,656.44	759,596.64	954,436.15	685,383.25
	21,860,812.61	24,609,517.83	30,331,615.16	32,754,968.91	33,532,407.11
Subvention aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	104,750.00	424,750.00
	21,861,562.61	24,610,267.83	30,332,365.16	32,859,718.91	33,957,157.11

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1925

	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts	1922-1923 \$ cts	1923-1924 \$ cts	1924-1925 \$ cts
Remboursement d'emprunts temporaires	5,000,000.00	2,000,000.00	.....	.....	5,000,000.00
Octroi à l'Université de Montréal (acompte)	200,000.00	.....	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts en vertu de la loi 10 George V, chapitre 3	.....	.....	.....	.....	9,500,000.00
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers	1,215,500.00	1,262,199.00	1,835,817.66	2,971,172.96	.....
Remboursement d'emprunts du dominion du Canada, <i>re</i> logements ouvriers	.....	.....	6,900.00	3,200.00	4,285.00
Chemins à barrières de la rive nord, Québec, échange obligations	.....	2,500.00	300.00	.....	.....
Octroi à l'Université de Montréal (balance)	800,000.00	.....	.....	.....	.....
Octroi à l'Université McGill	1,000,000.00	.....	.....	.....	.....
Octroi à l'Université Laval	1,000,000.00	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	144,000.00	.....	.....	.....	.....
	31,221,062.61	27,874,966.83	32,175,382.82	35,834,091.87	48,461,442.11
À ajouter : paiement de mandats impayés au commencement de chaque année	604,778.71	806,420.58	925,117.03	954,451.47	1,146,918.46
	31,825,841.32	28,681,387.41	33,100,499.85	36,788,543.34	49,608,360.57
À déduire : mandats impayés à la fin de chaque année	806,420.58	925,117.03	954,451.47	1,146,918.46	948,312.99
	31,019,420.74	27,756,270.38	32,146,048.38	35,641,624.88	48,660,047.58

Recettes probables 1926-1927

Dominion du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	\$1,888,959.20	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	<u>240,000.00</u>	
	2,128,959.20	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, loi du Canada	<u>127,460.68</u>	
	2,256,419.88	
Intérêt sur fonds en fidéicommiss.....	<u>59,239.76</u>	
		\$ 2,315,659.64

Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	\$ 37,855.52	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	600,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	<u>587,282.02</u>	
		1,225,137.54
Terres et Forêts		5,000,000.00
Mines.....	\$175,000.00	
Pêcheries et Chasse	300,000.00	
Terres de la couronne.....	<u>80,000.00</u>	
		555,000.00

Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	\$550,000.00	
Honoraires judiciaires, non compris les timbres.....	40,000.00	
Fonds de bâties et des jurés.....	50,000.00	
Entretien des prisonniers.....	15,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	5,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	2,000.00	
Jeunes délinquants	<u>6,500.00</u>	
		672,500.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		250,000.00
Licences		1,200,000.00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....		3,000,000.00
Loi des vues animées, revenu		15,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		2,200,000.00

Recettes probables 1926-1927 (suite)

Administration de la justice (suite) :

Droits sur les successions.....	2,200,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	100,000.00
Loi concernant les véhicules automobiles	2,500,000.00
Gazoline, droits et honoraires	750,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension, honoraires.....	5,000.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec, honoraires.....	8,000.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies	44,000.00
Loi concernant les détectives privés, revenu	1,500.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	25,000.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics	50,000.00
Pourcentage sur renouvellement d'hypothèques.....	50.00
Entretien des aliénés	550,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles de réforme et d'industrie.....	175,000.00
Législation.....	15,000.00
<i>Gazette officielle</i>	65,000.00
Loyers des édifices publics	1,382.30
Revenu casuel	150,000.00
Loi des assurances, revenu.....	72,000.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	5,000.00
Contributions aux pensions, service civil	45,000.00
Taxes sur les subventions de chemin de fer.....	10,000.00
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	110,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	53,000.00
	<u>\$23,368,229.48</u>

Dépenses probables 1926-1927

Dette publique.....	\$4,893,985.96
Législation.....	539,170.00
Gouvernement civil.....	1,570,970.00
Administration de la justice, etc.....	1,500,000.00
Instruction publique, etc.....	2,515,322.40
Asiles d'aliénés	1,288,700.00
Écoles de réforme et d'industrie	420,000.00
Hygiène	246,888.80
Travaux publics (ordinaires)	1,043,702.00
Travail.....	86,600.00
Agriculture	1,300,500.00
Voirie	3,650,000.00
Terres et Forêts	1,396,916.99
Colonisation, Mines et Pêcheries.....	1,446,000.00
Institutions de bienfaisance.....	30,050.00
Charges sur le revenu.....	657,000.00
Services divers	<u>527,950.00</u>
	\$23,113,756.15
Subventions de chemins de fer	<u>7,633.38</u>
	<u>\$23,121,389.53</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec,
au 30 juin 1925**

Passif

Dette consolidée en cours telle qu'avant la conversion	\$80,201,399.44	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	\$81,944,926.27
Emprunts temporaires		4,500,000.00
Puissance du Canada - Balance du compte au 31 décembre 1902		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada, re logements ouvriers.....		7,355,304.62
Dépôts en fidéicommiss		1,893,893.98
Mandats non payés.....		948,312.99
Fonds de l'assistance publique.....		<u>715,712.28</u>
		\$98,856,759.77

Actif

Fonds d'amortissement :

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. :

Déposé en banque	\$257,015.14	
Placé en obligations de la province de Québec.....	80,000.00	
Placé en bons de l'emprunt de la Victoire du Canada, 1937.....	<u>423,364.86</u>	
	760,380.00	
Placé en rentes inscrites 3 % de la province de Québec.....	1,308,502.17	
Placé en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	787,197.53	
Placé en obligations 4 % de la province de Québec.....	111,461.44	
Placé en obligations 4½ % de la province de Québec.....	252,049.59	
Placé en obligations 5 % de la province de Québec.....	37,288.20	
Placé en obligations 5½ % de la province de Québec.....	1,088,433.10	
Placé en obligations 6 % de la province de Québec.....	26,495.89	
Placé en bons des emprunts de guerre du Canada.....	9,600.00	
Placé en obligations 5 % de la Commission des écoles catholiques de Montréal.....	49,875.00	
Déposé en banque	<u>275,538.74</u>	
		4,706,821.66

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec,
au 30 juin 1925**

Actif (suite)

Paiements différés, <i>re</i> obligations émises à la Banque d'Hochelaga, en vertu de la loi de la Législature de la province de Québec	
14 George V, chapitre 3, payables en versements annuels de \$124,172.40.....	14,875,000.00
	19,581,821.66

Puissance du Canada :

Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	1,184,795.18
Argent en banque.....	1,658,720.74
Avances à diverses personnes.....	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,567,642.47
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	792,685.68
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	335,713.69
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	4,469,258.46
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	155,873.19
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts, agrandissement, avances autorisées par 9 George V, chapitre 4.....	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par 10 George V, chapitre 4.....	3,170,216.08
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec, avances autorisées par 12 George V, chapitre 3.....	610,242.53
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	3,620,362.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	81,079.64
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	33,141.90
Construction d'un palais de justice et d'une prison, district de l'Abitibi, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13.....	95,231.71
Construction d'un palais de justice et d'une prison, à Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21.....	166,973.17
Construction des ponts de l'île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9.....	798,249.13
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5.....	446,522.03
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers.....	<u>7,355,304.62</u>
	47,411,272.01
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1925.....	<u>\$51,445,487.76</u>

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

Primes pour les familles nombreuses

M. Lortie (Soulanges): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes de primes pour des familles nombreuses?

2. A-t-il accordé dans certains cas les primes demandées?

3. A-t-il l'intention de faire édicter une loi accordant une prime aux familles nombreuses?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a reçu quelques demandes.

2. Non, parce qu'aucune loi n'autorise ce paiement.

3. Le gouvernement considérera la chose.

Coût du pont Sainte-Anne, à l'île Perrot

M. Lortie (Soulanges): 1. Quel a été le coût de la construction du pont Sainte-Anne, à l'île Perrot?

2. Quel a été le coût du quatrième pilier en face de Sainte-Anne?

3. Quel a été le coût de l'achat de l'immeuble Cousineau et autres terrains?

4. Quel a été le coût du déplacement du pouvoir électrique et du terrain sur lequel il était situé?

5. Quel a été le coût du terrain Lamarche et du déplacement de la glacière d'Aoust?

6. Quel a été le coût de la propriété Ashby et autres terrains voisins?

7. Quel a été le coût du chemin de descente du côté de Sainte-Anne?

8. Quel a été le coût du chemin entre le grand et le petit pont sur l'île Perrot?

9. Quel a été le coût de l'achat du terrain sur l'île Perrot?

10. Quel a été le coût du petit pont?

11. Quel a été le coût des descentes du grand et du petit pont?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. \$575,708.44, y compris les remblais et l'expropriation, mais non comprises les améliorations exécutées aux chemins d'approche par le ministère de la Voirie. Dans ce montant ne figurent pas le fini à donner à la sous-structure, au printemps prochain, et une réclamation en suspens pour la superstructure, le tout se chiffrant à \$13,296.25.

2. Le contrat du pont étant pour un prix à forfait, aucune réponse ne peut être donnée.

3. \$26,500, indemnité fixée par la Commission des services publics. Ignore de quels autres terrains il est question.

4. \$14,000 ont été payés à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour le déplacement des tourelles métalliques et la construction de nouvelles tourelles, plus un montant de \$8,333.33 résultant de la démolition de l'hôtel Cousineau et pour l'échange et l'acquisition des terrains nécessaires à la construction de ce pont et de ses approches.

5. \$4,522.50 pour terrain, hangar et dommages à la propriété Lamarche, montant fixé par la Commission des services publics. Aucun déplacement de la glacière d'Aoust.

6. \$1,849.50 pour le terrain Ashby, fixé par la Commission des services publics; \$4,519.50 pour le terrain de la succession Tremblay, fixé par la Commission des services publics; \$5,347.26 pour les terrains appartenant à Madame Blaiklock.

7 et 8. Même réponse qu'à 2.

9. \$ 468.74.

10 et 11. Même réponse qu'à 2.

Compagnie Adélaré Deslauriers limitée

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quels sont les noms et adresses des directeurs de la Compagnie Adélaré Deslauriers limitée ou des personnes occupant une position similaire, quel que soit le titre qui leur soit attribué?

2. Quels contrats ont été accordés par le gouvernement à la Compagnie Adélaré Deslauriers limitée, depuis sa formation?

3. Ladite compagnie a-t-elle fait le rapport prévu par l'article 6073 des statuts refondus de Québec, le ou avant le 1er septembre 1925?

4. Dans l'affirmative, quel est le taux du dividende payé aux actionnaires, tant sur les actions ordinaires que sur les actions privilégiées?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Les directeurs de la Compagnie A. Deslauriers limitée sont Adélarde Deslauriers, président et gérant, J.-Achille Plamondon, vice-président, et Arthur Corriveau, directeur et secrétaire-trésorier, tous de Québec.

2. Contrats relatifs à l'agrandissement de l'hôtel du gouvernement et du palais de justice de Québec, travaux accordés au plus bas soumissionnaire.

3. La Compagnie A. Deslauriers limitée a transmis son rapport annuel daté du 18 janvier 1926.

4. a) Cette compagnie n'a pas émis d'actions privilégiées, d'où pas de dividende. b) Ignore quant aux actions ordinaires, la loi des compagnies de Québec n'exigeant pas ce renseignement.

Compagnie de marbre et de pierre à chaux limitée

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quels sont les noms et adresses des directeurs de la Compagnie de marbre et de pierre à chaux limitée, ou des personnes qui occupent une position similaire, quel que soit le titre qui leur soit attribué?

2. Quels contrats ont été accordés par le gouvernement à la Compagnie de marbre et de pierre à chaux limitée, depuis sa formation?

3. Ladite compagnie a-t-elle fait le rapport prévu par l'article 6073 des statuts refondus de Québec, le ou avant le 1^{er} septembre 1925?

4. Dans l'affirmative, quel est le taux du dividende payé aux actionnaires, tant sur les actions ordinaires que sur les actions privilégiées?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Les directeurs de la Compagnie de marbre et de pierre à chaux limitée sont Joseph Cauchon, président, Adélarde Deslauriers, directeur, et Albert Blais, directeur.

2. Contrat relatif à l'agrandissement du palais de justice de Québec, travaux accordés au plus bas soumissionnaire.

3. La Compagnie de marbre et de pierre à chaux limitée a transmis son rapport annuel daté du 18 janvier 1926.

4. a) Cette compagnie n'a pas émis d'actions privilégiées, d'où pas de dividende. b) Ignore quant aux actions ordinaires, la loi des compagnies de Québec n'exigeant pas ce renseignement.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet

de résolutions relatives au bill 3 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants qui seront envoyés à son école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des enfants dans l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de Lévis, passé le 17^e jour de septembre 1925, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le no 6034 de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, et reproduit comme annexe à la présente résolution, soit approuvé et ratifié.

Adopté.

ANNEXE

L'an mil neuf cent vingt-cinq, le dix-sept septembre,

Devant Adolphe Labrèque, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ont comparu:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, aux présentes représentée par l'honorable Athanase David, de la cité de Montréal, conseil du roi et secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes par un arrêté ministériel en date du neuf juillet mil neuf cent vingt-cinq et approuvé le lendemain par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dont copie est annexée à la minute du présent acte,

Partie de première part;

et

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, À LÉVIS, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec 45 Victoria, chapitre 93, agissant aux

présentes par les révérendes sœurs Marie-Anne Dion, en religion dite Saint-Cyrille, et Julie Gagnon, en religion dite Sainte-Apolline, en leur qualité respective de supérieure et d'économe dudit hospice, et autorisées aux fins des présentes par une résolution passée le dix juillet dernier (1925), et dont copie certifiée est demeurée annexée au présent acte après avoir été reconnue véritable et certifiée par lesdites sœurs Saint-Cyrille et Sainte-Apolline, et du notaire soussigné pour identification,

Partie de seconde part.

Lesquelles parties ont fait entre elles les stipulations et conventions suivantes, savoir:

1. L'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, dûment autorisé par Sa Grandeur Monseigneur J.-Alfred Langlois, administrateur du diocèse de Québec, s'engage à recevoir, loger, entretenir, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin et du sexe féminin qui seront envoyés à ses écoles d'industrie connues sous le nom de l'"Hospice Saint-Joseph de la Délivrance", de Lévis, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge et à les y assujettir, enfin à les traiter de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées ces dites écoles. De plus, ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance s'engage à leur donner tous les soins nécessaires tant en santé qu'en maladie et, pour le plus grand bien de ces enfants, pourra transférer certains groupes dans une de leurs maisons de campagne. Au cas de décès, à faire enterrer à ses frais tous les corps des enfants qui ne seraient pas réclamés par leur famille.

2. Ladite école d'industrie sera soumise et sujette aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à sa garde, ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de les appréhender et de les faire revenir à ses frais.

4. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants.

5. À défaut par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seraient restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

6. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

7. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera de plus tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé par lui en dehors de ladite école d'industrie.

8. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires et autres personnes autorisées par ledit évêque, de visiter en tout temps, à des heures raisonnables et convenables, ladite école d'industrie ainsi tenue par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

9. À défaut par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

10. Le présent contrat est fait pour un terme de dix années à compter du premier juillet dernier (1925), devant expirer le premier juillet mil neuf cent trente-cinq.

11. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer annuellement à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, au bureau du trésorier de la province, une somme de cent trente piastres (\$130) per capita pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer mensuellement entre le premier et le douze de chaque mois.

12. Il est entendu que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié et confirmé par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Aux présentes est intervenu Sa Grandeur Monseigneur J.-Alfred Langlois, évêque de Titopolis, agissant en sa qualité d'administrateur du diocèse de

Québec, et comme tel en celle de supérieur ecclésiastique dudit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance. Lequel, après avoir pris communication du présent acte, a déclaré l'approuver et le ratifier.

Dont acte à Québec, sous le numéro six mille trente-quatre des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) J.-Alfred Langlois, évêque de Titopolis,
administrateur

(Signé) Athanase David

(Signé) Sr M.-Anne Dion, dite Saint-Cyrille,
supérieure

(Signé) Sr M.-Julie Gagnon, dite Sainte-Apolline,
économe

(Signé) Adolphe Labrègue, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Ad. Labrègue, N. P.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis.

À une assemblée du conseil des sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de la cité de Lévis, tenue le dixième jour de juillet de l'année mil neuf cent vingt-cinq, il a été résolu unanimement que Sr Marie-Anne Dion, dite Saint-Cyrille, supérieure, et Sr Julie Gagnon, dite Sainte-Apolline, économe, soient autorisées, et elles le sont par la présente, à signer un renouvellement de contrat avec le gouvernement provincial et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de Lévis, pour la garde et l'entretien des enfants internés à l'école d'industrie certifiée dudit hospice, aux conditions stipulées dans ledit contrat.

Et le conseil s'ajourne.

(Signé) Sr M.-Anne Dion, dite Saint-Cyrille,
supérieure

(Signé) Sr Eugénie Langlais, dite Saint-Léon, assistante

(Signé) Sr Julie Gagnon, dite Sainte-Apolline,
économe

(Signé) Sr Marie-Anna Guay, dite Sainte-Alodie,
hospitalière

(Signé) Sr Ludvine Paquet, dite Sr M. de la Visitation,
secrétaire

Vraie copie.

(Signé) Sr M. de la Visitation, secrétaire

Ce document est la copie certifiée de la résolution passée par la communauté des sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, le dix juillet mil neuf cent vingt-cinq, à laquelle il est référé dans un acte de conventions entre le gouvernement provincial et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance devant le notaire soussigné à la date de ce jour, laquelle résolution nous reconnaissons véritable.

Québec, ce dix-septième jour de septembre mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) S. M.-Anne Dion, dite Saint-Cyrille,
supérieure

(Signé) S. M.-Julie Gagnon, dite Sainte-Apolline,
économe

(Signé) Ad. Labrègue, N. P.

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 9 juillet 1925, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 juillet 1925, concernant un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et les révérendes Sœurs grises.

1121

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 9 juillet (1925), recommande qu'il soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement, un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et les révérendes Sœurs grises, pour l'entretien des enfants placés à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

(Signé) A. Morisset,
greffier du Conseil exécutif

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N. P.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**Hospice
Saint-Joseph de la Délivrance**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 3 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants qui seront envoyés à son école d'industrie.

Ce projet, dit-il, a pour but de ratifier un acte qui a été approuvé par l'ordinaire et qui accorde \$130 par année pour chaque enfant à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que toutes les autorités intéressées ont été consultées?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous nous sommes adressés à Sa Grandeur Mgr Langlois, administrateur du diocèse de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a aucune objection quelconque?

L'honorable M. David (Terrebonne): Aucune. Les autorités religieuses étaient entièrement satisfaites de voir que nous posions si peu de conditions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et du nouvel esprit du gouvernement?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'a pas changé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Asile
du Bon-Pasteur**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'Asile du Bon-Pasteur, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants du sexe féminin qui seront envoyés à son école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants du sexe féminin qui seront envoyés à l'école d'industrie de l'Asile du Bon-Pasteur, connue sous le nom de l'"Hospice Saint-Charles de Québec", passé le quinzième jour de septembre 1925, devant Adolphe Labrègue, notaire, sous le no 6032 de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Asile du Bon-Pasteur, et reproduit comme annexe à la présente résolution, soit approuvé et ratifié.

Adopté.

ANNEXE

L'an mil neuf cent vingt-cinq, le quinze septembre,

Devant Adolphe Labrègue, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ont comparu:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, aux présentes représentée par l'honorable Athanase David, de la cité de Montréal, conseil du roi et secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes par un arrêté ministériel en date du neuf juillet mil neuf cent vingt-cinq et approuvé le lendemain par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dont copie est annexée à la minute du présent acte,

Partie de première part;

et

L'ASILE DU BON-PASTEUR, corps politique et incorporé par le chapitre 23 de l'acte 18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de l'Hospice Saint-Charles de Québec, représenté aux présentes par révérende mère Arthémise Catellier, en religion dite M. de Saint-Éphrem, dépositaire générale dudit

Asile du Bon-Pasteur, spécialement autorisée aux fins des présentes par une résolution passée par le conseil dudit asile en date du dix juillet mil neuf cent vingt-cinq, dont copie a été annexée au présent acte après avoir été reconnue véritable et signée par ladite sœur M. de Saint-Éphrem en présence du notaire soussigné,

Partie de la seconde part.

Lesquelles parties ont fait entre elles les stipulations et conventions suivantes, savoir:

1. L'Asile du Bon-Pasteur, dûment autorisé par Sa Grandeur Monseigneur J.-Alfred Langlois, administrateur du diocèse de Québec, s'engage à recevoir, loger, entretenir, nourrir, vêtir et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à ses écoles d'industrie connues sous le nom de l'"Hospice Saint-Charles de Québec", à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge et à les y assujettir, enfin à les traiter de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées ces dites écoles. De plus, ledit Asile du Bon-Pasteur de Québec s'engage à leur donner tous les soins nécessaires tant en santé qu'en maladie et, pour le plus grand bien de ces enfants, pourra transférer certains groupes dans une de leurs maisons de campagne. Au cas de décès, à faire enterrer à ses frais tous les corps des enfants qui ne seraient pas réclamés par leur famille.

2. Ladite école d'industrie sera soumise et sujette aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiées à sa garde, ledit Asile du Bon-Pasteur de Québec sera tenu de les appréhender et de les faire revenir à ses frais.

4. Ledit Asile du Bon-Pasteur sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

5. À défaut par ledit Asile du Bon-Pasteur de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seraient restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province

suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées vacantes.

6. Ledit Asile du Bon-Pasteur devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

7. Ledit Asile du Bon-Pasteur de Québec sera tenu de plus de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placée par lui en dehors de ladite école d'industrie.

8. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures raisonnables et convenables, ladite école d'industrie ainsi tenue par ledit Asile du Bon-Pasteur de Québec.

9. À défaut par ledit Asile du Bon-Pasteur de Québec d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

10. Le présent contrat est fait pour un terme de dix années à compter du premier juillet dernier (1925), devant expirer le premier juillet mil neuf cent trente-cinq.

11. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer annuellement à l'Asile du Bon-Pasteur, au bureau du trésorier de la province, une somme de cent trente dollars (\$130) per capita pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer mensuellement entre le premier et le douze de chaque mois.

12. Il est enfin entendu que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié et confirmé par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Aux présentes est intervenu Sa Grandeur Monseigneur J.-Alfred Langlois, évêque de Titopolis, agissant en sa qualité d'administrateur du diocèse de Québec, et comme tel en celle de supérieur ecclésiastique dudit Asile du Bon-Pasteur de Québec. Lequel, après avoir pris communication du présent acte, a déclaré l'approuver et le ratifier.

Dont acte à Québec, sous le numéro six mille trente-deux des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire,
lecture faite.

(Signé) J.-Alfred Langlois, évêque de Titopolis,
administrateur

(Signé) M. Arthémise Catellier, dite Sr M. de
Saint-Éphrem,
économe générale

(Signé) Athanase David,
(Signé) Ad. Labrègue, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Ad. Labrègue, N. P.

EXTRAIT DU REGISTRE des délibérations du conseil
général de la Congrégation des Sœurs
Servantes du Cœur Immaculé de Marie,
dite l'Asile du Bon-Pasteur de Québec.

À une séance du conseil général, tenue le dix
juillet mil neuf cent vingt-cinq, sous la présidence de
la révérende mère M. de Saint-Eugène, supérieure
générale de la congrégation, il a été proposé et résolu:

Que mère Arthémise Catellier, dite M. de
Saint-Éphrem, soit et est par les présentes autorisée à
signer un contrat à être exécuté entre le
gouvernement de la province de Québec et notre
communauté, pour l'Hospice Saint-Charles.

Je, soussignée, certifie que l'extrait ci-dessus
est conforme au registre des délibérations du conseil
général de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec.

(Signé) Sr M. de Saint-Joseph de Bethléem,
secrétaire générale

Asile du Bon-Pasteur,
Québec, 10 juillet 1925.

Ce document est la copie certifiée de la
résolution passée par la Congrégation des Sœurs
Servantes du Cœur Immaculé de Marie, dite l'Asile
du Bon-Pasteur, le dix juillet mil neuf cent vingt-
cinq, à laquelle il est référé dans un acte de conventions
entre le gouvernement provincial et ledit Asile du
Bon-Pasteur devant le notaire soussigné à la date de
ce jour, laquelle résolution je reconnais véritable.

Québec, ce quinzième jour de septembre mil
neuf cent vingt-cinq.

(Signé) M. Arthémise Catellier,
dite Sr M. de Saint-Éphrem,
économe générale

En présence de

(Signé) Ad. Labrègue, N. P.

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable
Conseil exécutif en date du 9 juillet 1925,
approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10
juillet 1925, concernant un contrat à
intervenir entre le gouvernement de la
province de Québec et les révérendes sœurs
du Bon-Pasteur.

1122

L'honorable secrétaire de la province, dans un
mémoire en date du 9 juillet (1925), recommande
qu'il soit autorisé à signer, pour et au nom du
gouvernement, un contrat à intervenir entre le
gouvernement de la province de Québec et les
révérendes sœurs du Bon-Pasteur, pour l'entretien
des enfants placés à "l'Hospice Saint-Charles".

Certifié,

(Signé) A. Morisset,
greffier du Conseil exécutif

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N. P.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une
résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Asile du Bon-Pasteur

L'honorable M. David (Terrebonne) demande
la permission de présenter le bill 4 ratifiant le contrat
passé par le gouvernement de la province avec
l'Asile du Bon-Pasteur, relativement aux soins, à la
garde et à l'entretien de tous les enfants du sexe
féminin qui seront envoyés à son école d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de Charité de la Providence

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 ratifiant le contrat passé par le gouvernement avec les sœurs de Charité de la Providence, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, et le contrat passé par lesdites sœurs avec l'Université de Montréal, relativement au service médical dudit hôpital.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: 1. Que le contrat passé par le gouvernement de la province de Québec avec les sœurs de Charité de la Providence, le 21 décembre 1925, devant Me Émile Massicotte, notaire, sous le no 1532 de ses minutes et reproduit comme cédule A annexée aux présentes résolutions, soit ratifié.

Adopté.

2. Que le contrat passé par les sœurs de Charité de la Providence avec l'Université de Montréal, le 23 décembre 1925, devant Me J.-E.-R. Crépeau, notaire, sous le no 4203 de ses minutes et reproduit comme cédule B annexée aux présentes résolutions, soit ratifié.

Adopté.

CÉDULE A

Devant Me Émile Massicotte, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ont comparu:

MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représentée au présent acte par l'honorable Athanase David, avocat et conseil du roi, domicilié en la cité de Montréal, secrétaire de la province, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en

date du seize décembre courant (1925), et approuvé par l'administrateur de la province de Québec, le dix-sept du même mois, et dont copie certifiée, signée *ne variatur* par les parties aux présentes et le notaire soussigné, a été et restera attachée à la minute des présentes pour en faire partie.

Partie de la première part;

et

LA COMMUNAUTÉ DES SEURS DE CHARITÉ DE LA PROVIDENCE, une corporation religieuse légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, au numéro 1271 de la rue Sainte-Catherine (est), représentée et agissant aux présentes par dame Marie Herminie Mayer, en religion dite sœur Amarine, supérieure générale de ladite communauté, et dame Ernestine Wissell, en religion dite sœur Anaclet, dépositaire générale de ladite communauté, dûment autorisées aux fins des présentes, en vertu d'une résolution du conseil de ladite corporation en date du onzième jour du mois de décembre mil neuf cent vingt-cinq, et dont copie certifiée a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signée *ne variatur* par les parties avec et en présence du notaire soussigné,

Partie de la seconde part.

Lesquelles parties ont fait entre elles le contrat qui suit, relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, à Montréal.

Article premier:

Titre de ce contrat

Ce contrat peut être cité sous le nom de "Contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

Article deuxième:

Définitions

Dans ce contrat, à moins que le texte n'exige une interprétation différente:

(a) L'expression "gouvernement" signifie "Sa Majesté", l'une des parties à ce contrat;

(b) L'expression "les sœurs" signifie "la Communauté des sœurs de Charité de la Providence", l'autre partie à ce contrat;

(c) L'expression "asile" ou "hôpital" s'applique à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu;

(d) L'expression "malades" signifie les personnes idiotes et aliénées de l'un ou de l'autre sexe, confiées aux sœurs;

(e) L'expression "gardiens" comprend les gardiennes religieuses ou laïques;

(f) L'expression "médecins" signifie les médecins (sauf le surintendant et l'assistant-surintendant) nommés par l'Université de Montréal et agréés par les sœurs;

(g) L'expression "surintendant" signifie le surintendant nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

(h) Les expressions "directeur médical des hôpitaux d'aliénés", "inspecteurs", "visiteurs", signifient le directeur médical des hôpitaux d'aliénés, les inspecteurs des asiles, prisons, etc., nommés par le gouvernement de la province de Québec.

Article troisième:

Soins et entretien des malades

Les sœurs s'engagent envers le gouvernement, pour le terme de dix ans à compter du premier janvier mil neuf cent vingt-six (1926), à recevoir et loger dans leur hôpital, les vêtir, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, à leur donner une nourriture saine et suffisante, à améliorer suivant les ressources de l'établissement les services de laboratoires et autres, d'après les données modernes, de façon à favoriser leur guérison, et le développement de la science des maladies mentales, le tout aux conditions ci-après stipulées.

Article quatrième:

Nourriture, etc.

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les sœurs ne devront dans aucun cas être d'une qualité inférieure à, et dans des quantités moindres que celles qui ont été fournies jusqu'à présent par les sœurs.

Article cinquième:

Traitement à donner

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés les mêmes soins et à leur procurer le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter, en tous points, au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat qui a expiré le trente et un décembre mil neuf cent vingt-un (1921).

Les sœurs s'engagent en outre à améliorer, suivant leurs moyens, la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés, sujet néanmoins à ce qui est mentionné dans l'article suivant.

Article sixième:

Certaines dépenses à être remboursées

Si, par suite des ordres du surintendant médical ou des règlements faits en vertu des lois de cette province concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, il est imposé aux sœurs des dépenses plus considérables que celles résultant de ce qui est spécifiquement mentionné dans les articles trois (III), quatre (IV), cinq (V), sept (VII) et huit (VIII) de ce contrat, ces dépenses additionnelles, après avoir été approuvées au préalable par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, seront payées par le gouvernement en sus du prix de ce contrat. Pour chaque cas d'obstétrique, le gouvernement paiera une somme additionnelle de quarante dollars (\$40).

Article septième:

Vêtements et travail des malades

Les vêtements des malades devront correspondre aux différentes saisons, de manière à permettre aux malades de sortir tous les jours autant que possible.

Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison, les sœurs ayant le bénéfice de ce travail. La cure par le travail ou par des exercices physiques sera sujette à l'approbation du surintendant.

Article huitième:

Gardiens

Les gardiens devront être en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas, en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux. Ces gardiens devront savoir lire, écrire, compter.

*Article neuvième:*Visites des médecins,
inspecteurs, etc.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles au directeur médical des hôpitaux d'aliénés, surintendant, visiteurs et inspecteurs des asiles, et leur donneront tout leur concours, de manière à leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leur devoir.

*Article dixième:*Prix de l'entretien
de chaque malade

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à leur payer, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de deux cents piastres (\$200) par année, par tête, pour chaque malade qu'elles garderont à l'avenir, pour lui, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade.

Ces paiements s'effectueront par versements trimestriels, dont le premier se fera le premier avril (1926), et les autres de trois mois en trois mois sans interruption, jusqu'à l'expiration de ce contrat. Le gouvernement devra verser des acomptes mensuels comme il le fait actuellement. Cependant, le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des malades fixé par l'article suivant.

*Article onzième:*Nombre minimum
des malades

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs, un nombre minimum de deux mille cinq cents (2,500) malades, le maximum sera de trois mille (3,000).

Article douzième:

Transport des malades

Les malades confiés aux soins et à la garde des sœurs seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues suivant la loi.

Article treizième:

Évasion des malades

Si, après leur arrivée à l'asile, des malades s'échappent ou s'éloignent de l'asile, les sœurs devront faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les ramener à l'asile.

Article quatorzième:

Avis au cas d'évasion

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'asile, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

Article quinzième:

Avis dans le cas de décès

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

Article seizième:

Renseignements à communiquer

Les sœurs faciliteront, autant que la chose leur sera possible, mais sans qu'aucune obligation légale leur en soit faite et sans qu'elles encourent aucune responsabilité sous ce rapport, la tâche du surintendant, désigné par la loi comme curateur aux aliénés non spécialement pourvus de curateur, en lui communiquant tous les renseignements en leur possession. Il en sera de même lorsque le surintendant aura à régler des cas de déportation ou de rapatriement.

*Article dix-septième:*Emploi des menus
argents des malades

Les petites sommes trouvées sur la personne des malades ou données en présents par leurs parents ou amis pendant leur séjour à l'hôpital seront employées pour leurs menus plaisirs; elles seront entrées dans un registre spécial ainsi que les petits déboursés faits par les malades à même ces sommes; au décès du malade ou à sa sortie de l'asile, la balance en mains sera remise au curateur officiel, savoir au surintendant médical.

Article dix-huitième:

Frais d'inhumation

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux sœurs une somme additionnelle de cinq piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

Article dix-neuvième:

Paiements additionnels

Outre la somme de deux cents piastres dont il est question dans la clause X du présent contrat, le gouvernement s'engage à payer aux sœurs une somme annuelle de cinquante-deux mille cinq cents piastres (\$52,500), ce montant étant destiné à payer les honoraires des médecins (le surintendant et l'assistant-surintendant exceptés), des deux secrétaires, les frais de pharmacie, de chirurgie, de laboratoire et de bureau, la pension des internes et les repas des médecins, etc.

Article vingtième:

Contrat avec l'Université de Montréal

Le gouvernement donne par les présentes son approbation au contrat intervenu entre les sœurs de Charité de la Providence et l'Université de Montréal.

*Article vingt-unième:*Défense de
transporter ce contrat

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté de l'exécutif acceptant ce transport.

*Article vingt-deuxième:*Dispositions
générales

Pour tout ce qui n'est pas spécialement mentionné et réglé dans ce contrat, les parties s'en rapporteront à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du directeur médical des hôpitaux d'aliénés, du surintendant médical et des autres médecines.

Ces pouvoirs et ces attributions sont cependant limités par le droit qu'ont les propriétaires d'administrer leur établissement au point de vue de l'ordre, de la discipline et de l'économie, de diriger leurs employés et de contrôler toutes les dépenses, pourvu que l'exercice de ce droit n'entrave aucunement le traitement médical mental, moral et physique des malades, tel que défini par l'article 4093 des statuts refondus, 1909.

Article vingt-troisième:

Ratification

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de la première part qui devra fournir une copie certifiée à la partie de seconde part.

Dont acte:

Fait et passé, en la cité de Montréal, le vingt-unième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq, sous le numéro mil cinq cent trente-deux des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec et en présence dudit notaire.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Anaclet, dépositaire générale
(Signé) Athanase David
(Signé) Émile Massicotte, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Émile Massicotte, N. P.

À une assemblée du conseil de la corporation de la Communauté des sœurs de Charité de la Providence, convoquée spécialement à cette fin et à laquelle sont présentes sœur Marie-Herminie Mayer, dite sœur Amarine, supérieure générale et présidente de ladite corporation, sœur Marie-Julien, sœur Marie-Alexandre, sœur Marie de Getsémani, assistantes générales, sœur Jean de Canti, secrétaire générale, sœur Anaclet, dépositaire générale.

Il est unanimement résolu:

Que sœur Marie-Herminie Mayer, dite sœur Amarine, supérieure générale, et sœur Ernestine Wissell, dite sœur Anaclet, dépositaire générale de ladite communauté des sœurs de Charité de la Providence, soient autorisées à signer avec le gouvernement de la province de Québec un contrat relatif à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu pour une période de dix (10) ans à compter du premier janvier prochain (1926), le tout aux charges, clauses et conditions arrêtées avec le gouvernement et contenues dans un projet d'acte préparé par Émile Massicotte, notaire, et approuvé par le conseil de la communauté.

Fait et passé à Montréal, en la salle des délibérations des membres dudit conseil, ce onzième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Jean de Canti, secrétaire générale

(SCEAU)

Vrai extrait du registre des délibérations.

(Signé) Sœur Jean de Canti, secrétaire générale

Ceci est la copie certifiée d'une résolution du conseil de la corporation de la Communauté des sœurs de Charité de la Providence, en date du onzième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq, dont il est fait mention dans un acte de convention passé entre le gouvernement de la province de Québec et ladite communauté des sœurs de Charité de la Providence, devant Me Émile Massicotte, notaire, le vingt-unième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq, et qui restera attachée à la minute dudit acte de convention pour en faire partie après avoir été signée *ne varietur* par les parties aux présentes avec et en présence dudit notaire.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Anaclet, dépositaire générale
(Signé) Athanase David
(Signé) Émile Massicotte, N. P.

Vraie copie,

Émile Massicotte, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 16 décembre 1925, approuvé par l'administrateur le 17 décembre 1925, concernant un contrat entre le gouvernement de la province de Québec et les révérendes sœurs de Charité de la Providence.

2106

L'honorable secrétaire de la province de Québec, dans un mémoire en date du 16 décembre (1925), recommande qu'il soit autorisé à signer pour et au nom de la province de Québec le contrat dont copie est annexée au mémoire susdit, à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et les révérendes sœurs de Charité de la Providence en vue de l'hospitalisation des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,
Greffier du Conseil exécutif

Ceci est la copie certifiée de l'ordre en conseil dont il est fait mention dans un acte de convention entre le gouvernement de la province de Québec et la Communauté des sœurs de Charité de la Providence, passé le vingt-unième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq, sous le numéro 1532 des minutes de Me Émile Massicotte, notaire, et attachée audit acte de convocation après avoir été signée *ne varietur* par les parties aux présentes avec et en présence dudit notaire.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Anaclet, dépositaire générale
(Signé) Athanase David
(Signé) Émile Massicotte, N. P.

Vraie copie,

Émile Massicotte, N. P.

CÉDULE B

L'an mil neuf cent vingt-cinq, le vingt-trois décembre,

Devant Me Joseph-Romuald Crépeau, notaire pour la province de Québec, résidant et pratiquant dans la cité de Montréal, soussigné,

Ont comparu:

LA COMMUNAUTÉ DES SŒURS DE CHARITÉ DE LA PROVIDENCE, corporation religieuse légalement constituée, ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Montréal, ici représentée par sœur Marie-Herminie Mayer, dite sœur Amarine, supérieure générale, et sœur Ernestine Wissell, dite sœur Anaclet, dépositaire générale de ladite communauté, autorisées aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil de ladite corporation, en date du vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes après avoir été reconnue véritable et signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné, ci-après appelée "la communauté";

et

L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Montréal, ici représentée par la Faculté de médecine, et agissant par Mgr André-Vincent-Joseph Piette, recteur, et M. le docteur Louis de Lotbinière-Harwood, le doyen de la Faculté de médecine, aux termes des résolutions du comité exécutif de l'Université et de la commission des études, en date du vingt-sept mars mil neuf cent vingt-quatre, et dont copies certifiées sont demeurées annexées à la minute des présentes après avoir été reconnues véritables et signées *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné, ci-après nommée "l'université".

Lesquelles font, pour les fins du présent contrat, l'exposé suivant:

I. La communauté est propriétaire d'un hôpital pour les aliénés, connu sous le nom de "Hôpital Saint-Jean-de-Dieu", et elle a pourvu elle-même au service médical de cet hôpital depuis sa fondation;

II. Elle a été priée de demander à l'Université de Montréal de se joindre à elle pour pourvoir au service médical de cet hôpital;

III. Elle a fait cette demande à l'Université de Montréal, et cette dernière, heureuse d'utiliser au profit de ses élèves le champ d'études que présente un vaste hôpital organisé comme celui de Saint-Jean-de-Dieu, a accepté cette proposition.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit:

1. L'Université de Montréal, par sa Faculté de médecine, se charge de présenter les médecins qui feront le service médical à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, sous l'autorité du surintendant, exercée conformément aux articles 4088 et suivants des statuts refondus de la province de Québec de 1909, et conformément au contrat intervenu entre le gouvernement et la communauté;

2. Le surintendant et l'assistant-surintendant seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais choisis parmi les médecins présentés par l'Université de Montréal et agréés par la communauté;

3. L'Université de Montréal présentera, pour l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, le nombre de médecins compétents jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de l'hôpital;

4. L'Université de Montréal présentera aussi un pathologiste, un dentiste, un chirurgien, un oto-rhino-laryngo-ophthalmologiste, un dermatologiste, un radiologiste et un neurologue, de façon à satisfaire au besoin de ces différents services;

5. Il est entendu qu'aucun des médecins mentionnés aux clauses 3 et 4 ci-dessus ne sera nommé sans avoir été préalablement agréé par la communauté;

6. Il est entendu que l'Université de Montréal présentera, de préférence, les médecins actuellement attachés à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu;

7. Il est également compris que, si l'un ou l'autre des médecins présentés par l'Université et agréés par la communauté ne donne pas satisfaction, la communauté, après entente avec l'Université, aura le droit de le remercier de ses services; et l'Université aura le même droit et le même privilège, après entente avec la communauté;

8. Les salaires de tous ces médecins, sauf celui du surintendant et de l'assistant-surintendant, seront payés par la communauté;

9. L'Université de Montréal continuera, comme par le passé, à utiliser les cliniques de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu pour l'enseignement à ses étudiants;

10. Les présentes seront en vigueur pour une période de dix ans à compter du premier janvier prochain (1926);

11. En vertu des présentes et de consentement mutuel, toutes conventions antérieures seront considérées comme nulles et de nul effet.

Fait à Montréal, sous le numéro quatre mille deux cent trois des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec nous, notaire.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Anaclet, dépositaire générale
(Signé) Mgr A.-V.-J. Piette, P.A., recteur
(Signé) L. de L.-Harwood, doyen
(Signé) J.-R. Crépeau, notaire

Vraie copie de l'original demeurée en mon étude.

J.-R. Crépeau, Notaire.

EXTRAIT du procès-verbal de la 33e réunion de la commission des études de l'Université de Montréal, tenue le jeudi 27 mars 1924, au bureau de Monseigneur le recteur, à 4 heures de l'après-midi.

Contrat avec
Saint-Jean-de-Dieu

Après un exposé fait par le docteur L. de Lotbinière-Harwood, la commission des études approuve le contrat qui doit intervenir entre l'Université de Montréal et l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu pour la direction scientifique et la nomination des médecins de cet hôpital.

Certifié conforme.

Le secrétaire général,

(Signé) Édouard Montpetit

Annexé à la minute no 4203 de Me J.-R. Crépeau, notaire, ce jour, reconnu véritable et signé *ne varietur* par les parties à cet acte et le notaire soussigné.

Montréal, ce vingt-trois décembre mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Anaclet, dépositaire générale
(Signé) Mgr A.-V.-J. Piette, P.A., recteur
(Signé) L. de L.-Harwood, doyen
(Signé) J.-R. Crépeau, notaire

Vraie copie,

J.-R. Crépeau, Notaire.

EXTRAIT du procès-verbal de la 93ième réunion du conseil exécutif de l'Université de Montréal, tenue le vendredi, 28 mars 1924, au bureau de Monseigneur le recteur, à 4 heures de l'après-midi.

"Sur rapport favorable de la commission des études, le comité autorise Monseigneur le recteur et M. le docteur L. de Lotbinière Harwood, doyen de la Faculté de médecine, à signer, au nom de l'Université de Montréal, un contrat avec l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, pour la direction scientifique et la nomination des médecins de cet hôpital."

Certifié conforme

Le secrétaire général

(Signé) Édouard Montpetit

Annexé à la minute No 4203 de Me J.-R. Crépeau, notaire, ce jour, reconnue véritable et signé *ne varietur* par les parties à cet acte et le notaire soussigné.

Montréal, ce vingt-trois décembre mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Anaclet, dépositaire générale
(Signé) Mgr A.-V.-J. Piette, P.A., recteur
(Signé) L. de L.-Harwood, doyen
(Signé) J.-R. Crépeau, notaire

Vraie copie,

J.-R. Crépeau, Notaire.

À une assemblée du conseil de la corporation de la "Communauté des sœurs de Charité de la Providence", convoquée spécialement à cette fin et à laquelle sont présentes sœur Marie-Herminie Mayer, dite sœur Amarine, supérieure générale et présidente de ladite corporation, sœur Joseph-Calazance, sœur Marie-Julien, sœur Marie-Alexandre, sœur Marie de Gethsémani, assistantes générales, sœur Jean de Canti, secrétaire générale, sœur Anaclet, dépositaire générale.

Il a été soumis un projet de contrat entre l'Université de Montréal et ladite communauté concernant les rapports de la Faculté de médecine avec l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu et, après délibérations et examen des divers articles de ce contrat, il a été unanimement résolu que sœur Marie-Herminie Mayer, dite sœur Amarine, supérieure générale de ladite communauté, et sœur Ernestine Wissel, dite sœur Anaclet, dépositaire générale, soient autorisées au nom de la communauté à signer le contrat tel que projeté et d'y souscrire aux clauses et conditions qu'elles jugeront convenables suivant la direction déjà reçue du conseil.

Fait et passé à Montréal, en la salle des délibérations des membres dudit conseil, ce vingt-neuvième jour de mars mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Jean de Canti, secrétaire générale

Vraie copie du registre des délibérations.

(Signé) Sœur Jean de Canti, secrétaire générale

Annexé à la minute no 4203 de Me J.-R. Crépeau, notaire, ce jour, reconnu véritable et signé ne varietur par les parties à cet acte et le notaire soussigné.

Montréal, ce vingt-trois décembre mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) Sœur Amarine, supérieure générale
(Signé) Sœur Anaclet, dépositaire générale
(Signé) Mgr A.-V.-J. Piette, P.A., recteur
(Signé) L. de L.-Harwood, doyen
(Signé) J.-R. Crépeau, notaire

Vraie copie,

J.-R. Crépeau, Notaire.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Sœurs de Charité de la Providence

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 6 ratifiant le contrat passé par le gouvernement avec les sœurs de Charité de la Providence, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, et le contrat passé par lesdites sœurs avec l'Université de Montréal, relativement au service médical dudit hôpital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi du Barreau

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de la loi est de permettre au solliciteur général du Canada, quand il est d'une autre province, de plaider devant les tribunaux de la province de Québec, comme le ministre de la Justice. Il y a déjà une loi fédérale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Celle-ci sera meilleure que l'autre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout ce qui vient de ce gouvernement-ci est toujours meilleur que l'autre.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Salaire minimum des femmes

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer quatre membres au lieu de trois dans la commission chargée, en vertu de la loi sur le salaire minimum des femmes (statuts refondus, 1925, chapitre 100), de s'enquérir des conditions du travail des femmes dans les établissements industriels et des salaires qui leur sont payés.

Mon but est celui-ci. Le gouvernement a créé une commission de quatre membres du bureau du salaire minimum des femmes. Comme la loi n'autorise que la création d'une commission, nous proposons de l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) veut-il nommer un quatrième commissaire? Les trois qui sont déjà nommés n'ont-ils pas accompli leur travail convenablement? La commission n'aura pas plus de pouvoirs. Cette mesure n'est-elle pas simplement un trompe-l'oeil pour faire croire à l'électeur que le gouvernement s'occupe de la législation ouvrière quand il n'en fait rien?

Est-ce que le quatrième membre sera une femme?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non. Nous n'avons pas l'intention de nommer une femme. Nous voulons y avoir des représentants des deux grandes unions ouvrières.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les nominations seront-elles faites avant les élections?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les élections n'ont rien à faire avec cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement semble vouloir adopter beaucoup de lois pour la classe ouvrière. On veut évidemment pouvoir dire aux ouvriers: Le gouvernement s'intéresse à vous. Il n'y a pas grand-chose dans cette loi. L'amendement est insuffisant et devrait comporter quelques additions.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je remercie l'honorable chef de l'opposition de ses bonnes paroles. Comme ministre du Travail, je me réjouis de voir qu'il reconnaît que le gouvernement s'intéresse à la classe ouvrière. Quant au projet, il ne le trouve pas très important. Nous n'avons pas d'autre amendement à proposer. Les ouvriers et les patrons, les principaux intéressés, n'exigent pas davantage. Si l'honorable chef de l'opposition en a à nous suggérer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendez, la session ne fait que commencer.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Pourquoi l'on ne tiendrait pas compte des suggestions qui ont été faites par le Conseil des métiers et du travail? Les dispositions de la loi devraient s'étendre à toutes les catégories de travailleuses. La loi devrait s'appliquer aussi aux employés de magasins et de bureaux. Et on devrait conserver, à la commission, le nombre impair de ses membres, afin de prévenir un "deadlock" toujours possible et qui pourrait entraver l'application de la loi. Il me semble que le congrès a demandé qu'une femme soit nommée dans cette commission.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'y a pas de raison de craindre une impasse. Nous avons rencontré les représentants du Congrès des Métiers et du Travail. Ils nous ont demandé, par exemple, que cette loi atteigne tous les établissements de commerce. Nous voulons atteindre les industries, tout simplement. Je ne crois pas que nous devrions nous rendre à cette demande du congrès pour le moment. La loi doit rester, pour le moment, dans les limites que lui a données la Chambre. J'ai pensé qu'il n'était pas recommandé d'agir trop rapidement, car, bien que la loi ait été dans les statuts depuis 1919, elle commence tout juste à être appliquée, donc il est préférable de voir l'effet qu'elle aura sur les industries avant d'étendre sa portée. On verra plus tard s'il est désirable de l'étendre aux autres catégories d'ouvrières. Il est possible que, l'an prochain ou quand le besoin se fera sentir, le champ d'application de la loi soit élargi, mais, pour le moment, il est préférable de la laisser telle quelle.

J'ai pensé qu'il valait mieux désigner un quatrième membre pour représenter les industries mineures, qui ne sont peut-être pas représentées en ce moment. Ce fut difficile de résister à l'appel d'une femme, mais je ne vois pas la nécessité de la nomination d'une femme. Les salaires des femmes, dans les industries, sont établis par des hommes. On ne voit guère de femmes gérant une industrie.

La commission avait le pouvoir d'appeler en consultation n'importe quelle femme dont le témoignage pouvait aider les délibérations.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Il me semble que des femmes qui travaillent dans des établissements de commerce à Montréal, dans des bureaux, même, ont des salaires de famine et nous devrions les protéger par cette loi. L'on remédierait à cet état des choses en augmentant les pouvoirs de la commission.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Nous allons commencer par l'industrie.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

L'article 2 de la loi du salaire minimum des femmes (statuts refondus, 1925, chapitre 100) est modifié:

a. En y remplaçant le mot "trois", dans la troisième ligne, par le mot "quatre";

b. En y remplaçant le mot "deux", dans la sixième ligne, par le mot "trois";

c. En y remplaçant le mot "deux", dans la neuvième ligne, par le mot "trois".

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je crois que l'honorable ministre devrait nommer une commission de cinq membres au lieu de quatre. Cela se fait dans la plupart des conseils d'administration des maisons d'affaires et devrait se faire aussi pour cette commission. Car, supposons qu'il y a égalité de voix, deux contre deux, la commission ne pourra pas prendre de décision. Il pourrait en résulter un conflit qui paralyserait l'application de la loi. Si un quatrième commissaire est nécessaire, pourquoi ne pas en nommer un cinquième? L'honorable ministre nous a dit que la commission ne faisait qu'enquêter. Je crois que la commission a des pouvoirs très étendus.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Mon expérience est qu'il vaut mieux avoir un petit nombre de membres dans une commission.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les bureaux de direction ont généralement un nombre impair de membres.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'y a pas de loi...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, mais, règle générale, on nomme un nombre impair de membres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais bien connaître l'opinion du représentant du travail dans le gouvernement.

L'honorable M. Lapierre (Mégantic): Je suis favorable à la création d'une commission de quatre membres.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je crois que la suggestion que l'on devrait nommer cinq membres de cette commission, c'est-à-dire un nombre impair, est très juste. C'est une commission permanente et, en nommant un nombre égal de représentants ouvriers et de patrons, on s'expose à paralyser son travail et à créer, comme on l'a dit, un "deadlock". Le gouvernement devrait nommer deux autres commissaires et conserver à la commission son nombre impair de membres. C'est ce qui se fait dans tous les bureaux de direction des maisons de commerce.

Il note l'inconvénient d'avoir un nombre pair de commissaires alors que le président n'a pas non plus de vote prépondérant. Dans aucune compagnie on ne voit un nombre pair de directeurs.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement n'aime pas les nombres neutres.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je me demande pourquoi on augmenterait le nombre des membres de la commission de trois à quatre si on ne veut pas le porter de quatre à cinq. Avec une situation financière comme celle que l'on nous a montrée cet après-midi, le gouvernement ne devrait pas regarder à la dépense minime que lui occasionnera la nomination d'un cinquième membre. Il n'en coûterait d'ailleurs pas cher de nommer un cinquième commissaire puisque, pas plus que les autres, celui-ci ne recevrait de salaire. La province ne paierait, à l'occasion, que ses frais de déplacement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les patrons sont parfaitement satisfaits d'avoir deux membres. Les ouvriers aussi. Les syndicats national et international en auraient chacun un. Nous sommes partisans de l'économie et nous croyons qu'une commission de quatre membres suffira. Il vaut mieux n'avoir, dans la commission, que deux représentants des patrons et deux représentants des ouvriers que d'avoir cinq commissionnaires dont peut-être trois travailleurs ou trois représentants des industries, ce qui causerait un déséquilibre d'un côté ou d'un autre. Avec un cinquième membre représentant le gouvernement, on accuserait peut-être celui-ci de partialité.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai été surpris d'apprendre qu'on avait nommé un quatrième membre avant que la loi fût amendée. Le gouvernement aurait bien pu attendre. En le nommant déjà, on n'a pas tenu compte de l'opinion du Parlement. On vient simplement nous demander de sanctionner une domination déjà faite. C'est ainsi que l'on agira probablement quand le gouvernement se sera rendu compte qu'il faut, sinon trois commissaires, cinq et non pas quatre. Je crois devoir protester, au nom de la Chambre, contre cette manière d'agir du gouvernement. Si le gouvernement décidait plus tard d'augmenter le nombre de membres, cette nomination ne devrait pas se faire avant que le Parlement ait approuvé la proposition.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Cette promesse ne peut être faite. Je suivrais la même

procédure que celle qui a été utilisée au cours de la présente instance. Nous avons fait cela dans l'intérêt des ouvriers. Quatre commissaires nous satisfont pour le moment. Il sera toujours temps, d'ailleurs, d'amender la loi selon les besoins et les circonstances. Le quatrième commissaire n'est qu'adjoint à la commission et cela a été fait pour donner satisfaction aux patrons et aux ouvriers, qui sont satisfaits.

La proposition est adoptée.

L'article 1 est adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Biens de succession sujets à l'impôt

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Georges Larouche

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 64 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges Larouche, de Québec, à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Hamel (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital homéopathique de Montréal

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 modifiant la charte de l'Hôpital homéopathique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

John Alexander Middleton

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 changeant le nom de famille de John Alexander Middleton et Douglas Orrin Middleton en celui de Bremner soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 concernant le chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Église-Unie du Canada

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 concernant l'Église-Unie du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que M. Delisle fasse partie du comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Dépôt de documents:

Statistiques judiciaires

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques judiciaires pour l'année 1924. (Document de la session no 29)

Statistiques des institutions d'assistance

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des institutions d'assistance pour l'année 1924. (Document de la session no 24)

Statistiques des établissements pénitentiaires

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des établissements pénitentiaires pour l'année 1924. (Document de la session no 24)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que cette Chambre s'ajourne.
Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTE

1. Dans *Le Devoir*, il est mentionné que le trésorier parle anglais.

Séance du jeudi 28 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Fabrique de Saint-Jérôme
de Terrebonne**

M. Daniel (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jean (M. Bouthillier), que les articles 503 à 508, 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains emprunts de ladite paroisse, et que cette pétition soit lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition suivante des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains emprunts de ladite paroisse est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 82 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Le bill 88 constituant en corporation le Collège d'optique de Québec a été retiré.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec un amendement, le bill suivant:

- bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Rodolphe Tourville et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi concernant la succession Tourville;

- de la corporation municipale de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi établissant un montant fixe à payer par la Montreal Island Power Company à ladite corporation;

- de la Compagnie provinciale d'indemnité, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**Succession
Tourville**

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 96 modifiant la loi concernant la succession Tourville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie
provinciale d'indemnité**

M. Lortie (Soulanges) demande la permission de présenter le bill 103 modifiant la charte de la Compagnie provinciale d'indemnité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes à payer par
la Montreal Island Power Company
à la corporation municipale
de Saint-Vincent-de-Paul**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Production de rapports ou documents
ordonnée par la Chambre**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de rapports ou de documents dont la production a été ordonnée par la Chambre à la session *a)* 1923; *b)* à la session de 1924; *c)* à la session 1925, n'ont pas été déposés avant la clôture de la dernière session, en avril 1925?

2. Quels sont ces documents?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1 et 2. Les renseignements demandés se trouvent à l'index des *Journaux de l'Assemblée législative*, volumes LVIII et LIX, sous les mots "Documents de la session".

**Loyer des magasins de
la Commission des liqueurs**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Quel est le montant total payé par la Commission des liqueurs, depuis sa création par le gouvernement, pour le loyer de tous ses magasins?

2. Quel est le montant total de taxes d'eau et d'affaires payé par la Commission des liqueurs depuis sa création: *a)* à Montréal; *b)* dans chacune des localités où elle possède un ou plusieurs magasins?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. \$424,783.82.

2. *a)* Montréal, \$25,484.22.

b) Québec, \$6,683.85; Hull, \$861.20; Valleyfield, \$342; Trois-Rivières, \$192; Sherbrooke, \$560; Magog, \$180; Louiseville, \$129; Lachine, \$129.39; Shawinigan-Falls, \$58; Grand'Mère, \$177.84; Rivière-du-Loup, \$1,378.11; Saint-Jérôme, \$56; Granby, \$48; Joliette, \$171.68; Saint-Hyacinthe, \$869.50; Waterloo, \$63.40; Drummondville, \$892; La Tuque, \$400; Sorel, \$992.50; Buckingham, \$233.40; Berthierville, \$153.20; Saint-Jean, \$1,056.30; Waterloo, \$63.40; L'Assomption, \$73.20; Laprairie, \$48; Sainte-Thérèse, \$36; Sainte-Anne-de-Bellevue, \$50.40; Bedford, \$24; Farnham, \$15.95; Beauharnois, \$173.47.

**Droits pour les licences
et pistes de courses**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits perçus en 1924-25, dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Pour les licences: \$37,369.27; pour les droits d'entrée: \$26,736.53.

**Droits du pauvre perçus
en 1924-1925**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Quels ont été les droits du pauvre perçus dans toute la province, en 1924-1925, en vertu des dispositions de la section 34, du chapitre 2, du titre II des statuts refondus, 1909, articles 5956*u* à 5956*za*?

L'honorable M. Nicol (Compton): Montants perçus par les municipalités: \$803,375.76.

**Revenus des
paris ou gageures**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quel a été le revenu en 1924-1925, dans toute la province, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses, et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Pour l'enregistrement des appareils: \$1,075; pour les droits sur les paris ou gageures, \$348,256.89.

**Droits perçus pour les licences
des lieux d'amusements**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits perçus en 1924-1925, dans toute la province, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): \$53,416.46.

**Bureau des commissaires d'écoles
catholiques romains de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Acte de vente par la Compagnie de Jésus
à Antonio Prévost**

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 validant un certain acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévost.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Richard (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie d'assurance mutuelle
du commerce contre l'incendie**

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Convention entre les commissaires
d'écoles de Chicoutimi et The Quebec
Pulp & Paper Mills Limited**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 85 ratifiant la convention entre le conseil et les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited.

Adopté.

En comité:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Explain, explain¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comme je l'ai déjà expliqué au comité des comptes publics, il s'agit d'évaluer à \$1,000,000 des propriétés de cette compagnie pour fins de taxes municipales et scolaires.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je remercie l'honorable premier ministre pour ces explications, mais je lui ferai remarquer qu'il ne laisse pas beaucoup d'initiative à ses députés².

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nos députés n'ont évidemment pas autant d'initiative que l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie. Je suis prêt cependant à remettre l'étude du bill, bien que je désire que nous ne perdions pas de temps et que le travail de la session avance rapidement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai tout simplement remercié l'honorable premier ministre de ses explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Du moment que vous m'offrez des remerciements, je les accepte.

La proposition est adoptée. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delisle (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Oeuvre de la propagation de
la foi de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Joseph Brunet

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Brunet à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Saint-Joseph de Rimouski

M. Moreault (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 constituant en corporation l'hôpital Saint-Joseph de Rimouski.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Moreault (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Congregation Shaare Tefilah

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants qui seront envoyés à son école d'industrie, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asile du Bon-Pasteur

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à son école d'industrie, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs de Charité de la Providence

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 ratifiant le contrat passé par le gouvernement avec les sœurs de Charité de la Providence, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu,

et le contrat passé par lesdites sœurs avec l'Université de Montréal, relativement au service médical dudit hôpital, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle le no 26 du feuilleton.

M. l'Orateur: Reprise du débat sur la motion de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) proposant que la Chambre se forme en comité des subsides. Le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault).

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): M. l'Orateur, je regrette, mais je ne suis pas prêt aujourd'hui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au premier ministre de ne pas appeler les motions de l'opposition qui demandent à être discutées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, nous allons prendre les motions de l'opposition. Le chef de l'opposition en a-t-il?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, 41.

Demandes de documents:

Enquêtes sur les affaires municipales depuis le 1^{er} janvier 1925

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le ministre des Affaires municipales et toutes personnes, relativement aux enquêtes sur les affaires municipales depuis le 1^{er} janvier 1925.

Je ne dirai qu'un mot. Le gouvernement insinue que des difficultés sérieuses sont nées de l'application de la loi des enquêtes sur les affaires municipales, passée il y a deux ans. De là notre demande de production de la correspondance. Quand

nous saurons tout, nous serons plus en mesure de proposer des remèdes à cet état de choses. Quand le gouvernement passa cette loi, l'opposition n'a pas manqué de signaler les points douteux, les abus possibles et l'ingérence politique. Le discours du trône donne raison à nos appréhensions. Nous avons signalé les défauts de cette loi et nous avons raison, puisque le gouvernement se voit aujourd'hui dans l'obligation de demander au Parlement de la modifier. Le discours du trône rend hommage à l'opposition en nous annonçant que la loi allait être amendée.

Je sais aussi que l'on s'est plaint de l'ingénieur du gouvernement dans les affaires municipales. Je sais que certaines municipalités ont protesté contre l'ingérence de l'État dans leurs affaires, ce qui nuisait à la bonne administration de certaines municipalités. Nous voulons savoir jusqu'à quel point on avait raison de se plaindre. La question de partisanerie ne devrait jamais intervenir dans l'application de la loi. En certains milieux, on a voulu s'en servir pour protéger des amis et pour nuire à d'autres personnes. Je connais une municipalité, non loin de Montréal, où des officiers municipaux ont été ennuyés par l'intrusion des officiers du gouvernement. Le premier ministre a déclaré que, si des municipalités ne payaient pas leurs comptes au gouvernement, la faute en est à certains secrétaires qui faisaient de la partisanerie politique. Certains secrétaires de conseils municipaux avaient empêché le gouvernement de percevoir des montants qui lui étaient dus. Il met le fait au compte de la partisanerie politique. J'aimerais bien savoir jusqu'à quel point on veut amender la loi pour empêcher des inconvénients de cette nature de se produire et si la législation annoncée vise ces officiers. (Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon honorable ami le chef de l'opposition est dans une profonde erreur sur le but de la législation que le gouvernement se propose de soumettre au Parlement. Il croit que l'application de la loi dont il est question - qui nécessitait des changements - nous a suscité des ennuis, et il profite de l'occasion pour rappeler toutes les objections soulevées par l'opposition, voilà deux ans. Nous ne voulons pas toucher à la loi passée il y a deux ans pour l'inspection des livres des municipalités. Ce n'est pas cette loi que nous voulons modifier, puisqu'elle donne la plus entière satisfaction, mais c'est la loi passée par les propres amis du chef de l'opposition, voilà une trentaine d'années. Il s'agit des enquêtes devant les cours de justice et les commissions royales, présidées par un juge de la Cour supérieure, que nous voulons amender.

Le gouvernement désire que l'on examine, dans toute son intégrité, et que l'on modifie selon les besoins ce chapitre des enquêtes qui date de loin, de façon à prévenir les difficultés occasionnées par les enquêtes qui ont eu lieu à Montréal et à Québec. Depuis de nombreuses années, on se plaint des enquêtes municipales, qui coûtent cher. On a crié à la persécution, à l'abus, à l'exploitation. On dit que juges et avocats demandent des sommes considérables, \$1,000, \$2,000, \$5,000, pour leurs services. La loi actuelle ne donne pas satisfaction. Nous voulons soumettre à la Chambre un système qui mettra fin aux ennuis qui résultent de cette loi pour le public et pour les juges. Nous désirons que l'on puisse désormais faire des enquêtes sans exposer l'administration de la justice aux ennuis dont nous avons trop souvent été les témoins. Lorsque cette loi sera soumise au Parlement, nous serons heureux de recevoir les suggestions de l'opposition, mais, je le répète, il n'est pas question de modifier la loi adoptée il y a deux ans.

Quant à notre loi récente, à celle dont parle le chef de l'opposition, elle est pleinement satisfaisante et elle ne nous a causé encore aucun ennui sérieux, et nous n'avons pas l'intention de la modifier pour l'instant. À moins, cependant, que nos amis de l'opposition ne nous fassent des propositions assez opportunes et assez pratiques pour nous engager à l'amender. Nous les accueillerons avec plaisir. Alors, on verra une fois de plus que nous ne reculons jamais devant le devoir.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Voilà encore une preuve que le gouvernement vole constamment à l'opposition ses meilleures suggestions. La législation présentée par les conservateurs ne doit pas être si mauvaise si le gouvernement a pris 30 ans pour y découvrir une faille concernant les enquêtes sur les affaires municipales. L'opposition n'a pas l'intention de se compromettre. L'honorable premier ministre dit que je suis dans l'erreur. Mais les inspecteurs qu'il a nommés font des enquêtes. L'honorable premier ministre demande à l'opposition de lui faire des propositions. Il sait bien que l'opposition a fait, voilà deux ans, beaucoup de ces propositions qu'il demande de faire aujourd'hui. Il sait bien aussi que quelques-unes de ces suggestions ont été adoptées par le gouvernement. Quant à la loi nouvelle, je persiste à croire à l'ingérence du gouvernement dans les affaires municipales, et c'est cela qui crée des difficultés. Le premier ministre essaie de faire voir que les difficultés qui résultent de

la loi sont dues à des gens de mon parti, mais il sait bien qu'il y a des difficultés plus grandes encore qui se présentent. La loi des inspecteurs de municipalités adoptée il y a deux ans offre plus de difficultés que celle dont parle le premier ministre, et je croyais que les amendements projetés par le gouvernement concernaient cette législation. J'espère que la production de correspondance que je demande par ma motion éclairera la Chambre sur le résultat de ces enquêtes. C'était mon intention d'obtenir la correspondance à ce sujet afin de connaître les plaintes qui ont été exprimées au gouvernement. L'opposition aurait intérêt à connaître ces plaintes et les noms des personnes qui les ont formulées.

M. l'Orateur: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

Construction d'un chemin de fer dans le district de Rouyn

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents ou correspondance entre le gouvernement ou le ministre de la Colonisation et Sir Henry Thornton, des chemins de fer canadiens nationaux, au sujet de la construction d'un chemin de fer dans le district de Rouyn.

Adopté.

Construction d'un chemin de fer dans le district de Rouyn

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents ou correspondance entre le gouvernement ou le ministre de la Colonisation et le gouvernement d'Ontario ou la Temiskaming & Northern Ontario Ry. Co. ou le Nipissing Central Ry., relativement à la construction d'un chemin de fer dans le district de Rouyn.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ajournement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous pourrions peut-être continuer à travailler. Il y a d'autres motions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je croyais que nous avions fait de la bonne besogne. Mais, si l'honorable chef de l'opposition le veut, nous allons continuer. Le chef de l'opposition a-t-il encore des motions à présenter?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'on croit que nous n'allons pas trop vite en besogne, c'est la faute au gouvernement qui nous a pris quelque peu par surprise avec son discours du budget quand les comptes publics n'étaient pas encore présentés. Il aurait dû déposer ses comptes publics plus tôt. Nous aurions pu alors commencer la discussion immédiatement. Maintenant, il faut au moins attendre que nous soyons prêts à répondre. Que le premier ministre ne nous reproche plus de retarder le travail de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas dit que nos honorables amis nous retardaient. Au contraire, nous n'avons jamais procédé aussi vite. Mais que le chef de l'opposition nous indique tout de suite une motion de son choix, et nous discuterons.

Ingérence des employés du gouvernement dans les luttes politiques

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, concernant l'ingérence des employés du gouvernement dans les luttes politiques aux élections parlementaires depuis 1923.

Ce n'est pas mon intention de prolonger inutilement le débat sur des questions de cette nature, mais en demandant la production de la "copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, concernant l'ingérence des employés du gouvernement dans les luttes politiques aux élections parlementaires depuis 1923", je désire inscrire notre expression de blâme contre les employés publics et même les plus hauts fonctionnaires qui se mêlent d'influencer l'opinion publique et qui participent à l'organisation des élections dans cette province, ou à la politique fédérale surtout. Des plaintes nombreuses ont été portées au sujet de cette ingérence des employés civils dans les luttes politiques, et je considère que la Chambre devrait en être saisie. Bien des faits ont révélé le bien-fondé de ce que j'avance. Dans l'intérêt du gouvernement et des employés eux-mêmes, il vaudrait mieux que ces choses-là ne se répètent plus. Il n'y a aucune raison

pour que les employés civils se mêlent des affaires électorales. On ne peut justifier l'intervention de ceux-ci dans le domaine politique, surtout à l'époque des querelles électorales, lorsque les esprits sont surchauffés et que les discussions sont violentes. Ces employés ont besoin de tout le monde, de la pleine confiance du public, sans distinction de partis, et il est plus important pour eux de déployer leurs compétences pour bien servir la province que leur zèle politique. Il est dans l'intérêt de l'administration, du gouvernement et des fonctionnaires publics eux-mêmes que ceux-ci soient au-dessus des considérations que peuvent inspirer le fanatisme et la partisanerie politique. Ces fonctionnaires sont payés par le gouvernement, mais avec l'argent des contribuables, l'argent de tout le monde, sans distinction de couleurs politiques. Le fonctionnaire doit montrer sa compétence dans l'administration plutôt que de faire preuve de services politiques.

Pendant la dernière lutte électorale, j'ai été fort surpris, par exemple, de voir un homme qui occupe un haut poste comme le docteur Dagneau, dans Bagot, faire de graves déclarations politiques pendant la lutte. J'ai trop confiance en lui pour croire qu'il a fait cela de son propre chef; on lui a imposé la chose et il ne l'a fait que sous la pression d'une organisation politique. Nous avons vu aussi le gouverneur de la prison de Montréal, M. Napoléon Séguin, un bien brave homme, présider une assemblée tumultueuse et chercher à influencer le corps électoral. Ce n'était pas là sa place. S'il est quelqu'un qui doit mériter la confiance du public, être au-dessus de tout soupçon, c'est bien le gardien d'une prison. Son prestige lui est nécessaire. S'il laisse voir qu'il est resté partisan comme auparavant, peut-être des politiciens fanatiques voudront-ils exercer sur lui une pression induite. Il faut que ces officiers soient au-dessus de tout soupçon. C'est une question de bien public et d'intérêt général. Je ne parle pas ainsi pour être désagréable à M. Séguin, mais je désire le protéger lui-même. Devrais-je aussi nommer le président de la Commission des liqueurs, M. Cordeau - sans doute pour faire plaisir au premier ministre qui avait pourtant dit que la Commission des liqueurs n'aurait rien à voir avec la politique, que ce serait strictement une entreprise d'affaires - qui s'est maintes fois livré à des manifestations politiques? Il ne devrait pas manifester sa partisanerie comme il le fait tous les jours. Je crois qu'il devrait cesser de manifester un tel esprit de parti et cesser ces déclarations de nature à faire croire qu'il ne s'occupe pas seulement de la Commission des liqueurs, mais aussi du sort du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quelle manifestation fait-il?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je remercie l'honorable premier ministre de sa question. On sait que le président de la Commission des liqueurs s'affiche tous les jours au Club de réforme...

Des voix ministérielles: Oh! Oh!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendez, je n'ai pas fini. Le président va au Club de réforme où se brassent toutes les affaires et les combinaisons politiques, même celles contre le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Alors, ce ne sont pas de grosses combinaisons. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Beaucoup plus que ne le pense le premier ministre. Même des combinaisons contre lui. Que le premier ministre prenne garde. (Rires de la droite) On rit, mais c'est pour cacher quelque chose.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
L'honorable chef de l'opposition sait bien que les traîtres ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre n'a pas toujours parlé comme cela. Je pourrais citer certains faits historiques, si vous voulez entrer sur ce terrain.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Faites-en tant que vous voudrez, l'histoire ne nous fait pas peur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a pas de traîtres de ce côté de la Chambre, mais le ministre des Travaux publics et du Travail se rappellera certains faits, alors que le premier ministre dénonçait l'ex-premier ministre, son prédécesseur, et que le ministre des Travaux publics et du Travail a fort contribué à déloger³.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
(Souriant) Je n'étais même pas député dans ce temps-là.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est que vous vouliez le devenir et vous preniez les moyens d'y arriver. Peu importe, je ne m'intéresse pas à l'histoire.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
J'ai assez bien réussi. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un des moyens que le ministre employait pour réussir.

Le président de la Commission des liqueurs a fait plusieurs déclarations qui font preuve de sa partisanerie politique, et je demanderai au premier ministre s'il n'est pas vrai que les automobiles de la Commission ont été employées pour des fins politiques, le jour de la votation aux dernières élections?

C'est comme les agronomes dont quelques-uns se mêlent beaucoup trop de politique. Le gouvernement ne devrait jamais tenter de les faire intervenir dans des luttes politiques. Je demande pardon à mon honorable ami, mon meilleur ami de l'autre côté. Les agronomes font de la politique. C'est une grave erreur. Ils perdent ainsi la confiance des cultivateurs. J'ai toujours prétendu et je prétends encore qu'ils doivent être au-dessus de la politique et qu'on ne doit pas les forcer à s'en occuper. L'agronome est généralement un élève de nos écoles d'agriculture et il est nécessaire en autant qu'il se rend utile et qu'il veut exercer sa compétence. On a fait participer aussi des agronomes à des mouvements politiques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Nommez-les!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que mon meilleur ami de la droite sache bien que mon intention est avant tout de protéger les agronomes.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Les agronomes ne font pas de politique. Que mon honorable ami me cite un seul cas. Je ne connais aucun agronome qui se soit occupé de politique. Je puis l'assurer que, s'il y en a eu, ça n'a pas été à la connaissance du gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand nous discuterons les crédits des agronomes, j'en donnerai.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Pourquoi pas immédiatement?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je puis le faire. Je pourrais lui citer le cas de l'agronome de Deux-Montagnes qui, lors des dernières élections, s'est laissé nommer délégué par les organisateurs libéraux, dans une convention libérale. Il serait dans leur intérêt d'agir autrement et de s'en tenir aux choses de l'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

C'est la première fois que j'entends parler de cela. Je ne connais pas un seul cas d'ingérence. Ce que le chef de l'opposition dit à propos de l'ingérence des fonctionnaires dans le domaine politique, c'est juste, c'est absolument juste. Mais, si le chef de l'opposition connaît un seul cas, qu'il le signale à la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux causer aucun tort aux agronomes, mais le cas d'ingérence s'est produit souvent. Je prétends que, dans le comté de Deux-Montagnes, les organisateurs libéraux n'auraient pas dû nommer l'agronome délégué. C'est le gouvernement que je condamne, car, s'il avait refusé d'agir comme délégué, on l'aurait accusé de favoriser le député sortant de charge.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Par qui aurait-il été accusé?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Par le gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

C'est inexact, M. l'Orateur. Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'insinuer que le gouvernement aurait pu faire quelque chose qui serait répréhensible. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que le gouvernement aurait accusé cet agronome. Je ne connais d'ailleurs pas ce cas, mais je ferai une enquête. Le chef de l'opposition avance quelque chose qu'il ne sait pas. C'est une simple présomption qu'il fait, et qu'il fait à tort, car jamais un agronome n'a été blâmé pour ne s'être pas occupé de politique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soumetts qu'il n'y a pas de point d'ordre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je maintiens que vous dites une chose qui n'est pas exacte. L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit d'insinuer que le gouvernement aurait blâmé cet agronome.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Personne ne peut m'obliger à retirer mes paroles quand je dis que le gouvernement aurait sévèrement blâmé un employé qui aurait refusé de travailler pour son candidat. Je dis que le parti du gouvernement l'aurait blâmé de favoriser le député sortant de charge. C'étaient d'ailleurs les organisateurs du gouvernement et du Parti libéral qui l'avaient délégué à cette convention, ce qui est la même chose que le gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Ah! Ce n'est pas la même chose. Il faut établir une distinction entre le Parti libéral et le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne vois pas de différence. Quand le gouvernement prend sa fêrue, il faut que ça marche. Le ministre sait bien qu'il y a des organisateurs du gouvernement qui passent leur temps à faire de la politique et à faire des enquêtes sur telle ou telle personne uniquement pour susciter de l'opposition à un représentant municipal quelconque.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je ne le sais pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À son âge, le

ministre doit le savoir.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Vous n'avez pas le droit de parler de l'âge d'un député.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela dépend de la condition dans laquelle il est.

M. l'Orateur, je termine. Je répète que les agronomes, pas plus d'ailleurs qu'aucun employé public, ne devraient pas se mêler de politique et que c'est une grave erreur. Pas un serviteur de la province ne devrait faire de la politique.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Quand le chef de l'opposition prétend que les fonctionnaires civils ne doivent point se mêler d'affaires politiques, il a raison et je suis d'accord avec lui. C'est très juste, s'il y a un parti qui a travaillé à cela, c'est le Parti libéral. Le gouvernement a fait tout pour éviter cela. Voilà deux ans, n'avons-nous pas passé une loi qui oblige tout fonctionnaire qui veut se présenter dans une lutte politique de démissionner six mois avant?

Nous avons passé cette loi justement pour empêcher certains fonctionnaires de profiter de leur position pour se faire de la popularité dans les comtés, comme les agronomes ou les ingénieurs forestiers.

Nous avons près de 4,000 employés et le chef de l'opposition, malgré toutes ses recherches, n'a pu nous citer que trois cas. Et quels cas? M. Cordeau vient prendre ses repas au Club de réforme, un club social où vont des juges, des membres du clergé, des conservateurs, des consuls et des personnes qui sont

complètement éloignées de la politique. Je ne pensais pas que c'était un tel nid de conspirateurs, comme le leader de l'opposition essaie de le faire croire à la Chambre. Peut-on lui faire un reproche d'aller prendre ses repas à ce club? Si l'on n'a pas d'autres reproches à lui faire, on a certainement tort.

M. Séguin a pu assister à une assemblée politique, mais doit-on jeter la pierre à un employé qui a pu, une ou deux fois, assister à une assemblée qui a tourné en assemblée politique? S'il faut jeter la pierre, je crois qu'il faudrait la jeter plutôt à ces employés qui vont donner des renseignements à ceux qui n'ont pas droit de leur en demander...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Oui, oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

...à ces employés qui trahissent leurs secrets et fournissent des renseignements à la presse d'opposition. Et je comprends l'indignation qu'il y a eu, dans la presse conservatrice, le jour où nous avons demandé aux employés civils de prêter le serment de discrétion et de ne pas colporter les secrets de bureaux. Nous avons vu alors une campagne déchaînée, dans les journaux conservateurs, contre nous.

Est-il pire de dîner au Club de réforme que de voir - il y a longtemps de cela - certains secrétaires obligés de souscrire \$200⁴ par année au fonds conservateur? Ce sont ces cas qu'il faut dénoncer.

Quant au docteur Dagneau, nous avons donné le droit de vote aux fonctionnaires. Du moment qu'ils ont ce droit, faut-il leur enlever le droit de faire connaître leur opinion? Doit-on leur dire de ne jamais ouvrir la bouche? Faut-il leur défendre de parler, surtout lorsqu'il s'agit d'une lutte fédérale si séparée de la nôtre? Je ne connais pas l'affaire du docteur Dagneau, mais je suis sûr que, s'il a exprimé une opinion, il l'a fait dignement.

Quel mal y a-t-il que, une fois de temps en temps, des fonctionnaires aillent à une assemblée politique? Je n'attache pas grande importance aux cas que vient de citer le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition ferait mieux de diriger ses foudres de ce côté. Je me demande s'ils sont bien qualifiés pour soulever ce débat sur des cas d'aussi peu de portée. Des hommes qui vivent dans des maisons de verre ne devraient pas jeter la pierre.

Le chef de l'opposition a parlé des agronomes. Il nous a cité le cas de celui de Deux-Montagnes. C'est un comté où il se passe des choses extraordinaires. Qu'est-ce qu'aurait fait cet

agronome? Comme électeur, il aurait assisté à une convention.

M. l'Orateur, en principe, je m'accorde avec le chef de l'opposition. Et, s'il a des cas sérieux à nous citer, très bien, mais il ne nous en a pas cités. Si l'on trouve, au gouvernement, des fonctionnaires qui ont enfreint les lois connues, le gouvernement interviendra et verra à faire respecter les règlements.

(Applaudissements)

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je crois que la motion du chef de l'opposition soulève une situation alarmante. Je suis surpris que le premier ministre ait invoqué la loi votée par le Parlement et obligeant les fonctionnaires qui se présentent comme candidats à démissionner plus de six mois avant les élections, quand le gouvernement a violé lui-même cette loi. À l'élection partielle de Sherbrooke, nous avons vu un shérif, résigné sur le papier seulement, être candidat du gouvernement à la demande de celui-ci, puis, après sa défaite, être de nouveau nommé, sur le papier, shérif du même district. Il n'avait jamais résigné et occupa son siège de shérif durant toute son élection.

Mais il y a plus. Les employés civils, dans Sherbrooke, ont suivi l'exemple donné par le shérif et le gouvernement. Ils ont parcouru le comté en faveur de M. Therrien. Les employés de la Commission des liqueurs le représentaient dans les bureaux de votation et son subalterne transportait les orateurs dans le comté en se servant des autos de la Commission. Aussi les électeurs ont-ils flétri comme il convenait cette conduite du gouvernement qui violait lui-même la loi qu'il avait présentée au Parlement. La motion du chef de l'opposition a bien sa raison d'être.

La proposition est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on dit que c'est la façon de forcer le parrain d'un bill à l'expliquer.
2. Dans *L'Événement*, on dit que M. Houde fait allusion au fait que le premier ministre a expliqué un bill alors que c'est M. Delisle qui en est le parrain.
3. Dans *L'Événement*, on fait allusion à la candidature de Galipeault dans Maskinongé, contre le gré de S.- N. Parent.
4. Dans *Le Canada*, on dit \$250.

Séance du vendredi 29 janvier 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de The Sherbrooke Loan and Mortgage Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 94 concernant la municipalisation du service de la traverse sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne.

Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 55 changeant le nom de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et l'autorisant à augmenter son capital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Service des pêcheries maritimes

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 2 modifiant la loi du service des pêcheries maritimes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Enquête sur les procédés d'admission des aspirants mesureurs de bois

M. Bastien (Québec-Comté): 1. Le département du procureur général ou un autre département a-t-il chargé quelques officiers du gouvernement de tenir une enquête sur la façon dont se passaient les examens pour l'admission des aspirants à la pratique de mesureur de bois?

2. Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions du rapport qui a été fait à ce sujet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. Oui.

2. Le rapport est départemental et confidentiel.

Nombre d'arrêtés ministériels autorisant la dépense de fonds publics

M. Smart (Westmount): 1. Combien d'arrêtés ministériels ont été passés par le gouvernement pendant l'année de calendrier 1925, autorisant la dépense des fonds publics?

2. Quel est le montant total de deniers dont la dépense a été ainsi autorisée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1 et 2. Pour répondre à cette question, il faudrait compulser près de 2,000 ordres en conseil qui, directement ou indirectement, autorisent la dépense des fonds publics. Toutes les nominations de fonctionnaires publics en feraient partie.

Charte du Cap-de-la-Madeleine

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Tourville

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 modifiant la loi concernant la succession Tourville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie provinciale
d'indemnité**

M. Lortie (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la charte de la Compagnie provinciale d'indemnité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxes à payer par la Montreal Island Power
Company à la corporation municipale
de Saint-Vincent-de-Paul**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 4 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

Séance du lundi 1^{er} février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 25¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 12 modifiant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Exportation de la
force hydroélectrique**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 28 relatif à l'exportation de la force hydroélectrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Responsabilité des architectes et
des constructeurs**

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 153 modifiant le Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des constructeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des architectes**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 25 modifiant la loi des architectes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Île d'Anticosti

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 14 relatif à l'île d'Anticosti.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Octrois accordés aux industries
de conserves alimentaires, en 1925**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien le gouvernement a-t-il accordé d'octrois, en 1925, aux industries de conserves alimentaires dans cette province?

2. Quelles sont ces industries?

3. Quels sont les propriétaires de chacune d'elles?

4. Où est leur siège social?

5. Quel a été le chiffre d'affaires de chacune d'elles: a) en 1924; b) en 1925?

6. Combien chacune d'elles a-t-elle reçu d'octrois en 1925?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. \$14,818.50. (Voir le tableau à la page suivante)

2.	3.	4.	6.
Rouville Cannors Limited.....	Même nom.....	Saint-Césaire, Rouville.....	\$400.00
Abattoir de Chicoutimi enr.	"	Chicoutimi, Chicoutimi	
La société coopérative de Saint-Guillaume-d'Upton	"	Saint-Guillaume-d'Upton, Yamaska	400.00
La fabrique de conserves Madeleine de Verchères	C.-A. Bussièrès	Verchères, Verchères	389.50
La fabrique de conserves de Saint-Jean.....	David Lord	Saint-Jean, Saint-Jean	400.00
La Compagnie de conserves moderne	Même nom.....	Notre-Dame-de-Pierreville, Yamaska	400.00
A. Lassonde & Fils	"	Saint-Michel-de-Rougemont, Rouville.....	400.00
Saint-Maurice Canning Company.....	"	Saint-Maurice, Champlain	400.00
Le Syndicat coopératif de Sainte-Marie-Salomée	"	Sainte-Marie-Salomée, Montcalm	400.00
Hôtel-Dieu de Chicoutimi.....	"	Chicoutimi, Chicoutimi	
A. Fortier & Cie enr.	"	Grandes-Bergeronnes, Saguenay	
The Valleyfield Canning Coy.....	"	Valleyfield, Beauharnois	391.95

5. Le gouvernement l'ignore.

**Fermes
de démonstration
établies depuis mars 1925**

M. Houde (Montréal Sainte-Marie) pour **M. Renaud (Laval)**²: 1. Combien de fermes de démonstration ont été établies par le gouvernement, depuis le 19 mars 1925?

2. Quels sont les noms des propriétaires?
3. Quels sont les paroisses et comtés où ces fermes sont situées?
4. Combien chacune de ces fermes a-t-elle coûté au gouvernement jusqu'à ce jour?

5. Combien y a-t-il de fermes de démonstration dans toute la province?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. Cinq.

2. MM. Narcisse-A. Babin, John-A. Jones, Jr., Azellus Lavallée, Achille Ménard, Osias Renaud.

3. Rivière Caplan, Bonaventure; Port-Daniel-Centre, Bonaventure; Berthierville, Berthier; Saint-Basile-le-Grand, Chambly; Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne.

4. Ferme de M. Babin, \$301; ferme de M. Jones, \$305.86; ferme de M. Lavallée, \$349.80; ferme de M. Ménard, rien; ferme de M. Renaud, \$284.47.

5. 31.

**Octrois pour
l'érection du premier silo,
en 1925**

M. Houde (Montréal Sainte-Marie) pour **M. Renaud (Laval)**: Quel montant d'octrois le gouvernement a-t-il donné pour l'érection du premier silo dans une paroisse, en 1925?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
\$100.

**Fabriques
de beurre et de fromage,
en 1920 et en 1924**

M. Houde (Montréal Sainte-Marie) pour **M. Renaud (Laval)**: 1. Combien y avait-il de fabriques de beurre et de fromage (ensemble), dans la province de Québec: a) en 1920; b) en 1924?

2. Même question pour le nombre de patrons.
3. Même question pour la valeur du capital engagé.

4. Même question pour les sommes payées aux patrons.

5. Même question pour la valeur de la production.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1, 2, 3 et 4. Ces renseignements sont donnés à la page 362 de l'*Annuaire statistique de Québec*, 1925.

5. Ces renseignements sont donnés à la page 347 du même annuaire.

**Compagnie d'assurance mutuelle
du commerce contre l'incendie**

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous n'avez pas d'objection, aujourd'hui?

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Phaneuf (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Montréal-Est**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre du jour pour la prise en considération, en comité plénier, du bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général, à la demande des intéressés.
Adopté.

**Traverse entre
Chicoutimi et Sainte-Anne**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 concernant la municipalisation du service de la traverse sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne.
Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne m'y retrouve plus du tout. Il me semble que ce n'est plus la même loi. Ce bill a été considérablement amendé au comité

et il serait juste que les députés qui ne font pas partie du comité soient renseignés sur la portée actuelle de la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. Nous avons tous besoin d'être renseignés. C'est le comité des bills privés qui a fait les changements. C'est d'ailleurs son droit et sa fonction d'amender.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): N'y aurait-il pas lieu de mettre la Chambre au courant des amendements, dans ces cas-là? Ne pourrait-on pas dactylographier le bill pour les intéressés, quand il est modifié d'une façon aussi radicale? Il me semble que l'honorable député de Chicoutimi (M. Delisle) devrait fournir des explications à la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) veut changer les règlements de la Chambre, nous y verrons. Rien ne peut l'empêcher d'essayer.

M. Delisle (Chicoutimi): Jusqu'à aujourd'hui, la municipalité de Sainte-Anne donnait le service de la traverse par contrats à des particuliers. Cette année, pour des raisons d'ordre pratique, elle voudrait municipaliser le service et, avec le consentement de la ville de Chicoutimi, elle a présenté le bill actuel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est la raison de ce changement?

M. Delisle (Chicoutimi): C'est que les deux municipalités intéressées y voient des avantages. Le contrat de la traverse est expiré et Sainte-Anne y voit un bénéfice à l'exploiter elle-même. Chicoutimi n'y a pas mis d'autre objection que celle qui demandait une garantie pour que le service ne fût pas trop cher.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'objection de Chicoutimi a été maintenue en comité?

M. Delisle (Chicoutimi): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y eut aucune autre objection de la part des municipalités intéressées?

M. Delisle (Chicoutimi): Aucune, ni de Chicoutimi, ni de Sainte-Anne.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delisle (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 changeant le nom de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et l'autorisant à augmenter son capital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Officiers et employés du gouvernement

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Adopté.

Pont entre Montréal et Longueuil

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 27 relatif à la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au leader de l'opposition s'il y a des motions qu'il désire voir contestées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je considère qu'aucune des motions figurant à l'ordre du jour ne peut être contestée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'interprète cette réponse comme l'indication qu'aucune de ces motions n'est particulièrement urgente pour l'instant.

Décès de l'honorable M. Tourigny

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les dépêches de ce matin nous ont appris la mort de notre collègue, l'honorable M. Paul Tourigny. La Chambre a sans doute appris sa mort avec regret. Tous les députés de cette Chambre prendront part à ce deuil et sympathiseront avec sa famille.

L'honorable M. Tourigny avait eu des débuts pénibles, modestes, mais, grâce à son travail, à son énergie, à son intelligence, à son honnêteté, sa probité, son esprit d'entreprise et son opiniâtreté - qui lui a permis de créer des industries auxquelles se rattache, en somme, la fondation de Victoriaville - il avait su se créer une situation enviable dans sa province et sa vie est un exemple pour tous ceux qui viendront après lui. C'était un homme bien dans toute l'acception du mot, un modeste et un travailleur, une âme droite et sincère, et profondément dévoué à la chose publique depuis au moins 25 années, puisqu'il était entré dans la politique en 1900, comme député d'Arthabaska, et qu'il avait siégé comme tel pendant 16 années, pour devenir, en 1921, conseiller législatif. Il a été promu conseiller grâce à ses grandes qualités. Tout le monde a pu admirer ses qualités.

Je propose - et, en cela, je crois que l'honorable chef de l'opposition secondera ma motion - que cette Chambre s'ajourne en signe de deuil pour la mort de l'honorable M. Tourigny. Je prie le chef de l'opposition de bien vouloir s'associer au deuil de cette Chambre et du Conseil législatif et de la famille explorée. Je ne doute pas que toute la Chambre s'unisse à moi pour offrir à la famille l'expression de sa profonde sympathie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me fais un devoir de me joindre à l'honorable premier ministre pour exprimer les regrets que cette Chambre éprouve à l'occasion de la mort de l'ancien député d'Arthabaska. J'ai connu l'honorable M. Tourigny pendant de nombreuses années et, bien qu'il ne fût pas de mon parti, j'ai toujours reconnu chez lui d'excellentes qualités du cœur et de l'esprit, sa droiture, son désintéressement, son effacement, même, et la cordialité de ses relations sociales. Tous ceux qui le connaissaient vont regretter sa mort. Ce fut un citoyen modèle, intègre, un compagnon charmant, d'une grande largeur d'esprit et généreux de cœur, et je m'associe à l'honorable premier ministre pour offrir à sa famille l'expression de nos sincères condoléances. Je seconde la motion pour que la Chambre s'ajourne en signe de deuil.

M. l'Orateur: La motion est adoptée. La Chambre est ajournée jusqu'à demain après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on rapporte qu'il n'y a que 20 députés à l'ouverture de la séance, en comptant M. le Président Francoeur, en raison d'une tempête. Ceci explique les 65 absences. L'opposition compte trois membres: M. Sauvé, M. Bastien, M. Houde.

2. Selon ce que rapporte *L'Événement*.

Séance du mardi 2 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie;
- bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda;
- bill 86 relatif à la fusion des sociétés Saint-Jean-Baptiste de Québec, Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec et Saint-Jean-Baptiste de Limoilou.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 80 changeant le nom de famille de John Alexander Middleton et Douglas Orin Middleton en celui de Bremner.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la Canadian International Paper Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement adopté par la municipalité de Templeton-Ouest;
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant d'autres pouvoirs;
- des sœurs de la congrégation Notre-Dame, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte;

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Ltd., demandant l'adoption d'une loi autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à fixer l'évaluation, pour fins de taxes, des biens de la compagnie;

- de Quebec Apartments Ltd., demandant l'adoption d'une loi autorisant le conseil de la cité de Québec à fixer l'évaluation du Château Saint-Louis;

- de M. Reid et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation de ville la ville de Château-d'Eau;

- de Rouyn Mines Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 72 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

**Sœurs de la Congrégation
de Notre-Dame, de Montréal**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 106 modifiant la charte des sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Saint-Lambert**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rouyn Mines
Railway Company**

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 53 modifiant la charte de la Rouyn Mines Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville de Château-d'Eau

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 109 constituant en corporation la ville de Château-d'Eau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Évaluation du Château Saint-Louis par la cité de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 92 autorisant le conseil de la cité de Québec à fixer, pour une période d'années, l'évaluation de l'immeuble appartenant à la compagnie dite Quebec Apartments Limited et connu sous le nom de Château Saint-Louis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxes à payer par la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Ltd à la cité de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 93 autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited pendant une certaine période d'années.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalité de West Templeton, règlement no 22

M. Lahaie (Papineau) demande la permission de présenter le bill 84 ratifiant le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Établissements fabriquant le vin

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il d'établissements où il se fabrique du vin dans la province de Québec?

2. Quels sont les noms et adresses de ces établissements?

3. Quelle quantité et quelle marque de vin le gouvernement a-t-il achetées de chacune de ces maisons: a) en 1924? b) en 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1 et 2. Ces questions relèvent du gouvernement fédéral.

3. Le gouvernement n'achète pas de vin.

Taxes d'affaires pour la Commission des liqueurs à Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. La Commission des liqueurs paye-t-elle une taxe d'affaires pour son magasin principal dans la ville de Sherbrooke?

2. Dans l'affirmative, quel montant a-t-elle payé chaque année depuis l'ouverture de ce magasin?

3. Dans la négative, pour quelle raison n'a-t-elle pas payé?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. La Commission des liqueurs de Québec, sans reconnaître y être obligée, a toujours été consentante à payer une taxe d'affaires pour son magasin principal dans la cité de Sherbrooke.

2. Le montant que la Commission des liqueurs de Québec a toujours été consentante à payer somme susdit est de \$100 par année.

3. La cité de Sherbrooke a toujours refusé les offres de la Commission des liqueurs de Québec, qui a déposé en cour le montant offert. Cette question est actuellement devant les tribunaux.

Frais de publicité de la Commission des liqueurs

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien la Commission des liqueurs a-t-elle dépensé en 1925, pour frais de publicité dans les journaux de la province?

2. Quels sont les noms de ces journaux et combien pour chacun?

3. Quels sont les noms des journaux en dehors de la province et combien pour chacun?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. \$20,322.17.

2. *La Presse*, \$1,968.60; *La Patrie*, \$892.92; *Le Devoir*, \$509.55; *Le Canada*, \$607.98; *The Daily Star*, \$1,795.74; *The Gazette*, \$751.08; *The Herald*, \$500.85; *L'Autorité*, \$430.08; *Le Matin*, \$268.80; *The Standard*, \$806.40; *The Jewish Eagle*, \$707.19; *L'Événement*, Québec, \$590.58; *Le Soleil*, Québec, \$984.30; *The Telegraph*, Québec, \$154.62; *The Chronicle Telegraph*, Québec, \$154.72; *The Chronicle*, Québec, \$39.24; *L'Action catholique*, Québec, \$26.10; *L'Action populaire*, Joliette \$84; *L'Avenir du Nord*, Saint-Jérôme, \$57.58; *Le Bien public*, Trois-Rivières, \$215.04; *Pontiac Advance*, \$57.58; *Bulletin de la ferme*, \$140; *The Bulletin*, Ormstown, \$8.64; *Le Canada français*, Saint-Jean, \$82.77; *Le Sorelois*, \$107.52; *The Chronicle*, Trois-Rivières, \$4.20; *The Canadian*, Thetford Mines, \$80.64; *Le Saint-Laurent*, Rivière-du-Loup, \$118.51; *The Jewish Journal*, \$362.88; *La Tribune*, Sherbrooke, \$390.72; *The Record*, Sherbrooke, \$398.07; *Le Progrès de Hull*, \$86.63; *Le Spectateur*, Hull, \$124.32; *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, \$3.36; *Courrier de Sorel*, \$40.32; *Le Courrier de Montmagny*, \$40.32; *La Sentinelle de Montmagny*, \$107.52; *Le Colon*, Roberval, \$88.20; *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, \$48.60; *L'Éclaireur de Beauceville*, \$134.40; *The Enterprize*, Magog, \$65.27; *L'Étoile du Nord*, Joliette, \$137.20; *Gazette du Nord*, Amos, \$95.97; *The Gleaner*, Huntingdon, \$10.08; *L'Union des Cantons de l'Est*, Arthabaska, \$38.38; *The Watchman*, Lachute, \$99.86; *Le Cri de Québec*, Lévis, \$107.52; *Le Journal de Fraserville*, \$21.59; *Post*, Buckingham, \$61.39; *Stanstead Journal*, Rock Island, \$7.20; *St. Maurice Valley Chronicle*, \$107.52; *Le Progrès de Rimouski*, \$115.15; *Le Progrès de Chicoutimi*, \$134.40; *Le Progrès de Valleyfield*, \$79.57; *Le Quotidien*, Lévis, \$127.49; *La Minerve*, Montréal, \$194.88; *L'Information*, Montréal, \$241.92; *Le Bulletin*, Montréal, \$295.68; *L'Écho du St-Maurice*, \$56.28; *Le Peuple*, Montmagny, \$107.52; *Le Journal*, Rock Island, \$3.60; *Le Journal*, Waterloo, \$57.96; *Leader-Mail*, Granby, \$46.19; *News*, Saint-Jean, \$111.72; *Le Nouvelliste*, Trois-Rivières, \$285.29; *The Observer*, Coaticook, \$41.75; *Times Guardian*, Richmond, \$38.39; *Le Samedi*, \$860.16; *Guardian*, Montréal, \$191.97; *Review*, Montréal, \$150; *Listening*, Montréal, \$80; *Congress Journal*, Montréal, \$100; *Municipal Journal*, Montréal, \$202.50; *Journal de l'agriculture*, Montréal, \$544.40; *Voyageur de commerce*, Québec, \$60; *Guide l'Acheteur*, Québec, \$80; *Le Prix courant*, Montréal, \$260; *Le Journal*,

Lévis, \$35.99; *Financial Times*, Montréal, \$268.80; *L'Italia*, Montréal, \$107.52; *Labor-World*, Montréal, \$67.20; *Shipping Register*, Montréal, \$134.40; *Trade Bulletin*, \$134.40; *Moniteur du commerce*, \$60; *La Semaine commerciale*, Québec, \$67.20; *L'Ère nouvelle*, Montréal, \$36; *Le Flambeau*, Trois-Rivières, \$151.20; *Le Terroir*, Québec, \$60.

3. Aucun.

Nicolas Despatie, de la Commission des liqueurs

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. La Commission des liqueurs de la province de Québec a-t-elle eu à son emploi un nommé Nicolas Despatie?

2. Si oui, l'est-il encore et quelle est la nature du travail dont il est chargé?

3. Sinon, quand et pourquoi a-t-il été congédié?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. Non.

3. Congédié le 13 avril 1923, pour indiscipline.

Ouvriers à l'emploi des travaux publics à Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Combien d'ouvriers ont été employés aux travaux publics du gouvernement à Montréal, en 1925?

2. Ces hommes étaient-ils tous des ouvriers de Montréal?

3. Faisaient-ils partie des unions ouvrières?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1, 2 et 3. Les travaux que le gouvernement a fait exécuter à Montréal l'ont été en vertu de contrats donnés à forfait et les entrepreneurs n'ont pas produit leurs listes de paie.

Postes accordés par le gouvernement de 1924 à 1925

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Combien de positions ont été accordées, depuis le 1^{er} juillet 1924 au 1^{er} juillet 1925, par les bureaux de placement du gouvernement de la province?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont ainsi obtenu des positions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1. 16,452, suivant le rapport du surintendant général.

2. Le gouvernement possède les noms et les adresses de ceux à qui il a procuré de l'emploi, mais il est impossible de donner ici les noms et les adresses de ces 16,452 personnes.

**M. Turcotte, agent de
la province à Ottawa**

M. Renaud (Laval): 1. M. Jos. Turcotte, dont le nom apparaît à la page 465 des *Comptes publics 1924-1925* comme agent de la province à Ottawa ayant reçu pour le dernier exercice la somme de \$2,000, est-il le même M. Turcotte qui reçoit, depuis plus de 10 ans, le même montant chaque année?

2. Dans l'affirmative, a-t-il fait chaque année un rapport de son travail au gouvernement?

3. Si oui, pourquoi ce rapport n'a-t-il pas été soumis à la Chambre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2 et 3. M. Turcotte réside à Québec et communique avec le gouvernement quand la chose est nécessaire.

**Intérêts pour les travaux
de voirie de Contrecoeur**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quels intérêts ont été dus au gouvernement par le village de Contrecoeur pour ses travaux de voirie: a) en 1917; b) en 1918; c) en 1919; d) en 1920; e) en 1921?

2. Chacune de ces sommes a-t-elle été payée à échéance?

3. Dans la négative, quand a-t-elle été payée?

4. Reste-t-il des montants qui sont encore dus?

5. Dans l'affirmative, que reste-t-il à payer: a) pour 1917; b) pour 1918; c) pour 1919; d) pour 1920; e) pour 1921?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. a) Rien; b) \$229.87; c) \$465.10; d) \$476.52; e) \$523.94.

2. Non.

3. b) 24 janvier 1919, \$229.87; c) 15 mai 1920, \$298.57; 9 juillet 1920, \$166.53; d) 3 février 1925, \$476.52; e) 3 février 1925, \$23.48; 2 juin 1925, \$500; 18 juin 1925, \$0.46.

4. Non.

5. Réponse donnée par la réponse à la question 4.

**Travaux de voirie entre
Saint-Joachim et Saint-Tite-des-Caps**

M. Bastien (Québec-Comté): 1. Des travaux ont-ils été faits, en 1925, sur la route de Saint-Joachim à Saint-Tite-des-Caps?

2. Combien y avait-il d'équipes de travailleurs?

3. Quels sont les noms, occupations et adresses des contremaîtres et des employés de chaque équipe?

4. Quel montant a été payé à chaque équipe?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Cinq.

3. Contremaîtres: Jean Breton, Ange-Gardien; Aldéric Lessard, Saint-Joachim; Édouard Leclerc, Saint-Joachim; Toussaint Simard, Saint-Joachim; Arthur Racine, Saint-Joachim.

Commis: Alphonse Parent, Giffard; Alex-E. Giroux, Beauport.

Mécaniciens: Édouard Pagé, Baie-Saint-Paul; J.-Bte Racine, Saint-Joachim.

Forgerons: Théophile Gauthier, Edmond Boissonneault, Saint-Tite.

Charpentiers: J.-Bte Filion, Saint-Joachim; Delphis Filion, Saint-Joachim.

Journaliers: Jos. Bouchard, Odilon Filiault, Auguste Asselin, Alphonse Duclos, George Tremblay, Thomas Tremblay, Antonio Langevin, Henri Asselin, Ludger Simard, Joseph Gauthier, Wenceslas Tremblay, Éphrem Tremblay, David Guérin, Rosario Langevin, Nérée Bolduc, Joseph Boucher, Siméon Giguère, Joseph Laurent, Pierre Racine, Alfred Picard, Albert Boucher, Adrien Asselin, Adélard Ferland, Ernest Tremblay (Les Caps), Napoléon Tremblay, Albert Giguère, Léonidas Tremblay, Hector Crépault, Joseph Cunningham, Léon Tremblay, Joseph Vandal, Gaudias Tremblay, Louis Chevalier, Alfred Martineau, Cyrias Martineau, Henri Cunningham, Joseph L'Heureux, Adjutor Guérin, Johnny Nicholson, Paul Plamondon, Joseph Rancourt, Ed. Rancourt, Médéric Simard, Albani Martineau, Art. Giguère, Georges Renaud, Alex. Ferland, Chs.-Ed. Defoy, Edmour Langevin, Gérard J. Simard, Octave Paré; Cyrille Labranché, Maximilien Leblond, Henri Lessard, Martial Verreault, Wellie Defoy, Aimé Tremblay, Joseph Duclos, Isidore Duchaine, Napoléon Denis, Panthaléon Saillant, Aimé Verreault, Arthur Boutet, Alphonse Caron, Léger Gauthier, Eugène Dupont, Joseph Rochefort, Léopold Renaud, Philibert Lachance, Émile Bolduc, Léon Lajeunesse, Henri Leclerc.

Charretiers: Henri Néron, Henri Martineau, Joseph Lachance, Lorenzo Bouchard, Alphonse Goulet, Maurice Giguère, Émile Côté, Ludger Chevalier, Alphonse Labranche, Arthur Saillant, Odilon Fortin, Omer Tremblay, Maurice Racine, Eugène Bolduc, Rosario Asselin, Émile Chevalier, Henri Racine, Zéphirin Fortin, Raoul Fortin, Adélard Lessard, Léon Filion, George Guérin, George Martineau, Alfred Giguère, Joseph Simard à Adam, Ulric Asselin, Arthur Martineau, Élias Tremblay, Louis Tremblay, Philippe Martineau, Odilon Simard, Joseph Simard à Cléophas, Joseph Saillant, Joseph Gagnon, Maurice Boucher, Ernest Tremblay (La Miche), Francis Gauthier, Antonin Leclerc, Ludger Martineau, Joseph Goulet, Joseph Tremblay, Joseph Giguère, Alfred Ferland, Joseph Simard, Armand-Louis Leclerc, Louis Simard, Victor Asselin, Albert Simard, Odilon Tremblay, Léude Gauthier, Elzéar Tremblay, J.-Bte Fortin, Wilfrid Cauchon, Alphonse Thomassin, Arthur Racine, Joseph Bilodeau, Nelson Renaud, Napoléon Cauchon, Oscar Cauchon, Lorenzo Morel, Francis Paré, Amédé Côté, Roméo Lachance, Léon Pepin, Onésiphore Saillant, Iraldo Renaud, Armand Brault, Eustache Tremblay, Louis Paquet, Alfred Leclerc, Léger Plante, David Poulin, Louis-Joseph Racine, Absalon Jean, Célestin Lessard, Rosaire Pepin, Phérus Gagnon, Anatole Renaud, Louis Paré, Philippe Gagnon, Wilfrid Blouin, Gaudias Blouin, Cyriac Menard, Léon Filion.

Le gouvernement ignore l'adresse des journaliers et charretiers

4. Montant total payé: \$47,681.05.

Travaux de voirie à Pierreville

M. Lortie (Soulanges): 1. Quel fut le coût total du macadamisage des rues de la municipalité du village de Pierreville, comté de Yamaska, en 1913-1914?

2. Le gouvernement a-t-il déboursé quelque montant pour l'entretien de ce macadam depuis sa confection?

3. Combien de rues de cette municipalité ont été ainsi macadamisées et quelle est la longueur de chacune?

4. Quelle est la dette actuelle de cette municipalité envers la province en capital et intérêts?

5. Cette municipalité doit-elle quelques arrérages?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$37,343.73.

2. Oui.

3. Vingt-trois; Maureault, 1,960 pieds; Presbytère, 1,075 pieds; Sainte-Anne, 590 pieds; Gill et Cimetière, 1,280 pieds; Côte Villy Ally, 400 pieds; Schooner, 465 pieds; Côté, 300 pieds; Dontail, 315 pieds; Godfroy, 350 pieds; Letendre, 715 pieds; Rivière, 1,090 pieds; Trahan, 575 pieds; Église, 470 pieds; Georges, 2,065 pieds; Laperrière, 190 pieds; Descoteaux, 372 pieds; Rouillard, 460 pieds; Jean-Baptiste, 540 pieds; Rousseau, 780 pieds; Tailly, 460 pieds; Édouard, 110 pieds; Martel, 220 pieds.

4. Intérêts annuels: du 1^{er} décembre 1925 au 1^{er} décembre 1953, \$746.88; du 1^{er} décembre 1953 au 1^{er} décembre 1955, \$773.88; du 1^{er} décembre 1955 au 1^{er} décembre 1957, \$594.87; en 1959, le solde, \$9.65.

5. Non.

M. Hecker, secrétaire du premier ministre

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. M. Fritz Hecker, d'Ottawa, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quel est son emploi?

4. Dans quel département travaille-t-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Il n'y a pas de M. Fritz Hecker, d'Ottawa, à l'emploi du gouvernement. Mais M. F. Hecker, de Québec, est employé temporaire au bureau du premier ministre depuis le 1^{er} juillet 1925 et, en ce moment, il remplace M. R. Benoit, secrétaire du premier ministre, absent par suite de maladie.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné, sur la motion proposée le mercredi 27 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges):¹ Le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) avait un discours quelque peu plus court que celui de l'année dernière, vu qu'il n'a pas fait une comparaison entre l'exercice financier 1924-1925 et celui de 1925-1926. A-t-il commis volontairement cette omission ou la lui a-t-on imposée parce que les estimés de cette année, réputée si fructueuse à tous les contribuables, sont cependant moins élevés que ceux

de l'année dernière? Il a fait lui-même cette comparaison et a constaté que les résultats entre ces deux années sont très peu différents, à peine 15 à 20 %. En 1923, le trésorier de la province estimait le revenu probable à \$15,531,738, tandis qu'ils furent de \$21,634,641. En 1924, les estimés étaient de \$18,291,346, et les revenus réels de \$23,170,733. En 1925, les estimés étaient de \$19,662,919 et les revenus de \$25,021,328. Il comprend qu'il soit difficile de déterminer assez exactement le montant des revenus, mais la même difficulté n'existe pas pour les dépenses, qui peuvent toujours être contrôlées.

Il critique la confusion qui existe dans la façon d'estimer et de prélever les droits de succession, département dans lequel il est plus facile d'établir les dépenses que la manière dont les revenus sont contrôlés.

Il critique le gouvernement d'avoir dépensé de forts montants par mandats spéciaux et ordres en conseil. C'est une mauvaise politique qui fait disparaître la nécessité de soumettre le budget à la Chambre. De cette façon, il se fait de fortes dépenses sans que la Chambre le sache. En 1923, ils ont totalisé \$1,198,132, en 1924 \$1,493,879 et en 1925 \$2,109,148, desquels montants furent dépensés respectivement \$1,182,469, \$1,427,413 et \$2,075,603. Cela indique que la plupart des dépenses de la province sont autorisées par ordres en conseil, ce qui n'est guère dans l'esprit de la Constitution. Il semble que, si l'on étend encore cette pratique quelque peu, il ne sera plus nécessaire de convoquer la Législature chaque année.

Il me semble que le gouvernement aurait dû songer cette année à diminuer les taxes. J'ai suggéré l'an dernier - et j'ai reçu des lettres d'approbation de partout, spécialement des provinces de l'Ouest - que le gouvernement suggère une politique de retranchement. Ainsi, le fardeau de la taxation serait sensiblement allégé. Le dominion du Canada a trop de gouvernements et cela entraîne des dépenses inutiles. On épargnerait des millions aux contribuables du pays si les gouvernements des différentes provinces s'entendaient pour adopter une sévère politique d'économie. Le fardeau des taxes, dans notre pays, est ce qui entrave le plus la prospérité, empêche le développement des industries existantes et l'établissement de nouvelles industries. Pourquoi avons-nous 85 députés et 24 conseillers législatifs lorsqu'un nombre plus restreint de législateurs pourrait faire l'affaire? En économisant de cette façon, les taxes pourraient être diminuées. Si on écoutait ma proposition, on pourrait annoncer une réduction des taxes. On nous annonce, au contraire, que les taxes seront augmentées.

Dans son discours à l'assemblée annuelle des actionnaires, le président de la Banque Royale, Sir Herbert Holt, disait que "le pays est accablé par le gouvernement et il y a un besoin urgent de faire le ménage dans l'administration pour se départir de certaines de nos incapacités actuelles. Non seulement devrait-on réduire les coûts du gouvernement, mais il devrait aussi y avoir une suspension de ces capitaux qui ne produisent pas, ces dépenses, souvent de nature politique. Le poids de la taxation ne peut être allégé que si la nécessité d'une économie publique stricte sur une échelle proportionnée aux besoins de la situation est résolument confrontée". Une trop forte proportion du revenu de la nation, \$2,728,000,000, est absorbée par les taxes. Au moins un quart de la valeur de la production nette du dominion, \$627,900,000, est absorbé par les taxes fédérales, provinciales et municipales. Les taxes en sont rendues au point de retarder notre expansion nationale et d'entraver la production industrielle du Canada.

Si de nouvelles ressources sont nécessaires pour des fins spéciales, le gouvernement a toujours recours à une nouvelle forme de taxation, au lieu d'essayer de réduire les dépenses. Rien dans le discours du trône n'indique l'intention du gouvernement d'apporter un remède à cette situation. Au contraire, le premier ministre a laissé entendre bien nettement qu'il voulait créer de nouvelles sources de revenus. Les affaires au Canada sont dans une position désavantageuse par rapport à celles aux États-Unis, et cela est dû à la différence de taxation. Pour illustrer son propos, il cite des taux d'imposition sur le revenu dans les deux pays, montrant la différence marquée, et ajoute que le Congrès des États-Unis est présentement en train d'étudier une mesure menant à une réduction des impôts de 25 % aux États-Unis. Aux États-Unis, on diminue l'impôt sur le revenu; ici, cet impôt reste intact.

La taxe du revenu du Canada est de 1.33 % pour un revenu de \$3,000, jusqu'à 63.67 % pour un revenu de \$500,000, tandis qu'aux États-Unis cette taxe est de 0.33 % sur un revenu de \$3,000 et de 39.93 % sur un revenu de \$500,000. Le gouvernement, qui prétend être toujours le premier à adopter les bonnes mesures, devrait prendre les devants et réduire les taxes, et les autres provinces ne manqueraient pas de suivre son exemple.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quelles réductions suggérez-vous?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Vous me prenez à l'improviste. Je ne pourrais pas vous indiquer cela à brûle-pourpoint, mais le gouvernement sait bien qu'il y a trop de taxes en cette province. Ce serait le temps puisque l'on parle d'élections à brève échéance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Écoutez, écoutez.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'est une rumeur, mais on dit que le gouvernement fera des élections bientôt. Je ne vois pas la raison d'un appel au peuple puisque le terme est de cinq ans, selon la Constitution, et que seules des circonstances exceptionnelles devraient abrégier la vie d'une législature. Et il y a également à considérer le coût de la tenue d'élections générales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si vous êtes pour les gagner, le plus tôt vous les aurez, le mieux ce sera pour vous, je suppose.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Nous gagnerons certainement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Peut-être n'en êtes-vous pas bien sûrs.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'était difficile de croire le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) quant à la prospérité des agriculteurs, quand la *Gazette officielle de Québec* contient tant d'avis de vente par le shérif, et il a été remarqué que même en Abitibi les fermes étaient mises en vente. Bien sûr, tout ceci peut être mis sur le compte de la possibilité que certains des colons ne s'intéressaient qu'au bois et qu'ils s'empressaient de disparaître dès qu'ils avaient coupé les arbres.

Lorsqu'un nouveau gouvernement, le gouvernement Rhodes, s'empara du pouvoir, en Nouvelle-Écosse, il trouva de si graves défauts dans l'ancien système, qui avait causé de sérieuses pertes dans la province, qu'il fut obligé d'en inaugurer un nouveau.

Je ne voulais pas insinuer que les mêmes défauts existent au Québec, mais la province devrait adopter un système moderne de comptabilité, de façon à ce que les *Comptes publics* puissent être facilement compris et analysés. Dans les *Comptes publics*, on ne saurait retrouver même ce qui doit être débité ou crédité au compte capital.

En 1914, le passif de la province était de \$30,000,000, il est maintenant de \$98,000,000, une augmentation de 229 %. Le passif net, déduction faite du fonds d'amortissement, de l'encaisse, etc., était de \$26,500,000 en 1914, il est de \$69,000,000 en 1925, une augmentation d'environ 156 %. De là, il y a eu une augmentation de la dette brute de \$68,000,000 et de la dette nette de \$42,000,000 sur une période de 10 ans. Les charges d'intérêts, qui continuent à augmenter même quand vous dormez, étaient de \$1,000,000 en 1915, elles sont maintenant de \$3,600,000, une augmentation de 260 %. À cause d'une forte émission d'obligations, l'exercice en cours indiquera une forte augmentation et le fonds d'amortissement prendra encore une plus forte part des revenus. Sûrement, à cause d'un plus grand revenu, qu'il n'aurait pas été nécessaire d'avoir autant recours à l'emprunt qu'il l'a été. Dans les derniers 10 ans, le revenu provenant du public en général, à l'exclusion du revenu des terres et forêts et du subside fédéral, a été de \$110,371,835, et les chiffres de l'année dernière indiquent une augmentation de \$8,800,000 sur 1916. L'an dernier seulement, les taxes directes ont rapporté \$14,000,000. Lorsque le gouvernement n'aura plus les revenus provenant des ressources naturelles, qui devraient aller au compte du capital, il lui faudra augmenter encore les taxes directes. Ce qui prouve que le temps est venu, pour la province, de vivre selon ses moyens au lieu d'y aller par emprunts qui vont sans cesse croissant.

Au sujet de la Commission des liqueurs, il y a une différence entre le montant chargé par la Commission au gouvernement et le montant crédité dans les *Comptes publics*. En 1922, le montant payé au gouvernement était de \$3,892,398, tandis que les *Comptes publics* inscrivaient \$2,860,010. En 1923-1924, les chiffres étaient de \$3,784,925 et de \$3,020,395, tandis que les *Comptes publics* indiquaient \$3,000,000 pour chaque exercice. En 1925, le rapport de la Commission indiquait \$3,987,933 payés au gouvernement et les *Comptes publics* indiquent \$2,400,000. Cela fait une somme totale de \$15,685,933 payés au gouvernement, mais les *Comptes publics* n'indiquent que \$11,260,010, une différence de \$4,425,643.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les exercices ne sont pas les mêmes.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je sais que leur exercice se termine le 30 avril, contrairement au 30 juin, mais les rapports de la

Commission vous chargent de plus de \$15,000,000, tandis que les *Comptes publics* indiquent que vous avez reçu à peine plus de \$11,000,000, ce qui fait une différence de \$4,425,643 pour les quatre années. C'est trop pour qu'on puisse mettre cela sur le compte de la différence de deux mois des exercices.

Il veut une exploitation raisonnée des ressources naturelles. Il faut dépenser de l'argent pour l'agriculture, la colonisation, la voirie, mais la province doit recevoir pour la pleine valeur de son argent.

Le gouvernement s'empresse trop à disposer des richesses forestières de la province. Il annonce encore, pour le 13 février, une vente de 5,000 milles carrés. Il fait remarquer que les territoires forestiers que possède le gouvernement et qui ne sont pas sous bail s'élèvent à 76,500,000 acres, desquels doivent être déduites les limites de Manicouagan qui ont été vendues l'an dernier. Parmi ce qui reste, il y a environ 2,000 milles carrés dans le district de Gatineau, les plus chères du district. Il est d'avis qu'il n'est pas recommandé de vendre le reste, que les arbres prennent de la valeur chaque année, et il ne voit pas pourquoi le gouvernement devrait se précipiter dans la vente de 5,000 milles carrés de limites à bois, surtout quand, selon les termes de la vente, le gouvernement n'aurait qu'un petit pourcentage de la valeur en argent, puisque la coupe sera limitée chaque année. Il soutient que c'est une proposition transparente pour l'acheteur et une très mauvaise affaire pour le gouvernement. S'il s'avérait que la vente se fasse, il est certain qu'il y aurait beaucoup de protestations de la part de la population, et le gouvernement aurait du mal à trouver une excuse valable.

Ces forêts augmentent en valeur avec les années et, si le gouvernement disposait par petits groupes, il obtiendrait un bien meilleur prix. La façon dont cette vente est préparée porte à croire qu'elle est faite pour que ces limites tombent entre certaines mains. Le gouvernement se targue de préserver les atouts de la province pour la population, mais qu'en sera-t-il si ces limites vont aux Américains, comme c'est presque sûr qu'il arrivera? C'est comme si la province vendait son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Cette politique va mettre bientôt toutes nos richesses forestières en la possession des Américains. Elles seront détenues et gérées par des Américains, si ce n'est déjà fait. Les profits s'en iront en dehors du pays et il ne restera plus, pour le Canada, que des salaires minimes pour les Canadiens, un petit nombre de personnes dans les emplois les moins importants et de petites royautés payées au gouvernement. Ils seront propriétaires des moulins et vont peut-être

même baisser les prix et faire fermer certains moulins canadiens; les gérants et les employés de la direction seront tous des Américains. Nos fabriques et nos industriels seront bientôt ruineusement concurrencés. Il n'y a pas assez de délai entre l'annonce de la vente et la vente elle-même. Telle qu'elle se fait, la vente des limites à bois n'est pas une bonne affaire pour la province qui se prive ainsi des ressources de gros revenus pour l'avenir.

Si cette politique continue, tout ce qui restera de notre bel héritage sera des limites qui ont peu de valeur, parce que le bois en est petit et que son accessibilité le rend difficile d'accès au marché.

Cette vente ne doit pas continuer; les limites doivent être gardées et vendues seulement de temps à autre à des compagnies canadiennes déjà existantes ou à être créées.

Nos actifs valent très cher et, si nous en disposons avec sagesse et que nous les administrons de façon adéquate, ils devraient pouvoir payer toutes nos dettes et, un jour, le revenu de ces actifs, combiné avec ceux de l'énergie hydraulique, des liqueurs, des subventions de dominion, etc., sera tel qu'on pourra procéder à une diminution considérable des taxes, ce que la population désire le plus. Mais, si nous vendons nos meilleurs actifs trop rapidement et sans en tirer ce qu'ils valent ou ce qu'ils vaudront un jour, nous n'avons aucune chance d'atteindre ce résultat.

En raison du manque de compétition, les prix doivent nécessairement être moindres. Il fait valoir le danger d'aliéner les ressources naturelles de la province et cite le cas de l'énergie hydraulique, à la Chute à Caron, qui a été vendue il y a 20 ans pour presque rien, tant et si bien que le gouvernement a dû, pour s'excuser, affirmer qu'il n'avait pas su la valeur que la chute prendrait. Il espère que, dans 20 ans, il n'y aura pas lieu de dire encore: Nous ne savions pas la valeur.

Les richesses naturelles de la province devraient servir à une autre fin et contribuer à assurer notre prospérité nationale. Le gouvernement devrait vivre suivant ses moyens, au lieu de vivre du produit de la coupe du bois. De plus, la négociation d'un emprunt de quatre millions et demi, en juin dernier, indique bien qu'il ne vit pas selon ses moyens. Sans cet emprunt, la dette aux banques aurait été de deux millions et trois quarts. Je n'étais pas contre les dépenses pour la colonisation et pour les routes, et j'avais peur que le fait de référer à ce genre de dépense mène à la charge à laquelle je m'oppose. Ce que je voulais, c'était de la valeur en échange du prix payé. Tous les départements devraient faire des économies.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quelles économies?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'est au ministre de chaque département qu'il appartient de déterminer cela. On dit que les taxes municipales sont plus élevées à Toronto qu'à Montréal. La chose est possible, mais le coût de la vie est moins élevé à Toronto qu'à Montréal.

Il dit un mot de la crise agricole, puis il parle de l'administration de la justice. Il déclare que de nombreuses personnes ont été bouleversées d'apprendre l'augmentation des crimes et surtout le fait que tant de ceux qui les commettent ne soient pas arrêtés. Plusieurs meurtres ont été commis et les meurtriers sont toujours en cavale, et une rumeur court selon laquelle il y a d'autres meurtres qui ont été rapportés à la police sans que la population soit mise au courant. Il suggère qu'il serait possible pour plusieurs gouvernements provinciaux de se rassembler et d'instaurer une force semblable à la Gendarmerie royale du Canada, qui aurait de l'expérience et une formation, et qui pourrait être utilisée partout dans le dominion, à l'extérieur des villes.

Il cite longuement l'éditorial du *Star* qui presse le gouvernement d'agir en matière de détection des crimes et qui exprime l'espoir que les autorités, que ce soit par laxisme ou favoritisme, ou encore pour céder à de mauvaises influences ou pour les exigences du parti, ne s'exposent pas à des charges de complicité à des crimes en tant que complices de meurtres.

Après avoir réexaminé le cas Kochura², colon du comté de Pontiac, il a le sentiment que l'administration de la justice aurait pu être un peu plus clémentine dans cette affaire, même s'il ne pardonne pas l'infraction d'agression. Un des aspects de cette affaire ressemblait beaucoup à de la persécution. L'effet d'une telle affaire pourrait être une mauvaise impression sur les gens des pays étrangers, ce qui aurait tendance à empêcher la colonisation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Cet homme a été traduit devant les tribunaux aussitôt qu'il a été possible de le faire; il a plaidé coupable et le juge Philémon Cousineau, ancien leader de l'opposition en cette Chambre, qui l'a condamné, a déclaré qu'il avait été traité avec justice. Je promets de vous envoyer un exemplaire du jugement pour votre instruction.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je sais qu'il a plaidé coupable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Alors, à qui la faute?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Oh! je veux bien croire que ce n'est pas la faute de l'honorable premier ministre.

Il demande au gouvernement d'y aller avec prudence dans les taxes au lieu de vouloir se créer de nouveaux revenus. Il ajoute qu'il a confiance en l'avenir de la province de Québec parce que sa population est laborieuse et a des habitudes d'économie. Il exprime l'espoir qu'un changement de régime vienne bientôt assurer à la province le progrès et la prospérité. Il termine en exprimant sa pensée que, si les affaires de la province sont administrées de façon convenable et économique, il a bon espoir en son avenir et que, si ses merveilleuses ressources de minerai, d'agriculture et de forêts sont exploitées correctement, ses perspectives sont meilleures que celles de n'importe quel pays du monde. Mais, citant à nouveau le *Star*, "il devrait y avoir une politique d'économie rigoureuse dans chaque secteur de l'administration provinciale, afin de permettre une réduction de la dette publique ainsi que des taxes et de toutes les autres obligations qui pèsent sur la population."

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne)³ félicite le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) pour son exposé extrêmement clair et précis. Je crois que la Chambre appréciera la déclaration du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) qu'il a confiance dans l'avenir et la prospérité de cette province. Sa confiance et le sourire qui illuminait alors son visage, s'il était allé à un degré plus haut, nous auraient démontré qu'il avait également confiance dans le gouvernement - il aurait alors fait preuve de plus d'impartialité - auquel il regrette sans doute de ne pas appartenir, car, si nous écoutons sa critique de la loi des liqueurs, nous nous apercevons qu'il approuve quand même les mélanges quand ils sont des produits de haute qualité.

L'honorable député de Montréal-Saint-Georges se plaint du fait que l'administration de cette province coûte cher et il regrette que les taxes soient aussi élevées. Je crois que tout le monde doit reconnaître que, si le gouvernement collecte beaucoup de revenus, il les dépense généreusement pour le plus grand bien de la province. Il s'agit d'une affaire de compréhension politique où un mandataire du peuple doit faire plutôt usage de son jugement que de son imagination. La province ne peut dépenser que ce qu'elle reçoit. Il s'agit de savoir si elle dépense

cinq millions de revenus, où les taxes ne figurent que pour une certaine partie, il s'agit, dis-je, de savoir si elle dépense ce revenu à bon escient. Toute la loi des finances, dans les entreprises humaines, est réglée de façon automatique. Nous ne sommes que les dépositaires des fonds publics. Et, quand nous recevons beaucoup, nous pouvons dépenser beaucoup pour le bien de la province et du peuple.

Le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) a parlé de réduire les dépenses du gouvernement et aussi de l'exploitation de la Commission des liqueurs, et je pense que le représentant de Saint-Georges a raté là une occasion magnifique de présenter un plan pour la combinaison des deux.

La sagesse politique est de ne pas surcharger les classes laborieuses et pauvres, et c'est précisément ce que le gouvernement libéral a toujours compris en ne touchant pas les masses ouvrières ou rurales de certains impôts que nous demandions au commerce ou aux grandes industries. Si le député de Montréal-Saint-Georges veut faire abus des chiffres pour prouver nos exactions au sujet de la politique des bons chemins, nous pourrions lui répondre que ce département, qui nous a donné plus d'un tiers de nos revenus, laissant à tous nos cultivateurs, sans exception, d'après l'autorité de leurs conseils municipaux, l'option de contracter ces dettes pour lesquelles le député de Montréal-Saint-Georges nous reproche d'imposer des intérêts à titre de taxes, tandis qu'ils avaient la faculté de refuser de contracter ces engagements. À tout prendre, que le député de Montréal-Saint-Georges revoie notre exposé budgétaire et il constatera que nos impôts, par tête, sont de \$9.31, de \$23.74 en Alberta, \$35.99 en Colombie-Anglaise, \$17.06 au Manitoba, \$16.73 en Ontario, \$9.89 au Nouveau-Brunswick, \$10.65 en Nouvelle-Écosse, \$19.44 en Saskatchewan. En outre, un fait important à ne pas oublier, c'est que tous les revenus perçus de différentes sources ont été employés à parfaire l'œuvre de prospérité entreprise depuis longtemps par le gouvernement. En fait, le meilleur guide a été le résultat que le gouvernement a obtenu sous des conditions pratiques plutôt que sous des théories et des discours académiques.

L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), qui a exposé la situation financière, a démontré que la province de Québec était la moins taxée du dominion. L'honorable député de Montréal-Saint-Georges n'a pas cité un seul chiffre pour réfuter cette affirmation de l'honorable trésorier. Je crois que tout le monde convient de cela. Les faits sont là. Les chiffres sont là pour le démontrer.

L'honorable député de Montréal-Saint-Georges a cité un texte de la National City Bank et le discours du président de la Banque Royale. Mais ces textes ne nous intéressent pas autant que les faits cités par le gouvernement actuel dans son exposé. Il s'est complu à nous donner, pendant une heure, des témoignages de banques américaines qui critiquaient la position financière de la province de Québec, il en a cité un grand nombre qui sont de son propre choix et de sa sélection, mais, en homme pratique, je vais lui dire comment il faut envisager l'opinion américaine non pas sous la forme de ses journaux qui sont payés pour écrire à tant la ligne, mais sous la forme de l'argent qu'elles ont versé pour l'achat de nos obligations municipales et pour les demandes de nos emprunts provinciaux. Tous les banquiers, quelles que soient leurs théories économiques, paient plus cher pour les obligations de la province de Québec que pour celles des autres provinces. N'est-ce pas là une preuve de la supériorité de nos valeurs, de la prospérité et de la stabilité financière de la province? Nos derniers emprunts ont été faits plus avantageusement que ceux des autres provinces. Leur prix de vente représente un taux d'intérêt de 4.76 %, tandis que les autres gouvernements provinciaux ont tous été au-dessous de ce chiffre: Alberta, 5.06 %, Manitoba, 4.94 %, Nouveau-Brunswick, 4.83 %, Ontario, 4.99 %, Île-du-Prince-Édouard, 4.87 %, Saskatchewan, 4.96 %. En matière de finance, la province de Québec trace la voie aux autres. La province de Québec a non seulement les taxes les plus basses, mais elle a aussi récupéré le meilleur rendement de ses fonds d'État. Et elle a montré la voie aux autres provinces depuis qu'un gouvernement libéral a été élu, il y a 38 ans, en montrant qu'elle pouvait non seulement faire balancer les dépenses et les revenus, mais produire des surplus. C'est très bien de citer des chiffres tirés d'ouvrages de doctrine publiés par des maisons américaines ou d'états financiers présentés à des assemblées de directeurs de banques, mais les meilleurs ouvrages à citer sont ceux qui contiennent des faits réels, les faits qui ont été présentés à la Chambre par le trésorier de la province.

Mon honorable ami le député de Montréal-Saint-Georges dit que nous devrions donner l'exemple de la réduction des taxes. J'affirme, M. l'Orateur, que nous leur avons donné l'exemple, et depuis longtemps. Il nous a dit encore que la dette avait augmenté. C'est naturel. La province de Québec, pour être à la hauteur de sa tâche et ne pas se laisser dépasser dans les essentiels progrès modernes, a dû inaugurer et accomplir d'immenses

travaux de voirie. Nous ne pouvons avoir un beau système de routes comme nous en avons sans qu'il nous en ait coûté quelque chose. Nous avons fait là un excellent placement pour la province de Québec. Car le revenu des automobiles en 1926-1927 est évalué à \$2,500,000 et la gazoline nous rapporte \$750,000, soit un total de \$3,250,000. Si nous n'avions pas de routes, la province n'aurait pas ces revenus qui pourraient justifier une dépense de \$60,000,000 ou \$70,000,000 pour la voirie. Nous n'avons pourtant dépensé que \$40,000,000. Il faut en conclure que ces revenus justifient la dépense autorisée pour les chemins par le gouvernement. À propos d'emprunt, reconnaissons que le trésorier a introduit un bon régime financier en ne faisant plus d'emprunt sans fonds d'amortissement.

Parmi les augmentations de dépenses de l'administration provinciale, soulignées par le député de Saint-Georges (M. Gault), l'augmentation des impôts a servi, en partie, à augmenter les salaires des fonctionnaires, et je suis persuadé que l'opposition n'oserait pas s'objecter à cette dépense. L'argent ainsi dépensé servira à apporter du confort dans les maisons de certains fonctionnaires, il procurera à de nombreuses familles quelques-uns des petits luxes auxquels ils ont droit. Aucun parti politique ne pourrait s'objecter à cette politique, et je suis sûr que les membres à la gauche du président n'ont nulle envie de critiquer le gouvernement à ce sujet.

Un des articles du budget dont je veux parler, c'est celui qui a trait au bureau de placement des ouvriers, à Montréal. On a augmenté l'octroi à ce bureau de \$10,000 pour l'année prochaine. J'ai confiance que le bureau en sera rendu plus efficace. Dans un grand centre comme celui-là, beaucoup d'ouvriers sont nécessairement en quête d'ouvrage, surtout en hiver. Il y a beaucoup de chômage et, conséquemment, de misère, dans les grandes villes, et il est nécessaire d'avoir des endroits où les hommes qui veulent travailler peuvent obtenir un emploi, mais je voudrais qu'on donne à ces bureaux un peu plus de pouvoirs, plus d'occasions d'accomplir le bon travail pour lequel ils ont été institués. Lorsqu'un homme est obligé de frapper à la porte d'un bureau de placement, il est lamentable de voir qu'il est obligé de payer un honoraire. Je ne critique pas les agences qui s'occupent de placement, mais elles exigent un paiement pour le service rendu. Je crois que le bureau du gouvernement devrait être plus actif que jamais.

Je félicite le gouvernement de l'aide - un tiers du pont - qu'il va accorder à la construction du pont de Montréal-Longueuil, une entreprise à laquelle

mon honorable ami le député de Chambly (M. Thurber) a consacré beaucoup de son temps. C'était là une occasion en or pour les bureaux de placement du gouvernement de voir à ce que tous les hommes qui veulent travailler obtiennent un emploi à un bon salaire sans avoir à déboursier quoi que ce soit.

Le gouvernement a mérité la confiance de tous les financiers non seulement de ce pays, mais même des États-Unis, en donnant à notre province une bonne administration financière, et je crois qu'au lieu de le critiquer c'est notre devoir de l'approuver.

En terminant, le député de Montréal-Saint-Georges nous reproche de ne pas montrer la voie aux autres provinces, mais nous n'avons pourtant pas cessé de le faire depuis 1897. Si nous avons augmenté la dette publique, c'est que les conditions de la vie moderne, qui sont les mêmes dans le monde entier, nous imposaient ce devoir d'assurer le confort, le bien-être et la prospérité des classes rurales. Le gouvernement a dû contracter des obligations considérables pour nous assurer les plus beaux chemins du pays qui se trouvent dans la province la première accessible aux voyageurs de l'Europe et, par conséquent, la première ouverte à la civilisation supérieure que nous chérissons tant. Cette entreprise a été une très lourde charge. Le gouvernement a été obligé de prendre les moyens nécessaires pour établir un système de chemins convenables afin d'établir des contacts plus faciles et plus rapides entre les régions. L'opposition ne niera pas que c'est surtout à cause de la voirie que la dette a augmenté. Les dettes que nous avons assumées pour les chemins nous seront remboursées sous une forme directe ou indirecte, mais nous aurons assuré le progrès et l'avenir de notre pays.

(Applaudissements)

M. Crépeau (Sherbrooke): En voyant le député de Montréal-Sainte-Anne faire de l'éloquence avec les affaires financières, l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) n'a pas dû être à son aise.

L'honorable M. Nicol (Compton): (Souriant)
Oh! Je suis bien à mon aise.

M. Crépeau (Sherbrooke): Le trésorier de la province, tout en laissant paraître quelques légers défauts de prononciation et un certain accent révélateur, pour dire comme on dit, "pour un canayen comme nous autres", s'en est pas mal tiré de son discours en anglais, surtout si l'on tient compte du fait qu'il a parlé en présence de véritables

représentants de l'élément anglais. Ceux-ci doivent le regarder d'un œil jaloux. Mais le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon), qui a prononcé un bon discours, a montré qu'il ferait un bon représentant de l'élément anglais au département du Trésor. Il a prouvé qu'il savait non seulement parler chiffres, mais y mettre de l'enthousiasme. S'il était trésorier provincial, il ne pourrait parler mieux qu'il ne l'a fait cet après-midi. Et l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David), que j'ai entendu parler anglais durant la lutte électorale d'Argenteuil, a fait voir qu'il avait toutes les qualifications requises pour être trésorier provincial.

L'honorable M. Nicol (Compton): (Souriant) Tout de même, je peux espérer finir par parler anglais.

M. Crépeau (Sherbrooke): Oui, en suivant des cours par correspondance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous n'avez pas envie de changer de représentant anglais vous aussi?

M. Crépeau (Sherbrooke): Le bel effort du trésorier de la province pour parler en anglais ne mérite que des éloges. Quant à la façon dont il s'y prend pour établir un surplus, malgré la dette qui augmente, c'est autre chose. Si le député de Compton (l'honorable M. Nicol) administrait ses affaires personnelles comme il administre les affaires de la province, il perdrait le beau crédit qu'il a auprès des banques et il serait obligé de retourner à sa profession d'avocat.

L'honorable M. Nicol (Compton): C'est bien beau d'avoir une profession à laquelle on peut retourner. Il y en a tant qui n'en ont pas. (Rires)

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable trésorier de la province ne dit pas cela pour moi, car il sait que j'en ai une.

Il croit reconnaître certaines tactiques particulières au trésorier de la province qui veut laisser croire que l'opposition a combattu l'entretien des routes par le gouvernement, tandis que c'est tout le contraire qui existe. Il rappelle une râclée qui aurait été servie au trésorier de la province par le chef de l'opposition, lors de l'appel nominal, à Lachute, lors de la dernière élection d'Argenteuil.

L'an dernier, j'ai observé que sans l'adoption d'une politique différente en ce qui a trait à la coupe

du bois dans certaines régions du pays représentées par l'honorable trésorier de la province, certaines villes mourraient et des chemins de fer devraient cesser d'être exploités.

Il critique le gouvernement à propos de la voirie. Il espère que les promesses du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) faites à la province valent mieux que celles qu'il a faites à la population de Compton, en sa qualité de député de Compton à l'Assemblée législative. Au cours de la campagne fédérale, l'honorable trésorier de la province a visité son comté de Compton et a déclaré que, si la compagnie de chemin de fer Boston and Maine Central, qui dessert quelques paroisses de son comté, discontinuait son service, il réussirait à intéresser une autre compagnie qui serait prête à opérer le chemin de fer⁴. Malgré toutes les promesses, deux jours après l'élection fédérale, le dernier train retournait à Portland pour ne plus jamais revenir. Depuis ce temps, la voie a été abandonnée et le trésorier de la province n'est plus retourné dans cette partie de son comté.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je dois déclarer à mon honorable ami que je n'ai jamais dit cela.

M. Crépeau (Sherbrooke): Je vais citer ces paroles de l'honorable trésorier dans *La Tribune*, de Sherbrooke, qui publie le portrait de l'honorable trésorier de la province en moyenne trois fois par mois et qui reçoit du gouvernement \$20,000 par année.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) doit accepter la déclaration de l'honorable trésorier de la province. Il n'est pas dans l'ordre d'insister, même avec des articles de journaux. Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je dois aussi demander au député de Sherbrooke de retirer ses paroles à l'effet que mon portrait paraît trois fois par mois dans *La Tribune*, car son portrait paraît plus souvent que le mien.

M. Crépeau (Sherbrooke): J'admetts que le vôtre ne paraît que deux fois par mois. Il veut lire la situation annoncée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'objecte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne vois pas pourquoi on empêcherait la lecture de l'article en question. Le député de Sherbrooke n'a pas dit que *La Tribune* était une preuve de la véracité des paroles rapportées, il a simplement dit: "Maintenant, je lirai un article..."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au contraire, il faut voir, dans la déclaration du député de Sherbrooke, qu'il a voulu réellement dire que le trésorier de la province se trompait puisque le journal le disait. Il lit un article des règlements de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pardon! Pardon! Le député de Sherbrooke est dans l'ordre...

M. le Vice-Président (Laferté, Drummond) déclare que le député de Sherbrooke doit accepter la déclaration de l'honorable trésorier de la province, mais, ajoute-t-il, si l'article auquel l'honorable député de Sherbrooke veut référer touche une autre question, il peut le lire. J'ignore ce que contient l'article, mais, s'il a le même sens que les paroles niées tout à l'heure, il déroge aux règlements de la Chambre. Le trésorier de la province peut, s'il le juge à propos, donner le démenti au journal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ça, le trésorier de la province pourra donner à la *Tribune* un démenti qui a pourtant pris bien du temps à venir⁵.

M. Crépeau (Sherbrooke) lit un article de la *Tribune* où il est dit que le trésorier de la province s'est engagé à faire maintenir en fonction le Maine Central.

L'honorable M. Nicol (Compton): On a fait une erreur inconsciente⁶ peut-être, mais je n'ai jamais dit cela. J'ai fait tout ce qui était possible pour empêcher cela. J'ai simplement dit aux électeurs de Saint-Léonard de Compton que je ferais de mon mieux pour les aider.

M. Crépeau (Sherbrooke): Ce doit être la première fois que le journal que je tiens dans mes mains, *La Tribune* de Sherbrooke, cite mal le trésorier de la province dans le rapport d'une réunion au cours de laquelle il a parlé. Si les électeurs du comté de Compton attendent aussi longtemps la réalisation des promesses de leur député, ça n'est pas de sitôt qu'il verra l'âge d'or prévu dans le discours du budget.

L'honorable M. Nicol (Compton): L'honorable député de Sherbrooke me permettra-t-il de lui demander s'il a fait quelque chose pour empêcher ce service de chemin de fer d'être discontinué?

M. Crépeau (Sherbrooke): Je n'ai rien fait du tout, mais je n'avais pas fait de promesse. Cependant, je serais enchanté d'aider l'honorable trésorier de la province dans cette affaire.

Les finances provinciales sont bonnes, dit-on. C'est parce que le domaine public est aliéné. Pour trouver des surplus, le gouvernement vend sans discernement les plus belles ressources forestières de la province.

Une telle politique aurait sa raison d'être si nos forêts étaient inépuisables. Tel n'est pas le cas malheureusement, quoi qu'en puisse dire le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). À l'encontre de celle du ministre, on peut citer l'opinion de plusieurs ingénieurs forestiers du gouvernement, notamment M. Thomas Maher, et celle aussi de M. Roland D. Craig, chef forestier fédéral, qui déclarait, le 27 janvier dernier, à Montréal, devant les membres de l'Association canadienne de la pulpe et du papier, que nos forêts ne dureraient pas plus de 30 ans, au train où se fait l'exploitation.

Il reproche au gouvernement de manifester trop d'empressement pour vendre des massifs boisés d'une richesse extraordinaire, dont la valeur augmente chaque jour, sans s'assurer auparavant si les besoins nécessitent cette vente. Il déclare que l'on ne devrait pas vendre de limites par blocs de 1,000 milles ou 2,000 milles carrés à la fois, ce qui empêche les petites compagnies d'en acheter. On empêche la concurrence par le fait qu'il n'y a que très peu de syndicats assez puissants pour investir des capitaux aussi considérables dans ces entreprises. Comme résultat, les enchères sont très basses et nos limites se vendront à vil prix.

En citant des déclarations d'ingénieurs, il lit quelques mots en anglais.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien, très bien⁷.

M. Crépeau (Sherbrooke): Le gouvernement devrait entreprendre, sans tarder, un inventaire complet de nos ressources forestières. L'opposition ne veut pas paralyser l'exploitation des richesses naturelles de la province, mais elle exige que cela se fasse méthodiquement, de façon raisonnée. Les conditions imposées aux acheteurs, lors des enchères, doivent être scrupuleusement observées.

Le gouvernement trompe l'électorat quand il laisse entendre que les cultivateurs et les ouvriers ne sont pas taxés. D'après les *Comptes publics*, honoraires et timbres judiciaires ont rapporté à la province plus de \$700,000, l'année dernière. Qui a payé ce montant, si ce ne sont les ouvriers et les cultivateurs avec les autres citoyens, forcés d'avoir recours à la justice? Est-ce que, parmi les avocats, il n'y en a pas qui font métier de racoler les causes d'accidents du travail, conseillant ensuite à leurs clients de réclamer des sommes trop fortes, les frais montant en conséquence? À la fin du procès, étant donné la part prélevée par l'avocat et ce qui reste au client, on est porté à croire souvent que c'est l'avocat qui s'est fait estropier plutôt que le client.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que le gouvernement a à faire avec cela?

Des voix de l'opposition: À l'ordre! À l'ordre!

M. Crépeau (Sherbrooke): La situation est assez grave pour que le gouvernement y remédie par un amendement à la loi des accidents du travail.

Pour accumuler des surplus et établir de beaux états financiers, le gouvernement compte sur les profits du commerce des liqueurs. S'il faut en croire le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), la loi des liqueurs doit amener la tempérance absolue. Comme les autres provinces songent à établir des monopoles comme le nôtre, leurs citoyens ne viendront plus s'abreuver chez nous. Et alors, où trouverons-nous les surplus? On les remplacera par une armée de fonctionnaires en retraite. Je crois que l'on impose des châtiments d'une sévérité inexplicable à ceux qui ont le malheur de vendre ou d'avoir en leur possession une bouteille de boisson ne portant pas l'étiquette de la Commission; en même temps, on permet, sous le couvert de la loi, à certains hôteliers de vendre de la bière le dimanche en plus grande quantité que la semaine. La vente de la bière aux repas est la plus grande comédie qui existe. Le gouvernement a accordé trop d'importance à son intérêt financier en faisant appliquer la loi.

Le gouvernement se vante du développement hydroélectrique comme si c'était lui qui avait inventé l'électricité. Même si le gouvernement avait voulu empêcher ce développement, il n'aurait pu le faire. Tout ce dont le gouvernement peut se vanter, c'est que des pouvoirs d'eau considérables que l'on développe aujourd'hui, telle la Chute à Caron, ont été cédés autrefois, et pour des sommes dérisoires. Le gouvernement se vante d'avoir développé 700,000,000 de chevaux-vapeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Sept cent millions?

M. Crépeau (Sherbrooke): Je vous demande pardon, 700,000 chevaux-vapeur. Je suis si habitué aux millions. Mais c'est parce que les compagnies ont bien voulu assurer le développement de nos pouvoirs d'eau que nous avons ces progrès!

L'honorable trésorier de la province a dit, en terminant son discours, que les citoyens continueraient à observer nos lois. Les citoyens continueront de mieux observer les lois en autant que ces lois ne seront pas oppressives et qu'elles seront les mêmes pour toutes les classes et tous les individus.

(Applaudissements)

M. Thurber (Chambly): Je suis heureux de me lever comme membre de cette Législature pour offrir mes hommages à l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) pour son discours et pour l'excellente administration financière qu'il nous a donnée. C'est le meilleur trésorier que la province ait jamais eu. Nous en avons entendu les plus grands éloges de tous les experts en matière de finances. Qu'avons-nous besoin de ressasser toutes ces vieilles et mesquines questions de compétence? Le député de Sherbrooke (M. Crépeau) a critiqué. Il est facile de critiquer, les hommes les moins capables peuvent exceller là-dessus. Autre chose est de bien administrer et tous les citoyens reconnaissent que nous avons une très bonne administration. Toute la critique ne peut empêcher de voir le fait éclatant que la province de Québec a la meilleure situation financière de tout le pays. On a beau répéter que la province est en banqueroute, on y paie moins de taxes qu'ailleurs. Le gouvernement fait l'entretien des principales routes et les députés ministériels, avant l'opposition, continuent à demander d'augmenter cet entretien des routes aux frais de la province, assurés que le gouvernement se rendra à ces demandes quand il le jugera sage. Le jour viendra où toutes les grandes routes seront entièrement à sa charge.

L'opposition n'a pas encore réfuté l'affirmation du trésorier de la province que la province de Québec est la moins taxée du dominion. Non seulement nous sommes la province la moins taxée, mais nous vendons nos obligations à meilleur compte, nous voyons aussi le confort et les commodités de la vie augmenter partout, dans toutes les classes de notre société, et cependant nos adversaires ne sont pas encore contents. Ils critiquent tout ce que nous faisons, et l'œuvre immense de nos

bons chemins leur paraît inutile ou dangereuse. Et pourtant, c'est cette œuvre géniale, dont la conception appartient à Sir Lomer Gouin et à l'exécution à l'honorable premier ministre et à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), qui assurera à notre province une prépondérance finale dans le développement prévu du Canada tout entier.

Il est vrai qu'il y a des taxes même chez nous. Les cultivateurs se taxent - ce n'est pas le gouvernement qui les taxe - parce qu'ils veulent connaître le progrès, eux aussi.

Des voix ministérielles: Très bien, très bien.

M. Thurber (Chambly): Les cultivateurs veulent vivre plus à l'aise. Ils veulent des communications plus faciles, et le moyen, c'est d'avoir de bons chemins.

Sans doute, les cultivateurs paient une part de la construction des chemins, mais ils sont fiers parce qu'ils jouissent de meilleures communications. Ils ont à cœur de sortir de la pénible situation qui leur était faite autrefois.

On a dit aussi que les cultivateurs qui voulaient avoir de l'argent étaient obligés de vendre leur roulant.

M. Crépeau (Sherbrooke): Je n'ai pas dit cela. J'ai simplement cité le député de Laval (M. Renaud).

M. Thurber (Chambly): C'est la même chose, puisque mon honorable ami s'est fait son porte-parole. Quand est-ce qu'un cultivateur a vendu son roulant uniquement pour se faire de l'argent de poche? Au contraire, quand il vend son bien, c'est pour aller vivre confortablement de ses rentes dans un village.

Au sujet de la vente des limites à bois, il croit que la politique adoptée par le gouvernement est la meilleure, car c'est une vente à l'enchère où tout le monde peut concourir.

Le député de Sherbrooke se plaint que des limites à bois soient vendues sans concurrence. Or, on sait que, chaque fois qu'il est question d'affermier un massif boisé, l'annonce en paraît des mois d'avance dans les journaux. Nous reprochera-t-on de louer au plus haut enchérisseur?

M. Crépeau (Sherbrooke): J'ai simplement prétendu que l'on ne devrait pas vendre en si grande étendue.

M. Thurber (Chambly): On a toujours agi ainsi. La province en a retiré des bénéfices incalculables. Depuis que le gouvernement Gouin avait organisé le service d'affermage sur une base pratique, on a fait connaître nos ressources naturelles au monde entier et, de nos jours, le capital étranger recherche la province de Québec.

La province de Québec est prospère. Ses produits sont connus dans tous les pays du monde. Nous avons des agents généraux dans plusieurs pays. Autrefois, personne ne connaissait la province de Québec. Aujourd'hui, tout le monde la connaît, les États-Unis surtout ont appris à nous connaître. Il fait une description pittoresque de la prospérité de la province.

(Applaudissements)

À qui devons-nous cette prospérité? À la bonne administration de la province. Au bon gouvernement que nous avons. Tout le monde l'admet, du reste. Le *Star* de Montréal disait, le 8 janvier, que le bon état des finances de notre province est un exemple pour tout le dominion. Je crois que ce beau témoignage vaut mieux que les critiques de l'opposition.

Il défend la Commission des liqueurs. Son fonctionnement est aussi parfait qu'il peut l'être aujourd'hui, mais serait perfectible si les membres oppositionnistes voulaient nous fournir des idées dépourvues de partialité et de dénigrement systématique. Le député de Sherbrooke (M. Crépeau) affirme que, dans certaines hôtelleries, on sert n'importe quoi, à cœur de jour, pourvu que le client ait devant lui des biscuits et des sandwiches. Qu'il cite les cas, et il peut être sûr que ceux qui abusent de la loi perdront leur licence.

Par ailleurs, la régie d'État a favorisé un régime de tempérance sans précédent dans la province de Québec. Qu'on aille au milieu de la classe ouvrière, dans les villes, on verra si la famille n'y est pas plus sobre et plus heureuse, si on n'y a pas fait plus d'économies, si la nourriture n'y est pas mieux qu'auparavant. Le gouvernement a compris qu'il fallait agir et les critiques qu'on lui adresse sont injustes. Les résultats de la loi des liqueurs en ont fait un succès que partout ailleurs on cherche à imiter. Il affirme que la loi Taschereau a donné de bons résultats. La preuve, ajoute-t-il, c'est que les enfants sont mieux vêtus, que les femmes portent de plus belles robes...

M. Renaud (Laval): Des robes courtes.

M. Thurber (Chambly): Les enfants portent aussi de plus beaux souliers qu'autrefois.

Je ne veux pas prolonger le débat, mais j'ai cru qu'il était de mon devoir de féliciter l'honorable trésorier de la province pour son excellente administration des finances de cette province.

Il loue l'œuvre du gouvernement et, citant un article élogieux du *Star*, de Montréal, il se montre fier de constater que les adversaires mêmes de son parti ne peuvent s'empêcher de rendre hommage aux administrateurs actuels de la province.

Il termine par un tableau de la prospérité des individus aujourd'hui dans notre province, comparativement à ce qui existait autrefois.

(Applaudissements)

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Lortie), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Responsabilité des architectes et des constructeurs

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant le Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des constructeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Statistiques municipales pour l'année 1924

L'honorable M. David (Terrebonne), secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1924. (Document de la session no 18)

Ajournement

M. l'Orateur suppléant (M. Laferté, Drummond):
La Chambre est ajournée jusqu'à demain, 3 heures.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *Le Soleil*: Gault fait son discours en anglais.
2. Dans *L'Événement*: C'est l'histoire d'un individu qui vivait dans les bois et fut condamné à subir un procès pour assaut, mais dut attendre un terme criminel. Dans la *Gazette* et le *Chronicle*: Kochura.
3. Dans *Le Devoir*: Son discours est en anglais.
4. Dans *Le Devoir*: Le Maine Central a cessé son service et les derniers convois retournant à Portland ont pris, à toutes les gares, en cours de route, des groupes d'agriculteurs qui acceptaient de s'exiler. Avant que cela ne se produisît, à des électeurs qui lui exposaient la situation, le trésorier de la province aurait dit que tant qu'il serait là, la compagnie continuerait son service, du moins jusqu'à ce qu'une autre compagnie pût établir un autre service.
5. Le rapport de la *Tribune* est en date du 14 septembre 1925.
6. Dans *L'Action catholique*: Il se rabat sur les pauvres journalistes.
7. Dans *Le Nouvelliste*, on attribue ces paroles à M. Nicol.

Séance du mercredi 3 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;
- bill 101 modifiant la charte de l'Hôpital homéopathique de Montréal;
- bill 103 modifiant la charte de la Compagnie provinciale d'indemnité.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Max Seigler et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sons of Israel;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition des Moniales dominicaines contemplatives, de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième

rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 153 modifiant le Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des constructeurs.

Sons of Israel

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Moniales dominicaines contemplatives, de Berthierville

M. Sylvestre (Berthier) demande la permission de présenter le bill 111 constituant en corporation les Moniales dominicaines contemplatives, de Berthierville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Sommes payées aux journaux pour la publication des Statuts refondus

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Combien le gouvernement a-t-il fait imprimer d'exemplaires des *Statuts refondus de la province de Québec*, 1925?

2. Combien a reçu à date Le Soleil ltée pour l'impression de ces statuts?

3. Combien a reçu à date The Daily Telegraph Printing Co. pour l'impression de ces statuts?

4. Quelle somme reste-t-il à payer au Soleil ltée pour ces impressions?

5. Quelle somme reste-t-il à payer au Daily Telegraph Printing Co. pour ces impressions?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 9,000 français; 6,000 anglais.
2. \$22,500.
3. \$22,500.
- 4 et 5. Les comptes n'ont pas encore été produits.

**Association des optométristes
et opticiens**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 82 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sœurs des
Saints Noms de Jésus et de Marie**

M. Saint-Jacques (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Noranda

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

Loi constituant en corporation la ville de Noranda

Attendu que Noranda Mines Limited; James Young Murdock, avocat, de Toronto; Samuel Clifton Thompson, ingénieur de mines, de New York; Humphrey Wallingford Chadbourne, ingénieur de mines, de New York; Louis Kenneth Fletcher, ingénieur de mines, de Rouyn, province de Québec; Len Hill, entrepreneur, de New Liskeard, province d'Ontario; Ernest Hibbert, gérant de mines, de Rouyn, province de Québec, ont, par leur pétition, représenté:

Que, depuis plusieurs années, un grand nombre de personnes ont obtenu des concessions minières dans le canton de Rouyn, comté de Témiscamingue, et qu'elles exploitent et continueront d'exploiter les mines situées dans ce territoire;

Que les travaux en voie d'exécution dans ledit canton, et l'exploitation des usines et fabriques qui y seront érigées, provoqueront une affluence considérable de personnes dans le territoire décrit dans la section 2 de la présente loi;

Qu'un grand nombre de personnes seront obligées de résider dans ce territoire comme propriétaires, locataires, exploiters de mines et de carrières;

Qu'une grande partie de ce territoire sera subdivisée en lots à bâtir; que des maisons d'habitation, églises, écoles et autres bâtisses y seront érigées; que des aqueducs, des systèmes d'éclairage et d'égout seront installés, et que d'autres services publics indispensables pour faire de la municipalité projetée une ville moderne et assurer le bien-être de ses habitants y seront établis;

Qu'en conséquence il est à propos d'ériger le territoire susdit en une municipalité de ville;

Attendu qu'une demande à cet effet est contenue dans ladite pétition;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande des pétitionnaires;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les fondateurs de cette nouvelle ville, Noranda, qui portera le nom de la compagnie à laquelle nous devons le développement du plus riche centre de Rouyn?

M. Authier (Abitibi): Je connais quelques-uns des fondateurs. Ce sont des citoyens intéressés dans la compagnie qui est établie à Noranda.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je veux connaître les noms des promoteurs de cette ville, parce que je sais que, dans le passé, nos richesses minières ont été drainées par des étrangers. On ne connaît pas assez les promoteurs. L'un d'eux n'est pas même sujet britannique et on ne sait pas grand-chose des autres.

M. Authier (Abitibi): Je sais simplement que le gérant de la compagnie Noranda, M. Hibbert, réside à Rouyn, et donc qu'il est citoyen de la province. Quant aux autres, ils doivent être sujets britanniques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment savez-vous qu'ils sont sujets britanniques? Vous ne faites qu'une simple présomption.

M. Authier (Abitibi): Le comité des bills privés a eu ces explications et a fait les amendements qu'il a jugés sages, après avoir étudié sérieusement ce projet de loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les pétitionnaires ont présenté un bill important. Il s'agit de fonder une ville dans un nouveau district de la province. Ce bill demande que le conseil municipal de la ville de Noranda soit formé d'un maire et de quatre échevins, ceux-ci devant être, jusqu'au 1^{er} février 1929, les pétitionnaires eux-mêmes, dont deux sont des sujets américains demeurant à New York.

M. Authier (Abitibi): Le comité des bills privés a accepté deux autres pétitionnaires pour remplacer les deux Américains, si le bill est important et comporte des faveurs pour la Noranda Mines Ltd. La province d'Ontario a donné des exemples de telles faveurs qui ont pour objet d'encourager les compagnies à développer nos richesses naturelles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement donne une attention bien soudaine aux mines de Rouyn. Il n'y a pas si longtemps, le gouvernement négligeait totalement la région de Rouyn, puis voici que des compagnies se forment pour exploiter les mines. C'est sans doute parce que des ministres et des députés y sont intéressés. Il faut connaître les dessous de ces entreprises, afin de renseigner le peuple, car, dans le passé, il est arrivé que des ministres avaient des intérêts. Voilà pourquoi je veux connaître les promoteurs.

Cette partie de la province est assurément intéressante, mais il ne faut pas croire qu'il n'y a que cette région et que nous devons tout nous permettre. Depuis tant de temps que l'on parle de la région de Rouyn, à croire les intéressés, on eût pu croire que c'est dans ce coin de terre que la race allait être régénérée. Puis voilà que s'amènent les fondateurs de la nouvelle ville. On ne connaît pas même ces messieurs et on les nomme conseillers municipaux.

Sait-on jamais ce que peut cacher le sourire du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault)¹. Ou plutôt je m'en doute, mais je ne veux pas en parler davantage aujourd'hui.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): On n'aura plus le droit de rire dans cette Chambre, cela va être triste.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si c'était un rire naturel, mais c'est un rire pour cacher d'autres choses. Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) est si habile dans ce genre.

Je veux tout simplement me renseigner sur l'avenir que l'on nous promet, dans cette région, et je ne crois pas qu'il y ait lieu de rire des questions que nous posons, afin de connaître les dessous de ces sortes d'entreprises.

On avait dit que, dans la région de Rouyn, on verrait bientôt s'établir une ville canadienne-française et d'autres centres canadiens-français, et que ce coin de notre pays prendrait plus d'importance que la région de Cobalt. Il n'y a pas si longtemps, le premier ministre a annoncé que la région de Rouyn deviendrait un jour une des régions minières les plus importantes au pays, qui devrait être développée pour le bénéfice de la population canadienne. Et pourtant, que se passe-t-il? Voici que ce bill nous apprend que les promoteurs ne sont pas canadiens-français, peut-être pas même canadiens. On ne le sait pas. Il est certain que quelques-uns ne le sont pas. Des hommes se présentent devant nous et demandent l'incorporation d'une ville. Nous ignorons s'il s'agit de sujets britanniques ou non. Quand nous nous objectons, les noms des promoteurs sont changés, mais même maintenant nous ne savons pas avec certitude s'ils sont des sujets britanniques ou pas. L'instigateur du bill nous dit qu'il les connaît bien, qu'ils sont d'honnêtes hommes. Nous n'en doutons pas un seul moment, mais cela ne prouve nullement à la Chambre qu'ils sont des sujets britanniques. Les ministériels ont tort de rire quand l'opposition veut obtenir des renseignements à ce sujet. L'entreprise de la Noranda a assez fait parler d'elle pour que le public sache ce qu'il en est.

Dans le passé, il a été question d'autres entreprises du même genre. On s'est aperçu trop tard que ces entreprises étaient le fait d'étrangers drainant simplement la richesse des nôtres. Nous ne devons pas oublier qu'à de précédentes occasions on nous avait promis de grandes choses en rapport avec le développement minier. On nous disait que nos gens gagneraient des millions et, en fin de compte, ce sont des étrangers qui ont eu tout le contrôle. Dans le passé, il y a eu des ministres intéressés, il y en aurait encore aujourd'hui, et voilà pourquoi on n'aime pas nous entendre demander trop de renseignements. Mais cela ne nous empêchera pas de continuer, comme par le passé, à chercher à voir en dessous de ces grandes entreprises.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition devrait bien nommer les ministres au lieu de faire des insinuations, alors que l'on organise actuellement de grands développements miniers dans le nord de la province, au moment où tout le continent américain a les yeux tournés vers cet endroit. Le chef de l'opposition a été, le moins qu'on puisse dire, très imprudent d'essayer de faire passer le développement de la région de Rouyn pour un complot. Le chef de l'opposition est bien toujours fidèle à lui-même, quand il s'agit de faire des insinuations sans préciser. On parle d'une grande entreprise. Immédiatement, il insinue que des ministres y sont intéressés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vais les nommer. Est-ce que le premier ministre prétend que j'ai menti?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, monsieur, c'est ce que je prétends si, par son insinuation, le chef de l'opposition veut dire que des ministres ont, là-bas, des intérêts illégitimes. Je soutiens que c'est faux. Mon honorable ami ne pourra jamais nommer un seul ministre qui ait des intérêts illégitimes dans ces mines. Sinon, je vous accorde toutes les enquêtes que vous voulez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On fait une distinction maintenant. Je sais qu'il y a des ministres intéressés là-dedans. Je l'ai dit l'an dernier, et le gouvernement a fait la sourde oreille. Les démentis du premier ministre sont connus. Il a déjà voulu tromper la province et cette Chambre. Il a feint de ne pas comprendre ce que je voulais dire. C'est de l'autocratie, comme d'habitude.

M. le président (M. Laferté, Drummond):
À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) reprend sa distinction entre les intérêts légitimes et illégitimes. Il renouvelle ses offres d'enquêtes.

Que le chef de l'opposition reprenne ses sens! Il doit savoir que, loin de chercher à favoriser aucun intérêt particulier, le gouvernement s'est efforcé de faire fructifier le champ minier au seul profit de la province de Québec. N'est-ce pas nous qui avons fait construire le chemin de fer de Rouyn-O'Brien et qui avons stipulé que les usines des propriétaires de mines fussent dans la province? Quant à la manière dont est faite l'incorporation, on se souvient que la même chose a été faite dans le Lac-Saint-Jean, il n'y a pas longtemps. Le chef de l'opposition prétend que les organisateurs ne sont pas sujets de la province de Québec. Or, on n'a qu'à lire le préambule du bill pour voir que deux des promoteurs sont de notre province: M. L.-K. Fletcher, de Rouyn, et M. Ernest Hibbert, aussi de Rouyn. Vous n'avez pas droit de dire que le gouvernement aide le développement minier parce que des ministres y sont intéressés. C'est une fausseté. Le chef de l'opposition a manqué de patriotisme en essayant de perturber le développement de la région de Rouyn.

Le gouvernement fait, cette année, pour la Noranda, ce qu'il a fait l'an passé pour d'autres compagnies à River Bend, dans la région du Lac-Saint-Jean et ailleurs. Nous voulons aider puissamment au développement de cette région et nous adoptons des mesures qui auront pour effet d'activer cette entreprise.

Il s'agit de la fondation d'une ville nouvelle, et il nous faut prendre les moyens dans ce but. Maintenant, l'opposition veut faire une enquête sur les pétitionnaires. On ne peut entrer, ici, dans les détails. On l'a fait au comité des bills privés. On veut savoir si ces messieurs sont des sujets britanniques ou non. Qu'est-ce que cela fait au principe du bill et à son objet? Si le chef de l'opposition est contre le bill, qu'il vote contre, tout simplement. Le chef de l'opposition insinue qu'il y a des ministres intéressés. Qu'il cite donc des noms.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'insinue rien au sujet des ministres, ce sont des faits de notoriété publique. J'ai dit, l'an dernier, qu'on nous avait distribué des prospectus d'une compagnie minière dans laquelle le nom du secrétaire de la province (l'honorable M. David) apparaît comme directeur et l'on a nié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne comprends pas que l'honorable chef de l'opposition s'oppose à ce bill créant une ville dans un district minier qui est tellement riche - on dit que ce sera le Cobalt de Québec - que l'Ontario voulait y prolonger son chemin de fer. Nous avons réussi nous-mêmes à assurer un chemin de fer à la région et nous accordons aujourd'hui l'incorporation de la ville située au centre du district. Je suis en faveur du principe du bill en laissant de côté les questions de détails.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai rien à retirer de ce que le premier ministre vient de dire. Quand il a insinué qu'il y avait des ministres intéressés dans les entreprises minières de Rouyn, ce n'est pas une révélation qu'il a faite, dit-il, c'est un fait qu'il a constaté. Il s'est excité pour rien. On me reproche mes expressions et on semble mettre mon patriotisme en doute, en insinuant que je refuserais de contribuer au développement de la région minière; je ne veux pas discréditer cette région. Nous connaissons, de ce côté-ci de la Chambre, la richesse de cette région et nous ferons tout ce qu'il est possible de faire pour contribuer à son développement, mais non pas pour favoriser des intérêts privés, seulement dans l'intérêt de la province. J'ai agi dans ce que je considérais comme les meilleurs intérêts de la province et selon ce que je considérais comme mon devoir. Je n'ai rien à rétracter et je continue de dire qu'il y avait plusieurs ministres intéressés à la région minière aurifère. Je ne fais pas d'insinuations. Peut-être qu'il y a des membres à la droite du président qui aimeraient qu'il aille plus loin dans cette affaire, mais je le ferai en d'autres temps.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Le chef de l'opposition a encore trouvé moyen d'insinuer qu'il y avait des ministres intéressés dans ces compagnies minières. Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) pourra se défendre lui-même. Il est un point qu'il faut tirer au clair, au cours de ce débat. Nous discutons actuellement un bill privé pour incorporer une ville dont nous attendons beaucoup dans l'avenir. Le chef de l'opposition en prend occasion pour insinuer qu'il y a des ministres intéressés dans les mines. On dit que le secrétaire de la province (l'honorable M. David) est directeur d'une compagnie minière, c'est vrai. Moi aussi, je le suis et j'ai des intérêts dans une compagnie minière. Quel mal y a-t-il à cela? Si je pouvais acquérir plus de richesses, je serais heureux

de placer mes intérêts dans des affaires honnêtes. Et, si j'avais encore plus d'argent, dans mon intérêt et dans celui de ma famille, j'en aurais encore davantage. Est-ce que la province y perdra quelque chose? Sommes-nous frappés d'incapacité et devenons-nous des parias du moment que nous exerçons une influence au pouvoir? Sommes-nous au ban de l'empire?

On parle souvent du capital américain qui vient exploiter nos ressources naturelles et l'on trouve encore à redire quand ce sont des nôtres qui veulent profiter de cette exploitation. J'ai le droit de placer mon argent, de le risquer, même, dans une compagnie et je serais enchanté d'en retirer quelques bénéfices dont je pourrais faire profiter les miens. Les ministres font des placements comme les membres de l'opposition. Pourquoi ne serais-je pas sur le même pied que les autres? On devrait même féliciter les hommes qui ont assez de courage pour risquer leur argent dans des entreprises qui regardent le développement de nos grandes ressources naturelles. Pourquoi laisser entendre que le gouvernement, dans cette question, se réserve des secrets compromettants? Le chef de l'opposition peut en prendre son parti. Pour moi, je ne rougirai pas d'être directeur de 100 entreprises du moment que tout s'y fait honorablement, honnêtement, et ce n'est pas la critique du chef de l'opposition qui m'empêchera de placer des capitaux au meilleur de ma connaissance. Nos adversaires parlent toujours comme s'il ne nous était pas permis d'être actionnaires ou directeurs de compagnie. Mon honorable ami le chef de l'opposition accepterait tout de suite si on lui proposait de devenir directeur d'une compagnie et ce n'est pas nous qui l'en blâmerions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour ce qui me regarde, qu'est-ce que vous en savez?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Si je voulais faire une incursion chez nos amis de la gauche, j'y trouverais beaucoup de gens intéressés dans diverses entreprises. Ils n'ont pas les mains aussi blanches qu'ils le font voir. Je suis convaincu qu'un grand nombre de nos amis de la gauche sont intéressés dans des compagnies de mines. Le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) a été directeur de plusieurs compagnies. Mon honorable ami de Québec-Comté (M. Bastien), qui a bien réussi dans les affaires, doit avoir des parts de mines. Il a bien fait, il a gagné honnêtement son argent. Qui a jamais critiqué l'ex-député de Jacques-Cartier, M. Patenaude, parce qu'il était directeur de la Banque

Provinciale? Qui reproche au député de Westmount (M. Smart) d'être secrétaire-trésorier d'une compagnie de distillerie? Ce ne sont pas les ministériels qui le leur reprochent. Soyons sérieux, nous ne sommes pas à l'école, ici. Si je veux risquer mon argent personnel, en quoi, je le demande, cela ne me serait-il pas permis? Si le chef de l'opposition veut exposer sa thèse, qu'il le fasse décemment. Pourquoi, alors, défendrait-on à un ministre de placer de l'argent dans une industrie et d'essayer de faire fructifier son argent?

La province ne pourrait que gagner à être administrée par des ministres riches ou enrichis. J'ai des intérêts dans une compagnie que je crois sérieuse, que je crois appelée à développer nos ressources naturelles, quel mal y a-t-il? Je crois qu'il est dans l'intérêt de la province, qu'il est mieux d'avoir des ministres indépendants de fortune. Que des ministres acquièrent de l'aisance, c'est probablement la meilleure garantie contre la tentation. Enfin, si le chef de l'opposition veut bien me prouver que je n'ai pas le droit d'investir mon argent comme je l'entends, je suis prêt à démissionner.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un beau plaidoyer *pro domo* que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) vient de prononcer. Il était tellement pressé de se confesser qu'il n'a pas voulu me permettre de lui poser une question. Quand les libéraux croient que c'est le temps de prôner les grands principes du parti, ils vont, répétant qu'il ne convient pas qu'un ministre ait des intérêts dans une entreprise qui, directement ou indirectement, peut recevoir des avantages du gouvernement. Voilà un principe posé quand ça fait l'affaire du parti. Les ministres ne sont pas dans la même position que les membres de l'opposition. Il faut cependant tenir compte du fait que le ministre des Travaux publics et du Travail pratique les principes libéraux depuis peu, depuis qu'il est ministre.

La doctrine du ministre des Travaux publics et du Travail me semble en contradiction avec celle du chef des libéraux du pays. Ce chef a déclaré déjà qu'il ne convenait pas qu'un ministre de la couronne fût mêlé à des entreprises auxquelles le gouvernement pourrait avoir à faire directement ou indirectement. Voilà la doctrine libérale. Cette doctrine a été exposée récemment aux Communes, et il faut bien admettre la solidarité qui existe entre le Parti libéral à Ottawa et le Parti libéral à Québec. Union fraternelle touchante! On comprend que les gens de la droite reprochent si farouchement à

l'opposition de séparer sa cause de celle des conservateurs d'Ottawa!

Voilà maintenant que l'on trouve tout naturel que les ministres de la couronne aient des intérêts à Rouyn. Mais, s'il est si naturel pour les ministres d'avoir des intérêts dans les nouvelles entreprises de Rouyn, comment se fait-il que, l'an dernier, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) et le ministre des Travaux publics et du Travail lui-même, quand l'opposition révélait le fait que des ministériels, des conseillers législatifs et même des ministres étaient intéressés dans des compagnies de ce genre, prenaient des airs indignés pour dire qu'ils ne savaient rien de cela? Un prospectus désignait alors MM. Carroll, Paradis et le secrétaire de la province (l'honorable M. David) au nombre des directeurs d'une compagnie. Le premier ministre disait: "C'est une révélation." Les autres, presque scandalisés, ajoutaient: "Nous n'en savons rien." Pourquoi le cabinet n'a-t-il pas alors posé une défense selon les principes stricts du parti? Et les ministériels sont maintenant surpris que l'opposition trouve étrange ce changement d'attitude? Jocrisses!

Nous avons l'aveu du ministre des Travaux publics et du Travail qu'il fait partie de plusieurs compagnies. La Chambre n'est d'ailleurs pas surprise. C'était le secret de Polichinelle. Ce qui est nouveau, c'est le désir du ministre qui serait directeur de 20 compagnies s'il le pouvait et sa déclaration qu'il vaut mieux qu'un ministre soit riche pour n'être pas tenté ou moins tenté.

Il y a deux sortes de tentations dans ces cas: la tentation d'être de toutes les grandes entreprises et la tentation des pots-de-vin. Le gouvernement dit que cela ne nous regarde pas, que ce sont les affaires personnelles des ministres, leurs intérêts légitimes. Le ministre des Travaux publics et du Travail voudrait-il insinuer que Laurier, pauvre, pouvait être plus facilement tenté que lui-même riche? Laurier, si pauvre que ses amis politiques étaient obligés de lui faire des cadeaux? Veut-il insinuer qu'un autre de ses chefs, M. Fielding, parce qu'il était pauvre et qu'on a dû lui voter une rente, a pu être tenté alors qu'il était dans la politique? Était-il plus tenté que le ministre des Travaux publics et du Travail?

Aujourd'hui, nous avons l'aveu que nos ministres sont riches. Le ministre des Travaux publics et du Travail préfère des ministres riches, un gouvernement de nouveaux riches. Nouveaux Crésus de la province, je vous salue. Mais j'espère que votre nouvelle richesse n'est pas le principal actif de la province.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je suis scandalisé de l'aveu qu'un ministre de la couronne peut faire partie de toutes les compagnies privées. Où allons-nous alors? Un ministre qui fait partie de compagnies ne peut pas faire tout son devoir de ministre de la couronne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le ministre des Travaux publics et du Travail n'a pas dit ça.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'honorable ministre me dira-t-il qu'un ministre peut remplir aussi bien son devoir lorsqu'il est intéressé dans une compagnie qui fournit, par exemple, des matériaux à la province?²

Il craint que ne s'élèvent des conflits d'intérêts. Il ne croit pas que le ministre des Travaux publics et du Travail soit justifiable de dire qu'il est convenable qu'un ministre fasse partie de toutes sortes de compagnies, même si elles font affaire avec le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est le temps de dire avec l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau): Où allons-nous? Nous discutons le bill de la ville de Noranda et nous voilà rendus dans une querelle qui est à côté de la question. Il est temps de revenir à la discussion. Si on veut parler de cela plus tard, très bien!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) qui nous conduit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est faux. Mon collègue a à peine formulé une ou deux remarques en réponse aux insinuations de l'opposition.

M. le président (M. Laferté, Drummond): L'honorable député doit s'en tenir au projet de loi qui est devant le comité.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je crois que l'honorable chef de l'opposition a bien fait de s'informer de la qualité des promoteurs de ce bill qui assure à la ville de Noranda des pouvoirs extraordinaires.

Le préambule est adopté.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7a qui se lit comme suit:

"7a. Les pétitionnaires, savoir: James Young Murdoch, Samuel Clifton Thompson, Humphrey Wallingford Chadbourne, Louis Kenneth Fletcher et Ernest Hibbert, ainsi que les successeur ou successeurs, tel que prévu dans la présente loi seront les membres du conseil municipal de la ville de Noranda jusqu'au premier jour juridique de février 1929."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"7a. Les personnes suivantes: James Young Murdoch, avocat, Toronto, Ernest Hibbert, gérant de mines, Rouyn, Raymond Allan, secrétaire, Montréal, Joseph Copeman, statisticien, Montréal, Jonh Charles Burgess, comptable, Montréal, ainsi que les successeur ou successeurs, tel que prévu dans la présente loi, seront les membres du conseil municipal de la ville de Noranda jusqu'au premier jour juridique de février 1929."

Le paragraphe ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. L'article 64 de ladite loi des cités et des villes ne s'appliquera pas à la ville de Noranda jusqu'au premier jour juridique de février 1929 et, durant cette période, la disposition suivante s'appliquera à la ville:

"Le conseil peut adopter une résolution accordant une rémunération au maire et aux échevins, pourvu que cette rémunération n'excède pas, pour le maire, \$400 par année et, pour chaque échevin, \$400 par année."

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Pourquoi donner un salaire de \$400 au maire et aux échevins de cette ville qui n'a que 50 citoyens? C'est un fait assez étonnant, car les conseillers municipaux seront des officiers de la compagnie et ils se donnent un salaire jusqu'en 1929, avant même que la ville soit incorporée et ce sont les pétitionnaires mêmes qui demandent ce salaire pour eux-mêmes.

M. Authier (Abitibi): La loi n'accorde pas de salaire au maire et aux échevins. Elle dit simplement que le conseil aura le droit de voter des salaires à ses membres.

M. Langlais (Témiscouata): La Noranda Mines Limited demande d'incorporer une ville. Ce sont les employés de la compagnie qui seront membres du conseil. La compagnie veut exempter de taxes, pour 10 ans, les édifices, usines et machines employés à l'exploitation du minerai et fixer à \$100 l'arpent l'imposition des taxes sur les terrains de la compagnie. Puisqu'on exempt de taxes les propriétés de la compagnie, pourquoi payer des salaires au maire et aux échevins? Pourquoi au moins ne pas faire ratifier cela par les électeurs? En vertu de ce bill, sur simple résolution, le conseil pourra voter des salaires.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une disposition temporaire, car le bill dit que la ville retombera sous la loi des cités et villes en 1929. Cette clause se défend, car cela prendra beaucoup de temps à la municipalité à s'organiser.

M. Langlais (Témiscouata): Le problème qui peut surgir est que le conseil fasse des emprunts pour lesquels d'autres auraient à payer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ils n'ont pas ce pouvoir.

M. Langlais (Témiscouata): Les conseils municipaux font ce genre de choses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans ce cas, ils enfreignent la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comme tout le territoire de l'incorporation appartient aux mines Noranda, cela voudrait dire que ce qui aurait à être payé devrait l'être par la compagnie.

L'article 10 est adopté sur division.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. L'article 488 de ladite loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"488. Les édifices, usines, machines se trouvant dans, sur ou sous les terrains miniers, et employés principalement pour extraire du minerai des terrains, ou pour les mettre en entrepôt, de même que les concentrateurs, l'outillage de prise d'essai et les minéraux dans, sur ou sous ces terrains, ne seront pas imposables.

"La ville de Noranda peut, par résolution de son conseil, commuer en un paiement annuel les taxes qui, à compter du premier février 1939, pourraient être imposées relativement aux biens meubles et immeubles mentionnés dans cet article."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "avant le premier février 1939 " après le mot "imposables".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a pas exemption de taxes pour toutes les propriétés de la compagnie. L'usine est seule exemptée.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Ceux qui demandent l'incorporation sont ceux qui sont intéressés dans la compagnie Noranda, la Chambre devrait refuser toute exemption de taxes.

M. Authier (Abitibi): Il y a de nombreux précédents, de nombreux cas identiques dans la législation de notre province et dans celle d'Ontario. La compagnie Noranda est la compagnie pionnière dans le nord-ouest de Québec. Elle est dirigée par des hommes d'expérience qui savent que, pour réussir, il faut que nous leur fassions les concessions qui leur ont été faites ailleurs. La Législature devrait, il me semble, accorder aux compagnies et aux capitalistes les mêmes avantages que ceux que leur a offerts l'Ontario. Si nous les leur refusons, je crois que ce serait une erreur parce que nous pourrions difficilement développer nos richesses minières sans capitaux. Si nous ne protégeons pas cette compagnie, nous la laisserons à la merci de mécontents qui pourraient entraver le progrès de la région. Je demande donc au comité d'approuver ce projet.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'honorable député peut-il me citer des cas semblables dans Ontario? Il n'est pas nécessaire de toujours suivre la loi ontarienne.

M. Authier (Abitibi): On a fait la même chose à Timmins et ailleurs, et des avocats d'Ontario me l'ont affirmé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En n'accordant pas à la compagnie Noranda le privilège de l'exemption, celle-ci ne s'en ira pas. L'exemption des taxes accordée par les petites municipalités aux grandes compagnies est devenue un fléau dans cette province. L'expérience enseigne que l'exception accordée d'abord pour 10 ans est prolongée à 20 ans, puis à 30 ans. Il faudrait abolir complètement l'exemption en déclarant bien catégoriquement qu'aucune exception ne sera faite. Il peut y avoir des cas particuliers, mais ils sont si peu nombreux qu'il ne vaut pas la peine d'en parler. Une industrie

minière ne saurait être un de ces cas particuliers. Une entreprise minière paie ou ne paie pas, et il ne faut pas 10 années pour s'en rendre compte. Si la mine Noranda ne paie pas, la ville disparaîtra en même temps qu'elle aura vu le jour. Si la mine est une affaire rémunératrice, payante comme on le prévoit, qu'est-ce que la compagnie aura à payer comme taxes, comparativement à ses profits? Étant donné les dividendes qu'on prévoit, il ne sera que juste que la compagnie contribue à l'administration municipale. Soit la mine est très rentable et, en conséquence, le paiement des taxes n'est rien en comparaison avec les profits, soit elle ne l'est pas et alors pourquoi s'en préoccuper de toute façon?

Je suis contre les exemptions de taxes, en principe. Je comprends que, lorsque nous avons à considérer des demandes de compagnies qui commencent et veulent assurer le développement de nos ressources, c'est différent. Mais nous avons une loi à ce sujet et on ne doit accorder des exemptions que suivant la loi. En outre, la Noranda n'est pas assez riche pour payer ses taxes. C'est pourquoi je m'oppose à cette clause exemptant de taxes les propriétés de la compagnie.

L'article 17, étant mis aux voix, est adopté par 27 voix contre 18.

Le comité étudie l'article 18 qui se lit comme suit:

"18. L'article 522 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"522. Tous les terrains non défrichés, lots boisés, terrains miniers, et tous les terrains sous concession minière, dans les limites de la municipalité, ne devront pas être évalués à plus de cent dollars l'arpent ni être taxés pour un montant excédant la moitié d'un pour cent.

"Le conseil peut faire ajouter sur le rôle de l'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir, et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme tous les autres terrains entrés au rôle."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis d'accord pour fixer la taxe à \$100 l'arpent, mais je ne veux pas que la valeur soit fixée à un maximum de \$100, parce que cela baisserait le crédit général de la province.

L'article 18 est adopté.

Le comité étudie l'article 19 qui se lit comme suit:

"19. Jusqu'à ce que l'organisation municipale de ladite ville ait été effectuée, le ministre des Affaires municipales pourra, à la demande du conseil, accorder un délai additionnel, durant lequel toute autre disposition de la loi des cités et villes s'appliquera à la ville de Noranda."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"19. Jusqu'au premier jour juridique de février 1929, le ministre des Affaires municipales pourra, à la demande du conseil, accorder un délai additionnel, durant lequel toute autre disposition de la loi des cités et villes s'appliquera à la ville de Noranda."

L'article ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements³. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Authier (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 modifiant la charte des sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Lambert

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Château-d'Eau

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 constituant en corporation la ville de Château-d'Eau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Évaluation du Château Saint-Louis
par la cité de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 autorisant le conseil de la cité de Québec à fixer, pour une période d'années, l'évaluation de l'immeuble appartenant à la compagnie dite Quebec Apartments Limited et connu sous le nom de Château Saint-Louis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxes à payer par la Anglo-Canadian
Pulp & Paper Mills Limited
à la cité de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited pendant une certaine période d'années soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission métropolitaine
de Montréal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Rouyn Mines Railway Company

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la charte de la Rouyn Mines Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Municipalité de West Templeton,
règlement no 22**

M. Lahaie (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 ratifiant le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 2 février, sur la motion proposée le mercredi 27 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): J'ai l'intention d'être bref.

L'exposé budgétaire du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) contient des éloges exagérés et hors de saison à l'adresse du gouvernement, mais il est surtout remarquable par la préoccupation constante, nerveuse et à peine déguisée d'atténuer la gravité de la crise actuelle et d'expliquer l'augmentation alarmante de la dette, des dépenses, des taxes et des impôts. C'est le plaidoyer désespéré d'un avocat aux abois qui défend une mauvaise cause. Le seul passage qui respire pleinement l'optimisme est celui qui célèbre l'abondance de la récolte. Mais à cette œuvre la Providence a beaucoup plus contribué que le régime actuel et c'est vers celle-là que le peuple de la province, sans être distrait par les réclames ministérielles, fait monter ses actions de grâces et les accents de sa reconnaissance. Dieu doit être remercié et non le gouvernement.

De cet entassement disparate d'explications, d'excuses, de comparaisons boiteuses, d'apostrophes sévères à l'opposition, que reste-t-il? L'impression que le gouvernement a peur de l'opinion publique et la certitude que le contribuable continuera à être surchargé et à assister, impuissant, à la danse des millions.

Le discours sur budget ne prévoit aucune diminution de la dette, des taxes ou des dépenses. Au contraire, il laisse à entendre, il annonce même que les taxes, déjà exorbitantes, vont subsister et être

renforcées par d'autres nouvelles, que les dépenses, déjà trop onéreuses, vont augmenter et que la dette, déjà assez considérable, continuera à s'élever. Si les dépenses publiques augmentent constamment, c'est parce que le favoritisme du gouvernement devient chaque jour plus exigeant et qu'il devrait être diminué.

Nos adversaires dénonçaient la dette de la province quand elle était de 24 millions, ils promettaient de la diminuer, mais ils l'ont portée à 82 millions! Ils dénonçaient les taxes et ils promettaient de les abolir quand les recettes de la province n'étaient que de quatre millions, mais aujourd'hui ils cherchent de nouvelles sources de revenus quand nos recettes dépassent 25 millions! Ils dénonçaient les dépenses quand elles n'atteignaient pas cinq millions, ils promettaient de les réduire et, alors qu'elles atteignent 24 millions, tout laisse prévoir que cette augmentation, loin de cesser, va se poursuivre avec plus de fureur que jamais.

Pourquoi tous ces millions? C'est que les favoris ministériels se multiplient et deviennent de plus en plus affamés, de plus en plus exigeants, de plus en plus insatiables. Il est difficile de concevoir que le "taxeur national", comme l'a si bien baptisé le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau), ait voulu être malin en se permettant un aussi gros point d'interrogation.

Le député de Chambly (M. Thurber) a peint un tableau de la situation de notre province qui ne ressemble pas du tout à celui de député d'Iberville (M. Lamoureux). Le député d'Iberville a déclaré qu'un grand malaise règne dans les comtés ruraux.

Le trésorier de la province posait la question suivante dans son discours sur le budget: "L'opposition soutiendra-t-elle que le ministre n'aurait pas dû se charger de l'entretien et du soin de tant de routes provinciales et régionales, mais en laisser plutôt le soin aux municipalités intéressées?"

L'opposition répond: Pourquoi le gouvernement n'a pas pris plus tôt les grandes routes à sa charge? Pourquoi n'a-t-il pas adopté, dès le début, le programme de classification des routes préconisé par l'opposition dès le début? À cause de l'incurie du gouvernement, le problème de la voirie est l'un des plus épineux. On l'a dit, ce sont les bons chemins, tels que faits par le gouvernement, qui ont conduit des milliers de nos concitoyens à la frontière américaine.

Si les cultivateurs étaient aussi satisfaits que l'a dit l'honorable député de Champlain (M. Grant) hier, comment se fait-il qu'il y ait tant de municipalités qui se laissent poursuivre et ne veulent pas payer, je devrais plutôt dire ne peuvent pas payer leur dette de voirie?

Le contribuable qui a à payer les taxes pour ces chemins sera sans doute surpris d'apprendre qu'il ne lui en coûte que 48 sous pour leur entretien. Pourtant, c'est bien ce que déclarait le ministre de la Voirie, le 14 novembre 1925, au Reform Club de Montréal, s'il faut en croire le compte rendu des organes officiellement ministériels. Quelle est la véritable situation? La véritable situation est tellement grave que le "gouvernement à surplus" se sert des rigueurs de la loi contre les municipalités de cette province. À la fin de mars 1925, 76 municipalités de cette province avaient été poursuivies par le ministre de la Voirie et 157 avaient en outre reçu des lettres d'avocats. Et la sévérité gouvernementale continue son œuvre. Depuis mars 1925, selon l'aveu que vient d'en faire le ministre de la Voirie à une question posée par le député de Joliette (M. Dufresne), quatre autres municipalités ont été poursuivies et 16 ont reçu des lettres d'avocats, ce qui fait un total de 79 municipalités qui ont été poursuivies et de 173 qui ont reçu du gouvernement des lettres d'avocats.

Plusieurs de ces municipalités sont poursuivies pour des travaux auxquels elles n'ont pas consenti, qui ont été même faits contre leur gré. Ainsi, la municipalité de Sainte-Victoire, comté de Richelieu, est poursuivie par le gouvernement pour \$38,378.20. Le conseil municipal de Sainte-Victoire, demande le député de Joliette, a-t-il consenti à faire les dépenses pour lesquelles le gouvernement a cette réclamation?

Non, répond le ministre de la Voirie. En vertu de la loi 8 George V, chapitre 11, le ministre de la Voirie était autorisé à exécuter, sans le consentement du conseil municipal, les travaux qu'il a faits. C'est un régime qui se dit libéral qui porte ainsi atteinte à la liberté, sur la base de l'autonomie des municipalités. La partisanerie s'est insinuée dans les affaires de la voirie. Il cite le journal *The Gazette* qui fait dire au ministre de la Voirie qu'il admet que ses efforts ont été paralysés par les exigences de la politique de parti. Le ministre de la Voirie a dit aussi que l'esprit de parti s'était mêlé à la construction des chemins et que le gaspillage conduirait les municipalités à la banqueroute.

Le gouvernement a trompé les municipalités d'une manière odieuse, et depuis le début l'opposition n'a cessé de l'avertir des conséquences qu'entraînerait l'exploitation d'un système dont le favoritisme est la base et qui est géré avec incompétence, sans méthode et sans économie, façon de procéder qui a mené les municipalités au bord de la faillite.

On a accusé les membres de l'opposition de calomnier leur province et d'être les ennemis du progrès, mais, comme le disait le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) dans un discours à l'Institut d'ingénierie du Canada, cité dans la *Gazette*: "Au cours des dix dernières années, beaucoup d'argent a été investi dans la construction de routes dans la province, environ 40,000 milles de routes pour une population dépassant à peine 2,000,000. Dans la plupart des cas, la moitié du coût de ces routes a été assumée par les agriculteurs. En devenant ministre de la Voirie, j'ai fait cesser la construction d'autoroutes coûtant \$30,000 le mille, car peu en auraient bénéficié et cela aurait signifié la faillite." L'article de la *Gazette* démontre que le ministre de la Voirie répète aujourd'hui ce que l'opposition disait, il y a deux ans⁴, en matière de voirie. J'espère que le ministre de la Voirie ne sera pas accusé de manquer d'égards envers sa propre province. Car alors, comment le gouvernement pourrait-il dire que les membres de l'opposition calomnient leur province ? Les vrais calomnieurs sont ceux qui ont poussé les municipalités à adopter une politique dangereuse qui les a ruinées, malgré le surplus fictif que le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) avait annoncé.

Malgré les éloges émus que le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) a décernés à M. Cordeau, il n'a pas prouvé que les belles promesses du premier ministre, alors qu'il liait son sort au commerce étatisé des alcools, s'étaient réalisées. Le gouvernement continue à faire des profits sur les vins malgré la déclaration formelle du premier ministre qu'il n'entendait pas en faire. La Colombie-Anglaise a eu un profit net de \$3,037,100; le Manitoba, de \$1,346,161.34, et le Québec de \$4,134,665. Avec une administration plus compétente et plus économe, la province aurait pu obtenir des résultats meilleurs en vendant moins cher.

Bien qu'on ait beaucoup commenté le résultat des récentes élections partielles, qu'il me soit permis, M. l'Orateur, d'applaudir, comme tous les collègues, au triomphe remporté par mon excellent ami le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques). Je l'ai vu avec joie venir prendre place parmi nous, et ses magnifiques débuts dans cette Chambre font déjà pressentir qu'il en sera l'une des lumières et qu'il secondera efficacement l'énergique travail du chef de l'opposition, pour le plus grand bien de la province. Il prédit un nouveau succès conservateur dans l'île de Montréal aux prochaines élections provinciales.

Il compare le député de Jacques-Cartier (M. Marchand) à un chanteclerc et dit qu'il semble vouloir exagérer la portée du triomphe.

L'honorable député de Jacques-Cartier (M. Marchand) croit que sa victoire est le prélude d'autres victoires dans la métropole. Qu'il se détrompe! Les Allemands, gonflés de leur premier succès, ont d'abord fait des rêves aussi échevelés, mais ils se sont heurtés à la forteresse de Verdun.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est vous autres, les Allemands?

M. Lafleur (Montréal-Verdun): L'opposition provinciale a aussi une semblable forteresse. Je sais que chacun de mes collègues oppositionnistes est invincible dans sa division, mais, quelle que soit la force de la poussée qui voudrait se ruer de Jacques-Cartier sur Montréal, elle viendra échouer à l'entrée de ma division et, au prochain appel au peuple, l'arrogance ministérielle, comme celle de l'ex-Kaiser, trouvera son Verdun. L'opposition répétera la phrase historique: "Ils ne passeront pas."

M. Côté (Bonaventure): Le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) fait des images trop faciles et ne met pas beaucoup de jugement quand il compare un gouvernement progressif et constructeur comme celui de l'honorable premier ministre à l'offensive des Boches contre la France. Je m'attendais à ce que l'honorable député de Verdun nous dise quelque chose de nouveau. J'ai été déçu. Pas un mot de nouveau. Je regrette de ne trouver aucune proposition pratique dans le discours que nous venons d'entendre. Je n'y vois aucune idée, aucune suggestion qui vaille la peine qu'on s'y arrête longuement. Il nous a répété que la dette augmente. C'est vrai, mais la prospérité et le bien-être ont aussi augmenté. Ne voit-il pas que Québec jouit d'un crédit illimité et commande la confiance de tous les capitalistes du pays et de l'étranger? Nous sommes bien heureux que notre crédit se tienne dans de si bonnes conditions. Quand un homme va à la banque et qu'il y contracte un emprunt, c'est qu'il a un bon crédit. Notre capacité d'emprunter, qui est basée sur nos ressources futures mises en exploitation par le gouvernement actuel, est de 10 fois meilleure qu'elle ne l'était du temps des conservateurs. Si les banquiers américains ont toujours le gousset ouvert pour nous, c'est que notre crédit est meilleur, c'est que nous faisons de bonnes affaires comme les conservateurs n'en ont jamais fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais il y a des banques qui font faillite.

M. Côté (Bonaventure): Quand elles font faillite, ce n'est pas la faute du gouvernement libéral.

Une voix: Home Bank.

M. Côté (Bonaventure): Le gouvernement a toujours fait tout son possible pour aider les colons et les agriculteurs. Malgré les cris de l'opposition, le verdict du peuple n'a pas changé depuis 30 ans. Il n'est pas prêt de changer. On nous a traités de favoris. Voilà 30 ans que le Parti libéral fait des œuvres dans cette province. Lorsqu'il retournera devant le peuple, l'opposition constatera que les membres de notre parti sont les favoris de l'électorat et qu'ils ont sa confiance. J'aime autant ce jugement du peuple que les critiques inconsidérées de nos adversaires. Je remercie le gouvernement de ce qu'il a fait pour mon comté.

On parle de nos bons chemins. Ce n'est sûrement pas cela qui a fait partir nos gens. La politique adoptée par le gouvernement pour la construction des bons chemins est la meilleure. La loi de la voirie a certainement fait beaucoup pour le progrès de la province. Les cultivateurs en ont tellement bien compris les avantages que beaucoup de ceux qui travaillaient aux chemins ne réclament aucun paiement.

On crie aux scandales de voirie. Notre ami le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) a critiqué la loi des chemins. Il n'est pas capable de nous citer un seul scandale dans la voirie. Les municipalités ont accepté librement de payer 5 % de leurs chemins et de profiter des emprunts à 2 et 3 %. S'il y a des poursuites, c'est que certaines municipalités refusent de payer. Que veut-on que le gouvernement fasse? Comme la plupart des municipalités se sont acquittées ou ont fait un règlement, il serait très injuste d'en exempter quelques-unes. Alors, l'opposition nous dirait: "Comment! Vous en faites payer quelques-unes et vous exemptez les autres?" Il ne resterait qu'un moyen de régler le problème: remettre leur argent à celles qui auraient payé. Donc, le gouvernement a bien fait ce qu'il a fait, car il faut garder notre bonne réputation qui veut que, chez nous, chacun paie ses dettes. M. l'Orateur, je félicite le gouvernement de faire payer les municipalités qui ont obtenu de l'argent pour leurs chemins, qui en ont bénéficié et ne veulent pas payer leurs dettes. Si des municipalités de mon comté refusaient de payer ce qu'elles doivent, je serais heureux que le gouvernement les force à payer. Chez nous, on paie ses dettes. Le gouvernement a montré là une fermeté exemplaire. (Applaudissements)

L'opposition critique la loi des liqueurs. Il faut féliciter le premier ministre d'avoir attaché son nom à la loi des liqueurs. Cette loi, le peuple l'a jugée en 1923. Son jugement est définitif. Elle n'a cessé de donner des résultats merveilleux dans l'ordre pratique et moral. Elle a séché bien des larmes, soulagé bien des misères, répandu partout des habitudes de tempérance et d'économie dont bénéficient les familles et la jeunesse de notre province. On ne tardera pas à reconnaître qu'elle a donné les meilleurs résultats. Peut-on être sérieux et recommencer la critique de cette loi qui a fait ses preuves?

En marge du discours sur le budget, on me permettra de parler d'une question qui intéresse particulièrement Bonaventure. M. l'Orateur, il y a une anomalie dans Bonaventure que je veux signaler. Nous avons deux industries qui font de grosses affaires et je serais heureux que le gouvernement les oblige à fabriquer leur bois dans le comté de Bonaventure au lieu de l'expédier aux États-Unis. Environ 25 millions de pieds de bois sortent annuellement de ce comté pour être manufacturés dans le Nouveau-Brunswick où il est transformé en pulpe. La population de Bonaventure retirerait de grands avantages si ce bois était manufacturé dans les limites du comté ou de la province. Le gouvernement impose, dans les nouveaux contrats qu'il passe avec les compagnies, la condition que le bois coupé sur les terres de la couronne soit travaillé dans la province. Il peut changer les conditions des contrats. N'y aurait-il pas moyen pour le gouvernement de modifier, sans léser les droits des parties intéressées, les baux des compagnies dans le comté de Bonaventure? Ces baux sont renouvelables tous les ans. Je crois qu'il devrait être possible, tout en donnant aux intéressés le temps de se protéger, de prendre des dispositions pour remédier à cette perte de main-d'œuvre dont souffre le comté que je représente. On devrait peut-être s'y prendre de longue main, pour préparer les voies et assurer des industries à Bonaventure. Ainsi, dans les conditions d'affermage, on stipule que les acquéreurs bâtiront leurs usines sur les lots affermés ou à proximité. Il serait à désirer qu'il en fût de même dans le comté que je représente. Je suis certain que le gouvernement assurera cette amélioration à mon comté.

Autre suggestion que je veux faire au gouvernement. On devrait porter l'indemnité de l'ouvrier, en cas d'accident du travail, de \$3,000 à \$4,000. L'indemnité ne suffit pas aux familles d'ouvriers qui sont tués dans des accidents. Ce serait

aussi une excellente chose que de porter de \$50 à \$200 le montant des frais du médecin et de donner à celui-ci le même privilège que l'on assure à l'ouvrier vis-à-vis du patron. Actuellement, la prescription est d'un an, à partir du jour de l'accident; après un an, l'ouvrier blessé ne peut plus réclamer. Ne pourrait-on pas faire, ici, une modification et dire que la prescription sera d'un an à partir du jour où la blessure causée sera suffisamment guérie pour permettre au médecin d'établir, de façon positive, la gravité de celle-ci et la dépréciation qu'elle fait subir à l'ouvrier blessé? Au sujet de la solvabilité de l'employeur, il arrive que des sous-entrepreneurs, forcés de payer pour des accidents de travail, ne soient pas solvables. Ne pourrait-on pas obliger l'employeur à prendre une police de garantie ou à faire un dépôt de garantie, en argent, au Trésor provincial? Les ouvriers seraient ainsi toujours assurés qu'en cas d'accidents ils recevraient la somme qui leur revient. Souvent, nous, les avocats, ne pouvons poursuivre le chef d'une entreprise parce que la victime d'un accident travaillait pour un sous-contracteur qui n'est pas solvable.

J'ai remarqué, dans les chiffres du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), que la dette n'a été augmentée, en 10 ans, que de \$37,000,000, tandis qu'on a dépensé plus de \$60,000,000 pour la voirie, pendant cette période. Il admire l'admirable équilibre de nos finances et félicite le gouvernement de son succès dans l'administration et du surplus qui a clos le dernier exercice financier. Le gouvernement a attendu que la province ait des revenus suffisants pour s'engager dans sa politique de voirie. C'est ce qui fait que la province a pu accomplir de si grandes améliorations tout en maintenant dans ses finances des surplus considérables.

Il y a quelque chose qui m'a frappé dans le discours du député de Montréal-Verdun (M. Lafleur). Il a comparé les libéraux aux Allemands. Ceux-ci n'ont fait que pillage, ruine et dévastation, et quand le monde entier se tourna contre eux, ce n'était pas parce qu'ils édifiaient, mais parce qu'ils détruisaient. Les Allemands ont détruit des universités, des églises, tout ce qu'il y avait de beau en Europe, à tel point qu'ils ont soulevé la réprobation du monde. Ce n'est pas ce que les libéraux ont fait. Ils ont édifié. Le Parti libéral, depuis 28 ans, n'a cessé de construire, édifier, agrandir. Lors des élections complémentaires dans mon comté, je disais à mon adversaire: "Partez de la Matapédia et allez jusqu'à L'Anse-aux-Gascons, vous n'y voyez que les résultats de l'œuvre libérale, vous n'y voyez que du rouge sur tout ce qui a fait le

bonheur et la richesse de cette province, vous y cherchez vainement ce qu'y ont fait les conservateurs, leurs œuvres n'y apparaissent pas." Lorsque sonnera l'appel au peuple, tous nos candidats pourront dire la même chose: "Ne cherchez pas du bleu dans nos comtés, il n'y en a nulle part!" Le peuple gardera sa confiance au Parti libéral.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est pas mal pour un bleu!

M. Dufresne (Joliette): L'honorable député de Bonaventure (M. Côté) a parlé d'élections. Si le gouvernement n'avait pas fait ses dernières élections en un temps où les électeurs ne pouvaient aller aux polls, nous serions au pouvoir aujourd'hui.

(Applaudissements à gauche)

Les comptes publics sont mal faits et le gouvernement semble pas mal mêlé. L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) a fait, dans cette Chambre, un grand discours, il a essayé de démontrer que la province, au point de vue financier, était en bonne santé.

Sur quelle base peut-il se prononcer? Il a déclaré, dans cette Chambre, que le gouvernement avait un surplus de \$743,136.57. Il a trouvé ce surplus à la page 23, mais les députés, pour le trouver, devront chercher beaucoup. Dans les comptes publics, je trouve que le trésorier a un déficit de \$51,000,000.

Des voix ministérielles: Oh! Oh!

M. Dufresne (Joliette): Si l'honorable trésorier veut me répondre.

L'honorable M. Nicol (Compton): (Souriant)
Ça prendrait trop de temps.

M. Dufresne (Joliette): Je suis prêt à démontrer au trésorier qu'il a un déficit. Les comptes publics sont incomplets et ce n'est pas dans ce volume que l'on pourra trouver ni surplus ni autre chose. La méthode du gouvernement est mauvaise. Prenez nos grandes institutions financières, nos banques, nos industries et tous nos grands commerçants, même le gouvernement d'Ontario. Pour connaître leurs finances, ils commencent tout d'abord à établir leur actif et leur passif. C'est par ces moyens qu'ils connaissent s'il y a vraiment des surplus, et il n'y a pas un homme d'affaires, ni même le gouvernement, qui peut faire autrement.

Le premier ministre ou le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) pourraient-ils donner l'actif de la province avec cette comptabilité incomplète? Comment, alors, établir l'état réel?

Le gouvernement a intérêt à ne pas faire connaître l'actif de notre province, parce que, depuis 10 ans surtout, il l'a diminué continuellement et il ne veut établir cet actif, pour tromper les électeurs de notre province.

L'actif d'une province se compose comme suit: nos terres et nos forêts, nos pouvoirs d'eau, nos mines, nos villes et nos municipalités. N'est-il pas vrai, M. l'Orateur, que, pour nos grandes ressources naturelles, l'actif a été diminué, depuis 10 ans, considérablement, que le gouvernement a vendu nos limites à bois aux Américains - pour une somme d'au moins \$35,000,000 - et que nos pouvoirs d'eau ont aussi été sacrifiés aux Américains, comme la Chute à Caron qui a été vendue à \$22,000 il y a quelques années, et qui a ensuite été revendue pour la somme de \$16,000,000? Je n'en dirai pas plus long sur la Chute à Caron, vu que nous aurons l'occasion d'y revenir pendant la session, mais je suis certain que, dans cette transaction, les favoris du gouvernement ont pris une grosse bouchée.

Le gouvernement a diminué l'actif de la province en augmentant la dette des municipalités considérablement: en 1914-1915, elle était de \$141,834,146; en 1923, de \$255,855,478, ce qui fait une diminution sur l'actif de notre province de \$114,021,332. Le gouvernement a aussi également diminué l'actif de notre province sur les corporations scolaires: en 1914-1915, la dette était de \$24,700,627 et, en 1923-1924, elle était de \$54,554,884, soit \$29,854,257 de diminution sur l'actif. À la page 147 des comptes publics, on saura que le gouvernement a un déficit de \$51,000,000. Ce n'est pas tout, M. l'Orateur. Le gouvernement, depuis 10 ans, a augmenté la dette publique, car, en 1913-1914, la dette était de \$26,551,996.86 et, si je regarde dans les comptes publics, à la page 146, et si je fais l'addition du passif, je trouve la somme de \$98,856,759.77, ce qui fait une augmentation, dans quelques années, de \$72,294,762.91 dans notre dette publique.

Depuis 10 ans, le gouvernement ne s'est pas contenté de diminuer l'actif et d'augmenter la dette publique, il a continuellement aussi augmenté la taxe d'une manière alarmante: en 1914-1915, le gouvernement percevait, en taxes, \$9,597,925.67, et aujourd'hui il perçoit la somme de \$24,278,192.24, soit une augmentation de \$14,681,266.57. Si le gouvernement, encore, avait taxé pour diminuer la dette de la province, je dirais: "C'est correct", mais il

a diminué l'actif de centaines de millions depuis 10 ans, il a augmenté la dette considérablement, il s'est créé un fort revenu en taxant et il vient, avec un état financier incomplet, réclamer un surplus. Je vous demande, M. l'Orateur, si une maison d'affaires peut réclamer un surplus en diminuant son actif et en augmentant ses dettes. Les maisons qui agiraient ainsi s'en iraient ainsi vers la banqueroute, mais lui, le gouvernement, épuise toutes nos ressources naturelles et saigne le peuple à blanc en le taxant pour se maintenir. Les surplus déclarés année après année étaient superficiels. En fait, le gouvernement libéral dilapidait l'héritage de la population pour aider ses amis.

À quoi sert, M. l'Orateur, de parcourir la province et de faire de grands discours et des promesses aux électeurs, de prêcher seulement une théorie et de n'arriver à aucune solution pratique? Dans le passé, le gouvernement a toujours promis de ne pas augmenter les taxes, de ne pas augmenter la dette publique, mais ce n'est pas ce que le gouvernement a fait; il a engagé le crédit de la province pour le moins de \$400,000,000 et il a diminué l'actif considérablement, et le gouvernement prétend s'appeler un gouvernement prospère!

Les ministres sont allés à Montmagny pour faire souscrire de l'argent dans la Machine Agricole⁵. Les députés de l'opposition n'y étaient pas. Par leurs discours, les ministres ont incité les cultivateurs à prendre des actions dans la Machine Agricole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable sénateur L'Espérance était avec nous.

M. Dufresne (Joliette): Plus tard, le gouvernement a fait voter une loi donnant \$15,000,000 à la Banque Nationale pour payer les gens qui avaient souscrit de l'argent à la Machine Agricole nationale. C'est pour sauver leur position que les ministres du gouvernement ont donné, en garantie, \$15,000,000 pour sauver la Banque Nationale. Le gouvernement se vante d'avoir fait une grande œuvre en votant \$15,000,000 pour la fusion de la Banque Nationale avec la Banque d'Hochelaga. À qui est dû le désastre de la Banque Nationale? C'est dû aux administrateurs qui, en grande partie, étaient des amis du gouvernement. L'honorable premier ministre a déclaré, lors de la passation de la loi, que la Banque Nationale était à la porte de la banqueroute. Comment se fait-il que, trois mois auparavant, les directeurs déclaraient un dividende de 6 %? Qu'est-ce que cela voulait dire? Est-ce que les directeurs ont voulu tromper le peuple en déclarant ce dividende?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je suis désolé d'interrompre l'intéressant discours de l'honorable député, mais il n'a pas le droit de critiquer une loi sans en demander le rappel. S'il propose de rappeler la loi des \$15,000,000, il peut la critiquer, autrement il n'est pas dans l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député ne critique pas la loi. Le député de Joliette (M. Dufresne) a le droit de parler de cette question, puisqu'il en est fait mention dans le discours du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol). Nous avons le droit de parler de tout ce qui se rattache à ce crédit de \$15,000,000, car cela fait partie de l'administration du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député peut en parler, mais sans critiquer la loi. S'il suit le conseil de son chef, il sera parfaitement dans l'ordre.

M. Dufresne (Joliette): Je viens de démontrer que cette loi des \$15,000,000 était une mauvaise loi. Si les paroles du premier ministre sont vraies, les directeurs qui ont déclaré ces dividendes n'avaient pas le droit de le faire. Avec cette ligne de conduite, ils pouvaient être traduits devant les tribunaux. Le premier ministre le sait, c'est un homme de loi. Agir de cette façon, c'est criminel.

Une voix ministérielle: À l'ordre!**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Parlez donc d'autre chose.

M. Dufresne (Joliette): Les comptes publics démontrent qu'il se fait de grosses dépenses. En feuilletant les comptes publics, je m'aperçois que les dépenses pourraient être diminuées de plusieurs millions. En ce faisant, l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) pourrait au moins contribuer à payer convenablement de meilleurs salaires à nos institutrices de campagne qui gagnent actuellement un salaire de famine, soit \$200 à \$250 par année. Comment voulez-vous, M. l'Orateur, que ces personnes aiment à enseigner longtemps dans la même école avec ce salaire qui peut à peine les faire vivre convenablement? Vous voyez nos écoles de rang diminuer, et nos institutrices s'engagent dans les bureaux et gagnent un salaire de \$700 à \$800 par année.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce n'est pas le gouvernement qui paie les maîtresses d'école.

M. Dufresne (Joliette): Je pourrais en faire autant de nos instituteurs, eux qui ont des familles à élever et qui gagnent \$1,000, \$1,200, \$1,500 par année. Nous avons aussi des hommes compétents, professeurs d'école normale, inspecteurs d'écoles, dans notre province, qui ont un salaire de \$1,500, \$1,800 à \$2,000, excepté l'inspecteur des écoles protestantes qui, lui, a \$3,000 par année. Je félicite le gouvernement au moins d'en payer un, un salaire raisonnable, mais je voudrais aussi que nos bons Canadiens, qui font des études spéciales pour parcourir nos écoles dans la province à leurs frais, à part de leur salaire, et qui sont là pour développer l'intelligence de nos enfants, reçoivent un meilleur salaire pour faire honneur à leur position et faire instruire leur famille.

Le gouvernement n'a pas oublié de donner de gros salaires à certains hommes qui n'ont pas la compétence ni l'instruction que possèdent nos professeurs d'école normale, nos inspecteurs d'écoles, je veux parler des employés de la Commission des liqueurs. Prenez le président qui gagne un salaire de \$14,000. Les directeurs, eux, sont payés \$8,000. Une foule d'autres retirent \$5,000 et les gérants ont, en moyenne, \$2,000 à \$3,000 par année, ces membres de la Commission des liqueurs qui ont contribué à intoxiquer le corps des gens.

Le gouvernement a dépensé aussi beaucoup d'argent pour l'École des beaux-arts et l'École technique, et autres choses, mais il n'a pas commencé par le commencement. Il a oublié l'école de campagne et il a négligé de payer convenablement ceux qui doivent donner l'instruction à nos enfants.

M. l'Orateur, j'ai fait ces quelques remarques dans l'intérêt de la province et j'aurai l'occasion de reparler au cours de la session.

(Applaudissements)

M. Thériault (L'Islet): J'ai écouté avec attention tous les discours de l'opposition sans en manquer un seul. Je dois donc faire des éloges au député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) pour son discours si beau de forme, mais dont le fond aurait mieux convenu à la Chambre des communes, à Ottawa, car il n'a presque pas touché aux questions provinciales. Le discours du député de Sherbrooke (M. Crépeau) n'était pas suffisamment sérieux pour affecter le prestige de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol). Le député de Joliette (M. Dufresne) a découvert que nous avons un déficit de 51 millions. C'est une curieuse manière de compter. Je n'ai pas la force de faire de telles découvertes. Il a tellement fait rire la Chambre qu'il

doit comprendre que son opinion ne vaut pas celle de Sir Herbert Holt, de Sir John Aird, le gérant général de la Banque de Commerce, de Sir Vincent Meredith et de tous les capitalistes sérieux qui ont tous reconnu publiquement l'état prospère de nos finances provinciales. Dire le contraire est de mauvaise guerre.

L'honorable député de Joliette a sans doute donné une leçon au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) en disant que nous avons un déficit de \$51,000,000. L'opposition aura beau ergoter, tout le monde doit reconnaître que les finances de la province sont dans une excellente situation; le dernier surplus était de un million.

Alors qu'en 1897 nous avions la même population qu'aujourd'hui...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La même population?

M. Thériault (L'Islet): Nous avons la même bonne population et les mêmes ressources, et cependant le trésorier du temps, M. Taillon, allait emprunter à New York⁶ à 77 cents dans la piastre. Le crédit de la province de Québec était bon, cependant, mais il est meilleur aujourd'hui. Nous avons alors un budget d'à peine cinq millions. Aujourd'hui, nous avons un revenu de plus de 23 millions. Nous étions en arrière de toutes les provinces. Aujourd'hui, nous empruntons presque au pair et avec des intérêts très bas. Nous avons honte de nos finances, autrefois. Aujourd'hui, elles nous inspirent une légitime fierté. Nos finances sont vraiment en excellente condition et, chaque année, nous avons eu un vrai surplus. Si je compare la situation d'aujourd'hui avec celle qui prévalait sous le régime du parti conservateur, la pression exercée sur les payeurs de taxes est moindre, et ce, malgré le revenu que la province obtient aujourd'hui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des taxes aussi.

M. Thériault (L'Islet): Les taxes ont augmenté, sans doute, mais ceux qui paient ne sont pas les petits, ce sont les grosses successions et ceux-là qui ont du capital. On taxait les successions de \$3,000, nous exonérons les successions jusqu'à \$15,000. Le gouvernement a augmenté ses dépenses afin d'aider davantage à la population.

On accordait \$250,000 à l'agriculture, on accorde maintenant près de deux millions. Le ministre a compris que l'agriculture n'est plus une

routine comme autrefois, mais une science. Il a donné des agronomes à tous les comtés. L'opposition essaie de faire croire que les cultivateurs n'aiment pas les agronomes, c'est une erreur. On a agrandi les écoles de Sainte-Anne, Oka et Macdonald pour répandre la science agricole.

Il parle des efforts du gouvernement en matière de colonisation, citant comme exemple les centres de colonisation de l'Abitibi, du Lac-Saint-Jean et de la Matapédia, qui prouvent que la politique du gouvernement a porté fruit et que les sommes d'argent dépensées ont été investies d'une façon qui signifierait beaucoup pour l'avenir de la province.

Il parle du travail accompli par le secrétaire de la province (l'honorable M. David) dans le domaine de la santé et de la loi de l'assistance publique, par lequel des institutions prestigieuses sont en mesure de rester ouvertes.

Il félicite le gouvernement de sa politique industrielle et du fait que des écoles techniques se trouvent partout dans la province, faisant en sorte que les fils de la population de la province ont accès à des emplois payants et stables et qu'ils participent de façon efficace à la création de la vie industrielle de la province.

Il parle d'assistance publique, de bons chemins afin de démontrer le chemin parcouru et le progrès réalisé par l'administration libérale.

L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) a fait beaucoup pour l'instruction publique. Il a aidé l'école de rang. Depuis 1908, on a vu 600 académies commerciales aidées par le gouvernement. Depuis 1908, on a vu surgir des écoles techniques, des écoles de hautes études commerciales, les écoles de beaux-arts. Ces écoles ont été fondées pour former des chefs pour l'industrie et le commerce.

M. Dufresne (Joliette): L'honorable député me nommera-t-il un chef qui soit sorti de l'École technique de Montréal?

M. Thériault (L'Islet): Je ne sais pas. Mais je sais que la gent écolière qui fréquente ces écoles est nombreuse. Le gouvernement subventionne des écoles supérieures qui nous formeront des hommes compétents. Le gouvernement accorde des bourses à nos étudiants. Tout cela parce que l'état de nos finances est bon. Nous sommes cités en exemple dans les autres provinces. Les progrès de l'instruction ont amélioré les conditions de notre province.

Un député de l'opposition disait: "Soit, vous avez des surplus, mais sommes-nous plus heureux?" Nous sommes heureux d'avoir de belles routes, de belles écoles. Autrefois, lorsque des Canadiens français allaient aux États-Unis, on disait: "Ces gens de la province de Québec ne sont bons que pour des travaux manuels. Ils ne savent pas administrer. Ils ne savent pas développer leurs ressources."

Il parle des avantages de la loi des liqueurs, des ressources considérables qu'elle met à la disposition du gouvernement, de l'usage judicieux que celui-ci sait en faire. La loi des liqueurs a été d'une valeur inestimable pour la province, non seulement en réduisant l'intempérance de la population plus bas que celle des autres provinces, mais aussi en procurant les moyens au gouvernement pour assister la colonisation, l'agriculture et l'éducation. L'opposition critique bien, mais ne saurait dire ce qu'elle ferait si elle arrivait au pouvoir. La loi n'est pas si mauvaise, puisqu'on la copie partout.

M. Dufresne (Joliette): Quelles sont les provinces qui ont copié notre loi?

M. Thériault (L'Islet): Mon honorable ami devrait lire les journaux. Il verrait que trois provinces ont adopté le principe de la loi de Québec.

Y a-t-il, dans l'opposition, une seule critique constructive, une seule proposition pratique? Comment se fait-il que, chez nos honorables amis, il ne se lève pas un seul homme qui nous dira: "À votre place, nous ferions ceci, nous ferions cela." Nous attendons encore la parole de cet homme qui nous indiquera la voie à suivre.

Mais on sait que l'opposition n'a rien de sérieux contre le gouvernement. Celui-ci s'est intéressé à tout, il a tout amélioré, tout prévu, tout agrandi. Le peuple est heureux et content, et, lorsque l'heure de la bataille sonnera, l'opposition rentrera ici, plus faible et moins nombreuse qu'aujourd'hui.

(Applaudissements)

M. Plante (Beauharnois): Je ne voudrais pas gâter les espérances des honorables députés de la droite qui m'ont précédé, mais je crois qu'aux prochaines élections il se produira un changement, et pas dans le sens qu'ils croient.

M. l'Orateur, comme il est 6 h 30, je proposerai l'ajournement du débat.

M. Plante (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

Importation et exportation de la laine

M. Renaud (Laval): 1. Combien de livres de laine ont été importées dans la province de Québec, en 1924?

2. Quelle quantité de laine a été produite dans la province de Québec?

3. Quelle quantité a été exportée de la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Il a été importé dans la province de Québec, de laine et de produits fabriqués de laine, pour une somme de \$16,498,947.

2. 5,552,173 lbs.

3. 4,680,117 lbs.

Nombre d'agriculteurs au Québec

M. Renaud (Laval): 1. Combien y avait-il d'agriculteurs dans la province de Québec: *a)* en 1922; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925?

2. Où le gouvernement a-t-il pris ces statistiques?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le dernier rapport du nombre des agriculteurs dans la province de Québec date de 1921. Il y avait alors 137,619 agriculteurs.

2. Dans le recensement du Canada fait en 1921.

Travaux au palais de justice de Montréal

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. Combien ont coûté à date les travaux de l'annexe du palais de justice de Montréal?

2. Depuis le 28 avril 1923, le gouvernement a-t-il donné d'autres contrats d'entreprises concernant la construction du palais de justice de Montréal?

3. Dans l'affirmative: *a)* à quelle date; *b)* à qui; *c)* quel est le montant de chaque contrat?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1. \$3,894,551.98, dont \$659,397.46 pour acquisition de terrains.

2. et 3. Non.

Salaire des institutrices

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle est la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires: *a)* pour toute la province; *b)* dans chacun des comtés de la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a)* Pour toute la province, \$425 (année scolaire 1923-1924).

b) Pour chacun des comtés de la province: Abitibi, \$329; Argenteuil, \$432; Arthabaska, \$235; Bagot, \$270; Beauce, \$262; Beauharnois, \$407; Bellechasse, \$251; Berthier, \$272; Bonaventure, \$285; Brome, \$385; Chambly, \$427; Champlain, \$266; Charlevoix, \$254; Châteauguay, \$358; Chicoutimi, \$307; Compton, \$349; Deux-Montagnes, \$299; Dorchester, \$256; Drummond, \$270; Frontenac, \$273; Gaspé, \$289; Hull, \$484; Huntingdon, \$454; Iberville, \$293; Îles-de-la-Madeleine, \$231; Jacques-Cartier, \$741; Joliette, \$276; Kamouraska, \$213; Labelle, \$328; Lac-Saint-Jean, \$308; Laprairie, \$326; L'Assomption, \$280; Laval, \$453; Lévis, \$296; L'Islet, \$229; Lotbinière, \$253; Maskinongé, \$238; Matane, \$253; Matapédia, \$259; Mégantic, \$279; Missisquoi, \$335; Montcalm, \$293; Montmagny, \$264; Montmorency, \$300; Montréal, cité, \$1,147; Napierville, \$294; Nicolet, \$198; Papineau, \$357; Pontiac, \$505; Portneuf, \$275; Québec, cité, \$576; Québec, comté, \$324; Richelieu, \$239; Richmond, \$349; Sherbrooke, \$642; Soulanges, \$361; Stanstead, \$381; Saint-Hyacinthe, \$279; Saint-Jean, \$348; Saint-Maurice, \$259; Témiscamingue, \$347; Témiscouata, \$262; Terrebonne, \$339; Trois-Rivières, cité, \$521; Vaudreuil, \$344; Verchères, \$295; Westmount, \$1,265; Wolfe, \$271; Yamaska, \$202.

Compagnie Adélaïde Deslauriers limitée

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quand a été incorporée la Compagnie A. Deslauriers limitée?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le 23 août 1923.

Coûts de l'agrandissement de l'hôtel du Parlement

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien a coûté la nouvelle aile de l'hôtel du gouvernement?

2. Reste-t-il des comptes à payer?

3. Dans l'affirmative, quel est le montant des réclamations?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. \$1,464,611.96, dont \$86,036.50 pour achats de terrains.

2. et 3. Non.

Décoration de Spencer Wood

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. À quelle date le grand salon de Spencer Wood a-t-il été tapissé pour la dernière fois?

2. Combien a coûté chaque pièce de tapisserie qu'on y a alors posée?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. En février 1924.

2. Il est impossible de le dire parce que le grand salon a été réparé en même temps que plusieurs autres pièces de la maison, en vertu d'un contrat donné à forfait.

La séance est levée à 6 h 35.

NOTES

1. Dans *Le Devoir*, on dit que M. Galipeault se met à sourire assez ostensiblement pour que M. Sauvé le remarque.

2. Dans *Le Devoir*, M. Duranleau parle de M. Perron qui siège aussi sur le conseil d'administration de la Canada Cement et de bien d'autres compagnies.

3. Le procès-verbal de l'Assemblée fait état que ce projet de loi a été adopté sans amendement par le comité général de la Chambre. Ceci s'avère faux, puisque les débats, en comité général, font état de plusieurs amendements et que l'analyse de la copie du projet de loi signé par le président du comité général prouve que des amendements ont été présentés à cette étape.

4. Dans *L'Événement*, on indique 10 ans.

5. Il s'agit d'une compagnie qui fabriquait des machines pour beurreries, fromageries et scieries. Pendant la guerre, elle fabriquait des obus. Elle a fait faillite. Elle a été fondée par M. C. Paquet, député libéral de Montmagny.

6. Dans *Le Soleil*, on mentionne plutôt Londres.

Séance du jeudi 4 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Sherbrooke**

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Conventions entre
la paroisse de Saint-Joachim,
comté de Montmorency,
et la Ste Anne Power & Paper Company Ltd**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Ste Anne Power & Paper Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions municipales, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Ste Anne Power & Paper Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions municipales, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 55 changeant le nom de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et l'autorisant à augmenter son capital.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants qui seront envoyés à son école d'industrie;

- bill 4 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à son école d'industrie;

- bill 6 ratifiant le contrat passé par le gouvernement avec les sœurs de Charité de la Providence, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, et le contrat passé par lesdites sœurs avec l'Université de Montréal, relativement au service médical dudit hôpital;

- bill 8 modifiant la loi du Barreau;

- bill 13 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

**Biens de succession
sujets à l'impôt**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt. Les amendements sont lus une première fois.

Questions et réponses:**Nombre de
manufactures de silos**

M. Renaud (Laval): 1. Combien y a-t-il de manufactures de silos dans cette province?

2. Où sont-elles situées et quels en sont les propriétaires?

3. Combien y en avait-il en 1910?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1, 2 et 3. Le gouvernement l'ignore.

**Nombre de
sociétés d'agriculture**

M. Lortie (Soulanges): 1. Combien y avait-il de sociétés d'agriculture dans la province: *a)* en 1924; *b)* en 1925?

2. Quel était le nombre global de leurs membres: *a)* en 1924; *b)* en 1925?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. *a)* 92; *b)* 91.

2. *a)* 21,637; *b)* 23,236.

**Nombre de
cercles agricoles**

M. Lortie (Soulanges): 1. Combien y avait-il de cercles agricoles dans la province: *a)* en 1918; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925?

2. Quel était le nombre global de leurs membres: *a)* en 1917; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925?

3. Quels sont les cercles agricoles qui ont cessé d'exister: *a)* en 1917; *b)* en 1918; *c)* en 1919; *d)* en 1920; *e)* en 1921; *f)* en 1922; *g)* en 1923; *h)* en 1924; *i)* en 1925, et dans quel comté se trouvait chacun d'eux?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. *a)* 782; *b)* 712; *c)* 695; *d)* 675.

2. *a)* 75,503; *b)* 37,747; *c)* 36,657; *d)* 37,649.

3. *a)* Saint-Édouard-de-Péribonca, Lac-Saint-Jean; Notre-Dame-du-Rosaire, Montmagny; Okiko, Pontiac.

b) Sainte-Rosalie, Bagot; Saint-Clément, Beauharnois; Notre-Dame-de-Paspébiac, Bonaventure; Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, Champlain; Saint-Hilaire-de-Dorset, Frontenac; Pohénégamook, Kamouraska; Saint-François-Régis, Labelle; Saint-

Félicien, Lac-Saint-Jean; Saint-Gérard-Majella, L'Assomption; Saint-Octave-de-Dosquet, Lotbinière; Tessier, Matane; Nelson, Mégantic; Saint-Rémi, Napierville; Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, Rimouski, Sainte-Pudentienne, Shefford, Saint-Herménégilde, Stanstead; Laverlochère et Baby, Témiscamingue; Saint-Mathieu-de-Caxton, Saint-Maurice; Saint-Paul-de-la-Croix, Témiscouata; Lac-Long, Témiscouata; Sainte-Anne-des-Plaines, Terrebonne; Sainte-Théodosie, Verchères; Sainte-Trinité-de-Contrecoeur, Verchères, Egan, Wright.

c) Saint-André, Argenteuil; Saint-Théophile, Beauce; Saint-Raphaël, Bellechasse; Saint-Bruno, Saint-Joseph, Chambly; Saint-Fulgence, Saint-Cyriaque, Chicoutimi; Saint-Isidore-d'Auckland, Compton; Saint-Alphonse-de-Winslow, Sainte-Martine, Frontenac; Saint-Ludger, Frontenac; Saint-Joseph-de-l'Anse-au-Griffon, Sainte-Cécile-de-Cloridorme, Gaspé; L'Étang-du-Nord, Îles-de-la-Madeleine; Sainte-Émélie, Joliette; Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Kamouraska; Clyde, Wabasso-Dudley-Bouthillier, Labelle; Saint-Amédée-de-Péribonca, Lac-Saint-Jean; Saint-Louis-de-Pintendre, Lévis; Saints-Pierre et Paul, Montmorency; Saint-Joachim, Shefford; Sainte-Cécile, Témiscamingue; Notre-Dame-du-Lac, Saint-Honoré, Saint-Eusèbe-de-Cabano, Témiscouata; Sainte-Agathe, Terrebonne; Sainte-Thérèse, Terrebonne; Sainte-Marthe, Vaudeuil; Saint-Pie-de-Guire, Yamaska.

d) Sainte-Clotilde, Arthabaska; Metgermette-Nord, Saint-Benoît-Labre, Saint-Éphrem-de-Tring, Beauce; Sainte-Sabine, Bellechasse; Sainte-Germaine, Saint-François-d'Assise, Bonaventure; Saint-Cajetan-de-Mansonville, Brome; Saint-Luc, Champlain; Saint-Irénée, Charlevoix; Saint-Ambroise, Chicoutimi; Saint-Dominique, Chicoutimi; Scotstown, Saint-Louis-Westbury, Compton; Sainte-Justine, Dorchester; Wickham-Ouest, Drummond; Saint-Maxime-du-Mont-Louis, Saint-Michel-de-Percé, Gaspé, Bouchette, Hull; Grosse-Île, Îles-de-la-Madeleine; Lochaber-Nord, Robertson-et-Pope, Saint-François-Régis, Notre-Dame-de-Pontmain, Labelle; Hébertville-Village-Station, Lac-Saint-Jean; Saint-François-de-Sales, Lac-Saint-Jean; Notre-Dame-de-Charny, Lévis; Saint-Justin, Saint-Charles-Mastigouche, Maskinongé; Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Moïse, Grosses-Roches, Saint-Léandre, Matane; Sainte-Croix-de-Dunham, Missisquoi; L'Ascension, Saint-Patrice-de-Rawdon, Montcalm; Notre-Dame-du-Rosaire, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-Just-de-Bretenières, Montmagny; Saint-Laurent, Montmorency; Saint-Rémi, Napierville; Saint-Joseph-de-Blandford, Sainte-Perpétue, Nicolet; Notre-Dame, Portneuf; Stoneham-Tewkesbury, Québec; Saint-Césaire, Rouville;

Saint-Michel-de-Rougemont, Rouville; Sainte-Anne-de-Stukely, Shefford; Saint-Jean-Baptiste, Orford, Sherbrooke; Hatley-Nord, Stanstead; Notre-Dame-des-Neiges, Saint-Maurice; Duhamel, Laverlochère et Baby, Okiko, Makamik, Saint-Gabriel-Lalemant, Témiscamingue; Squattek, Témiscouata; Sainte-Sophie-de-Lacorne, Terrebonne; Très-Saint-Rédempteur, Vaudreuil; Sainte-Trinité-de-Contrecoeur, Verchères; Dudswell, Saint-Joseph-de-Ham-Sud, Wolfe.

e) Saint-Camille, Saint-Nérée, Bellechasse; Saint-Viateur, Berthier; New Carlisle, Saint-Louis, Bonaventure; Eaton, Compton; L'Annonciation, Deux-Montagnes; Saint-Benjamin, Dorchester; Notre-Dame-de-Grande-Rivière, Saint-Joseph-du-Cap-Désespoir; Sainte-Madeleine, Saint-Majorique, Saint-Martin-de-Rivière-au-Renard, Gaspé; Lytton, Hull; Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Kamouraska; Kiamika, Ponsonby, L'Annonciation, La Présentation, Notre-Dame-de-la-Consolation, Notre-Dame-de-la-Fourvière, Labelle; Notre-Dame-de-la-Madeleine, Laprairie; Saint-Vincent-de-Paul, Laval; Saint-Eugène, L'Islet; Saint-Apollinaire, Lotbinière; Dalibaire et Romieu, Matane; Kilkenny, Saint-Émile, Montcalm; Sainte-Euphémie, Montmagny; Saint-Ferréol, Montmorency; Sainte-Eulalie, Nicolet; Litchfield, Pontiac; Sainte-Victoire, Richelieu; Saint-Georges-de-Windsor, Richmond; Saint-Donat, Rimouski, Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, Rimouski; Bergeronnes, Saint-Paul-de-Mille-Vaches, Saint-François-d'Assise, Saguenay; Sainte-Prudentienne, Shefford; Ayer's Cliff, Saint-Herménégilde, Stanstead; Sainte-Flore, Saint-Maurice; Amos, Wabakin, Témiscamingue; Saint-David-d'Estcourt, Saint-Honoré, Témiscouata; Sainte-Thérèse, Terrebonne; Saint-François-Xavier-Pointe-Fortune, Vaudreuil.

f) Saint-André, Argenteuil; Saint-Théodore, Bagot; Metgermette-Nord, Saint-Elzéar, Beauce; Saint-Théophile, Beauce; Hope, Bonaventure; Bolton-Sud, Brome; Saint-Jean-des-Piles, Champlain; Saint-Irénée, Charlevoix; Saint-Dominique, Saint-Honoré, Chicoutimi; Newport, Scotstown, Compton; Saint-Hermas, Deux-Montagnes; Sainte-Aurélié, Dorchester; Saint-Joachim, Gaspé; Village Pointe-Gatineau, Maniwaki, Hull; Huntingdon, village, Huntingdon; Sainte-Émilie, Joliette; Notre-Dame-de-Pontmain, Labelle; Saint-François-de-Sales, Saint-Jérôme, Saint-Thomas-d'Aquin, Notre-Dame-Rivière-au-Doré, Lac-Saint-Jean; Saint-François-de-Sales, Laval; Saint-Télesphore, Lévis; Sainte-Emmélie, Lotbinière; Sainte-Angèle de-Mérici, Matane; Notre-Dame-de-Lourdes, Mégantic; Stanbridge, Sainte-Croix-de-Dunham, Missisquoi; Saint-Liguori, Montcalm; Sainte-Marie-Salomé,

Montcalm; Saint-François, Saint-Just-de-Bretenières, Montmagny; Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Pétronille, Saint-Tite-des-Caps, Montmorency; Saint-Marc-des-Carières, Portneuf; Saint-Gérard-Majella, Québec; Windsor, Sainte-Anne-de-Danville, Richmond; Saint-Gabriel, Rimouski; Saint-Firmin, Saguenay; Granby, Shefford; Saint-Valérien, Shefford; Ascot-Corner, Orford, Sherbrooke; Hatley-Nord, Stanstead; Stanstead, Stanstead; Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Jean, Saint-Jean; Saint-Mathieu-de-Caxton, Saint-Maurice; Guigues, Témiscamingue; Bégon, Sainte-Françoise, Étroits du Lac-Long, Squattek, Témiscouata; Abercromby-Est, Terrebonne.

g) Saint-Luc-de-La Motte, Abitibi; Sainte-Christine, Saint-Pie, Bagot; Saint-Magloire, Bellechasse; Saint-Ignace-Loyola, Berthier; Saint-Omer, Bonaventure; Bolton-Ouest, Brome, Brome; Saint-Hippolyte, Sainte-Thècle, Champlain; Saint-François-Petite-Rivière, Charlevoix; Bagotville, Notre-Dame-de-Laterrière, Chicoutimi; Angus-Est, Compton; Chesham, Saint-Hubert-de-Spalding, Frontenac; Sainte-Madeleine, Gaspé; Aumond, Eardley, Templeton-Ouest, Hull; Saint-Aimé-Lac-des-Îles, Labelle; Normandin et Albanel, Lac-Saint-Jean; Saint-Michel-de-Mistassini, Lac-Saint-Jean; Sainte-Rose-de-Lima, Laval; Notre-Dame-de-Lourdes, Mont-Joli, Saint-Benoît-Labre, Matane; Saint-Donat, Saint-Théodore-de-Chertsey, Montcalm; Notre-Dame-des-Laurentides, Québec; Les Escoumins, Saint-Pierre-Pointe-aux-Esquimaux, Saguenay; Barnston, Stanstead; Fabre, Témiscamingue; Notre-Dame-du-Portage, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Saint-Clément, Saint-Louis-du-Ha!Ha!, Témiscouata; Saint-Jérôme, Terrebonne; Saint-Camille, Wolfe.

h) Saint-Paul-de-Senneterre, Abitibi; Saint-Dominique, Bagot; Enfant-Jésus, Beauce; Saint-Charles-de-Mandeville, Berthier; Matapédia, Saint-Godefroi, Bonaventure; Eastman, Brome; Saint-Stanislas, Champlain; Saint-Hilarion, Saint-Pierre-et-Saint-Paul, Saint-Siméon, Charlevoix; Bury, Compton; Saint-Athanase-Johnville, Compton; Saint-Benjamin, Dorchester; Saint-Aimé-de-Kingsey, Drummond; Whitton-Sud, Frontenac; Clyde, Saint-Michel-des-Cèdres, Saint-François-Régis, Labelle; Dumais, L'Ascension, Notre-Dame, Saint-Félicien, Lac Saint-Jean; Saint-Vincent-de-Paul, Laval; Saint-Alexis, Maskinongé; Saint-Raphaël-d'Alberville, Matapédia; Robertsonville, Mégantic; Dunham, Bedford, Missisquoi; Saint-Jean-Baptiste, Saint-Tite-des-Caps, Montmorency; Saint-Cyprien, Napierville; Saint-Grégoire-le-Grand, Nicolet; Notre-Dame-de-la-Salette, Notre-Dame-de-la-Paix, Papineau; Thorne, Pontiac; Sainte-Catherine, Portneuf; Sainte-Foy,

Québec; Saint-Claude, Richmond; Saint-Valérien, Shefford; Nédélec, Témiscamingue.

i) Saint-Jacques-le-Majeur, Abitibi; Saint-André, Argenteuil; Saint-Théodore-d'Acton, Bagot; Saint-Pierre-de-Broughton, Sainte-Clotilde, Beauce; Bolton-Sud, Brome; Saint-Joseph, Chambly; Visitation, Champlain; Très-Saint-Sacrement, Châteauguay; Saint-Dominique, Saint-Honoré, Chicoutimi; Sainte-Jeanne-d'Arc, Drummond; Whitton-Nord, Frontenac; Sainte-Élisabeth, Joliette; Saint-Germain, Kamouraska; Saint-Philippe-de-Néri, Kamouraska; La Conception, Sainte-Anne-du-Lac, L'Ascension, Labelle; Hébertville-village-Station, Saint-Louis-de-Métabetchouan, Lac-Saint-Jean; Sainte-Dorothée, Laval; Saint-Télesphore, Lévis; Saint-Adalbert, Saint-Aubert, Sainte-Louise, Saint-Marcel, L'Islet; Saint-Édouard, Lotbinière; Halifax-Sud-Ouest, Sacré-Cœur-de-Marie, Saint-Pierre-Baptiste, Mégantic; Sainte-Pétronille, Montmorency; Pointe-Gatineau, Papineau; Île-aux-Allumettes, Pontiac; Saint-Rémi, Portneuf; Saint-Pierre, Richelieu; Asbestos-village, Richmond; Saint-Germain, Rimouski; Saint-Jean-Baptiste, Rouville; Laverlochère et Baby, Témiscamingue; Saint-Honoré, Témiscouata; Doncaster, Sainte-Marguerite, Terrebonne; Saint-François-Xavier-de-Pointe-Fortune, Vaudreuil; Saint-Marc, Verchères; Notre-Dame-de-Pierreville, Yamaska.

Nombre d'octrois agricoles

M. Lortie (Soulanges): Quel a été le total des octrois accordés pour fins agricoles dans la province de Québec: a) en 1923-1924; b) en 1924-1925?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ces renseignements sont donnés dans les *Comptes publics* des années 1923-1924 et 1924-1925.

Extra de la Gazette officielle

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. À quelle date l'extra de la *Gazette officielle* daté du 9 janvier 1926 a-t-il été imprimé?

2. À quelle date a-t-il été distribué?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 14 janvier 1926.

2. 15 et 16 janvier 1926.

Étudiants boursiers à Paris

M. Plante (Beauharnois): 1. Quels sont a) les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre des cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis le 22 janvier 1925 jusqu'à date; b) quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. a) Georges Duquet, Grant Glasco, Georges Lafrance, J.-N. Lavergne, Antonio Monette, René-A. Pelletier, Jean Saucier, J.-Bte Soucy; b) J. Arthème Breton, Armand Circé, Georges Desgroseillers, abbé L. Destroismaisons, abbé C.-O. Garant, Jules Labarre, Adrien Pouliot.

2. Le 28 juillet 1925.

3. Arthème Breton, bactériologie; Armand Circé, génie civil; Georges Desgroseillers, anatomo-pathologie; abbé L. Destroismaisons, musique; Georges Duquet, peinture; abbé C.-O. Garant, théologie; Grant Glasco, économique politique; Jules Labarre, pharmacie; Georges Lafrance, mathématiques; J.-N. Lavergne, chirurgie; Antonio Monette, architecture; René-A. Pelletier, génie civil; Adrien Pouliot, mathématiques; Jean Saucier, médecine; J.-Bte Soucy, architecture.

Terres de la couronne détenues par la Canadian International Paper Co.

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quelle est l'étendue totale, en milles carrés, des terres de la couronne que détient actuellement la Canadian International Paper Co., y compris les limites que ladite compagnie a acquises en achetant la Riordan Corporation, et où sont-elles situées?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La compagnie dite Canadian International Paper Co. détient 11,810 milles carrés de concessions forestières situées dans les régions d'Ottawa, Saint-Charles, Saint-Maurice, Saguenay et Gaspé.

Concessionnaires de permis de coupe dans le district de l'Ottawa Supérieur

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quels sont les noms des détenteurs de limites dans le district de l'Ottawa Supérieur, autres que la Canadian International Paper Co., et quelle est l'étendue de chacune d'elles possédée par ces détenteurs?

2. Quels sont les noms des compagnies qui ont demandé au gouvernement de mettre aux enchères les diverses limites forestières et de bois de pulpe dont la vente est annoncée pour le 13 février 1926, et quelle limite ou limites en particulier chacune desdites parties demande-t-elle la mise à l'enchère?

3. Des dépôts ont-ils été faits par chacune desdites compagnies, tel que prévu aux termes de l'arrêté en conseil autorisant lesdites ventes?

4. Dans l'affirmative, quels sont les noms des compagnies qui ont fait ces dépôts, et quel est le montant déposé par chacune d'elles?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Les noms des concessionnaires de permis de coupe de bois dans la région de l'Ottawa Supérieur sont:

Bank of Ottawa, 33 milles carrés; A. Barnet & Co. Limited, 238 milles carrés; P. Beauchemin & Fils (in trust), 9 milles carrés; Maurice Bertrand, 22 milles carrés; Frank Blais, 25 milles carrés; J. R. Booth Limited, 2,508 milles carrés; G.-J. Bryson, 104 milles carrés; Geo. & J. C. Bryson, 3 milles carrés; Geo., Jas. W. & Jennie Bryson, 100 milles carrés; Jennie Bryson & Jas. W. Bryson, 60 milles carrés; Geo., Jas., W. Jennie Bryson & Estate John Charlton, 402 milles carrés; Geo., Jas. W. Jennie Bryson, Estate Church & Traders Bank, 45 milles carrés; Frank Blais (in trust), 3 milles carrés; Frank Blais, 5 milles carrés; Compagnie Frank Blais limitée, 1 mille carré; Boutin, Moreillon & Lacasse, 5 milles carrés; Hyacinthe Beauchemin (in trust), 27 milles carrés; Frank Blais, 27 milles carrés; La Compagnie Frank Blais limitée, 3 milles carrés; Canadian Splint & Lbr. Corp., 263 milles carrés; W. A. Charlton & Estate of John & Thomas Charlton, 223 milles carrés; Estate Church & Traders Bank, 75 milles carrés; F. T. Cross, 8 milles carrés; A. R. Congor, H. Phelps & W. H. Hitchcock, 14 milles carrés; Honoré Cloutier, 3 milles carrés; Cloutier & Carrière, 4 milles carrés; Davidson & Thackary, 107 milles carrés; The Dominion Bank, 400 milles carrés; Eagle Lbr. Co. Limited, 23 milles carrés; The E. B. Eddy Co. Limited, 247 milles carrés; W. C. Edwards & Co., & E. B. Eddy Co., 675 milles carrés; W. C. Edwards & Co. & Royal Trust Co., 305 milles carrés; W. C. Edwards & Co. Limited, 141 milles carrés; Edwards Lumber & Pulp Limited, 1,113 milles carrés; Sir H. K. Egan, 127 milles carrés; Fraser Co., 631 milles carrés; Gatineau Co. Limited, 264 milles carrés; Gillies Bros. Limited, 871 milles carrés; Louis Goulet, 10 milles carrés; Henri

Grandbois, 21 milles carrés; Octave Gallant, 4 milles carrés, Haberer & Gould, 53 milles carrés; Hawkesbury Lbr. Co. Limited, 1,361 milles carrés; Estate William Hendrie, 281 milles carrés; W. L. & J. C. Hunter, 45 milles carrés; Hull Lumber Co., 50 milles carrés; W. H. Johnson, Estate Thomas Collins (Emma Jane Kerr), 192 milles carrés; The W. H. Kelley Lbr. Co. Limited, 20 milles carrés; Solomon Kelley & Earl C. Emery, 33 milles carrés; Robert Alex Klock, 196 milles carrés; Jos. Lamarche, 1 mille carré; John C. Logue, M. C. Marg. Logue & Estate Cox, 100 milles carrés; John Lumsden (in trust), 19 milles carrés; Estate A. Lumsden, 121 milles carrés; The Minister of Public Works, 1 mille carré; The Royal Bank, 42 milles carrés; Molson's Bank, 190 milles carrés; James McLaren, 2,400 milles carrés; McLachlin Bros. Limited, 1,258 milles carrés; James McFadden, 96 milles carrés; James McLaren Co. Limited, 85 milles carrés; National Trust Co., 469 milles carrés; Owens Lumber Co. Limited, 18 milles carrés; Papineauville Lbr. Co. Limited, 12 milles carrés; The Pontiac Lbr. & Pulp Co., 25 milles carrés; Estate W. J. Poupore, 52 milles carrés; George M. Rawlins, 4 milles carrés; The Rideau Lbr. Co. Limited, 8 milles carrés; A. H. Rice, 2 milles carrés; Jos. Riopelle, 43 milles carrés; D. B. Rochester, 75 milles carrés; Rochon & Champagne, 22 milles carrés; The Royal Trust Co., 183 milles carrés; The Royal Trust Co., 547 milles carrés; Eugène Rouleau (in trust), 1 mille carré; D. Rouleau & Fils limitée, 7 milles carrés; La Scierie de Landrienne (in trust), 6 milles carrés; Shepard & Morse Lbr. Co., 244 milles carrés; Smith Bros., 6 milles carrés; Senneterre Lumber Co., 3 milles carrés; Temiscamingue Pulp & Paper Co. Ltd., 50 milles carrés; E. W. Tobin (in trust), 31 milles carrés; Traders Bank, 88 milles carrés; J.-L.-A. Tanguay, 7 milles carrés; J.-L.-A. Tanguay, 2 milles carrés; Veillette & Frère, 3 milles carrés; Williamson & Morisson, 300 milles carrés.

2 et 4. Il n'est pas dans l'intérêt de la province de donner les renseignements demandés avant que l'affermage ait eu lieu.

3. Oui.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 3 février, sur la motion proposée le mercredi 27 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Plante (Beauharnois): Le dernier discours de la droite a été, comme d'habitude, une antienne aux œuvres du gouvernement. Il convient cependant d'envisager plus froidement la réalité. Ce qu'on voulait, c'était un survol de la situation matérielle de la province.

Le gouvernement se préoccupe fort, à ce que disent les gens de la droite, de l'instruction. Les écoles techniques établies par le gouvernement ont-elles donné les résultats qu'on devait en attendre? Non. Au lieu de dépenser des sommes considérables pour construire des édifices, des monuments d'architecture, le gouvernement aurait mieux fait de subventionner les collèges classiques et les collèges commerciaux pour qu'ils établissent des cours techniques en marge de leurs cours réguliers, suivant les besoins des régions et les développements locaux. Si les cours étaient plus pratiques, plus d'élèves s'y inscriraient.

Les écoles techniques, l'École des hautes études commerciales sont établies dans les quartiers, ce qui fait que ni les fils d'ouvriers ni les fils de cultivateurs ne les fréquentent. Je ne connais pas un seul fils de cultivateur du comté de Beauharnois qui ait fréquenté ces écoles, qui semblent avoir été établies pour les fils de millionnaires. Le gouvernement, au lieu de faire de belles écoles trop coûteuses, aurait dû suivre la politique de l'opposition, qui était de donner aux académies et aux universités des octrois pour qu'on y crée un enseignement technique et une haute éducation commerciale.

Nous sommes encore en temps de crise. Nous subissons encore le contrecoup de la prospérité factice de la guerre. Mais les observateurs, sans esprit de parti, et les économistes s'accordent à dire que nous sommes taxés et surtaxés au triple point de vue municipal, provincial et fédéral. Il arrivera un jour que le contribuable se révoltera, et avec raison, contre l'administration actuelle qui impose ce fardeau. Il y a tout de même sept ans que la guerre est finie et les choses auraient dû reprendre leur cours normal.

Pourquoi augmente-t-on la taxe ici quand elle diminue aux États-Unis et dans les autres provinces? Il serait temps que nous prissions exemple sur nos voisins. La province de Québec devrait battre la marche dans cette voie. Nos taxes augmentent sans cesse. Nous devrions donner l'exemple et alléger le fardeau qui pèse sur les contribuables. Depuis 1918, on aurait dû travailler à améliorer cette situation. N'est-il pas temps de faire disparaître les impôts, à l'exemple des autres pays?

La taxe sur les corporations commerciales, par exemple, a rapporté, l'an dernier, \$2,500,000 à la province. Cette taxe est une entrave au commerce et à l'industrie. L'Ontario n'a pas de pareille taxe, et le capital se dirige vers cette province. L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) nous a dit que, dans l'Ontario, on était plus taxé que dans Québec. Mais une chose me frappe: nous n'avons pas d'industries chez nous, comparé à l'Ontario. On voit là-bas des fabriques d'automobiles et d'autres du même genre. Chez nous, ce sont surtout des fabriques de coton ou d'autres du même genre, n'employant que de la main-d'œuvre peu coûteuse, des femmes et des enfants. Pas une seule fabrique d'autos dans Québec, et il y en a 14 dans l'Ontario! Les fabriques d'automobiles n'emploient pas qu'un petit nombre de femmes et de filles, mais bien un grand nombre d'hommes. Pas une seule fabrique de bicycles chez nous, et l'Ontario en a trois! Ces industries assurent le bien-être des ouvriers et contribuent à la prospérité de la province voisine. Il en résulte une expansion industrielle qui bénéficie à tous les centres importants de la province. Pourquoi le gouvernement n'encouragerait-il pas la création d'industries dans notre province? (Applaudissements)

Comme fiche de consolation, le trésorier de la province nous offre un surplus de \$743,000. Ce surplus, il est composé d'impôts qui pèsent lourdement sur le contribuable. Et ce, pendant que chez nos voisins de la grande république on allège les impôts que le contribuable fait au trésor, ici, dans Québec, on continue de taxer à outrance les corporations et les individus. N'est-il pas vrai que c'est à même ces nouveaux impôts et ces nouvelles sources de revenus qui sortent de la poche des contribuables que le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) fabrique ces fameux surplus dont il se vante? Les libéraux ont remplacé au pouvoir ceux qu'ils appelaient les taxeurs. Depuis 25 ans, le gouvernement a accumulé des surplus en imposant des taxes et en conservant les taxes que le Parti libéral dénonçait autrefois. Quelles taxes ont-ils fait disparaître depuis leur arrivée au pouvoir? Ils ont fait disparaître simplement deux taxes peu importantes.

Le gouvernement a fait plus et est allé dans le domaine privé pour étatiser le commerce des alcools en attendant de continuer bientôt cette politique d'étatisation qui atteindra, comme en France, le tabac, puis la bière, les allumettes et maints autres commerces. C'est peut-être un ballon d'essai qu'un conseiller législatif a lancé en suggérant que le gouvernement devrait s'emparer des brasseries.

Quand le député de Joliette (M. Dufresne) a parlé d'un déficit de \$51,000,000, son argument était logique et conforme aux faits. En effet, à la page 23 des *Comptes publics*, il apparaît un surplus de \$743,000. Mais c'est là le surplus de 1925. Si l'on regarde plus loin, à la page 147, l'on y trouve un déficit de \$51,000,000, entre l'actif disponible, \$47,000,000, et le passif direct de la province, \$98,000,000. C'est là l'actif liquide de la province. Mais, si l'on prend l'actif fixe de la province qui comprend: a) terres et forêts; b) municipalités; c) commissions scolaires, l'on constate que, dans les 10 dernières années, cet actif fixe a été diminué de la manière suivante: a) terres et forêts, \$35,000,000; b) municipalités, \$114,000,000; c) commissions scolaires, \$28,000,000; d) dette publique, \$72,000,000. Augmentation de l'actif fixe sur le passif: \$249,000,000.

Le gouvernement se vante d'augmenter les revenus. Il est vrai qu'au ministère des Terres et Forêts le revenu était de \$3,500,000 et qu'il est de \$4,800,000 en 1924-1925. Mais le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a été obligé de vendre une partie de nos forêts, une partie de notre actif. C'est la même position qu'un individu qui vendrait sa terre et ses propriétés pour obtenir de l'argent comptant. Sa situation dernière est moins belle que la précédente. On a vendu des milliers de milles carrés de forêt.

Il proteste contre la vente de notre domaine national pour obtenir des revenus apparents et contre la vente prochaine de 4,000 milles carrés de limites à bois qui seront mis à l'enchère le 13 février prochain. Chacune de ces ventes, dit-il, diminue notre patrimoine d'autant. C'est autant d'actif que la province a perdu et cependant on compte ces \$4,800,000 dans le revenu ordinaire pour réclamer un surplus.

En cinq ans, les revenus ont été presque doublés: dominion du Canada: \$2,028,240.82, \$2,315,654.43; les terres et forêts, en 1920-1921, rapportaient \$3,567,188.00, en 1924-1925, \$4,853,230.74; les licences, en 1921-1922, \$1,199,268.18, en 1924-1925, \$1,797,236.52; la loi des liqueurs, en 1920-1922, rien, en 1924-1925, \$2,400,000; les taxes sur les corporations commerciales: \$1,640,977.53, \$2,461,010.63; les véhicules moteurs, en 1920-1921, \$1,494,022.95, en 1924-1925, \$2,532,472.46; la gasoline, droits et honoraires, en 1921, rien, en 1924-1925, \$652,576.85; les asiles d'aliénés, contributions municipales: \$367,892.31, \$583,796.98; les écoles d'industrie et de réforme: \$71,092.71, \$183,023.71;

l'intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins: \$305,930.07, \$824,388.40. Il en est de même des subsides fédéraux. Totaux: \$10,674,612.56, \$18,603,400.72. Voilà \$7,928,788.16 qui sont sortis de la poche des contribuables. En somme, les revenus de ces sources ont augmenté de près de \$8,000,000 en cinq ans. La plupart de cet argent provenait des districts ruraux, mais bien peu en a été retourné aux municipalités rurales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le taux de la taxe a-t-il été augmenté?

M. Plante (Beauharnois): Peut-être que non, mais le gouvernement a enlevé aux municipalités tous leurs revenus, comme les licences d'hôtel, la taxe sur les automobiles. Dans Valleyfield, nous avons 350 autos qui nous donneraient \$1,500 de licences. On nous a confisqué \$12,000 de revenu à Valleyfield. Avec un revenu comme cela, nous pourrions emprunter \$250,000 et faire nos travaux de voirie sans être obligés de nous mettre à genoux et chanter les louanges du gouvernement quand il nous donne un octroi. En confisquant les revenus des municipalités, le gouvernement oblige ces dernières à créer d'autres taxes, c'est-à-dire qu'il taxe indirectement. Voilà comment le gouvernement taxe les municipalités et les oblige de s'endetter pour pourvoir à leurs besoins.

M. Hamel (Portneuf): L'honorable député parle rien que pour sa ville. C'est un plaidoyer *pro domo*.

M. Plante (Beauharnois): La situation n'est peut-être pas la même dans Portneuf?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) pose une question.

Des voix de l'opposition: Il n'y a pas d'autos dans Portneuf?

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Plante (Beauharnois): Oh! ce n'est rien, M. l'Orateur. Je suis bien aise que l'on m'interrompe. Mon argument est celui-ci. Le gouvernement confisque les revenus des municipalités. Ainsi, dans Valleyfield, le commerce des liqueurs nous rapportait de l'argent. On nous dit: "La loi des liqueurs est une bonne loi. On la copie ailleurs, en Colombie par exemple." C'est inexact. En réalité, ce

que les autres provinces ont fait à été de copier les bons points du système québécois. En Colombie anglaise et au Manitoba, les gouvernements remettent aux municipalités 50 % de leur surplus. Les municipalités dépensent cet argent suivant leurs besoins. Pourquoi la même chose ne se ferait-elle pas ici?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
(Souriant) Nous sommes loin des automobiles.

M. Plante (Beauharnois): Le gouvernement se prétend libéral, mais les vrais libéraux, M. l'Orateur, ils sont de ce côté-ci de la Chambre. Et la preuve, c'est que le gouvernement administre par ordres en conseil. Cette politique est contraire aux principes démocratiques, à l'esprit du pouvoir représentatif et aux intérêts du peuple. Le gouvernement administre de plus en plus par arrêtés ministériels. Depuis la dernière session, le cabinet s'est réuni 39 fois et a adopté 1,729 arrêtés. Cette façon de gouverner est contraire à l'esprit du pouvoir représentatif. J'ai peur que les fantômes des libéraux qui sont morts et enterrés ne se manifestent pour protester contre cette invasion des droits démocratiques. S'il y a des conservateurs dans cette Chambre, ils sont à la droite du président, pas de notre côté. Des millions ont été dépensés sans l'autorisation des représentants du peuple.

Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement. Je suis prêt à seconder l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) pour empêcher nos jeunes gens de s'en aller aux États-Unis. Je déplore que le gouvernement se croise les bras quand des milliers et des milliers de Québécois émigrent aux États-Unis. Ottawa dépense des millions pour attirer les immigrants, qui arrivent au Québec, vont dans l'Ouest puis attendent de pouvoir traverser la frontière internationale, et le Québec, qui paie sa part des coûts d'immigration, ne reçoit rien, et voit ses fils et ses filles partir de l'autre côté de la frontière.

On parle de crédit rural. Pourquoi ne pas créer un crédit de 20 ou 25 millions de dollars, un crédit de colonisation qui nous permettrait d'aider la jeunesse de notre province et la détourner de cette idée de s'en aller vers les États-Unis? Il faut encourager nos jeunes gens avec autre chose que des discours de Saint-Jean-Baptiste ou des discours dans cette Chambre. Ce crédit de colonisation procurerait de l'argent, à des taux réduits, aux jeunes colons et encouragerait à coloniser. Le gouvernement a bien fait voter un principe dangereux, en garantissant \$15,000,000 à une institution financière privée. Pourquoi ne viendrait-il pas en aide aux colons? (Applaudissements)

Un mot de la Commission des liqueurs. Je crois que le gouvernement devrait permettre aux épiciers de vendre du vin et de la bière et mettre fin au système de délation et de persécution de certains officiers. Il cite certains cas survenus dans son comté et qu'il qualifie de véritables persécutions. Il proteste contre le fait que la Commission emploie des hommes pour inciter les gens à contrevenir aux lois, pour créer des cas. Je dois ajouter, dit-il, que le public reconnaît déjà que les critiques de l'opposition ont eu un bon résultat. La qualité des vins est meilleure et le prix diminue.

Il fait quelques suggestions au gouvernement au sujet de la loi des accidents du travail. Je regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'amender cette loi en faisant disparaître les défauts que nous avons signalés.

Ce que nous voulons, c'est un amendement à la loi générale des cités et villes en rapport avec les grandes compagnies industrielles qui viennent, chaque session, nous demander de légaliser des règlements de commutation de taxes. Il critique les règlements de commutation de taxes que les cités et villes viennent souvent demander à la Législature de ratifier et il estime que la législation est trop large à ce sujet. Ces règlements sont votés par vote ouvert et le plus souvent nombre d'électeurs sont dans une situation qui ne leur permet pas d'exprimer librement leur opinion. Il est temps de modifier la loi afin de permettre de voter ces règlements de commutation au scrutin et de solutionner ce problème municipal. On soustrairait ainsi les employés à l'influence des grandes compagnies.

Nous voulons une meilleure distribution des rapports des commissions, rapports qui ne sont pas encore parvenus aux députés - même s'ils avaient été promis il y a plusieurs semaines et même plusieurs mois - et ceux-ci seront appelés bientôt à se prononcer sur ces questions importantes: a) rapport de la commission sur les accidents du travail; b) rapport de la commission du service civil. Les députés sont dans la position d'un aveugle qui parle de couleurs et cela est dû au retard arrivé dans la distribution des rapports. C'est une procédure contraire au système représentatif, contre laquelle la Chambre doit protester si elle veut conserver ses privilèges et ses prérogatives.

Puisque les revenus du gouvernement augmentent, je le lui demande de nouveau, qu'il prenne donc à sa charge l'entretien de toutes les routes de la province. Si le gouvernement veut encore nos conseils, nous continuerons à coopérer avec nos amis de la droite pour assurer le bien-être de nos concitoyens.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai écouté avec attention le discours du député de Beauharnois. J'ai été heureux de constater qu'il ne partage pas tout à fait la manière de voir du député de Joliette (M. Dufresne) et qu'il admet le surplus de \$743,000. Mais, au sujet des taxes, il semble attaquer toutes les sources de revenus du gouvernement. Ne devrait-il pas songer qu'aucun corps public ne peut administrer sans recourir à des sources de revenus? Le gouvernement a besoin de revenus pour répondre aux besoins nouveaux et aux demandes dont le nombre augmente sans cesse. Et ces revenus, comment se les procurer autrement que par l'impôt? Le député de Beauharnois s'est plaint du fait que le peuple est taxé par les municipalités. Mais comment les municipalités pourraient-elles administrer leurs affaires si on leur refusait les ressources dont elles ont besoin?

La crise qui a suivi la guerre n'a pas passé assez vite dans notre pays et, aux États-Unis, les affaires sont sorties du marasme, et les taxes qui pèsent directement sur les contribuables sont à la veille de disparaître. Or, il n'est pas juste de comparer notre pays avec les États-Unis où vit une population de 110 millions d'habitants et où s'est accumulé tout l'or du monde. Malgré cette différence de conditions, nous sortons sûrement de l'ornière et le jour n'est pas loin où nous jouirons d'une prospérité sans précédent. On nous a lancés si follement dans cette aventure que nous pouvons difficilement en sortir. Nous n'avons pas les millions des Américains.

Des voix ministérielles: Nous n'avons pas leur population non plus.

M. Delisle (Chicoutimi): La prospérité de notre province s'en vient graduellement par les combines de notre industrie, de notre agriculture et de l'initiative de notre gouvernement provincial, qui favorise l'un et l'autre. Nous sentons le progrès revenir et l'équilibre industriel et agricole se rétablir.

On se plaint de ce que les corporations municipales sont sujettes à la taxe dans cette province et, pour justifier cette critique, on cite l'exemple de l'Ontario. Disons tout de suite que nous ne sommes pas de serviles imitateurs et que nous n'avons pas l'intention de suivre l'Ontario dans ce qui s'y fait. Si l'Ontario avait une réelle supériorité, pourquoi ces entreprises ne seraient-elles pas fondées dans cette province? Si nous traitons si mal les industries, pourquoi, depuis un demi-siècle, d'immenses industries avec des centaines de millions de capitaux et employant des milliers d'ouvriers sont-elles venues s'implanter chez nous et fonder des

établissements qui feront la gloire de cette partie du pays, en comparaison avec le retard subi dans le développement des autres provinces? Si l'administration de la province était si préjudiciable, si les impôts étaient si lourds, ces industries viendraient-elles s'établir chez nous? Est-ce que des Américains fortunés n'auraient pas été s'installer ailleurs, si d'autres provinces comme l'Ontario et le Nouveau-Brunswick leur avaient offert d'aussi grands avantages de ressources naturelles, de sûreté des lois, de probité dans le travail, de respect de la propriété et, en somme, de toutes les conditions sociales les plus heureuses, nécessaires à l'établissement des grandes industries?

Chez nous, nous avons une industrie dont nous ne connaissons pas encore toute l'étendue. Citerai-je l'exemple de la région d'où je viens, Chicoutimi et Lac-Saint-Jean, qui sont le théâtre d'un développement formidable et dont les résultats sont extrêmement bienfaisants pour toute la province? Les gens de cette région n'ont pas besoin de s'expatrier aux États-Unis ou d'aller s'établir en Ontario. Le député de Beauharnois (M. Plante) n'a pas raison de formuler les plaintes qu'il a faites à la Chambre.

Parlant de la question des liqueurs, le député de Beauharnois insinue qu'il voudrait retourner à l'ancien régime quand quelques individus se faisaient des fortunes considérables de la vente d'alcool. Le gouvernement mérite tous les éloges pour avoir pris le contrôle des alcools. J'ai la conviction que les profits des alcools, au lieu d'aller enrichir quelques-uns, sont plus profitables pour la communauté quand ils sont centralisés et distribués dans tous les grands services provinciaux. Pour le bien de la collectivité, nous avons besoin de ces revenus, et ce fut une politique absolument sage de la part du gouvernement. N'est-il pas hautement préférable que ces profits soient utilisés pour l'éducation et pour la construction et l'amélioration des routes, pour le bénéfice de la population en général plutôt que pour l'enrichissement d'un petit nombre de gens, comme c'était avant?

On conçoit pourquoi ils regrettent que ce commerce n'ait pas été laissé à l'initiative privée des négociants de Montréal qui auraient pu alimenter leur caisse électorale au besoin. Avec ces revenus que nous obtenons par la vente de l'alcool, nous pouvons subvenir à quantité de besoins urgents d'un pays neuf comme le nôtre. De cet argent, nous faisons une large part à nos collèges classiques, à nos écoles techniques, à nos hautes études, à notre assistance publique, à notre administration de l'hygiène publique, et aux bons chemins qui profitent aux classes urbaines et rurales, aux institutions de

charité. Nous avons besoin de ces revenus, et le gouvernement les administre avec tant de sagesse que la population de la province en est remplie d'admiration. Ce qui plus est, la loi des liqueurs, lors des dernières élections générales, a été soumise à l'électorat qui l'a ratifiée. Ce programme de progrès et d'initiative a été compris par la population intelligente de notre province, qui a bien voulu, par son vote, approuver notre politique dans son ensemble et dans son application de détails.

On dit que le gouvernement prive les municipalités d'un revenu en imposant les automobiles et la gasoline. C'est inexact, car les taxes n'existaient pas, il y a quelques années, et les municipalités n'en ont jamais joui. C'est une erreur qu'il reconnaîtra. Mais le gouvernement leur permet de taxer les camions et les charretiers qui exercent leur métier avec des automobiles. Même si le gouvernement remettait aux municipalités la taxe des automobiles, nos cultivateurs ne pourraient améliorer leurs chemins. Cette question relève de la Législature et c'est juste. Autrement, il n'y aurait que les villes qui pourraient entreprendre la construction de chemins. Dans le canton de Chicoutimi, par exemple, une municipalité a fait 20 milles de chemins. Il n'y a dans ce village que deux ou trois automobiles. Qu'est-ce qu'on aurait retiré de ces autos pour payer la confection des chemins? D'ailleurs, tous les systèmes ont été éprouvés et c'est celui du gouvernement qui a été jugé le meilleur. Ce sont les cultivateurs et les municipalités rurales qui profitent le plus de ces taxes. Puisqu'on nous donne souvent l'exemple des étrangers, je dirai que la taxe sur les automobiles existe, comme chez nous, en Ontario, aux États-Unis et dans les grands pays d'Europe. On sait, dans ces pays, que la taxe sur les automobiles ne saurait être distribuée autrement de façon pratique.

On a parlé, depuis le commencement de la session, de la route Québec-Saint-Jérôme et Lac-Saint-Jean. On a prétendu qu'il y avait désaccord entre Chicoutimi et le Lac-Saint-Jean à ce sujet. Je dois rassurer la Chambre. La plus grande harmonie règne entre les deux régions. Les négociations sont en cours entre Chicoutimi et le Lac-Saint-Jean en ce qui concerne la proportion du coût que chacun défraiera pour la construction d'une route entre Québec et le Lac-Saint-Jean. Je crois que cette route sera commencée avant longtemps. Mes concitoyens ne verraient pas d'un mauvais œil la réalisation du projet. Le gouvernement étudie sérieusement cette question. À la minute où Chicoutimi et le Lac-Saint-Jean s'entendront, le gouvernement prendra une décision et commencera les travaux.

Un député de l'opposition¹ a déclaré que le gouvernement devrait louer les limites à bois par petites quantités, par petites tranches. La vente de petits lots boisés ouvrirait la porte à la spéculation au détriment des vrais intérêts de la province. Bien des gens pourraient acheter une concession forestière de 5, 10, 15 milles carrés. Entre le fabricant de pulpe et de papier et le gouvernement, on verrait alors surgir toute une armée d'intermédiaires. En les vendant en bloc à des compagnies responsables qui se chargent de construire des moulins pour s'occuper du bois, la province s'assure que les limites seront coupées selon les restrictions qui s'imposent et selon les règlements de protection.

Le député de Beauharnois (M. Plante) reproche aussi au gouvernement d'affirmer de trop grandes étendues de forêt à la fois. Quand des capitalistes placent des millions dans une entreprise, ils ont besoin de garanties. Le fonctionnement des limites paralyserait l'essor industriel. Je crois que nous devons profiter largement, très largement même, du développement industriel de la province et encourager les placements de grands capitaux dans l'exploitation de nos ressources naturelles. Ce sera le bien de nos ouvriers et de nos cultivateurs.

Le gouvernement a une politique forestière qui est sage et il ne doit pas la changer, car ce serait mettre en péril le progrès de notre grande industrie. C'est la seule logique. Les compagnies ont besoin de limites assez vastes pour les exploiter. Ces compagnies doivent avoir tout l'encouragement possible. Je ne suis pas de ceux qui croient que la politique du gouvernement est une menace pour l'existence de nos forêts. L'exploitation est raisonnée et assure la plus entière protection de nos richesses forestières.

La politique de l'actuel gouvernement provincial est assurément la meilleure qui soit; non seulement elle encourage les grosses industries à s'établir ici, mais elle fournit également d'importants revenus au gouvernement. C'est très important de fournir aux compagnies industrielles le matériel dont elles ont besoin non seulement pour continuer d'exploiter leurs moulins, mais aussi pour que des milliers d'ouvriers puissent travailler.

Le rôle de l'opposition est de critiquer, et nos honorables amis s'en acquittent bien. Mais l'opposition ne doit pas être destructive. Nos amis de la gauche gémissent sur l'exode des nôtres aux États-Unis. C'est bien beau, mais nous ont-ils fait une seule proposition pratique pour y porter remède? Il s'agit là d'un problème difficile. Il ne croit pas qu'un crédit de colonisation soit un système pratique.

Voyons la situation chez nous, au Lac-Saint-Jean. D'après le rapport de l'abbé Bergeron, missionnaire colonisateur, en 1918, il y avait 5,134 familles de colons et de cultivateurs dans la région. En 1925, nonobstant la disparition de Saint-Cyriac, il y en avait 5,921, soit une augmentation de 787 familles, 112 par année. Et cependant, nous avons chez nous des industries qui peuvent attirer bien des cultivateurs et les éloigner de la terre.

Dans l'espace de sept ans, nous avons vu surgir, dans mon district, les villages suivants qui sont maintenant parfaitement organisés: en 1918, Saint-Félix-d'Otis avait 36 familles et en a aujourd'hui 38. Le canton Bégin a été créé depuis et a 108 familles aujourd'hui. Le village de Larouche n'existait pas; 24 familles y sont établies. Sainte-Monique, fondée depuis 1918, a 53 familles. Même chose pour Saint-Augustin, qui a 108 familles, Girard, 72 familles, Sainte-Odile, 125 familles, et le canton Labrecque, 48 familles.

Non seulement on a pu maintenir la population agricole sur la terre, mais on l'a même augmentée. Aucun de ces groupements humains n'existait en 1918, et ce développement intensif de notre région n'a pu être rendu possible que par l'action d'un gouvernement ami du progrès et désireux de promouvoir nos ressources naturelles. Il est fier de la situation agricole et colonisatrice de la région du Saguenay.

Pouvons-nous parler d'exode des nôtres devant ces chiffres? Il est vrai que le Lac-Saint-Jean est peut-être mieux placé que d'autres régions et que l'on y conserve mieux qu'ailleurs l'amour du sol. On n'y entend pas la voix pessimiste de l'opposition, qui sème le désarroi dans d'autres parties de la province et provoque souvent des départs. La campagne de pessimisme et de découragement faite par nos adversaires s'est brisée sur la chaîne des Laurentides.

(Applaudissements)

Le gouvernement a fait beaucoup pour notre région. Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) distribuait, l'an dernier, dans les comtés du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, \$20,000 en primes de colonisation. Mais le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries² a le cœur trop large pour ne penser qu'à nous.

L'Abitibi a sa part, la vallée de la Matapédia aussi. J'espère que le ministre continuera à encourager la colonisation. Comment le gouvernement pourrait aider davantage la colonisation et l'agriculture s'il n'impose pas les taxes nécessaires pour pourvoir à leurs besoins?

Le grand moyen de ramener les nôtres à la terre, c'est de leur faire bien comprendre la grandeur du rôle de l'agriculteur et le bonheur incomparable de la vie sur la terre. Le gouvernement devrait aider davantage aux propriétaires des terres voisines des grands centres de consommation, comme Kénogami, Arvida, Jonquière et Chicoutimi. Il y a là des terres sans culture que les propriétaires ne cultivent pas parce que le drainage de ces terres coûterait trop cher. Les propriétaires ont besoin de l'assistance du gouvernement, qui a commencé à les aider, mais qui doit continuer avec générosité.

On ne saurait vivre sans la colonisation et l'agriculture. Un trop grand nombre des fils de nos cultivateurs s'en sont allés se perdre dans l'atelier, se perdre pour la terre qui avait besoin d'eux. Mais, si on veut qu'ils comprennent bien ce qu'est l'amour du sol et les jouissances sereines qu'il procure, il est nécessaire de le leur enseigner. C'est pourquoi je demanderais au secrétaire provincial de ne rien ménager pour perfectionner l'éducation agricole des fils de nos cultivateurs. (Applaudissements)

Il est une suggestion que je veux faire au gouvernement, c'est au sujet de l'instruction publique. Le gouvernement devrait augmenter encore ses octrois pour l'éducation. Il fait déjà quelque chose, il fait beaucoup, mais il doit faire davantage. Je crois que dans nos écoles, dans nos académies, on devrait préparer moins de demoiselles dactylographes qui savent la sténographie et plus de bonnes filles sachant tricoter, planter des choux et faire une bonne gibelotte. Qu'on leur donne une formation qui leur permette de former à leur tour, dans nos écoles rurales, des agriculteurs véritablement attachés au sol! On pourrait en dire autant des académies commerciales, afin qu'elles ne soient pas des occasions de désertion du sol, mais des foyers où s'apprenne l'attachement au sol nourricier. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) a déjà commencé une œuvre dans ce sens. Qu'il la continue. Même chose pour les jeunes gens. Que l'on forme nos fils de cultivateurs de façon à ce qu'ils restent sur la terre de leurs ancêtres. Qu'on apprenne aux fils de cultivateurs à tenir les comptes d'une ferme, de façon à s'apercevoir si elle rapporte ou non et combien elle rapporte, mais qu'ils aiment encore plus la campagne et le sol que la ville trompeuse. Il faut encore que l'école apprenne aux fils et aux filles de cultivateurs l'amour de la terre et de la vie rurale. Il existe dans la province quelques autres problèmes qui attendent des solutions, et on aurait raison de croire qu'il leur est consacré beaucoup d'attention.

L'opposition a traité de tous les sujets possibles sans daigner fournir la moindre solution ou suggestion heureuse sur les programmes, très discutés par elle, de l'émigration, des taxes et de la colonisation.

Je n'insisterai pas davantage. M. l'Orateur, la politique que prêchent nos adversaires est déloyale et néfaste. Pour des intérêts politiques qui tardent à leur arriver, nos adversaires tendent à faire voir aux cultivateurs qu'ils sont malheureux et que les gouvernements les traitent mal. Ils essaient d'éteindre dans le cœur des ouvriers du sol la flamme d'espérance qui les a soutenus dans le passé, au profit d'ambitions mesquines. Malgré tout, les ouvriers et le peuple de nos compagnes sont restés fidèles au gouvernement. Nous en avons eu la preuve aux dernières élections complémentaires, où toutes les divisions, moins une, ont appuyé les candidats ministériels. Et même dans Argenteuil, le député élu a dû son succès à une courtoisie de l'électorat qui voulait un représentant de langue française dans cette Assemblée. Nous sommes certains que le gouvernement a une politique qui donne satisfaction à la province. Aussi avons-nous droit d'être fiers du gouvernement de Québec, et, avec lui, la province marchera, sans embûches, dans les sentiers de l'avenir. Qu'il poursuive sa route - en l'élargissant un peu, si possible - et nous entrerons dans un avenir riant de prospérité.

(Applaudissements)

M. Smart (Westmount)³ attaque le gouvernement au sujet de sa hâte à vouloir vendre des limites à bois énormes, et il exprime la détermination de l'opposition de recevoir toute l'information possible concernant cette vente avant la date prévue du 13 février, de façon à ce que le public soit informé.

Il ne pense pas grand-chose du discours du budget de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), étant donné qu'il est évident que ce discours n'a aucune référence quelle qu'elle soit à l'économie dans les dépenses publiques.

L'industrie ne peut s'améliorer, dit-il, tant que les amis politiques d'Ottawa des honorables messieurs d'en face se jouent de leurs promesses de tribune et prostituent leurs convictions pour rester au pouvoir, sans se soucier de l'effet de leur attitude sur le commerce. Tant que le gouvernement du roi sera au pouvoir, il ne pourra y avoir d'améliorations permanentes aux conditions industrielles, et personne ne le sait mieux que ces messieurs en face, mais sont-ils inconsistants! Par exemple, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a déjà appuyé

avec ferveur le parti conservateur, qu'il dénonce aujourd'hui si violemment, puis il a appuyé la politique de réciprocité avec les États-Unis, qu'en public il dit encore approuver, mais nous avons découvert qu'en privé il demande à ses amis d'Ottawa d'accorder des mesures de protection aux agriculteurs de ce pays.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) prétend que les dépôts dans les banques ont considérablement augmenté. Cela ne signifie pas que la prospérité soit plus grande, mais simplement que les gens sont dans l'incertitude et qu'ils préfèrent garder leur argent à la banque que de le placer sur des valeurs mobilières. Le gouvernement n'a pas une politique pour inspirer plus de confiance aux épargnants.

Il parle des ressources forestières et annonce qu'il reviendra sur ce sujet quand l'occasion se présentera.

Un excédent de \$5,000,000 n'est pas excusable et cela prouve seulement que le gouvernement préfère dépenser les argents de la province par arrêtés en conseil que par autorisation de la Législature. Il y a déjà trop de décisions par arrêtés en conseil, et un manque de considération pour les représentants du peuple. Un bon exemple de cela est la réponse de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), qui a dit au chef de l'opposition qu'il n'était pas dans l'intérêt de la population de connaître les noms des firmes qui ont demandé à ce que certaines zones forestières soient mises aux enchères. Le gouvernement semble plus intéressé à protéger les intérêts des grandes entreprises, surtout américaines, que de protéger la population. Bien sûr, ce ne serait pas dans l'intérêt de ces entreprises qu'on dévoile leur nom, mais ce serait dans celui des propriétaires de ces limites, c'est-à-dire les habitants de cette province, de connaître ces noms, et l'opposition a l'intention de remuer ciel et terre pour protéger les intérêts du public. Qui d'autre que le citoyen a un meilleur droit de savoir ce qui est fait avec sa propriété?

Le gouvernement, malgré sa prétention que l'opposition n'a pas de politique, adopte, tous les ans, des mesures préconisées par elle. Ainsi, la reclassification des fonctionnaires et leur salaire. Il a hâte de voir le rapport de la commission du service civil, même s'il s'agit là d'une reconnaissance tardive. Si les augmentations sont accordées principalement aux fonctionnaires les mieux rétribués, la gauche s'y opposera; si, par contre, les augmentations vont aux petits fonctionnaires, à ceux qui gagnent peu, tout juste assez pour vivre, l'opposition ne trouvera rien à redire, mais appuiera le rapport.

Quant aux chiffres donnés par le trésorier de la province en comparaison avec les autres provinces, je pardonne le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon) et le député de Chambly (M. Thurber) de les avoir acceptés selon leur valeur nominale, mais je suis sûr de pouvoir convaincre ces messieurs qu'ils ont été induits en erreur. Les *Comptes publics* de cette année montrent une amélioration dans la façon dont ils ont été établis, mais il y a encore beaucoup de place pour l'amélioration.

L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) nous a exposé une situation financière qui a l'air brillante, mais, lorsqu'on l'examine avec soin, on constate qu'elle n'est pas si belle que ça. Les *Comptes publics* sont mieux rédigés, mais il y a encore beaucoup à faire à ce sujet. Je crois que les chiffres que l'on nous a cités sont absolument erronés; le système de comptabilité du trésorier de la province est faux et incomplet, de nature à tromper la population. L'état des *Comptes publics* est établi de telle façon qu'on ne s'y retrouve pas. Les intérêts du fonds d'amortissement et même les sommes payées par les fonctionnaires à leur fonds de pension sont confondus avec tout le reste, \$42,020.94. Le trésorier de la province les inscrit comme revenu ordinaire, et en fait, ces argents sont dépensés.

De même, on inscrit comme revenu ordinaire des sommes qui devraient aller au compte-capital. Par exemple: terres et forêts (probablement des droits de coupe et prix de vente de limites), \$4,853,230; intérêts payés par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins, \$824,388; intérêts du fonds d'amortissement, \$38,054; contributions municipales, loi des bons chemins, \$372,776; paiements différés de la Banque Canadienne Nationale (en lien avec le prêt de \$15,000,000), \$125,000; fonds de pension des fonctionnaires, \$42,020, soit un total de \$6,255,470. Tout cela est porté comme revenu ordinaire, alors qu'il devrait figurer au compte-capital. En définitive, il n'y a pas de surplus réel, mais seulement un surplus dans les livres. D'ailleurs, tout le système de comptabilité de la province est mauvais. Une bonne comptabilité démontrerait que la province a un déficit. Ce n'est qu'en jonglant avec les chiffres, par des prodiges d'habileté, que l'on peut établir un surplus.

Le trésorier de la province a mentionné un article de \$648,802.24 comme dépense extraordinaire et cela aurait dû être chargé au compte capital, même si c'était impossible de dire des *Comptes publics* ce que ça concernait. Mais, en

déduisant cela, les comptes montraient qu'au total, pour les deux dernières années, les dépenses extraordinaires avaient été de \$23,629,390, tandis que le revenu ordinaire, en déduisant ce qui aurait dû être crédité au compte capital, était de \$18,765,857.99. Si les chiffres étaient placés au bon endroit, on constaterait que les revenus de la province n'ont été que de \$18,000,000, de sorte que le trésorier provincial aurait dû nous annoncer un déficit; un déficit de \$4,800,000. Le système de comptabilité doit être changé et rendu plus complet et plus précis; la province doit calculer ses affaires comme tout financier ou homme d'affaires le ferait. M. Morin, l'auditeur de la province, fait son devoir, mais il n'y a pas un expert-comptable indépendant, dans cette province, qui voudrait signer un état financier tel que le gouvernement prépare le sien.

L'Ontario a un système de comptabilité dans lequel les recettes et les dépenses des comptes ordinaire et capital sont séparées selon le département, et dans la formulation de l'actif et du passif, le capital et les articles courants sont séparés également. À de nombreuses occasions, les membres du gouvernement ont comparé la situation financière de l'Ontario avec celle du Québec, que ce soit en tribune ou en Chambre, et il est bon de faire la lumière sur ces demi-vérités.

Comparer la dette de l'Ontario avec celle de notre province sans en même temps faire état de ses immobilisations est trompeur, pour ne pas dire autre chose. Le passif fixe total de l'Ontario, en octobre 1924, était de \$299,033,120, mais ses immobilisations dépassaient son passif de \$45,669,185, et la majeure partie de ces immobilisations était rapidement réalisable. Il est vrai que le passif actuel dépasse les actifs de \$4,510,940, mais la position nette de l'Ontario à la date mentionnée était qu'elle montrait un surplus net de capital et d'éléments actifs à court terme par rapport au capital et aux exigibilités de plus de \$41,265,000. Je souhaite que dans l'avenir il n'y ait plus d'arguments boiteux en rapport avec la situation financière des deux provinces. L'Ontario a un inventaire de ses ressources, et l'opposition n'a pas réussi à convaincre le gouvernement de faire la même chose dans notre province.

On estime les ressources de l'Ontario à \$587,750,000, tandis qu'au Québec, s'il existe ce genre d'information de la valeur des ressources naturelles, on se garde bien d'en faire part au public, et en même temps on continue de disposer des richesses naturelles de la province à des prix d'aubaines, au profit des États-Unis et des autres

trusts. Remarquez que le total de \$587,750,000 qu'on dit être la valeur des ressources naturelles de l'Ontario n'est pas inclus dans le total des immobilisations que j'ai mentionné.

Quant à la comparaison que le trésorier a faite au sujet des taxes municipales, je voudrais préciser que les chiffres de l'Ontario comprennent les taxes scolaires, et les sommes comprises là-dedans dépassent de beaucoup ce qui est dépensé dans la province de Québec. De plus, en Ontario, la fréquentation scolaire est gratuite, de même que les manuels scolaires, ce qui veut dire des taxes plus élevées. En 1924, le gouvernement de l'Ontario a dépensé \$9,644,922, contre \$2,669,964 au Québec.

Lorsque le gouvernement vend une concession forestière, il ne peut considérer le revenu qu'il en tire comme un revenu ordinaire, car, lorsqu'une maison d'affaires s'assure des revenus en sacrifiant une partie de son capital, elle ne considère pas ces revenus comme des recettes ordinaires. L'Ontario a une comptabilité bien différente de celle de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Peut-être. Mais l'Ontario capitalise le subside fédéral et nous ne faisons pas cela. L'honorable député admettra que notre manière est plus juste.

M. Smart (Westmount): Comme le trésorier aime les comparaisons, il est bon de se rappeler qu'en 1924 l'Ontario a dépensé \$2,104,616 pour les allocations de travail et de maternité, quand le Québec n'a versé que \$75,615 pour le travail, et l'Ontario a fait beaucoup pour réduire le chômage, contrairement au gouvernement de Québec qui a refusé de fournir une aide de ce genre. Pendant l'exercice qui s'est terminé le 31 octobre 1924, l'Ontario a retourné aux municipalités \$22,823,189 au compte ordinaire et \$1,294,278 au compte capital, pour un total de \$24,117,467.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous donnons des millions aux municipalités dans des octrois.

M. Smart (Westmount): Oui, mais le gouvernement ne leur rend pas des revenus. Les octrois sont inscrits, dans les *Comptes publics* de l'Ontario, sous le titre "Argents remis aux municipalités", alors que dans cette province on enlève plutôt des revenus aux municipalités.

M. Bullock (Shefford) demande des détails sur la somme de \$24,000,000 que le gouvernement ontarien a retournée aux municipalités.

M. Smart (Westmount) le réfère au livre bleu du budget de l'Ontario.

M. Philps (Huntingdon): Ça revient au même. Un octroi est aussi utile.

M. Smart (Westmount): Je répète que, si nous avions une bonne tenue de livres, nous aurions un déficit de \$4,800,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tous les banquiers reconnaissent que notre surplus est correct. Si notre province est si mal régie, pourquoi donc nos obligations valent-elles plus cher sur les grands marchés du monde que celles de la province d'Ontario?

M. Smart (Westmount): J'affirme que le surplus est inexact. Si la province avait une si belle situation financière, le gouvernement ne serait pas forcé de poursuivre des municipalités pour des dettes de chemins, même dans le comté de l'honorable député qui m'interrompait tout à l'heure.

M. Philps (Huntingdon): Non, messieurs. Pas dans mon comté. Je mets au défi le député de Westmount de nommer une municipalité de mon comté qui n'a pas payé ses dettes de chemins au gouvernement. Aucune municipalité n'est d'ailleurs poursuivie.

M. Oliver (Brome): J'aimerais savoir si c'est le gouvernement qu'on doit blâmer pour les difficultés financières de certaines municipalités en ce qui concerne les routes, et qui les administre: le gouvernement ou les municipalités?

M. Smart (Westmount): Selon ce que j'ai compris, le gouvernement supervise et contrôle, et en plus, certaines municipalités se feraient poursuivre par le gouvernement.

Pourquoi le gouvernement a-t-il répondu à une interpellation du député de Joliette (M. Dufresne) que la municipalité d'Ormstown avait été poursuivie pour ses dettes de voirie⁴?

M. Philps (Huntingdon): Je ferai remarquer à mon honorable ami qu'Ormstown est dans Châteauguay et que je ne représente pas ce comté, mais Huntingdon.

M. Smart (Westmount): J'ai tort, en effet. Mais, si mon honorable ami prend connaissance des

procès-verbaux de cette Chambre, il verra que la municipalité de Dundee se trouve dans le comté de Huntingdon et qu'elle est poursuivie pour plus de \$20,000.

M. Philps (Huntingdon): Toutes ces affaires-là ont été payées.

M. Smart (Westmount): À quelle date?

M. Philps (Huntingdon): Je ne sais pas. Je ne m'occupe pas du livre que mon honorable ami a dans la main. Je sais que les dettes de mes municipalités ont été payées.

M. Smart (Westmount): Eh bien, il y a aussi la municipalité de Hinchinbrook, poursuivie pour \$10,000.

M. Philps (Huntingdon): Cela aussi a été payé. Les municipalités ont payé l'an dernier.

M. Smart (Westmount): Pourquoi alors est-il mentionné que ces deux municipalités sont poursuivies, si elles ont payé?

M. Philps (Huntingdon): Tout ce qui m'intéresse, c'est que mon comté ait payé son dû et ne doive plus rien. Quand un homme est en mesure de payer ses dettes, il n'est pas en faillite.

M. Smart (Westmount): Il y a deux ans, je rencontrais un maire de votre comté qui se plaignait amèrement du fait que sa municipalité soit très maltraitée par le gouvernement en matière de routes.

M. Philps (Huntingdon): Ce devait être un conservateur comme vous.

M. Smart (Westmount): Quand j'ai rencontré ce maire, ce qui m'a le plus frappé, c'est quand il m'a dit qu'il était libéral depuis très longtemps et qu'il était très déçu de la façon d'agir du gouvernement libéral. Je ne dis pas qu'elles n'ont pas payé, mais j'affirme qu'elles ont été poursuivies. C'est le gouvernement qui l'a déclaré à la Chambre.

M. Oliver (Brome): Quelle est la différence entre le service des intérêts de l'Ontario et celui de Québec?

M. Smart (Westmount): Le service ontarien est plus élevé, mais, par contre, l'actif est supérieur au nôtre.

Je laisse le trésorier donner à la Chambre les chiffres per capita pour les villes, excluant les taxes scolaires, et je pense que la comparaison ne sera pas de son goût. J'admets que le secrétaire de la province (l'honorable M. David) a amélioré les choses dans ce domaine au cours des dernières années, sous la pression et le soutien de ce côté-ci de la Chambre, mais il a encore du chemin à faire. Il veut que le gouvernement, tout en aidant l'éducation supérieure, accorde plus d'attention à l'éducation élémentaire. Nous nous apercevons, dit-il, que son collègue lui oppose une résistance. Il affirme que le secrétaire de la province (l'honorable M. David) est allé si loin dans l'augmentation de l'aide à l'enseignement primaire que le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) aurait déclaré que l'enseignement primaire devrait attendre qu'on ait satisfait aux besoins de l'enseignement supérieur.

L'honorable M. Nicol (Compton) déclare qu'il n'a jamais fait de telle déclaration et demande au député de Westmount de retirer ses paroles.

M. Smart (Westmount) accepte la négation du trésorier de la province. Il dit qu'il accepte la négation pour suivre les règlements de la Chambre, mais qu'il cherchera la référence dans un journal de Sherbrooke et qu'il l'apportera quand la Chambre étudiera les estimés d'éducation.

Le gouvernement vante beaucoup ce qu'il a fait au sujet de la voirie, mais l'Ontario a fait beaucoup mieux. Elle a dépensé \$100,000,000 en 10 ans pour la voirie, tandis que les municipalités dépensaient, pour le même objet, \$75,000,000.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Sur les \$100,000,000, une grande partie a été fournie par les cités et villes pour l'entretien de routes en dehors de leur territoire.

M. Smart (Westmount): Je n'ai pas les chiffres en question, mais je présume que, si ce montant est réputé avoir été dépensé par le gouvernement d'Ontario, c'est que c'est lui qui l'a dépensé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande si le discours du budget mentionne le déficit du dernier exercice en Ontario.

M. Smart (Westmount): Oui, parce que le gouvernement fait connaître sa situation exactement. Ils ont fait face à la situation en hommes d'affaires. Ils avaient un déficit dans leur revenu ordinaire, mais n'ont pas eu recours au revenu du capital pour le combler.

Trop de nos routes sont mal construites et l'entretien de certains chemins coûte trop cher pour les municipalités dont plusieurs refusent de payer. J'ai découvert cela alors que le gouvernement se targue d'avoir fait une bonne affaire, et qu'il a même obtenu l'appui d'experts étrangers. Je me demande si les ingénieurs qui sont venus visiter, et qui ont flatté le gouvernement pour ses routes à l'occasion d'un discours à Montréal, sont liés d'une façon ou d'une autre avec une compagnie dont le gouvernement utilise exclusivement les produits.

La province de Québec devrait augmenter ses dépenses dans le domaine de la santé publique. Elles ne sont que de \$393,000, comparé à \$554,000 en Ontario. Il y a deux ans, le gouvernement s'est vu offrir \$500,000 d'un citoyen de Montréal, à dépenser pour améliorer la santé publique, comme par exemple s'occuper du cas de la tuberculose, et il l'a refusé sous prétexte qu'il n'en avait pas besoin. L'autre jour, le député de Québec-Centre (M. Faucher) m'a appris que les cas de tuberculose augmentaient. L'Ontario a dépensé deux fois plus que vous. Il serait temps que la province se réveille et consacre plus d'argent.

Le gouvernement annonce sans cesse des surplus et, pendant ce temps, la population émigre devant le fardeau toujours de plus en plus lourd des taxes. Le gouvernement est largement responsable de ce drainage de la population.

M. McDonald (Pontiac): Quels revenus a-t-on enlevés aux municipalités?

M. Smart (Westmount) mentionne les automobiles, la gazoline, les hôtels.

Il revient à la question des prêts et soutient que les comparaisons du gouvernement en ce qui a trait aux prix des emprunts ne sont pas justes. Il ajoute que l'Ontario a garanti de l'argent à des meilleurs termes qu'Ottawa. Le trésorier de la province induit la population en erreur quand il dit que le crédit du Québec est tel que nous obtenons de meilleurs termes que l'Ontario quant à nos prêts.

Le coût de l'administration de la justice augmente continuellement et les résultats qu'elle produit diminuent constamment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Que vous devez être humilié de vivre dans la province de Québec! Westmount doit avoir honte d'être dans la province de Québec.

M. Smart (Westmount): C'est vrai, mais ça n'est pas à cause de la province, c'est à cause du

gouvernement. Je suis né dans cette province et je l'aime autant que peut l'aimer le premier ministre. Je ne critique rien de ma province. C'est au gouvernement que je m'attaque, ce sont ses fautes que je dénonce.

L'Ontario dépense beaucoup moins que le Québec pour l'administration de la justice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait un commentaire.

M. Smart (Westmount) suggère que le trésorier voie à ce problème. L'administration de la justice n'est pas adéquate au Québec, et j'irais même jusqu'à dire que c'est la pire de toutes les provinces canadiennes.

Malgré le coût élevé de l'administration de la justice dans notre province, nous n'avons pas des résultats adéquats. Nous n'avons pas dans la province l'administration de la justice qu'il nous faut. Cela nécessite un remaniement complet.

Je crois avoir démontré que le gouvernement devrait faire plus dans tous les domaines pour améliorer son administration.

Il vante le système de la province d'Ontario. Débordant la question des finances, il parle du département du service civil, de la colonisation pour prouver que la province d'Ontario est en perpétuel progrès sur le Québec, dans tous les domaines.

M. McDonald (Pontiac) contredit les avancées du député de Westmount (M. Smart) en ce qui concerne les classes rurales, qu'il dit mieux connaître que son collègue.

Pendant le discours du député de Westmount, j'ai dû me pincer pour me convaincre que j'étais éveillé. Je doute de la sincérité de l'honorable député de Westmount. Il nous dit que le gouvernement a un déficit et cependant il voudrait que nous dépensions plus dans tous les domaines de l'administration. Il n'a fait que répéter ce qu'ont dit tous les oppositionnistes qui ont parlé sur le budget. Cependant, si le gouvernement suivait les conseils du député de Westmount, c'est-à-dire s'il entreprenait de faire tout ce que fait le gouvernement ontarien, la dépense de la province serait doublée, triplée. Le député de Westmount veut qu'on dépense, puis il veut qu'on ne dépense pas, il ne veut pas d'impôt. Il ne veut pas non plus qu'on vende le domaine public. Où veut-il qu'on trouve l'argent pour faire tout ce qu'il désire? D'autres oppositionnistes blâment le gouvernement d'imposer les automobiles, d'imposer la gazoline, etc. L'opposition saura-t-elle jamais ce qu'elle veut?

L'honorable député de Beauharnois (M. Plante) nous a dit que le gouvernement avait enlevé des revenus aux municipalités et il nous a cité l'exemple de la taxe des automobiles et de la gazoline. Je plaide ignorance, M. l'Orateur, car je n'ai jamais connu de taxe sur les automobiles dans nos municipalités rurales. Par conséquent, on ne peut dire que le gouvernement a privé les municipalités de ces revenus. Comme pour les hôtels, d'ailleurs. Tout ce que les municipalités ont obtenu de cette source a été \$10 par année, par hôtel.

Comment l'honorable député de Westmount peut-il venir prétendre que nous n'avons pas un surplus? On nous conteste le surplus en comparant l'actif et le passif. C'est une singulière manière de compter. Ce sont les dépenses et les recettes de l'année qu'il faut compter, et, quand on s'en tient là, on trouve que le gouvernement n'a pas de surplus fictif, mais un revenu réel de \$743,000.

M. Smart (Westmount): Si mon honorable ami vendait une partie de ses propriétés, compterait-il le revenu qu'il toucherait pour un revenu ordinaire?

M. McDonald (Pontiac): Je ne parle pas de revenu ordinaire ou extraordinaire. Je ne suis pas comptable, mais je ne puis croire que les banquiers achèteraient nos obligations à un prix aussi élevé si les surplus du gouvernement étaient fictifs. Ça n'est pas dans leurs habitudes. Ces gens sont au fait du bon état de nos finances et ils ne craignent pas de nous faire crédit. Leur appréciation vaut bien celle des conservateurs, tout simplement jaloux du pouvoir. Les acheteurs des terres du Québec ne seraient sûrement pas déçus par des rapports "truqués".

(Applaudissements à droite)

M. Smart (Westmount): Le député de Pontiac oublie que c'est toute la province qui est responsable de ces liens, et non le gouvernement.

M. McDonald (Pontiac): Sous "revenus", ils comprennent tous les revenus et sous "dépenses", tout ce qui est dépensé.

La comparaison entre Ontario et Québec est injuste parce que les systèmes pour établir les statistiques de taxes ou de revenus sont tout à fait différents. On peut toujours faire dire n'importe quoi aux chiffres, mais le contribuable sait qu'il est bien moins imposé ici que dans la province d'Ontario. Les municipalités le savent également, puisque nous n'avons pas, dans la province de Québec, cette loi

draconienne par laquelle le gouvernement prélève \$30,000,000 sur les municipalités pour la construction des chemins qui sont établis à 10 ou 20 milles en dehors des limites des municipalités elles-mêmes.

Il cite l'exemple d'une ville de \$8,000 seulement, en Ontario, qui a payé une contribution nette de \$37,000 pour des routes à l'extérieur des limites de la ville. Ce système est draconien et vexatoire, dit-il, et nous préférons le laisser à nos voisins d'Ontario. Dans la province voisine, il existe certainement d'excellentes mesures de progrès dont nous sommes heureux de nous inspirer quand les circonstances le permettent ou l'exigent, mais dont nous pouvons nous passer dans le cours ordinaire des choses, puisque nous n'avons pas besoin de la compétence des experts qui copient leur comptabilité sur celle de la province voisine sans aucun discernement des différences existantes.

Il démontre que la situation financière de la province est supérieure en tous points à celle des autres provinces et fait un éloge de la politique du gouvernement.

J'aimerais bien avoir la connaissance de l'anglais que possède le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), même si cela risque de ne pas plaire à la mentalité anglaise du député de Sherbrooke (M. Crépeau).

En mon nom personnel et en celui des autres membres libéraux anglophones de cette Chambre, ajoute-t-il, et aussi pour la grande majorité des anglophones de cette province, je voudrais dire que nous reconnaissons en la personne du trésorier de la province un gentilhomme d'un caractère inégalé, dont l'honnêteté et l'intégrité ne sont pas mises en cause, et aussi le possesseur de grandes habiletés et de qualités qui le rendent capable d'assumer les fonctions de son titre, au bénéfice de toute la province. Nous espérons qu'il aura l'occasion d'exercer ses fonctions encore longtemps.

M. l'Orateur, avant de reprendre mon siège, je tiens à déclarer - et j'adresse mes paroles à l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) - que les représentants de la minorité anglaise de cette province, en cette Chambre, ont confiance en l'honorable trésorier de cette province et nous espérons qu'il gardera pendant longtemps le poste qu'il occupe avec tant d'honneur et pour le plus grand bien de la province.

Au nom de la députation ministérielle de langue anglaise, il tient à dire au trésorier de la province que personne n'est jaloux de lui. Il serait fier de parler anglais comme le trésorier de la

province. Celui-ci est un homme honnête, intègre, probe et sa compétence est grande. Il vante son savoir-faire et son patriotisme éclairé. Enfin, c'est le trésorier parfait.

(Applaudissements)

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Sons of Israel

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Moniales dominicaines contemplatives, de Berthierville

M. Sylvestre (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation les Moniales dominicaines contemplatives, de Berthierville, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer devant la Chambre le rapport annuel du ministère des Terres et

Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1925. (Document de la session no 5)

Statistiques de l'enseignement

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1924-1925. (Document de la session no 10)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on dit que c'est M. Crépeau, de Sherbrooke.

2. Dans *L'Événement*, on mentionne que le ministre Perrault est revenu à son siège.

3. Dans *The Quebec Chronicle Telegraph*, on dit qu'il parle en anglais.

4. *The Gazette* rapporte que le député de Beauharnois (M. Plante), qui était jusque-là occupé à chercher des documents, tend soudain au député de Westmount (M. Smart) un exemplaire des votes et procédés comprenant une réponse, en date du 19 janvier dernier, donnant une liste des municipalités poursuivies pour ne pas avoir payé le département de la Voirie.

Séance du vendredi 5 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Taxes à payer par la Montreal Island
Power Company aux commissaires
d'écoles des Écores**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard), que les articles 510 et 511 du règlement de la Chambre soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition au nom des commissaires d'écoles des Écores, dans la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des commissaires d'écoles des Écores, dans la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Conventions entre des corporations
scolaires de Fraserville et
The Warren Company Ltd.**

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Warren Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains actes, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de The Warren Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains actes, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de John McEvoy, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de succession de Christopher McEvoy et ceux de son épouse.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

M. Bullock (Shefford) propose que cette Chambre concoure dans le treizième rapport du comité permanent des règlements présenté à cette Chambre.

Adopté.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 51 constituant en corporation Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda.

**Succession
Christopher McEvoy**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 104 concernant les biens de la succession de feu Christopher McEvoy, et ceux que possède dame Anne Ephime Thomson, veuve de Christopher McEvoy, actuellement interdite pour aliénation mentale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 30 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des dentistes

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 152 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

John Miner, constable

M. Renaud (Laval): 1. La province de Québec a-t-elle à son emploi un constable spécial du nom de John Miner?

2. Ledit John Miner a-t-il déjà été condamné à la prison?

3. Dans l'affirmative: *a)* quand; *b)* par quel juge; *c)* pour quelle offense; *d)* pour quelle période?

4. Le procureur général est-il au courant de ce fait?

5. Dans l'affirmative, pourquoi, malgré cette condamnation, le procureur général maintient-il Miner en fonction?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. Non.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 4 février, sur la motion proposée le mercredi 27 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) fait un reproche au gouvernement au sujet de son appréciation de la victoire de l'opposition, à Montréal, en 1923. Au nom des électeurs de Montréal, il proteste contre l'injure que leur adressent le gouvernement et ses supporteurs, lorsqu'ils disent que les électeurs qui ont voté en faveur de l'opposition n'étaient pas assez intelligents pour comprendre le gouvernement et qu'ils se sont laissés aveugler par des agitateurs. Il ressuscite l'affaire Médéric Martin, qu'il dit avoir été bâillonné par Sir Lomer Gouin. Le gouvernement, dit-il, avait livré l'île de Montréal à une bande de politiciens et de favoris. M. Médéric Martin, il ne faut pas l'oublier, a été élu maire en 1919 en dénonçant le gouvernement et ses favoris, et en promettant qu'il exigerait une enquête pour qu'il lui fût permis de prouver que les politiciens du gouvernement avaient volé la ville. On sait ce que l'on a donné, ensuite, à l'accusateur pour étouffer l'enquête. On se rappelle aussi les moyens qu'a employés le gouvernement, dans cette Chambre, pour empêcher le chef de l'opposition de forcer l'accusateur à dénoncer les voleurs et à faire la preuve qu'il s'était engagé de faire et qu'il devait faire. Cet abus de pouvoir a révolté Montréal qui avait entendu les dénonciations de monsieur Martin, et il reste à la mémoire et au cœur de mes concitoyens comme l'un des scandales les plus reprochables au gouvernement. Je ne doute pas que la population de Montréal conserve sa confiance au chef de l'opposition. Il loue son parti d'avoir remporté le siège d'Argenteuil et il voit dans ce succès une promesse d'avenir. Il fait l'éloge du nouveau député dont il vante les heureux débuts. Il affirme que le gouvernement a tort de se vanter que l'île de Montréal lui revient entièrement, puisque le nouveau député de Jacques-Cartier (M. Marchand) n'a été élu que grâce à un état de choses étranger à la politique administrative du régime actuel.

Bien que l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) admette qu'il y ait beaucoup de nuages dans l'atmosphère industrielle, du malaise agricole en 1925, tous les orateurs ministériels ont, depuis le début de cette session, chanté tour à tour les louanges du gouvernement actuel, pendant que les ouvriers chôment ou s'en vont chercher du travail au-delà de la ligne 45°. Tous, à peu d'exceptions près, semblent s'être entendus pour proclamer bien haut que tous les citoyens de cette province, colons et cultivateurs, ouvriers et industriels, marchands et professionnels vivaient heureux et que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Cependant, il y a eu quelques autres notes

discordantes dans ce grand concert. La province est bien malade au point de vue médical. Un trop grand nombre y meurent par la maladministration de nos gouvernants.

Le gouvernement, après avoir refusé l'aide généreuse de certains philanthropes, a voté, au cours de la session 1923-1924, une somme de \$500,000, dont \$100,000 par année durant cinq années consécutives pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile. Depuis la passation de cette loi, qu'a fait le gouvernement pour la ligue antituberculeuse et quel a été le résultat obtenu? En 1923-1924, une somme de près de \$60,000 a été dépensée en salaires, frais d'administration, frais de voyage des inspecteurs et autres, et en publicité, dont près de \$8,000 pour des calendriers avec photographies de ministres et de fonctionnaires, distribués dans toute la province. Il ne restait donc que \$40,000 pour les dispensaires. Ainsi, le résultat a été nul, la mortalité par la tuberculose n'a pas diminué et même, en certains endroits, elle a quelque peu augmenté. Ainsi, à Montréal, la mortalité par tuberculose, sous toutes ses formes, de 967 qu'elle était, en 1922-1923, a monté à 1,017, en 1923-1924. Le succès a-t-il été plus marqué durant le dernier exercice? Si l'on considère la mortalité générale, dans toute la province, dont le taux est tombé de 13.2 à 12.4, l'on constate que la mortalité par la tuberculose est pratiquement la même, puisque, en 1923-1924, elle était de 3,055 et qu'elle est encore, en 1924-1925, de 3,028. À Montréal, de 1,017 qu'elle était en 1923-1924, elle est encore, en 1924-1925, de 1,013.

L'honorable M. David (Terrebonne):

L'honorable député a une longue expérience comme médecin. N'admet-il pas que, grâce à notre campagne d'éducation, les malades déclarent les cas de tuberculose aujourd'hui, tandis qu'autrefois ils nous les laissaient ignorer?

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Je ne condamne pas l'œuvre des dispensaires, mais il ne suffit pas d'attendre que les patients s'y présentent. Le gouvernement a fondé des dispensaires antituberculeux dont je reconnais l'utilité et même la nécessité, mais à la condition qu'ils ne servent qu'aux tuberculeux et aux indigents, non aux hommes riches ou aisés, et non pas à faire traiter toute autre maladie que la tuberculose. Si nous voulons lutter efficacement contre la tuberculose, je crois que, non loin d'un, de deux ou de trois dispensaires, il devrait y avoir un hôpital ou un sanatorium afin que, dans

chaque comté ou groupe de comtés, l'on puisse non seulement dépister le tuberculeux, mais le traiter et le guérir, si possible. Il y a trop peu de sanatoriums dans la province.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons déjà plusieurs de ces institutions. Le sanatorium de Sainte-Agathe a rouvert récemment.

Il nomme un grand nombre d'hôpitaux où sont traités les malades.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tous les lits de ces hôpitaux sont remplis. Il n'y a que les médecins qui semblent ne pas le savoir.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Il y a encore beaucoup à faire en cette matière, et je voudrais qu'il y ait suffisamment d'institutions qui puissent s'occuper des gens qui vont dans les dispensaires.

Une autre cause de mortalité qui prend des proportions dans la province, c'est le cancer. 1,554 personnes ont succombé à cette maladie en 1924-1925 contre 1,459 en 1923-1924. Il y a quelques années, le gouvernement a donné à l'Université de Montréal une somme de \$100,000 pour l'achat de radium et, cette année, un octroi de \$10,000 pour l'hôpital de l'Institut de radium de Montréal. Je le remercie, car je suis un de ceux qui croient que c'est le meilleur traitement. Mais en même temps, les gens qui souffrent de cancer ne devraient pas être laissés aux soins des hôpitaux privés, comme l'hôpital Gaboury.

Je me demande pourquoi le secrétaire de la province (l'honorable M. David) a accordé, le 5 mars 1924, des lettres patentes à l'hôpital Gaboury, de Montréal, qui est supposé traiter le cancer par l'application d'emplâtres. Cet hôpital est sans médecin, puisque le docteur Tancrede Gaboury, employé civil, ne peut s'en occuper. Ce sont les frères Lozéphire, marchand, et Théophile Marcoux, contremaître, Gédéas Clermont, agent de commerce, et Arthur Hotte, jardinier, qui y voient. Donc, ils peuvent gérer un hôpital privé, surtout dans le but de s'occuper de cas de cancer, même si la charte leur donne aussi le pouvoir d'exploiter un hôpital général.

Il explique comment on traite le cancer à cet hôpital, puis demande au gouvernement de fermer cet établissement; les patients ne reçoivent pas les traitements appropriés. Le problème est que le gouvernement, après avoir donné \$100,000 pour l'achat de radium, a accepté que des amis politiques tirent parti du traitement du cancer. Je suis persuadé que le secrétaire de la province, en accordant ces lettres patentes, ne savait pas comment se ferait

l'exploitation de l'hôpital. Le Dr Gaboury est un employé civil, et donc il doit consacrer tout son temps au service de la province, ce qui fait que les Marcoux gèrent l'hôpital, Lozéphire Marcoux agissant comme médecin et son frère Théophile comme comptable.

L'honorable M. David (Terrebonne): N'est-ce pas au Collège des médecins et chirurgiens à agir en pareil cas? Je ne discute pas la valeur médicale de cet hôpital; je suis parfaitement au courant. Mais je considère que, dans ce cas, c'est au Collège des médecins à agir.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Le Collège a agi.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je le sais, mais où en est l'action qui a été intentée?

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): L'action a été maintenue, mais on ne pouvait s'en prévaloir contre l'hôpital. Le juge Archambault a condamné Marcoux au maximum.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'y a rien eu contre Gaboury?

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Non, parce qu'à cet hôpital on ne pose que des emplâtres. Mais les lettres patentes restaient. Le jugement ne les a pas fait disparaître.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pourquoi l'honorable député ne propose-t-il pas un projet de loi défendant l'établissement d'un hôpital privé sans le consentement du Collège des médecins?

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Oui, ça devrait arriver.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si l'on prétendait alors que le gouvernement gêne l'autonomie de la profession médicale, le député de Montréal-Saint-Jacques sera là pour nous défendre?

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Je m'y engagerai si on ne donne des permis qu'à des personnes compétentes.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le Collège des médecins pourrait juger de cette compétence.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Maintenant, M. l'Orateur, voyons un peu quelles ont été les opérations financières de la loi de l'assistance publique au cours du dernier exercice fiscal. Le gouvernement a reçu, en vertu de l'article 51 de la loi de l'assistance publique, les sommes suivantes: licences de pistes de courses, \$37,369.27; droits d'entrée sur les champs de courses, \$26,736.53; enregistrement des appareils employés pour paris et gageures, \$1,075; paris et gageures sur les champs de courses, \$348,256.89; licences de lieux d'amusements, \$53,416.46; la moitié du sou du pauvre, \$401,687.88, soit, en tout, \$868,542.03.

Voyons maintenant quelles ont été les sommes distribuées à toutes les institutions de l'assistance publique de la province. Le gouvernement a donné, en subventions régulières, la somme de \$799,516.83, dont la moitié est payée par les municipalités, d'après l'article 29 de la loi de l'assistance publique, soit \$399,758.42.

Il a donné, en octrois spéciaux, \$307,399.49 et, sous le titre de "divers", \$42,643.83, soit, en tout, la somme de \$749,801.74, laissant ainsi au gouvernement un surplus de \$118,740.29. Comme nous le voyons, le gouvernement qui contrôle la charité, qui monopolise la charité, trouve le moyen d'obtenir un surplus en taxant le peuple au nom de la charité et en obligeant les institutions privilégiées à accepter les conditions imposées par lui. Voyons maintenant s'il est juste de dire que Montréal reçoit plus qu'il ne donne.

Les institutions d'assistance, à Montréal, ont reçu, en subventions régulières, la somme de \$510,214.06, dont 50 % payable par la municipalité, soit \$255,107.03, suivant l'article 29 de la loi de l'assistance publique, et en octrois spéciaux, \$167,461.12, formant un total payé par le gouvernement de \$422,568.15, et Montréal a donné, d'après l'article 51 de la loi de l'assistance publique, la somme de \$531,859.59. Le gouvernement a donc reçu, à Montréal, \$109,321.44 de plus qu'il ne lui a donné.

Je tenais à fournir ces chiffres afin que le public sache bien que le gouvernement ne se saigne pas à blanc pour secourir nos malheureux indigents.

L'honorable M. David (Terrebonne): Mon honorable ami prétend-il que nous faisons entrer ce surplus dans notre surplus provincial régulier?

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Il me semble que cela devrait compter dans les recettes.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est inexact. Cette somme est considérée comme fonds spécial et doit retourner aux institutions que le gouvernement assiste.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): M. l'Orateur, je termine en disant que l'assistance publique n'a pas besoin des revenus de la loi des liqueurs pour fonctionner et que le gouvernement, en entravant la libre action des maisons de bienfaisance, accumule des surplus en taxant la charité.

M. Létourneau (Québec-Est): Franchement, j'ai été véritablement surpris d'entendre critiquer le gouvernement au sujet des efforts qu'il a faits pour enrayer la tuberculose. Il n'y a pas moyen de faire mieux ou autrement que n'a fait le département de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David), dans cette affaire de la tuberculose, et les résultats sont déjà considérables et le seront davantage avec les années qui viennent. La première chose à entreprendre était certainement de faire l'éducation du peuple. Je pense qu'un des premiers et des meilleurs moyens de combattre la tuberculose est de mettre sur pied un système de publicité adéquat.

Je m'étonne des critiques de mon ami le député de Montréal-Saint-Jacques quand il s'élève contre les dépenses de publicité. Il doit savoir qu'on n'entreprend pas une campagne comme celle-là sans l'annoncer.

Nos honorables amis de l'opposition en veulent au surplus du gouvernement, je les comprends. Ce doit être bien fatigant pour une opposition d'entendre proclamer des surplus pendant 28 ans. Qu'ils prennent patience, cependant, car ce n'est pas fini. Le gouvernement a des surplus malgré que les dépenses aient augmenté; pour obtenir ces surplus, il faut sans doute augmenter les revenus. Les affaires sont bonnes. Notre crédit est excellent. En 1897, on ne pouvait vendre nos débentures qu'à 77 %; aujourd'hui, nous les vendons pratiquement au pair et à des taux d'intérêt très bas. Il en est de même pour toutes les municipalités de notre province. En 1897, on sortait d'une ère de déficit qui menaçait de faire tomber tout le crédit de notre province. À peine le gouvernement libéral arrivait-il au pouvoir qu'il obtenait des surplus et les maintenait jusqu'à ce jour! En même temps, durant cette période, les libéraux ont augmenté les octrois à l'agriculture et à tous les grands services de l'administration. Pour faire progresser la cause agricole, on a fondé des écoles d'agriculture, un service admirable d'agronomes et des coopératives qui ont fait prospérer le commerce des denrées de la ferme.

En 1897, les octrois à l'instruction publique n'étaient que de \$375,000. Aujourd'hui, ils sont de près de 3 millions. Le gouvernement a fait surgir des foyers de culture partout. Il a fondé l'enseignement technique, l'École des hautes études, des écoles des beaux-arts, il a créé des bourses d'études en Europe, institué des prix de littérature. On a voulu décrier l'enseignement de nos écoles techniques. On a dit qu'elles ne produisaient pas de résultats. Or, ces écoles sont remplies d'élèves, et il en est sorti des compétences.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous ne disons pas que les élèves sont dépourvus de talent, mais nous prétendons qu'ils ne trouvent pas à se placer avec de bons salaires.

M. Létourneau (Québec-Est): Je soutiens qu'on a dit qu'il ne sortait pas de compétences de ces écoles.

M. Dufresne (Joliette): Nommez-les, les compétences.

M. Létourneau (Québec-Est): J'en ai dans mon propre comté, des jeunes gens sortis avec succès de ces écoles, et ils se sont bien placés.

(Applaudissements)

M. Dufresne (Joliette): Des noms! Des noms!

M. Létourneau (Québec-Est): Vous voulez des noms? Je vais en donner, des noms. Ce sont les deux fils de M. F.-X. Drolet, mécanicien, qui sont sortis des écoles techniques de Montréal.

(Applaudissements)

M. Dufresne (Joliette): Qu'est-ce qu'ils font, les fils de M. Drolet?

M. Létourneau (Québec-Est): Ils font comme leur père, ils continuent, à son atelier, le travail qu'il avait commencé. Ils font de belles affaires, et ils n'ont pas songé à se fusionner avec d'autres. (Rires et applaudissements) Mes amis, avec l'amour du travail, nous ferons fructifier notre petit capital. La province de Québec a marché à pas de géant, depuis 1897. Notre population a presque doublé. Nous sommes à la tête de la Confédération grâce aux progrès accomplis. L'industrie s'est multipliée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il nous faudrait un ministre de l'industrie, alors?

M. Létourneau (Québec-Est): On a prétendu que l'industrie périlite. C'est de la diffamation. Partout surgissent de nouvelles entreprises.

Il continue en énumérant les villes récemment fondées et où l'industrie progresse. Il recommande à la population d'avoir courage dans l'avenir. Il parle de colonisation, de nos ressources naturelles et du grand développement futur de la région du Lac-Saint-Jean, qui va transformer cette partie de la province en un immense centre industriel.

On dit que le gouvernement n'aide ni le commerce ni l'industrie. Ne sait-on pas qu'il a sauvé une foule d'établissements commerciaux et industriels en aidant, par le crédit de la province, à la fusion de la Banque Nationale et de la Banque d'Hochelaga? C'est le geste le plus courageux que jamais un gouvernement ait accompli.

Par une loi spéciale exceptionnelle, le gouvernement a sauvé notre province d'un désastre incroyable, désastre qui nous aurait fait subir une régression de 50 années dans le domaine économique et qui nous aurait renvoyés aux époques difficiles de 1860. Le gouvernement Taschereau s'est acquis, dans cette affaire de la Banque Nationale, la reconnaissance et la gratitude de tous nos compatriotes, et il faut être absolument dépourvu du sens des affaires pour ne pas comprendre ce qui serait arrivé si l'honorable premier ministre n'était pas venu au secours de l'institution qui chancelait.

M. Dufresne (Joliette): Quels étaient les directeurs de la Banque Nationale?

M. Létourneau (Québec-Est): C'étaient les citoyens les plus honorables de la ville de Québec. Parmi les hauts officiers, je nommerai M. F.-A. Gauthier, qui est d'une honorabilité parfaite et d'une grande compétence.

M. Dufresne (Joliette) pose des questions.

M. Létourneau (Québec-Est) répond. Il parle de la victoire de Jacques-Cartier et vante les bienfaits de la loi des liqueurs. Il parle du progrès de la campagne et de l'amélioration de nos routes, qui transforment notre province au point de la rendre méconnaissable à un Canadien qui nous reviendrait des États-Unis après 20 ans d'absence.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mon honorable ami a déjà prêché la prohibition à côté du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

M. Létourneau (Québec-Est): Vous avez été mal informé. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'est-ce pas vrai, M. le ministre des Travaux publics?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Vous avez été mal informé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est vrai, j'y suis, c'est le ministre des Travaux publics et du Travail qui prêchait la prohibition avant d'être marchand de bière.

M. Létourneau (Québec-Est): Vous êtes mal informé. D'ailleurs, il est permis de changer d'opinion et c'est justement parce que nos amis ne changent pas leurs idées pour des meilleures qu'ils sont condamnés à l'opposition à perpétuité.

(Applaudissements)

Il fait une comparaison entre la politique financière du gouvernement de Québec et celle des autres provinces, en particulier de l'Ontario, où l'on impose une taxe foncière que l'on ne connaît pas ici. A-t-on, ailleurs, dit-il, les immenses revenus que nous avons ici, avec si peu de taxes directes?

Il dit la nécessité des bons chemins depuis que l'automobile fait place à la voiture traînée par un cheval. Les municipalités ne sont pas mécontentes de la loi des bons chemins puisqu'elles demandent sans cesse de nouveaux octrois pour faire de bonnes routes.

À Ottawa se passent des événements sur un autre théâtre, mais là aussi ce sera le Parti libéral qui sauvera le pays.

Le gouvernement Taschereau est un gouvernement de progrès et d'initiative comme la province n'en a jamais eu et, sous sa ferme direction, nous avons pu traverser la crise mondiale sans trop ressentir, ici, dans la province de Québec, les déprimants effets. Maintenant que les pires années sont passées pour tout le monde, nous allons voir progresser nos campagnes, si bien desservies par nos belles routes et si bien encouragées, stimulées par l'initiative de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Nous allons voir aussi progresser nos industries de toutes natures, et, parmi celles-là, les exploitations du bois et de l'énergie électrique de la façon la plus intensive. Le gouvernement Taschereau ne s'endormira pas sur ses lauriers et favorisera toutes les entreprises légitimes qui pourront contribuer au progrès, au confort, au bien-être et au bonheur de la population de cette province. M. l'Orateur, le gouvernement a fait des œuvres dans cette province qui lui ont mérité la confiance de l'électorat. Nous pouvons envisager

l'avenir avec confiance et les critiques de nos amis de l'opposition ne devraient pas empêcher le gouvernement de poursuivre sa tâche. Je vois les 150 nouveaux clochers qui montrent bien la vitalité de la race canadienne-française, vitalité due à la politique de colonisation du gouvernement qui a su encourager toutes les classes de la société.

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fusion de sociétés Saint-Jean-Baptiste à Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 86 relatif à la fusion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

John Alexander Middleton

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 80 changeant le nom de famille de John Alexander Middleton et Douglas Orrin Middleton en celui de Bremner.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital homéopathique de Montréal

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 modifiant la charte de l'Hôpital homéopathique de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie provinciale d'indemnité

M. Lortie (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 modifiant la charte de la Compagnie provinciale d'indemnité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lortie (Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 55 changeant le nom de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et l'autorisant à augmenter son capital.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Crépeau (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Responsabilité des architectes et des constructeurs

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 153 modifiant le Code civil relativement à la responsabilité des architectes et des constructeurs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 4 heures.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à lundi, à 4 heures.

La séance est levée à midi trente minutes.

Séance du lundi 8 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Syndicats professionnels

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Construction de chemins

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 38 autorisant les municipalités à contribuer à la construction de certains chemins en dehors de leurs limites.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Affaires municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 37 concernant les affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Recouvrement des taxes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 33 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal relativement au recouvrement des taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 35 modifiant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 10 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Tribunaux judiciaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 23 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exercice de fonctions publiques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 31 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à l'exercice de certaines fonctions publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal-Est

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.

Adopté.

En comité:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas encore reçu copie imprimée de certains documents au sujet de l'exemption de taxes de l'Imperial Oil proposée dans ce projet de loi et je demande l'ajournement de l'étude de ce bill jusqu'à ce que le document ait été imprimé et distribué aux députés.

M. Richard (Verchères): Le document, que réclame le député de Saint-Hyacinthe, est une entente entre Montréal-Est et l'Imperial Oil, accordant à cette dernière une exemption partielle de taxes de 20 ans. En vertu de cette entente, l'Imperial Oil paiera \$11,000 par an de plus à la ville de Montréal-Est. Mon honorable ami devrait accepter le bill sans exiger l'impression de ce règlement entre Montréal-Est et l'Imperial Oil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je veux bien que l'on favorise de nouvelles industries qui ont besoin de la commutation pour s'établir, mais je suis tout à fait opposé à cette commutation pour de solides compagnies dont les opérations ne compensent pas ce qu'elles suppriment aux municipalités, en étant exemptées de taxes.

Il n'est pas dans l'intérêt des payeurs de taxes qu'on accorde une considération spéciale à la compagnie Imperial Oil. Les taxes ne devraient pas servir à couvrir les dépenses de la ville quand le chef propriétaire de la compagnie se voit accorder des faveurs spéciales. J'ai hâte que le conseil de Montréal-Est passe la résolution, et d'apprendre si, oui ou non, elle a été approuvée par la Commission métropolitaine.

M. Richard (Verchères): L'Imperial Oil fait beaucoup pour la prospérité de la municipalité de Montréal-Est; en votant cette exemption, la municipalité fait un profit de \$11,000 en 10 ans. La compagnie, qui payait \$29,000 de taxes à la ville, en paiera désormais \$40,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'exemption de taxe que l'on nous demande couvre les propriétés présentes et futures de l'Imperial Oil. Nous avons accordé une exemption de 10 ans, l'an dernier, à condition que les électeurs la ratifient. Un vote a été pris. Sur 900 voteurs, 89 ont voté pour l'exemption.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien se sont prononcés contre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a qu'un seul votant qui s'est prononcé contre, mais j'estime que ceux qui ne sont pas allés aux polls étaient contre l'exemption. On nous a dit, au comité des bills privés, que l'Imperial Oil n'employait que 600 personnes. Peut-être que les électeurs ne se sont pas opposés à la proposition parce qu'ils se fiaient à la loi sur les cités et villes, qui dit qu'il doit y avoir majorité en nombre et en valeur pour que la proposition passe, et que les autres ont préféré ne pas aller voter parce qu'ils croyaient que Montréal-Est serait annexée à Montréal.

M. Roy (Lévis): Qui représentait Montréal-Est au comité?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. Versailles, maire de la ville, son gérant et son secrétaire-trésorier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels étaient les adversaires du bill?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y en avait pas.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): J'approuve l'attitude du député de Saint-Hyacinthe. Nous ne devrions pas accorder cette exemption, car les dommages que l'Imperial Oil consent à cette municipalité valent plus de \$11,000 par année. La compagnie Imperial Oil est une organisation puissante qui bénéficie depuis nombre d'années d'une exemption de taxes et qui possède un établissement dont la nature déprécie la valeur du terrain environnant sur une étendue de six milles² et rend tout développement impossible. Et puis, comme Montréal-Est sera vraisemblablement annexée à Montréal avant longtemps, il n'est pas juste qu'elle prenne des engagements dont Montréal devra plus tard payer les frais. Il y a un abus à ce sujet, et la Législature ne devrait pas ratifier une entente à laquelle les contribuables ont refusé de donner leur approbation. Je suggère que l'on fasse d'abord adopter cette clause par la Commission métropolitaine, attendu que la municipalité de Montréal-Est lui est soumise.

M. Thériault (L'Islet): Comment expliquez-vous que pas un électeur de Montréal-Est ne se soit objecté à cette clause du bill au comité?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) prétend que la Chambre ne peut voter cette clause, parce que les règlements concernant cette exemption de taxes ne sont pas annexés au bill qui est soumis à la Chambre. Il soulève un point d'ordre. La compagnie, en 1916, obtenait une exemption de taxes pour 20 ans. En 1925, un autre projet, sujet à la ratification par un vote des contribuables de Montréal-Est, vient confirmer le bill de 1925. Or, on ne peut procéder, dans la circonstance, sans attacher au bill actuel la copie des documents de 1916 et de 1925.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Hyacinthe a soulevé un point d'ordre. La règle 494 dit que tout règlement invoqué dans un projet de loi doit être annexé au bill. Je maintiens donc son point d'ordre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député de Saint-Hyacinthe a soulevé la même objection au comité des bills privés, et le comité a passé outre et a procédé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble, M. l'Orateur, que votre décision met fin au débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je tiens à donner un mot d'explication. Montréal-Est et l'Imperial Oil étaient en procès et ont fini par s'entendre. Nous avons accordé une exemption partielle de taxes qui a été ratifiée par un vote de 89 à 1. On nous demande d'approuver cela. Je n'ai aucune objection cependant à ce que nous attendions l'impression de ce document que l'honorable député de Saint-Hyacinthe a réclamé. Il suggère de rapporter les progrès.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je dois dire que la première fois que ce bill a été présenté, au comité des bills privés, j'ai voté contre l'exemption. On nous l'a soumis de nouveau, et là, après avoir entendu les explications de l'honorable député de Laval (M. Renaud), qui a fait un chaleureux plaidoyer, j'ai voté pour.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Congregation Chevra Mishnais
Beth Jehuda**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 constituant en corporation Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession
Christopher McEvoy**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 concernant les biens de la succession de feu Christopher McEvoy, et ceux que possède dame Anne Ephime Thomson, veuve de Christopher McEvoy, actuellement interdite pour aliénation mentale, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie de chemin de fer
Québec & Chibougamau**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Demandes de documents:

**Subsides à la Rouyn
Mines Railway Co.**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province de Québec, ou un de ses ministres ou fonctionnaires, et le gouvernement du Canada, relativement à la Rouyn Mines Railway Co. Aussi, une copie de l'arrêté ministériel autorisant le paiement d'un subside annuel de \$50,000, pendant une période de cinq années, à ladite compagnie de chemin de fer, et aussi copie de tout contrat ou contrats passés par le gouvernement relativement audit chemin de fer.

Adopté.

**État démographique des
régions de colonisation**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démographique complet, couvrant la période entière, du 1^{er} juillet 1920 au 30 juin 1925, et, pour tous les cantons qui se trouvent ouverts à la colonisation, au cours de cet espace de temps, dans chacune de nos régions de colonisation dans la province de Québec, soit non seulement 1) l'Abitibi, mais encore: 2) le Témiscamingue; 3) la région Labelle (au nord-ouest de Montréal); 4) la Mattavanie (nord de Joliette); 5) le Lac-Saint-Jean et comté de Chicoutimi; 6) la Matapédia (vallée de cette rivière); 7) les Squattecks (Témiscouata); 8) la Gaspésie (Bonaventure-Gaspé); 9) le sud-est de Québec (arrière partie des comtés de Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska); 10) les concessions faites dans l'ancienne seigneurie, rachetée, de Lotbinière;

Indiquant: *a)* le chiffre de la population au 1er juillet 1920 et celui de la même population au 30 juin 1925; *b)* le nombre des lots disponibles ou mis en vente pour les colons, à la première de ces dates (1^{er} juillet 1920), puis à la seconde (30 juin 1925); *c)* le nombre des lots concédés, dans le cours de la période (1^{er} juillet 1920-30 juin 1925), et le nombre des annulations de concessions (cancellations) durant le même espace de temps; *d)* pour les cantons où cette expérience fut tentée, le nombre des lots où le ministère de la Colonisation fit construire davantage "un camp" et opérer certains défrichements, à titre d'encouragement aux colons et moyennant remboursement; *e)* le nombre d'acres de terre neuve qui ont bénéficié, au cours de la période susdite de cinq ans (1^{er} juillet 1920-30 juin 1925), de la prime accordée aux défrichements; *g)* le montant global déboursé, au cours de la période indiquée, pour la susdite prime, et le détail de sa répartition dans les divers cantons; *h)* la longueur des chemins de colonisation complétés et livrés à la circulation régulière, dans les divers cantons désignés, des différentes régions de la colonisation indiquées, avec le chiffre total des déboursés qu'il en a coûté à la province; pour l'ensemble des travaux et pour la part de chaque canton; *i)* le montant total des octrois alloués par le ministère de la Colonisation, durant la période marquée, pour les écoles ou pour l'aide au culte, en régions de colonisation, et la proportion dans laquelle chaque canton favorisé en a bénéficié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable chef de l'opposition a-t-il des motions qui ne sont pas contestées?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a 42 qui ne soulèveront pas un gros débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cette motion demande une production considérable de documents. Nous pourrions bien ne pas l'avoir pour cette session. Il vaut mieux voter cela tout de suite si nous voulons y répondre avant 1927.

Il va s'empresse de favoriser les désirs de l'opposition afin de pouvoir satisfaire aussi vite les désirs des dénigreurs de notre province. Cela va prendre tout de même quelques mois de recherches précieuses dont l'administration provinciale serait la même à profiter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le premier ministre s'appuie, en disant cela, sur de nombreux précédents? Je suis sûr que l'on peut, avec

de la bonne volonté, fournir ces renseignements dans peu de temps. J'espère que la production ne sera pas remise, comme l'a insinué le premier ministre, aux calendes grecques.

Je n'ai qu'un mot à dire. Nous demandons beaucoup de renseignements, mais, sans les avoir, nous ne pouvons nous rendre compte des véritables progrès de la colonisation au cours des cinq dernières années et des millions qui ont été dépensés pour cette cause. En conséquence, je veux savoir qui s'est installé dans chaque direction, et qui les a quittées, et quels lots dans ces districts restent à vendre. La liste des documents semble considérable, mais elle ne l'est pas tant que ça. On est à se demander où nous allons en fait de colonisation, et le travail que la présente motion imposera aux employés du département de la Colonisation nous permettra de connaître des progrès, de savoir où nous allons et à quoi nous en tenir; que nous nous rendions compte si nous avons gagné du terrain ou si nous en avons perdu depuis quelques années.

Encore une fois, sans les données que je demande, il est impossible de savoir où nous en sommes au point de vue de la colonisation. Le gouvernement et les députés de cette Chambre ont intérêt, autant que l'opposition, à connaître ce que nous voulons savoir. Le département de la Colonisation est bien organisé et les officiers du département, qui sont compétents, nous donneront sans doute des renseignements précis. Le gouvernement s'efforcera, sans aucun doute, de nous satisfaire dès cette session.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En effet, ces renseignements seront très intéressants, nous ferons diligence. La motion de l'honorable chef de l'opposition réclame un grand nombre de documents.

Il comprend de quelle importance est cette question pour l'opposition, qui tient à faire du zèle pour les besoins de sa clientèle, en invoquant un sujet assez obscur et assez dur à interpréter, mais cette production de documents n'en est pas moins assurée pour la session actuelle, et la réponse sera fournie aussi vite que possible, sans que le gouvernement se rende malade pour satisfaire le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé). Il ne doute pas qu'elle sera intéressante et qu'elle fera voir que, malgré les temps difficiles, la colonisation a réalisé de grands progrès dans la province et qu'il a été fait beaucoup.

La proposition est adoptée.

Prison et cour de justice à Sainte-Scholastique

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant l'ancienne prison de Sainte-Scholastique, une cour de magistrat à Sainte-Scholastique et la juridiction concurrente de la Cour supérieure à l'ancien chef-lieu du district de Terrebonne, depuis le 1^{er} janvier 1925.

Je demanderais à l'honorable premier ministre de bien vouloir me dire s'il a décidé ce qui serait fait avec l'ancienne prison de Sainte-Scholastique. Le gouvernement devait l'utiliser. Je comprends que des industriels ont aussi manifesté l'intention d'acheter la propriété. Je voudrais savoir ce que l'on va faire.

Depuis que Sainte-Scholastique a perdu son titre de chef-lieu, on fait des efforts pour utiliser la vieille prison. Il y a deux ans, le premier ministre laissait entendre qu'elle servirait d'asile d'aliénés criminels. Plus tard, on a dit que cette institution serait établie dans une aile de la prison de Bordeaux. Depuis, des hommes d'affaires de l'endroit sont venus devant le premier ministre pour s'entendre avec le gouvernement au sujet d'un projet d'industrie. On voudrait utiliser l'immeuble pour une usine. Le premier ministre a promis de reconsidérer la question et de communiquer avec le secrétaire, mais aucune nouvelle n'a été reçue depuis. Il en a même été fait une affaire de politique municipale au cours de la dernière campagne de Sainte-Scholastique, et les deux candidats avaient cette question dans leur programme. L'opposition désirerait savoir où on en est rendu dans cette affaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition se montre aujourd'hui si charmant que je m'empresse de lui répondre, ne fût-ce que pour lui apprendre la manière dont il faut toujours nous prendre.

Nous voulions en effet convertir l'ancienne prison en asile d'aliénés criminels. Le docteur Desloges et les ingénieurs du gouvernement sont allés faire un examen des lieux et ont fait rapport que le projet n'était pas recommandable parce que c'était trop loin de la ville et qu'il fallait faire subir des réparations considérables à la construction. Des plans sont en préparation pour aménager une aile de la prison de Bordeaux et, dès que ces plans seront prêts, le gouvernement étudiera la question et prendra une

décision. Si le rapport final sur la prison de Sainte-Scholastique est favorable, on pourra l'utiliser comme asile d'aliénés criminels. J'espère que le chef de l'opposition expliquera la question à ses électeurs, qui lui gardent leur confiance depuis si longtemps et qui, nous en avons l'espoir, ne lui feront pas défaut de longtemps encore. Quant au reste, nous ferons un examen minutieux de la proposition et nous donnerons aussitôt que possible une réponse définitive.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le rapport se fera attendre bien longtemps?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je puis promettre que je donnerai le rapport à mon honorable ami avant la fin de la session.

La proposition est adoptée.

Affaires municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 concernant les affaires municipales.

Adopté.

Service des pêcheries maritimes

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi du service des pêcheries maritimes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'an dernier, le Parlement a voté un octroi de \$40,000 pour aider à la construction de réfrigérateurs, afin d'activer la vente du poisson. Nous voulons nous faire autoriser à dépenser une partie de cette somme

pour la construction d'entrepôts de séchage et de classification. Des coopératives de pêcheurs, au nombre de 9, ont été organisées. Elles ont donné d'excellents résultats, mais les pêcheurs ont besoin d'une classification très bien faite. Nous avons de bons inspecteurs et il nous manque des entrepôts de classification. Voilà pourquoi nous demandons l'amendement à la loi. Les coopératives ont demandé ce concours de la part du gouvernement.

En 1923, on votait \$40,000 pour aider à la construction d'entrepôts à Québec et sur les deux rives maritimes du Saint-Laurent. En même temps, le gouvernement s'engageait à faire servir cette somme à la mise en conserve du poisson et à la formation d'experts en pêcheries. Nous ajoutons à cela l'autorisation de faire servir la somme à des entrepôts de préparation, de classification et de séchage de poisson et autres objets d'ordre pratique pour les pêcheurs. L'expérience nous a démontré que la centralisation du travail, dans plusieurs centres de pêcheries, aurait pour effet d'uniformiser la classification et de mieux satisfaire aux exigences du marché. Les entrepôts en question ne serviront, pour le moment, qu'à la classification du poisson, faite jusqu'ici par les coopératives elles-mêmes ou par les particuliers. Quand ce service nouveau aura été établi, le gouvernement cherchera à faire davantage, par exemple en aidant à l'établissement de machines pour le séchage et le fumage du poisson.

En 1923, le Parlement a voté une appropriation de \$40,000 pour le développement de nos pêcheries maritimes dans le golfe du Saint-Laurent, à dépenser en 10 ans. On voulait alors, avec cette somme, construire des entrepôts à Québec, sur la Côte-Nord et sur certains navires, dans le but de conserver le poisson. Nous voulons, par le présent projet, insérer dans les statuts les objets du présent bill et avoir à notre disposition ce qui était affecté à même l'octroi général à la construction d'entrepôts frigorifiques.

Cette demande a été faite par les sociétés coopératives qui ont été organisées depuis 1923, au bénéfice des pêcheurs de la Côte-Nord, et qui sont sur la même base que les sociétés agricoles. On compte actuellement neuf de ces coopératives de pêcheurs. On a décidé d'avoir un entrepôt dans chaque endroit de pêche. Le but de ces entrepôts est de compléter le séchage du poisson et sa classification uniforme par un fonctionnaire du gouvernement. Il s'agit, en somme, de pouvoir immédiatement subventionner les entrepôts que l'on nous demande de construire, pour favoriser la pêche et l'écoulement du poisson sur les grands marchés.

Les entrepôts se trouveront tous sur la rive sud, parce qu'il n'y a pas encore de coopérative de pêcheurs sur la rive nord, quoique je m'attende à ce qu'il y en ait une qui s'établisse à Murray Bay cette année. Les entrepôts agiront de concert avec les coopératives.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Combien coûteront ces entrepôts?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): \$1,500 pour les grands et \$1,200 pour les petits, dont le gouvernement paiera le tiers.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Où allez-vous construire ces entrepôts?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À Petite-Rivière-Barachois, à Carleton, à L'Anse-aux-Gascons et ailleurs, là où il y existe déjà des coopératives de pêcheurs. Le gouvernement accordera, dans chaque cas, un octroi de \$500. Il n'y aura pas d'octroi à des particuliers.

M. Langlais (Témiscouata): Là où il y a des coopératives.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous allons en donner aux coopératives d'abord et aux pêcheurs qui en demanderont, du moment qu'un entrepôt pourra servir à un bon nombre de pêcheurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous en donnerez aux compagnies?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non. Nous n'avons que des pêcheurs à encourager.

M. Côté (Bonaventure): Est-ce que les pêcheurs qui ne font pas partie des coopératives pourront obtenir l'usage de ces entrepôts?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est notre intention d'en faire profiter tous les pêcheurs.

M. Langlais (Témiscouata): Dans ce cas, on n'encouragerait pas la coopérative.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les coopératives auront la direction des entrepôts, mais on favorisera aussi les centres de pêcheurs non coopératifs. Pour obtenir l'entrepôt, ils devront s'unir, cependant, et cette union équivaudra à la coopérative.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): L'encouragement du gouvernement a-t-il aidé les pêcheurs?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement. Les pêcheurs ont obtenu de meilleurs prix pour leur poisson au moment qu'il a été classifié par nos inspecteurs.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que cela aura un effet sur les firmes qui achètent et transportent le poisson dans ces régions?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, pas du tout. Le seul effet sera que les pêcheurs retireront un meilleur revenu de leurs prises à cause de la classification.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que cela va augmenter le coût de la vie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, mais cela va augmenter le revenu que les pêcheurs tirent de leur travail.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Y aura-t-il des entrepôts qui s'établiront sur la rive nord du Saint-Laurent?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'y a pas encore de coopératives sur la rive nord, mais on espère en établir une à Thunder-River cet été.

M. Langlais (Témiscouata): Pourquoi ne pas préciser dans le bill que l'on n'aidera que des groupes de pêcheurs ou des coopératives?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami peut être certain que nous n'accorderons pas d'octroi à un ou deux pêcheurs.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Congrès de l'enseignement technique à Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pour **M. L'Archevêque (Montréal-Mercier)**³: 1. Y a-t-il eu, en 1925, un congrès de l'enseignement technique à Montréal?

2. Dans l'affirmative, quel était le but de ce congrès?

3. Le secrétaire de la province y a-t-il assisté?

4. Combien de personnes y ont-elles pris part?

5. Les anciens élèves gradués des écoles techniques ont-ils pris part à ce congrès?

6. Les anciens élèves gradués ont-ils été invités comme corporation à prendre part aux délibérations?

7. Dans la négative, pourquoi?

8. Combien ce congrès a-t-il coûté à la province?

9. Quels en ont été les résultats?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui, à l'École technique de Montréal, les 11, 12, 13 juin 1925.

2. Permettre au personnel de nos écoles techniques de discuter les questions pédagogiques qui intéressent leur enseignement; de prendre contact avec des représentants de la classe industrielle, et intéresser cette dernière à nos écoles techniques.

3. L'honorable secrétaire de la province s'y fit représenter par le sous-secrétaire.

4. 140 délégués se sont inscrits au congrès et la présence moyenne aux diverses séances a dépassé 100.

5. Oui.

6. et 7. Oui.

8. \$1,200, en comptant l'impression du rapport.

9. Excellents. Ce congrès a permis au personnel enseignant, aux industriels et aux ouvriers de discuter ensemble les diverses questions d'enseignement technique.

Docteur G. Archambault

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Le docteur G. Archambault doit-il aller en Europe, au cours de 1926, aux frais de la province?

2. Dans l'affirmative, quelle sera sa mission?

- L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. et
2. Non.

La Chambre s'ajourne à mardi, 3 heures.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on rapporte qu'il n'y a que 21 députés à leurs fauteuils: 13 ministériels, 8 oppositionnistes. Quelques députés s'ajouteront.
2. Dans *Le Devoir*: trois milles.
3. Dans *L'Événement*, on dit que M. Houde questionne M. David au nom de M. L'Archevêque.

Séance du mardi 9 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 89 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 106 modifiant la charte de Les Sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de David Cummings et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Shaare Zion Congregation;
- des commissaires d'écoles des Écores, de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi établissant un taux fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company;
- de la Ste Anne Power & Paper Co. Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions municipales.

Votre comité est d'opinion que la pétition de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Conventions entre la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et la Ste Anne Power & Paper Company Limited

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 114 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et conventions entre les mêmes et la Ste Anne Power & Paper Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Shaare Zion Congregation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Élèves des écoles techniques de
Montréal, Québec et Trois-Rivières**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quel était, à la fin de l'année scolaire 1924-1925, le nombre d'élèves réguliers du jour, suivant les cours aux écoles techniques de Montréal, Québec et Trois-Rivières?

2. Quel était le nombre d'élèves inscrits comme élèves réguliers du jour, aux écoles techniques de Montréal, Québec et Trois-Rivières?

3. Quel est le nombre d'élèves diplômés sortis de chacune de ces écoles pour 1924-1925, et pour quels métiers les diplômes ont-ils été accordés, pour les cours réguliers du jour seulement?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. École technique de Montréal, 194; École technique de Québec, 58; École technique de Trois-Rivières, 22.

2.	
École technique de Montréal :	
Cours réguliers	321
Cours spéciaux	170
Total	491
École technique de Québec :	
Cours réguliers	112
Cours spéciaux	29
Total	141
École technique de Trois-Rivières :	
Cours réguliers	44
3.	
École technique de Montréal	105
Fondeurs, mécaniciens d'ajustage, électriciens, modeleurs, menuisiers, élèves spéciaux, mécaniciens d'autos, etc.	
École technique de Québec	29
Mécaniciens, modeleurs, menuisiers, mécaniciens d'autos	
École technique de Trois-Rivières	2
Mécaniciens	

**Batardeau de
Notre-Dame-de-Pierreville**

M. Renaud (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il payé pour la construction du batardeau de Notre-Dame-de-Pierreville?

2. Si oui, quel montant et à quelle date?

3. À qui ce montant a-t-il été payé?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. \$15,189.45.

3. Les travaux ayant été faits à la journée, la somme ci-dessus a été payée aux journaliers, charretiers et fournisseurs.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 5 février, sur la motion proposée le mercredi 27 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Bullock (Shefford) se lève en même temps que le député de Montréal-Mercier (M. L'Archevêque) et commence à parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait observer au chef de l'opposition que, s'il préfère un autre orateur de la gauche, le gouvernement n'a pas d'objection.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition est heureuse d'entendre immédiatement le député de Shefford (M. Bullock).

M. Bullock (Shefford) précise les conditions d'existence dans les Cantons de l'Est et dans toute la province du temps des conservateurs, et indique les progrès réalisés à chaque période décennale depuis l'avènement du Parti libéral.

Je ne traiterai que des 14 années durant lesquelles j'ai été membre de cette Chambre. J'y ai été élu grâce à la loi des bons chemins de 1912.

Les membres de l'opposition ont fait grand cas de notre dette provinciale. Il est grand temps de mettre certaines choses au point. Il y a 14 ans, notre dette était de \$25,000,000 avec un fonds d'amortissement de \$1,000,000, soit une dette de \$24,000,000. Aujourd'hui, nous avons \$82,000,000 de dettes et un fonds d'amortissement de \$20,000,000. Nous avons donc une dette nette de \$62,000,000. Depuis 14 ans, les divers services de la province ont coûté \$79,000,000: \$65,000,000 en chemins, \$8,500,000 dans le développement hydraulique, \$5,500,000 pour ponts en acier, etc. Voilà qui constitue un travail considérable. Notre

dette est de \$37,000,000 de plus qu'il y a 10 ans. Et considérez que le gouvernement, en contribuant à toutes les grandes œuvres, a puisé dans les revenus ordinaires jusqu'à concurrence de \$36,000,000. Il a employé cette somme en travaux permanents, qui sont un véritable actif pour notre province. Pour des travaux permanents et à même le revenu ordinaire, le gouvernement a dépensé une somme de \$16,000,000 plus élevée que la dette. N'est-ce pas là l'indice d'une bonne politique financière? Les revenus ont contribué à hauteur de \$41,000,000 à des travaux permanents comme des chemins, des ponts et du développement hydraulique.

Les revenus de la province ont considérablement augmenté et le gouvernement a affecté à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation des sommes beaucoup plus grandes que celles qui étaient consacrées dans le passé à ces diverses fins.

L'opposition critique le gouvernement en disant que l'actif de la province n'est pas suffisamment indiqué dans les comptes publics. Quel est le citoyen de cette province qui est capable d'évaluer notre actif qui comprend nos chemins, nos forêts, etc.? Qui pourrait évaluer au juste l'actif de notre province, en face d'un avenir encore inconnu mais que nous pressentons prospère? Personne n'oserait le faire.

Les députés de Joliette (M. Dufresne) et de Westmount (M. Smart) reprochent au gouvernement de n'avoir pas d'actif suffisant à mettre en regard du passif de la province. C'est une drôle de façon qu'ils ont de tenir comptabilité. Est-ce que les ponts, les édifices, les chemins et le reste ne sont pas partie de l'actif de la province? Il est vain de parler du total du passif et du total de l'actif et de faire des comparaisons. Une chose est indéniable, c'est que, pour chaque \$1 dépensé, nous avons augmenté notre actif de \$3. (Applaudissements)

Le député de Westmount (M. Smart) a comparé l'état de nos finances avec celui d'Ontario et il a trouvé que notre position était inférieure. C'est une injustice envers notre province. Tout le monde se rappelle sans doute le discours sur le budget que fit le premier ministre l'an dernier. Le chef du gouvernement nous a alors clairement démontré que nos finances étaient dans une situation plus avantageuse que celle de la province voisine. La dette d'Ontario est beaucoup plus élevée et nous sommes la province où la taxe est la moins élevée dans tout le Canada. Une comparaison de ce genre, comme toutes les autres, ne place pas la province-sœur sous un éclairage aussi flatteur que celui qui serait souhaité par les membres de l'opposition.

L'augmentation des revenus n'implique pas une taxation plus forte. Par exemple, les subventions d'Ottawa ont augmenté et les recettes provenant des forêts ont fait de même, passant, en 14 ans, de \$1,600,000 à plus de \$4,500,000.

Le gouvernement de Québec a sans cesse augmenté l'actif national en développant nos énergies hydrauliques, en exploitant nos forêts au profit de tous et en agrandissant partout la valeur du domaine public.

On parle de la vente du domaine des concessions forestières. Ce n'est pas de la taxation, mais cela signifie que nous développons nos ressources naturelles et que la province en obtient sa part. Il y a des années, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, de belles concessions forestières étaient bradées à \$50 le mille carré, créant ainsi des millionnaires. Le gouvernement libéral a pris les moyens pour que la province de Québec retire le plus possible de ses ressources. Il taxe les riches plutôt que les pauvres. Ce sont surtout ceux qui exploitent les richesses naturelles qui paient les taxes, et c'est juste. Le gouvernement ne saurait suivre une meilleure politique.

Ce sont encore les riches qui paient par les droits sur les successions. Pourquoi ceux qui font des millions en bénéficiant des ressources naturelles de la province, ou par le labeur de pauvres gens, ne devraient pas être amenés, à leur mort, à redistribuer une partie de la fortune qu'ils ont amassée ainsi? Il (M. Bullock) fait part de son cas. Il y a un certain temps, il a travaillé à \$0.75 par jour pour un homme qui, à sa mort, a laissé \$13,000,000, et la province en a pris \$3,750,000 sous forme de droits sur les successions. N'était-ce pas juste? L'homme qui a fait des millions par le travail d'autres gens ne devrait-il pas donner une certaine partie de sa richesse à la province?

J'en viens maintenant à la voirie. L'opposition a beaucoup critiqué la politique de bons chemins du gouvernement en faisant croire que les cultivateurs en subissaient une crise. Le gouvernement a droit à des félicitations pour sa politique de voirie. Me permettra-t-on ici un souvenir personnel? Je me souviens du jour où, dans mon village, non loin de Saint-Hyacinthe, chaque homme qui se servait du chemin était obligé de payer un montant substantiel. On était à quelques milles de Saint-Hyacinthe et, pour aller vendre des produits sur le marché de cette ville, il fallait payer annuellement la somme de \$25 ou \$0.55 pour un aller et retour. Il n'y avait pourtant que quatre milles de chemin et deux ponts à traverser. En 1913, j'eus le plaisir de revoir ces

mêmes lieux et j'y remarquai des hommes qui étaient à construire une chaussée en macadam. Je leur demandai pourquoi ils faisaient ces travaux. "Nous avons emprunté, dirent-ils, à 6 %, au moyen du crédit de la municipalité." Ces hommes étaient contents de pouvoir se faire des chemins à cette condition. L'année suivante, la loi de la voirie était en vigueur. Alors, ce fut une course de toutes les municipalités qui voulaient se prévaloir des conditions offertes par le gouvernement. Le comté de Huntingdon a immédiatement saisi l'occasion donnée par le gouvernement et a emprunté plus d'un million de dollars, et ne paie que 2 % d'intérêt. De plus, cet intérêt le libère d'avoir à rembourser le montant total, alors qu'auparavant il devait emprunter à 6 % en plus d'avoir à rembourser le capital. Les cultivateurs ont largement profité de la loi. Ils ont obtenu des voies de communication qui favorisaient leurs affaires et, quand est venu le moment de payer, ils ont su s'acquitter de leur dette, en général. De plus, l'argent dépensé pour les chemins a été gagné par les cultivateurs eux-mêmes, et j'ai eu connaissance d'une quantité de cas où les cultivateurs étaient en mesure de rembourser les hypothèques avec l'argent qu'ils avaient gagné dans les chemins. Malgré cela, certains de ces cultivateurs ne voulaient pas acquitter leurs obligations légales envers le gouvernement. Je n'éprouve donc aucune sympathie pour ces gens.

Il affirme que cette politique est si appréciée que les municipalités demandent sans cesse de nouveaux octrois. Dans son comté, il est particulièrement satisfait de cette politique. Tout membre de cette Chambre sait que la loi de la voirie est très populaire dans la province et que les députés reçoivent plus de demandes d'octrois que le gouvernement ne peut en satisfaire.

Je n'ai aucune sympathie, dit-il, pour ceux qui font une campagne de découragement parmi les cultivateurs. Ils me rappellent une vieille histoire. Un individu voulait démontrer le pouvoir de la suggestion. Il aborda un de ses amis et lui dit: "Comme tu parais malade!" L'autre lui répondit: "Je me porte pourtant très bien." Deux jours après, il l'aborde de nouveau et lui répète la même chose. Puis il revient à la charge une troisième fois. Alors, l'ami fut persuadé qu'il était malade. La suggestion avait fait ses preuves. C'est exactement la manière d'agir de nos amis. Ils s'efforcent sans cesse de suggérer aux cultivateurs qu'ils sont malades.

Nos amis de la gauche nous disent que le cultivateur n'est pas prospère. Les cultivateurs ne sont pas aussi prospères qu'ils le voudraient, qu'ils

auraient pu l'être, même? À qui la faute cependant? Quand les routes se sont construites, qui a touché cet argent? Les cultivateurs eux-mêmes et leurs fils. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin) a déclaré l'autre jour que, si le cultivateur n'est pas prospère, c'est parce qu'il est trop taxé par le gouvernement. Quelle taxe? Qui, chez nos adversaires, nous citera une seule taxe provinciale qui pèse sur nos cultivateurs? Je défie l'opposition de citer un seul cas où un cultivateur a dû hypothéquer ou vendre sa ferme pour payer les taxes imposées par le gouvernement de Québec. Je tiens à relever cette affirmation et à déclarer qu'elle est contraire aux faits.

Puisqu'il faut remonter aux causes, faisons un peu d'histoire. En 1913, les cultivateurs étaient dans un état prospère. On était alors dans le boom de l'immeuble et on intéressa une foule de capitaux agricoles dans la spéculation, non seulement à la campagne, mais même dans les villes. Quand vint la guerre, alors que les épargnes du cultivateur étaient déjà engagées, le prix des terres monta de façon exorbitante. Mais les produits se vendaient si bien que des chefs de famille nombreuse établirent leurs fils sur des terres dont les prix étaient fantastiques. On achetait à crédit, en croyant que l'argent circulerait toujours avec la même facilité. Ce qui eut pour résultat que les cultivateurs achetaient des terres à \$150, qui jusque-là se maintenaient à \$50 l'acre. La guerre finie, le marché tomba à son tour, et on ne put rencontrer les obligations contractées préalablement. Il est arrivé ensuite que ces gens avaient plus de terres qu'ils n'en pouvaient exploiter avec peu de capital roulant. Lorsque la guerre prit fin et que les industriels passaient de fortes sommes par profits et pertes, les cultivateurs, ne pouvant faire de même, se retrouvèrent avec des terres dispendieuses sur les bras. Le crédit agricole était épuisé et c'était la crise. C'est ainsi que des cultivateurs riches en 1913 étaient ruinés ces dernières années. Ça n'est pas la faute du gouvernement, ni des taxes que celui-ci a imposées.

Il y a plus. Autrefois, le cultivateur remettait le surplus de ses capitaux dans les banques et, quand un de ses voisins avait besoin d'argent, il le lui prêtait sur hypothèque; c'était la meilleure forme de crédit rural. Maintenant, les hommes du sol ne placent plus leurs capitaux dans les banques, mais ils achètent des obligations municipales ou autres. Toutes les municipalités, les fabriques et diverses corporations profitent, à des degrés divers, de l'argent de la ferme. Quand un cultivateur a \$500, il achète une obligation. Quand une municipalité construit des chemins, elle émet des obligations. Ces obligations

sont vendues dans la municipalité et dans la paroisse. Ma propre ville a récemment émis un prêt de \$20,000 en obligations et les cultivateurs ont acheté toute l'émission. Dans une autre municipalité, l'an dernier, où une église a été construite pour \$100,000, des obligations ont été émises à ce montant et l'émission a été achetée en entier par des cultivateurs de cette seule paroisse. Voilà pourquoi les cultivateurs ne peuvent plus avoir de crédit. Mais il ne faut pas voir, dans cette absence de crédit, une diminution de la richesse des cultivateurs. Je le répète, l'opposition a tort de peindre au cultivateur un tableau trop sombre et qui est contraire à la vérité. Quand l'opposition blâme le gouvernement et le tient responsable, à cause des taxes qu'il perçoit et de la crise, elle pose mal le problème.

Le gouvernement se soucie du bien-être de toutes les classes et travaille à les rendre toutes heureuses, et ce sont les suivantes: premièrement, le cultivateur; deuxièmement, l'ouvrier; troisièmement, le manufacturier; quatrièmement, le marchand; et cinquièmement, le professionnel.

Le jour où sonnera l'appel au peuple, l'électorat pourra dire: "Nous avons été bien servis pendant 30 années, et nous ne voulons pas changer!" (Applaudissements)

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):

L'honorable député de Shefford a tort de dire que l'opposition exagère. Le gouvernement s'apercevra, aux prochaines élections, que les cultivateurs sont mécontents de son administration.

Des voix ministérielles: Non, non.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) rappelle au gouvernement que plus il vend de limites à bois, plus notre capital diminue, et affirme que cette politique est loin d'être favorable à la province dont le domaine est sans cesse rongé par les marchands de bois.

M. l'Orateur, je veux vous parler des écoles techniques. Le gouvernement se propose de rendre les écoles techniques plus efficaces. Je l'en félicite, car voilà un projet qui n'est certainement pas prématuré. Parlant à Montréal, le 23 avril 1912, M. Tellier, alors chef de l'opposition, disait, entre autres choses, que l'École technique de Montréal, au coût de \$800,000, avec en sus une allocation annuelle de \$40,000, et celle de Québec, au coût de \$500,000, en sus d'une allocation annuelle de \$30,000, n'étaient guère moins extravagante que l'École des hautes études.

En fait, l'École technique de Montréal a coûté plus de \$997,000 et les résultats obtenus sont loin de justifier le gouvernement d'avoir dépensé ce million, pendant qu'il négligeait l'instruction vraiment pratique et efficace. Ce montant énorme, dépensé pour ces magnifiques constructions, aurait très bien pu servir à construire des dizaines d'écoles techniques dans beaucoup de villes de la province, et ainsi donner de meilleures possibilités à la grande majorité de la jeunesse de bénéficier de l'instruction supérieure.

C'est un élève de l'école qui le déclare et qu'il cite, ajoutant que c'est l'enseignement qui fait défaut. Les anciens élèves de cette institution sont là pour démontrer que l'enseignement qu'on y donne est loin de répondre aux besoins actuels. Ils se sont plaints du principal de cette école, des professeurs et de l'enseignement en général. Formés en association, ils publiaient, dans *La Presse* du 24 décembre 1924, une lettre qu'ils venaient d'adresser à la corporation de l'École technique de Montréal et qui en dit long sur l'incompétence du gouvernement et les échecs ruineux qui s'en sont suivis. Il cite cette lettre, et puis d'autres qui ont paru dans *La Presse* du 21 février 1925 et dans *La Patrie*. J'ai ici une lettre d'un ancien élève de l'École technique, dit-il, et je vais vous la lire. Cet ancien élève affirme que ces écoles ne sont pas pratiques, que l'enseignement donné à ces écoles ne place pas les élèves dans une situation convenable vis-à-vis l'industrie. D'après le témoignage d'anciens élèves, ceux qui sortent de là ne sont pas aptes à servir pratiquement dans l'industrie. Ils ne valent pas même des apprentis. Quand de bons emplois doivent être attribués dans l'industrie canadienne, il faut faire entrer des étrangers, et les Canadiens demeurent de simples ouvriers. Et pourtant, chaque élève diplômé coûte \$30,000 à la province.

L'honorable M. David (Terrebonne):

L'honorable député sait-il que la Compagnie de téléphone Bell a pris 12 gradués de l'École technique à son service l'an dernier?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Ces élèves ont été obligés de suivre de nouveaux cours à la Compagnie de téléphone Bell.

L'honorable M. David (Terrebonne):

Certainement, comme l'honorable député de Saint-Henri serait obligé d'en suivre.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Je suis content de la déclaration de l'honorable secrétaire de la province. Les 11, 12 et 13 juin 1925, le premier

congrès général de l'enseignement technique avait lieu à Montréal, sous le haut patronage du secrétaire de la province. Il serait intéressant de connaître les résultats des délibérations. Pourquoi l'association des anciens élèves n'a-t-elle par été invitée à ce congrès? Si elle y avait été invitée, elle aurait sans doute exposé ce que veulent les anciens élèves pour l'avancement de l'enseignement technique. Il soumet au gouvernement les résolutions adoptées au cours d'un congrès de l'enseignement technique.

L'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) nous annonce une nouvelle législation sur l'enseignement technique. Je vais lui faire une suggestion: un directeur de l'enseignement technique ayant tout son cœur et toute son âme attachés au développement de son école et n'ayant aucun intérêt dans une autre école. Pourquoi le directeur de l'école polytechnique s'occupe-t-il de l'École technique? Il pourrait donner plus de temps à la première s'il ne s'occupait pas de l'autre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ferai remarquer à mon honorable ami que le directeur de l'école polytechnique est le directeur de l'enseignement technique dans la province. L'École technique a son propre directeur, M. Bélanger.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): M. l'Orateur, qu'il me soit permis d'exposer quelques-uns de leurs desiderata, qui sont résumés comme suit: une corporation attentive, dévouée et surtout indépendante de tout attachement avec le personnel de l'école; un principal capable de respecter les opinions et de faire mettre en exécution les suggestions voulues par la majorité des anciens élèves, qui connaissent mieux que n'importe qui ce dont l'école a besoin pour le plus grand bénéfice de ceux qui la fréquenteront à l'avenir; des professeurs capables de faire la théorie et la pratique de ce qu'ils enseignent; des contremaîtres expérimentés qui donneront l'habileté que seule leur longue pratique a pu acquérir. Mais surtout, ce qu'ils réclament, c'est la reconnaissance officielle de leurs qualifications, qui leur permettra de faire ou de faire faire des travaux pour lesquels ils pourront se faire rémunérer. Ils veulent le titre d'ingénieur d'industrie. Aux conditions suivantes: l'école donnerait deux ans d'apprentissage et trois ans d'études supérieures. Après ces cinq années d'études, l'élève entrerait dans l'industrie et fournirait, chaque année, une thèse et les problèmes résolus qu'il rencontrerait, et après quatre ou cinq années de ce travail, les anciens élèves, formés en corporation, donneraient à l'élève jugé digne par son travail le titre d'ingénieur d'industrie.

Pour donner satisfaction à tous ceux qui sont sortis jusqu'à date, un arrangement acceptable pourra être fait pour les faire bénéficier de ce titre.

Il ne faut pas s'étonner des légitimes protestations des anciens élèves de l'École technique quand on se rappelle que le premier ministre lui-même faisait, à propos de l'École des hautes études à Montréal, une autre grosse bâtisse qui a coûté \$716,000, l'humiliant aveu qui suit, à une délégation venue lui demander de fonder une semblable école à Québec: "L'École des hautes études commerciales de Montréal coûte, pour son entretien et son administration, une centaine de mille piastres par année. Et, pendant les cinq premières années de son existence, elle a périclité. Elle n'eut d'abord que 15 élèves et, l'an dernier, 11 seulement sortirent munis de leur diplôme. Ils ont donc coûté chacun près de \$10,000 au gouvernement.

"À maintes reprises, nous avons reçu des plaintes des jeunes diplômés de l'École des hautes études de Montréal qui nous disent qu'ils ne trouvent pas, au sortir de l'école, des débouchés où ils peuvent, à des conditions raisonnables, exercer leur activité, et qu'on ne leur offre que des salaires dérisoires, soit sept dollars par semaine".

Voilà, M. l'Orateur, les piètres résultats obtenus par le gouvernement dans ses œuvres coûteuses et prématurées. S'il avait écouté les conseils des intéressés de l'opposition - de cette opposition qui pourtant n'aurait pas de programme, qui pourtant n'aurait aucune idée constructive, mais qui se contenterait de tout critiquer - il ne serait pas obligé, aujourd'hui, de faire l'aveu humiliant de son insuccès, ni de mettre en pratique, 15 ou 20 ans en retard, des idées prêchées et développées dans cette Chambre par l'opposition.

Un journal de Québec a dit que nous avions la manie - nous, les députés de Montréal - de parler de la situation politique de notre ville. Cette manie, nous la garderons tant que le gouvernement ne cessera pas d'exploiter Montréal. Plus nous approchons des prochaines élections, plus l'électorat de Montréal est prêt à répéter son verdict de 1923 contre le gouvernement, n'ayant pas de raison de regretter d'avoir défait les candidats du gouvernement, et ce, malgré les efforts des ministres pour retrouver leur force à Montréal et l'argent dépensé à cette fin. Les efforts de recrutement entrepris par les libéraux à Montréal ont été abandonnés à la suite de vains efforts de la part des ministres. Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) devrait aller dans le comté de Mercier et rechanter son refrain sur la richesse et l'honnêteté, et la pauvreté et la tentation.

Le gouvernement ne fait rien pour diminuer le chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les ouvriers qui sont venus nous voir ces jours derniers nous ont dit qu'il n'y avait pas de chômage à Montréal.

M. Renaud (Laval): Ils ne connaissent pas leur affaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils ont eu peur du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oh non! ils n'ont pas peur de nous autres.

M. Renaud (Laval): Je ne suis qu'un membre de l'opposition et 80 personnes viennent me demander chaque semaine des places à la Commission des liqueurs. Tout le monde veut vendre du whiskey.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Ces ouvriers ne savent pas la misère qui règne dans bien des foyers et j'espère que le gouvernement aidera les ouvriers. (Applaudissements à gauche)

Étant donné que le gouvernement est à la recherche de suggestions, je recommande la création d'une commission sur le chômage. Il est vrai qu'il y a déjà trop de commissions et que certaines d'entre elles sont moins désirables que d'autres, mais j'estime que celle que j'ai en tête serait certainement l'une des meilleures. Il y a trop de chômage à Montréal et à Québec, et quiconque nie son existence ne comprend pas de quoi il parle.

Que le régime actuel en prenne son parti, plus nous approchons du prochain appel au peuple, mieux l'électorat de Montréal est disposé à répéter le verdict qu'il a prononcé en 1923 contre le gouvernement. Pourquoi la métropole regretterait-elle l'appui si entier, si enthousiaste qu'elle a donné au chef de l'opposition, quand les autres villes ont tenu, alors, la même ligne de conduite et que les comtés ruraux de la province de Québec sont déterminés, aujourd'hui, à infliger au régime actuel la même leçon qu'il a si entièrement méritée?

Nous n'entendons pas, de ce côté-ci de la Chambre, faire de la démagogie, mais nous sommes contre l'exploitation du peuple par des trusts protégés par le gouvernement.

J'ai déjà parlé, en cette Chambre, de la Montreal Light, Heat & Power, de son capital

mouillé et de ses dividendes exorbitants. Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) a exposé récemment de quelle façon le trust de l'électricité s'est formé, a grandi et s'est cimenté, dans notre province. Le taux de l'éclairage, dans la métropole, devrait être beaucoup moins élevé, et alors la compagnie n'aurait pas encore, comme le fait voir son rapport financier, un surplus, en une année, de \$1,500,000 dont elle ne sait que faire.

Au reste, l'ouvrier ayant l'électricité à meilleur compte en ferait un plus grand usage, la mère de famille l'emploierait pour la plupart de ses travaux domestiques, comme la chose se pratique dans l'Ontario et dans les villes des autres provinces, à Winnipeg par exemple, et alors la compagnie y trouverait encore son bénéfice par une plus grande consommation.

Il en est de même pour la Compagnie des tramways. Il est à souhaiter, M. l'Orateur, que cette puissante institution trouve le moyen de baisser le prix de ses billets, spécialement en faveur de la classe ouvrière qui est trop surchargée de taxes et d'impôts. Nous sommes pour la protection efficace de l'ouvrier. Un certain avertissement a été donné aux propriétaires d'autobus, que, s'ils achetaient de nouvelles voitures, ils le feraient à leurs risques et périls. Quelque temps après, la Compagnie des tramways lançait ses premiers autobus à Montréal. Se prépare-t-il un immense trust d'autobus dans cette province, avec au moins le soutien moral, si ce n'est davantage, du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault)? Le tram va-t-il payer beaucoup de taxes à la cité pour l'usage et l'usure des rues?

Nous sommes contre les soi-disant surplus du gouvernement pris dans les poches des contribuables.

Selon une réponse du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) à une interpellation, le gouvernement des nouveaux riches, le cabinet des crésus modernes, accorde des contrats pour travaux publics pour des millions de dollars, mais il ne se préoccupe pas de savoir si ce sont des ouvriers de la province de Québec, des ouvriers canadiens qui vont en bénéficier. Les travaux de l'annexe du palais de justice de Montréal ont coûté \$3,899,551.98, mais le gouvernement ne sait pas qui y a travaillé!

La nouvelle aile de l'hôtel du gouvernement a coûté \$1,464,611.96, mais le gouvernement ne peut dire quels sont les ouvriers qui y ont trouvé leur gagne-pain! Est-ce que ce sont des ouvriers de la province de Québec? Est-ce que ce sont des ouvriers canadiens? Est-ce que ce sont des sujets britanniques? Ou plutôt, est-ce que ce sont des

émigrés de passage, venus de la Bulgarie, de l'Allemagne, de la Hongrie, de la Roumanie ou de la Russie? Le gouvernement l'ignore et ne s'en préoccupe pas.

Il ne faut guère s'attendre à ce qu'une administration animée par un désir si faible de protéger les Canadiens puisse voir à ce que le développement des ressources naturelles se fasse au bénéfice du peuple de la province.

Je suis convaincu que les directeurs de la Compagnie Adélarde Deslauriers ltée et de la Compagnie de marbre et de pierre à chaux de Québec connaissent beaucoup mieux quels sont les ouvriers qui travaillent à l'exécution de leurs importants contrats. Mieux que le gouvernement, ils surveillent leurs affaires, sachant quelles sont, de nos jours, la valeur et l'importance de la richesse, d'après la théorie si éloquentes du ministre des Travaux publics et du Travail.

Il attaque le gouvernement sur sa loi des liqueurs et affirme que, étant donné que le gouvernement souhaite développer le goût pour les vins et réduire la consommation des liqueurs fortes, il devrait permettre aux épiciers de vendre des vins, tout comme ils sont autorisés présentement à le faire pour la bière. Il cite une liste de chiffres pour prouver que la Commission des liqueurs a fait des profits injustifiés au détriment du commerce légitime, qui a été privé de ses droits.

Il parle de la situation financière de la province et ensuite traite de l'autonomie de la métropole, constamment violée par le régime actuel, dit-il. Il ne faut pas abuser de ce nom-là, mais il convient de prouver par des actes qu'on veut redonner à Montréal l'autonomie qu'elle a perdue sous le règne de Médéric Martin, ex-maire et aspirant candidat à la mairie.

Il parle des questions qui intéressent sa division, entre autres du boulevard Saint-Joseph et du terrain de l'église Saint-Pierre-Claver.

Il a confiance dans le résultat des prochaines élections générales, malgré les démarches que pourraient faire le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) et celui de la Voirie (l'honorable M. Perron). Puis il dénonce le travail du dimanche.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):

Les règles de la Chambre me permettent de parler de tous les sujets sur le budget.

L'opposition nous a reproché de nous jeter des fleurs de ce côté-ci de la Chambre. Elle a aussi reproché au gouvernement la vente de nos richesses forestières. Je veux faire l'historique de cette industrie dans la région du nord, au-delà des Laurentides.

Je voudrais dire un mot de ma région, rappeler le dévouement de ces 21 vaillants colons qui arrivèrent un jour de la région de Charlevoix, dans la Baie des Ha! Ha!. Il rappelle la fondation du premier moulin à pulpe dans la région du Lac-Saint-Jean, fondé par des Canadiens français, celui de Jonquière, également fondé par des Canadiens français. L'arrivée de Méthot qui, le premier, y fit le commerce du bois, les premiers efforts de l'agriculture. Le père de Sir William Price, l'ancêtre des Price Brothers, nouveau venu d'Angleterre, entreprit la même exploitation dans les forêts du nord du Lac-Saint-Jean, acheta du bois de M. MacLead et fonda la grande maison dont nous sommes fiers. Dans cette œuvre créatrice, des Canadiens français contribuèrent à l'accroissement de l'industrie forestière, tels les Guay, les Gagnon, les Gosselin, les Dubuc, les Brassard. Val-Jalbert même fut commencé par M. Damase Jalbert et continué par M. J.-E.-A. Dubuc - aujourd'hui député fédéral de Chicoutimi - avec le succès qu'il a remporté, malgré quelques échecs temporaires. Voilà les hommes qui ont assuré le développement du Lac-Saint-Jean.

A-t-on vraiment aliéné les richesses forestières de notre région? Notre territoire boisé a une superficie de 36,000 milles. Là-dessus, il en reste 17,000 milles à affermer ou à exploiter dans le bassin du Lac-Saint-Jean.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre a-t-il un rapport officiel à ce sujet? Un inventaire a-t-il été fait?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Par qui?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):
Par les inspecteurs du gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il un rapport?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):
Je n'ai pas en ma possession toutes les archives du ministère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sur quoi le ministre peut-il se fonder pour donner ces chiffres, et la Chambre peut-elle les accepter comme cela?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):
Toutes nos ressources naturelles ont été exploitées de

façon la plus pratique et la plus intensive par des compagnies dont le gouvernement avait favorisé l'établissement chez nous. Aussi le résultat en est-il déjà heureux en attendant que notre région soit transformée en une série de véritables ruches ouvrières.

Je crois que nous pouvons dire avec fierté que les limites que nous avons vendues l'ont été à leur valeur, \$500 et \$600 du mille carré, avec redevances sur la coupe. L'on nous reproche d'aliéner nos limites à vil prix, mais combien obtenaient donc nos adversaires pour nos limites à bois quand ils avaient le pouvoir? J'ai ici une liste des terrains concédés par eux durant les dernières années de leur régime. En 1895, on en a vendu à \$15 du mille carré et même Price en obtient à \$9. En 1892, des ventes se faisaient à \$7 et, en 1895, un M. Petit achetait des concessions pour \$6 du mille carré, et la Compagnie Gauthier & Fils, pour \$8. Toutes leurs ventes ou concessions de limites se faisaient sur cette base. Comparez ces prix-là avec ceux que nous obtenons aujourd'hui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les limites avaient la même valeur et que les circonstances étaient les mêmes?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Il est facile de répondre. Les limites que l'on vendait alors étaient plus belles, plus denses, avaient bien plus de valeur que celles d'aujourd'hui. Je suis un colon du Lac-Saint-Jean et j'ai vu ce que l'on vendait aux prix que j'indique. Un billot de 25 pieds, rendu en Angleterre, avait alors autant de valeur qu'un bon cheval.

C'est en raison de ce gaspillage du domaine public dans le passé que le gouvernement a décidé de classer les terres de la couronne entre celles qui pourraient être destinées à l'exploitation forestière et celles qui sont les plus appropriées à la colonisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas fait, il y a 10 ans, quand nous le demandions?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Ça nous a pris 10 ans à préparer cette séparation. Y a-t-il un gouvernement qui ait accordé à la colonisation plus d'encouragement que le gouvernement actuel qui donne un octroi de \$8 par acre défriché, jusqu'à concurrence de 20 acres? J'aurais bien voulu l'avoir, ce \$8, quand j'étais colon, car, moi qui vous parle, M. l'Orateur, j'ai vu le

premier établissement sur la rivière Péribonka. L'opposition a affirmé que la colonisation n'a pas progressé depuis quelques années, et que nos colons ont déserté la terre. Il y en a certainement qui ont abandonné leurs terres, mais ce sont des colons qui sont allés, il y a des années, s'établir sur des terres impropres à la culture.

Si la crise a affecté tant de cultivateurs, une des principales raisons en a été le crédit accordé par certaines maisons et leur sollicitation auprès d'agriculteurs pour la vente d'instruments aratoires. Beaucoup de gens qui n'en avaient pas besoin faisaient de ces achats à crédit, au bénéfice de ces mêmes compagnies qui, aujourd'hui, crient le plus en faveur de la protection.

L'opposition nous a dit que le gouvernement n'aidait pas les industries de conserves alimentaires. Le ministère de la Colonisation, n'en déplaie au député de Joliette (M. Dufresne), a encouragé tant qu'il a pu l'industrie de la mise en conserve. Dans mon comté, il y a une petite fabrique, à Roberval. Elle a reçu, l'an dernier, 12 wagons de 1,000 boîtes de 6 gallons de bleuets. Les trappistes de Mistassini mettent en conserve la rhubarbe et les bleuets. Le gros député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) prétend que les agronomes du gouvernement ne sont pas compétents. Pourtant, le développement de l'industrie des conserves, c'est l'œuvre des agronomes. Ils ont enseigné à tous les particuliers, nos cultivateurs et nos ménagères, des procédés de mise en conserve des viandes qui rendent de grands services en été. Que le député de Montréal-Saint-Henri et le chef de l'opposition aillent dans les familles du Lac-Saint-Jean et ils verront des armoires remplies de conserves du pays, des fruits et des légumes. Que le chef de l'opposition vienne chez moi et je lui montrerai 600 boîtes de belle conserve du pays.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'irai pas rien que pour cela.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Nos adversaires reprochent au gouvernement de poursuivre les municipalités pour leurs dettes de chemins, qui ont tant rapporté aux cultivateurs, comme l'a si bien dit le député de Shefford (M. Bullock). On a prétendu que ces poursuites nuisaient au crédit de la province de Québec. Mais ceux qui nuisent le plus à notre crédit sont justement ceux qui sont allés par les campagnes et ont conseillé à des officiers municipaux de tout laisser payer par le gouvernement lui-même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre sans portefeuille (l'honorable M. Moreau) veut-il insinuer que ce sont des députés de cette Chambre qui ont fait de telles insinuations?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Si ce n'est pas l'opposition qui conseillait, c'étaient des amis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est justement dans les comtés où les cabaleurs du gouvernement sont passés que les gens ont cru qu'ils n'avaient rien à payer.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): On a beaucoup parlé de la politique de voirie. On prétend qu'elle a ruiné les municipalités. Si tel est le cas, pourquoi le comté de Deux-Montagnes a-t-il demandé tant de chemins avec l'aide de son député? Il doit, aujourd'hui, plus d'un million au gouvernement. Et qu'a fait le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dès son premier discours en cette Chambre? Il a demandé un chemin pour son comté.

L'opposition nous a parlé des taxes. Nous avons entendu sur ce sujet l'honorable député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) dont je salue l'entrée en cette Chambre et qui a la courtoisie écrite sur la figure. Le député de Westmount (M. Smart) a comparé l'Ontario et le Québec. Il a oublié de dire que l'Ontario impose une taxe non pas aux corporations commerciales, mais aux corporations municipales. Ce sont les conseils municipaux et les conseils de comté qui sont chargés de percevoir cette taxe, une taxe directe imposée à tous les contribuables. L'an dernier, de ce seul chef, l'Ontario touchait \$5,453,250. On prétend que le gouvernement en est un de taxeux. Qu'on indique donc une seule taxe directe, imposée aux cultivateurs de notre province par le gouvernement provincial.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre me dira-t-il si les libéraux ont aboli une seule de ces taxes qu'il trouvait vexatoires lorsqu'il était dans l'opposition?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): L'honorable chef de l'opposition serait enchanté si je ne lui répondais pas. Il doit redouter la réponse car il sait bien qu'un grand nombre de taxes ont été abolies. Je crois que nous pouvons dire que nous n'avons pas imposé de nouvelles taxes. En 1897, les conservateurs avaient l'intention d'imposer des taxes directes pour se sortir du marasme financier. Alors, les libéraux sont venus et le cauchemar s'est dissipé.

Avant de terminer, je remercie le député de Québec-Centre (M. Faucher) de nous avoir parlé de la route de Saint-Jérôme. Il souligne la nécessité d'une route carrossable entre Québec et son comté. La route de Québec à Saint-Jérôme, par voie du lac Jacques-Cartier, est la plus courte et la plus praticable. Il espère que, dès que les ressources de la province le permettront, cette route sera construite. Sans combattre les autres projets, il croit que le gouvernement reconnaît l'utilité de cette route. Il espère que le gouvernement couronne son œuvre dans le nord en collaborant, dans la mesure du possible, à la construction du chemin de fer de ceinture autour du Lac-Saint-Jean.

D'ici 10 ans, la population là-bas aura doublé et sera de 200,000 âmes. Honoré Mercier, il y a longtemps, disait que le Lac-Saint-Jean était le grenier de la province. Les pionniers de cette région y ont jeté le germe de colonisation formé de bras vigoureux et vaillants et tout ce qui lui manque maintenant, c'est une ceinture d'acier d'où jailliront des chapelles, des églises, c'est-à-dire la prospérité.

Il est bien difficile de ne pas encenser nos ministres, quand on voit leurs œuvres. Il rappelle ce que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a fait, l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) pour la colonisation, l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) pour l'instruction publique, l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Le premier ministre, avec son sans-gêne, n'est-il pas allé revendiquer nos droits en Ontario? Et, dernièrement, à Montréal, il réclamait des industriels le respect de la loi du dimanche.

(Applaudissements à droite)

M. Renaud (Laval): Il est de mon devoir de prendre part au débat, parce que, à en juger par les discours entendus du côté de la droite comme du côté de la gauche, il est évident qu'il existe un grand malaise chez les cultivateurs de la province de Québec. Il n'est pas nécessaire d'être philosophe pour réaliser cela.

Les députés ministériels nous reprochent de critiquer et de peindre un tableau trop sombre. Je suis un cultivateur et je sais que, dans ma profession, on aime à payer ses dettes. Si les cultivateurs se laissent poursuivre pour leurs dettes, c'est que le malaise est plus grand qu'on ne le croit. Les municipalités refusent de payer leurs dettes parce qu'elles ne peuvent boucler leur budget. C'est notre devoir, nous les députés, de remédier à cet état de choses.

Le régime actuel est partiellement responsable de cette situation. Le gouvernement a été imprudent, et je lui reproche de ne pas avoir employé ses surplus - s'il est vrai qu'il en a - à venir en aide à la classe agricole.

Le gouvernement a affecté \$5,000,000 à la colonisation. C'est une chose que de dépenser de l'argent; c'en est une autre chose que de le dépenser à bon escient. À quoi sert d'ouvrir de nouveaux centres, s'ils restent sans marchés, sans débouchés, sans moyens de communication et si l'administration de notre province, déjà assez difficile, se trouve de nouveau compliquée? Le résultat, c'est que ces nouveaux colons resteront sur leur lot tant qu'il y aura du bois à couper et qu'ensuite ils s'en iront ailleurs, dans d'autres limites à bois, dans les villes canadiennes ou aux États-Unis.

Une partie de ces \$5,000,000 aurait été mieux employée à développer l'agriculture dans les vieilles paroisses, à renforcer et à grouper les anciens centres et à accorder des octrois pour fonder et favoriser les industries greffées sur l'agriculture, à créer des marchés locaux pour les produits agricoles. Notre province est avant tout agricole et le gouvernement n'a accordé que pour \$14,818.50 d'octrois à l'industrie des conserves alimentaires, en 1925! Si l'on examine le détail, on trouve que cette industrie a reçu, en fait, non pas \$14,000, mais \$3,491.45 seulement. D'ailleurs, le gouvernement ne veut pas nous donner de renseignements. J'ai demandé au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) combien il y avait de fabriques de beurre et de fromage dans la province. Il m'a référé aux livres officiels. Il a eu peur d'avouer que le nombre de fabriques a diminué.

La classe agricole est loin de jouir de la prospérité décrite par les orateurs ministériels. Le nombre des cercles agricoles disparus depuis cinq ans couvre trois pages des procès-verbaux, en réponse à une question posée par le député de Soulanges (M. Lortie).

Il reproche au gouvernement de prendre des actions contre les municipalités, nuisant ainsi au crédit de la province et à l'autonomie des municipalités.

Le Bureau des statistiques de la province m'a demandé de lui fournir le total de nos importations de vaches laitières, et il me fait plaisir de donner les renseignements à cette Chambre. La province de Québec, en moyenne, va chercher de 350 à 400 vaches laitières par semaine dans la province d'Ontario, ce qui fait de 15,000 à 18,000 par année et représente environ \$1,500,000. De plus, nous achetons, tous les jours, des millions de gallons de lait de la province d'Ontario. Le gouvernement ne devrait-il pas encourager l'élevage dans notre province?

Le gouvernement devrait orienter sa politique de façon à faire l'éducation du peuple, à l'encourager par des octrois afin que notre province, avant tout agricole, puisse subvenir à ses besoins et ne pas être obligée d'aller s'alimenter dans les provinces voisines.

Qu'il me soit permis, M. l'Orateur, de soumettre au gouvernement une question qui agite en ce moment l'opinion publique chez les cultivateurs, je veux parler de la tuberculine pour les vaches à lait. Je comprends que le gouvernement fédéral a le contrôle sur les troupeaux enregistrés, et qu'il a amendé sa loi de façon que tous les cultivateurs qui ont un taureau et cinq vaches enregistrés dans leur troupeau soient sur le même pied, et que tous peuvent être indemnisés par le gouvernement quand une tête de bétail est abattue parce qu'elle est atteinte de la tuberculose. Il faut admettre que tous les cultivateurs n'ont pas le moyen d'acheter ainsi des animaux de race pour pouvoir bénéficier de la loi, et j'attire l'attention du gouvernement sur ce sujet.

Si le règlement de la ville de Montréal au sujet du lait et de l'épreuve de la tuberculine sur les vaches laitières est mis en vigueur, qu'arrivera-t-il? Les cultivateurs qui auront acheté des vaches d'Ontario se les feront abattre ici et ne seront pas indemnisés, ce qui serait une perte pour notre province au bénéfice d'Ontario. De plus, n'est-ce pas le monopole du lait qui se prépare par les grosses compagnies au détriment des petits laitiers? Le gouvernement devrait s'entendre avec les gouvernements des autres provinces pour que l'épreuve soit uniforme dans tout le pays et qu'ainsi les pauvres et les riches soient traités de la même manière. Par ce règlement, on veut empêcher les gens d'acheter du lait naturel, on veut surtout entraver les commerces des petits laitiers au bénéfice des gros. En frappant les petits laitiers, on atteint les cultivateurs. Déjà, ils ont assez de tracasseries avec les inspecteurs d'animaux. On leur abat des animaux et, lorsqu'ils sont tués, les inspecteurs s'aperçoivent que les animaux n'étaient pas malades et ils les vendent au public.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable député de Laval (M. Renaud) ne peut blâmer le gouvernement provincial pour cela.

M. Renaud (Laval): Non, je ne blâme pas le gouvernement. Je n'ai pas de reproche à faire au gouvernement en ce moment.

Des voix ministérielles: Très bien, très bien.

M. Renaud (Laval): Je crois que le gouvernement devrait intervenir auprès de la ville de Montréal pour faire changer son règlement du lait. La ville de Québec a passé un règlement pour que tout le lait vendu à Québec vienne de vaches testées. Cependant, une vache qui a été éprouvée et refusée pour alimenter la ville de Québec peut être vendue en dehors de la ville de Québec. Les gens de la campagne méritent d'être protégés autant que ceux des villes et, pour cette raison, la loi devrait être uniforme.

L'industrie laitière est notre principale source de revenus, et je ne nie pas au gouvernement ce qu'il a fait dans ce sens. Mais la base de cette industrie, c'est la vache laitière, et il est déplorable que l'on soit obligé d'aller, la plupart du temps, l'acheter dans la province d'Ontario.

De même - et je veux attirer son attention sur cet autre point - le gouvernement devrait s'occuper de la question des marchés à Montréal. Les autorités municipales de Montréal louent les places du marché Bonsecours d'avance et disent aux cultivateurs: "Arrangez-vous; placez-vous où vous pourrez." Le gouvernement devrait aider Montréal pour bâtir un nouveau marché. Dans cette ville, le marché actuel est insuffisant. La métropole se doit à elle-même de donner un grand marché, avec l'espace et le confort nécessaires, pour les cultivateurs et les acheteurs. Mais il ne faut pas oublier que le marché de Montréal est pour ainsi dire le marché de toute la province. J'inviterais le gouvernement à contribuer depuis longtemps à sa part dans l'agrandissement du marché. C'est là ce qu'a prêché l'opposition et c'est ce qu'elle réclame encore. J'invite aussi le gouvernement à mieux encourager l'agriculture et à ne pas décourager les cultivateurs. Les municipalités se laissent poursuivre parce qu'elles ne peuvent pas payer. Pour nombre de cultivateurs, les taxes de chemins, c'est un gros paiement, un paiement qu'ils ne peuvent rencontrer.

L'honorable député de Chambly (M. Thurber) a fait un grand discours, l'autre jour...

Une voix ministérielle: Il n'est pas ici.

M. Renaud (Laval): Je le croyais ici. Mais cela ne fait rien, il le saura quand même. Le député de Chambly (M. Thurber) trouve que la Commission a fait avancer la cause de la tempérance parce que les femmes sont mieux habillées... À son âge, je crois bien qu'il n'est pas capable de faire plus que les regarder, mais je lui demanderais plutôt de regarder les affaires de son comté. C'est un meilleur moyen d'aider à la prospérité.

L'honorable député de Bonaventure (M. Côté) a parlé aussi. Il est éloquent. C'est bien le meilleur député que nous ayons eu de ce côté-ci de la Chambre pour louer le gouvernement. Il a dit une grosse vérité en déclarant: "Nos industries ne nous rapportent rien. Nous fournissons le bois et c'est le Nouveau-Brunswick qui fait l'argent."

Le député de Shefford (M. Bullock) a félicité le gouvernement aussi de la loi des liqueurs. Ah! Je sais bien que le premier ministre a dit qu'il attachait son char à cette loi, mais, dans nos campagnes, on appelle ça "attacher son garlot", et c'est pourquoi je lui plains le garlot aux prochaines élections. Voilà les quelques considérations que j'avais à faire. J'espère que le gouvernement les prendra en bonne part.

M. Ouellet (Dorchester): Je félicite le député de Laval (M. Renaud) d'avoir parlé avec une modération dont je lui sais gré. Il s'est assis dans une atmosphère pacifique qui me met plus à l'aise. Je n'aime pas à croiser rudement le fer et à causer des blessures qui, parfois, tardent à guérir. Je ne le suivrai pas sur tout ce qu'il a dit.

Je vais me borner à quelques questions générales, puisque tout a été dit. On a beaucoup parlé des taxes, des dettes municipales, scolaires et autres, du gaspillage et de l'économie. L'opposition a voulu nous faire un tableau noir. Il suffit de réfléchir quelque peu pour montrer le manque de logique de ces critiques. Avez-vous remarqué que, dans les dettes de toutes sortes que l'on impute directement ou indirectement au gouvernement, personne n'a fait mention des fabriques d'églises? Personne n'a eu l'idée qu'on pouvait tout aussi bien accuser l'État, puisque des lois provinciales les régissent comme les municipalités et les corporations scolaires. Il aurait donc fallu en parler. Et, si on croit qu'il ne convenait pas d'en parler, pourquoi mentionnerait-on les dettes municipales et scolaires?

Des voix ministérielles: Écoutez, écoutez.

M. Ouellet (Dorchester): Les dettes de fabriques ont augmenté comme les autres. Est-ce la faute du gouvernement? D'une façon générale, toutes les dettes publiques ont augmenté dans la même proportion. N'est-ce pas un signe que tout le monde a été atteint en même temps du même mal? Pourquoi se jeter des pierres? Pourquoi ne pas prendre le fait acquis et travailler, comme l'a dit le député de Laval, à réparer les désastres du passé et les erreurs que nous avons commises dans les temps d'égarement et d'abondance que nous avons passés? Nous avons connu de bien beaux jours qui ont été suivis de jours

mauvais. Nous sommes allés trop loin. Nous avons peut-être fait trop grand. Nous avons pris trop d'élan, tous, gouvernements de province, gouvernements de municipalités, citoyens des campagnes comme citoyens des villes, conseillers municipaux et commissaires d'écoles. La population s'est crue riche et, tous autant que nous sommes, nous sommes allés trop loin, sans songer que des temps moins prospères nous attendaient. Maintenant que les verres sont cassés, il faut, comme dit le proverbe, les payer! Il ne faut pas tant penser à accuser qu'à réparer les désastres causés par nos propres erreurs dans les moments d'oubli provoqués par une prospérité factice.

Je le disais l'an dernier, notre planche de salut, nous la trouverons dans le travail et l'économie. Je ne veux pas poser en professeur, mais je suis convaincu que, dans l'administration individuelle, scolaire, municipale et même gouvernementale, il faut pratiquer la grande loi de l'économie et de l'effort. Je ne veux pas dire que le peuple de la province est devenu paresseux, loin de là, mais que néanmoins davantage d'efforts sont nécessaires. Les riches doivent modérer leur luxe, car le luxe effréné peut rendre jalouse une population qui peine pour gagner le pain de chaque jour. Il fait ses recommandations de modération aussi bien aux individus qu'aux corps publics. Les riches par devoir, et les autres par nécessité, doivent être modestes dans leurs dépenses.

L'honorable M. David (Terrebonne): Très bien, très bien.

M. Ouellet (Dorchester): Je voudrais dire quelques mots de trois questions: la colonisation, l'agriculture et la voirie.

Parlons d'abord du malaise dont on parle tant. Une des causes de l'insuccès de nombreux agriculteurs, c'est un manque de science agricole. Non une science classique qu'ils devraient aller chercher dans les grands collèges, mais qui leur serait donnée dans l'enseignement secondaire. Le gouvernement s'applique à donner à la population une instruction aussi parfaite que possible et à la portée de tous. Il est difficile de créer un tel organisme dans un pays dont la population est si peu dense. Notre enseignement primaire doit plus que jamais converger vers l'agriculture. Les cultivateurs et les ouvriers ont besoin d'instruction. L'instruction ne coûte pas cher, mais, quand un père doit payer pour six ou sept enfants, le coût devient assez élevé. Je me rappelle du geste de ce patriote, Honoré Mercier, qui assura un lot de terre aux pères de 12 enfants. On devrait rétablir cette loi ou en adopter une

autre du même genre, décrétant, par exemple, que le gouvernement paie un cours d'agriculture de deux ans au huitième enfant de toute famille agricole. C'est une suggestion et je serais heureux de voir le gouvernement adopter une mesure qui s'en rapprocherait.

La colonisation. Nous avons vu plusieurs régions se développer dans la province. L'Abitibi en est une. Plusieurs paroisses y ont été fondées. Elles sont nées viables, mais elles font de nombreuses demandes au gouvernement. Elles demandent, par exemple, l'augmentation des primes de défrichement. Si, d'ici quelque temps, les colons ne peuvent obtenir un crédit agricole convenable, ils ne pourront se dispenser d'une augmentation de la prime de défrichement. Les caisses populaires pourraient être un excellent organe pour établir un crédit agricole.

L'agriculture. Le ministre a heureusement encouragé une des industries les plus intéressantes de la classe agricole, l'industrie du sucre, par la coopération. Je le remercie au nom des propriétaires d'érablières de mon comté, mais j'espère qu'il fera davantage afin d'assurer de meilleurs marchés aux produits de l'érable. Il aborde la question de tuberculose animale. Ce mal, dit-il, fait de grands ravages dans les troupeaux.

M. l'Orateur, dit-il, je vous demande pardon, mais je suis obligé de m'arrêter¹.

(Il s'évanouit.) La séance est suspendue pendant trois minutes.

M. l'Orateur: Il est 6 heures, je quitte mon siège.

M. Ouellet (Dorchester): (Revenant à lui) Je vous demande pardon. Je vous ai causé un grave ennui.

Il se lève et, soutenu par deux amis, ils quittent la Chambre ensemble.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 9 heures

Subsides

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Le budget du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) mérite une certaine critique. On parle de surplus quand la dette augmente. Quand on s'endette, peut-on parler de surplus? Il suffit d'avoir été à la petite école pour savoir cela.

L'honorable M. Nicol (Compton): C'est une bien petite école, ça.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): L'école du trésorier est mauvaise. Si le gouvernement a emprunté \$5,500,000 cette année, il ne peut déclarer un surplus de \$700,000, mais plutôt \$5,000,000 de déficit. Mettre les concessions forestières parmi les actifs pour les grossir et donner l'impression qu'ils ont beaucoup augmenté par rapport au passif peut être très astucieux de la part du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), mais c'est une manière très fantaisiste de tenir une comptabilité. Mais il y aurait trop à dire sur la comptabilité du trésorier de la province.

Le député de Shefford (M. Bullock) prétend qu'il n'y a pas de taxes sur les cultivateurs. Mais s'il y a tant de municipalités poursuivies par suite de travaux de voirie, n'est-ce pas pour des taxes? On a poursuivi ainsi 246 municipalités.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rectifie cet énoncé.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 246 ont reçu des lettres d'avocats. C'est là une taxe directe, tout comme l'impôt sur les successions, taxe imposée par le gouvernement. N'est-ce pas le cultivateur qui, à la longue, paie les amendes et les frais judiciaires lorsque les municipalités sont poursuivies pour refus de payer? Pour la voirie, le gouvernement s'est instruit aux dépens des contribuables.

Il rappelle que le gouvernement a perdu des causes contre la municipalité de Pintendre et ajoute que les taxes pèsent trop lourdement sur les municipalités incapables de payer leurs travaux de voirie. Si elles sont si endettées, c'est la faute aux amis du gouvernement qui les ont incitées à faire des emprunts.

Le député de Shefford (M. Bullock) défie qui que ce soit de dire qu'un habitant est parti par la faute du gouvernement. C'est bien difficile à affirmer. Le député d'Iberville (M. Lamoureux) a prétendu le contraire. Il a même demandé au gouvernement de faire mieux, au risque de le forcer à voter contre lui.

Il est difficile, disent les ministériels, d'établir l'actif de la province parce qu'il est trop grand. C'est peut-être parce qu'il ignore complètement ce qu'est l'actif de la province, que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) vend toutes nos ressources naturelles.

Le patronage a été l'erreur du gouvernement. Chaque jour s'accumulent des preuves de la manière dont il s'y prend pour acheter l'appui du peuple.

L'ex-membre de mon comté de Saint-Henri a été payé \$1,500 pour délivrer une licence de taverne et recevait \$25 additionnels par semaine. Les partisans du gouvernement prétendent qu'on ne peut citer un cas de cultivateur ruiné par les taxes provinciales. Qu'on se rappelle simplement le discours du député d'Iberville (M. Lamoureux), un vrai cultivateur. Celui-ci a informé le gouvernement de la gravité de la crise et il l'a menacé de ne plus lui donner son appui si des mesures d'urgence ne sont prises.

Il y a un grand malaise dans la province. C'est ce qui faisait dire, cet après-midi, au député de Dorchester (M. Ouellet) qu'il fallait revenir à des habitudes de travail et d'économie. Je félicite l'honorable député de Laval (M. Renaud) de son intéressante suggestion au sujet du lait. Tous les députés de ce côté-ci de la Chambre ont fait des suggestions dont le gouvernement ne veut tenir aucun compte.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, nous ne vous volons pas votre programme?

M. Renaud (Laval): Vous nous en avez assez volé.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Une question dont je veux parler, c'est le chômage. L'hiver a été très peu neigeux et, par conséquent, on n'a pas dépensé le même montant pour le secours des sans-travail. À Montréal et dans les grands centres, le chômage est actuellement à l'état de crise. Pourquoi? Parce que, depuis la guerre, on a voulu baisser les salaires. Pour atteindre ce but, les industriels ont simplement fermé leurs usines. On a trop baissé les salaires. Il faut payer les ouvriers. On a voulu venir trop vite à l'ancien régime. Plus on baissera les salaires, plus la crise sera aiguë et toutes les classes en souffriront. Plutôt que de passer sous les fourches caudines, les ouvriers, en grand nombre, ont préféré s'expatrier. Et l'on en a vu des milliers partir pour les États-Unis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien, le gouvernement ne peut être blâmé pour le manque de neige. Qui est-ce qui baisse les salaires?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Tous les gouvernements, les municipalités et les industriels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement n'a pas baissé les salaires. L'an dernier, il augmentait de \$400,000 ceux de ses fonctionnaires.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Mais vous vous êtes bien fait prier pour cela. Depuis combien d'années ces fonctionnaires réclamaient-ils? N'a-t-on pas vu, pendant des années et des années, des employés du palais de justice à Montréal toucher des salaires de famine, insuffisants pour faire vivre une famille? Il y a de nombreux cas d'injustice. Au lieu de se vanter annuellement d'un surplus, le gouvernement aurait dû, chaque fois, le donner aux fonctionnaires. Vous auriez dû leur donner tout votre surplus de \$750,000. On dit que l'opposition ne fait pas de suggestions. N'est-ce pas grâce à elle que les salaires des employés civils ont été augmentés?

Pourquoi le gouvernement ne charge-t-il pas pour l'enregistrement des automobiles? Il (M. Bray) attire l'attention du gouvernement sur le nombre sans cesse croissant des vols d'autos dans la province. Le premier ministre aime les surplus, il lui suggère un moyen d'augmenter les revenus de la province tout en travaillant à faire cesser les vols d'autos. Le gouvernement devrait rendre obligatoire l'enregistrement des ventes d'autos moyennant un droit de cinq dollars. Un acheteur devrait pouvoir se procurer un certificat de recherche pour connaître le véritable propriétaire d'une auto, moyennant deux dollars.

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous avons justement un projet de loi dans ce sens-là, moins la taxe.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Le gouvernement a attendu une suggestion de l'opposition, sans doute. C'est encore l'opposition qui est arrivée en premier lieu.

M. l'Orateur, vous voyez que l'opposition est fort utile au gouvernement. Nous continuerons à aider nos amis de la droite avec l'espoir qu'ils prendront nos suggestions et en feront leur profit. Il espère que l'on donnera crédit à l'opposition qu'elle sait reconnaître ce qui est bon dans les lois du gouvernement.

M. Philps (Huntingdon) proteste contre les critiques des membres de l'opposition, et surtout contre celles qui viennent de membres représentant des comtés de Montréal, qui s'efforcent de faire croire que les cultivateurs sont les plus malheureux des hommes. Il reproche aux oppositionnistes de manifester tant de sympathie pour les fermiers. Ceux-ci n'en ont cure. Tant de sympathie les gêne car ils ne croient pas qu'ils la méritent à cause de leur infortune. Les oppositionnistes se croiraient-ils autorisés à faire entendre des réclamations au nom de la classe agricole? Comment se fait-il alors qu'aucun

cultivateur ne siège dans les rangs de l'opposition? Celle-ci ne comprend que des citoyens, surtout des gens de Montréal. Si les cultivateurs étaient si malheureux sous le régime actuel, pensez-vous qu'ils siègeraient tous de ce côté-ci de la Chambre? C'est donc qu'aux dernières élections les cultivateurs n'ont pas voulu se faire représenter par d'autres que des libéraux et qu'ils croyaient que le gouvernement servait bien leurs intérêts.

Les cultivateurs ont constamment été heureux sous les régimes libéraux; du temps de Laurier, les cultivateurs ont été fort heureux. On peut parfois tromper tout le monde, on peut tout le temps tromper certains, mais on ne peut tout le temps tromper tout le monde².

Le Canada a connu une grande prospérité sous le règne de Laurier, et ce sont ses successeurs qui sont les auteurs de la crise dont on veut faire porter la responsabilité au groupement provincial.

L'opposition se scandalise que les Américains viennent dans notre province. J'en suis un Américain. Je suis venu ici il y a 50 ans. On parle d'émigration. Mais cela a toujours existé. Que nous soyons Américains, Anglais, Irlandais, Écossais, peu importe car nous devons être avant tout Canadiens. Quant à moi, je le suis plus que tout autre. L'opposition critique tout, mais il faut avouer que la province est dans une situation exceptionnelle. Il appuie ce qu'il considère comme le gouvernement le plus droit et le plus honnête qu'il y ait au Canada aujourd'hui.

Il cite des exemples pour démontrer que, dans son comté, les municipalités sont des plus satisfaites, au point de vue de la voirie. Il louange l'œuvre du gouvernement.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (L'opposition fait une ovation à son chef.) Si la Chambre n'a pas donné une grande attention à l'exposé budgétaire que le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) a lu, c'est parce que les principales parties en ont été publiées dans les journaux avant que les représentants du peuple n'en aient pris connaissance, ce qui est une violation des prérogatives des députés.

La motion de l'honorable trésorier nous donne le droit et nous fait un devoir d'examiner la situation économique de notre province, ses richesses et ses possibilités, c'est-à-dire ce que nous possédons, ce qui nous manque, ce que nous avons perdu et ce que nous pourrions avoir. Cela comprend, en somme, les éléments de notre actif et de notre passif, avec l'objet de notre production, ses agents, ses lois.

Les orateurs ministériels ont fait à l'opposition d'amers reproches. Ils nous ont accusés de prêcher des idées dangereuses. Ils nous ont reproché de ne rien suggérer qui puisse constituer un programme inspirant confiance à l'électorat. C'est devenu une tactique chez nos adversaires de parler ainsi.

Les députés ministériels obéissent en cela aux ordres donnés. On commande à tous, députés et journaux, de prêcher cela, afin que le gouvernement puisse facilement s'emparer des idées de l'opposition et les mettre en pratique de façon à s'en attribuer le mérite.

Ils ont adopté cette attitude dans l'espoir qu'en répétant sans cesse la même chose ils finiront par convaincre le peuple qu'ils avaient raison. Mais un jour viendra, et il n'est pas très loin, où les électeurs prouveront aux amis du présent gouvernement qu'ils ne croient pas à tout ce qui a été dit, même si cela leur a été répété maintes et maintes fois et présenté sous toutes les formes imaginables.

L'opposition continuera à donner ses idées au gouvernement pour le bien de la province. Ce que l'on peut dire de l'opposition, c'est qu'elle n'est pas obligée de renier son propre passé des 20 dernières années et de revenir sur ses promesses.

Que l'on me permette de rappeler quelques-unes des idées que nous prêchons. Prenons le capital humain. Nous croyons que notre perte de capital humain, par l'exode et la peste blanche, aurait pu être moins forte et moins affligeante si le patriotisme traditionnel, la prévoyance et une éducation vraiment canadienne avaient poussé nos gouvernants à nous doter d'une politique moins luxueuse, plus conforme à nos besoins et à nos moyens.

Nous voulons une exploitation rationnelle d'une partie de nos richesses naturelles, laissant une sage réserve d'actif national pour l'avenir. Il faut que nous prenions nous-mêmes possession de notre richesse afin que nous ne soyons pas obligés de renier un jour notre passé.

Nous croyons aujourd'hui, comme notre parti l'a voulu dans ses motions consignées aux procès-verbaux de cette Chambre depuis nombre d'années, en opposition à la politique d'échange libre de nos adversaires, que l'industrie nationale, notamment celle qui peut être greffée sur l'agriculture, car c'est elle qui concerne le plus notre Législature, devrait être suffisamment protégée contre l'ambition et la concurrence étrangères; et il doit en être de même quant à nos ressources naturelles. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) doit en savoir quelque chose.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Mon honorable ami voudra-t-il s'expliquer?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que l'honorable ministre me laisse parler, il répondra après s'il le veut. J'ai d'ailleurs beaucoup de considération pour le ministre de l'Agriculture.

Nous croyons que la politique de notre province doit avoir pour objet d'augmenter autant que possible son épargne populaire et de la faire servir à son développement, à son progrès, au bénéfice de sa population. On doit enseigner l'épargne afin de pouvoir, avec nos capitaux, fonder des industries qui donneront des marchés à nos cultivateurs.

Nous croyons, comme par le passé, que notre industrie doit servir à garder notre population chez nous, à l'augmenter par des moyens conformes à nos besoins nationaux, à fournir des marchés domestiques à l'avantage de nos cultivateurs. Nous ne nous opposons pas au placement de capitaux étrangers, sans danger pour nos intérêts nationaux - nous sommes même en faveur de ces placements - mais nous ne voulons pas que nos pouvoirs hydrauliques et nos forêts servent à rendre notre population tributaire de trusts gigantesques qui étouffent nos saines initiatives et drainent notre argent au bénéfice des étrangers. Je ne suis pas contre le capital étranger, mais avec le capital vient l'influence étrangère.

Ce que nous voulons, c'est la décentralisation de l'industrie en vue de donner plus d'importance à nos villes de district, d'en fonder de nouvelles, non pour le temps d'une exploitation abusive purement spéculative, mais afin d'assurer l'avenir à la population qui s'y établira, pour y vivre notre vie, pour y assurer la survivance et le maintien de nos traditions. Nous ne voulons pas de villes champignons qui n'existeront que cinq ou 10 ans. Le problème, c'est que, alors que la province a beaucoup de villes, elles ne sont pas assez populeuses, comme le sont les villes dispersées partout dans l'Ontario. Le gouvernement, en vue sans doute des élections qui s'en viennent, commence à vouloir protéger nos ressources naturelles. C'est la politique de l'opposition qu'il adopte. C'est pour atteindre cette fin que les chefs de notre parti, depuis 20 ans, demandent que le produit de nos forêts soit manufacturé dans notre province, et ils n'ont pas craint de proposer l'imposition de droits et d'embargos nécessaires pour la protection de notre actif naturel et partant, de notre population. Voilà ce que nous avons prêché, voilà ce que nous avons opposé à la politique hésitante et abusive du gouvernement. Le gouvernement a défendu de décréter l'embargo parce qu'il a peur, dit-il, de nuire aux colons.

Mon honorable ami le député de Dorchester (M. Ouellet) a fait d'intéressantes suggestions au nom de la Chambre. Je lui souhaite, au nom de mes collègues, un prompt rétablissement. J'espère que dès la prochaine séance nous le reverrons à son siège.

M. Fortier (Beauce): Le chef de l'opposition est-il pour l'embargo total?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) promet qu'il s'occupera de la question en une autre occasion.

Il est de notre devoir de dire quelle part de responsabilité doit retomber sur le gouvernement pour l'état de choses que nous sommes à considérer. Il serait injuste et déloyal d'attribuer à l'administration du gouvernement tout l'actif que nous avons et tout le passif que nous déplorons. La Chambre admettra que le gouvernement a bien assez de thuriféraires à son service pour que l'opposition, au moins, soit libre de signaler ses erreurs et ses fautes.

Il félicite ses collègues qui l'ont précédé et dit que les députés de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), de Westmount (M. Smart) et de Joliette (M. Dufresne) ont fait particulièrement une analyse de la comptabilité et qu'ils ont clairement établi les vices de la comptabilité ministérielle qui montre un surplus fictif. Il y longtemps, dit-il, trop longtemps que le gouvernement joue avec les comptes publics, qu'il cache et fait cacher la vérité au peuple de cette province.

Le gouvernement reproche aux membres de l'opposition de s'occuper de Montréal. Mais il n'y a pas longtemps que nous entendions un chef libéral dénoncer un ancien chef du gouvernement provincial. Ce chef, c'était l'honorable M. Médéric Martin.

Il appuie le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin) qui dit que Montréal n'a pas oublié l'autocratie du régime qui l'a fait souffrir et humilié, non plus que les accusations si graves et si violentes de M. Médéric Martin contre le gouvernement. L'électorat, dit-il, n'a pas oublié ce que ce gouvernement a fait pour bâillonner l'accusateur, étouffer l'enquête. C'est le scandale qui a le plus indigné notre population. Il est pire que celui qui est greffé à la nomination de cet ancien député qui avait menacé de faire sauter le gouvernement si celui-ci ne lui donnait pas la tête du président de la Commission des liqueurs. Le gouvernement s'empresse alors d'amender la loi pour pouvoir sortir ce jeune député de la politique et l'élever à un poste d'honneur. La métropole est restée fidèle aux conservateurs. Le scandale est toujours là et il n'y a pas assez d'eau dans l'abîme pour l'effacer. Le gouvernement a tiré

ses surplus des ressources naturelles de la province et ne peut prétendre qu'il a fait son devoir et répondu aux besoins de la population.

L'honorable premier ministre, que je connais depuis longtemps bien qu'il soit jeune...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas d'inquiétude pour me faire vieillir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre me permettra un conseil. Qu'il regarde ce qui se passe autour de lui avant de me prêter des sentiments que je n'ai jamais eus. Que le premier ministre se souvienne des paroles qu'il prononça en Chambre, en 1905, alors qu'il avait assez d'indépendance pour donner des avertissements au chef qu'il servit dans la suite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'est-ce que j'ai dit?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre a dit au premier ministre du temps, M. Gouin, que, s'il continuait à maltraiter M. Parent, il entendrait parler de lui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai jamais rien dit comme cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La session ne se passera pas sans que j'aie rappelé à l'honorable premier ministre les paroles qu'il a prononcées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demanderai la suspension des règles de la Chambre pour permettre à mon honorable ami de me citer cela, mais je n'ai dit quoi que ce soit contre mon chef.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! voilà! L'honorable premier ministre ne reconnaissait pas M. Gouin comme son chef, alors.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien, je vous dirai que je n'ai jamais rien dit contre M. Gouin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, le jeune député a dû dire quelque chose en dehors de la Chambre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas même en dehors de la Chambre. Est-ce tout ce que me reproche le chef de l'opposition?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre n'a-t-il pas demandé au premier ministre du temps s'il prendrait M. White, du journal *The Gazette*, dans son cabinet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai bien pu demander au premier ministre s'il était vrai qu'il prendrait un des amis du chef de l'opposition dans son cabinet. Il n'y a pas de mal à ça.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas du tout. J'en suis très satisfait.

L'honorable premier ministre sait bien que ses plus dangereux ennemis ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre. J'invite le premier ministre à se défendre en brave plutôt que d'avoir recours à d'autres moyens et de porter chez ses adversaires la division, les dissensions et les ambitions qui rongent son parti et son gouvernement. Il ajoute que le secrétaire de la province (l'honorable M. David) a manifesté souvent son découragement en face de la politique. Il fait allusion à certains échos de querelle au sein du ministère et déclare qu'après avoir bu à la coupe des pires épreuves de la politique il ne resterait pas une seule minute au siège qu'il occupe, s'il y avait au sein de l'opposition l'ombre des intrigues que l'on soupçonne ailleurs.

Il invite le gouvernement à cesser ses fausses comparaisons, c'est-à-dire à comparer les octrois d'aujourd'hui à ceux d'il y a 25 et 30 ans, car les besoins d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'autrefois et les gouvernements sont forcés de faire face à un nouvel état de choses, en raison du progrès de la science moderne. Il rappelle au gouvernement qu'il faut faire une distinction entre le gouvernement et la province, qu'une comparaison entre la situation actuelle et celle de 1897 ne peut être juste, pas plus qu'une comparaison entre Ontario et Québec.

Il déplore le gaspillage qui s'est fait de nos forêts au profit de l'industrie américaine et anglaise des journaux. Il dit que ce n'est pas avec les \$300,000 de l'argent du peuple qu'il dépense chaque année dans le but de faire chanter ses louanges que le gouvernement a pu développer le progrès énorme des journaux dans le monde entier, mais que cette augmentation est plutôt due à l'accroissement de la population, des affaires mondiales, des procédés nouveaux de transactions, etc. Il ne veut pas nier les mérites que le gouvernement peut avoir, mais il déclare que l'opposition doit lui reprocher ses fautes et dénoncer les abus et les erreurs qu'il a commis et qui le forcent aujourd'hui à se présenter au peuple avec une dette consolidée montée à \$82,000,000, un

passif direct de tout près de \$99,000,000, une augmentation constante et alarmante de dépenses, \$23,000,000, dépassant de plus de \$4,000,000 les prévisions budgétaires, ce qui démontre le danger de violer le droit parlementaire, le droit statutaire, en administrant par mandats spéciaux. Le gouvernement, avec ses \$2,000,000 de mandats spéciaux et ses 2,000 arrêtés en conseil, défie le Parlement, autorité prédominante dans l'État.

Nous avons une belle province, dit-il, nous connaissons ses bornes et ses richesses ainsi que la valeur de ses institutions que nous vénérons. Nous avons encore confiance en son avenir et nous voulons lui consacrer nos meilleurs efforts, car ce sang qui bout dans nos veines, c'est au foyer de la race qu'il nous fut infusé et c'est à la chaleur de ses fortifiantes traditions qu'il fait battre nos cœurs. C'est pourquoi nous déplorons tant ce que notre province a perdu et ce qu'elle perd encore en capital humain et en richesses naturelles. Nous croyons, avec Édouard Montpetit, que nous eussions mieux fait si, avec la même ardeur que nos pères avait mise à répandre la vie, nous avions combattu la mort qui nous décime à coups précipités et l'émigration qui nous prend une partie de notre population.

Notre province a perdu au-delà de 100,000 jeunes Canadiens français depuis 25 ans, et des économistes estiment à \$5,000 le capital que représente un jeune homme de 15 ans. Pendant que le gouvernement fait chanter la fausse gloire de son surplus fictif, pendant qu'il se vante d'avoir réalisé \$20,000,000 de surplus en 25 ans de pouvoir, le patriote, lui, déplore le déficit qui affecte notre capital humain, estimé à des centaines de millions.

Nous prétendons que le gouvernement est responsable d'une partie de cette douloureuse situation, parce qu'il a augmenté les obligations des contribuables, obligations qu'autrefois il dénonçait comme injustes, arbitraires et vexatoires, et qu'il a majorées au point qu'en 25 ans il a fait payer au peuple la fabuleuse somme de \$75,000,000, sans compter les nouvelles obligations qu'il a imposées et qui lui ont rapporté \$32,000,000, soit un total de \$106,000,000 en 25 ans. Après avoir dénoncé les taxes avant d'arriver au pouvoir, le Parti libéral les a augmentées de \$17,000,000 depuis qu'il administre la province, sans faire disparaître une seule taxe dénoncée alors.

La dette des municipalités et des corporations scolaires s'élève à au-delà de \$300,000,000; elle augmente toujours à cause des lois, règlements et charges imposés par le gouvernement provincial, ne relevant nullement du gouvernement fédéral. D'après

les cinq dernières années de l'*Annuaire statistique* de 1925, la valeur totale de la récolte a diminué de \$190,892,000 et les revenus annuels dérivant de l'agriculture ont diminué de \$222,294,000. La diminution du nombre des animaux domestiques durant ces années se chiffre à 658,678 et la diminution de leur valeur descend à \$92,396,000. La valeur des animaux domestiques: chevaux, porcs, moutons et bestiaux, est diminuée de \$92,396,000. Il n'est donc pas étonnant que nous ayons perdu, depuis cinq ans, au-delà de 100,000 bons Canadiens et que, dans son numéro de janvier 1926, la *Gazette officielle* nous annonce encore la vente par le shérif, pour taxes municipales, d'au-delà de 1,000 lots; qu'une centaine de municipalités aient été poursuivies par le gouvernement pour des taxes de chemins; que *L'Action française* ait publié qu'en trois années 6,000 exploitations agricoles ont été abandonnées.

Le gouvernement a poussé notre population vers un régime de vie sociale au-dessus de ses moyens. Ce régime lui impose des conditions trop difficiles, prenant tout son temps, son argent et sa santé. Il y a 10 ans que l'opposition demande une croisade d'éducation pour sévir contre ce danger. Au lieu de cela, le gouvernement a donné l'exemple des dépenses de la vie menée à grandes guides.

La baisse de la natalité est imputable presque exclusivement à la restriction volontaire de la fécondité des mariages, restriction provoquée par ce régime de vie coûteux qui anémie la foi, le respect des lois religieuses, et suscite tant d'exigences, de la servante à la grande dame, sans parler des hommes.

Vous avez dépensé et vous voulez dépenser des millions pour enrayer la tuberculose et vous encourager un régime de vie, vous refusez de dépenser un sou pour combattre ce régime qui détruit tant de foyers; tout ce qui constitue la force, la vitalité, la paix et le bonheur de la famille.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), qui nous a traités de "rouges de Russie", a diminué, en 1897, les taxes que nous dénonçons³.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai jamais prononcé les paroles que me prête le chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'attendais à cette réponse. Donc, le ministre de l'Agriculture approuvait les taxes des conservateurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, je les condamnais.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En 1897, le ministre de l'Agriculture s'occupait de politique dans L'Islet. Il n'était peut-être pas du côté où il est aujourd'hui.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami pense-t-il que j'étais du sien?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il s'est sauvé à temps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pardon?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je dis qu'il s'est sauvé à temps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendez. Les gouvernements qui restent trop longtemps au pouvoir, déclare-t-il, ne représentent plus leur parti politique. Il cite deux auteurs approuvant cette thèse.

Il déplore l'envahissement de notre province par un américanisme qui détruit rapidement cette force si belle et si pure de notre caractère traditionnel.

Tous les jours, dit-il, on trouve le fait signalé dans les journaux. *Le Devoir* disait, hier soir: "Tous les droits de pêche sont cédés aux Américains. Il y a des gens qui croient que nous n'aurons pas d'annexion. Ils ont raison, si c'est parce qu'ils prétendent que nous l'avons déjà." *L'Action catholique* et *L'Événement* en ont dit bien davantage. La politique du gouvernement "n'est que mensonge et fragilité; ses brillants dehors, ses biens, ses trésors, tout nous trompe et nous éblouit, tout nous échappe et nous fuit."

Il redit qu'il ne veut pas empêcher les Américains de venir. Mais, dit-il, nous ne savons pas à qui appartiennent nos richesses. Nous le saurons lorsque nous serons au pouvoir, en faisant l'inventaire de la province.

Le gouvernement se vante d'avoir établi la tempérance en s'emparant du commerce des liqueurs. Le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) dit que la consommation des liqueurs a diminué en faveur de la consommation du vin. Il ne prouve pas cela par l'augmentation de la vente des vins et la diminution de la vente des liqueurs alcooliques, car, s'il y a une différence cette année, c'est que le commerce clandestin est mieux organisé, si l'on en juge par ce qui s'est passé aux élections fédérales. D'ailleurs, le journal *Le Gardien*, très sympathique au gouvernement, annonce qu'à Montréal il y a 2,000 distilleries et tripots clandestins.

Il est aussi constaté qu'il se fait une consommation de vin et de cigarettes beaucoup plus considérable qu'autrefois dans les réunions de jeunes filles ou de femmes. Ce danger m'a été signalé par une haute autorité.

Si le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) n'était pas intéressé dans le commerce des liqueurs fermentées - il est maintenant directeur de la brasserie Champlain dont il retire des dividendes - et s'il n'avait pas tourné ses idées contre la prohibition qu'il prêchait autrefois, je pourrai bien lui signaler ces abus que l'on commet sous la mauvaise application de la loi, application imbibée d'un esprit de favoritisme contraire à l'ordre et à la justice.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition que je n'ai jamais prêché la prohibition. J'ai combattu le régime des buvettes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lit un discours de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) en faveur de la tempérance, dans lequel il aurait déclaré que la prohibition a du bon puisque huit provinces l'ont adoptée. Il citait l'exemple des États-Unis, spécialement de l'État du Maine.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'y a rien de mal dans ce que l'honorable chef de l'opposition a lu, mais je ne me suis jamais déclaré prohibitionniste. Le rapport cité, extrait de *L'Action catholique*, n'est pas exact.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais l'honorable ministre n'a jamais nié ces paroles. C'était en 1917 et je constate que le ministre des Travaux publics et du Travail a été moins pressé de faire rectifier ces paroles qu'il s'était hâté de poursuivre le journal en une autre circonstance.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne suis pas pour faire comme mon honorable ami et démentir tous les journaux. Je n'en veux pas au chef de l'opposition de vouloir amuser la Chambre, mais ce qu'il dit est injuste car, lorsque j'ai prononcé le discours que l'on me prête, c'était pour réclamer l'institution de la loi Scott.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le journal qui a reproduit ces paroles, *L'Action catholique* de septembre 1917, baisse beaucoup dans mon estime.

Il montre que le ministre des Travaux publics et du Travail déclarait que la prohibition était une bonne chose et qu'il fallait l'appliquer à la ville de Québec. Et voilà maintenant que le même homme proclame avec le gouvernement que la prohibition est un système ridicule, le système des hypocrites, et que le seul régime de tempérance désirable est celui qui permet à des ministres, membres du gouvernement, de vendre de la boisson fermentée et de retirer un bénéfice personnel de la vente des 160,000,000 de bouteilles de bière, un régime qui permet au gouvernement de vendre en une seule année, 1924-1925, pour tout près de 18,000,000 de boisson, un régime de tempérance qui permet au gouvernement de vendre, en deux ans, 1,500,000 gallons de spiritueux ou 9,000,000 de bouteilles de liqueurs enivrantes, sans compter les 8,000,000 de bouteilles de vin, sans compter les millions de la bière. Regardez le secret du nouveau riche. Ce n'est pas la petite bière ou la bière de gingembre, car elles contiennent de l'alcool.

C'est la bière, et pourtant le ministre des Travaux publics et du Travail a toujours prêché la prohibition. C'est le ministre qui a dit à la province que la prohibition signifiait la prospérité pour le peuple. Si j'étais ministre, je ne serais pas membre d'une compagnie qui pourrait embarrasser mon gouvernement.

Il reproche au gouvernement d'attirer chez nous les citoyens des États-Unis ou des provinces où existe la prohibition afin d'emplir ses coffres de leur argent et de les inciter à violer les lois qui existent chez eux. Voilà la raison, dit-il, de l'envahissement de notre province par des étrangers et voilà pourquoi nos cultivateurs ne se sentent plus chez eux dans nos campagnes où ces étrangers étalent des modes si bizarres, si contraires à nos usages et à notre climat.

La colonisation a souffert, par le passé, d'une mauvaise classification des terres. M. l'Orateur, nous aurons l'occasion de prouver que le gouvernement a sacrifié nos richesses nationales. Nous prétendons que sur les \$7,000,000 qui ont été empruntés pour les colons, un tiers est allé à des favoris du gouvernement, au détriment des intérêts de la colonisation. Nous prétendons que l'on a négligé la belle région du Témiscamingue qui, depuis 60 ans, est jugée comme la plus encourageante de la province. C'est pourquoi les ministres, à la dernière élection partielle, ont trouvé que c'était si difficile de se montrer dans Témiscamingue. Et, malgré les menaces des ministres, le peuple a élu le député de Témiscamingue (M. Miljours), le candidat anti-gouvernement.

Nous prétendons que les limites, 5,000 milles carrés, que l'on annonce en vente, sont les dernières limites de valeur de la province. Le gouvernement fait perdre des millions aux municipalités rurales, en confiant à des favoris, à des individus sans compétence, la construction des chemins. J'affirme que le gouvernement ne peut nous donner de statistiques des forêts incendiées.

Nous avons des griefs contre le gouvernement et les ministres ne pourront pas dire demain que nous n'avons pas eu le courage de leur dire la vérité. L'opposition veut savoir la vérité, toute la vérité, rien que la vérité.

J'affirme que le gouvernement est coupable d'abus de pouvoir flagrant, que l'argent voté pour la colonisation, l'agriculture et les bonnes routes est dépensé de telle sorte que ce sont les favoris du gouvernement qui s'en taillent la part du lion, qu'ils accomplissent le travail qui leur a été confié dans les meilleurs intérêts du peuple de la province ou non. Le gouvernement aide ses favoris, autant que possible, en leur accordant tous les contrats possibles et toutes les positions disponibles.

Nous allons montrer que ce gouvernement ne peut se permettre de se vanter d'aucun des cas desquels il se vante. Nous allons convaincre le peuple que ce gouvernement doit céder en faveur d'un autre qui fera un inventaire national, de manière à savoir à qui appartiennent les richesses de la province.

La session est loin d'être terminée, et des débats seront introduits pour permettre aux ministres de se défendre. Ces sujets seront traités dans des débats futurs qui, quoiqu'ils ne s'avèreront pas très agréables et divertissants pour le gouvernement, seront assez passionnants et intéressants par les révélations qui y seront faites. Après plus d'un quart de siècle, le gouvernement est incapable de dire quelles sont les richesses forestières toujours disponibles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 h 20.

NOTES

1. Dans *Le Nouvelliste*, on dit que M. Ouellet s'affaisse dans les bras de son collègue M. Walter Reed, député de L'Assomption. Les docteurs Bergeron et Faucher, tous deux députés, accourent au secours de leur collègue, pendant que d'autres députés empressés ouvrent portes et fenêtres. On dit que M. Ouellet est malade depuis plus d'un an.

2. Dans *Le Canada*, le député de Huntingdon (M. Philips) cite une phrase d'Abraham Lincoln.

3. Dans le *Chronicle*, celui-ci compare les libéraux aux rouges de Russie. "Comme les bolchevistes russes, ils écrasent les classes inférieures sous le fardeau des taxes". (Traduction)

Séance du mercredi 10 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 93 autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited pendant une certaine période d'années.

Questions et réponses:

Construction de l'entrepôt de la Commission des liqueurs

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Combien a-t-il été payé jusqu'à ce jour pour la construction de l'entrepôt de la Commission des liqueurs de Québec, Au-Pied-du-Courant, à Montréal?

2. À qui cette somme a-t-elle été payée?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. \$1,217,176.24.

2. J. S. Archibald, \$23,000; J.-O. Turgeon, \$12,500; O. Archambault, \$417,617.70; Munn & Shea, \$364,816; Conroy Bros., \$75,663.00; J.-A. Francoeur & Cie, \$35,306.90; Canadian Comstock Coy, \$23,777.50; William Rochon, \$21,500; F. E. Moulton & Co., \$38,760.14; Canadian Tank & Pump Co., \$1,700; Darling Bros., \$32,520; Otis-Fensom Elevator Co., \$11,265; Frick Ice & Refrigerator Co., \$55,500; Armstrong Cork & Insulation Co., \$65,750; Matthews Conveyor Co., \$14,131; H. H. Symons & Co., \$7,098; Jeffrey & Kirby, \$3,053.50; Canadian Westinghouse Co., \$10,515.39; Montreal Light, Heat & Power Co., \$1,400; J. A. Burnett, \$500; P. E. Mercier, \$544.31; Annonces pour soumissions, \$257.80. Total: \$1,217,176.24.

Compagnies ayant des contrats d'assurance avec la Commission des liqueurs

M. Smart (Westmount): 1. Quels sont les noms des compagnies qui ont des contrats d'assurance contre le feu avec la Commission des liqueurs de Québec?

2. Quels sont les montants des risques de chacune de ces compagnies?

3. Quelqu'une de ces assurances a-t-elle été prise par l'intermédiaire de courtiers de Boston ou de New York?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. Alliance of London, \$25,000; British General of London, \$50,000; Agricultural of Watertown, N.Y., \$55,000; Imperial Underwriters of London, \$160,000; Scottish Union of Edinburg, \$150,000; Niagara Fire of New York, \$75,000; Springfield of Springfield, Mass., \$75,000; Westchester of New York, \$100,000; Hartford, New York, \$100,000; Northern of London, \$25,000; Alliance of Philadelphia, \$200,000; Fidelity of New York, \$150,000; Hartford Fire of Hartford, Conn., \$100,000; United British of London, \$25,000; Union of Canton, \$50,000; The Palestine of London, \$100,000; Glen Falls of Glen Falls, N.Y., \$25,000; Union of Paris, \$100,000; London & Lancashire of London, \$150,000; National Union of Pittsburgh, \$50,000; London Assurance of London, \$150,000; Franklin Fire of Philadelphia, \$25,000; Nova Scotia Fire, \$50,000; Autocar Fire of London, \$75,000; Royal Exchange of London, \$175,000; North British & Mercantile, \$100,000; National Fire of Hartford, \$75,000; Phoenix of London, \$225,000; Queen Insurance of America, \$400,000; Royal Insurance \$100,000; British Colonial, \$100,000; Great American of New York, \$100,000; Canadian Fire, \$100,000; Great American of New York, \$100,000; Canadian Fire, \$100,000; Guardian of London, \$275,000; Employers Liability of London, \$150,000; New Hampshire of Manchester, \$75,000; Home Insurance of New York, \$50,000; Merchants Marine of London, \$25,000; Globe & Rutgers of New York, \$150,000; Central Insurance, \$50,000; Norwisch Union of Norwisch, \$50,000; Queensland, \$100,000; Anglo-Scottish, \$100,000; Royal Scottish of Glasgow, \$100,000; Commercial Union of London, \$50,000; Atlas Insurance of London, \$50,000; Equitable of Providence, RI, \$50,000; Phoenix of

Hartford, \$25,000; Aetna Insurance of Hartford, \$25,000; British Empire Underwriters Agency, \$200,000; Eagle Star & British Dominions, \$252,500; Car & General of London, \$100,000; Yang-Tze of Shanghai, \$100,000; Mount Royal, \$25,000; Liverpool & London & Globe Ins. Co., \$50,000; North America, \$75,000; Newark Fire Insurance Co., \$50,000; Nationale de Paris, \$50,000; Providence W'ton, \$25,000; Firemen's Fund, \$25,000; Essex & Suffolk, \$100,000; Quebec Fire, \$75,000; Prudential Assurance Co., \$50,000; North River Insurance of New York, \$1,000,000; La Nationale de Paris, \$500,000 fcs.

3. Oui, l'item de \$1,000,000 porté par la North River Insurance of New York.

**Code civil,
article 1682c**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre du jour portant deuxième lecture du bill 151 remplaçant l'article 1682c du Code civil soit maintenant appelé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que l'honorable premier ministre veut faire faire un débat sur le bill d'un député, mais les règlements de la Chambre disent que les motions importantes ont priorité sur les bills des députés. Il serait temps que l'on s'en tînt aux règlements de la Chambre, que l'on néglige depuis longtemps, en ce qui regarde l'ordre à suivre aux séances, quant aux bills, aux questions et aux motions. Il y a une règle 122 qui définit cet ordre et qu'il faudrait suivre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'admets cela, mais c'est à la Chambre à décider en ce cas.

M. l'Orateur: L'article 122 du règlement veut que l'ordre soit suivi du moment qu'un député invoque les règlements de la Chambre. Mais c'est à la Chambre à décider. La règle 122 n'est pas suivie, du moins depuis le temps que je suis à la présidence.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lit un autre article des règlements qui autorise le gouvernement à appeler les motions qu'il est prêt à discuter ou encore qui sont importantes. L'on s'est, jusqu'à présent, conformé à ce qui était le plus commode pour les membres de la Chambre. Je propose donc que la Chambre procède avec l'item 38.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le dernier cas se présente actuellement, car l'opposition considère qu'il y a urgence à débattre sans tarder la motion Crépeau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: "les affaires inscrites au feuillet du jour soient appelées dans l'ordre qui leur est assigné, le tout conformément à l'article 122 du règlement".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 17.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Grant, Lafond, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Paquet, Perrault, Philips, Pilon, Reed, Richard, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Tourville, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 38.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je demanderais à l'honorable premier ministre de bien vouloir remettre le débat sur ce bill pour qu'il ait lieu en même temps que le débat sur une autre motion que j'ai inscrite au feuillet, demandant copie de toute correspondance entre le département du secrétaire de la province (l'honorable M. David) et la Ligue de la survivance française.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, très bien.

Loi des dentistes

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il s'agit de déterminer le code de l'honneur professionnel chez les dentistes.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose la reprise du débat sur le budget.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) invoque les règlements de la Chambre pour discuter une motion du député de Sherbrooke (M. Crépeau), qui est sur l'ordre du jour depuis plusieurs jours, au sujet de l'affermage de concessions forestières qui doit avoir lieu le 13 février. C'est une affaire d'importance et il y a urgence. La Chambre doit donner son opinion sur la façon dont les avis ont été donnés dans la *Gazette officielle*. Que l'on s'en tienne aux règles de la Chambre et que l'on passe sans tarder à l'article 34 du feuilleton, la motion Crépeau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'article 122 permet au gouvernement, lorsqu'il s'agit de mesures de la couronne, de présenter suivant qu'il le juge opportun les items de l'ordre du jour. Le débat sur le budget va se terminer cet après-midi. Nous prendrons la motion dont parle le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) tout de suite après.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre sait qu'il y a urgence de discuter cette motion au sujet de la vente de limites à bois qui doit avoir lieu lundi le 13. Les annonces des affermage ont été faites dans la *Gazette officielle* de façon extraordinaire et discutable. L'opinion publique s'alarme, des journaux ont demandé à la Chambre de discuter la motion Crépeau avant que la vente n'ait lieu, et il importe que la Chambre, dans l'intérêt même du gouvernement, discute cette motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique encore une fois que le débat sur le budget est avancé et qu'il ne faut pas en retarder la fin. Pourquoi commencer un débat quand un autre n'est pas fini?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est d'une extrême importance que le public sache que la Chambre s'occupe sérieusement de cette question. C'est dans l'intérêt de la Chambre et dans l'intérêt du gouvernement. Si celui-ci refuse le débat sur la motion Crépeau, on dira qu'il a peur. Le gouvernement ne doit pas retarder davantage de faire les déclarations qu'il doit à la province relativement à cette vente.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi ne pas nous avoir fait cette demande avant votre discours d'hier?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre veut-il dire qu'il a envie de faire son discours tout de suite? Je comprends que le premier ministre a hâte de faire son discours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'en ai pas plus envie que vous aviez envie de faire le vôtre, hier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'intérêt de la province exige que nous discutons cette motion au plus tôt.

Remise de l'affermage des concessions forestières

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour portant au feuilleton le numéro 34 et concernant la motion suivante du député de Sherbrooke (M. Crépeau):

Qu'attendu que le gouvernement annonce pour le 13 février l'affermage de concessions forestières ayant une étendue approximative de 4,200 milles carrés: "Cette Chambre est d'opinion qu'étant donné la situation particulière et l'importance de chacune de ces concessions forestières, ainsi que l'insuffisance et l'irrégularité des avis de mise aux enchères, il est de l'intérêt de la province que l'affermage n'ait pas lieu le 13 février, mais soit remis à une date ultérieure, afin que l'affermage puisse se faire dans les conditions les plus avantageuses pour la province.

M. l'Orateur: Ceux qui sont en faveur de la motion diront oui; ceux qui sont contre diront non.

Des voix ministérielles: Non, non. Lost, lost.

Des voix de l'opposition: Oui, oui.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Lortie (Soulanges), Pellerin, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 18.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Grant, Guillemette, Laferté, Lafond, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Paquet, Perrault, Philips, Pilon, Reed, Richard, Roy, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Tourville, 53.

La motion est ainsi rejetée.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 9 février, sur la motion proposée le mercredi 27 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'avais pas l'intention de parler sur le discours du budget, mais le chef de l'opposition a parlé pendant deux heures hier, et a dit certaines choses que je dois relever, ainsi que je dois relever certaines assertions des honorables députés de Joliette (M. Dufresne) et de Westmount (M. Smart).

Je ne saurais commencer ce discours sans féliciter la députation libérale, qui a su discuter, ces jours derniers, avec vaillance et dignité. Nos députés ont démontré qu'ils savent se battre. Je laisse la province juge de leur manière de traiter des questions et de la comparer avec celle de l'opposition.

Un auteur français a dit qu'il est des services qu'on ne peut demander qu'à des adversaires. Le chef de l'opposition, sans qu'on le lui demande, a su nous rendre un de ces services dans son discours lu et son discours improvisé, hier: il nous a enfin donné son programme, celui que nous lui reprochons de ne pas avoir et celui qu'il nous reproche de lui avoir volé. Après l'avoir entendu, je n'hésite pas à affirmer de nouveau que l'opposition n'a pas de programme. Et,

quand nous disons à notre population que son chef n'a pas de programme, personne ne peut prouver le contraire. Examinons ce qu'il appelle sa politique et nous verrons où est le voleur et où est le volé. Il est muet sur toutes les questions d'intérêt vital pour la province. Il n'a rien dit des activités premières de notre administration et il s'est attardé à une foule de vaines considérations.

Voyons d'abord les discours des membres de l'opposition. On a entendu les exposés lumineux du député de Joliette (M. Dufresne), puis des députés de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) et de Westmount (M. Smart). L'honorable député de Joliette (M. Dufresne) a été le premier à discuter avec nous; il a exposé des vues qu'il semble prendre au sérieux. J'ai honte pour son parti de ce qu'il nous a dit. Lui qui se prétend homme d'affaires, il nous a découvert un déficit de 51 millions. L'honorable chef de l'opposition n'a pu s'empêcher de rire en entendant cela. À mesure que la discussion procédait, les vues de nos adversaires se modifiaient. L'honorable député de Westmount (M. Smart) nous a dit que nous avions un déficit de quatre millions et demi et, hier, l'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) nous a demandé de donner notre surplus de \$743,000 aux chômeurs de Montréal. Il est évident que la situation de notre déficit s'est améliorée depuis une semaine. Je ne suis pas le chef d'orchestre de l'opposition. Elle a le sien et je lui demanderai d'accorder les violons de ses partisans.

Enfin, le chef de l'opposition lui-même a fait un retour sur le passé. J'ignore si les mânes des ancêtres conservateurs, celles des Chapleau, des Ross, des Boucherville, des Taillon planent sur cette Chambre, ce que je ne souhaite pas pour leur repos, mais j'espère qu'ils n'entendent pas les grands principes de leur parti exposés par le chef actuel de l'opposition. Pour démolir sa province, le chef de l'opposition a recours à des attaques personnelles de cette valeur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mânes de Parent... vous l'avez vite oublié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Dans son discours, le chef de l'opposition a essayé de démolir notre œuvre et de faire triompher la cause de ses prédécesseurs, en taquinant, par des détails sans importance pour le moment, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) et votre humble serviteur. Au premier, il a dit que ses convictions politiques n'étaient pas

encore fixées sur le Parti libéral, en 1897, alors qu'il sait fort bien que l'hésitation, si elle fut réelle, ne put être longue; je me représente mal le ministre de l'Agriculture aux côtés du chef de l'opposition. Au second, il a reproché d'avoir prêché la prohibition alors qu'il s'agissait simplement de la loi Scott; à moi-même, il a dit, sans apporter aucune preuve, que j'avais réprimandé, autrefois, Sir Lomer Gouin parce que j'avais mis une question à l'ordre du jour pour savoir si W. J. White, de la *Gazette*, allait être ministre dans le cabinet Gouin, alors que je n'étais pas encore ministre, assertion qui est fausse d'ailleurs. J'ai demandé au chef de l'opposition de me citer une attaque que j'aurais faite et il n'a pas été capable.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre me permettra-t-il une question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand l'honorable chef de l'opposition permettra au député de Beauce (M. Fortier) de l'interroger, je le lui permettrai moi aussi de poser toutes les questions qu'il voudra.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si...

Des voix ministérielles: À l'ordre!

M. Dufresne (Joliette): C'est maintenant la règle de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais haussons un peu la portée de ce débat et parlons du programme, plutôt de l'absence de programme de l'opposition. Dans ce discours étrange, le chef de l'opposition nous a dit: "On accuse l'opposition de ne rien vouloir: voici mon programme!", il dit que nous lui voulons tout ce qu'il propose d'heureux pour l'administration de la chose publique.

Quel programme? Je veux, premièrement, dit-il, combattre la tuberculose. Quel est le parti qui, le premier, a entrepris la campagne antituberculeuse? Comparons avec le passé, bien que cela ne plaise pas au chef de l'opposition. Le public sait quel travail énorme nous avons fait pour enrayer la tuberculose, et quelles sommes d'argent nous avons distribuées aux grands hôpitaux de notre province pour hospitaliser les tuberculeux, les traiter, les soigner et parfois les guérir. Nous avons, aujourd'hui, quatre grands hôpitaux consacrés aux tuberculeux; nous avons établi partout des dispensaires, et nous espérons faire davantage. Nous y avons 800 lits,

c'est-à-dire que nous pouvons y admettre chaque année 1,600¹ malades, dont plusieurs peuvent être sauvés. C'est une œuvre du gouvernement libéral que nous revendiquons avec le plus de fierté, bien qu'elle ne soit pas encore complétée. À cela, ajoutez les bienfaits de l'assistance publique, que nous reprochent si souvent nos adversaires. C'est une création du gouvernement libéral, et l'une de ses plus heureuses. Par notre loi, nous pouvons assister une foule d'hôpitaux où sont soignés les malades.

Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin), qui est médecin, excellent médecin même, ignore ce que nous avons fait et ne peut nous citer que deux hôpitaux sur les quatre que le gouvernement soutient. Nous avons donné \$100,000 à l'hôpital Notre-Dame, \$200,000 à l'Hôtel-Dieu, \$250,000 à l'Hôpital général, \$150,000 à l'hôpital Sainte-Justine, etc. Voilà les montants que nous avons distribués en plus des sommes payées tous les jours pour l'entretien des malades dans ces hôpitaux. Partout nous avons suscité des hôpitaux, à Sherbrooke, à Trois-Rivières, à Sainte-Agathe et au Lac-Édouard. Chaque piastre que nous prélevons sur le fonds de l'assistance publique va au soin des malades, des orphelins, des vieillards et des infirmes. On nous a reproché un surplus dans les fonds de l'assistance publique. Or, ce surplus est placé dans le passif de la province, parce que nous considérons que la somme est due aux institutions de charité qui l'auront tout entière. Les revenus pour cette assistance publique ont été bons cette année, l'an prochain, ils seront meilleurs et nous ferons davantage, car il reste beaucoup à faire.

Ces jours derniers encore, des amis, touchant de très près au député de Westmount (M. Smart), venaient me demander de faire plus pour nos hôpitaux. Nous espérons être bientôt en mesure de les aider davantage à remplir leur but. J'invite la Chambre à comparer ce que nous avons fait avec ce que faisaient nos amis.

Lorsque nos adversaires étaient au pouvoir, on ne donnait à l'assistance publique que \$75,000 par année. Aujourd'hui, nous donnons environ \$1,000,000². Nous ne nous arrêterons pas en chemin et nous donnerons davantage à mesure que les revenus augmenteront. Donc, quand le gouvernement met en tête de son programme qu'il veut combattre la tuberculose, le chef de l'opposition a tort de prétendre qu'il invente quelque chose.

L'honorable chef de l'opposition a inscrit comme deuxième article de son programme: exploitation rationnelle de nos ressources naturelles. Si c'est là son programme, ses amis ne l'ont jamais

exécuté dans le passé. C'est nous qui l'avons exécuté. N'est-ce pas ce que le gouvernement a fait et continue de faire? Nous sommes le premier gouvernement qui, dans la Confédération, ait prohibé l'exportation du pouvoir électrique. On sait aujourd'hui que les États-Unis, l'Angleterre et la France ont les yeux sur nous et désirent placer des capitaux dans l'exploitation de nos richesses. Les capitaux anglais et américains affluent ici. Qui a suscité cette confiance? Qui a créé à la province une réputation aussi enviable?

Le chef de l'opposition inscrit d'une façon vague et abstraite, sur son programme, la question de nos ressources naturelles, mais l'exploitation de ces ressources est encore une autre œuvre libérale, que nous avons créée de toutes pièces et à laquelle nous avons donné une formidable poussée dans les dernières années.

"Nous voulons, dit mon honorable ami, disséminer les industries et créer des villes nouvelles." Qui a créé les villes de Shawinigan, Grand-Mère, La Tuque et autres? Trois-Rivières, même, en 1897, n'avait que les proportions d'un village. On a vu doubler sa population. Kénogami, Jonquièrre et autres grands centres du Lac-Saint-Jean n'apparaissent pas encore sur la carte. Comme le disait notre ami le député de Champlain (M. Grant), la population des villes nouvelles s'est multipliée par 10. Notre politique a été de créer des centres ouvriers, des centres industriels qui constituent de nouveaux marchés pour les produits agricoles.

Mon honorable ami nous a dit encore qu'il voulait protéger nos richesses forestières: "Le gouvernement dissipe notre domaine national, et il est impossible de trouver de nouvelles réserves forestières."

Le député de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), hier même, a donné là-dessus des chiffres qui le démentent. Nous reviendrons d'ailleurs là-dessus et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) aura son mot à dire. Nul autre gouvernement dans le dominion n'en a fait autant pour la conservation des ressources naturelles.

Quel est le parti qui, le premier, a imposé un embargo sur le bois de pulpe des terres de la couronne?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui y a pensé le premier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami s' imagine qu'il pense à tout, mais il ne fait rien. Nous ne pensons peut-être à rien, mais nous faisons tout! Que nos amis continuent à penser

et nous continuerons à agir. Le Parti libéral a mis la province à l'avant-garde du progrès et veut faire en sorte qu'elle ait les yeux tournés dans cette direction.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous avez voté contre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais non.

C'est le Parti libéral qui a proposé l'embargo sur le bois de pulpe. Nous aurons été les premiers à décréter l'embargo sur l'énergie hydraulique et j'espère que c'est le Parti libéral qui proposera un jour l'embargo sur l'amiante de notre province. Nous serons probablement les premiers à empêcher l'exportation de l'amiante à l'état brut.

On dit que nous livrons nos forêts aux étrangers. Dira-t-on aussi que nous laissons détruire la forêt? Rappelons-nous que le bois est une récolte. Quand elle est mûre, il faut la couper. L'arbre mûr ne doit pas rester indéfiniment exposé à pourrir, à brûler et à mourir. Allons-nous la laisser en péril, menacée par le feu et les insectes? Notre politique forestière a changé en ces dernières années et c'est pour le mieux. Quand nous concédons des réserves forestières, nous décrétons que la coupe soit faite de façon à assurer la perpétuité de la forêt. Nous sommes en faveur de l'exploitation forestière avec prudence. La coupe annuelle ne peut dépasser 80 % de la croissance annuelle. Notre domaine se perpétue aussi sûrement et, en outre, nous recevons de substantielles redevances.

Laissons-nous l'incendie forestier faire ses ravages? Nous allons mettre fin aux incendies qui se sont avérés désastreux dans le passé. Grâce à la politique de mon collègue des Terres, nous avons diminué le nombre des feux de forêt. Jamais la forêt ne fut mieux protégée qu'aujourd'hui. 20 à 25 % des revenus forestiers vont à l'œuvre de protection. Les méthodes employées ont prouvé leur efficacité, puisque, l'an dernier, le dommage n'a été que le vingtième des années précédentes.

Pour revenir aux concessions, je n'hésite aucunement à dire que nous devons en faire pour mettre une richesse en valeur et créer de nouvelles activités économiques, pourvu que la coupe soit bien réglementée et que les concessionnaires sachent collaborer avec le gouvernement dans la conservation d'arbres. Nous sommes même disposés à vendre les forêts dans les endroits les plus reculés de notre province, pourvu que les conditions imposées aux concessionnaires assurent la croissance de celles-ci et leur protection contre le feu et les insectes.

Cependant, voici la politique qu'il faudra suivre à l'avenir. Nous ne devons pas faire trop de concessions à de nouvelles compagnies. Nous avons, dans la province, de vieilles compagnies qui sont devenues totalement canadiennes, qui ont grandi au milieu de nous, qui sont les pionnières de l'industrie, qui connaissent mieux nos besoins et nos conditions et qui ont besoin de notre concours pour maintenir leur prospérité sans cesse. Ne devons-nous pas les protéger dans la mesure du possible? Nous leur garderons des réserves qui fourniront leurs moulins pour des années et des années, afin qu'elles continuent à participer au progrès et à la prospérité de la province de Québec. Elles ont besoin d'être assurées que la matière première ne leur manquera pas. Elles sont intéressées au progrès de notre exploitation forestière, à la conservation de nos forêts dont elles ont besoin pour grandir. Elles sont intéressées à avoir une réserve forestière.

Où voyez-vous, là-dedans, le programme du chef de l'opposition? Il n'a pas dit un mot de la législation du gouvernement. Il s'est contenté de vagues propositions et d'espoirs de prendre un jour le pouvoir. Mais il doit bien savoir que la population de Québec est trop intelligente pour ignorer ses capacités de gouvernement. Il ne dit rien de positif. Personne ne peut savoir où il va. Quelle sera son attitude sur certains problèmes?

Ainsi, quand le député de Beauce (M. Fortier) lui a posé directement la question: "Quelle est votre politique sur l'embargo?", il a refusé de répondre. Il se montre davantage prodigue de ses questions que de ses réponses. Je lui pose de nouveau la question: Que ferait-il du bois des colons et des cultivateurs? Est-il pour l'embargo? Est-il contre? Qui le sait? Sans doute, il suit l'impressionnant conseil du député de Laval (M. Renaud): "Dis-leur pas, Arthur, il vont nous le voler!" Le député de Laval a rendu là un mauvais service à ses amis. Le chef d'un grand parti a le droit et le devoir d'exposer sa politique, quand il en a une. Le chef de l'opposition veut-il que nous gardions complètement chez nous le bois qui pousse sur les terres privées?

Notre honorable ami, je lui pose la question sous une autre forme, veut-il que le marché américain soit fermé au bois coupé sur les terres des colons et des cultivateurs? Nous attendons la réponse. La question agite l'opinion publique depuis bien longtemps, mais le chef de l'opposition n'a encore jamais exprimé d'opinion claire. Il a été muet sur ce point comme sur d'autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça se voit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quand l'honorable chef de l'opposition est muet, ça ne se voit pas, mais ça s'entend.

Le chef de l'opposition semble s'intéresser à la loi des liqueurs. Dans les campagnes électorales, ses amis ont poussé leur préoccupation jusqu'à déshabiller des bouteilles sur les "hustings" et les offrir en spectacle à la foule. Mais nous dira-t-il ce qu'il veut? Est-il en faveur de l'ancien régime de commerce privé des liqueurs? Est-il pour la prohibition? Peut-être, puisqu'il apprend par cœur des discours du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault). Est-il contre la prohibition? Peut-être aussi. Est-il pour le régime actuel? Personne ne le sait. Or, voici un problème d'intérêt primordial, un problème qui passionne tous les esprits sérieux en Amérique, et le chef de l'opposition, qui a des sourires et des larmes pour tout, et des conseils pour ceux qui n'en ont pas besoin, ne saurait dire ce qu'il ferait s'il arrivait au pouvoir. Je le mets dans une impasse telle qu'il est présentement incapable de me répondre et de se prononcer sur ces deux problèmes, celui de l'embargo et celui de la régie des alcools.

Devant une telle négation de tout principe positif, je commence à douter de la sincérité du chef de l'opposition quand il dit qu'il va renverser le gouvernement, car il ne fait absolument rien pour se préparer à gouverner.

Une autre question sur laquelle le chef de l'opposition est resté muet - le mutisme n'est pourtant pas son défaut capital - c'est celle de l'exportation de l'énergie électrique. Veut-il l'exportation? Veut-il l'embargo? Lui qui déploie tant d'éloquence en parlant de la conservation, de l'épargne, de la confiance et du capital humain, pourquoi ne s'occupe-t-il pas de l'une des plus grandes richesses de la province?

Le chef de l'opposition aime à parler sur certaines questions abstraites. On nous parle constamment d'émigration. Sait-on que, au cours de décembre, 10,000 Canadiens sont revenus des États-Unis? Sait-on que, durant l'année, 32,729 se sont établis au Canada? Qu'on prenne connaissance des dernières statistiques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Où sont-ils?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Un peu partout; il en est revenu beaucoup dans la province. Que le chef de l'opposition aille au Lac-Saint-Jean, à Trois-Rivières et dans d'autres centres industriels de la province, il y verra de nombreux

rapatriés. Grâce au merveilleux développement de l'industrie dans Québec, je ne crains pas de dire que tous ceux des nôtres qui voudront et pourront rentrer au pays natal n'hésiteront pas à le faire. Nous aurons du travail et du capital pour eux. Aux grands développements du Lac-Saint-Jean, plus de 4,500 hommes travaillent actuellement. Je ne crains point de déclarer que l'émigration a cessé.

Le député de Westmount (M. Smart), dans son discours, a comparé sans cesse Ontario, où il trouve tout bien, et Québec, où il trouve tout mal. Était-il nécessaire de rabaisser et salir ainsi notre province? Tous nos services publics, tous les domaines de notre administration, selon lui, vont mal. La colonisation est ratée, la forêt est dilapidée, la justice est une plaisanterie, l'agriculture est une farce et les finances sont dans le marasme. Dans Ontario, au contraire, tout est pour le mieux.

Eh bien, je rappellerai au député de Westmount ce proverbe anglais: "L'oiseau qui salit son propre nid est un triste oiseau." Ce qu'il y a d'humiliant dans cette campagne de dénigrement systématique, c'est qu'elle est conduite par des nôtres, ils ne cessent de dire que la province de Québec ne vaut rien et qu'il faut aller ailleurs pour trouver quelque chose de bien... Triste oiseau. Tristes oiseaux en effet ceux qui vont aux quatre coins de la province et même dans les provinces voisines pour dire bien haut que Québec est loin derrière. Tristes oiseaux, en effet.

Avec des procédés comme ceux-là, le chef de l'opposition ne peut guère espérer dans l'avenir. J'ai ici un article du *Journal d'Ottawa*. Je ne sais pas si tous les membres de l'opposition sont conservateurs. L'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) affiche souvent son libéralisme. L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) a été vu sur les tétreaux - pardon, sur les tréteaux - en compagnie d'un chef dont l'honorable député de Westmount a parlé comme d'un chef néfaste, M. King. J'ai entendu dire qu'un chef de l'opposition avait dit qu'il ne resterait pas longtemps dans cette Chambre mortuaire qu'est l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai jamais dit cela en Chambre. C'est le *Canada* qui m'a prêté ces paroles. Je prierais le premier ministre de retirer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai rien à retirer, j'accepte les déclarations de mon honorable ami.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne permettrai pas à l'honorable premier ministre de faire de l'esprit...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Quand bien même le chef de l'opposition me permettrait de faire de l'esprit, cela ne m'en donnerait pas davantage.

Pour revenir à la question, je dirai que, au moment même où nos concitoyens nous dénigrent, on fait des éloges de nous à l'étranger. Pendant que le député de Westmount, ces jours derniers, s'amusait à ravalier et à salir notre province, l'*Ottawa Journal* constatait les immenses progrès et la prospérité de Québec. Que dit le *Journal d'Ottawa*, un organe conservateur? Il dit que Québec doit être reconnu comme la province par excellence. Nous avons d'autres témoignages d'Ontario. Le *Toronto Mail and Empire*, organe conservateur de Toronto, commentait le discours du budget de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), en citant son état financier en exemple à l'Ontario. La *Gazette*, pour laquelle le chef de l'opposition a tant d'affection, donnait une opinion absolument semblable. On se rappelle le témoignage que nous rendit Sir James Lougheed avant sa mort. C'était un chef conservateur et il disait: "Si j'avais des capitaux à placer, je les placerais dans la province de Québec." Il a tenu à faire un magnifique éloge de notre province à tous les points de vue: population, ressources, sage administration, bonnes finances, et le reste. Ces journaux et ces gens-là ne sont pourtant pas des libéraux. Ainsi, ce sont les autres provinces qui répondent au libelle du député de Westmount.

Vantez la province d'Ontario, nous n'en sommes pas jaloux si elle est si prospère que cela. On y prélève 40 millions chaque année; nous ne prélevons que 25 millions malgré une population peu inférieure en nombre. Si le député de Westmount trouve son paradis en Ontario, qu'il y aille demeurer. Laissons à ceux qui ne sont pas d'ici apporter des réponses supplémentaires au député de Westmount (M. Smart). Nous y perdrons peut-être, mais lui perdra sûrement. Qu'il aille satisfaire son désir. Peut-être, en regardant la province de Québec, redira-t-il, comme dans la chanson: "C'est là que je voudrais vivre et mourir."

L'honorable député de Westmount nous a dit qu'il y avait plus de taxes ici que dans Ontario. Erreur, et erreur grave. Il nous a dit que nos livres étaient moins bien tenus que dans Ontario. Le *Toronto Saturday Night*, comparant récemment les deux provinces, faisait remarquer que les taxes sur les propriétés immobilières étaient plus fortes à Toronto qu'à Montréal. Ce n'est pas tout. Là-bas, il y a une taxe sur les terres et une taxe municipale sur les revenus, outre la taxe fédérale. Allons-nous comparer l'actif de la province voisine et celui de la nôtre? Savez-vous de quoi est fait partie l'actif

ontarien? On y capitalise le poisson des rivières à 15 millions, les forêts à 55 millions et le subside fédéral à 45 millions. Jamais nous n'en agirons ainsi dans la province de Québec.

Quelle est la dette ontarienne? Il y a deux ans, elle était de 15 millions; l'an dernier, elle était de huit millions; cette année, le trésorier de cette province prévoit encore un gros déficit. En outre, là-bas, les chemins de fer, les compagnies de téléphone et les services publics sont quatre et cinq fois plus taxés que chez nous. La Banque de Montréal paie autant de taxes pour sa succursale de Toronto que pour son bureau-chef à Montréal. Comment le député de Westmount a-t-il pu fermer les yeux là-dessus? Il a fait comme son chef, il est resté muet.

M. l'Orateur, je lisais ce matin le discours prononcé par l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), au Club de Réforme, hier. J'invite les membres de l'opposition à le lire. Ils apprendront que nous avons créé 400 paroisses depuis 20 ans. Depuis cinq ans, nous en avons suscité 80. La population de l'Abitibi est aujourd'hui de 22,000 âmes. C'est ce que nous donnons à la colonisation et à l'agriculture, 20 fois plus que ne donnaient autrefois nos adversaires.

Nous avons sillonné la province de bonnes routes, nous avons construit 800 ponts en fer, etc. Le budget de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) est aujourd'hui de près de \$3,000,000, et l'on y ajoutera encore cette année en augmentant les dons à la petite école et à l'université.

(Applaudissements)

Il traite de l'éducation nécessaire aux enfants des classes laborieuses et revient sur les efforts qui ont été faits depuis 25 ans dans ce domaine.

Nous avons en effet le désir d'aider à l'éducation de la base au sommet en accordant des octrois à l'école du peuple et à l'instruction secondaire. Pour y arriver, nous désirons que nos ressources naturelles y contribuent. Les chefs d'entreprises se rendront d'ailleurs avec plaisir à nos demandes. De la sorte, nous ferons pour l'instruction à peu près ce que nous avons fait pour l'assistance publique. Au lieu de leur donner un, deux, trois ou quatre millions, nous leur permettrons de contracter des emprunts pour leurs besoins. Le gouvernement - grâce aux revenus qu'il tire de l'exploitation de nos ressources naturelles - pourra payer l'intérêt et garantir les emprunts. De cette façon, je suis heureux de l'annoncer au nom du Parti libéral, l'Université de Montréal pourra renaître de ses ruines, elle remplira sa mission - instruire dans une université moderne les jeunes Canadiens français - sans parler des autres.

On a dit que Montréal avait été abandonnée par le gouvernement et que celui-ci ne pouvait songer à gagner sa confiance. L'élection de Jacques-Cartier n'indique pas tant de défaveur. Si la métropole est contre nous, c'est son droit, mais il est certain que nous lui avons donné le régime qu'elle a voulu et que nous n'avons rien à nous reprocher. Nous l'avons traitée de notre mieux. Dans le fonctionnement de la loi d'assistance publique, nous lui donnons plus que nous n'en recevons.

Il réfute les allégations selon lesquelles Montréal a été pénalisée pour son choix aux dernières élections, en affirmant qu'elle a reçu le gouvernement qu'elle désirait.

Nous nous préparons à fournir un tiers de la construction du pont de Longueuil qui restera une des œuvres capitales des années actuelles. Cela coûtera cher, mais la députation entière sera sans doute avec nous, car Montréal est le plus grand centre de nos activités nationales. Nous l'avons dotée d'une école technique, avons construit deux excellents ponts à Sainte-Anne-de-Bellevue et à Vaudreuil, les ponts de l'île Perrot, une école des hautes études, un palais de justice, une école des beaux-arts. Qu'avons-nous donc refusé à Montréal? Nous lui avons tout donné, et nous entendons faire davantage quand ce sera possible, car un plus grand Montréal signifie un plus grand Québec, et un plus grand Québec signifie un plus grand Canada. Tous les membres libéraux de cette Chambre se préoccupent du bien-être de la métropole. Nos amis de l'opposition nous disent qu'ils ont pensé à tout cela. Nous, nous l'aurons réalisé.

Il n'est jamais venu de Montréal un seul désir légitime qui n'ait reçu de nous satisfaction immédiate et complète. La loi des accidents du travail, que nous étudierons ces jours-ci, améliorera la condition des ouvriers blessés, et cela encore intéresse la métropole.

Nous avons fait la loi des accidents du travail. Nous allons la rendre bientôt plus parfaite. Lorsque, dans quelques jours, le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) présentera son nouveau projet sur les compensations, l'on verra qu'aucune province n'a jamais été aussi loin que nous en faveur de l'ouvrier. Nous donnerons le plus de sécurité et de protection possible à la femme et aux enfants de l'homme tombé à son devoir, du soldat industriel.

D'autres critiques de l'opposition resteraient à réfuter. Je m'arrête un instant à cette insinuation du député de Westmount, qui prétend que l'administration de la justice, en cette province, est

mauvaise. Je suis certain que la justice fonctionne normalement dans nos villes et dans nos campagnes. Il y a amélioration considérable à Montréal. L'administration n'est pas inférieure à celle des autres provinces. À présent, il n'y a plus aucun retard à la Cour supérieure ou à la Cour d'appel, alors qu'avant que le présent gouvernement obtienne le pouvoir et abolisse la Cour de révision, certaines causes demeuraient pendantes durant plusieurs années. Le député de Westmount (M. Smart) n'a pu faire mention d'une seule cause particulière quand il a affirmé que l'administration de la justice n'était pas aussi satisfaisante dans Québec que dans la province-sœur d'Ontario. Ici, j'invite les avocats de l'opposition à provoquer un débat sur ce sujet, et je suis sûr qu'ils seront forcés d'admettre que les plaintes sont mal fondées. Laissons l'opposition dire de quelle façon l'administration de la justice a été désastreuse.

M. l'Orateur, je termine. Ma dernière prière sera pour l'opposition. Qu'on nous critique, nous en serons enchantés. Nous ne craignons pas la critique. Nous la croyons nécessaire. Qu'on constate nos erreurs, nous en sommes, puisque "errer est humain". Mais, de grâce, rappelons-nous que, sur cette terre d'Amérique, nous occupons une place unique, que nous avons des traditions, des espoirs et des fiertés de race, et que, pour ne pas nous faire une réputation mauvaise aux yeux de tous, aux yeux de ceux qui ne nous connaissent pas, qui n'appartiennent pas à notre race, qui ne partagent pas nos convictions, qui ne comprennent pas notre mentalité et qui pourraient avoir une impression erronée des conditions réelles, il est nécessaire de cesser le dénigrement de notre province, de la rapetisser, de dire que tout y est au pire. Au nom de notre province, et au nom des Canadiens français qui ont une mission à remplir sur ce coin du continent, je demande à l'opposition, tout en nous critiquant, de cesser de dire aux ouvriers et aux cultivateurs qu'ils sont malheureux, que tout va mal chez nous et que l'avenir est beaucoup plus riant dans d'autres pays, tandis qu'il est si facile de réaliser que les conditions d'existence sont plus heureuses ici que dans la plupart des autres pays affectés par la crise.

Cessons de semer le découragement et le doute chez nos colons et nos cultivateurs en disant que la terre ne paie pas, que la colonisation est négligée, que la forêt est pillée et sacrifiée. Au contraire, ouvrons à notre peuple de grands et profonds horizons et sachons, quand nous ambitionnons le pouvoir, nous tracer un programme plein d'espoir. Qu'on nous critique, qu'on dise à la province ce qu'on fera lorsqu'on prendra notre place,

mais qu'on ne rapetisse pas, qu'on ne salisse pas notre province. Qu'on ne dise pas que tout se meurt chez nous. Je peux dire ceci à l'opposition, si jamais nous sommes assis à leurs banquettes - ce que je ne désire pas et que nous ne méritons pas - nous les critiquerons...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Violemment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, violemment, parce qu'ils le méritent probablement. Nous les critiquerons, mais pas un d'entre nous ne dira jamais que dans notre province tout est mort et tout est désespéré. À personne nous ne dirons que la situation est désespérée quand elle ne l'est pas.

M. Lortie (Soulanges): M. l'Orateur, malgré ce que dit l'honorable premier ministre, la situation n'est pas aussi brillante dans la province. Notre dette augmente considérablement. Je propose donc, secondé par l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), l'amendement à la motion de l'honorable trésorier, que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: "cette Chambre regrette qu'à la fin du dernier exercice la dette consolidée de la province s'élève au montant de \$81,944,926.27 et le passif à \$98,856,759.77, et que le gouvernement n'annonce aucune mesure pour les diminuer".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, l'honorable premier ministre m'a dit hier qu'il ferait suspendre les règlements de la Chambre pour que je lui cite les paroles dont j'ai parlé, hier, au sujet de son attitude vis-à-vis de son chef, M. Gouin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelle règle de la Chambre voulez-vous suspendre? Il y en a 586.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre vient de prononcer un grand discours, un de ces discours dont il a le secret; il est habile avocat. Il a prêté aux membres de l'opposition des paroles qu'ils n'avaient pas dites. Je ne veux pas rapetisser l'honorable premier ministre. Je ne veux pas me comparer à nos prédécesseurs. L'honorable premier ministre admettra qu'il n'est pas aussi grand que ceux qui l'ont précédé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis plus petit qu'eux, mais je l'avoue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre a dit que le gouvernement agissait, mais ne pensait pas. On me reproche de penser; il faut d'abord penser pour mieux agir. Un gouvernement qui ne pense plus est bien près de la défaite. Quand un gouvernement en est rendu à compter sur la pensée des autres, il vaudrait autant qu'il donnât sa place. Mânes de Chapleau, a dit le premier ministre. Il n'a pas dit "mânes de Parent", car ils ne peuvent oublier la façon dont il a traité son ancien chef.

Le premier ministre a nié, hier, ce que je lui rappelais au sujet de son attitude passée contre son ancien chef. L'honorable premier ministre a dit qu'il me permettrait de citer ses paroles. J'ouvre *La Patrie* du 4 mai 1905 et je vois que le député de Montmorency se plaignait de voir que la ville de Québec n'avait pas assez de représentation dans le cabinet Gouin. Il se plaignait aussi, tout en protestant de sa bonne foi, que l'élément irlandais n'était pas encore représenté dans le cabinet. Sir Lomer Gouin lui répondit alors: "Je n'ai pas de leçons à recevoir." L'honorable premier ministre m'a forcé à lui rappeler ces cruelles paroles de son ancien chef.

On a parlé de notre programme. Nous voulons diriger la politique de la province de Québec vers l'épargne populaire. Nous voulons protéger l'industrie et l'exploitation de nos ressources naturelles. Les libéraux ont voté contre cette politique et ils l'adoptent aujourd'hui en prévision d'une prochaine campagne électorale. Le gouvernement n'a pas de statistiques suffisantes pour déclarer que nos forêts vivront encore 100 ans et, à ce sujet, je préfère m'en tenir à l'opinion d'ingénieurs désintéressés.

Il parle de l'exploitation forestière qu'il veut rationnelle et pas seulement au profit du capital étranger. Nous voulons, dit-il, garder nos richesses naturelles pour les nôtres et aussi nous voulons que des capitaux canadiens soient utilisés autant que possible. Il n'est pas nécessaire pour l'instant d'entrer dans les détails du programme du Parti conservateur.

On nous demande ce que serait notre politique sur l'embargo; nous saurons ce qu'il y a à faire. Nous ne nous contredirons pas comme l'a fait le premier ministre, d'après l'opinion de M. Barnjum.

Le premier ministre ne pourra plus dire que l'opposition n'a pas d'idées pratiques puisqu'il vient d'affirmer que toutes les mesures préconisées par elle ont été mises en pratique par le gouvernement. Il s'est rendu aux demandes de l'opposition et a été obligé d'adopter les mesures de celle-ci pour se maintenir au pouvoir.

Sous une apparence de sincérité, la droite essaie de faire croire que nous ne faisons pas notre devoir. Je n'ai pas honte d'avoir défendu l'autonomie de ma province en voulant séparer le Parti provincial conservateur du parti fédéral. Quels sont ceux, de l'autre côté de la Chambre, qui auraient eu le courage de faire ce que j'ai fait?

Il y a deux sortes de politiciens: l'une est faite d'hommes qui préfèrent s'enrichir et qui méprisent le public, sans tenir compte des principes élémentaires de la justice...

(Applaudissements)

M. l'Orateur: À l'ordre! L'honorable chef de l'opposition ne peut faire d'insinuations contre les députés de cette Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je parlais des politiciens en général. Je vais essayer de rendre ma pensée autrement. L'autre sorte de politiciens est faite d'hommes qui sont prêts à être pauvres, mais aussi à être honnêtes et à faire leur devoir. Des politiciens qui ont du caractère et pour qui les honneurs ne sont rien. La Chambre sera d'accord pour dire que j'ai toujours fait mon devoir et que je n'ai jamais cherché à faire des millions.

On se scandalise du fait que, en critiquant les actes du gouvernement, nous ravalons notre province. Dans la dernière lutte électorale, n'a-t-on pas vu des ministres de la couronne intervenir dans une lutte qu'ils n'avaient pas d'affaire, faire du pays une peinture qui donnait envie de le quitter? Des libéraux, alors que le Parti libéral était dans l'opposition à Ottawa, criaient à la banqueroute du pays. Le premier ministre n'a donc pas de reproche à faire à ce sujet à l'opposition de Québec.

Il soutient que la situation financière de la province n'est pas satisfaisante et prédit que bientôt les conservateurs seront au pouvoir.

Je vais voter pour l'amendement qui est la négation de la politique du gouvernement. La dette augmente dans des proportions considérables, les dépenses aussi. L'amendement devrait donc être adopté.

(Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Pellerin, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 18.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Paquet, Perrault, Philips, Pilon, Reed, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Tourville, 56.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. l'Orateur met aux voix la motion principale qui se lit comme suit: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Questions et réponses:

Forêts détruites par le feu depuis 25 ans

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est l'étendue des forêts détruites par le feu depuis 25 ans dans notre province?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
(Voir le tableau à la page suivante).

Année	Nombre des feux	Bois marchand	Jeunes bois	Vieux brûlés	Jeunes brûlés	Bûchers récents	Autres terrains	Total
1925	607	1,041.63	3,103.20	2,594.41	9,604.02	2,996.67	790.08	20,130.01
1924	636	67,707.75	6,634.75	22,777.25	14,973.25	39,236.75	51,933.00	203,262.75
1923	997	828,071.00	443,072.00	768,225.00	227,810.00	729,641.00	42,906.00	3,039,725.00
1922	1,608	232,459.00	54,582.00	80,705.00	100,441.00	169,692.00	105,683.00	743,562.00
1921	1,124	89,271.00	47,173.00	75,752.00	172,765.00	253,810.00	34,773.00	673,544.00
1920	539	86,035.00	35,814.00	78,988.00	35,390.00	80,065.00	5,452.00	321,744.00
1919	710	127,064.50	7,209.00	45,443.00	16,814.50	65,499.00	5,861.00	267,891.00
	6,221	1,431,649.88	597,587.95	1,074,844.66	577,797.77	1,340,940.42	247,398.08	5,269,858.76

Note : Il est impossible de donner des statistiques exactes et complètes sur les incendies en forêt, antérieurement à 1919.

**Taxes à payer par la Montreal
Island Power Company aux commissaires
d'écoles des Écotes**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écotes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Shaare Zion
Congregation**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Conventions entre la paroisse de Saint-Joachim,
comté de Montmorency, et la Ste Anne Power
& Paper Company Limited**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal et des commissaires

d'écoles de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et conventions entre les mêmes et la Ste Anne Power & Paper Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Chambre s'est ajournée à 3 heures, jeudi.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *L'Action catholique*: 16,000.
2. Dans *L'Action catholique*: \$3,000,000.

Séance du jeudi 11 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 59 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adélard Tétreault à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 58 intitulé modifiant la charte des sœurs de la Présentation;
- bill 60 modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Sœurs de la Présentation

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 modifiant la charte des sœurs de la Présentation.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte du Cap-de-la-Madeleine

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Demande de documents:

Ligue de la survivance française et usage de la langue française

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le département du trésorier et la Ligue de la survivance française, depuis six mois, au sujet de l'usage de la langue française.

Je ne suis pas sans avoir conscience de tous les dangers auxquels je m'expose en provoquant ce débat, mais j'ose espérer qu'à force de prudence et de modération j'éviterai de soulever des préjugés et des passions toujours nuisibles à l'avenir d'un pays.

Et je m'empresse de dire que je n'entends pas profiter de la situation humiliante faite à la langue française, depuis quelques années, dans certaines branches des services publics provinciaux, pour m'en faire une arme contre le gouvernement.

Je sais que les 10 onzièmes de ses ministres ne peuvent pas ne pas vouloir la diffusion de la pensée et de la langue françaises. D'ailleurs, le voudraient-ils qu'ils en seraient empêchés par de profondes et irrésistibles influences ataviques.

Or, comme c'est dans le ministère des Finances du Québec que l'idiome des quatre cinquièmes de notre population est méthodiquement ostracisé, c'est donc au seul trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) que s'adresseront mes reproches.

J'aurais voulu éviter ce débat. Mes collègues d'origine étrangère peuvent être assurés que je ne suis animé d'aucun sentiment hostile à l'égard de leur dialecte.

Je reconnais, au contraire, que la civilisation anglo-saxonne est l'une des plus grandes de la terre et qu'elle est admirablement servie par une langue

d'une dignité forte et sonore, qui est devenue l'idiome des peuples dans leurs relations commerciales, mais on comprendra ma légitime admiration pour cet instrument de culture supérieure et de propagande religieuse qu'est le parler français. Il a conquis à la civilisation française la domination intellectuelle du monde, et c'est pour assurer à cette langue qui a su exprimer, avec une clarté et une élégance jamais égalées, les sentiments les plus élevés, les revendications les plus fières et les plus nobles aspirations de l'humanité, sa mise sur un pied d'égalité avec la langue anglaise dans le département du trésorier de la province, que j'ai l'honneur de me lever aujourd'hui.

Souvent, dans cette Chambre, j'ai attiré l'attention de l'honorable trésorier provincial sur les lettres rédigées en langue anglaise que son département expédiait à des municipalités ou à des personnes portant évidemment des noms français, et sur des chèques libellés en anglais, qu'on s'empressait d'adresser à nos boursiers vivant à Paris, comme si on eût éprouvé un malin plaisir à vouloir faire croire aux institutions financières de notre ancienne mère patrie que le souvenir de la France était moins vivace et sa langue moins en honneur dans le Québec.

À diverses reprises, des journaux et des revues qui travaillent avec un zèle qu'on ne saurait trop louer à l'expansion de l'usage et de la culture de la langue française ont publié des articles - au sujet de la façon dont on traite le français à la trésorerie - que l'honorable ministre a dû lire.

Il lit une série d'articles.

Le département du Trésor a continué d'ignorer notre langue avec une obstination digne d'une meilleure cause. Cette attitude a pris, à la longue, le caractère d'un défi, et ne pas le relever serait, de notre part, non seulement une complicité, mais une abdication.

Voici le texte de la lettre qui a été adressée par la Ligue de la survivance française à l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol):

Ligue de la survivance
française

Montréal, ce 11 janvier 1926

Honorable Jacob Nicol
Trésorier provincial
Palais législatif, Québec

Cher monsieur,

Nous avons souvent constaté avec regret que, dans le département du trésorier provincial, la langue française est trop souvent ignorée dans les correspondances échangées entre votre département et des municipalités et des personnes portant des noms évidemment français.

Des plaintes s'élèvent aussi, souvent, au sujet des chèques exclusivement libellés en langue anglaise que vous adressez aux boursiers du gouvernement à Paris.

Il cite les plaintes enregistrées contre ces faits par l'échevin David, de Longueuil, par *l'Action française*, par *Le Devoir*.

Comme l'une des raisons d'être de notre Ligue consiste à employer nos énergies les meilleures à faire mieux aimer, si possible, la langue française, à aider à sa diffusion et à lui garder le rang d'honneur qui lui appartient dans ce pays, et particulièrement dans le Québec, nous prenons la liberté de porter à votre connaissance ces faits que toute notre population française, si généreuse à l'égard de nos concitoyens de langue anglaise, déplore amèrement.

Veuillez agréer, cher monsieur, mes salutations empressées.

(Signé) Ernest Tétreau,
président

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon honorable ami ne croit-il pas qu'il y a eu un changement, là?

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Jusqu'à l'an dernier, les chèques étaient en anglais.

C'est le privilège de la France de porter éternellement le flambeau de la civilisation en Europe. Si la France venait à manquer au monde, le monde ne tarderait pas à retomber dans les ténèbres. À son tour, le Québec doit être un puissant foyer de civilisation française en Amérique s'il veut accomplir son auguste mission d'y perpétuer indéfiniment le génie de notre race.

Et, comme pour faire rayonner sur tous les groupements des nôtres les bienfaits de sa culture et leur communiquer son indéfectible volonté de survivre, notre nationalité doit conserver jalousement la langue ancestrale. C'est donc pour nous un devoir sacré de la défendre contre toute action qui pourrait lui porter atteinte.

La langue est la meilleure conservatrice de la race. Un peuple qui perd sa langue perd, avec le temps, sa personnalité.

Cette vérité, que les malheurs de la Louisiane ont trop douloureusement illustrée, vient d'être proclamée à nouveau par Eamon de Valera qui, dans le cours de janvier 1926, jetait ce cri d'alarme à ses compatriotes: "Soyez sur vos gardes, car toutes les attaques dirigées contre la langue gaélique ont pour but de détruire la nationalité irlandaise."

J'espère qu'on finira par se rendre compte, en certains quartiers, que d'autres minorités nationales ont des droits égaux à la liberté de leur idiome et que c'est aussi compromettre leur avenir que de vouloir opprimer leur langue.

Évidemment, ceux dont l'utilitarisme est le seul idéal regretteront les instants employés à cette discussion linguistique. Pourtant, si nous voulons être dans ce pays les "hommes de la continuité française", nous ne devons pas nous dérober à la tâche d'élever la voix, de temps à autre, dans ce temple où s'élabore insensiblement nos destinées, pour mettre les nôtres en garde contre les périls qui les entourent.

Les Canadiens français ont été préparés par trois siècles de culture et par leurs hérédités à sentir et à penser à la française. Vivant au milieu de six millions de nos concitoyens d'origine étrangère, tout à côté d'un peuple de 120 millions d'habitants de langue et de mentalité différentes, nous oublions trop souvent que nous sommes une minorité sans cesse menacée par l'envahissement des peuples qui nous environnent et que pour empêcher le recul de notre langue, il nous faut garder nos positions.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de citer un fait qui démontre bien que, de nos jours, un peuple peut difficilement compter sur l'aide des nations amies pour l'avancement de sa langue. C'est la France, cette protectrice naturelle des droits de l'humanité, qui, par son intervention, son appui moral, son or et son argent, rendit possible l'établissement de la république américaine. Aussi le peuple des États-Unis lui en gardera-t-il une reconnaissance éternelle. Cependant, à la conférence de la paix, tenue dans la Galerie des glaces du palais de Versailles, c'est le président Wilson qui fut cause qu'on dérogea à la coutume séculaire qui voulait que la langue française fût la seule langue officielle dans le règlement des difficultés entre les peuples, et c'est l'Allemagne, dont on connaît la haine pour tout ce qui est d'essence française, qui rendit hommage à la souplesse et à la probité de la langue française en choisissant le texte français du traité de paix pour en faire l'étude au Reichstag.

Les dangers qui nous assiegent sont hélas nombreux. Toutes les races ont leurs déserteurs. Pourquoi faut-il qu'à part l'émigration qui appauvrit

notre sang, la foule des déserteurs de la race qui appartiennent à nos familles les plus en état, par leur rang social, leur fortune et leur instruction, d'aider à notre survie, et le nombre des reniements de notre langue dans tous les domaines où elle devrait être en honneur, grandissent sans cesse, comme si, en restant fidèles aux anciennes traditions familiales, en obéissant docilement aux enseignements de nos morts et de notre sol, en gardant jalousement notre langue, nous n'étions pas plus sûrs d'accroître notre force de résistance et de conserver notre âme canadienne-française?

On en est rendu, en certains milieux, à croire notre langue impropre au commerce et à l'industrie. L'honorable trésorier de la province ne pourrait-il pas créer, par l'exemple, une impression plus rassurante en choisissant parfois les vérificateurs de la Commission des liqueurs parmi les comptables de langue française?

On se défend trop mollement contre l'invasion du français par l'anglicisme, et on ne se met pas suffisamment en garde contre les infiltrations étrangères qui menacent d'altérer notre esprit national.

Je pourrais nommer des éducateurs qui n'agiraient pas autrement s'ils voulaient donner à nos enfants une formation contraire à leur tempérament de race et préjudiciable à leur idiome traditionnel. J'ose espérer que le gouvernement continuera sa tâche patriotique de multiplier nos relations avec la France, afin que, par un rapport de vie intellectuelle sans cesse renouvelée, s'affermissent toutes les qualités de notre esprit français.

Et, s'il m'était permis de formuler un vœu, je demanderais respectueusement au clergé, qui a tant fait pour assurer notre survivance, de vouloir bien s'employer à nouveau dans une série de conférences destinées à la jeunesse, à enrayner le flot grandissant de l'émigration, à propager davantage l'amour de la langue maternelle en lui donnant le mot d'ordre de la parler partout et à inspirer ce sentiment de fraternelle solidarité qui fait la fortune des autres races.

Puis nous ne nous pénétrons pas assez de cette idée que, sur ce coin de terre découvert, défriché, colonisé par nos pères et où dorment nos aïeux, nous sommes chez nous, que cette maison française du Québec, c'est nous qui l'avons construite, et que la langue française y doit être entourée de tous les égards dus à son autorité.

Issus du peuple le plus solide de la terre, nous accueillons avec bienveillance ceux qui viennent vivre au milieu de nous, nous leur assurons les meilleures places, nous les traitons comme des

frères, nous poussons même la condescendance jusqu'à parler leur langue plus souvent qu'à notre tour, espérant qu'ils nous le rendront en s'efforçant de parler la nôtre; et, à force de tolérance et de générosité, nous y avons assuré le règne de la paix et de l'harmonie entre les races, et fourni aux autres provinces un exemple qu'il nous tarde de les voir suivre. C'est justement parce que nous sommes chez nous, dans le Québec, parce nous sommes les défenseurs nés des autres groupes français dans ce pays à qui nous devons l'appui de notre action et de notre influence, que nous devons affirmer plus nettement notre volonté de garder intacts tous les éléments de notre nationalité.

Lorsqu'en décembre dernier les nombreux délégués des nôtres habitant les plaines de l'Ouest firent ce que, dans leur langage touchant, ils appelaient un pèlerinage dans le Québec, pour nous dire, avec une émotion mal dissimulée, que, sur les bords de la Saskatchewan et de la rivière Rouge, la survivance franco-canadienne était assurée, ne s'attendaient-ils pas à retrouver, en mettant le pied sur cette terre bénie où doivent être jalousement conservées comme des reliques saintes notre foi, notre langue, nos traditions, et dans notre profond et ardent patriotisme, une vigueur nouvelle pour l'accomplissement de leur noble tâche dans l'Ouest canadien?

Comment pourrions-nous, à l'avenir, leur inspirer la confiance qui affermit les courages, si nous n'avons pas la fierté de faire respecter, dans notre propre maison, les droits de notre langue? Je ne voudrais pas terminer ce débat sans souligner, avec gratitude, les témoignages de sympathie dont notre langue a parfois été l'objet de la part de nos concitoyens anglais qui ont ainsi fortement contribué à assurer la bonne entente dans ce pays.

Lorsque, après la proscription de la langue française, tous les députés de langue anglaise du Canada-Uni se joignirent, avec une spontanéité remarquable, à nos mandataires, le 21 février 1845, date mémorable entre toutes, pour demander aux autorités impériales de rayer cette clause inique qui abolissait la langue française, ils firent un geste magnanime que la génération de 1865 s'empressa d'imiter et dont nous devons garder un souvenir reconnaissant.

Puis, l'an dernier, quand, pour faire oublier l'injure faite à notre race qui n'avait pas figuré à la Conférence de la paix, à Versailles, le gouvernement central délégua, à Genève, un homme dont la dignité de la vie, la culture supérieure et le patriotisme éclairé en faisaient l'un des représentants les plus

autorisés de notre nationalité et du pays tout entier, la joie fut grande, mais, lorsqu'il fut appelé à la présidence de l'assemblée de la Société des nations, notre orgueil en fut plus qu'agréablement flatté.

L'occasion nous était enfin donnée d'affirmer fièrement, à la face du monde et particulièrement en présence des délégués de la France, la vitalité de la race française sur les bords du Saint-Laurent, et de démontrer, de brillante façon, que notre langue n'est pas un idiome dégénéré, qu'elle n'est pas un patois, comme certains veulent le faire croire, mais un dialecte qui a évolué lentement, en gardant des mots anciens, de vieilles locutions sentant bon le terroir qu'il serait grand dommage de voir disparaître, mais qu'elle est bien restée la langue française. Aussi, je ne saurais résister au plaisir de vous citer un extrait du *Petit Parisien* publié au lendemain de cette assemblée de la Société des nations: "Le langage des Canadiens français est le plus pur, le plus clair et le plus authentique parlé. Le langage du Canadien français n'est pas déformé, contrairement à celui du Français, qui est adulteré, contorsionné et évaporé. Au Canada, la langue française reste immuable."

La France, que nous devons aimer toujours sans la juger, parce qu'elle fut notre mère, et l'Angleterre, à qui va notre gratitude pour la liberté dont nous jouissons, viennent de travailler ensemble, unies par les liens d'une indéfectible amitié, à la défense de la civilisation européenne.

N'est-ce pas aussi la mission du génie français et du génie anglais de poursuivre de ce côté-ci de l'Atlantique un idéal commun, en collaborant à la formation d'un sentiment national? Et ils y réussiront dès qu'ils voudront se servir loyalement, sans tenter de donner à l'un la prééminence sur l'autre, de ces deux merveilleux outils que sont la langue française et la langue anglaise.

D'ailleurs, il existe entre ces deux langues une sorte d'affinité secrète qui devrait rendre leur commerce agréable, facile. La langue française a eu sur la langue anglaise, définitivement fixée au XVIII^e siècle, une influence considérable dont mes concitoyens d'origine étrangère doivent s'enorgueillir, car c'est d'elle que Clémenceau a dit: "Langue de simplicité, de clarté, de vérité, qui semble comme le moule parfait de la pensée, où viennent spontanément se formuler les sensations les plus subtiles, les conceptions les plus hautes, les affirmations les plus généreuses. Langue de liberté qui éveilla le monde aux appels de l'esprit délivré. Langue de pitié, d'équité sereine et de bonté profonde, d'où jaillit la source vive de l'humaine solidarité. Langue d'amitié, langue d'amour, dont la

naturelle harmonie peut, sans le rythme du vers, ravir l'âme au sommet de l'émotion sublime. Langue adorée de tous ceux qui la sentent se mouvoir en eux, qui la vivent. Langue des aïeux, langue de la terre, langue qui est la patrie aussi. Oui, c'est la France elle-même, c'est le génie de notre race, c'est la gloire du passé, et, en dépit des heures mauvaises, c'est l'invincible espérance, l'ancre solide de l'avenir."

Les Normands ne cherchèrent jamais à imposer aux Anglo-Saxons leur langue. Cependant, il fut un temps, en Angleterre, après la conquête normande, où la langue française était exclusivement la langue de la cour, la langue du clergé, la langue du Parlement, la langue de la justice, la langue de l'élite. C'est ce qui explique que, sur 43,566 mots, l'idiome anglais a emprunté, à part les mots pris au français lui-même et au latin, 29,854 mots aux langues romanes étroitement apparentées à la langue française, puisque le dialecte roman de l'Île-de-France, c'est véritablement le parler français.

Et les mots français: "Dieu et mon droit", "Honni soit qui mal y pense" et tant d'autres dont se composent les devises anglaises ne sont-ils pas là, constamment sous nos yeux, pour enseigner la fraternité des deux races?

Il semblerait vraiment que Jefferson avait en vue le Canada, où chaque pouce de terre rappelle l'effort français, lorsqu'il écrivit: "Tout homme à deux patries, le pays où il est né et la France."

Souvent on se plaît, et avec raison, à nous citer la Belgique et la Suisse comme des modèles de l'harmonie qui doit régner entre toutes les nationalités dont se compose un peuple.

En Belgique, et je m'incline profondément devant la douleur de ce petit peuple de héros qui vient de perdre l'un de ses fils les plus illustres, le français et le flamand sont toutes deux officielles; et vous avez pu constater que cette dualité de langues n'a pas nui à l'unité nationale de la Belgique qui a résisté si héroïquement à l'envahisseur.

Dans la Suisse, les luttes linguistiques sont inconnues. La raison en est que les trois langues officielles: le français, l'italien et l'allemand, y sont loyalement mises partout sur un pied d'égalité.

J'espère que le temps n'est pas éloigné où l'on pourra offrir au monde l'exemple d'un Canada où les deux langues officielles seront également respectées. Ce jour-là, la formation d'un esprit national canadien sera assurée.

En attendant, j'espère que l'honorable premier ministre saura faire sentir, comme il convient, à ceux qui persécutent notre langue, dans le département du Trésor, que leur place n'est pas parmi nous.

M. Fortier (Beauce): Permettez-moi d'exprimer le regret que l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) ait cru abaisser le débat dans une attaque contre le gouvernement ou un de ses membres. Il est singulier que l'on entende le député de Dorion prendre l'honorable trésorier à partie quand nous savons qu'il est un des amis de la langue française. Il apparaît au programme de l'opposition de démontrer que nous avons à la tête du Trésor un ministre hostile à la langue française. Pourquoi présenter le trésorier de la province comme un anglicisé, persécuteur agissant par procuration? Le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) trouve le trésorier de la province trop anglais; le député de Sherbrooke (M. Crépeau) trouve qu'il ne l'est pas assez. Les députés anglais de l'opposition trouvent qu'il n'est pas anglais du tout.

N'est-ce pas un fait notoire que la correspondance, dans le département du Trésor, se fait dans les deux langues? Tout le monde sait que, si l'on écrit une lettre dans une langue, on ne peut s'attendre à recevoir la réponse dans une autre. C'est ainsi que des Canadiens français ont pu écrire en anglais à la trésorerie provinciale et recevoir une réponse dans cette langue.

L'honorable député de Dorion a fait fausse route en demandant que l'on fasse table rase des employés anglais dans le gouvernement et à la Commission des liqueurs.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je n'ai jamais demandé pareille chose.

M. Fortier (Beauce): Mon honorable ami n'a-t-il pas dit qu'il voulait faire remplacer le comptable anglais pour un comptable français?

M. Tétreau (Montréal-Dorion): J'ai dit que le trésorier devrait, de temps en temps, nommer des Canadiens français en qualité de vérificateurs, à la Commission des liqueurs.

M. Fortier (Beauce) reproche au député de Montréal-Dorion de vouloir brandir de nouveau le brandon de discorde entre les races de ce pays.

Après ces réserves, je crois devoir rendre hommage à l'honorable député de Dorion pour l'hommage qu'il a rendu à la langue française. Après la vie, la langue française est le plus inestimable des biens. Notre devoir est de la conserver. Ne devons-nous pas conserver ce qui nous a été donné à la source de la vie? La langue maternelle est un dépôt sacré qu'il nous incombe de transmettre intact à nos descendants. Jusqu'à aujourd'hui, nous avons accompli ce devoir. Nous devons continuer.

D'un côté, la grande province d'Ontario et les provinces anglaises, de l'autre côté l'immense république américaine: 115 millions d'habitants. Partout le vaste océan anglo-saxon; au milieu l'îlot français jamais submergé. Voilà deux siècles que la tempête se brise sur son rocher sans y creuser la moindre fissure.

Le Canada y perdrait-il à compter deux civilisations au lieu d'une? S'affaiblirait-il en juxtaposant la nationalité française à la nationalité anglaise pour édifier les assises de ce pays? Ne procéderait-il pas au contraire d'une double puissance? C'est la pensée créatrice de la Confédération. Traitant de celle-ci, M. Bourassa disait, le 23 novembre 1923: "Après un siècle de luttes irritantes et de tâtonnements, vint le double accord de 1865, le premier entre Anglais et Français du Canada; le second entre la nouvelle Confédération canadienne et la métropole. Ce fut incontestablement l'effort le plus louable, le plus sincère, le plus intelligent, pour faire du Canada la patrie commune de tous ses habitants."

Rome vainqueur de la Grèce active la culture grecque au pays conquis et la répand chez elle. Car les Romains, passés maîtres dans l'art de conquérir, considéraient toujours les vaincus comme des adoptifs, ils leur accordaient le droit de la cité romaine et les maintenaient en leurs droits et leurs prérogatives comme peuple. Saint-Paul dénoncé comme chrétien désarme les pouvoirs publics en s'écriant: "Je suis citoyen romain."

L'Angleterre victorieuse octroie au Sud-Africain une constitution bilingue et instaure partout l'africandaise¹ à l'égal de l'anglais. Ce n'est pas elle qui s'objecte à l'enseignement du français dans ce pays. Ce sont des coloniaux à courte vue compromettant les véritables intérêts de l'Empire britannique comme ceux de la patrie canadienne.

La similitude de langage et de religion de la commune origine des Anglo-Saxons de chaque côté de la ligne 45° en font des peuples à peine distincts. Il n'en va pas de même de nous. Jamais nous ne voudrions nous fondre dans le tout américain. Le système scolaire des États-Unis, leur uniformité d'enseignement, de langage, de civilisation nous en éloigne. En nous laissant jouir de la plénitude de nos droits et des aspirations de l'âme française et catholique, on assure la survivance de la patrie canadienne à jamais. Je ne dis pas la survivance française et catholique parce que celle-ci existe et qu'elle est invincible, parce qu'elle est immortelle.

Nous sommes le rempart providentiel contre toute infiltration dissolvante par nos croyances, par

l'union de la famille et de la paroisse; si l'un des murs de la citadelle de l'ordre en ce pays devait céder un jour, ce ne serait pas de notre côté qu'il tomberait.

La Confédération est l'œuvre de Cartier et de Macdonald; l'un complétait l'autre. Chacun était essentiel à l'autre. À consolider l'œuvre, nul, plus que Laurier, ne s'est employé et nul n'était mieux doué pour promouvoir le règne de l'harmonie entre les deux races. Chapleau, Mercier ont provoqué l'admiration par leur verbe, leurs talents; les conceptions patriotiques de Mercier ont éveillé l'attention bien au-delà des frontières de notre province, elles ont franchi les mers.

Nos hommes d'État sont aujourd'hui connus et discutés par tout le pays, appréciés en France et en Angleterre. Les hauts faits administratifs de Sir Lomer Gouin, dont notre province a si largement bénéficié, en font une grande figure nationale.

Nous avons démontré combien nous sommes aptes au gouvernement de l'État, notre vive compréhension du rouage parlementaire. Nos politiques ne le cèdent en rien à nos émules de l'autre origine, que ce soient les rênes du pouvoir à la main ou dans le champ clos de l'opposition. Certes, je ne blesserai pas nos concitoyens anglais en leur disant que l'opposition n'eût pas été plus agressive, ni plus ardente au combat, ni mieux conduite à l'assaut si l'honorable chef de l'opposition actuel n'eût pas été, lui, l'un des nôtres.

Quant à nous de votre droite, monsieur, permettez que je passe sous silence les actes nombreux par lesquels l'honorable premier ministre a donné une orientation nouvelle et définitive à notre province pour ne rappeler que son grand courage et sa profonde vision. Ces actes sont déjà de l'histoire, de l'histoire pleine des plus fécondes réalisations et de promesses les plus rassurantes pour l'avenir. Je n'évoque que le plus récent de ces actes, celui de la conservation de notre richesse hydraulique. Dès que les perspectives de développement de nos immenses ressources hydroélectriques eussent surgi des abîmes, une voix s'est élevée au-dessus du bruit des cascades pour en revendiquer toute la maîtrise au nom de sa province. L'opinion publique flottait, hésitante entre le principe de l'exportation et celui de la conservation de notre énergie électrique, et n'osait se rallier au premier. Le premier ministre de cette province a fait prévaloir la conservation de nos ressources naturelles sur l'exportation, il a orienté et fixé la politique de tout le Canada par sa fermeté.

J'ai voulu signaler ce dernier fait et la carrière de l'honorable premier ministre comme une manifestation de la survivance de la race française en Amérique.

Il parle de l'enseignement dans la province et fait l'éloge du système éducationnel de notre gouvernement.

Il exprime le vœu de voir bientôt, dans notre pays, une seule nation, unie, respectueuse chacune de leurs droits respectifs.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Nicol (Compton): Je n'avais pas l'intention de me mêler à ce débat, mais je ne saurais laisser passer sous silence l'attaque de l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) contre moi-même et contre les officiers de mon ministère. C'est une attaque inopportune et injuste que le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) vient de faire, au moment où les Canadiens français ont une situation de plus en plus enviable dans les Cantons de l'Est, alors que l'élément canadien-français prend de plus en plus d'importance et que la minorité anglaise diminue. Est-ce bien un moment propice pour soulever un débat de cette nature, quand tous les efforts sont faits pour apaiser les préjugés de races, de langues et de religions? Je croyais que, dans une circonstance comme celle-ci, on pourrait faire un débat sur la langue française, la plus belle qui soit ici sur des lèvres humaines, sans qu'on y mêlât des questions politiques.

Je suis dans un grand embarras. Attaqué hier par l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) qui disait que j'étais trop français, je suis attaqué par le même côté qui prétend que je suis trop anglais parce qu'un de mes chefs de bureaux a pu adresser à des personnes portant un nom français quelques chèques qui étaient écrits en anglais. Une telle critique est-elle justifiable de la part de ces messieurs de la gauche?

À quoi se résume la situation? Nous avons un nombreux personnel au ministère du Trésor. Trois de mes chefs de département sont des Canadiens français. L'auditeur la province est canadien-français. Nous avons plusieurs sous-ministres en cette province. Nous n'en avons qu'un seul qui est anglais, et c'est celui du Trésor. Est-ce trop? Est-ce injuste?

Des voix: Non! Non!

L'honorable M. Nicol (Compton): Si j'étais malin, je demanderais à l'honorable député de Westmount (M. Smart) de répondre à l'honorable député de Dorion. Je ne le ferai pas. Le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) a cité quelques lettres. Pour ma part, chaque fois que j'écris à quelqu'un de langue française, je lui écris en français. Je me suis

toujours fait un devoir de le faire. Il peut y avoir eu des erreurs, mais pas fréquemment. Un Anglais peut avoir un nom français et un Français un nom anglais, le député de Chambly (M. Thurber) par exemple.

On s'est plaint des chèques du ministère du Trésor. C'est vrai qu'ils ne sont qu'anglais. Il faut bien convenir que le ministère du Trésor donne un plus grand nombre de chèques. Rappelons-nous qu'il y a ici huit ministères. C'est notre service qui distribue les chèques à ces divers ministères. Chacun d'eux a ses chèques en français, et ce sont ceux-là qui sont en circulation. Combien de fois, d'ailleurs, il m'est arrivé de remettre des chèques en français, venant du secrétaire de la province (l'honorable M. David), à des trésoriers municipaux de langue anglaise! Et jamais je n'ai entendu la moindre critique.

J'ai lu des lettres du *Devoir* et des lettres que l'honorable député de Dorion a lues. Il a cité une lettre qu'il m'avait écrite. Il n'a pas lu ma réponse. S'il l'avait lue, la Chambre aurait constaté que je lui répondais en français et que je lui disais que j'avais prié mon sous-ministre de toujours écrire aux Canadiens français en français.

Si les chèques du Trésor sont en anglais, cependant ceux de tous les autres ministères sont en français, en français exclusivement. Va-t-on exiger, dans l'intérêt de la survivance française, que tous les chèques soient rédigés dans les deux langues? On va alors changer ce qui se fait dans tous les ministères.

Le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) s'est fait apôtre de la langue française, mais avec les procédés dont il se sert, il fait plutôt tort à ses concitoyens. Il tente de soulever des passions qu'il vaut mieux laisser sommeiller, surtout quand on n'a pas de motif sérieux pour créer une agitation nuisible aux intérêts et à la bonne harmonie de la population de la province. Je connais le sentiment de la population des autres provinces, et je puis déclarer que ne n'est pas ainsi qu'on en obtient justice... L'honorable député de Montréal-Dorion a voulu faire de moi un fanatique. C'est la plus grave insulte qu'il pouvait me faire. S'il y a une chose dont j'ai essayé de me garder, c'est le fanatisme et j'ai toujours apprécié le témoignage que me rendait mon ancien condisciple de collège, Georges Pelletier, quand il disait, dans le *Devoir*: "Une chose que je sais, c'est que M. Nicol n'est pas un fanatique."

(Applaudissements)

C'est un sentiment dont j'ai toujours cherché à me dépouiller et je hais les préjugés, qu'ils soient religieux ou autres.

Je crois que le député de Montréal-Dorion a été mal avisé quand il prie le premier ministre - non

le trésorier de la province, remarquez bien - de lui faire une promesse formelle que cesserait, dans mon département, la persécution de la langue française. M. l'Orateur, je crois que l'honorable député de Dorion a eu tort de dire que le français est persécuté dans le ministère du Trésor. Qui persécute la langue française dans mon département? Ce n'est pas moi, en tout cas. S'il veut réfléchir, il regrettera ses paroles. Il ne s'appuie sur rien pour affirmer une telle chose. Voilà une façon assez curieuse de combattre le fanatisme. Parlant au nom de mon personnel, je dois dire qu'il n'y a pas de fanatisme dans notre ministère. Il a été convenu qu'un seul département serait dirigé par un représentant de la minorité anglaise. Veut-il parler des fonctionnaires de mon département? La plus grande harmonie règne entre eux tous. Ils sympathisent les uns avec les autres, sans distinction de race. Quant aux employés de langue anglaise, je les sais dévoués, attachés sincèrement à leur province et parfaitement loyaux. Ils font leur possible pour parler le français de mieux en mieux, et je crois qu'ils y réussissent et qu'ils ne refuseraient jamais de se servir de cette langue.

L'opposition croit-elle qu'il y a trop d'anglais dans mon ministère? Doit-on mettre l'anglais de côté dans les services du trésorier?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition n'a jamais prétendu cela. Ce n'est pas la question.

L'honorable M. Nicol (Compton): M. l'Orateur, nous avons toujours essayé de rendre à la langue française la justice qui lui est due et nous continuerons. Je conclus en disant que, dans mon département, on a donné à la langue française la large part à laquelle elle a droit, sans pour cela froisser les susceptibilités de la minorité.

(Applaudissements)

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je suis surpris de constater que, chaque fois qu'on parle de la langue française, on traite de brandon de discorde celui qui soulève la question. J'ai confiance que le gouvernement prendra mes remarques en bonne part et que le français sera plus en honneur au ministère du Trésor.

Il rectifie que tout ce que l'on demande au trésorier, c'est l'égalité des deux langues, dans son département. Il croit qu'il fallait faire les remarques qu'il a faites dans cette Chambre pour le plus grand bien de la race.

La motion est adoptée.

Remise de l'affermage des concessions forestières

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), que:

"Attendu que le gouvernement annonce pour le 13 février l'affermage de concessions forestières ayant une étendue approximative de 4,200 milles carrés;

"Cette Chambre est d'opinion qu'étant donné la situation particulière et l'importance de chacune de ces concessions forestières, ainsi que l'insuffisance et l'irrégularité des avis de mise aux enchères, il est de l'intérêt de la province que l'affermage n'ait pas lieu le 13 février, mais soit remis à une date ultérieure, afin que l'affermage puisse se faire dans les conditions les plus avantageuses pour la province."

Je propose cette motion parce que je crois que le gouvernement a violé les règlements en annonçant cette vente de limites à bois qui aura lieu le 13 février.

Les journaux nous ont appris, au commencement de la présente année, que le gouvernement avait l'intention de mettre à l'enchère certains blocs de notre domaine forestier. À peine la nouvelle était-elle connue dans le public que nous voyons tout de suite, dans le numéro du 9 janvier 1926 de la *Gazette officielle*, que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), ayant reçu dans certains cas une demande sérieuse et, dans d'autres cas, des demandes sérieuses d'industriels qui désirent se procurer des réserves forestières suffisantes pour garantir le bon fonctionnement de leurs usines, a recommandé à ses collègues du Conseil exécutif l'affermage de certaines concessions forestières dans le domaine forestier de cette province, cet affermage devant avoir lieu le 13 février 1926.

Le bloc no 1, situé dans le bassin de la rivière Gatineau, a une superficie de 200 milles carrés. Le deuxième, d'une superficie de 200 milles, est situé dans le bassin de Choumouchouane². Le troisième, dans le bassin de la Péribonka, mesure environ 1,000 milles carrés. Le bloc no 4, qui fait partie des bassins de la Gatineau et de la rivière Ottawa, a une superficie de 1,800 milles. Le cinquième, dans la Mistassini, comprend 1,000 milles carrés, outre certaines forces hydrauliques.

Notons d'abord que la vente de toutes ces réserves se fait en même temps et que ceux qui auraient l'intention de s'en porter acquéreurs n'ont pas même eu un mois pour en faire l'inventaire. L'on

conçoit que pour faire un examen superficiel d'un bloc de 200 milles carrés, la chose peut se faire dans un mois. Mais il n'en est pas de même pour ceux de 1,000 milles et de 1,800 milles. Les 4,200 milles carrés que l'on met en vente égalent deux fois la superficie de l'Île-du-Prince-Édouard et quatre fois celle du Rhode Island. Le gouvernement reconnaît-il lui-même l'importance de cet inventaire, puisqu'il met une clause qui se lit ainsi: "L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté à la satisfaction du département dans les 36 mois qui suivront l'affermage. Le plan d'aménagement devra avoir été accepté par le lieutenant-gouverneur en conseil avant qu'aucune exploitation n'y soit faite"?

Si un inventaire approprié de ces blocs était effectué avant qu'ils ne soient mis en vente, je pense que la province en obtiendrait de meilleurs prix et en tirerait de meilleurs revenus.

Parmi les conditions imposées aux concessionnaires, il en est une qui spécifie que "tous les bois coupés sur ces concessions devront être manufacturés dans une usine située dans les limites de la province de Québec".

Cependant, la quatrième concession diffère un peu des autres. Dans le préambule, on dit que "le département a reçu plusieurs demandes sérieuses d'industriels désirant se procurer des réserves forestières pour garantir le bon fonctionnement de leurs usines. Qu'il convient de faire droit à ces demandes pour assurer un travail continu aux ouvriers de ces usines". Mais, dans la clause 10, on lit ce qui suit: "Avant l'expiration des 24 mois qui suivront la signature du contrat, l'acquéreur du permis devra manufacturer, dans une usine non encore construite, mais qui devra être érigée dans la province de Québec, et ce, dans le bassin de la rivière Ottawa, du papier à journal à raison de 450 tonnes par jour."

Dans le préambule, on parle d'usines existantes dans lesquelles on veut assurer un travail continu aux ouvriers; au paragraphe 10, on veut forcer l'acheteur à construire une autre usine. En un sens, les compagnies sérieuses qui possèdent déjà des usines dans lesquelles elles ont investi de forts capitaux sont éliminées, étant donné qu'elles ne peuvent construire de nouvelles usines, n'ayant pas besoin de la faire puisqu'elles ne désirent qu'obtenir davantage de bois, ou encore, si elles doivent reconstruire une usine nouvelle, elles le feront au détriment de celles qu'elles ont déjà. On va peut-être prétendre que ceci a pour but de développer une certaine région de la province, mais, au strict point de vue économique, la construction de nouvelles

usines n'est pas aussi désirable qu'on veut le faire paraître. En multipliant ainsi les nouvelles usines et en les distribuant aux quatre coins de la province, nous dépeuplons les vieux centres pour en fonder de nouveaux, et cette politique aura le même résultat que celle de la colonisation qui a enlevé nos cultivateurs dans les vieilles paroisses pour leur permettre d'aller en fonder de nouvelles, aux confins de la province, où ils ont peine à vivre.

Les propriétaires d'usines déjà existantes se plaignent qu'il existe déjà trop de moulins à pulpe pour le rendement et la localisation de nos forêts. Il s'agit, pour le gouvernement, d'enquêter sur cette question en faisant un inventaire de nos ressources forestières et de protéger, s'il y a lieu, ceux qui ont déjà de gros capitaux investis avant d'encourager d'autres à en placer dans une entreprise dont on ne connaît pas encore la durée.

L'augmentation dans le rendement des usines actuelles a attiré l'attention des économistes qui se sont alarmés de la façon irraisonnée dont se faisait le déboisement. Plusieurs journaux en ont parlé et *Le Devoir* y revient très souvent pour démontrer que ce gaspillage produira, avant bien des années, une crise du papier.

Il exprime sa crainte que le gouvernement ne suive une politique d'exploitation des ressources forestières très peu judicieuse en mentionnant ce qui s'est passé aux États-Unis, où ils ont épuisé sans discernement leurs limites à bois, ainsi que son doute que cette province ne se retrouve pas bientôt dans cette même situation fâcheuse. Il doute qu'il soit nécessaire pour l'instant de vendre ces immenses limites à bois, même pour permettre aux compagnies existantes de poursuivre et d'étendre leurs opérations.

Je note, en particulier, que, dans la concession no 2, le terrain que l'on veut affermer est borné par les concessions affermées à la Brompton Pulp & Paper Co. Cette compagnie a son usine à East Angus, tout près de Sherbrooke. Elle y a placé une somme très considérable, et c'est d'elle dont dépend la vie de la population d'East Angus. Or, si l'on songe que cette compagnie devra alimenter son usine avec du bois qui vient de la région de l'Ashuapmushuan, on peut penser ce qu'il en coûtera dans quelques années pour du papier fabriqué avec du bois provenant d'une telle distance. Le cas de la Brompton Pulp est celui de bien d'autres compagnies.

Une autre raison qui nécessite la remise de cette vente, c'est que les délais requis n'ont pas été observés. À une interpellation du chef de

l'opposition, le secrétaire de la province (l'honorable M. David) a répondu que l'extra de la *Gazette officielle*, portant la date du 9 janvier, n'a été imprimé que le 14 janvier et distribué le 16 janvier. Comme la vente est fixée pour le 13 février, le délai d'un mois fixé par la loi n'a pas été observé. L'avis qui a été publié dans la *Gazette officielle* n'est pas suffisant. La loi exige qu'il apparaisse dans la *Gazette* pendant 30 jours complets, et non pendant 25, 26, 27, ni même 29 jours.

En conséquence, nous demandons que cette vente soit remise et que l'on procède sans délai à l'inventaire de nos ressources naturelles.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) déclare qu'il va attendre que tous les membres de l'opposition devant prendre part au débat aient parlé pour leur répondre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous voudrions avoir dès maintenant des explications au sujet de la publication des avis parus dans la *Gazette officielle*.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) renouvelle son affirmation qu'il ne parlera qu'après les députés de la gauche.

M. l'Orateur demande si la motion sera adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Drop!³

Des voix ministérielles: Drop!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour obtenir des explications du ministre des Terres et Forêts.

Je comprends que le ministre refuse de répondre. Une telle conduite de sa part est particulièrement inhabituelle, et la réaction du public n'en sera que plus défavorable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Je crois que la position prise par le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) est logique. Il a droit d'attendre que les députés de l'opposition aient formulé leurs critiques pour leur répondre. S'ils ne veulent pas parler, nous allons voter contre la motion.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ça ne prendra pas, nous sommes trop jeunes.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je ferai remarquer en débutant la déclaration que vient de faire l'honorable premier ministre qui nous dit qu'il entend voter contre la motion sans avoir entendu les explications que nous avons à donner à ce sujet. Je ne pensais pas m'adresser à un juge préjugé, mais je m'adresserai aux autres membres de cette Chambre chez qui j'espère trouver des esprits moins préjugés.

Il remarque que la motion du député de Sherbrooke (M. Crépeau) est sur l'ordre du jour depuis jeudi dernier et que le gouvernement a attendu au dernier moment pour la discuter. La motion du député de Sherbrooke (M. Crépeau) a une importance capitale et je demande la permission de la relire, lentement, pour que chacun sache bien ce qu'elle comporte.

"Attendu que le gouvernement annonce pour le 13 février l'affermage de concessions forestières ayant une étendue approximative de 4,200 milles carrés;

"Cette Chambre est d'opinion qu'étant donné la situation particulière et l'importance de chacune de ces concessions forestières, ainsi que l'insuffisance et l'irrégularité des avis de mise aux enchères, il est de l'intérêt de la province que l'affermage n'ait pas lieu le 13 février, mais soit remis à une date ultérieure, afin que l'affermage puisse se faire dans les conditions les plus avantageuses pour la province."

J'entends discuter cette motion non pas au point de vue étroit des intérêts de mon parti, mais au point de vue plus large de l'intérêt de la province. Le gouvernement n'est qu'un mandataire et n'a que les pouvoirs que lui donne la loi. Dans 40 heures, on se propose d'affirmer des concessions forestières d'une superficie totale de 4,200 milles carrés. Que dit la loi qui régit de telles ventes?

Cette loi est dans nos statuts refondus de 1909, aux articles 1623, 1624 et 1625. Je demande la permission de lire posément ces trois articles et de rechercher comment il faut les observer dans l'intérêt de la province.

L'article 1623: "Toutes les limites à bois comprises dans le territoire vacant de la couronne, appartenant à cette province, doivent être vendues publiquement à l'enchère. S. R. Q., 1334". L'article 1624: "Les ventes faites en conformité de l'article 1623, et présidées par un officier du département des Terres et Forêts ou toute autre personne ayant reçu instruction du ministre à cet effet, ont lieu à l'endroit et de la manière prescrite dans l'avis donné dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les journaux indiqués à cet effet par le ministre, lequel avis doit être donné au moins 30 jours avant la vente.

"Cependant, lorsqu'il s'agit de limites de peu d'étendue ou de peu de valeur, excepté les agences du haut et du bas de l'Ottawa, et lorsqu'il est de l'intérêt public de hâter la vente, le ministre peut vendre, après un avis de 15 jours publié tel que prescrit dans l'alinéa précédent. S. R. Q., 1335; 58 V., c. 18, s. 5; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; Ed. VII, c. 12." Il ne s'agit pas de limites de peu de valeur et de peu d'étendue puisque les limites de bois que l'on vendra ont une superficie de 4,200 milles carrés et que les primes d'adjudication sont fixées par le gouvernement à \$2,200,000. Il n'y a certainement pas d'exception pour cette raison. Tant qu'à l'intérêt public, il verra dans la suite si le gouvernement peut se prévaloir de cette raison.

L'article 1625: "L'avis doit contenir une description des limites à vendre et de leur situation; et il doit aussi être déposé au département des Terres et Forêts ou au bureau de l'agent des bois pour la localité où cette vente doit avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées ces limites et celles avoisinantes.

"Le plan est sujet à l'examen du public durant tout le temps compris entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente.

"La personne qui préside la vente doit faire connaître, lors d'icelle, la mise à prix fixée par le ministre pour chacune de limites après qu'elles ont été explorées et évaluées approximativement par le département. S. R. Q., 1336; 62 V., c. 20, s. 5; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22."

L'avis, pour valoir comme tel, doit contenir une description des limites et indiquer qu'un plan des concessions à vendre est déposé au ministère des Terres et Forêts. Le gouvernement voudra-t-il se prévaloir de l'exception pour celles des concessions qui ne sont pas dans la région de l'Outaouais supérieur? Prétendra-t-il que des limites d'une superficie de 4,200 milles carrés sont de peu de valeur ou de peu d'étendue? Le gouvernement doit donc observer absolument toutes les prescriptions de la loi pour ne pas invalider ses actes. Toute vente faite contre cette loi est illégale et n'engage pas la province.

Dans le cas présent, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a-t-il suivi convenablement les prescriptions de la loi? La vente peut-elle se faire samedi, tel qu'annoncé? N'y a-t-il insuffisance et irrégularité des avis?

Le premier avis de la vente du 13 février se trouve dans la *Gazette officielle* du 2 janvier. C'était un simple avis où le ministre des Terres et Forêts annonçait, par l'entremise de son sous-ministre, M. Lemieux, qu'une vente de limites à bois et de

pouvoirs hydrauliques aurait lieu, et le ministre prenait la peine de dire que cette vente serait faite conformément aux articles que j'ai cités. Ce premier avis n'était certainement pas conforme à la loi puisqu'il ne faisait aucune description des limites à vendre et ne mentionnait même pas qu'un plan serait déposé au département. Le 9 janvier, le même avis est répété. Les concessions ne sont pas décrites, cependant, et il n'est pas dit qu'un plan des concessions a été déposé chez le ministre. C'était absolument le même texte que dans l'avis précédent et, par conséquent, cet avis n'était pas conforme à la loi. Donc, le gouvernement n'a pas le droit de faire cette vente en se basant sur les avis du 2 et du 9 janvier.

Le numéro suivant de la *Gazette officielle*, celle du 16 janvier, porte par erreur la date du 9 janvier. Erreur pénible que celle-là. Ce n'est pas une erreur intéressante et elle ne fait pas honneur à l'administration de la province de Québec. Les ministres trouveront peut-être à l'expliquer, mais, d'ici là, il faut bien chercher soi-même comment pareille erreur a pu se produire. En même temps que le numéro régulier du 16 paraissait, daté du 9, paraissait aussi un extra de la *Gazette officielle*, portant lui aussi la date du 9. Cet extra donne toutes les conditions de la vente et décrit les concessions, annonce qu'un plan est déposé chez le ministre. C'est l'avis tel qu'il doit être donné légalement. C'est le supplément qui était antidaté.

À la page 134 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, pour l'humiliation de la province, l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David), en réponse à une question du chef de l'opposition, a été dans l'obligation pénible et humiliante pour cette province d'avouer, après plusieurs jours d'attente, que ce supplément daté du 9 janvier avait été imprimé le 14 janvier et distribué le 15 et le 16 janvier. Celui-ci avait demandé: "À quelle date a été publié et a été distribué l'extra de la *Gazette officielle*, portant la date du 9 janvier, annonçant la vente de concessions forestières du 13 février?" La *Gazette officielle* du 23 janvier publiait un errata quant à la date du numéro précédent, mais ne disait rien de l'extra antidaté.

Quand celui-ci a été préparé, y avait-il le même énervement chez l'imprimeur du roi que chez le ministre des Terres et Forêts? On le croirait, car ce pauvre imprimeur, un honnête homme que l'on mettait dans cette pénible obligation, a non seulement antidaté l'extra, mais aussi le numéro régulier de ce journal que l'on appelait jusqu'à aujourd'hui la *Gazette officielle de Québec*.

Une voix: Un document antidaté.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Plus tard, on a voulu réparer cette erreur et c'est justement cela qui fait naître des soupçons. Il n'arrive peut-être pas souvent que la *Gazette officielle* soit lue, et le gouvernement aimerait probablement autant que cette fois, au moins, personne n'ait eu cette curiosité. Mais quelqu'un l'a lue et les ministres peuvent en prendre leur parti.

Au risque de passer pour un dénigreur de ma province, je veux dire qu'il m'est pénible de constater que ce journal, qui, depuis 1867, était considéré comme un document officiel, sur lequel nous avions pris l'habitude de nous reposer, a cessé d'avoir ce caractère depuis un mois.

Nous n'avons plus de *Gazette officielle* puisqu'on peut y commettre de telles erreurs volontaires ou involontaires. Après avoir consulté un numéro de la *Gazette officielle*, il faudra maintenant demander aux ministres de nous dire franchement si la date est bien exacte.

Et, lorsque l'on songe qu'il était nécessaire de dater du 9 janvier ce supplément contenant les seuls avis de vente avec descriptions, afin de se conformer à la loi qui oblige un avis de 30 jours, on comprend pourquoi ce document officiel a été faussé. Le gouvernement comprenait lui-même que la loi est formelle et qu'il doit y avoir un avis de 30 jours avant la vente. Or, il s'agit de concessions couvrant une superficie de 4,200 acres et on ne donne pas un mois entre l'avis et l'adjudication? Qu'y a-t-il là-dessous?

En prenant la parole du secrétaire provincial, l'extra n'a donc été publié que le 14 janvier, portant les conditions de la vente, la description des concessions. Cet avis répond aux exigences de la loi. Mais, entre le 14 janvier et le 13 février, y a-t-il le délai d'un mois qu'exige la loi? Non, si l'on ne compte pas les deux jours, celui de la publication et celui de la vente.

L'avis qui a été publié dans la *Gazette* qu'on pouvait autrefois appeler "officielle", en date du 2 janvier, est daté, lui, du 17 décembre. Le deuxième avis, dans la *Gazette* du 9 janvier, porte aussi la date du 17 décembre. Mais on apprend par l'extra, daté du 9, mais publié le 16, que le rapport du ministre au Conseil exécutif est du 30 décembre et qu'il a été signé par le lieutenant-gouverneur le 31. Dans le numéro du 16, que l'imprimeur, dans son énervement, a faussement daté du 9, l'avis donnant la description complète des concessions porte la même date que dans l'extra.

Ça fait sourire le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), mais la province, elle, ne sourira pas quand elle apprendra les irrégularités flagrantes qui sont faites les yeux ouverts. Non, la province ne sourira pas.

S'il y a eu erreur, qu'on le dise franchement, car erreur n'est pas compte, même si c'est une erreur volontaire. Mais ce qui importe, c'est que l'on reconnaisse son erreur. On veut, sans entrer dans la légalité, affirmer, samedi le 13 février, cinq immenses massifs de forêt. Sans passion, sans parti pris, je demande à cette Chambre d'examiner sérieusement la question. Qu'elle se rappelle que les avis sont irréguliers, que les délais sont insuffisants. Qu'elle dise: Il ne faut pas vendre dans de telles conditions. Il y va de l'intérêt de la province. Il faut un mois d'avis pour faire une vente.

Des avis ont été publiés dans d'autres journaux désignés par le ministre. J'en ai retrouvé un dans *La Patrie* que j'ai découpé dans un coin obscur. Lorsqu'il s'agit de vendre 4,200 milles carrés de notre domaine forestier, le gouvernement annonce l'enchère dans un coin perdu de journal, où l'on ne voudrait même pas mettre une annonce pour un logement à louer. Et puis il semble que l'on ait choisi le caractère le plus petit qui puisse se trouver dans un atelier d'imprimerie. Si les propriétaires annonçaient leurs logements à louer dans *La Presse*, *La Patrie*, *L'Événement*, *Le Soleil*, ils choisiraient un meilleur endroit. C'est tout juste si, en mettant le nez dessus, on peut lire ce pauvre avis. D'ailleurs, toutes ces annonces sont imprécises et trop vagues pour renseigner le public sur l'importance de cet affermage.

Le gouvernement pourra peut-être prétexter l'exception mentionnée à l'article 1624. Dans le cas des limites à bois de l'Ottawa supérieur, cette exception ne s'applique pas; la loi le dit clairement.

Y a-t-il urgence, ou s'agit-il de petites concessions forestières pour lesquelles le gouvernement pourrait se contenter d'un avis de 15 jours? Non, à moins que les forêts que l'on va vendre ne soient justement de ces forêts mûres dont parlait hier le premier ministre, des forêts mûres et à la veille de tomber en décrépitude comme tout ce qui dure depuis trop longtemps. Dans trois avis, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) mentionne comme raison de la mise à l'enchère qu'il a "reçu une demande sérieuse"; dans deux autres cas, "il a reçu plusieurs demandes sérieuses". Il ne parle pas de l'intérêt de la province, il vend parce que ce sont des compagnies ou des personnes qui lui ont demandé de vendre parce qu'elles désirent se procurer des réserves forestières suffisantes pour garantir le bon fonctionnement de leurs usines. Est-ce là une raison d'urgence?

La Chambre devrait décider que la vente ne puisse se faire après demain. M. l'Orateur, je crois avoir démontré que cette vente a été annoncée de façon irrégulière. Le gouvernement ne devrait pas, dans l'intérêt de la province, faire cette vente. Que le gouvernement prenne, s'il y tient, la responsabilité de faire la vente quand même, même dans d'aussi pénibles conditions. C'est lui que ça regarde, mais, moi, je ne veux pas être complice d'une pareille chose. Au-dessus des intérêts de parti, des motifs qui font agir les politiciens, il y a l'intérêt de la province, l'intérêt de notre race.

Le gouvernement n'agit que comme mandataire et, comme tel, s'il dépasse les limites de son mandat, ses actes ne lient pas la province. La vente que l'on veut tenir samedi ne pourra être faite que contre la loi et le contrat qui interviendra entre le gouvernement et l'adjudicataire sera radicalement illégal. Je crois que, si la vente était attaquée devant les tribunaux, elle serait jugée tellement illégale qu'elle n'aurait pas lieu. Une telle vente n'est-elle pas humiliante pour la province?

J'affirme que les avis sont irréguliers et insuffisants, et qu'ils sont émis de manière à ce que le public ne puisse pas être informé de ce qui se passe.

J'en ai dégagé ma responsabilité. J'espère que la Chambre considérera nos remarques et que le gouvernement hésitera à faire cette vente qui est entachée d'illégalité. À tout événement, M. l'Orateur, j'aurai fait mon devoir en les signalant à mes collègues et j'espère que le gouvernement reconsidérera sa décision de vendre ces 4,200 milles carrés de forêt quand les avis de vente ont été entachés d'une pareille irrégularité. Il est de mon devoir d'appuyer le député de Sherbrooke (M. Crépeau) dans sa motion et d'insister pour que le gouvernement ne tienne pas sa vente samedi matin.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
M. l'Orateur, je propose l'ajournement du débat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ne pourrions-nous pas avoir une réponse du ministère ce soir?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous prendrons cette affaire demain matin.

Une voix de l'opposition: Ne pourriez-vous ajourner la vente?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Demain sera la veille de la vente.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La veille ou l'avant-veille, cela importe peu.

M. l'Orateur: Le débat est ajourné.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Afrikaans, il parle d'afrikander, mais ce mot est relatif à l'individu de souche néerlandaise vivant en Afrique du Sud.
2. Le véritable orthographe est le suivant: Ashuapmushuan. *Répertoire toponymique*.
3. Signifie rejeté, selon *L'Action catholique*, page 4.

Séance du vendredi 12 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Refuge
Notre-Dame-de-la-Merci**

M. Fortier (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Savoie), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition du Refuge Notre-Dame-de-la-Merci est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Pilon (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de The Warren Company Limited, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains actes.

**Conventions entre des corporations
scolaires de Fraserville et
The Warren Company Limited**

M. Langlais (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 116 ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard de Fraserville et les syndics de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, et conventions entre les mêmes et The Warren Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements pour lesquels il lui demande son concours, le bill 74 constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe.

**Institut des sœurs
de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 74 constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Remise de l'affermage des
concessions forestières**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 5 février courant: "Qu'attendu que le gouvernement annonce pour le 13 février l'affermage de concessions forestières ayant une étendue approximative de 4,200 milles carrés;

"Cette Chambre est d'opinion qu'étant donné la situation particulière et l'importance de chacune de ces concessions forestières, ainsi que l'insuffisance et l'irrégularité des avis de mise aux enchères, il est de l'intérêt de la province que l'affermage n'ait pas lieu le 13 février, mais soit remis à une date ultérieure, afin que l'affermage puisse se faire dans les conditions les plus avantageuses pour la province."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. l'Orateur, l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) présentait hier une motion qui se lisait comme suit: "Qu'attendu que le gouvernement annonce pour le 13 février l'affermage de concessions forestières ayant une étendue approximative de 4200 milles carrés;

"Cette Chambre est d'opinion qu'étant donné la situation particulière et l'importance de chacune de ces concessions forestières, ainsi que l'insuffisance et

l'irrégularité des avis de mise aux enchères, il est de l'intérêt de la province que l'affermage n'ait pas lieu le 13 février, mais soit remis à une date ultérieure, afin que l'affermage puisse se faire dans les conditions les plus avantageuses pour la province."

Dans un discours qu'il a prononcé ensuite, l'honorable député, appuyé en cela par le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), a reproché au gouvernement d'avoir négligé de se conformer à la loi en ce qui concerne les avis et délais de vente. On a dit que les 30 jours réglementaires ne s'étaient pas écoulés entre l'avis et les enchères, on a dit aussi que l'ordre en conseil décidant de la mise aux enchères avait été passé après certains avis, le 31 décembre 1925. On est allé plus loin car le député d'Argenteuil a prétendu que nous n'avions pas donné un avis de plus de 40 heures.

Avant d'aborder le point de vue légal, je peux donner quelques explications. Il y a déjà plusieurs mois, des industriels venaient discuter avec nous l'affermage de certaines concessions forestières, nous faisions certaines représentations et nous offraient des garanties indiscutables de leur bonne foi. Ils ont insisté sur la nécessité d'avoir la chance d'obtenir de nouvelles limites à bois pour leur permettre de poursuivre leurs opérations ou de créer de nouvelles industries. En acceptant de mettre aux enchères les limites dont il est question, nous envisagions la continuation de la politique du gouvernement depuis 20 ans de travailler à créer de nouvelles industries dans la province et de maintenir celles qui existent déjà. Le gouvernement a aussi cherché à décentraliser l'industrie et, pour cela, il a essayé d'en établir autant que possible dans toutes les régions de la province. Qui peut s'opposer à l'expansion de l'industrie dans notre province? C'est sur la demande faite par une compagnie que le ministère a voulu créer une nouvelle usine à l'ouest du lac Saint-Jean.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le ministre des Terres et Forêts a l'intention de traiter du sujet débattu, c'est-à-dire la légalité des avis, ainsi que des autres points soulevés par les parlementaires de l'opposition?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je promets de me tenir aux règles de la Chambre et d'être encore plus généreux que le chef de l'opposition lorsqu'il s'agit de répondre aux questions.

Dans ses remarques, le député de Sherbrooke (M. Crépeau) parlait des dangers d'établir de nouvelles industries. Il craignait, disait-il, le

dépeuplement des vieilles paroisses. En cela, il était en contradiction avec d'autres de ses amis qui ne cessent de demander la décentralisation de l'industrie et qui nous reprochent de ne pas assez chercher à les disséminer. Si l'on voulait être sérieux, on ne nous reprocherait pas de décentraliser l'activité, car on n'aurait qu'à faire un retour sur le passé pour constater que le gouvernement a cherché sans cesse à répandre l'industrie dans un grand nombre de territoires distincts. Je ne voudrais pas revenir sur la politique de notre gouvernement en ce qui concerne cette industrie forestière que nous n'avons cessé de favoriser, comme nous n'avons cessé de promouvoir tout ce qui est de nature à créer des ressources nouvelles en notre province. L'on sait assez ce que certaines régions comme l'Ottawa supérieur, comme le Saint-Maurice, comme la Gatineau, comme le Lac-Saint-Jean, et bientôt des développements considérables se produiront autour de Québec et sur la Côte-Nord, doivent au gouvernement libéral pour ne pas redouter outre mesure les critiques de l'opposition sur des points de loi futiles et discutables, d'annonces suffisantes et de délais incomplets.

Nous avons le sentiment d'avoir donné à cette question de l'exploitation de nos forêts le meilleur de nous-mêmes, et d'en avoir fait un tel succès qu'aujourd'hui le monde entier a les yeux fixés sur nous.

Quand les demandes nous ont été faites d'affermier certaines concessions, nous avons imposé des conditions spéciales. Partout où cela était possible, nous avons exigé la fondation d'usines considérables et les garanties suffisantes de l'exécution des obligations prises par les acquéreurs, dans l'intérêt général de la province. Les acheteurs sont obligés de construire une usine d'une capacité de 200 tonnes par jour. Les compagnies devaient fournir des garanties aussi élevées que \$500,000 pour garantir l'exécution de toutes les conditions. Dans le cas, ce n'est qu'après avoir nettement déterminé toutes les conditions que nous avons publié des avis.

Vous savez que nos exigences, en ces cas-là, sont maintenant devenues très sérieuses et que ce n'est pas au temps où nos amis de l'opposition avaient le pouvoir et ne se préoccupaient de conservation forestière, ni d'exploitation sur place, ni même d'un prix minimum raisonnable. Avec le gouvernement actuel, ces considérations principales sont toujours prévues. Alors, il n'y avait plus de raisons de surseoir à la vente de ces limites forestières.

Ces avis ont-ils été irréguliers comme le prétendent nos adversaires? Je tiens la preuve du contraire. Les premiers avis ont été publiés dans la *Gazette officielle* du 19 décembre 1925. Ces avis ont été répétés dans chaque livraison de la *Gazette officielle*, jusqu'au dernier numéro. Voilà qui suffit à renverser les prétentions de nos honorables amis.

On nous a reproché en outre que l'ordre en conseil décidant des concessions ait été passé après la publication du premier avis. Qu'est-ce que cela peut faire? Rien, dans la loi, ne décrète qu'un ordre en conseil soit nécessaire pour l'affermage de limites forestières. Il n'existe rien dans la loi qui puisse nous empêcher d'annoncer cette vente avant que le lieutenant-gouverneur signe l'ordre en conseil, puisqu'il n'est pas même nécessaire que cet ordre en conseil soit du tout signé. Nous avons voulu, cependant, soumettre la chose au Conseil des ministres pour la bonne raison qu'il s'agissait d'une question assez grave pour y être discutée. Il n'y a donc ici rien d'illégal.

Au commencement de janvier, un communiqué officiel était émis par notre département et porté à la connaissance des intéressés. Je cite ce fait pour démontrer encore une fois que le gouvernement n'avait rien à cacher et que les avis ont été faits dans les délais suffisants pour que tous, dans la province comme dans les pays étrangers, puissent prendre part à l'enchère. Cette publicité a produit son effet. Des demandes de renseignements nous sont venues de toutes parts.

Mon honorable ami le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) a prétendu que nos annonces dans les journaux étaient cachées dans les coins et en caractères illisibles. J'ai sous les yeux un exemplaire du *Star* du 2 janvier 1926, où, en première page, sous un titre bien visible, il est dit que le gouvernement va faire des enchères publiques de réserves forestières et que, dans les conditions, on a inséré que les concessionnaires seront obligés de bâtir des manufactures dans la province.

Le communiqué du département démontre clairement que, si les avis n'étaient pas suffisants, ce que je prétends contredire tout à l'heure, il n'y avait pas de cachette et que le public était prévenu qu'il y aurait une enchère. On a pu lire les mêmes détails dans la *Gazette*, *Le Devoir*, *Le Canada* et autres journaux. Le public pouvait-il être plus complètement averti?

Veut-on d'autres preuves de l'efficacité de nos avis? Après le 19 décembre, cinq ou six personnes, représentant des industries importantes, sont venues à nos bureaux prendre des renseignements. Nous leur avons livré tous les plans et devis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont ces industriels?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'est pas temps de donner leurs noms; ce n'est pas dans l'intérêt public. Je continue. Du 1^{er} au 15 janvier, un grand nombre d'autres personnes intéressées sont venues à nos bureaux et ont reçu les documents nécessaires. Le 20 du même mois, 12 personnes sont venues. Il y en avait de Minneapolis, du Nouveau-Brunswick, de Mistassini, de Montréal, de Toronto et d'ailleurs.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Pouvons-nous connaître leurs noms?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pas maintenant. Il y a des règles suivies depuis longtemps relativement à ces ventes de limites, il y a la loi forestière que nous prétendons suivre point par point, mais rien ne m'oblige à fournir ces noms. Il était inutile de prétendre, comme beaucoup l'ont fait dans les rangs de l'opposition, que le département a négligé de permettre à tous d'obtenir des informations.

Dans les discours prononcés au cours de ce débat, on nous a reproché de n'avoir pas fait d'inventaires des limites du Lac-Saint-Jean et de ne pas connaître les limites dans leurs détails. C'est là une assertion gratuite. Il y a longtemps que nous connaissons ces limites, car elles ont été offertes en vente dans le passé et n'ont pas trouvé preneur. Toutes ces limites, n'en déplaise à cet ingénieur forestier désintéressé dont parlait le chef de l'opposition, ont été suffisamment explorées, inspectées et évaluées.

Outre les travaux faits déjà par nos officiers, un service d'aéroplane, au Lac-Saint-Jean, nous a procuré des renseignements précieux. Aussi sommes-nous en mesure de faire des prix équitables pour tous les intéressés. Les limites à bois de la Péribonka ont été examinées par MM. Guay et Ménard. Les avis officiels étaient suffisants. Nous avons tous nos apaisements sous le rapport de la délimitation de ces limites, comme sous rapport de la bonne foi, de la solvabilité et des garanties fournies par les acquéreurs éventuels.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En vertu de l'article 584 des règlements de la Chambre, je demande que le ministre dépose devant la Chambre le document contenant les noms des personnes dont il a parlé. Nous sommes d'opinion qu'il n'en a pas.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le chef de l'opposition est sous une fausse impression. Il n'y a aucun rapport. Ce sont des notes personnelles que je possède.

M. l'Orateur: Le ministre a simplement déclaré qu'un certain nombre de personnes, du 19 décembre au 1^{er} janvier, avaient fait des demandes au ministère. Il ne lit pas un rapport, mais il a des notes qui lui servent simplement de point de repère.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le paragraphe 2 de la règle citée par l'honorable chef de l'opposition stipule que, quand un ministre ne fait que résumer un document, il n'est pas tenu de le déposer.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) dit quelques mots à l'appui de la demande du chef de l'opposition.

M. l'Orateur: Le ministre des Terres et Forêts n'a fait mention d'aucun document et, par conséquent, il n'est pas tenu de le déposer. Le point d'ordre est rejeté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Les avis de la *Gazette officielle* disaient...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle date de la *Gazette*?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Du 6 février.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y en a pas avant?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

lit l'avis du 19 décembre et affirme qu'il contient assez de détails pour satisfaire tous ceux qui auraient l'intention de soumissionner. Une limite est suffisamment décrite quand on dit qu'elle est située dans le bassin de telle rivière.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): L'honorable ministre soutiendrait-il cela devant les tribunaux?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Certainement, je le soutiendrais, et les tribunaux nous donneraient raison. Les réserves sont désignées dans l'avis de façon à ce qu'on ne puisse s'y tromper. Quant à l'arpentage entier des limites, il est dans l'ordre qu'il soit fait après l'affermage. Il appartient au concessionnaire de mesurer exactement ce qui lui revient.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Y a-t-il une distinction entre la situation et la délimitation des lots?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Dans mon opinion, il y en a une. Je puis désigner exactement l'endroit où est située une réserve, mais, quant à la superficie exacte, c'est tout différent. La délimitation ne peut être faite qu'après l'arpentage. Du moment que la situation est établie, on peut ensuite en faire la délimitation, il ne saurait y avoir d'erreur possible. À partir du 19 décembre, des avis ont été publiés dans la *Gazette officielle* et dans les journaux. Il ne pouvait y avoir d'erreur quant aux limites. Dans tous les avis, il ne peut pas y avoir d'erreur, et personne ne s'est trompé.

Le débat que l'on vient de faire est assez extraordinaire, et j'ignore pourquoi, de l'autre côté de la Chambre, on y a mis tant d'activité. C'est une tempête dans un verre d'eau. Nous avons, en toute cette affaire, suivi l'usage constamment observé au département des Terres. C'est la première fois que cela se produit. Pourquoi? Certains marchands ne sont peut-être pas satisfaits et voudraient que les réserves nous restent indéfiniment jusqu'au jour où ils pourront les demander eux-mêmes. Mais sommes-nous obligés de les attendre? Nous n'avons pas de réserves à faire pour personne. Nous avons agi dans le meilleur intérêt de la province. Quand nous jugeons que telles limites doivent être affermées, nous les mettons en vente, selon tous les règlements.

Nous avons voulu répondre aux exigences de l'industrie dans cette province. Nous avons imposé des conditions qui assurent la perpétuité de nos forêts. Je prétends que nos forêts ne sont pas prêtes de disparaître, grâce aux conditions et aux sauvegardes que nous établissons. La Chambre peut être certaine que l'on ne verra jamais chez nous les gaspillages qui ont eu lieu aux États-Unis. Les possesseurs de lots devront limiter leur coupe - comme l'a dit l'honorable premier ministre cette semaine - à 80 % de la croissance annuelle. Ils seront obligés de couper les bois brûlés, morts ou attaqués par les insectes. Ces précautions attestent de la sagesse de nos mesures.

Devant tous ces faits, je n'ai pas d'hésitations à dire que tous les avis sont conformes aux usages du département et à la loi. Nous avons donné toute la publicité possible et les résultats ont été excellents.

Je le répète, il est injuste que l'opposition, pour servir sa cause, insinue que nous avons quelque chose à cacher. C'est absolument faux. Et, si on tient à dire que les renseignements donnés dans les avis sont insuffisants, je répète que personne ne s'est plaint et que je trouve étrange que seule l'opposition ait reçu des plaintes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Personne! Nous nous sommes plaints de l'insuffisance des délais pour permettre aux intéressés de se renseigner. Nous prétendons que, vu l'étendue et l'importance de cette concession, le gouvernement n'a pas le temps d'en retirer toute la valeur.

Il demande que la vente soit retardée dans l'intérêt de la province et non pas dans l'intérêt de personne.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nos amis de l'opposition ne sont pas seuls dans leur amour pour la province.

Que veut-on? Retarder la vente? Pourquoi? On prétend que nous n'avons pas donné le délai nécessaire pour permettre à certaines personnes de se porter enchérisseur. Le chef de l'opposition prétend que l'opposition n'agit pas sous la dictée de qui que ce soit, mais seulement dans l'intérêt de la province. Nous avons, plus que l'opposition encore, à cœur d'avoir le plus grand nombre d'enchérisseurs. Nous avons à cœur, nous aussi, que l'enchère se fasse sur une base égale pour tout le monde.

M. l'Orateur, pour démontrer que nous n'avons aucun parti pris, aucune cachette, nous ne nous prévaudrons pas même du droit qui est de notre côté et nous allons accorder de nouveaux délais pour tous ceux qui en désirent. Pour ne pas créer d'agitation inutile et nuisible au moment où tous les yeux sont tournés sur notre province et sur l'exploitation de nos domaines forestiers, je propose l'amendement suivant à la motion de mon honorable ami de Sherbrooke.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que tous les mots après "4,200 milles carrés" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Attendu qu'il a été représenté devant cette Chambre que, vu l'importance desdites concessions, il est dans l'intérêt de la province de prolonger le délai pour la vente afin de donner aux enchérisseurs un délai additionnel qui leur permettrait de se mieux renseigner sur la valeur de ces concessions;

"Attendu que le gouvernement, tout en s'étant conformé au mode généralement suivi pour l'affermage des concessions forestières et à la loi et que des avis publics ont été donnés depuis au-delà de sept semaines, est cependant désireux d'obtenir les meilleurs prix possible et de permettre à tout enchérisseur de se renseigner pleinement sur lesdites limites;

"Cette Chambre approuve la déclaration faite par le ministre des Terres et Forêts de remettre à l'enchère sur l'affermage desdites concessions

forestières à une date ultérieure afin que personne ne puisse se plaindre de la manière dont elles ont été octroyées;

"Ce délai toutefois ne s'applique pas à la vente des Rapides des Chats, qui ne comprend aucune concession forestière."

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas là la conclusion du discours du ministre.

Il demande le temps de préparer un sous-amendement.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'amendement est loin d'être une conclusion logique au discours du ministre des Terres et Forêts. Il justifie les critiques de l'opposition, qui a demandé l'ajournement de la vente des réserves forestières. C'était important, car il s'agissait de concéder 4,200 milles de forêt, soit la plus grande vente de notre histoire.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Affirmez-vous cela pour certain?

M. Duranleau (Montréal-Laurier): D'après mes renseignements, c'est cela.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Vous êtes dans l'erreur.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Si ce n'est pas la plus grande, c'est assurément l'une des plus grandes. Les limites en question représentaient 1/19 de toutes les ventes faites jusqu'ici dans la province. J'espère que la Chambre comprendra que nous avons voulu défendre l'intérêt public. Le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) a parfaitement montré, hier, que les avis n'étaient pas conformes à la loi. Le gouvernement comprendra donc que nous avons raison de dire que toute l'affaire était entachée d'irrégularités. L'on devait, dans les avis du 19 décembre, donner la désignation des limites à vendre. Le délai devait être suffisant pour permettre aux intéressés de se rendre sur place pour examiner ces limites. On a compris que les délais n'étaient pas suffisants, puisqu'on a pris la peine de fausser la date de l'extra de la *Gazette officielle*. Qui donc a ordonné à l'Imprimeur du roi d'antidater l'extra de la *Gazette officielle* du 9 janvier? N'a-t-on reconnu là que les annonces étaient insuffisantes? Nous avons interprété l'opinion publique. Le gouvernement a voulu tromper la province.

Des voix ministérielles: À l'ordre!

M. l'Orateur: Je suis obligé de rappeler l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) à l'ordre.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je retire l'expression, mais les circonstances sont assez extraordinaires pour que les mots nous échappent.

M. l'Orateur: Ces paroles ne sont pas parlementaires. Je prie l'honorable député de retirer ses paroles purement et simplement, sans commentaire.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je croyais, M. l'Orateur, qu'il était difficile de trouver des mots. Je ne m'exprime pas de cette façon, bien qu'il soit difficile de le faire sans cette expression.

M. l'Orateur: L'honorable député sait qu'il doit observer le règlement.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Pour me conformer à votre désir, M. l'Orateur, je retire cette expression.

L'extra de la *Gazette officielle de Québec*, daté du 9 janvier et publié le 16 janvier, donne matière à réflexion aux gens avisés de la province. Le gouvernement poursuit-il sa politique des forêts?

On comprendra qu'il est impossible pour l'opposition d'accepter l'amendement du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) parce qu'il prétend que les avis ont été donnés régulièrement.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), que la motion d'amendement soit sous-amendée en retranchant du second "attendu" les mots suivants:

"Attendu que le gouvernement, tout en s'étant conformé au mode généralement suivi pour l'affermage des concessions forestières et à la loi et que les avis publics ont été donnés de plus au-delà de sept semaines";

En ajoutant au paragraphe, après les mots "Cette Chambre approuve", etc., les suivants: "et afin que les prescriptions de la loi soient observées";

Et en retranchant complètement le dernier paragraphe."

Et le sous-amendement est mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Houde, Langlais, L'Archevêque, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 14.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouchard, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Laferté, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Mercier fils (Châteauguay), Moreau, Nicol, Paquet, Phaneuf, Pilon, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Tourville, 36.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

L'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ô Canada, mon pays, mes amours. L'étranger voit d'un œil d'envie nos forêts, nos rivières et leur cours...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux dire qu'un mot. Le ministre des Terres et Forêts vient de démontrer très clairement que les avis ont été suffisants et dans la légalité. On a procédé comme on procède toujours dans un cas de cette nature. Le gouvernement aurait pu donner un titre parfaitement clair aux acquéreurs de ces concessions, car les prescriptions de la loi ont été observées à la lettre. Il peut y avoir une matière d'appréciation quant à la valeur légale des avis. Quant à moi, je n'ai pas d'hésitation à dire que les avis sont réguliers et suffisants. Les demandes de soumissions étaient assez détaillées pour que les aspirants soumissionnaires pussent se renseigner aisément. Dans les demandes de contrats, pour affaires privées, est-ce que l'entrepreneur demande davantage? Quand un homme fait un appel d'offres, il est indiqué dans l'annonce que les plans et devis peuvent être examinés au bureau de l'architecte, et il en est pratiquement de même dans ce cas.

Ceux qui étaient intéressés ont pu, après le 19 décembre, se rendre au département des Terres et Forêts pour examiner les cartes et les plans, et ils ont obtenu toutes les informations qu'ils désiraient.

Mais nous ne voulons pas que l'opposition dise aux quatre coins de la province que le gouvernement a des amis à protéger et n'accorde pas des délais plus que nécessaires. Je ne veux pas qu'on répande dans la province, dans les autres provinces et

à l'étranger le bruit que nos concessions de limites forestières se font sans discernement et sans les précautions nécessaires. Je veux que le public sache bien que notre politique en est une de prudence en même temps que de progrès. Nous allons donc donner un délai additionnel.

Pour moi, il n'est pas important que 30 jours soient nécessaires pour permettre à ceux qui le désirent de prendre part aux enchères, ni 60 jours, ni trois mois, ni même un an. Ce qui est important, c'est que tout le monde ait une chance.

Personne, absolument personne, ici, ne s'est plaint. Comment se fait-il qu'on se soit plaint à l'opposition?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne me suis jamais fait dire quoi faire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Sherbrooke (M. Crépeau) n'a pas tout dit ce qu'il savait à son chef. Mais, encore une fois, nous ne voulons pas qu'on nous accuse d'avoir quelque chose à cacher, et nous donnerons un délai additionnel. Et je suis convaincu que l'opposition est bien désappointée que nous le donnions.

Quel sera l'effet de la remise de la vente? J'espère que ça n'empêchera pas la construction du moulin que l'on doit bâtir sur les bords de la rivière Mistassini et dont la région profitera beaucoup. Les mêmes enchérisseurs viendront-ils? Ce n'est pas nous qui en aurons la responsabilité.

Quant à l'extra de la *Gazette officielle*, il ne contenait que les conditions de la veille extraites du numéro régulier.

L'opposition se scandalise que nous vendions 4,200 milles de limites. On dit que c'est la plus grande étendue de forêt qui ait été concédée. Mais, en 1892, les amis de l'opposition en ont vendu 5,700 milles, et savez-vous à quel prix? \$13.69. Voilà un marché fait par les sauveurs de la province! Pour nous, bien que dans la légalité, nous ferons taire toute critique.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Le numéro de la *Gazette officielle* portant la date du 9 janvier, et contenant ces avis en entier, devait porter la date du 16 janvier. C'est le secrétaire de la province (l'honorable M. David) qui l'a déclaré de son siège à la Chambre. Si l'extra de la *Gazette officielle*, et le premier ministre l'a admis lui-même, est simplement un extrait de ce numéro, il date donc du 16 janvier et la loi obligeant à un avis de 30 jours avant la vente n'est donc pas observée. La nuit porte conseil et le

gouvernement a eu peur de ce que nous lui disions, hier, quand nous affirmions que cette vente pourrait être attaquée devant les tribunaux. Je ne connais aucun des marchands de bois qui traite avec le gouvernement.

Je l'ai dit hier, je considère cette question sans parti pris. Nous avons agi dans l'intérêt de la province. Les meilleurs intérêts de la province transcendent largement ceux des partis et ne peuvent être servis autrement qu'en mettant fin à ce qui semble être un désir très prématuré de disposer de richesses naturelles de grande valeur. Et je suis heureux de féliciter l'honorable premier ministre et l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) de se conformer aux désirs de l'opposition en ne faisant pas la vente demain, dans l'intérêt de la province.

Le sous-amendement de mon honorable ami député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) diffère peu de l'amendement de l'honorable ministre des Terres et Forêts. Dans ce sous-amendement, l'opposition refuse de laisser inscrire aux procès-verbaux le fait que les prescriptions de la loi ont été observées, car elles ne l'ont pas été.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 61 constituant en corporation l'hôpital Saint-Joseph de Rimouski;

- bill 62 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec;

- bill 64 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges Larouche, de Québec, à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Questions et réponses:

Achat du livre *Maria Chapdelaine* par le gouvernement

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'exemplaires du livre *Maria Chapdelaine*: a) édition anglaise; b) édition française, le gouvernement a-t-il achetés?

2. De qui a-t-il acheté ces exemplaires?
3. À quel prix l'unité?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a)* 150; *b)* 700.

2. *a)* A.T. Chapman; *b)* 200 exemplaires de M. Louvigny de Montigny et 500 exemplaires de La Librairie Beauchemin limitée.

3. 200 exemplaires (1916-1917) à \$1; 500 exemplaires (1922-1923) à \$0.50 et 150 exemplaires (A. T. Chapman) à \$1.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose l'ajournement à lundi après-midi, 3 heures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ne pourrions-nous pas ajourner à mardi? Les députés seront ici mardi matin pour le comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami peut parler pour les députés de son côté peut-être, mais pas pour ceux de ce côté-ci de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'ancien premier ministre ne nous refusait pas cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'ancien chef de l'opposition ne demandait pas cela. Je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du lundi 15 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Assistance
publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Emprunts des
corporations scolaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rétributions scolaires

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 149 relatif à certaines rétributions scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 80 changeant le nom de famille de John Alexander Middleton et Douglas Orrin Middleton en celui de Bremner.

**John Alexander
Middleton**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 changeant le nom de

famille de John Alexander Middleton et Douglas Orrin Middleton en celui de Bremner.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Corporation de garantie de titres
et de fiducie du Canada**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sœurs de la congrégation de Notre-Dame,
de Montréal**

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 modifiant la charte des sœurs de la congrégation de Notre-Dame, de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Taxes à payer par la Montreal Island
Power Company à la corporation municipale
de Saint-Vincent-de-Paul**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Taxes à payer par la Anglo-Canadian
Pulp & Paper Mills Limited
à la cité de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited pendant une certaine période d'années.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Conventions entre des corporations
scolaires de Fraserville et
The Warren Company Limited**

M. Langlais (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard de Fraserville et les syndicats de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, et conventions entre les mêmes et The Warren Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

**Achat de débentures par
la cité de Trois-Rivières**

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le département du Trésor et celui des Affaires municipales, et aussi une copie de toute correspondance, etc., entre le département des Affaires municipales et la cité de Trois-Rivières concernant l'achat de débentures par la cité pour ses fonds d'investissement.

Il déclare qu'il soulève ce débat parce qu'il veut dénoncer un état de choses nuisible pour l'autonomie des municipalités.

M. l'Orateur, la cité de Trois-Rivières avait déposé chez le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) des obligations pour payer un fonds d'amortissement, ainsi que le veut la loi. Les municipalités sont tenues de créer un fonds d'amortissement et elles peuvent déposer les sommes destinées à ces fins au Trésor de la province où elles sont transformées en débentures. Les obligations ayant atteint l'échéance au 1^{er} janvier dernier, il fallait en acheter d'autres dans le but de payer l'emprunt.

En vertu de la loi, les municipalités doivent rembourser leurs emprunts à date et non pas par annuités; elles doivent cependant créer un fonds d'amortissement, confié au trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), qui paie un intérêt de 3 % sur ces fonds. Cependant, un article de la loi permet aux municipalités de constituer un fonds d'amortissement avec des obligations fédérales, provinciales, anglaises ou américaines, ou encore avec des obligations municipales ou scolaires de la province de Québec¹.

Trois-Rivières informa alors le trésorier qu'elle achèterait de nouvelles obligations, mais le département des Affaires municipales, informé par le trésorier de cette transaction, déclara, lors de représentations aux autorités municipales de Trois-Rivières, que les obligations nouvelles étaient inacceptables et qu'à l'avenir la cité de Trois-Rivières ne pourrait acheter aucune obligation sans avoir consulté au préalable le département des Affaires municipales. Comme question de fait, ces titres n'étaient cotés sur aucun marché organisé.

Je soumets qu'il y a là ingérence de la part du gouvernement dans les affaires internes des municipalités et que c'est une violation de l'autonomie municipale. Trois-Rivières a des hommes assez compétents pour être capable de placer elle-même ses débentures sans être obligée de recourir aux conseils du département des Affaires municipales. Les obligations échues n'ayant pas encore été échangées, Trois-Rivières perd la différence entre 3 ou 3½ % et l'intérêt qu'elle pourrait toucher - 5 ou 6 % - sur les nouvelles obligations qu'elle aurait achetées si le département des Affaires municipales ne l'en avait pas empêchée; une différence d'au moins 1½ %. L'assistant trésorier, subséquemment, a conseillé à la municipalité en question d'acheter des débentures de telle ou telle corporation. Il écrivait encore en anglais au conseil des Trois-Rivières. Il a même suggéré d'acheter des obligations de la ville de Toronto, bien que, d'après moi, la loi dise que les obligations doivent être de la province de Québec. Il y a des municipalités qui voient dans cette ingérence du gouvernement une

tentative de contrôler tous les achats de débetures. La règle posée par le sous-ministre des Affaires municipales n'exposera-t-elle pas les municipalités à subir une influence étrangère, une espèce de contrôle en matière de placement? Il trouve étrange qu'en même temps que l'on défendait certains placements aux Trois-Rivières des courtiers en obligations, sans doute informés de ce qui s'était passé, allaient offrir des valeurs à la ville. En effet, après ces négociations, la ville de Trois-Rivières a reçu des circulaires lui offrant d'autres obligations pour déposer au Trésor dans son fonds d'amortissement. Il semblerait que l'on veut contrôler la vente de débetures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Laurier ne doit pas tout prendre au tragique. Il y a longtemps que le Parlement a adopté cette loi sage qui dit que les fonds d'amortissement des municipalités doivent être déposés chez le trésorier, qui a créé d'excellents résultats en faveur du bon crédit des municipalités. C'est une sauvegarde dont tout le monde trouve avantage. Lorsque les municipalités veulent remplacer, suivant qu'elles ont le droit, ces argents déposés au Trésor par des débetures, le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) peut donner son consentement et son avis. À Trois-Rivières, il y a eu un cas spécial. M. Normand, fils de l'honorable docteur Normand, un banquier très habile...

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Et très favorablement connu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Certainement. M. Normand, donc, est venu au bureau du trésorier et a offert de remplacer les obligations échues par de nouveaux bons. L'assistant trésorier, M. Williams, les a examinés et a jugé que M. Normand vendait ces bons trop cher. Nous avons fait dans ce sens des représentations au secrétaire-trésorier de Trois-Rivières, en lui représentant que les valeurs qu'il nous offrait n'étaient pas ce que les autres valaient. Et on lui a donné quelques conseils sur les valeurs qu'il devait acheter. Voilà toute la question.

L'assistant trésorier lui a donc conseillé d'acheter d'autres bons pour la ville de Trois-Rivières et, en cela, il a fait absolument son devoir. Si le département du trésorier n'agissait pas ainsi, autant vaudrait déchirer la loi. La correspondance demandée par l'honorable député Laurier, et que nous allons nous empresser de produire, démontrera que l'assistant trésorier a bien observé la loi et la Chambre ne saurait le blâmer d'avoir accompli tout son devoir.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): La loi autorise les municipalités à déposer des bons au lieu de l'argent pour leur fonds d'amortissement, et je crois que c'est aux conseils municipaux qu'il appartient de choisir ces bons.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

L'honorable député prétend-il que les conseils municipaux doivent acheter ces bons même si on les leur vend plus cher que le prix du marché?

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Non. Mais la loi, je le répète, dit que les municipalités doivent déposer des obligations au lieu de déposer de l'argent pour leur fonds d'amortissement. C'est donc à elles qu'il appartient de les choisir. La loi est bonne, mais je ne crois pas qu'il soit dans l'esprit de la loi de permettre au trésorier provincial de fixer le prix d'achat des débetures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, mais l'article 34 dit que le tout doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministère des Affaires municipales. Que l'honorable député propose l'amendement de cet article 34 et il aura raison. Mon honorable ami est trop bon avocat pour ne pas admettre cela. Il ne peut pas demander qu'on ne se conforme pas aux prescriptions actuelles de la loi.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Dans tous les cas, le manque d'organisation dans le département du Trésor et le surcroît de travail ont empêché l'assistant trésorier de s'occuper activement de la chose. Il a écrit récemment à la cité de Trois-Rivières que, vu les travaux de la session, il ne pourrait s'occuper de cette affaire, et j'espère que le gouvernement rendra bientôt justice à la ville qui perd de l'argent, en ce moment, comme je l'ai déjà dit.

La proposition est adoptée.

**Contrat entre les sœurs de la Charité et
The Sun Trust Company Limited**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de

Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, l'acte de fiducie et un certain acte de transport entre lesdites sœurs de la Charité et The Sun Trust Company Limited.

Adopté.

Île d'Anticosti

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 relatif à l'île d'Anticosti soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le bill a pour but de créer un parc avec l'île d'Anticosti, avec le consentement et la demande du propriétaire de l'île, M. le sénateur Menier, de France. On veut faire de l'île un des parcs naturels les plus intéressants du pays, en créant une réserve pour animaux à fourrure et poissons. Le propriétaire y fait déjà des dépenses considérables pour y acclimater diverses espèces de gibier, animaux à fourrure et peupler les rivières de poissons. Il y 300 milles de côte à garder. La création de ce parc aura pour résultat de protéger l'île contre les braconniers, qui pourraient y tuer le gibier. Pour faire cesser cet état de choses et faire un parc unique, on s'est adressé d'abord au gouvernement fédéral, qui a conseillé un recours au gouvernement provincial.

De plus, nous voulons permettre au propriétaire de l'île de pouvoir faire juger les délinquants sur l'île même. Un homme est pris en hiver, il faut le transporter, pour y faire subir son procès, à la Malbaie, une distance de 400 milles. C'est impraticable. On demande que la juridiction soit exercée par les juges de paix. Ce sont les mêmes dispositions que nous avons mises dans la loi créant le parc national des Laurentides. Actuellement, la seule loi dont puisse se prévaloir le propriétaire est celle du "trespass". Pour arrêter et faire condamner quelqu'un, il lui faut encourir des frais exorbitants. Le présent bill remédie, comme on verra, à ces inconvénients.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Il n'y a aucune dépense pour la province?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non. Le propriétaire de l'île paie tous les frais.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Nous accordons simplement des droits?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui.

M. Faucher (Québec-Centre) pose une question.

M. Côté (Bonaventure): Est-ce que les délinquants seront traduits devant des magistrats?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, devant un juge de paix.

M. Côté (Bonaventure): Est-ce que les pêcheurs pourront encore pêcher près de l'île?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement. L'île d'Anticosti se trouve dans le golfe. Tout le monde a le droit d'aller pêcher dans le golfe. La pêche est simplement défendue dans les rivières de l'Anticosti parce qu'elles sont déjà propriétés privées.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndicats professionnels

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de la responsabilité des membres pour les dettes d'un syndicat. Nous n'avons aucun doute, mais, un avocat ayant donné une opinion contraire à des syndicats, nous proposons d'amender la loi de façon à dégager la responsabilité des membres.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Biens de succession sujets à l'impôt

La Chambre procède à la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Les amendements sont lus une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que cette Chambre adopte leurs amendements au bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt, avec l'amendement suivant:

"L'article 3 est modifié en y insérant, avant le mot "déterminera", dans la seizième ligne, les mots suivants: "la transmettra au percepteur des droits sur les successions qui".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Droit de chasse et de pêche par un détenteur de limites à bois

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Le détenteur des limites à bois situées dans le territoire baigné par les lacs et la rivière aux Pins possède-t-il le droit de chasse et pêche sur tout ce territoire?

2. Sinon: a) sur quels lacs et rivières a-t-il le droit de pêcher; b) sur quel territoire a-t-il le droit de chasse?

3. Quel est le montant annuel payé sur ce droit?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1, 2 et 3. Le détenteur des limites situées dans le territoire baigné par les lacs et la rivière aux Pins ne possède aucun droit de pêche et de chasse sur ce territoire.

Droit de chasse et de pêche de la Donnacona Paper Co. Ltd.

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. La Donnacona Paper Co. Ltd. possède-t-elle le droit de chasse et de pêche dans les limites à bois qu'elle contrôle?

2. Sinon: a) sur quels lacs et rivières possède-t-elle le droit de pêche; b) sur quel territoire possède-t-elle le droit de chasse?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1, 2, 3 et 4. La Donnacona Paper Co. Ltd. ne possède aucun droit de chasse et de pêche dans les limites à bois qu'elle contrôle.

Dépôt de documents:

Rapport annuel de la Commission des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, pour 1925. (Document de la session no 17)

La séance est levée à 4 h 35.

NOTE

1. Ce paragraphe est tiré du *Devoir*, à la page 1. On ne peut distinguer exactement quelle portion du texte émane du député et du journaliste.

Séance du mardi 16 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ville
d'Arvida

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Daniel), que les articles 498, 510, 511, 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition et le bill de la Chute à Caron Power Company et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville d'Arvida, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition suivante de la Chute Caron Power Company et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville d'Arvida, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel;

- bill 56 constituant en corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc.;

- bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores;

- bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal;

- bill 78 autorisant Adélarde Lacasse à exercer la profession d'opticien et d'optométriste;

- bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 84 ratifiant le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton.

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 53 modifiant la charte de la Rouyn Mines Railway Company.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau.

Fabrique de Saint-Jérôme
de Terrebonne

M. Daniel (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon), que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 ratifiant certains emprunts et certaines résolutions de la fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Achat de vin
de la Commission des liqueurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quels sont les établissements de la province de Québec de qui la Commission des liqueurs a acheté du vin: a) en 1924; b) en 1925?

2. Quelles ont été la quantité et la marque achetées dans chacun des cas: a) en 1924; b) en 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. a) Les sœurs de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Québec et de A. Toussaint & Cie, Québec; b) A. Toussaint & Cie, Québec.

2. a) Des sœurs de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Québec, 1,000 gallons de vin de messe "Sécurité"; de A. Toussaint & Cie, Québec, 44,078½ gallons de vin canadien; b) de A. Toussaint & Cie, Québec, 28,767 gallons de vin canadien et 450 gallons de vin de cerises.

**Ward Mc Gill,
du département de la Voirie**

M. Smart (Westmount): 1. Un nommé Ward McGill a-t-il été, en aucun temps, à l'emploi du département de la Voirie et, dans l'affirmative, en quelle qualité était-il employé?

2. Dans l'affirmative, a-t-il été destitué et, s'il l'a été, quand et pour quelle raison a-t-il été destitué?

3. A-t-il été depuis réinstallé?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui, comme inspecteur de division.

2. Non.

3. Réponse donnée par la réponse à la question 2.

**H. McLaren,
du département de la Voirie**

M. Smart (Westmount): 1. Un nommé H. McLaren a-t-il été, en aucun temps, à l'emploi du département de la Voirie et, dans l'affirmative, en quelle qualité était-il employé?

2. Dans l'affirmative, a-t-il été destitué et, s'il l'a été, pour quelle raison?

3. A-t-il été depuis réinstallé, ou le département a-t-il l'intention de le réinstaller?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui, comme inspecteur de division.

2. Sa position a été abolie par suite de la réunion de sa division à celle de Beauharnois.

3. Réponse donnée par la réponse à la question 2.

**Contrats pour
la construction d'une nouvelle aile
à l'hôtel du Parlement**

M. Faucher (Québec-Centre): 1. À qui ont été accordés les contrats originaux pour la construction de la nouvelle aile de l'hôtel du Gouvernement?

2. Quel a été le montant de chaque contrat?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. et 2.

Cie de Granit de Charlesbourg	\$110,546.00
Cie A. Deslauriers, Ltée	402,512.84
Eastern Canada Steel Ltd.....	41,720.00
Falardeau Eug., Ltée.....	13,180.53
Gauthier, Ltée	8,315.00
Gervais Eug. Enr.....	21,446.49
Goulet & Bélanger, Ltée.....	8,194.00
Jobin Chrysanthé	194,064.65
Laforce & Frères.....	253,836.00
Marchand, P.....	6,675.00
Otis Fensom Elevator	35,868.00
Picard & Fils O., Enr.	118,058.75
Richard & Frères, Enr.....	64,612.68

Contrats accordés aux plus bas soumissionnaires.

**Nombre d'électriciens dans
les édifices du Parlement**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Combien y a-t-il d'ouvriers électriciens employés par le ministre des Travaux publics dans les édifices du Parlement de Québec?

2. Quel est le nom de l'électricien en chef?

3. Quels sont les noms de ses assistants?

4. Tous ces électriciens sont-ils munis de la licence obligatoire pour les ouvriers travaillant dans les édifices publics?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Trois.

2. Adélaré Gagnon.

3. Ferdinand Bertrand et Alphonse Gagnon.

4. Oui.

**Directeurs financiers
de la Compagnie Adélaré Deslauriers
limitée**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quels sont les directeurs financiers de la Cie A. Deslauriers limitée?

2. Cette compagnie avait-elle la plus basse soumission pour les contrats de l'aile du parlement?

3. Y avait-il une clause dans ce contrat obligeant les contracteurs à payer temps supplémentaire pour le travail fait le soir?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Le 27 janvier dernier, le gouvernement a donné les noms des directeurs de cette compagnie, mais il ignore quels en sont les directeurs financiers, la loi n'obligeant pas les compagnies à faire telle déclaration et ne reconnaissant d'ailleurs qu'une classe de directeurs.

2. Oui.

3. Clause ordinaire des salaires raisonnables.

**Loi des
architectes**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi des architectes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Des voix de l'opposition: Explain!

L'honorable M. David (Terrebonne): Les cours d'architecture se donnaient autrefois à l'École polytechnique - qui est associée à l'Université de Montréal et qui a délaissé ses cours d'architecture pour se concentrer sur le génie civil - mais il y a aujourd'hui, dans cet enseignement, des besoins nouveaux à rencontrer, et c'est pourquoi l'on a transporté ces cours à l'École des beaux-arts, rue Saint-Urbain, après entente avec l'Association des architectes. Nous voulons donc accorder aux élèves des diplômes qui puissent permettre à tous ceux qui ont suivi des cours à l'École des beaux-arts d'être placés sur le même pied que ceux qui ont suivi les cours de nos universités. L'examen qui sera exigé sera pratiquement professionnel et demande l'amendement que nous proposons; il exige en plus que les élèves fassent un an de cléricature chez les professionnels.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Alors, un étudiant en architecture devra suivre les cours de l'École des beaux-arts?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): C'est un fait accompli depuis quelque temps?

L'honorable M. David (Terrebonne): Depuis deux ans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel avantage y a-t-il pour les élèves?

L'honorable M. David (Terrebonne): On leur apprendra en plus le dessin, par exemple. À Paris, les cours d'architecture se donnent aux écoles des beaux-arts et ils sont plus complets qu'en toute autre école; il y règne là comme une atmosphère spéciale aux aspirants architectes qui sont en contact plus direct avec tous les autres arts. Outre les principes de techniques, telles la nature et la résistance des matériaux, on y apprend les éléments de l'aquarelle, de la sculpture et les arts décoratifs qui sont d'une grande importance dans l'architecture. L'on s'attendra dorénavant de trouver chez les architectes un peu plus de sens artistique des grandes écoles de l'Europe qui, dans la construction des édifices comme dans les œuvres de sculpture, ont donné le ton au monde entier.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Mais il ne s'agit pas seulement de dessin et d'art. Il faut enseigner la façon de construire solidement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je le sais. Mais il y a une différence entre un architecte qui fait les plans et un ingénieur qui assure la solidité d'une bâtisse. Le cours d'architecture est complet, à l'École des beaux-arts. On peut devenir également excellent homme de construction, à l'École des beaux-arts.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Les architectes ont donné leur assentiment à ce projet?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, ce sont eux qui nous ont demandé d'organiser le cours d'architecture comme nous l'organisons. Cet amendement ne change pas la situation des élèves ayant des diplômes des universités ou autres écoles. Le projet n'interférera d'aucune façon avec l'Université McGill. Ceux qui veulent étudier l'architecture à cette université pourront continuer à le faire, dans les mêmes conditions que maintenant, mais, si un étudiant de McGill, après avoir fait son cours en arts, désire aller à l'École des beaux-arts, ce choix s'offre à lui.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) s'informe de la nature des cours que l'on donne aux écoles de beaux-arts.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les cours donnés à l'École des beaux-arts sont les mêmes que ceux de l'École polytechnique. L'efficacité des cours se donnant aux écoles des beaux-arts, au lieu d'être diminuée, sera augmentée de beaucoup. Les professeurs sont les mêmes qu'autrefois à l'École polytechnique et les conditions d'admission à l'étude ne sont pas changées.

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent)¹: Est-ce que l'enseignement à l'École des beaux-arts se fait dans les deux langues? On m'a fait des représentations à ce sujet.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les deux langues sont respectées, à l'École des beaux-arts. Bien que 55 % des élèves soient anglais ou juifs, ils sont tous contents de la façon dont les choses se passent, ainsi que de leurs professeurs français. Quiconque ne comprend pas le français dispose d'un interprète à ses côtés. Je puis me permettre d'ajouter que la plupart des professeurs connaissent les deux langues.

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent) tient à savoir quelles explications sont données dans les deux langues à cette école.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les maîtres sont français, mais les explications peuvent facilement être données en anglais.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce qu'il y a des professeurs anglais, à cette école?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai jamais reçu de candidature de professeurs anglais pour y occuper un poste, mais il y en a à l'École des beaux-arts de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable secrétaire de la province a-t-il décidé de modifier la direction des écoles des beaux-arts pour rendre justice à ceux qui se sont plaints en ces derniers temps? Ne faudrait-il pas donner aux élèves et aux parents les meilleures garanties possible?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous n'avons nullement l'intention de changer la direction de ces écoles. Jusqu'ici, une seule plainte, une seule, a été portée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Parmi les garanties que vous exigez, monsieur le ministre, de vos élèves de l'École des beaux-arts, exigez-vous celle de draper et de voiler les statues qui leur servent de modèles?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je défie qui que ce soit de trouver quelque chose à critiquer dans les modèles qui ont servi et servent encore à l'École des beaux-arts de Montréal et à Québec. Tous ceux qui aiment l'art pour l'art apprécieront la reproduction des grandes œuvres classiques de tous les temps et de tous les pays. Au sujet des modèles que le chef de l'opposition appelle des nudités, je lui dirai que tout dépend des sentiments de la personne qui regarde ces nudités. Tout est pur à celui qui a le cœur pur. On peut sortir du Vatican, à Rome, profondément scandalisé des nudités de Michel-Ange, de Raphaël et de tant d'autres. Cependant, je ne sache pas qu'aucun pape se soit scandalisé de contempler des nudités qui font l'orgueil de la peinture et de la sculpture de toutes les époques. Le chef de l'opposition conservatrice de Québec serait-il plus pudique que le plus chaste des papes?

Le paragraphe *c* de l'article 1 a été amendé et se lit désormais comme suit:

c. Toute personne qui a suivi régulièrement les cours d'architecture de l'École des beaux-arts de Québec ou à l'École des beaux-arts de Montréal et qui y a subi avec succès les examens sur les matières déterminées par les règlements de l'une ou de l'autre de ces écoles; qui a fait une année de cléricature sous brevet dans un bureau d'architecte; qui, sur présentation d'un certificat de l'examineur nommé en vertu de la section 9 établissant qu'elle a également subi avec succès l'examen sur la pratique professionnelle et qui, après l'accomplissement de ces formalités, a obtenu le diplôme d'architecte décerné par l'une ou l'autre de ces écoles et a fait inscrire son nom chez le secrétaire de l'association et payé au secrétaire de ladite association les droits d'entrée et les honoraires annuels.

L'article ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exercice de fonctions publiques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à l'exercice de certaines fonctions publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que, lorsqu'un registrateur ou un protonotaire conjoint meurt, la commission nommant ces fonctionnaires meurt également. Il demande, par le présent amendement à la loi, de permettre à celui des deux conjoints qui reste de continuer de remplir les fonctions jusqu'à ce que le remplaçant du défunt soit nommé.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

2. L'article 153 de ladite loi est modifié en y remplaçant le nombre "143", dans la deuxième ligne, par le nombre "148".

L'honorable M. David (Terrebonne): Le bill amendant la loi de l'hygiène publique stipule que le directeur du bureau d'hygiène provincial doit organiser, lorsqu'exigé ou lorsqu'il le juge opportun, des districts d'hygiène par comtés ou par groupes de municipalités, et mettre de côté, pour la création et le maintien de ces organisations, les fonds nécessaires qui ont été mis à sa disposition par le ministre, par les conseils des comtés ou des groupes de municipalités concernés, qui sont, en vertu de ce paragraphe, autorisés à le faire, et par certains corps indépendants désireux de promouvoir la santé dans la province. On avait des doutes sur le pouvoir des conseils de comté de se réunir pour créer des centres comprenant plusieurs comtés. Il suffira que l'on consente à accepter les capitaux étrangers et fournir sa quote-part. Le service provincial d'hygiène viendra à leur aide pour créer le premier établissement.

Une voix de l'opposition demande à quoi sont destinés les corps indépendants.

L'honorable M. David (Terrebonne): La fondation Rockefeller a fait ses débuts en la matière il y a un an, et il existe des organisations à Montréal qui souhaiteraient agir de concert avec les municipalités pour enrayer la tuberculose et la mortalité infantile.

À la suite des négociations qui ont duré deux ans, notre directeur provincial d'hygiène avait reçu de l'institution Rockefeller l'invitation de visiter les organisations sanitaires des villes et comtés américains. En avril dernier, il a donc parcouru les principales fondations sanitaires des États-Unis, et sa visite chez l'oncle Sam a eu pour résultat immédiat d'assurer des bourses à quatre fonctionnaires de notre service provincial d'hygiène qui étudient actuellement dans les universités américaines de Colombia et d'Harvard. Mais cela n'est pas tout. Le bureau international de santé de la fondation Rockefeller a offert sa coopération financière au gouvernement de la province de Québec, si une organisation sanitaire de comté, comme il en existe aux États-Unis, prenait corps chez nous.

Cette organisation sanitaire, dans ses grandes lignes, consiste à maintenir un personnel composé d'un médecin hygiéniste, qui donne tout son temps à ses fonctions et qui a sous ses ordres deux infirmières, un inspecteur sanitaire et, dans certains cas, des fonctionnaires tels que dentistes, hommes de laboratoires et autres. Le travail de ce personnel réside dans la surveillance active et constante de tout le comté concerné et dans la lutte persévérante contre les maladies qui causent habituellement le plus de ravages. Il a à sa disposition un dispensaire. Le médecin en charge, outre la surveillance des conditions sanitaires, des cliniques antituberculeuses et des cliniques de puériculture, donne des conférences à la population et se tient d'une manière constante en communication avec les médecins et les autorités municipales de tout le comté. Le personnel des centres sanitaires s'occupera de toutes les maladies, mais principalement de la tuberculose et de la mortalité infantile. Ce sont les deux grands fléaux qui déciment notre capital humain.

Les dispensaires seront visités fréquemment par les inspecteurs du service d'hygiène. J'espère que les changements proposés à la loi faciliteront, petit à petit, l'établissement de centres sanitaires dans tous les comtés de la province. D'ici à ce que le but final soit atteint, plusieurs comtés pourront s'entendre pour établir un centre qui fera l'affaire de tous.

Nous avons déjà notre organisation provinciale, mais il serait bon d'intensifier le mouvement. Nous n'entendons nullement forcer les comtés à accepter ce système, car nous tenons à respecter leur autonomie; on ne fera qu'aider ceux qui voudront prendre cette initiative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce le Conseil d'hygiène qui demande cette création?

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est l'éducation générale hygiénique qui le demande plutôt.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il pourrait y avoir des centres comme cela dans tous les comtés de la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous ne voulons pas aller trop vite. Pour le moment, nous allons en créer quatre, le premier dans la Beauce, afin que l'éducation se fasse aux quatre coins de la province, mais nous croyons que les conseils de comtés nous en demanderont davantage quand ces centres d'hygiène auront fait leurs preuves.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): L'honorable ministre dit qu'il n'a pas l'intention de forcer les conseils de comtés à accepter ces centres sanitaires. Il me semble que le projet de loi n'est pas conforme à la déclaration de l'honorable ministre car on dit que le directeur du service d'hygiène pourra créer un centre sanitaire quand il le jugera à propos.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a une différence entre l'esprit et la lettre de la loi. Je ne me scandaliserais pas si, dans un cas d'épidémie, un cas d'urgence, le directeur de l'hygiène publique intervenait sans l'autorisation de la municipalité. Il n'est pas moins vrai que les comtés, d'après l'esprit de la loi, sont absolument libres.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Parfaitement, et j'ai fait cette remarque pour attirer simplement l'attention de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) sur le texte de la loi.

L'honorable M. David (Terrebonne): Mon intention valait mieux que mes paroles alors.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui nommera les médecins en charge de ces centres sanitaires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous consulterons les autorités municipales.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Ces médecins et ces gardes-malades ne feront-ils que du dépistage et de l'éducation? Vont-ils soigner les malades aussi?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député de Saint-Jacques peut être certain que nous n'enlèverons pas le pain de la bouche des médecins, mais nous tâcherons de faire du bien à leurs clients.

M. Pellerin (Maisonneuve): Je suis en faveur de la fondation car je sais que les campagnes, plus que les villes, ont besoin de s'intéresser à la question d'hygiène. Dans les villes, on a déjà une organisation. Les centres ruraux en ont moins, on ignore souvent que des sources d'alimentation de l'aqueduc sont cause d'une foule de cas de typhoïde. J'attire l'attention de l'honorable secrétaire de la province sur le fait que les cas de tuberculose sont de plus en plus nombreux à la campagne. Souvent, la maladie vient de l'impureté de certains cours d'eau ou encore du lait, de l'air vicié et des habitations

insalubres. Pour la prévention des autres maladies contagieuses, les inspecteurs du gouvernement devraient aussi faire l'examen des puits, des aqueducs, etc. Il se demande quel encouragement va être donné à ce mouvement. C'est une expérience pratique qui vaut que le gouvernement l'aide de toutes ses forces.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je remercie très sincèrement l'honorable député de Maisonneuve de sa suggestion. Il l'admettra, la maladie peut venir également des puits contaminés. Le gouvernement a l'intention de poursuivre sa politique, qui est de laisser les inspecteurs du service d'hygiène s'occuper de la question des aqueducs. Il y a peu de temps, une petite municipalité a été contaminée à cause de son approvisionnement en eau, ce qui a fait que 250 personnes ont été atteintes et que, de ce nombre, 30 en sont mortes. L'honorable député peut être convaincu que nous communiquerons sa suggestion au directeur de l'hygiène, et je le remercie encore de l'approbation qu'il donne au projet du gouvernement. C'est l'intention du gouvernement de faire tout son possible pour faire disparaître les causes de maladies et prévenir les dangers d'épidémie. Le service provincial d'hygiène s'occupe de cette question de l'approvisionnement de l'eau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut obtenir l'assurance que rien ne sera fait à l'encontre de la volonté des municipalités. J'invite le gouvernement à la prudence. Dans les grands centres, il y a eu des organisations de dispensaires qui ont soulevé des protestations; on a signalé des abus et même des incompétences. Il croit qu'il est sage que la Chambre demande au gouvernement d'avoir de la prudence afin de ne pas exposer les municipalités des villes, d'être envahies par certains agents ou médecins qui vont faire des inspections d'une façon inopportune. Il est arrivé que la ville de Montréal a envoyé dans des municipalités des inspecteurs qui ont causé à des cultivateurs des dommages sérieux, et ont fait voir par là leur incompétence.

M. Pellerin (Maisonneuve) ne voudrait pas que ce soient les municipalités de campagne qui écopent. Il voudrait que le gouvernement assume seul les frais de ces services.

M. Lortie (Soulanges): J'espère que l'on s'occupera d'hygiène animale et que l'on fera des épreuves à la tuberculine. Est-ce que, dans ces centres sanitaires, il y aura des médecins vétérinaires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Probablement, parce que le gouvernement encourage aussi la tuberculinisation.

M. Renaud (Laval): Oui, il faudra faire attention aux vaches malades. Depuis cinq, six ans, un règlement passé à Québec prescrit que les vaches offertes au marché de cette ville soient soumises à l'épreuve à la tuberculine. On fait l'inspection, mais les vaches malades, au lieu d'être abattues, sont vendues à la campagne où elles contaminent les autres troupeaux. Montréal va bientôt passer une loi comme celle de Québec. Oui, mes bons amis, on fait traîner des vaches tuberculeuses dans la campagne, et on leur fait faire des veaux jusqu'à la dernière extrémité... Faites des lois pour que, s'il y a des vaches pas bonnes, on les abatte.

Je vous dis que, dans le moment, c'est pas correct! Le testage nous montre si une vache est bonne ou pas bonne. Si elle n'est pas bonne, elle n'est pas meilleure pour les gens de la campagne que pour les gens de la ville. Il est inutile d'ouvrir des dispensaires, de créer des centres sanitaires, tant que l'on n'aura pas compris qu'il faut d'abord faire disparaître les causes du mal. L'une des principales causes, c'est la contagion par le lait des vaches tuberculeuses.

Il montre une vache malade trop soignée. Trois médecins, dit-il, lui avaient passé sur le corps... Il demande que l'on paie non seulement pour les vaches abattues des troupeaux enregistrés, mais de tous les troupeaux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Tous les gouvernements s'en occupent et l'honorable député de Laval peut être certain que je prends ses remarques en bonne part. Les deux gouvernements, actuellement, cherchent à en venir à une entente à ce sujet. Il n'appartient pas au gouvernement provincial d'ordonner l'abattage des vaches refusées à la tuberculine, cela relève d'Ottawa, qui se charge d'indemniser le propriétaire d'un troupeau obligé de sacrifier une ou quelques-unes de ses bêtes. Le député de Laval (M. Renaud) s'est placé sur un terrain qui ne m'est pas familier. Mais je crois qu'il a raison quand il dit qu'il ne faut pas plus laisser faire la contagion à la campagne qu'à la ville.

M. Plante (Beauharnois): C'est le gouvernement fédéral qui décide que tel ou tel animal sera abattu. On n'indemnise pas tous les cultivateurs qui perdent ainsi de nombreux animaux. Le gouvernement provincial devrait lui-même payer une prime.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

En effet, le fédéral accorde une prime pour les animaux enregistrés et pour les troupeaux accrédités, c'est-à-dire qui ont environ 40 % de leurs sujets enregistrés. La loi est faite pour le domaine tout entier. Ce serait parfait de payer pour tous les troupeaux sans distinction, mais il faudrait y placer des capitaux très considérables. Et, qui sait, il est peut-être bon de faire une distinction, afin que les éleveurs tiennent plus à améliorer leurs troupeaux? Il est important de faire l'éducation des cultivateurs pour les amener à ne jamais acheter un animal sans avoir un certificat qu'il est sain. Il y va, en somme, de leur intérêt, puisqu'une vache malade peut contaminer tout un troupeau.

M. Renaud (Laval): Le ministre fédéral de l'Agriculture n'indemnise que dans le cas où les animaux sont enregistrés. Les cultivateurs n'ont pas de troupeaux enregistrés. Il n'y a que les "gentlemen-farmers", des riches qui ont profité des largesses libérales, qui ont des animaux enregistrés. Ces messieurs ne représentent que 5 % des cultivateurs de la province. Le grand public pourrait-il compter sur les seuls animaux enregistrés pour s'approvisionner de lait? Je demande au gouvernement provincial d'intervenir à Ottawa pour que l'on paie une prime des animaux abattus aux petits cultivateurs comme on en paie aux gros.

Quant à l'épreuve de la tuberculine, elle n'est pas toujours parfaite. Je sais qu'on a abattu un troupeau de 60 vaches dans une campagne. On a examiné les animaux et, sur 60, il n'y en avait que trois atteints de la tuberculose.

Je ne veux pas blâmer le gouvernement. J'attire l'attention du secrétaire de la province sur le danger qu'il y a de permettre la vente à la campagne d'animaux qu'on ne peut vendre dans les villes. J'espère qu'on y verra. Le meilleur moyen de combattre la tuberculose, c'est de faire une loi égale pour tout le monde. Le gouvernement provincial doit faire sa part pour combattre la tuberculose animale. On prétend que ce serait l'une des principales causes de la tuberculose humaine.

L'industrie laitière est la principale source de revenus des cultivateurs dans notre province. Cependant, ceux-ci vont chercher leurs vaches, la matière première, dans la province d'Ontario. Ce sont justement celles des vaches, importées d'Ontario et refusées par les inspecteurs dans les villes, qui sont envoyées dans les campagnes et qui contaminent constamment notre cheptel.

Une voix: Il faut que l'opposition soit bien malade pour posséder tant de médecins.

M. Faucher (Québec-Centre): Puisque l'on parle de tuberculose, j'attire l'attention du gouvernement sur le fait que, dans une réserve indienne de Caughnawaga, dans le comté de Laprairie, il y a un hôpital où les malades qui souffrent de tuberculose et des contagieux sont soignés dans les mêmes salles que d'autres malades qui souffrent d'autres maladies ou simplement de blessures. Toute la tribu peut, de cette façon, être contaminée et, comme les gens de Caughnawaga sont en contact constant avec les citoyens de Montréal, le danger est d'autant plus grand.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cet hôpital relève du gouvernement fédéral.

M. Faucher (Québec-Centre): C'est du domaine fédéral, c'est vrai, mais j'espère que l'honorable secrétaire de la province attirera l'attention du gouvernement d'Ottawa. Le gouvernement provincial devrait pouvoir intervenir pour faire comprendre au pouvoir fédéral la nécessité de ne pas laisser durer cet état de choses. Chaque fois qu'il est question d'hygiène, on trouve le moyen de se rabattre sur le gouvernement fédéral.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,
article 1682c**

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 remplaçant l'article 1682c du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Je ne ferai pas de longs discours. Il y a 15 ans, cette Législature a adopté une loi² obligeant les compagnies d'utilité publique à imprimer leurs billets et formules dans les deux langues. Les compagnies ont cru d'abord à une révolution, puis elles ont fait mieux que la loi les obligeait à faire. Je veux citer le C. P. R., le C. N. R., la Montreal, Light, Heat & Power, la Montreal Tramways, la Bell Telephone qui ont des imprimés en français et en anglais. Il y a de petites compagnies de messageries

et autres qui se refusent au bilinguisme. Dans les bureaux de télégraphe, on ne nous donne que des formules en anglais. Dans d'autres compagnies, il peut se faire que l'on ne donne que des formules françaises à des citoyens de langue anglaise.

Le but de mon projet est de rendre la loi plus claire et de dire que l'anglais et le français doivent être obligatoires sur tous les imprimés. Les formules des compagnies d'utilité publique devraient être rédigées dans les deux langues, anglaise et française, contrairement au système actuel par lequel quelques compagnies font deux formules, une anglaise et une française. La loi nouvelle obligerait les compagnies à avoir le même texte, dans les deux langues, sur la même formule.

Il désire que les compagnies d'utilité publique fassent imprimer une partie de leur paperasse en anglais et une autre partie en français et qu'elles mettent bilingues tous et chacun de leurs billets de voyage, bulletins d'enregistrement de bagages, lettres de voiture, télégrammes, formules de contrats, etc. On éviterait ainsi toute ambiguïté et chaque client serait certain d'être invariablement servi dans sa propre langue. À Londres, lorsque vous demandez un billet de chemin de fer, on vous en donne un bilingue. Je crois que nos concitoyens de langue anglaise approuveront mon projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
En quoi le bill va-t-il plus loin que la loi Lavergne?

M. Tétreau (Montréal-Dorion): En ce que les compagnies impriment aujourd'hui des formules anglaises ou françaises, tandis que, par l'amendement, elles devront porter deux textes équivalents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je produirai la correspondance demandée et nous pourrions discuter la chose.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que le bill 69 soit renvoyé au comité permanent des bills privés en général³.

Adopté.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 99 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Séparation du village d'Hudson pour former McNaughton

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le département des Affaires municipales ou tout autre ministère et le conseil du village d'Hudson, comté de Vaudreuil, ou l'un de ses membres, relativement à la séparation d'une partie dudit village d'Hudson pour former le village de McNaughton.

Cette municipalité, le village de McNaughton, n'a été établie que pour permettre l'obtention de quelques permis de taverne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je produirai la correspondance demandée et nous pourrions discuter la chose.

Adopté.

The International Producing and Refining Company

M. Saint-Jacques (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou le procureur général et toutes

personnes, corporations, associations depuis le mois de juillet 1923, et concernant une compagnie appelée The International Producing and Refining Company.

Je n'ai que quelques mots à dire. Cette compagnie, incorporée aux États-Unis, a réussi à faire souscrire \$400,000 à nos bonnes gens. Les premiers souscripteurs d'actions touchèrent des dividendes, ceux-ci étant évidemment payés à même le capital souscrit et versé, car la compagnie n'a jamais opéré la moindre raffinerie. Ils ont replié leurs tentes comme des Arabes, et sont partis en douce. *La Patrie*, que j'ai lue avec plaisir, nous a informés hier que le procureur général allait intervenir. Cela me dispense de faire de longues remarques. Il lit, à ce sujet, la dépêche de Québec publié dans *La Patrie* de lundi. On me dit cependant que cette compagnie a été dénoncée au procureur général il y a deux ans. Si le fait est vrai, je me demande comment il n'a pas agi au nom de la loi, passée ici même, qui permet de sévir en pareil cas. On aurait dû procéder plus tôt, car la compagnie est en liquidation - laissant pour tout actif des terrains à Montréal-Est et des bureaux abandonnés sur la rue Sainte-Catherine Est - et ses actionnaires n'en tireront rien du tout. Un grand nombre de personnes ont été victimes de cette organisation fantôme. Cette compagnie banqueroutière a extorqué \$1,500,000 à la population de notre province et les promoteurs ont décampé après deux années d'opérations malhonnêtes. On aurait pu empêcher le mal. Il eut mieux valu prévenir le mal que de tenter de le guérir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement ne saurait être tenu responsable des défalcons, obtentions d'argent sous de faux prétextes, détournements et escroqueries qui se commettent dans la province. Je regrette sincèrement que les citoyens de la province doivent être pris pour victimes.

Mon collègue de l'Agriculture donnait de bons conseils aux Fermiers unis, ces jours derniers, au Place Viger Hotel. Il leur conseillait fort à propos de ne pas se laisser voler par des gens qui viennent leur vendre des valeurs fictives. La province de Québec a été la première au Canada à adopter, il y a deux ans, une "blue sky law" qui empêche, dans cette province, la vente des actions de compagnies fictives. Le gouvernement a toujours pris toutes les précautions nécessaires pour empêcher les gens de se faire filouter. Aux États-Unis, ce genre de loi a fait faillite. Malgré toute notre bonne volonté, on nous trompe encore. Quand nous refusons l'incorporation à une compagnie, elle se fait incorporer à Montréal. Le gouvernement peut bien contrôler les compagnies qu'il incorpore, mais pas les autres.

L'honorable député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) dit que le procureur général a été informé il y a deux ans des affaires de l'International Producing and Refining Company. Je déclare à mon honorable ami que je n'en ai aucune connaissance. Cette compagnie ne m'a été dénoncée que dernièrement par une délégation importante que j'ai reçue à Montréal. Il est évident que les intéressés étaient des experts en la matière et que nos armes contre eux sont souvent impuissantes. Nombre de membres du clergé s'y sont laissés prendre. Deux citoyens importants de Montréal étaient directeurs de la compagnie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce ne sont pas les coupables, ceux-là.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je le sais. Cette délégation des volés m'a signalé les coupables. J'ai donné des instructions à F. Philippe Brais, substitut du procureur général à Montréal, pour qu'il prenne des procédures contre eux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles procédures?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai donné ordre de poursuivre ces escrocs, si on les attrape. Et, même si on les arrête aux États-Unis, nous demanderons l'extradition pure et simple, mais rien n'est moins certain. Si l'honorable chef de l'opposition connaît un meilleur moyen, je le prie de me le suggérer. La cause sera difficile. Les uns ont filé aux États-Unis, d'autres sont cachés et, qui pis est, les documents compromettants sont disparus. Ces gens sont habiles. Maintenant, est-ce possible de désigner longtemps d'avance quelles sont les compagnies mauvaises et quelles sont les bonnes? Qui d'entre nous acceptera d'en prendre la responsabilité?

On avait suggéré qu'aucune compagnie ne puisse opérer sans un certificat du gouvernement. Celui-ci ne peut contrôler les compagnies. L'opposition ne manquerait pas de crier à la mainmise du gouvernement sur les compagnies privées, et elle aurait raison. Serait-il sage d'agir sur la simple dénonciation d'un citoyen? Une compagnie pourrait ainsi causer toutes sortes d'ennuis à une rivale. Le gouvernement est prêt à prendre toutes les procédures à ses frais dans toutes les dénonciations qu'on lui fera.

Quant au reproche que nous fait le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), qu'il vaudrait mieux prévenir que punir de pareilles escroqueries, je crois

qu'il admettra avec moi que la chose est difficile, impossible, même, quand nous avons affaire à des voleurs de grande envergure qui fournissent jusqu'à des banques importantes des États-Unis comme correspondants donnant sur leurs opérations des renseignements encourageants et optimistes.

Le remède n'est pas dans la législation mais dans l'éducation du peuple, qui aimera toujours à se laisser bernier. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) avait raison de dire aux Fermier unis de ne pas placer leur argent, de ne pas acheter de ces valeurs sans consulter leurs banquiers. La meilleure façon de recevoir ces agents des compagnies qui veulent frauder le public, c'est de les mettre à la porte. Une loi ne pourra jamais protéger les gens qui ne se protègent pas eux-mêmes. C'est notre peuple, surtout, qu'il faut instruire à ce sujet, afin que ses économies ne soient plus drainées hors de notre pays par des organisations d'escrocs et de voleurs. Que nos gens s'adressent à des banquiers connus ou à des personnes sûres et renseignées avant de se lancer dans des spéculations. C'est très important, car on remarque que ce sont les pires valeurs qui se vendent le mieux. Les agents des organisations frauduleuses sont éloquentes, plus éloquentes que nous. Le gouvernement a déjà sévi contre ces agents vendeurs de valeurs fictives. Il est prêt à procéder dans tous les cas qu'on voudra bien lui signaler.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): J'accepte les explications du premier ministre, mais on m'informe que son département aurait reçu, vers le mois de mars 1924, des lettres avertissant le procureur général du peu de sérieux de la compagnie, et que ses opérations étaient louches, alors qu'on adoptait cette "blue sky law". Je suis informé de plus que le procureur général a répondu: "Dès que la loi sera en force, nous l'appliquerons." Je demande donc la correspondance pour voir ce qui a été fait. Je veux savoir si l'on a pris, en temps opportun, des mesures pour sévir. On parle de procédures? Mais contre qui ont-elles été dirigées? Il devait y avoir quelqu'un qui pouvait être atteint depuis le mois de mars 1924. On ne peut poursuivre les directeurs de Montréal qui ont été trompés eux-mêmes. On ne peut poursuivre non plus les agents qui se sont sauvés vers les puits de pétrole des États-Unis qu'ils étaient censés exploiter. J'ai lu les sages conseils du ministre de l'Agriculture, mais je crois qu'il eût mieux valu agir lorsqu'il y a eu plainte, en 1924, au lieu d'attendre que les coupables aient décampé pour prendre des procédures qui n'auront aucun résultat. On n'aurait pas dû les laisser retourner impunis dans leur pays.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne se rappelle pas avoir été avisé de la chose, sauf très récemment. La correspondance complète sera produite. Des instructions ont été données aux substituts de procéder, aussitôt que le procureur général en a été requis par ceux qui sont allés lui exposer le cas. Le dossier va être déposé devant la Chambre et on verra ce qui en est.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Bientôt!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons toujours le plus vite possible.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je suis informé qu'il n'y a que deux lettres, dont une réponse très claire de l'honorable procureur général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il n'y a que cela, ça ne sera pas long. Mon honorable ami aura tous ces documents s'ils se trouvent chez nous.

La proposition est adoptée.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des monuments historiques

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le deuxième rapport de la Commission des monuments historiques de la province de Québec 1923-1925. (Document de la session no 34)

Vieilles églises de la province de Québec

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport concernant Les Vieilles églises de la province de Québec, 1647-1800. (Document de la session no 42)

Échanges entre le gouvernement et la Compagnie du Canadien Pacifique

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 27 mars 1925, demandant la production de copie de toutes lettres et de tous documents, contrats, spécialement les contrats ou les conventions

entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique se rapportant à 9 George V, chapitre 31. (Document de la session no 40)

**Enquêtes sur les affaires municipales
depuis le 1^{er} janvier 1925**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 janvier 1926, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le ministre des Affaires municipales et toute personne, relativement aux enquêtes sur les affaires municipales depuis le 1^{er} janvier 1925. (Document de la session no 41)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il serait peut-être bon de continuer la séance ce soir?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demanderais à l'honorable premier ministre d'être indulgent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Du moment que vous voulez fêter le Mardi gras, nous n'y mettons aucune objection. Alors, ajournement à demain.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Les interventions de messieurs Sayer et Gault se sont faites en anglais.

2. Dans *L'Événement*: loi Armand Lavergne.

3. Dans *The Herald*, on rapporte que le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon) demande que le bill soit renvoyé au comité plénier pour étude approfondie, de manière à ce que la Montreal Harbour Commission ait la chance d'examiner le dossier. Il dit que la commission n'était pas intéressée par les questions de taxation, mais plutôt par une clause dans le bill concernant les inondations de terres le long de la rivière des Prairies.

Séance du mercredi 17 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 111 constituant en corporation les Moniales Dominicaines contemplatives de Berthierville;
- bill 76 constituant en corporation la ville de Barkmere.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 87 constituant en corporation l'Association des chimistes professionnels de Québec;
- bill 96 modifiant la loi concernant la succession Tourville;

- bill 104 concernant les biens de la succession de feu Christopher McEvoy et ceux que possède dame Anne Ephime Thomson, veuve de Christopher McEvoy, actuellement interdite pour aliénation mentale;

- bill 114 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et conventions entre les mêmes et la Ste Anne Power & Paper Company Limited.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 34 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Examen préalable

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Billets de location dans Témiscouata

M. Langlais (Témiscouata): 1. Combien de billets de location ont-ils été émis dans Témiscouata chaque année durant les 10 dernières années sur les terres de la couronne et combien durant le même délai ont-ils été annulés?

2. Combien de lots dans le comté de Témiscouata y a-t-il qui sont encore sous billet de location et sur lesquels les lettres patentes ne sont pas émises?

3. Combien le département de Colonisation a-t-il de lots actuellement disponibles pour les fins de colonisation dans le comté de Témiscouata?

4. Quels montants ont été payés dans Témiscouata comme primes de défrichement?

5. Combien sous celle de \$6?

6. Combien sous la prime de \$4?

7. Combien sous celle de \$8?

8. Les primes de défrichement dans ce comté sont-elles actuellement entièrement acquittées?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Lots vendus		Lots annulés	
1916	136	1916.....	62
1917	167	1917.....	77
1918	81	1918.....	46
1919	107	1919.....	48
1920	153	1920.....	34
1921	126	1921.....	17
1922	170	1922.....	33
1923	111	1923.....	15
1924	95	1924.....	38
1925	117	1925.....	48

2. 2,313.

3. 706.

4. \$14,754.

5. \$1,832.

6. \$3,474.
7. \$9,448.
8. Oui, à quelques rares exceptions près.

**Achat d'amiésite par
le ministère de la Voirie**

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il acheté, à date, de tonnes d'amiésite pour les routes de la province?

2. Quelle a été la somme globale payée pour cette composition?

3. De qui a-t-elle été achetée?

4. Quelle quantité dans chacun des cas et pour quelle valeur?

5. Dans quels comtés a été posée cette amiésite et quelle a été la quantité employée pour chacun d'eux?

6. Quel était l'entrepreneur dans chaque cas et quelle somme a-t-il reçue ou doit-il recevoir?

7. Ces chemins en amiésite sont-ils entretenus par les entrepreneurs ou par des cantonniers à la journée?

8. S'ils le sont par les entrepreneurs, quels sont leurs noms et quels chemins chacun a-t-il entretenus ou à entretenir?

9. Quel contrat est intervenu entre le ministère de la Voirie et chacun des entrepreneurs, et pour quelle durée dans chacun des cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 50,578.15 tonnes.

2. \$415,789.50.

3. Amiesite Asphalt Limited, Montréal.

4. Réponse donnée par les réponses aux questions 1 et 2.

5. Champlain, 2,922.1 tonnes; Deux-Montagnes, 1,485.87 tonnes; Hull, 2,008.5 tonnes; Laval, 5,591 tonnes; Napierville-Laprairie, 15,811.05 tonnes; Portneuf, \$7,918.75 tonnes; Québec, 1,826.63 tonnes; Saint-Jean, 5,586.50 tonnes; Saint-Maurice, 2,178.35 tonnes; Shefford, 1,949.65 tonnes; Jacques-Cartier, 3,299.75 tonnes.

6. Champlain, La Société de ponts et chaussées, \$31,625.89 et montant que l'entrepreneur aura droit d'avoir lorsque les travaux seront terminés; Deux Montagnes, travaux à la journée par le département de la Voirie; Hull, La Société générale de ponts et chaussées, \$434,550.36 et montant que l'entrepreneur aura droit d'avoir lorsque les travaux seront terminés; Jacques-Cartier, travaux à la journée par le département de la Voirie; Laval, Amiesite Asphalt Limited, \$59,073 tout payé, le département

de la Voirie a aussi fait des travaux à la journée; Napierville-Laprairie, Amiesite Asphalt Limited, \$223,154.80 et montant que l'entrepreneur aura droit d'avoir lorsque les travaux seront terminés; Portneuf, Amiesite Asphalt Limited, \$25,000, paiement complet; Laganère, Houde & Cie, \$62,872.86 et montant que l'entrepreneur aura droit d'avoir lorsque les travaux seront terminés; Québec Amiesite Asphalt Limited, \$22,728.96, paiement complet; Laganère, Houde & Cie, \$1,655.58, reste à recevoir \$272.84; Saint-Jean, Amiesite Asphalt Limited, \$67,220.69, reste à recevoir \$7,468.96; Saint-Maurice, T. E. Rousseau limitée, \$23,216.90 et montant que l'entrepreneur aura droit d'avoir lorsque les travaux seront terminés; Shefford, travaux à la journée par le département de la Voirie.

7. Par des cantonniers.

8 et 9. Réponse donnée par la réponse à la question 7.

**Coûts des travaux pour le
barrage du lac Kénogami**

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. Quel a été le coût de tous les travaux exécutés pour le barrage du lac Kénogami?

2. Qu'ont coûté les expropriations?

3. Quel est le nom des entrepreneurs?

4. Quels travaux avait à exécuter chacun d'eux?

5. Quel est le montant du contrat accordé à chaque entrepreneur?

6. Des contrats pour "extras" ont-ils été accordés?

7. Dans l'affirmative: a) à qui; b) pour quels travaux; c) pour quelle somme dans chaque cas?

8. Les travaux sont-ils terminés?

9. Dans la négative, quels travaux restent à faire?

10. Quelles sommes a reçues à date chacun des entrepreneurs?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$1,649,818.01.

2. \$1,279,379.02.

3. Nova Scotia Construction Company.

4. Les barrages aux endroits suivants: a) Portage-des-Roches, sur rivière Chicoutimi; b) Baie Moncouche; c) Pibrac, sur rivière aux Sables; d) Creek Outlet, ruisseau Deschênes; e) Coulée Gagnon; f) Coulée Cascouia.

5. Montant non déterminé, le contrat étant à base de prix unitaires.

6. Oui, des contrats ont été accordés pour travaux additionnels aux barrages.

7. *a)* Nova Scotia Construction Company, Fraser Brace Limited et Thomas Cozzolino; *b)* Nova Scotia Construction Company, pour plantage de palplanches en acier à Baie Moncouche; Fraser Brace Limited, pour barrage temporaire à Pibrac Est et travaux de remplissage à la tête du lac Kénogami; Thomas Cozzolino, pour travaux additionnels à Baie Moncouche; *c)* Aucun montant déterminé, le contrat à base de prix unitaires dans les cas de Nova Scotia Construction Company et de Thomas Cozzolino, et le contrat étant au prix coûtant avec indemnité dans le cas de Fraser Brace Ltd.

8. Oui.

9. Répondu par réponse 8.

10. 1. Nova Scotia Construction Company: *a)* Contrat original, \$1,318,181.92; *b)* Baie Moncouche, \$13,003.15. 2. Fraser Brace Limited: *a)* Pibrac Est (montant remboursable par Cie Price Bros.), \$111,948.20; *b)* Tête du lac Kénogami, \$726,569.58 (prix coûtant), \$40,060 (indemnité). 3. Thomas Cozzolino: Baie Moncouche, \$102,066.75.

Nombre de licences payées par les agents d'assurances

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien d'agents d'assurances ont-ils payé leur licence au gouvernement: *a)* pour 1924-1925; *b)* pour 1925-1926?

2. Le gouvernement a-t-il refusé d'accorder des licences: *a)* pour 1924-1925; *b)* pour 1925-1926?

3. Dans l'affirmative, à qui: *a)* en 1924-1925; *b)* en 1925-1926?

4. Pour quelles raisons dans chacun des cas?

5. À la demande de qui les licences auraient-elles été refusées dans chacun des cas?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. *a)* 5,328 pour 1924; *b)* 5,783 pour 1925.

2. *a)* et *b)* Oui.

3, 4 et 5. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner ces détails.

Licence d'autobus payée par la Montreal Tramways

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. La Montreal Tramways paie-t-elle au gouvernement une licence pour ses autobus?

2. Dans l'affirmative, laquelle?

3. Quels montants a-t-elle versés et à quelle date pour chacun?

4. Dans la négative, pourquoi n'en paie-t-elle pas?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. Licence sous la loi concernant les véhicules automobiles.

3. \$44 le 27 octobre 1925, et \$125 le 23 janvier 1926. La balance est discutée.

4. ...

Contrats accordés à la Compagnie Adélard Deslauriers limitée et à la Compagnie de marbre et de pierre à chaux de Québec

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quels sont les contrats accordés jusqu'ici, par le gouvernement de la province: *a)* à la Cie Adélard Deslauriers limitée; *b)* et à la Compagnie de marbre et de pierre à chaux de Québec?

2. Quel était le montant de chacun de ces contrats?

3. Y eut-il des soumissions de demandées dans chacun de ces contrats?

4. Dans l'affirmative, quelles étaient-elles et pour quels montants?

5. Y a-t-il eu des "extras" payés ou le gouvernement s'est-il engagé à en payer?

6. Dans l'affirmative, pour quels contrats et quel a été le montant de chacun de ces "extras"?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1, 2 et 4. *a)* À la Cie Adélard Deslauriers limitée, pour la nouvelle aile à l'hôtel du gouvernement: charpenterie et menuiserie, 1^{er} et 2^e contrats, \$47,787; formes du souterrain, \$511.35; maçonnerie, \$234,181.68; changements au dernier étage à la charpente, \$1,981; charpenterie et menuiserie, 3^e contrat, \$80,469.08; menuiserie, 4^e contrat, \$35,200; pour ameublement, \$2,382.73; pour l'annexe au palais de justice de Québec, parachèvement intérieur, \$37,900; *b)* pour la Compagnie de marbre et de pierre de Québec, posage du marbre et de la tuile dans l'annexe du palais de justice de Québec, \$67,586.

3. Oui.

5 et 6. Au fur et à mesure que les travaux avançaient, les soumissions pour les contrats ci-dessus ont été demandées, et elles ont été accordées au plus bas soumissionnaire.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabasca) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Demandes de documents:

Rachat des rentes seigneuriales

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents se rapportant au rachat définitif des rentes seigneuriales.

La question sur laquelle j'ai voulu attirer l'attention de cette Chambre en inscrivant sur l'ordre du jour une demande de production de documents concernant le rachat définitif des rentes seigneuriales en cette province n'est certainement pas une question nouvelle. Elle a déjà fait l'objet de débats retentissants et elle a donné lieu à une loi qui est restée lettre morte dans nos statuts parce que ses dispositions n'étaient pas celles qu'on aurait dû adopter. Depuis l'abolition de la tenure seigneuriale en cette province qui nous a laissé les rentes constituées, derniers vestiges du passif de l'héritage que nous a légué le vieil ordre de choses, les populations assujetties à ce tribut ont vainement cherché à le faire disparaître de notre territoire qui est probablement un des derniers à le subir dans l'univers entier.

Les rentes seigneuriales n'existent même que dans certaines parties de notre province, et ce qu'il y a de singulier, c'est que les terres concédées aux pionniers originaires de ce pays en sont seules affectées alors que ce sont elles qui devraient jouir du régime le plus favorable, parce qu'elles sont habitées par les descendants en ligne directe des vaillants défricheurs qui laissèrent la vieille France pour venir en fonder une nouvelle dans l'Amérique du Nord. Ces rentes constituées découlant d'un système dont les désavantages se sont exclusivement fait sentir chez les Canadiens français, il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler un peu la condition inférieure dans laquelle il maintint la grande masse de notre population et les grandes étapes de la lutte faite par nos pères pour abolir ses charges les plus onéreuses.

Toutes les vieilles terres concédées avant la cession du pays le furent sous le régime des anciennes lois françaises; toutes les terres nouvelles concédées par la couronne depuis 1760 le furent comme terres libres de toutes les charges féodales. Ainsi, ceux qui vinrent les derniers possédèrent leurs héritages sous des conditions de beaucoup plus favorables que celles auxquelles furent astreints les 60,000 pionniers d'origine française qui n'appartenaient pas au petit clan de la classe privilégiée; ainsi, les colons anglais venant s'établir sur de nouvelles terres les occupaient sans subir les multiples obligations que l'habitant d'origine française avait à remplir envers son seigneur.

Le colon anglais devenait propriétaire absolu de sa terre, personne n'avait le droit de s'y introduire pour en prélever quoi que ce soit. L'habitant français n'en avait pratiquement qu'une possession précaire; le seigneur pouvait venir y prendre, sans indemnité, les bois et la pierre dont il prétendait avoir besoin pour la construction ou la réparation de son manoir, de ses dépendances ou pour certains travaux d'utilité publique. Les cours d'eau non navigables qui traversaient la terre du colon anglais étaient sa propriété, ceux qui traversaient celle de l'habitant français appartenaient au seigneur et l'habitant n'avait pas même le droit d'y pêcher sans lui réserver une partie de sa pêche.

Le colon anglais n'avait pas d'annuités fixes à payer perpétuellement à son auteur et il gardait tous les fruits de sa terre; l'habitant français, lui, devait payer chaque année et à perpétuité en argent l'impôt du cens et était en outre sujet à l'impôt de la rente, une redevance annuelle payable en nature, blé, bois ou autres produits de la terre. La corvée au profit du seigneur était obligatoire pour l'habitant français; le colon anglais en était exempt. L'habitant français devait nécessairement faire moudre son grain au moulin du seigneur; le colon anglais faisait moudre le sien où il voulait. Quand le colon anglais vendait son héritage, il gardait le prix entier de la vente et son acquéreur ne pouvait être évincé arbitrairement. L'habitant français, quand il vendait le sien, devait remettre un douzième du prix de vente à son seigneur pour satisfaire à la servitude des lods et ventes, et le seigneur, quand il jugeait que ce prix était insuffisamment bas, avait le droit, dans un certain délai, d'évincer le nouvel acquéreur et de s'emparer de la propriété au même prix.

La condition de l'habitant français était donc absolument inférieure à celle des derniers arrivants. Il est difficile d'imaginer un tableau plus saisissant de cette infériorité que celui qui s'offre à notre esprit à la lecture de certaines considérations du rapport des commissaires choisis en 1843 pour enquêter sur la

tenure seigneuriale dans la province du Bas-Canada. Cette commission était composée de MM. Buchanan, Taschereau et Smith, nommés par le gouverneur Bagot, en remplacement des premiers commissaires qui refusèrent d'agir pour une raison ou pour une autre. Les commissaires déclarent, entre autres choses, que cette forme de tenure est "sous plusieurs rapports vicieuse et la cause d'injustices criantes..."

Aucun système ne peut être mieux calculé pour tenir l'homme dans une servitude perpétuelle... Sous lui, tous les mouvements généreux de sa nature sont étouffés. Il s'appauvrit peu à peu, il peine durant son existence entière sans espoir d'amélioration de son sort, et il transmet à ses descendants un héritage sans valeur. Sous l'opération d'une telle tenure, son droit de propriété peut devenir tout à fait illusoire; comme être moral, il est dégradé dans une dépendance perpétuelle. Ce système ne convient plus à notre époque et aux besoins de notre population, c'est une relique de la barbarie et, dans la pratique, il est contraire au progrès et à la permanence des institutions libres."

Il est vrai, dit-il, que, dans la marche vers le progrès, nous sommes partis sur ce continent 100 ans avant nos compatriotes de langue anglaise, mais, lorsqu'ils arrivèrent, ils s'élancèrent dans la course ayant les ailes de la liberté aux talons, alors que nous avons continué à traîner à nos pieds le lourd boulet de la vassalité pendant un siècle encore. Il n'est pas étonnant que nous ayons été devancés. Ce n'est que vers 1860 que les conditions de la lutte sont devenues plus égales.

Qui pourra prétendre qu'en ces dernières années nous n'avons pas considérablement amélioré nos positions? Dans les Cantons de l'Est, nous avons même reconquis une place prépondérante. Quelques-uns appellent ce progrès la revanche des berceaux; moi, je dis que nous sommes tout simplement à récolter les fruits d'or de la liberté. Portons nos regards chez tous les peuples de l'univers, nous verrons que le chiffre de la population signifie bien peu, en somme, dans la prépondérance d'une race. La liberté, mère du progrès, signifie tout.

Où en serions-nous si nous étions encore sous le régime économique dénoncé, avec raison, par les rapporteurs de 1843 comme une relique de la barbarie? Nous ne serions guère plus avancés que ne l'étaient nos pères en 1850.

Il n'est donc pas étonnant que l'habitant français se soit agité pour abolir un pareil système et pour être mis sur un pied d'égalité avec le colon anglais. Les seigneurs, de leur côté, jouissant de privilèges qui en faisaient de petits rois dans leurs domaines, firent tout en leur pouvoir pour perpétuer un état de choses qui les servait si bien.

Il y a au-delà de 100 ans que fut passée la première loi pour faciliter l'abolition de la tenure seigneuriale. C'est en 1822, en effet, que fut adopté le Canada Trade Act pour rendre possible la mutation volontaire de la tenure des terres possédées en seigneuries. Cette loi ne permettait la commutation à l'habitant possédant des terres en censive que dans les seigneuries de la couronne. En pratique, le seigneur seulement pouvait commuer sa tenure et, comme c'était plutôt l'habitant qui avait à se plaindre, cet acte fut de nul effet. En 1825, le Parlement impérial passa une loi pour améliorer l'acte de 1822. Cette loi, connue sous le nom de Trade and Tenure Act, réédicte les clauses de la loi de 1822 et décrétait en plus que, quand un seigneur obtiendrait un changement de tenure, il serait obligé de consentir une commutation à ses censitaires pour un prix qui devait être fixé par des experts. Le gouverneur général reçut instruction du Parlement impérial de commuer la tenure des seigneurs pour 5 % de la valeur des seigneuries rurales et 10 % des seigneuries urbaines. Ce taux était excessivement avantageux pour les seigneurs, mais, comme les censitaires avaient le même droit de se racheter et qu'il était à présumer qu'ils demanderaient leur rachat aux mêmes taux, taux que les seigneurs trouvaient raisonnables quand ils étaient à leur profit et trop bas quand ils étaient au profit des censitaires, ils ne se prévalurent pas généralement de l'acte amendé. De fait, en 1833, il n'y avait que deux seigneuries de commuées: la seigneurie de Sainte-Anne de la Pérade et celle de Beauharnois.

La question de la tenure seigneuriale fut le sujet de brûlantes controverses durant la période de la lutte pour la revendication de nos libertés constitutionnelles dont le point culminant fut la révolte de 1837-1838. Ce soulèvement ouvrit les yeux des hommes d'État anglais sur la nécessité qu'il y avait pour eux de s'enquérir plus profondément de la situation dans le Bas-Canada. En 1839, Lord Durham, dans son *Rapport sur les affaires de l'Amérique britannique du Nord*, reconnut, entre autres choses, que la tenure seigneuriale devait être modifiée, que tous les torts n'étaient pas du côté de l'habitant et qu'une bonne partie des difficultés avaient été soulevées par des Anglais qui avaient acheté des seigneuries des propriétaires originaires et qui avaient exercé leurs droits seigneuriaux d'une manière que le Canadien trouvait, avec raison, oppressive. Il croyait que la tenure seigneuriale devait être changée, mais qu'elle devait l'être non pas par le Parlement impérial, mais le nouveau gouvernement qu'il recommandait de donner à la colonie.

Comme résultat des recommandations de Lord Durham, le Parlement impérial passa l'Acte d'Union et le premier mouvement de la nouvelle législature fut de demander au gouverneur général des provinces unies de nommer une commission impartiale pour s'enquérir des griefs des propriétaires fonciers dans le Bas-Canada et suggérer un remède à la situation. Alors fut nommée la commission dont j'ai parlé il y a un moment et qui présentera son rapport en 1843.

En 1845 fut passée une nouvelle loi pour faciliter le changement de la tenure en seigneurie en tenure libre et elle fut amendée en 1849. À venir à 1845, l'habitant ne pouvait obtenir de commutation si son seigneur n'avait préalablement commué ses charges envers la couronne. Peu de seigneurs l'avaient fait, durant l'espace de 20 ans, de 1826 à 1846, il n'y en avait que neuf qui s'étaient prévalus des dispositions de la loi de 1825. La loi de 1845 et ses amendements de 1849 laissant la commutation facultative eurent peu de résultats pratiques.

La Législature comprit que, si on voulait obtenir des résultats sérieux, il fallait rendre la commutation obligatoire et chez le seigneur et chez le censitaire. En 1854 fut adopté l'acte seigneurial qui abolissait définitivement les droits et charges féodales. Il créa la Cour seigneuriale pour définir les droits des seigneurs, des censitaires et de la couronne; des commissaires furent nommés pour faire l'évaluation de ces droits respectifs. La Cour seigneuriale rendit son jugement en 1856; elle décida que les censitaires étaient propriétaires des cours d'eau non navigables traversant leurs terres et les réserves de bois et autres devaient être abolies sans compensation. Quant aux corvées et autres servitudes appréciables à prix d'argent comme la banalité, les lods et ventes et le droit de retrait, ils furent reconnus. Le taux des cens fut aussi maintenu.

Les divers droits du seigneur et de la couronne furent évalués dans les cadastres des commissaires, dont la plupart furent déposés en 1859. La même année, un fonds fut voté par le gouvernement pour indemniser les seigneurs de tous leurs droits qui étaient abolis moins le cens et la rente qui restent à la charge des censitaires. Le paiement annuel de ces derniers fut capitalisé et ils furent libres de payer ce capital ou d'en payer la rente à 6 % l'an. Le rachat des autres droits coûta une dizaine de millions au Trésor public.

Relativement peu de censitaires rachetèrent leurs rentes et ce sont celles qui restent qui sont ces derniers vestiges, chez les Canadiens français, d'un vieil ordre de choses qui, pendant de si nombreuses années, nuisit à leur développement en mettant sur

leur chemin des obstacles que ne connurent pas ceux qui vinrent plus tard qu'eux. C'est d'elles dont se plaignent, avec raison, des milliers de propriétaires soit de terres en campagne, soit de terrains en ville, non pas tant qu'elles soient onéreuses comme sommes à payer, mais parce qu'elles sont tracassières par les ennuis considérables dont elles sont la source. Les ennuis que nécessite la recherche des titres, les frais des actes à passer, le fait que le débiteur ne peut se libérer qu'à des jours fixes sont des causes de l'existence des rentes seigneuriales et de la non-application de la loi. Une loi basée sur les suggestions que je fais au gouvernement mettrait fin à un état de choses que je juge préjudiciable à notre développement.

Et le débiteur n'a guère d'intérêt immédiat à payer le capital de ses rentes. Il se dit, avec raison, que, s'il rembourse ce capital, ceci ne lui donnera pas un sou de plus dans le cas de vente de sa propriété. Alors, pourquoi versera-t-il 100 ou 200 dollars, quand il lui est possible de conserver cet argent en ne payant que 6 % d'intérêt par an, sans jamais avoir à rembourser ce capital? La preuve de l'inefficacité de la loi, c'est qu'un nombre très considérable de censitaires ne se sont pas encore rachetés, après au-delà de 60 et 70 ans qu'il leur a été possible de le faire.

Un siècle s'est écoulé depuis que l'on a passé la première loi pour en arriver à l'abolition complète de la tenure seigneuriale et il nous reste encore une multitude de terres et de terrains qui sont assujettis aux rentes qui nous ont été imposées par les vieilles lois françaises. Doit-on laisser se perpétuer cet état de choses?

Je crois que non, car il est un moyen assez simple, en somme, de le réformer dans un espace de temps plus ou moins court, selon que le gouvernement désirerait le changer sans sacrifices pécuniaires ou avec plus ou moins d'aide financière de sa part.

En France, le rachat des droits seigneuriaux fut décrété à l'époque de la Révolution et, un peu comme il le fut plusieurs années plus tard dans notre province, et comme ici, on se plaignit de la tenure de leur extinction complète. Le duc de Savoie, en 1771, avait procédé d'une manière plus rationnelle en faisant décréter l'obligation pour chacune des communes de son duché de racheter les droits seigneuriaux. La question se trouva définitivement réglée.

Nous avons aujourd'hui l'avantage d'avoir une superbe organisation municipale dans notre province et elle est toute prête à faire sa part dans le règlement de cette question. Ma suggestion serait que le

gouvernement fournisse son crédit pour payer aux propriétaires des seigneuries le capital fixé par la loi de toutes les rentes constituées existant dans le pays. Ce capital serait avancé aux municipalités dans lesquelles les rentes seraient rachetées et chaque terre ou terrain serait assujéti à une taxe spéciale correspondant exactement à la rente rachetée, et ce, pour un nombre d'années suffisant pour que la différence de l'intérêt exigé par le gouvernement et le 6 % payé éteigne le capital emprunté. Cette taxe spéciale serait perçue en même temps que les autres impôts par les bureaux municipaux qui l'emploieraient à rembourser le gouvernement de ses avances. Sa perception serait la contribution des municipalités à l'extinction complète des rentes seigneuriales.

Quel serait l'effet de cette mesure? En supposant que le gouvernement ne voudrait faire aucun sacrifice financier, il avancerait à 5 % l'an les capitaux nécessaires. Les conseils municipaux faisant la perception de la rente comme taxe recevraient des censitaires 6 % par année. Un pour cent irait donc pour amortir la dette, ce qui signifie qu'en 40 ans tous vestiges des droits seigneuriaux seraient disparus de notre province sans qu'il en ait coûté un sou à qui que ce soit tout en améliorant, dès l'adoption de la loi, la condition de plusieurs milliers de cultivateurs et de petits propriétaires urbains. Le censitaire n'aurait plus à chaque année à faire un voyage ennuyeux pour acquitter ses rentes. Il paierait sa redevance annuellement en même temps que ses autres taxes municipales en ayant la consolation de savoir que, chaque fois qu'il effectue son versement, une partie de son argent va pour éteindre le capital de sa rente qui ne sera plus perpétuelle, mais qui s'amortira petit à petit. Sa terre serait en outre libérée par la simple opération de la loi, sans qu'il ait besoin de payer quoi que ce soit pour obtenir la mainlevée de l'hypothèque légale la grevant actuellement.

Et maintenant, comme dans un avenir assez rapproché le gouvernement pourra emprunter à 4 %, je crois qu'il pourrait facilement avancer les fonds nécessaires à ce taux. Cela permettrait l'extinction de la taxe spéciale dans environ 25 ans. La contribution du gouvernement dans ce cas serait la faible perte qu'il aurait à subir sur la différence des intérêts jusqu'au moment, qui ne peut être éloigné, où il pourra emprunter à 4 %.

Quarante ans, 25 ans, cela peut paraître long dans la vie d'un homme, mais c'est excessivement court dans la vie d'un peuple. Il y a aujourd'hui tout près de 70 ans que les rentes sont rachetables et nous sommes loin de les avoir toutes rachetées. Si la

mesure que je suggère, et elle a dû être suggérée par d'autres avant moi tant elle est simple, si cette mesure, dis-je, avait été adoptée à l'époque où le gouvernement pouvait emprunter à 3 %, il y a longtemps que les rentes seigneuriales seraient éteintes et que nos bons paysans canadiens-français n'auraient plus, comme un grand nombre l'ont encore, à faire un pèlerinage annuel pour payer, très souvent, à un étranger qui s'est porté acquéreur des droits appartenant originellement à nos anciennes familles.

Quel serait le montant requis pour faire cette grande opération financière? La réponse est pour le moment dans le domaine de l'inconnu et il serait peut-être très osé de tenter même une simple approximation. Ce que nous savons, c'est qu'il en a coûté 10 millions au-delà aux gouvernements qui nous ont précédés pour exécuter la majeure partie de la grande œuvre de l'abolition de la tenure seigneuriale, et qu'avec le projet soumis à l'attention de la Législature de la province la part du gouvernement pour en arriver à la libération définitive de notre sol ne saurait être onéreuse. Il y a cependant un moyen assez facile d'en arriver à une certitude sur ce montant, c'est de passer, dès cette année si on juge comme moi que ce problème mérite une étude approfondie, une loi requérant les propriétaires de seigneuries de déposer dans un délai de six mois, au département des Affaires municipales, une copie de leur cadastre respectif en indiquant les numéros qui ont été rachetés et ceux qui ne l'ont pas été, le total du capital non acquitté et les adresses de ceux qui paient les redevances en ce moment. Ces derniers n'auront aucune objection, j'en suis sûr, à produire cette copie de cadastre, car tous seront heureux de rentrer dans leur capital de la manière que je l'ai suggéré.

On m'objectera peut-être que nous avons dans nos statuts une loi autorisant les municipalités à faire le rachat des rentes constituées. À ceci je répondrai que, souffrant du même vice que toutes celles qui ont furent adoptées avant l'acte seigneurial de 1854, elle est inopérante, comme les premières l'ont été, et ce, parce que ce rachat est facultatif de la part de la municipalité et ne peut avoir qu'une portée locale très restreinte. L'abolition totale des rentes constituées ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une loi la rendant obligatoire dans toute la province et pour tous les intéressés.

J'espère que mon projet sera adopté. La tâche peut, de prime abord, paraître d'une magnitude déconcertante, mais, si l'on tient compte des ressources de la province, de son organisation

municipale parfaite, de l'esprit progressif de ceux qui sont à la tête de son administration, elle est loin d'être au-dessus des forces du gouvernement actuel. En ce dernier quart de siècle, il a accompli des réformes de beaucoup plus hardies que celle-là. Et si, avant d'entreprendre cet ouvrage plutôt volumineux que difficile, nous sentons hésiter nos volontés, songeons au travail herculéen que firent nos hommes publics de 1825 à 1855, pour changer radicalement la tenure des terres, c'est-à-dire, en définitive, la façon de vivre dans ce pays. Cette réforme, d'après certains penseurs, ne pouvait plus s'accomplir, ici, sans révolution sanglante qu'on n'avait pu l'opérer en France, sans les horreurs de la guerre civile. Cependant, grâce à leur labeur prudent et intelligent de chaque jour durant plus d'un quart de siècle, elle s'est réalisée dans presque toute son intégrité, dans un calme relatif et sans effusion de sang. Il nous reste, comparativement, bien peu à faire pour compléter leur œuvre.

Si les rentes ne furent pas rachetées comme le furent les droits féodaux, ce fut pour deux raisons principales: la première fut de laisser une parcelle des vieux privilèges aux seigneurs pour donner un semblant de survivance à leur domination des anciens jours afin de leur fournir une raison apparente d'accepter le nouvel ordre de choses; la seconde fut de ne pas trop obérer le Trésor public en répartissant une partie du coût du rachat des droits féodaux sur les milliers de censitaires intéressés.

L'utilité de la continuation des rentes constituées pour la première raison n'existe évidemment plus. Les seigneurs ne sont plus que des valeurs commerciales. Elles ont été rachetées pour la plupart par des roturiers des anciens jours qui ont fait, d'une manière ou d'une autre, leur trouée dans la vie et qui ont vu un bon placement dans leurs achats. Et, dans nos vieilles familles de seigneurs, la génération d'aujourd'hui n'a pas même le souvenir des jours bénis pour leurs ancêtres où le seigneur du Bas-Canada avait cent fois plus de pouvoir sur ses censitaires que le roi d'Angleterre n'en a aujourd'hui sur ses sujets. Quant à la deuxième raison, le Trésor public est dans une condition absolument plus avantageuse qu'il ne l'était vers les 1860, et le mode de rachat proposé ne comporte d'ailleurs que peu ou point de contributions monétaires de la part du gouvernement, selon qu'il voudra plus ou moins hâter le jour où les habitants des terres ouvertes par les fils de France pourront dire qu'ils marchent enfin sur un sol aussi libre que celui qui est foulé par les descendants de ceux qui ne vinrent au pays que deux siècles plus tard.

J'ai non seulement confiance que ma motion pour production de documents sera agréée par cette Chambre, mais je suis aussi convaincu que mes honorables collègues donneront à la question qu'elle soulève toute l'attention qu'elle mérite et que tous et chacun voudront aider à la faire décider dans le sens de l'intérêt public, car tous ont à cœur la libération définitive de nos vieilles terres françaises, des vestiges des temps anciens qui auraient dû disparaître dès le premier jour où l'on concéda une terre absolument libre aux derniers venus.

(Applaudissements)

M. Richard (Verchères): Le comté que je représente comprend plusieurs seigneuries dont les statuts refondus de la province de Québec, 1926, enregistraient scrupuleusement les noms, noms qui évoquent un passé de gloire et que je citerais volontiers à l'honneur de notre histoire.

Je nommerai les seigneuries de Verchères, de Courmoyer, du Cap-Saint-Michel, de Trinité, de Contrecoeur, de Varennes, de Belœil et de La Guillaudière. Malgré cet héritage de gloire, il n'en reste pas moins vrai que toutes les terres de mon comté sont encore assujetties aux rentes seigneuriales, reliquat d'un autre âge où les cultivateurs payaient certainement plus de taxes qu'aujourd'hui. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a cru bon de provoquer un débat pour attirer l'attention de cette Chambre sur l'opportunité qu'il y aurait d'offrir aux municipalités le rachat de ces rentes seigneuriales. Les moyens de racheter ces droits en les faisant passer du domaine seigneurial dans le domaine municipal, où ils seraient éteints au moyen d'un fonds d'amortissement, sont très heureux, et je suis heureux de concourir dans ses vues. Pourquoi le gouvernement de la province de Québec, par son acte de 1854, n'a-t-il pas racheté tous les droits seigneuriaux? Faire cette question, c'est exprimer un regret très sérieux, et pour cause. Si l'on réfère à nos statuts provinciaux, nous constaterons que, sur 86 comtés ou circonscriptions électorales, 66 contiennent encore des seigneuries. Il n'y en a que 20, par conséquent, dont les terres sont, à l'heure actuelle, en tenure libre ou en franc-alleu.

Sur 1,350 municipalités rurales, il s'en trouverait environ la moitié dont les contribuables sont encore des censitaires. Je n'ai aucun doute que, si le gouvernement consentait à prêter aux municipalités intéressées de l'argent à des conditions raisonnables pour racheter ces droits seigneuriaux, l'on s'empresserait d'affirmer que le gouvernement Taschereau compléterait l'œuvre commencée en

1854 pour l'abolition de ces rentes. L'on objectera que ces droits sont minimes, je le comprends. Mais il exige chez le censitaire le même déplacement que s'il s'agissait du paiement d'une forte somme. Il en résulte des inconvénients graves et pour le censitaire et pour le seigneur. L'on dira aussi que le censitaire peut facilement se racheter. Telle n'est pas mon opinion. Ces rentes seigneuriales sont, pour la plupart, substituées sous l'administration de fidéicommissaires et d'exécuteurs testamentaires souvent nombreux, vivant loin les uns des autres, et les frais encourus pour se racheter dépassent le capital du rachat. J'attirerai l'attention de cette Chambre sur le chapitre 260 des *Statuts refondus*, 1925, et mes collègues se rendront compte des formalités difficiles qu'il s'agit de remplir dans le cas du rachat. Le bon moyen pratique serait de mettre les municipalités en état de bénéficier des dispositions du titre XVII du code municipal. Ce serait de prêter aux municipalités, et à taux réduits, les sommes nécessaires à telle fin.

Il y a dans cela une grave question d'équité à considérer. Tous les citoyens devraient, dans notre province, avoir droit à des terres en tenure libre, et le gouvernement ne perdrait rien puisque les municipalités rembourseraient toujours le montant avancé.

(Applaudissements)

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Tourville), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Taux de l'énergie électrique de la Cedars Rapids Co. et de la Montreal Power Co.

M. Plante (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, résolutions, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le conseil municipal de la cité Valleyfield, au sujet des taux et de la disponibilité de l'énergie électrique dont la Cedars Rapids Co. et la Montreal Power Co. disposent pour des fins industrielles.

Le conseil municipal de Valleyfield m'a adressé une résolution, adoptée le 18 février 1925 par le conseil de la cité de Valleyfield, disant qu'il s'étonnait de voir que l'énergie électrique de la province de Québec servait à alimenter les industries américaines à des taux plus bas que ceux que paient les industries canadiennes.

Dans cette résolution, le conseil municipal signale le fait singulier que le moulin à papier Algonquin Hill s'est établi à Ogdensburg, États-Unis, au lieu de s'établir à Valleyfield, pour la raison que l'énergie électrique qui sert à alimenter cette industrie coûte \$12.50 le cheval-vapeur à Ogdensburgs, tandis que le prix en était de \$25 le cheval-vapeur à Valleyfield. Le point typique de la question, c'est que cette énergie électrique est fournie par la Cedars Rapids Co., qui a ses usines dans la province de Québec. Ainsi, cette compagnie canadienne vend son énergie électrique dans la province de Québec, où elle est développée, plus cher qu'aux États-Unis où elle la vend et la transmet à des compagnies subsidiaires.

Je ne veux pas soulever un long débat, mais je veux savoir ce que le gouvernement a à dire à ce sujet.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
M. l'Orateur, je propose l'ajournement du débat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour longtemps?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je voudrais prendre connaissance de la résolution dont l'honorable député de Beauharnois (M. Plante) a parlé et obtenir certains chiffres. Ça ne sera pas long.

Il propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 55 changeant le nom de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et l'autorisant à augmenter son capital.

Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 changeant le nom de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et l'autorisant à augmenter son capital.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Demandes de documents:

Voyage de l'assistant procureur général aux États-Unis

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre l'assistant procureur général de la province et toute personne au sujet de son voyage aux États-Unis, à la veille de la clôture de la session, en décembre 1922.

Adopté.

Pont interprovincial entre Cross Point, Québec, et Campbellton, Nouveau-Brunswick

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick et aussi le gouvernement du Canada, concernant la question du pont interprovincial entre Cross Point, Québec, et Campbellton, Nouveau-Brunswick.

Adopté.

Nomination d'un successeur à feu M. E. Valiquet, du bureau montréalais des examinateurs des ingénieurs

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. L'Archevêque), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres, particulièrement le ministre des Travaux publics et du Travail, et l'International Union of Steam & Operating Engineers ou toute personne, au sujet de la nomination d'un successeur à feu M. E. Valiquet, membre du bureau des examinateurs des ingénieurs stationnaires pour le bureau de Montréal.

Le 26 août¹ dernier, l'Union internationale des ingénieurs stationnaires, local 588, s'adressait au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) pour connaître la date à laquelle le gouvernement nommerait un successeur à M. Valiquet, décédé, qui occupait la position d'examineur des ingénieurs stationnaires pour le bureau de Montréal.

Le 1^{er} septembre, le ministre répondait que, sur la recommandation du sous-ministre du Travail et de beaucoup d'amis du gouvernement, M. J. B. Verdon avait été nommé le 20 août, par ordre en conseil, pour occuper la position.

Au commencement de septembre, le local 588 de l'Union des ingénieurs stationnaires demandait une entrevue au ministre du Travail et, le 6 septembre, le ministre rencontrait les délégués de l'Union. Il annonçait à ces délégués l'entrée en fonction de M. Verdon et affirmait que ce dernier habitait maintenant à Montréal avec sa famille. Une semaine ou deux après cette entrevue, les ingénieurs stationnaires constataient que la position laissée vacante par le décès de M. Valiquet n'était pas occupée par M. Verdon, comme l'avait affirmé à deux reprises, par écrit et verbalement, le ministre du Travail, mais plutôt par un M. Walsh, qui soumettait aux ingénieurs stationnaires sa nomination par écrit en bonne et due forme.

Je désire savoir, avec les ingénieurs stationnaires, pourquoi le ministre du Travail a caché cette nomination de M. Walsh et trompé, délibérément ou non, des ouvriers qui ont droit à plus d'égards de la part de celui qui représente leurs intérêts dans le cabinet. L'honorable ministre du Travail voudra bien dire en même temps à cette Chambre si la qualification d'être un ami du gouvernement est indispensable pour occuper la position d'examineur des ingénieurs stationnaires, comme semble l'indiquer sa lettre aux ingénieurs stationnaires qui voulait que la nomination d'un remplaçant ait été faite sur la recommandation du sous-ministre et de beaucoup d'amis du gouvernement.

M. l'Orateur: À l'ordre! L'honorable député ne peut dire que l'honorable ministre a trompé l'Union des ingénieurs.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai dit: "Trompé délibérément ou non", et je retire l'expression. Mais je voudrais bien savoir ce que l'honorable ministre a à dire sur ce sujet.

M. l'Orateur: À l'ordre! Le règlement ne permet ni les propos offensants ni les commentaires qui s'y rattachent.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'y a pas, dans cette affaire, de quoi faire des gorges chaudes, ni faire perdre de temps de la Chambre. Il s'agit tout simplement d'une erreur que j'ai faite en répondant à ces messieurs qui m'avaient demandé

des renseignements. M. Verdon a été nommé en même temps que M. Walsh et je me suis trompé de nom. C'est une simple erreur, facile à comprendre, vu que les noms de Verdon et Walsh² se ressemblent un peu. De là, la colère de notre ami. La nomination de M. Walsh est connue de tous, et tout le monde en est satisfait.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si l'honorable ministre avait donné cette explication à l'Union... Mais, malheureusement, c'est toujours la même chose. La semaine dernière, l'honorable ministre du Travail disait...

Des voix ministérielles: À l'ordre!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député ne peut faire allusion à un débat antérieur. Je n'ai pas voulu relever son injure de tout à l'heure, mais je crois qu'il doit observer les règles.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il me reste à ajouter, M. l'Orateur, que l'Union est enchantée de la nomination de M. Ward.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. Renaud (Laval): Il n'y a aucun changement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Non.

M. Renaud (Laval): Pas d'amélioration dans ce département?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Il y a des améliorations, mais nous ne demandons pas plus d'argent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) interroge l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) sur la façon dont on fait les comptes publics.

Il s'élève contre l'insuffisance des renseignements contenus dans les comptes publics, au sujet de l'emploi de ces argents. Il est impossible de trouver les renseignements dont on a besoin, dit-il, et les ministres eux-mêmes ne peuvent y puiser les informations qu'il leur faut pour renseigner la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que l'on a ajouté un sommaire aux comptes publics, ce qui rend plus facile la recherche des dépenses.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Combien de réunions du Conseil de l'agriculture ont été tenues?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Je ne pourrais le dire, mais il y a toujours quelques réunions chaque année.

Des voix de l'opposition s'informent si cette somme de \$3,000 est affectée seulement aux frais de voyage des membres du conseil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve étrange que la somme soit toujours la même, chaque année. Ça devrait varier de temps en temps, dit-il.

Il demande que l'item soit suspendu.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Cette somme est employée pour les subventions ordinaires aux cercles, pour les subventions aux concours d'étables, de labour, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a pas d'amélioration, pas de réforme dans les cercles agricoles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Il y a eu des réformes et mon honorable ami le sait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avez-vous obtenu des résultats?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Les concours ont obtenu de beaux résultats, surtout les concours de légumes. Nous avons eu de beaux concours de choux de Siam...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les prix accordés?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Nous donnons de l'argent aux cercles qui offrent des premiers prix de \$10.

M. l'Orateur: Adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, oui³.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

L'honorable chef de l'opposition a été assez aimable pour dire que ce journal était bien rédigé. C'est le même rédacteur qui le rédige.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En effet, le journal est bien rédigé. Mais pourquoi ne pas lui donner plus d'expansion au lieu d'encourager le *Bulletin de la ferme*? Nous aurons occasion de parler du *Bulletin de la ferme* lorsque nous serons appelés à voter l'octroi qui lui est accordé.

Il raille l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) parce que son portrait a paru dans cette revue, une fois au cours de l'année.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

répond que son portrait n'a été reproduit que contre sa volonté formelle.

Nous donnons un octroi annuel de \$6,000 au *Bulletin de la ferme* et ce montant apparaît dans l'item "Divers en général".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): D'après moi, le *Journal d'agriculture* suffit à renseigner la classe agricole. Le journal qui l'imprime vit aux dépens de la province. Ce journal louange les ministres et insulte les membres de l'opposition. Le *Bulletin de la ferme* a été fondé pour détruire une organisation

agricole. Il est à base de haine et de vengeance et on l'encourage pour essayer de nuire à un autre journal, fondé par un citoyen respectable, qui est sorti honoré d'une de nos principales écoles d'agriculture⁴.

Il fulmine contre *Le Canada* et *Le Soleil*.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mon honorable ami dit que le *Journal d'agriculture* fait vivre un journal de Montréal. Il a déjà eu l'occasion de le prouver et il n'a pas réussi. Quant au *Bulletin de la ferme*, l'honorable chef de l'opposition dit qu'il a été fondé pour nuire à une œuvre légitime. Mais il oublie que cette œuvre a été acquise illégitimement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est encore la même chose.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je dis la même chose parce que je dis la vérité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Si le journal le *Bulletin des agriculteurs* a été acquis illégitimement, pourquoi ne pas avoir attaqué la vente?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il aurait fallu faire un procès et souvent on hésite avant de faire un procès.

Il démontre que le *Bulletin des agriculteurs* n'est qu'une machine politique, qu'il fut vendu illégalement par le bureau des anciens directeurs, que la coopérative, ainsi injustement dépouillée de son organe, fut obligée de fonder un autre journal connu sous le nom de *Bulletin de la ferme*, bref, que toute cette organisation, dont l'ancien chef se servit dans une lutte politique personnelle, n'est digne d'aucune confiance.

Le *Bulletin de la ferme*, à publication hebdomadaire, est appelé à rendre de grands services. Il s'occupe exclusivement de coopération et donne aux coopérateurs les derniers prix du marché. Il est devenu un organe indispensable depuis le développement de la coopération dans cette province.

Il est appelé à rendre de grands services aux coopératives et aux cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) remarque que les prix des marchés sont publiés tous les jours dans les journaux.

La résolution est laissée en suspens.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45**Sons of Israel**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Ogilvie Benefit Fund Inc.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 constituant en corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Adélard Lacasse

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 autorisant Adélard Lacasse à exercer la profession d'opticien et d'optométriste.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de West Templeton, règlement no 22

M. Lahaie (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 ratifiant le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton, annexé à la présente loi comme cédule A, conférant à la Canadian International Paper Company, ses successeurs et ayants cause une évaluation municipale fixe et autres droits et privilèges, est par la présente loi confirmé et déclaré valide et obligatoire, et l'évaluation fixe qui y est établie s'appliquera aux fins municipales seulement et pour une période de dix ans."

Des voix de l'opposition: "Explain!"

M. Lahaie (Papineau): Il s'agit tout simplement de ratifier un règlement de la municipalité de West Templeton.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lahaie (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rouyn Mines Railway Company

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 modifiant la charte de la Rouyn Mines Railway Company.

Adopté.

En comité:

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Pourquoi veut-elle changer son nom?

M. Thériault (L'Islet): C'est à la demande des chemins de fer nationaux que nous changeons le nom. Le Chemin de fer national a craint une confusion à cause du nom de "mines" dans la charte.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Ah! ah! Ce sont les chemins de fer nationaux qui demandent le changement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, pas les chemins de fer nationaux.

M. Thériault (L'Islet): Je me suis mal exprimé. Ce ne sont pas les chemins de fer nationaux qui ont demandé le changement. C'est l'avocat de la compagnie du chemin de fer de Rouyn qui s'est objecté à ce que le nom de la compagnie porte le nom d'une mine. Les promoteurs de la compagnie trouvent que le mot "mines" pourrait prêter à confusion, à cause des développements miniers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La compagnie a cru qu'il vaudrait mieux qu'elle ait comme nom National Transcontinental Branch Limited Company. Le travail va bon train, mais on a constaté que le nom de la compagnie présentait certains inconvénients.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Pouvons-nous savoir l'exacte raison de ce changement? Même s'il ne s'agit que de curiosité, c'est une curiosité légitime que de vouloir avoir plus de renseignements.

M. Thériault (L'Islet) dit qu'il n'y a pas eu d'opposition à ce que son comité siège.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand on demande une chose comme celle-là, c'est qu'il existe une raison suffisante. Maintenant, est-il nécessaire de redire ce qu'est le chemin de fer en question? Il va nous aider à garder pour la province de Québec nos richesses minières.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que la compagnie a émis des obligations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je l'ignore, mais je sais que l'on termine le chemin de fer.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Nous sommes en droit de savoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela ne nous concerne nullement de savoir si les obligations ont été émises ou pas.

M. Smart (Westmount): Mais alors ce chemin de fer sera bâti pour le C. N. R.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Westmount n'a rien découvert. Tout cela a été dit l'an dernier. Il n'y a pas de mal à ce que ce chemin de fer fournisse le trafic au C. N. R. Et il est de l'intérêt de la province de Québec qu'il se construise ici. Cette voie ferrée est en construction. Il y a 15 milles de faits et la voie sera complétée au mois de décembre prochain. La province de Québec retirera ainsi tout le bénéfice du commerce de la région de Rouyn, car Montréal et Québec seront reliées directement à la région minière. L'an dernier, la province d'Ontario a fait de grands efforts avec la Northern Ontario Railway pour pénétrer dans cette région avant la province de Québec. Nous avons empêché, par une action prompte, le drainage de l'une de nos meilleures ressources vers la province voisine.

M. Thériault (L'Islet): Le nom de la compagnie créait certaines difficultés à des compagnies minières, dans la vente de leurs actions et obligations.

M. Smart (Westmount): À la dernière séance, on nous a dit que c'était une compagnie privée. Je suis informé, et j'ai des raisons de croire que cette information est exacte, que la compagnie, incorporée l'an dernier, était composée d'employés du Chemin de fer national et que l'ingénieur du chemin de fer est l'ingénieur de la nouvelle ligne. Il prétend que la compagnie n'est pas privée comme on a voulu le faire croire à la Chambre au moment de l'incorporation. J'en conclus que les promoteurs du bill ont trompé la Chambre, l'an dernier, et que c'est pour cela qu'ils veulent, aujourd'hui, changer le nom de la compagnie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Même si cela était vrai, qu'est-ce que cela peut faire? Au contraire, cela ne ferait que rendre la situation plus sûre. Il n'y a rien à cacher là-dedans. On savait, l'an dernier, que c'était le Chemin de fer national qui construisait la ligne de chemin de fer de Rouyn. Il est sûrement préférable que ce soit un embranchement du C. N. R. Peut-être le député de Westmount (M. Smart) n'est-il pas d'accord à ce sujet, puisqu'il veut que l'Ontario entre en jeu.

La province de Québec retirera tout le bénéfice de cette nouvelle ligne, et c'est ce qui importe le plus. Le chemin de fer en question est appelé à devenir un actif précieux pour le C. N. R. et pour nos deux grandes villes, Québec et Montréal. Quant au nom, on sait fort bien que celui qu'on propose actuellement est le mieux approprié. Je ne comprends pas du tout le sens des objections qu'on nous sert.

M. Smart (Westmount): Je ne m'oppose pas au changement de nom, je ne fais que faire remarquer que la Chambre a été trompée, à la dernière séance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelle objection y a-t-il à ce changement?

M. Smart (Westmount): Je me plains du fait que les promoteurs ont trompé la Chambre quand le bill a d'abord été introduit et que la demande d'incorporation a été faite, il y a de ça quelques années.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien cela va-t-il coûter?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On ne bâtit pas un chemin de fer avec des prières, mais cette question ne relève pas de nous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si tout est dans l'intérêt de la province dans ce changement de nom, pourquoi veut-on cacher quelque chose? L'honorable député de L'Islet (M. Thériault) nous a dit, avec sa candeur ordinaire, que le changement était fait à la demande des chemins de fer nationaux. L'honorable premier ministre s'est empressé de dire: "Non, ce ne sont pas les chemins de fer nationaux." Alors, l'honorable député de L'Islet s'est empressé de répéter: "Non, ce ne sont pas les chemins de fer nationaux qui demandent cela." Il faut admirer la candeur de l'honorable député de L'Islet. Je me demande pourquoi on fait tant de mystère. Pourquoi ne pas nous dire tout de suite ce dont il s'agit?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Encore un beau discours⁵.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delisle (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne

M. Daniel (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 ratifiant certains emprunts et certaines résolutions de la fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Recouvrement des taxes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal relativement au recouvrement des taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 2 modifiant la loi du service des pêcheries maritimes.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 65 validant un certain acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévost;

- bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie;

- bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda;

- bill 86 relatif à la fusion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec;

- bill 103 modifiant la charte de la Compagnie provinciale d'indemnité.

**Acte de vente par la Compagnie de Jésus
à Antonio Prévost**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 65 validant un certain acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévost.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Sœurs des
Saints Noms de Jésus et de Marie**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Fusion de sociétés Saint-Jean-Baptiste
à Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 relatif à la fusion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Compagnie provinciale
d'indemnité**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 modifiant la charte de la Compagnie provinciale d'indemnité.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Ville
de Noranda**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda.

Les amendements sont lus une première fois.

La séance est levée à 9 h 45.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on écrit le "25" août.
2. Dans *L'Événement*, on dit "Ward". Pour préserver l'homogénéité du texte, nous avons utilisé "Walsh" comme dans *La Patrie* qui rend un article plus complet.
3. *Le Soleil* mentionne une discussion sur un crédit de \$40,000 accordé à la médecine vétérinaire. Cependant, il ne rend pas la discussion qui s'en est faite.
4. Dans *L'Événement*, il est écrit que M. Sauvé veut essayer de transporter le débat sur M. J.-N. Ponton, directeur du *Bulletin des agriculteurs*, et provoquer un nouveau discours de l'honorable M. Caron. M. Duranleau, qui devine la manœuvre de son chef, sourit.
5. Dans *Le Soleil*, on attribue cette remarque à M. Plante.

